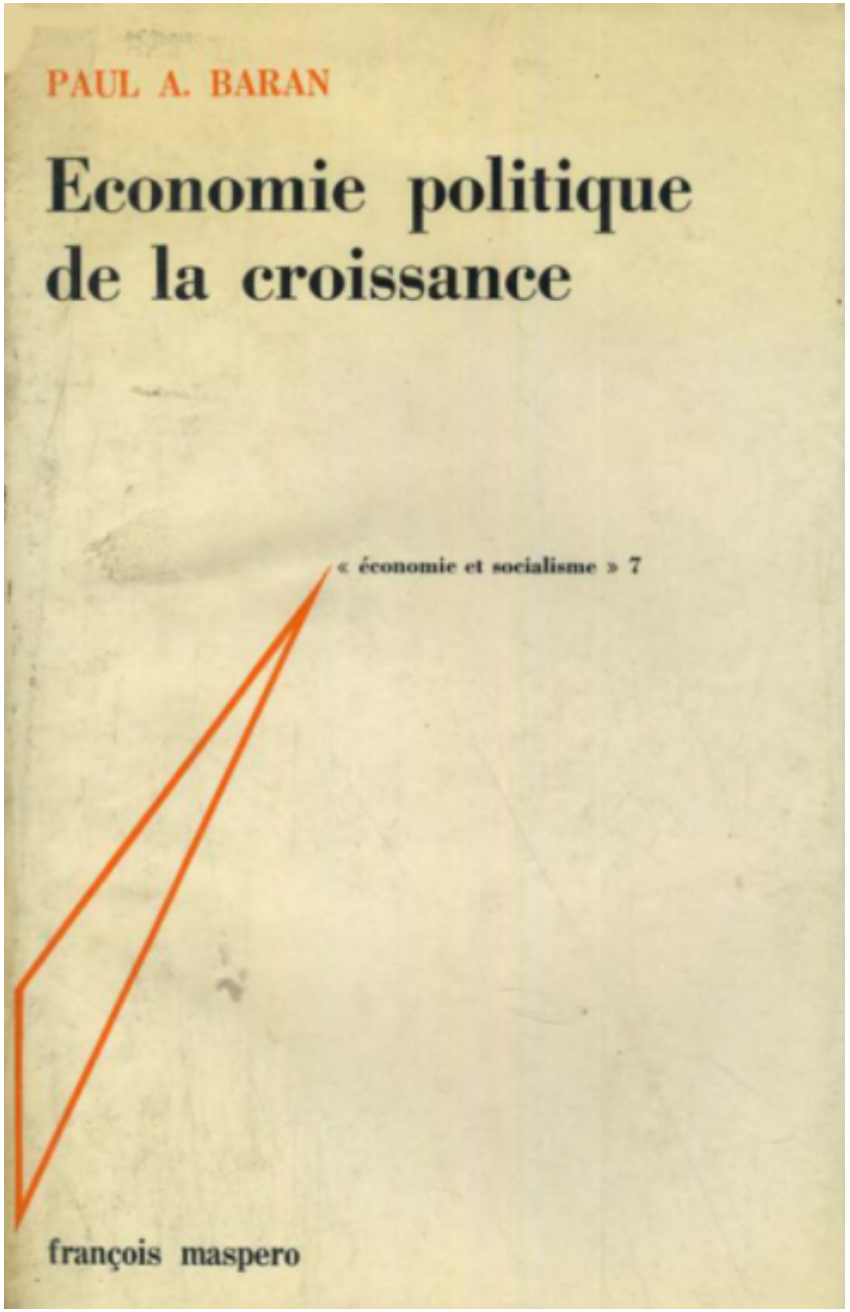

paul a. baran

économie politique de la croissance

traduit de l'anglais par liane mozère

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé - Ve
PARIS
1967

© 1957, Monthly Review Press, New York.
Titre original : *The Political Economy of Growth*.
© 1967, Librairie François Maspero, Paris, pour la version française.
Tous droits réservés.

Avant-propos

Paul Baran, dont le présent livre constitue l'une des œuvres essentielles, est mort le 26 mars 1964. Avec lui disparaissait un grand économiste marxiste et, selon l'expression de Paul Sweezy et Leo Huberman, « un combattant intellectuel de la lutte de classes ».

Ces quelques lignes ne sont pas destinées à souligner l'importance de son œuvre. Celle-ci se suffit à elle-même et elle est largement connue des lecteurs de langue anglaise ou espagnole. Malheureusement, elle était jusqu'ici moins accessible aux lecteurs de langue française. C'était là une grave lacune que la présente publication vient partiellement combler.

Dans ce bref avant-propos, je voudrais seulement faire part des souvenirs que j'ai de Paul Baran, car j'ai eu la joie de le connaître non seulement comme économiste mais aussi comme homme, et l'homme tenait les promesses de l'économiste : lucide et chaleureux, rationaliste et courageux, sérieux et spirituel.

Notre première rencontre a eu lieu à Calcutta, au cours de l'hiver 1955-56. Il était venu à l'Indian Statistical Institute, dirigé par le Professeur Mahalanobis, et il avait été consulté pour la préparation du 2e Plan Quinquennal de l'Inde (1956-1961). Je me souviendrai toujours des discussions que nous avons eues alors, lui et moi, avec les économistes indiens et les économistes étrangers qui se trouvaient alors en Inde, notamment Oskar Lange et Tinbergen. Ces discussions portaient sur des problèmes théoriques, tels que le choix des techniques de production les plus favorables à un développement économique rapide de l'Inde, mais elles portaient aussi sur les problèmes sociaux de ce pays. Je me rappelle, notamment, l'énergie avec laquelle Paul Baran soutenait qu'aucun développement économique rapide ne pourrait prendre place dans ce pays sans transformations économiques et sociales profondes. Les faits lui ont donné raison, malheureusement pour le peuple indien qui ne vit pas moins mal aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Plus tard, en 1957, je l'ai revu en France, alors qu'il revenait d'Union Soviétique, et je me souviens des espoirs et des craintes, à la fois, qu'il éprouvait en face des changements en cours. Les espoirs suscités par la démocratisation de la vie publique, par le développement d'une plus grande liberté de discussion. Les craintes suscitées par la « dépolitisation » d'une partie des Soviétiques (ce qui était le legs de la période stalinienne) et par l'appétit croissant pour le mieux-être immédiat dont faisait preuve une partie importante des cadres, appétit non freiné par un esprit révolutionnaire.

Je l'ai revu ensuite en 1959, à Stresa, d'abord, au Congrès Mondial de Sociologie où il présenta un exposé brillant sur le marxisme et les problèmes de notre temps. Puis, la même année, à Varsovie, à une Conférence Internationale organisée par la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques. Cette Conférence était consacrée au rôle de la science dans le développement économique. Paul Baran parla du rôle des sciences sociales et montra d'une façon rigoureuse comment l'analyse scientifique révèle que les principaux obstacles au développement des pays faiblement industrialisés sont constitués par leur structure économico-sociale et la conjonction des classes ou couches privilégiées intérieures avec l'impérialisme.

Enfin, la dernière fois que j'ai vu Paul Baran, c'est à Cuba, en 1960. Je me souviens de son enthousiasme devant la révolution cubaine, devant ses réalisations et ses promesses.

Mon expérience d'enseignant m'a montré aussi les grandes qualités des exposés, des livres et des articles de Paul Baran. Partout où j'ai parlé de lui, où j'ai discuté de ses idées devant des jeunes économistes, que ce soit en France, en Egypte, à Cuba ou au Mexique, j'ai pu constater combien son œuvre était connue et comment ses explications, claires et brillantes, étaient facilement, profondément assimilées.

Il n'est sans doute pas possible de faire, dès maintenant, le bilan de ce qu'il a apporté à la science économique. Je pense, cependant, qu'un de ses apports essentiels est constitué par son analyse du surplus économique, de son contenu, de ses formes diverses et des contradictions liées à son existence et à sa croissance.

Un autre apport important, et qui appelle de nouveaux développements, en liaison avec les problèmes de la planification économique, est constitué par l'opposition claire que Paul Baran a établie entre besoins humains et désirs humains. Il a montré comment, dans la société capitaliste actuelle, se développe une contradiction croissante entre les besoins humains réels et les désirs ressentis par les hommes (et systématiquement développés par les agents du capitalisme monopoleur). Il a montré, aussi, les différentes conséquences de cette contradiction, y compris sur le plan psychique[1]. La survie de cette contradiction au début de la construction du socialisme et son élimination sont des problèmes actuels de la planification socialiste.

Je suis persuadé que la relecture attentive des textes de Paul Baran doit permettre de découvrir beaucoup d'autres témoignages de sa lucidité et de sa pénétration.

Charles BETTELHEIM
juillet 1966

[1] Cf. Crisis of Marxism ?, *Monthly Review*, oct. 1958 et Marxism and Psychoanalysis, *Monthly Review*, oct. 1959.

Préface à la 1re édition

Le manuscrit du présent ouvrage fut terminé à l'automne 1955. De nombreux événements politiques survenus depuis lors se rapportent directement à certains thèmes évoqués dans cet ouvrage et corroborent les analyses que j'y ai tentées.

On comprendra néanmoins facilement que j'aie préféré résister à la tentation de mettre en parallèle mes analyses et ces événements, préférant résumer mes positions dans cette préface.

Les derniers développements de la situation au Moyen-Orient, principalement l'intervention armée franco-britannique contre l'Egypte — tendent à valider l'un des thèmes fondamentaux de ce livre : à savoir le caractère « inchangé » et « inchangeable » de l'impérialisme contemporain dont la caractéristique inhérente est de devoir s'opposer à tout développement économique et social des pays du tiers monde.

Le rôle joué, à cette occasion, par les Etats-Unis, fait clairement apparaître la rivalité persistante entre les nations impérialistes ainsi que l'incapacité des vieilles nations colonisatrices à garder leur autonomie et à s'opposer à l'expansion de l'influence et de la puissance des Etats-Unis.

On notera à ce sujet les propos amers du journal britannique *Economist :* « Nous devons admettre maintenant que nous ne sommes pas et ne pouvons plus être les égaux des Américains. Nous avons le droit d'énoncer le contenu de nos intérêts nationaux minimum et pouvons certes espérer que ceux-ci les respecteront ; mais, cela étant, nous devons nous ranger derrière eux ». (17 novembre 1956).

La suprématie des Etats-Unis sur le monde « libre » étant reconnue, la France et la Grande-Bretagne (sans parler de la Belgique, des Pays-Bas et du Portugal) sont du même coup réduits au rôle d'alliés mineurs de l'impérialisme américain ; on peut dès lors se demander si un tel transfert de la tutelle ne donnera pas lieu à des changements appréciables pour les pays sous-développés.

Ceux-ci, ne se trouvant plus au « service » d'une métropole « appauvrie », mais prospère, peuvent espérer que leurs nouveaux maîtres seront moins rapaces, plus généreux et plus « progressifs » que les anciens.

Même si l'on doute que, pour ces territoires, une telle transformation entraîne des changements décisifs relativement aux données essentielles d'un développement économique et social, on peut admettre que certains avantages peuvent en être retirés par eux.

En ce qui concerne l'évolution des pays socialistes d'Europe, les analyses contenues dans mon ouvrage semblent encore plus pertinentes. Les révélations de Khrouchtchev sur certains aspects du règne de Staline et de sa politique, notamment sur ses conséquences en Pologne et en Hongrie, montrent une fois de plus, avec force, à quel point le chemin est long et douloureux à parcourir pour des pays arriérés avant de parvenir à une organisation sociale meilleure.

Mais c'est faire du « culte de la personnalité » à l'envers que d'imputer à la seule malveillance d'individus tels que Staline, Beria et leurs hommes, la responsabilité de tous les crimes et erreurs commis tant en U.R.S.S. avant la guerre qu'en Europe de l'Est ensuite.

Les choses ne sont malheureusement pas aussi simples et on a raison de penser que le « système dans son entier » doit être tenu pour responsable de ce que les chefs mirent en œuvre.

Il serait pourtant hâtif et faux de conclure pour autant que c'est le socialisme, en tant que « système », qui devrait être rejeté. Ce n'est pas le socialisme que l'on peut charger des crimes perpétrés par Staline et ses acolytes mais *le système politique* produit par la nécessité impérieuse de développer à une allure vertigineuse un pays arriéré menacé par l'agression extérieure et entravé par des résistances internes.

L'émergence d'un tel système politique dans les conditions exceptionnelles que connaissaient la Russie au moment de la prise du pouvoir par Hitler et les pays de l'Est durant la période de la « guerre froide », ne permet en aucun cas de « prouver » l'inéluctabilité de la terreur et de la répression en système socialiste.

La seule leçon que l'on puisse tirer de l'évolution historique — et elle est importante — est que le socialisme s'implantant dans les pays arriérés et sous-développés manifeste une forte tendance à la dégénérescence, c'est-à-dire à la réalisation d'un socialisme arriéré et sous-développé.

Ce qui vient de se passer en Union Soviétique ne fait que valider l'un des fondements du marxisme à savoir que c'est le niveau de développement des forces productives d'une société qui détermine en dernière analyse « les formes générales de sa vie sociale, politique et intellectuelle ».

Une telle analyse ne porte aucunement préjudice au caractère désirable, à la rationalité ou aux potentialités d'une lutte pour le socialisme dans les pays de l'Ouest ; elle ne fait qu'accentuer son urgence.

L'établissement d'une société socialiste dans un pays capitaliste avancé ne signifierait plus maintenant les « marches forcées » de l'industrialisation, la restriction de la consommation, et le transfert d'une part importante du revenu national — déjà peu important — à des dépenses d'armement.

Une telle société ne se contenterait pas de lutter implacablement contre le gaspillage, l'irrationalité et la dégradation morale et intellectuelle du régime capitaliste, mais lutterait de toutes ses forces pour résoudre les problèmes de la faim, de la misère et de la maladie dans les pays sous-développés.

Le socialisme instauré solidement dans les pays capitalistes avancés, il ne subsisterait pour l'avenir aucune des bases pouvant faire réapparaître les formes politiques et sociales de la répression qui ont caractérisé les premières étapes du socialisme dans les pays de l'Est.

Il est donc temps, plus que jamais, pour nous, socialistes des pays capitalistes avancés, de redoubler nos efforts dans la lutte pour le socialisme, pour la raison, le progrès et la liberté : du succès final de ces efforts dépend le sort de l'humanité, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Ainsi ces pays, économiquement plus avancés, pourront reprendre la première place, tant sur le plan moral que politique ; seul le progrès des pays avancés pourra permettre à l'humanité d'atteindre la démocratie socialiste qui mettra un terme à toute la souffrance indicible à laquelle les hommes ont jusqu'à présent été condamnés.

Les idées de cet ouvrage ont été exposées dans leurs grandes lignes au cours d'un enseignement du « Michaelmas Term », à Oxford en 1953. La relecture de ces notes de cours, en vue de leur publication, m'a amené à introduire des modifications tant de forme que de fond.

Ecrire, c'est en quelque sorte apprendre et bien des choses me sont apparues plus clairement en travaillant à transformer ces notes sommaires en un ouvrage que j'espère intelligible.

Je ne prétends nullement avoir fait le tour des questions que j'ai soulevées ; la complexité des sujets est grande, leurs implications nombreuses et difficiles à cerner ; mais j'espère avoir réussi à les délimiter et de la sorte contribué à favoriser un approfondissement ultérieur de ces thèmes.

Au cours de ce travail, j'ai bénéficié de l'aide précieuse de nombreux amis qui travaillent et réfléchissent sur les mêmes questions. Je suis particulièrement reconnaissant à Charles Bettelheim, Maurice Dobb, Leo Huberman, Michel Kalecki, Oskar Lange et Joan Robinson qui ont consacré beaucoup de temps et d'attention à la discussion et au travail de relecture de cet ouvrage : leurs suggestions et leurs critiques n'ont, pour moi, pas de prix.

Je tiens également à remercier John Rackliffe dont les efforts ont permis que cet ouvrage soit rédigé dans un anglais lisible : même si sa tentative n'a que partiellement réussi, il est peu probable qu'autrement ce livre eût été lisible.

Toute ma gratitude par ailleurs à Elizabeth Huberman qui a préparé l'index, à Sybil May et Catherine Winston qui ont relu les épreuves.

Mais c'est sans aucun doute Paul M. Sweezy qui m'a apporté le

plus grand soutien : son amitié dévouée et généreuse m'est acquise depuis près de vingt ans ; son courage, sa lucidité et son attachement indéfectible à la rationalité en font un des hommes les plus remarquables de la génération des intellectuels américains de l'après-guerre et m'ont toujours apporté un encouragement précieux et indéfectible.

Il n'est guère de sujets abordés dans cet ouvrage qui n'aient été discutés entre nous auparavant ; il m'est à présent difficile d'y démêler ce qui lui appartient et ce qui me revient. Je m'empresse néanmoins d'ajouter qu'il ne peut être tenu pour responsable des erreurs ou confusions que pourrait contenir ce livre : elles sont dues la plupart du temps à mes manques et à mon entêtement.

Pour les citations d'auteurs étrangers, j'ai utilisé la plupart du temps les textes anglais : dans les autres cas, ayant cité le texte original, j'ai traduit moi-même les passages en langue anglaise.

Los Altos, Californie, décembre 1956.

Préface à l'édition de 1962

En relisant ce livre en vue de la rédaction d'une préface à des éditions française et allemande et d'une nouvelle édition en langue anglaise, j'éprouve un curieux sentiment d'ambivalence.

Il peut sembler en effet immodeste de soumettre une fois de plus le lecteur à la forme originelle de cet ouvrage ; mais il est clair que la validité de ce que j'ai écrit — *si l'on considère l'ensemble* — n'a été entamée ni par les événements historiques, ni par une réflexion ultérieure pourtant stimulée par l'aiguillon de la critique.

Cependant certaines parties prises séparément laissent sérieusement à désirer ; si je devais écrire le livre à nouveau, j'essaierais d'en éliminer ce qui m'apparaît aujourd'hui comme faible et d'y développer, de façon plus convaincante et explicite, certains thèmes, seulement ébauchés dans l'édition précédente.

Malheureusement, n'ayant pas le loisir de récrire le tout, en raison d'autres travaux, j'aurai à regret recours à la préface pour tenter de dépasser la contradiction entre le tout et la partie, en insistant particulièrement sur les parties qui devraient être revues et complétées.

Je prendrai donc les sujets un à un, suivant l'ordre de l'ouvrage, et non suivant leur importance effective.

I

Malgré les efforts que j'ai pu déployer pour clarifier quelque peu les idées confuses qui demeurent admises relativement à la notion fondamentale de *souveraineté du consommateur*, je dois reconnaître que les résultats obtenus sont faibles.

Il est certain que dans ce domaine plus que dans tout autre, les impossibilités, les faiblesses de la science économique classique bourgeoise sont particulièrement visibles, et particulièrement contraires à une analyse correcte.

L'économiste bourgeois, même le plus intelligent, dans la mesure même où il est tenu d'admettre la permanence des institutions socio-économiques et où il doit se contenter de se référer exclusivement à

des catégories économiques issues des rapports de production capitalistes, se trouve inéluctablement pris au piège de toute pensée bourgeoise : il doit choisir entre des solutions également inadéquates.

Semblable à un condamné à mort, auquel on aurait « accordé la liberté de choisir » ou la potence ou le peloton d'exécution, l'économie politique bourgeoise est constamment placée devant un choix impossible entre l'irrationalité manifeste des monopoles et l'anarchie de la libre concurrence ; entre l'accumulation des moyens massifs de destruction et le sous-emploi ; entre, d'une part, une inégalité des revenus et des richesses qui a pour effet une épargne et un investissement issus de classes riches, et, d'autre part, une répartition égalitaire des revenus diminuant du même coup les volumes d'épargne et d'investissement globaux.

De la même manière, le problème de la souveraineté du consommateur se réduit — puisqu'on ne tient pas compte de la pression de la publicité et de l'incitation à l'achat caractéristiques de la société capitaliste — à ceci : doit-on laisser le consommateur libre d'user de ses revenus comme il l'entend ou bien doit-on le contraindre à accepter un ensemble de biens déterminés par les soins d'un « commissaire politique » qui « saurait » ce dont il aurait besoin. Face à *ce* dilemme l'économiste, on le voit, est confronté à un choix à la Hobson.

Ainsi les économistes bourgeois se trouvent-ils placés dans une situation impossible : tenus de respecter les choix et préférences « révélés » par le marché libre des consommateurs, il leur est, du même coup, interdit de porter une quelconque appréciation critique sur le gaspillage, la structure de la production et la dégradation culturelle qui en résultent, pourtant caractéristiques de la société capitaliste.

D'un autre côté, ne pas tenir compte des choix individuels des consommateurs pour se conformer à des décisions gouvernementales serait aussi désespérant pour eux, car ce serait renoncer à tous les enseignements de l'économie du « bien-être » et plus précisément à tous les principes de liberté individuelle si chers au cœur des économistes bourgeois.

On note à ce propos deux types de réactions *conservatrices*. La première nie purement et simplement le problème en prétendant que tout l'arsenal publicitaire déployé par la société capitaliste ne peut avoir à long terme aucun effet sur les choix et préférences des consommateurs, puisque aussi bien la persuasion d'un vendeur ne pourra jamais changer « la nature humaine » ou forcer le consommateur à acheter ce qu'il ne veut pas[1]. D'ailleurs, les choix spontanés des consom-

[1] « Le consommateur est roi de nos jours. Les entrepreneurs doivent découvrir ce qu'il veut et accéder à ses désirs et même à ses caprices. » Stewart Henderson Britt, *The Spenders*, p. 36, New York, Toronto, Londres, 1960. « Si le produit ne correspond pas à un désir exprimé ou à un besoin, tous les efforts publicitaires seront vains. » Rosser Reeves, *Reality in Advertising*, p. 14, New York, 1961.

mateurs donnent — sur le plan global — des résultats satisfaisants, poursuit ce raisonnement[2].

D'autres reconnaissent que les choix révélés par le marché n'ont effectivement rien à voir avec ce que l'on entendait traditionnellement par souveraineté du consommateur. et que la puissance des trusts internationaux permet dans les faits de faire coïncider les goûts et choix des consommateurs avec les intérêts de l'entreprise capitaliste.

Nuisible aussi bien à l'économie nationale qu'à la société, un tel état de fait est analysé par le Professeur Carl Kaysen dans les termes suivants :

« L'un des aspects de cette puissance considérable... c'est le rôle assumé par les directions des entreprises géantes, dans la détermination des goûts et la création d'un mode de vie pour l'ensemble de la société. Les effets directs peuvent en être perçus dans les choix de production et de présentation des produits manufacturés ; les effets indirects, plus subtils, affectent le langage, la pensée et sont véhiculés par tous les modes de publicité : nous v sommes confrontés quotidiennement. Ceci signifie — si l'on schématise — que nous vivons dans une société marchande, une société d'affaires, et que les grandes entreprises en sont les « institutions-types », même si ce n'est pas statistiquement vrai ».[3]

Le Professeur Mason remarque : « Toucher aux monopoles c'est toucher à beaucoup d'autres choses »[4].

Et de nos jours s'occuper de ces « autres choses » ne relève décidément pas de la compétence des économistes.

Tel n'est pas pourtant le couplet des libéraux : ceux-ci estiment pour leur part que ce sont les choix qu'expriment les consommateurs qui dérèglent l'allocation rationnelle des ressources et dégradent la vie morale et culturelle de la société. Ils attaquent la publicité, dont les effets pernicieux s'exercent partout, la production de biens prétendus « nouveaux » à jet continu, à grand renfort publicitaire, ce qui crée une demande artificielle fondée non plus sur les besoins, mais sur la mode.

Ils tonnent contre la pauvreté de la culture dispensée par l'éducation, Hollywood, les journaux, la radio et les compagnies de télévision ; leur indignation les amène même à conclure qu' « il ne

[2] « Le prétendu gaspillage dans notre économie de type privé, est précisément ce qui permet aux gens de gagner leur vie et donc de répandre le bien-être sur tous. C'est ainsi que nous obtenons nos splendides écoles et hôpitaux, nos routes, nos équipements collectifs. » *The Wall Street Journal*, 7 octobre 1960, p. 16.

[3] « The Corporation : How Much Power ? What Scope ? » Edward S. Mason, éd., *The Corporation in Modern Society*, p. 101, Cambridge, Mass., 1959.

[4] *Ibid*, p. 2.

s'agit pas d'un choix entre la souveraineté du consommateur et celle du planificateur, mais qu'il faut déterminer de quelle manière on peut limiter, modifier et partager le pouvoir, détenu par les producteurs capitalistes, qui leur permet à la fois d'ignorer certaines catégories de consommateurs et d'influencer le choix des autres »[5].

Pour réaliser cette limitation, cette modification, et ce partage éventuel, les libéraux préconisent un certain nombre de remèdes et de lignes de conduite qui s'échelonnent des mesures réglementaires prises par des organismes comme le « Food and Drug Administration » (répression des fraudes), jusqu'aux subventions gouvernementales pour les opéras et les théâtres, en passant par la création de comités réunissant d'éminentes personnalités (« Distinguished Citizens Committees ») qui auraient pour tâche d'orienter le choix des consommateurs en fonction de critères de rationalité et de bon goût.

Il est certain qu'actuellement — même si cela est décevant — les conservateurs « réalistes » cernent mieux, en général, la réalité du développement capitaliste à son stade monopoliste que les « réformateurs » libéraux. Il est absurde de déplorer l'existence d'accidents ou de blessés de guerre sans attaquer leur cause immédiate, à savoir la guerre : de la même façon, il est insensé de s'attaquer à la publicité et à ses effets, sans déterminer d'abord quelle *situation* permet l'apparition de ce phénomène : c'est-à-dire en quoi le capitalisme de monopole, où ne s'exerce pas la concurrence des prix, permet précisément ce type de fonctionnement économique, en quoi le capitalisme monopoliste le rend précisément nécessaire.

Or, c'est cette situation elle-même qui n'a jamais été analysée, ce qui permet peut-être à Galbraith, Scitovsky et à d'autres de décréter que ce problème est « hors sujet » puisqu'ils ne veulent à aucun prix (du moins si l'on se réfère à ce qu'ils défendent publiquement) toucher au principe des trusts, des monopoles. Dès lors que peut-on attendre des aménagements qu'ils proposent ?

On s'aperçoit en effet, si l'on se réfère aux instances régulatrices existantes, que c'est le monde des trusts qui contrôle et règle l'activité économique, que ce ne sont jamais ces institutions, dites de régulation, qui infléchissent en quoi que ce soit la politique des monopoles ; leur inefficacité a-t-elle besoin d'être prouvée à nouveau quand les exemples (Food and Drug Administration, Federal Trade Commission, Federal Communications Commission, etc.) abondent ?[6]

Il n'est nul besoin d'épiloguer longuement pour mesurer l'incidence, sur l'évolution économique et sociale. des activités et des rap-

[5] Tibor Scitovsky, *On the Principle of Consumers Sovereignty*, American Economic Review, mai 1962. (Je remercie le Professeur Scitovsky d'avoir eu l'amabilité de me faire parvenir une copie de son article avant sa publication.)

[6] Pour des exemples voir : James Cook, *Remedies and Rackets*, New York, 1953. *passim* ; *Behind the F.C.C. Scandal*, Monthly Review, avril 1958.

ports de la commission présidentielle relative aux objectifs de la nation (Commission on National Goals)[7].

Mais les libéraux ignorent tout cela ; à partir du moment où ils considèrent l'Etat comme une entité au-dessus et hors de la société, déterminant les objectifs et le volume de la production, sans être soumis aux rapports de production et aux intérêts de la classe dominante, ces libéraux réduisent leurs analyses à un rationalisme naïf, lourd d'illusions, qui ne fait que perpétuer le *statu quo*[8].

Le renoncement formulé il y a dix ans par le Professeur Scitovsky dans son œuvre maîtresse[9] est donc parfaitement défendable : « Nous avons... atteint la frontière qui sépare l'économie de la théorie politique ; et nous ne la traverserons pas. »

Car il se trouve que le cœur même du problème n'est pas abordé par la critique libérale. Comment, en effet, un keynesien conséquent — et surtout lui — peut-il prôner la réduction de la publicité ou des campagnes de vente ? Le *Wall Street Journal* et l'entourage d'économistes « réalistes » qui partagent ses vues, sont plus logiques quand ils démontrent que ces pratiques commerciales « indésirables » permettent *effectivement* d'augmenter les ventes et d'accroître, directement ou indirectement, le niveau du revenu national et de l'emploi[10].

La vente accrue d'automobiles joue le même rôle, même si nos cités sont « embouteillées » par les voitures et empoisonnées par leurs émanations ; la production d'armements, la confection d'abris souterrains anti-atomiques, etc., toutes ces activités, qui n'apportent rien au progrès de l'humanité ou au bonheur des hommes, constituent des remèdes effectifs à la stagnation de la production et à la recrudescence du chômage[11].

Telle est la dialectique du processus historique : *dans le cadre*

---

[7] *Goals for Americans*, The Report of the President's Commission on National Goals, New York, 1960, *passim*.

[8] Un exposé très clair de la théorie marxiste de l'Etat se trouve dans l'ouvrage de Stanley W. Moore, *The Critic of Capitalist Democracy, An Introduction to the Theory of the State in Marx, Engels and Lenin*, New York, 1957.

[9] *Welfare and Competition : The Economics of a Fully Employed Economy*, p. 450, Chicago, 1951.

[10] Tel est le point de vue défendu pour la première fois dans l'article remarquable de K. W. Rotschild, *A note on Advertising*, Economic Journal, 1942.

[11] « Actuellement les autorités préfèrent, lorsque l'économie a besoin d'un stimulant, accroître les commandes militaires plutôt que d'effectuer des grands travaux publics ou de réduire les impôts. » *Business Week*, 9 décembre 1961.

Il se trouve en fait que ce n'est pas seulement « actuellement » que « la préférence des autorités » se manifeste.

Car « certains conseillers sont favorables à la construction d'abris mais ne veulent la réaliser que lorsque l'économie aura besoin d'une relance ». *Ibid*, 4 novembre 1961. Ainsi les abris sont-ils conçus, non pour défendre la population contre des retombées radio-actives, mais pour lutter contre la dépression économique et le sous-emploi.

du capitalisme monopoliste, ce sont les caractéristiques les plus abominables, les plus destructrices du régime capitaliste, qui deviennent les fondements mêmes qui lui permettent de survivre, de même que l'esclavage constituait la condition *sine qua non* de son apparition.

Pour ce qui est de la compréhension du problème de la souveraineté des consommateurs, les auteurs conservateurs « réalistes » sont également plus pertinents que les réformateurs libéraux. Lorsque les premiers, en effet, mettent les consommateurs en garde contre une pression trop forte de la publicité sur les choix et désirs des consommateurs, ils occupent une place de choix puisqu'ils ne risquent pas grand-chose, étant donné que, pour eux, les consommateurs n'achètent que ce pour quoi ils acceptent de dépenser leur revenu et n'aiment acquérir que ce dont ils ont envie.

Tautologies direz-vous ? Tautologies certes, mais irréfutables.

Il n'en résulte pas, comme le voudraient certains économistes, que la publicité n'a *aucune* influence sur la détermination des choix du consommateur : mais, la publicité ne constitue pas l'élément *déterminant* agissant sur le consommateur lorsqu'il achète ce qu'il désire.

Le Professeur Henry C. Wallich est le plus près de la réalité lorsqu'il affirme : « Dire que les besoins créés par la publicité sont artificiels, c'est-à-dire des besoins de consommation qui ne sont ni essentiels, ni valables, n'est guère pertinent, puisqu'une telle appréciation pourrait être portée à l'égard de tous les aspects de la vie civilisée »[12].

Ces propos sont peut-être un peu exagérés, dans la mesure où *tous* les besoins humains ne sont pas créés « artificiellement » par une Madison Avenue toute-puissante (ou par une Madison Avenue « inverse » : des comités gouvernementaux ou des commissions d'éminentes personnalités pour la promotion du bon goût qui « purifieraient » ou « ennobliraient » ces besoins), puisque autrement ce seraient les technocrates et hommes d'affaires des conseils d'administration et des cabinets gouvernementaux qui auraient raison de croire que l'on peut éternellement manipuler l'homme, ses besoins et ses désirs.

Mais, inversement *tous* les besoins humains ne sont pas déterminés par des nécessités vitales ou par des caractéristiques mythiques d'une nature humaine « éternelle » : une telle conception relèverait de l'obscurantisme et de la métaphysique et ne pourrait que condamner toute connaissance historique et tout savoir.

---

[12] Cité dans l'ouvrage de Stewart Henderson Britt, page 31.

En fait, les besoins humains constituent un tout complexe déterminé par les conditions historiques, qui reflète l'interaction dialectique des nécessités physiologiques et des exigences de l'ordre socio-économique existant[13].

On considère généralement que les nécessités physiologiques sont relativement *constantes* et on en fait abstraction dans les analyses pour des raisons de commodité méthodologique ; mais néanmoins une fois cette abstraction réalisée, on peut et on doit légitimement considérer, en effet, les besoins humains comme étant « artificiels » ou « synthétiques », c'est-à-dire déterminés par la formation socio-économique dans laquelle vivent les individus.

Mais l'essentiel n'est pas que l'action de la société façonne les « valeurs », préférences et vouloirs des hommes (c'est cela qui échappe au Professeur Wallich), car tous ceux qui se sont un peu penchés sur ce problème s'accordent sur cette réalité — après tout Robinson Crusoé lui aussi a délaissé les préceptes de l'économie politique au profit des règles que lui dictait sa vie insulaire.

Ce qui est bien plutôt en cause, c'est *la nature de la formation socio-économique* qui façonne ainsi ces « valeurs » et ces préférences des hommes qu'elle influence.

Ce qui rend le capitalisme monopoliste aussi irrationnel, destructif et paralysant tant pour le développement économico-social que pour les individus, ce n'est pas le fait d'influencer ou de façonner les hommes — comme semble le penser le Professeur Wallich —, car toute formation socio-économique entretient de tels types de rapports avec les hommes, — mais le *type* d'influence qu'il exerce sur ses victimes.

Il faut clarifier ce point pour pouvoir pousser l'analyse plus avant.

Est-ce « par hasard » que la majeure partie de l'effort productif des pays capitalistes avancés soit gaspillée par la fabrication de moyens massifs de destruction, que les entreprises monopolistes se livrent à une publicité effrénée — qui s'adresse même à l'inconscient —, colportent des produits frelatés, enfin, saturent la société de divertissements abêtissants, du culte de l'argent, et véhiculent une religion commercialisée et une « culture » débile : est-ce cela le cancer qui ronge le capitalisme monopoliste ?

Ce qui gangrène la société capitaliste, l'empêche de promouvoir un quelconque progrès de l'humanité, c'est que ces caractéristiques secondaires, fortuites semble-t-il, en constituent la base et l'essence même.

Puisqu'il en est ainsi, de meilleures institutions — comme celles du « Food and Drug Administration » — et des commissions plus efficaces — comme celles des « Distinguished Citizens Committees » — ne feraient que cacher sous un voile plus épais le désordre existant

[13] Pour une analyse plus complète de ce point, voir mon ouvrage *Marxism and Psychoanalysis*, New York, 1960, qui comprend le texte d'une conférence, des critiques, ainsi que ma réponse à celles-ci.

du régime capitaliste, sans jamais pouvoir ébranler — ou balayer — ce qui en est la cause.

Comme nous le disions plus haut : si l'on construit des cimetières somptueux et des monuments aux morts fort coûteux, on n'en réduit pas pour autant le nombre des victimes de guerre. Tout ce que de tels efforts humanitaires permettent au mieux — et au pire — c'est d'anesthésier la sensibilité des hommes, de réduire leur horreur de la guerre, de la brutalité et de la cruauté.

Mais, pour en revenir à notre point de départ, aucun auteur marxiste, à ma connaissance, ne défend (pas plus que moi d'ailleurs) le remplacement de la souveraineté des consommateurs par les ordres d'un commissaire politique anonyme. Que l'on attribue une telle conception aux socialistes ne constitue que l'un des aspects multiples de l'ignorance qui sévit et de la fausse image du marxisme, soigneusement entretenue par les autorités en place, qui demeure fixée dans les esprits.

Le véritable problème se situe ailleurs : une formation socio-économique peut-elle être tolérée dès lors que l'influence qu'elle exerce sur les hommes en fait — du berceau jusqu'à la tombe — des proies faciles pour les entreprises capitalistes avides de profit, des objets dociles subissant l'exploitation et la dégradation du régime capitaliste.

Le marxisme pour sa part n'a aucun doute quant à la réponse à apporter : il estime en effet que l'humanité, ayant atteint un certain niveau de productivité et de connaissance scientifique, il lui est possible de transcender ce système et le remplacer par un régime meilleur : pour les marxistes une société pourra se développer dans laquelle l'individu ne sera plus formé, influencé par une économie soumise aux règles du profit et du marché, aux « valeurs » édictées par les présidents directeurs généraux des sociétés anonymes ou par leurs employés serviles, et où la planification rationnelle de la production permettra enfin des relations entre les hommes fondées sur — et dirigées vers — la solidarité, la coopération et la liberté.

Ce n'est que dans une telle société, en effet, que la souveraineté de l'être humain (non plus « consommateur » ou « producteur » tel que le capitalisme le fragmente — à mort — dans sa propre personnalité) peut véritablement se réaliser.

Dans une telle société seulement l'individu pourra déterminer librement avec les autres quand et comment il travaillera, quelle part du produit national sera consommée, quels seront ses loisirs, enfin délivré des pressions, visibles ou cachées, que tentaient jadis d'exercer sur lui, les monopoles, cherchant à sauvegarder leurs privilèges et à élever leurs profits au maximum.

A ceux qui ricaneront ou demeureront sceptiques — car après tout une telle société peut n'être qu'une utopie — je répondrai que s'ils ont raison, nous sommes tous — eux et moi-même — des utopistes.

Utopistes ils le sont parce qu'ils espèrent préserver éternellement une formation socio-économique à l'aide de « trucs » et de réformes superficielles qui n'entravent en rien le développement croissant de l'irrationalité et de l'inhumanité destructrice de cette société.

Moi-même je suis utopiste puisque je persiste à faire confiance à l'humanité, qui a déjà jeté bas le capitalisme sur un tiers du globe et que je crois capable — en temps voulu — de mener à bien cette tâche gigantesque, à savoir l'établissement d'une société enfin véritablement humaine.

A choisir entre les deux utopies, je choisis la seconde, reprenant à mon compte les belles paroles de Simone de Beauvoir : « L'Europe socialiste — parfois je me demande s'il ne s'agit pas d'une utopie. Mais chaque idée non encore réalisée ressemble curieusement à une utopie ; on ne pourrait jamais rien entreprendre si rien n'était possible en dehors de ce qui existe déjà »[14].

II

Les chapitres trois et quatre, traitant du capitalisme monopoliste, méritent quelques éclaircissements. Les modifications que je compte y apporter ne sont pas majeures, mais elles donneront, je l'espère, un peu plus de poids et de valeur à ce que je disais jadis.

Mes idées sur ce vaste sujet se sont quelque peu fixées par la préparation d'un ouvrage d'ensemble sur lequel nous avons travaillé conjointement, mon ami Paul M. Sweezy et moi-même. Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus seront présentées dans un livre que nous espérons terminer dans un proche avenir*. C'est la raison pour laquelle cette section ne comportera que deux points auxquels le lecteur devra se référer lorsqu'il lira les chapitres correspondants de cet ouvrage-ci.

●

J'ai déjà écrit qu'il fallait, pour saisir correctement le problème de la souveraineté du consommateur, creuser bien au-delà de l'apparence superficielle. Ceci demeure valable pour l'examen du « surplus économique », que je considère comme la clé permettant la meilleure compréhension des principes moteurs du capitalisme.

Il semble, si j'en crois l'incompréhension qu'a manifestée l'éminent critique Nicholas Kaldor, que j'ai insuffisamment expliqué cette notion.

[14] Simone de Beauvoir, *Les Mandarins*, p. 193, Paris, 1954. (La traduction anglaise est de Paul Baran lui-même.)

* Cet ouvrage a été publié en 1966 sous le titre *Monopoly Capital* ; il sera édité en français dans la présente collection en 1967.

Le malentendu vient de ce que M. Kaldor, comme tous les économistes fascinés par les apparences visibles de l'économie capitaliste, *identifie le surplus économique à la masse des profits statistiquement observable et mesurable.*

S'il était légitime d'opérer une telle identification, il serait parfaitement inutile d'introduire la notion de « surplus économique » et — ce qui est plus important encore — il serait injustifié de parler d'une *croissance* de ce surplus.

Nous voilà bien au cœur du problème, puisque précisément les profits *ne* constituent *pas* le surplus économique, mais seulement — pour employer une métaphore à présent banale — la partie *visible* de l'iceberg (surplus économique). Il faut rappeler qu'à une période antérieure du développement de l'économie politique (et du capitalisme) ces relations entre profit et surplus étaient beaucoup plus clairement établies que de nos jours.

Une bataille théorique intense fut menée pour prouver, en fin de compte, que la rente foncière (et l'intérêt du capital monétaire) étaient, non des coûts de production nécessaires, mais des éléments constitutifs du surplus économique. Plus tard, cependant, lorsque les propriétaires fonciers et les usuriers furent remplacés par l'entrepreneur capitaliste et le banquier, leurs rendements, et leurs gains ne furent plus marqués du fer rouge du « surplus », mais furent considérés comme le prix du renoncement à des ressources rares, de l'abstinence, du risque.

De fait, la notion même de « surplus économique », qui occupait encore une place de choix dans l'œuvre de J.-S. Mill, devint indésirable : la nouvelle science économique proclama la « nécessité » que toute dépense soit compensée par une demande exprimée par les consommateurs sur un libre marché concurrentiel, par une demande solvable.

●

La situation se compliqua beaucoup du fait de la prolifération des monopoles ; il fut impossible à un certain nombre d'économistes — à commencer par Marshall et Pigou — qui menaient leurs analyses par rapport au capitalisme concurrentiel, de considérer les profits de monopole comme des coûts de productions nécessaires[15].

[15] Il revint à Schumpeter (puis éventuellement à Berle, Galbraith et d'autres) de sauver « l'honneur » des profits de monopoles en les proclamant précisément « coûts de production nécessaires ». Ce *tour de force* fut réalisé en affirmant que ce sont les profits de monopoles qui permettent l'introduction d'innovations techniques, nécessitant le fonctionnement de laboratoires coûteux, etc. On passait ainsi du *vice* statique à la vertu dynamique ; la dernière tentative de l'économie politique visant à saisir un minimum d'éléments rationnels pour comprendre le fonctionnement de l'économie capitaliste s'est donc soldée par l'acceptation pure et simple du *statu quo*.

Ceci constituait, sans aucun doute, un pas important, mais n'était que le début de tout un processus qu'il faut éclairer à présent.

Le capitalisme monopoliste n'engendre, en effet, pas seulement des profits, des rentes et des intérêts comme éléments constitutifs du surplus économique : il s'y ajoute une forme de surplus volontairement cachée, déguisée sous la rubrique des coûts de production. Cela est nécessaire pour que les capitalistes puissent dissimuler l'écart — toujours croissant — entre la productivité réalisée par les *travailleurs productifs nécessaires* et les sommes qui leur sont allouées effectivement pour salaires.

Un exemple numérique facilitera la compréhension de ce point. Supposons qu'au cours de la période I, 100 boulangers produisent 200 pains, dont 100 constituent leur paiement et 100 autres la part appropriée par le capitaliste à titre de surplus (la source de son profit et le paiement de sa rente et de ses intérêts).

La productivité d'un boulanger est de 2 pains : la part du surplus représente 50 % du revenu national. il en est de même pour le travail.

Au cours de la période II admettons que la productivité du boulanger se soit accrue de 525 %, c'est-à-dire 12 pains et demi, et que sa rémunération ait augmenté de 400 %, soit 5 pains.

On suppose enfin qu'il ne reste plus que 80 boulangers au travail produisant 1 000 pains. Les 20 autres sont répartis comme suit : cinq d'entre eux sont chargés de modifier continuellement les formes des pains, un d'entre eux ajoute à la pâte un produit qui fait rassir le pain plus vite, quatre autres enveloppent les pains, cinq s'occupent de la publicité, un est chargé de se tenir au courant de l'activité des compagnies concurrentes, deux d'entre eux doivent se préoccuper des problèmes légaux dans le domaine de la répression des trusts, deux enfin sont chargés des relations de la compagnie avec l'extérieur (« public relations »).

Ces vingt employés reçoivent, comme les boulangers, une rémunération de 5 pains. Dans ces conditions, la production totale de 80 boulangers est de 1 000 pains, le montant total des salaires payés est de 500 pains, la part qui revient au profit et à la rente, également de 500 pains[16].

Il pourrait sembler qu'il y ait eu entre la période I et la période II aucun changement, si ce n'est l'augmentation de la production totale. La part du travail dans le revenu national est encore de 50 % et le volume du surplus ne semble pas non plus avoir varié.

[16] Il est évident que si le salaire des 20 travailleurs improductifs est supérieur à 5 pains par homme — comme cela doit arriver le plus souvent — le salaire réel des boulangers ou le profit, ou les deux, devront diminuer.

Dans le cas cité, le surplus augmente ; dans l'hypothèse de la réduction des profits, le volume du surplus demeure stationnaire ; si enfin les salaires des travailleurs productifs et les profits diminuent, le surplus augmente à concurrence de la baisse de salaire.

Cette conclusion — évidente si l'on s'en tient à une analyse statistique traditionnelle — est parfaitement injustifiée, ce qui tend au moins à montrer à quel type d'impasse cette forme d'analyse statistique mène. En effet, le fait statistique qui démontre la constance des parts affectées au travail et au capital au cours des périodes I et II, ne rend pas compte de ce qui nous préoccupe au premier chef ici.

Car on voit bien qu'une partie du surplus économique revenant au capitaliste, utilisée au cours de la période I au paiement de la rente foncière et de l'intérêt, sert à présent à financer un effort sur les ventes (publicité, etc.), à supporter les conséquences (et donc le coût) de l'absence de concurrence des prix, c'est-à-dire qu'elle est *gaspillée*[17].

La critique que m'adressaient M. Kaldor et d'autres, selon laquelle j'admettais la constance de la part des salaires sur une période donnée alors que je parlais en même temps — ce qui semblait contradictoire — d'un *surplus* dont le volume *avait tendance à s'accroître,* ne fait que refléter par conséquent leur incompréhension de la notion même de surplus économique.

Une augmentation de la part du revenu national attribuée au travail peut certes correspondre à un accroissement du surplus, puisque celui-ci peut prendre la forme d'un gaspillage accru ; la « production » du gaspillage nécessite en effet de la force de travail, du travail, ce qui fait augmenter, en même temps que le volume de gaspillage, la part du travail dans le revenu national. Maintenant il est certain que si l'on ne différencie pas travail productif et travail improductif, surplus et profits, cette analyse, pourtant élémentaire, devient incompréhensible.

Plusieurs objections peuvent être soulevées contre ce qui vient d'être avancé. Tout d'abord, on peut affirmer qu'il est inutile de distinguer travail productif et travail improductif, production socialement souhaitable et gaspillage, puisqu'il n'existe aucun moyen « scientifique », précis, permettant de donner quelque réalité à ces distinctions.

[17] On peut noter en passant un certain nombre d'enseignements que l'on peut tirer de cet exemple simple : tout d'abord les analyses statistiques traditionnelles évalueraient l'augmentation de la productivité, intervenue entre la période I et la période II, à 400 % au lieu de 525. Cela est dû — en ce qui concerne notre calcul — au critère de la force de travail employée, à savoir sa limitation aux *travailleurs productifs.*

En second lieu, les statistiques traditionnelles évalueraient l'augmentation des salaires comme étant proportionnelle à l'accroissement de la productivité (de 1 à 5 pains) tandis qu'en fait l'augmentation du salaire des *travailleurs productifs* est nettement inférieure à la croissance effective de leur productivité. Ce n'est pas par hasard que les statistiques officielles donnent ainsi des résultats faussés, cela est dû essentiellement aux concepts qui servent à leur élaboration. Les statistiques officielles, de même qu'elles ne tiennent aucun compte du « surplus économique », ignorent la distinction fondamentale entre *travailleur productif* et *travailleur improductif :* elles ont donc tendance à cacher une des réalités essentielles de la société capitaliste plutôt qu'à la dévoiler.

C'est là une contestation tout à fait valable.

Si l'on ne peut différencier le cognac de l'eau dans une même bouteille, s'il est de même impossible d'établir les proportions respectives d'eau et de cognac dans le mélange, cela n'empêche pas la bouteille de contenir effectivement de l'eau et du cognac et ce dans des proportions déterminées.

De plus quel que soit le volume initial du mélange, on peut affirmer en l'absence de l'un ou l'autre composant, le volume total serait inférieur au volume initial.

Le fait que nous ne puissions pas à l'heure actuelle, établir sans équivoque le volume du surplus socialement souhaitable ou bien même le volume du surplus existant, est dû à la nature même du capitalisme monopoliste.

Comme nous le disions plus haut, le problème de la souveraineté du consommateur n'est pas de savoir si un commissaire politique doit filtrer les désirs et les besoins exprimés par les consommateurs et *imposer* des choix compatibles avec le bon goût, mais de savoir comment parvenir à une forme socio-économique qui fera émerger un individu de type nouveau, aux désirs et aux goûts totalement différents.

En ce qui concerne le surplus économique c'est méconnaître totalement le problème que de demander aux économistes d'établir une compilation qui rende compte du nombre exact de travailleurs improductifs, du volume et des formes de gaspillage engendrés par le capitalisme de monopole.

En dehors du fait qu'une telle quantité de documents et d'informations fait défaut dans les conditions actuelles — ce qui ne constitue pas la moindre difficulté d'une telle entreprise —, aucun économiste — même très intelligent — ne pourrait prétendre ériger une méthode toute-puissante qui pourrait permettre cette catégorisation.

Seule la société socialiste — en tant que telle — pourrait en l'absence des lois du profit, de la pression du marché sur les individus, grâce à l'émergence de la conscience des nouveaux rapports socialistes de production, structurer une nouvelle forme des besoins humains, des relations nouvelles permettant une allocation rationnelle des ressources humaines et matérielles.

Tout ce qu'un marxiste peut faire, en l'occurrence, c'est imiter « la chouette de Minerve qui prend son vol au début de la nuit », dont parle Hegel, signaler *urbi et orbi* qu'une société est irrémédiablement condamnée, moribonde et agonisante.

Les formes concrètes, les principes moteurs que revêtira le mouvement et les changements spécifiques que la nouvelle société apportera peuvent être esquissés à grands traits, mais aucun économiste ou statisticien, même le plus habile, ne pourra les déterminer précisément.

Car c'est la *pratique* sociale de ceux qui lutteront pour l'avènement du socialisme et qui l'établiront, qui seule pourra en déterminer le contenu.

Un autre argument qui tend à réfuter la théorie de la croissance du surplus économique est d'une nature différente et mérite que l'on s'y arrête : la distinction entre production socialement désirable et surplus économique serait sans rapport avec le sujet, même si on parvenait à la délimiter avec toute l'exactitude voulue.

A ces détracteurs il semble qu'un volume adéquat de la dépense globale — *quelle que soit la destination de ces dépenses* — entraînant un volume satisfaisant de l'emploi et du revenu, rende inutile la distinction entre production effective et gaspillage, entre travail productif et travail improductif, dans la création de cette dépense, car ce sont des données qui n'ont aucune incidence sur les conditions générales de l'activité économique et sur la réalisation effective du plein emploi, en régime de capitalisme de monopole.

Ce raisonnement irréfutable ressemble étrangement aux analyses à court terme des keynesiens qui se distinguent par une « myopie » désespérante.

Il est incontestable que l'investissement en équipements productifs, de même que la production de sous-marins, la « consommation » de livres, de publicité, de même que les revenus des médecins et ceux des trafiquants de drogue entrent indifféremment dans la composition de la demande effective globale et servent à maintenir le revenu et l'emploi à un niveau acceptable.

Il est non moins incontestable que la structure correspondante de la production, de la consommation et de l'investissement exerce une influence déterminante, non seulement sur la société et le bien-être général de ses membres, mais encore sur les formes de la croissance à venir et les possibilités de développement dont elle disposera.

Il y a quelques dizaines d'années on pouvait prétendre, étant donné l'insuffisance de l'emploi rationnellement nécessaire, que n'importe quelle forme d'emploi, par exemple creuser des trous, valait mieux que le chômage quasi intégral : de nos jours les économistes ne peuvent plus avoir la même tranquille conscience, puisque pour remédier au sous-emploi on n'a plus recours à ces procédés innocents — creuser des trous — mais à des moyens tout ce qu'il y a de moins innocents, à savoir : l'accumulation d'engins de destruction massive[18].

D'autres pensent que les développements que j'ai esquissés plus haut sont exacts, mais qu'il ne faut pas oublier que c'est précisément l'irrationalité et le gaspillage caractéristiques du capitalisme de monopole qui ont permis de maintenir les revenus et l'emploi à un haut niveau, de provoquer un volume important d'investissements et de réaliser des taux de croissance appréciables — même s'ils pour-

[18] Une analyse plus poussée de ces problèmes peut être recherchée dans *Reflections on Underconsumption* de Paul Baran in « The Allocation of Economic Ressources », Stanford, Calif. 1959 par Moses Abramovitz ; réédité chez Shigeto Tsuru : « Has Capitalism Changed ? » An International Symposium on the nature of contemporary capitalism, Tokyo, 1960.

raient effectivement être supérieurs. Ce raisonnement me rappelle celui de ceux qui conseillent de brûler la maison pour faire « rôtir le cochon ».

Le plus dramatique dans l'affaire est que le « cochon n'est même pas rôti », car ces auteurs — pour paraphaser J.-K. Galbraith[19] — estiment que la croissance économique réalisée par le capitalisme monopoliste aux Etats-Unis rend l'irrationalité du système « minime ».

Est-elle vraiment « minime », quand, après la Seconde Guerre mondiale — au cours des années florissantes de la « Great American Celebration » dont parle C. Wright Mills — sur au moins la moitié de la période 1948-1949, 1953-1954, 1957-1958, 1960-1962, les rapports officiels du gouvernement avouent 5 millions de chômeurs, tandis que les syndicats parlent de 6 millions (ou plus).

Peut-on dire qu'elle est « minime » lorsque, dans une société dite d'abondance, un tiers au moins de la population vit dans des conditions de misère ahurissantes, lorsqu'un cinquième des familles américaines (et le double dans la population de couleur) habite dans des taudis misérables.

Si l'on quitte à présent la sécheresse des données statistiques et que l'on examine les conditions concrètes dans des secteurs spécifiques, la tragédie humaine dépasse de loin ce que l'on pourrait imaginer :

« Dans un quartier de taudis d'une de nos plus grandes villes, presque exclusivement peuplé de noirs, la situation était la suivante : 59 % des jeunes gens entre 16 et 21 ans ne fréquentaient plus les établissements scolaires et étaient chômeurs. Ils traînaient dans les rues »...[20] écrit un ancien président de Harvard University, James Bryant Conant.

Tout ce que l'on peut dire pour réfuter cette objection est que le développement du capitalisme en général — à son dernier stade, le capitalisme monopoliste, en particulier — n'a favorisé en rien la construction d'une société meilleure, plus humaine[21], mais qu'il a néanmoins créé les conditions propices à l'émergence d'une telle société.

L'expansion prodigieuse des forces productives qui s'est réalisée sous la phase impérialiste du développement capitaliste, a permis, malgré les guerres, l'exploitation accrue et le gaspillage, d'établir les fondements objectifs d'une société nouvelle, réellement d'abondance

[19] *American Capitalism : The Concept of Countervailing Power*, p. 103, Boston, 1952.

[20] *Slums and Suburbs : A Commentry on Schools in Metropolitan Areas*, p. 31, New York, Toronto, Londres, 1961.

[21] Ce n'est pas le lieu ici d'une analyse plus poussée du capitalisme monopoliste : pour ceux de mes lecteurs qui s'y intéresseraient, je les renvoie à l'ouvrage que Paul M. Sweezy et moi-même allons faire paraître et à « Monthly Review » de juillet-août 1962.

pour l'avenir. Mais une telle société ne peut se développer tant que subsiste le règne d'une oligarchie administrant toutes les ressources sociales au profit d'une poignée de monopoles, dans l'optique du maintien, à tout prix, du *statu quo*.

Une telle société ne se réalisera que lorsque les ressources seront gérées dans une économie où « l'association des hommes permettra le libre développement de chacun, condition nécessaire à l'épanouissement de tous ».

Cela m'amène au deuxième point que je voudrais développer à propos des chapitres relatifs au capitalisme monopoliste ; il s'agit du problème des innovations et du progrès technique au stade monopoliste du développement capitaliste.

Bien que je demeure convaincu de la justesse de l'analyse de Steindl selon laquelle le progrès technique et les innovations sont une fonction de l'investissement (et non le contraire), je crois avoir consacré trop peu de temps à montrer l'interaction dialectique indéniable de ces deux processus.

La recherche institutionnalisée par les trusts géants permet certes — jusqu'à un certain point — grâce à leur impulsion propre, de donner naissance à des innovations (c'est en quelque sorte leur tâche quotidienne)[22], mais ce qui est certainement plus important c'est le secteur militaire dont l'importance ne cesse de s'accroître dans l'économie et qui joue le rôle de « stimulant externe » aussi bien à l'égard de l'investissement qu'à celui de la recherche scientifique.

La demande des militaires a largement remplacé celle d'un investisseur éventuel, ainsi la succession des spoutniks et des luniks soviétiques tend-elle à remplir certaines fonctions de la « tourmente incessante » caractérisant la libre concurrence. Cela ne nous contraint nullement à adopter la position de Schumpeter pour lequel le progrès technique constituait un *deus ex machina*, indépendant de toute détermination prévisible, inexplicable.

Cela ne signifie pas non plus que les progrès techniques *déterminent* l'investissement, que les progrès de la science se traduisent — et se transposent — immédiatement par des investissements productifs additionnels.

En fait, nous visons à montrer que c'est le développement d'une certaine forme de recherche dans le cadre des entreprises monopolistes, *doublé d'un flux stable de la demande militaire*, qui crée les débouchés offerts à l'investissement qui seraient autrement inexistants.

L'impact des dépenses militaires sur l'offre des entreprises monopolistes et oligopolistiques se manifeste précisément par les critères de *sélection* des innovations retenues pour être réalisées, tandis que d'autres dorment dans les dossiers des savants et des ingénieurs.

Les progrès très lents de l'application pacifique de l'énergie atomique ainsi que l'inégalité du développement de l'automation dans les différents secteurs de l'activité économique, tendent à prouver que

[22] G. Paul M. Sweezy, *Has Capitalism Changed ?* p. 83, Shigeto Tsuru, édit.

le progrès économique n'est toléré par le système des monopoles et des oligopoles que s'il répond à des nécessités militaires et stratégiques ou s'ils abaisse considérablement les coûts, sans pour autant accroître la production de manière inconsidérée.

III

Nous en venons à présent aux pays sous-développés. J'aimerais ajouter un certain nombre de précisions à ces chapitres cinq, six et sept qui traitent de l'un des trois problèmes essentiels de notre époque (les deux autres étant l'analyse des vicissitudes de la phase décadente du capitalisme monopoliste et la perspective de la construction de nouvelles sociétés socialistes en Europe et en Asie). Il s'agit d'étudier l'application de la théorie générale exprimée dans cet ouvrage à des pays à forte densité humaine, en référence à ce que Marx appelait « le mode de production asiatique » — notamment en ce qui concerne l'Inde et le Pakistan.

Certains économistes pensent en effet qu'il est possible, dans ces régions du tiers monde, de mesurer avec exactitude le *volume* du surplus économique approprié par les propriétaires fonciers, les usuriers, les intermédiaires commerciaux de toutes sortes, mais qu'il est par contre impossible de transférer ce surplus à des fins productives après la révolution sociale qui aura renversé cette couche parasitaire de la population. Ils se réfèrent à deux séries de considérations pour étayer leur argumentation.

Tout d'abord, un gouvernement révolutionnaire ne pourrait pas, même après l'application de mesures d'expropriation, s'approprier ce surplus tel quel, il ne pourrait se substituer purement et simplement aux usuriers, aux commerçants cupides, et autres vampires qui auraient été ainsi éliminés, par la révolution elle-même.

La destination du surplus économique ne pouvant être politiquement contrôlée, les mesures d'expropriation et de nationalisation n'accroîtraient pas la part investissable du surplus, aux mains du gouvernement révolutionnaire, mais bien la consommation déjà maigre des paysans.

En second lieu, lorsque le surplus est approprié par un petit nombre d'exploiteurs (tel que c'était le cas pour les pays où existait un système féodal « classique » et pour les pays dominés par une poignée de monopolistes étrangers et leurs agents locaux) la situation est très différente de celle où une multitude de *koulaks*, d'usuriers, de petits commerçants s'approprient effectivement un surplus économique important mais dont les différents bénéficiaires ne reçoivent qu'une portion négligeable étant donné leur nombre.

Dans le premier cas l'expropriation des exploiteurs est relativement aisée ; de plus leur situation après cette expropriation ne risque pas de poser de graves problèmes sociaux, car, étant peu nombreux,

ils se reconvertiront en travailleurs productifs, émigreront ou se retireront des affaires en vivant de ce qui leur restera de fortune.

Dans le second cas, au contraire, les anciens bénéficiaires du surplus économique peuvent constituer une force sociale et politique du fait de leur nombre élevé ; subitement privés de leurs revenus, leur sort peut créer des difficultés internes non négligeables. De fait si le gouvernement décide de subvenir — même pour une part réduite — à leurs besoins, par une aide d'Etat ou la création artificielle d'emplois, l'avantage que la société pourrait tirer de l'expropriation elle-même serait réduit d'autant.

Les problèmes soulevés sont fondamentaux et je n'ai pas cherché, dans mon livre, à les ignorer[23], cependant il est possible que je ne leur aie pas prêté une attention suffisante. Je ne crois pas, ce faisant, renoncer à l'optique dans laquelle j'ai traité ce problème ou aux conclusions auxquelles je suis arrivé. Cela signifie simplement que pour certains pays il est plus difficile de se frayer un passage vers une croissance harmonieuse, les obstacles qu'ils ont à vaincre étant plus considérables que pour d'autres pays.

Il est possible que ce soit précisément dans les pays où se posent de graves problèmes structurels, que serait nécessaire une stratégie en matière de développement économique, différente de celle qui pourrait être appliquée à des sociétés dont la structure serait plus favorable à cette croissance.

La célèbre loi du développement inégal analysée par Lénine implique non seulement que le *processus* historique varie d'une formation socio-économique à une autre, mais encore que les stades auxquels parviennent les différents pays, à une période donnée, sont nettement différenciés. Il n'existe aucune formule générale applicable à toutes les situations — quels que soient le temps et les lieux ; rien n'était plus étranger à ma pensée que l'affirmation d'une telle panacée.

Si l'on considère par exemple un pays où préexiste un petit noyau industriel et où la paysannerie — exploitée par de féroces *koulaks* ou asservie par des propriétaires fonciers — désire avant tout l'appropriation de petits lopins de terre individuels, il est possible de donner naissance à un volume non négligeable de surplus économique par le développement rationnel du secteur industriel de l'économie.

Si, de plus, le pays envisagé est relativement peu étendu, toute aide extérieure aura des répercussions directes (et non négligeables) en favorisant l'accumulation du capital, les autorités gouvernementales pourront laisser « souffler » un certain temps leurs paysans qui apprendront ainsi d'eux-mêmes à apprécier les avantages d'une agriculture moderne, organisée, rationnelle.

Telle a été apparemment du moins la perspective qu'ont adoptée un certain nombre de pays socialistes dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est.

---

[23] Voir par ex. le chapitre II.

S'il s'agit au contraire d'un grand pays où des îlots industrialisés isolés sont perdus dans l'océan d'une économie de subsistance, essentiellement agricole, le volume du surplus économique engendré par le secteur industriel sera nécessairement faible, quant à l'aide extérieure elle se perdra, telle une goutte d'eau dans la mer, et n'aura aucun effet sur une problématique accumulation du capital.

Dans un tel pays, si les paysans, pour des raisons économiques ou culturelles quelconques, n'exercent pas de pression pour obtenir effectivement l'attribution de lopins *individuels*, l'agriculture peut constituer le point de départ d'une restructuration de l'économie par la mise sur pied de coopératives agricoles ou d'entreprises agricoles d'Etat de grande envergure, dont la productivité serait encore plus élevée.

Dans ces conditions, les paysans riches, les anciens propriétaires, les boutiquiers de villages et les usuriers pourraient être utilement employés dans ce processus de transformation de l'agriculture ou bien pourraient trouver à s'employer dans le secteur industriel, dont les potentialités d'expansion seraient ainsi accrues, ou dans le secteur de la distribution.

Ainsi, du fait de leur reconversion, le surplus économique qu'ils s'appropriaient jadis, pourrait être employé à faciliter le développement économique.

C'est ce qui semble — schématiquement résumé — être la stratégie chinoise en matière de développement économique et social.

Si l'on considère enfin des pays de dictature semi-coloniale — que certains désignent sous les termes peu flatteurs de « républiques de la banane ou du sucre » — où la masse de la production agricole est fournie par les produits des plantations géantes et où la population agricole est composée — en majeure partie du moins — d'ouvriers agricoles, l'expropriation des paysans par les propriétaires — locaux ou impérialistes — des plantations a été achevée avec tant de perfection — et depuis si longtemps — que l'idée même de la propriété individuelle des terres a disparu pour ainsi dire complètement de la mentalité du prolétariat rural.

Dans ce cas, une politique de distribution de parcelles individuelles aux paysans n'a pas vraiment de raison d'être, puisque la nationalisation immédiate des plantations permet l'appropriation directe du surplus, dont disposaient jadis les entreprises étrangères impérialistes, par la société tout entière.

Cela ne signifie pas pour autant que tout ce surplus pourra être investi, car une grande part devra préalablement être consacrée à l'élévation du niveau de vie misérable de la population laborieuse. De plus, la complexité de la réorganisation économique du pays, la difficulté à se procurer les matières premières essentielles ou à trouver des marchés sur lesquels écouler les exportations pourront réduire momentanément la production globale et le surplus disponible, ceci d'autant plus que les anciennes classes dirigeantes soutenues par leurs

alliés et protecteurs chercheront par tous les moyens à saboter les efforts entrepris et à mener systématiquement une politique d'obstruction dont les effets ne manqueront pas d'affecter le pays.

La possibilité pour ces pays de dépasser ces difficultés dépend essentiellement de situations intérieures spécifiques et de données politiques et économiques variées, notamment sur le plan extérieur, ce qui rend impossible toute tentative de généralisation. L'exemple que j'ai à l'esprit est, bien sûr, celui de l'expérience dramatique, qui fut celle de Cuba depuis sa glorieuse révolution[24].

En fait les pays sous-développés sont très différenciés sur le plan social, économique, culturel et politique ; il serait donc fallacieux de vouloir établir un modèle rigide et universel de développement qui pourrait leur être appliqué. Refuser la généralisation abusive ne signifie pas se perdre dans l'analyse empirique des détails en évitant la compréhension de l'ensemble que seule la généralisation — c'est-à-dire la théorie — permet. Ceci me ramène à ce que j'ai appelé, plus haut, mes idées fondamentales sur le problème des pays sous-développés, qui ne doivent nullement être cachées par des problèmes de second ou de troisième ordre.

La première chose me semble être la suivante : si ce qui est recherché est un développement économique *rapide*, une planification économique d'ensemble doit être réalisée. Des transformations lentes marginales, sans planification, sont certes susceptibles de venir à bout d'un certain nombre d'erreurs et de tâtonnements empiriques et peuvent même entraîner une certaine augmentation de la production, avec une élévation des prix qui permettra aux ajustements nécessaires de jouer.

Cependant si l'on cherche à augmenter la production totale d'un pays de 8 à 10 % par an et à transformer radicalement le mode d'utilisation des ressources humaines et matérielles par l'abandon des activités peu productives au profit d'autres, alors seule une planification à long terme, consciente et volontaire, pourra permettre d'atteindre ces objectifs.

Cela ne fait guère de doute pour tous ceux qui ont sérieusement étudié le problème[25]. De plus l'expérience historique des pays socialistes ne fait que renforcer cette position. Les taux de croissance calculés (même les plus défavorables à ces pays), font néanmoins appa-

[24] Une analyse intéressante de ce qui s'est passé à Cuba peut être trouvée dans l'ouvrage de Léo Huberman et Paul M. Sweezy, *Cuba : Anatomy of a Revolution*. New York, 1961. De plus on peut se référer à mon ouvrage *Reflections on the Cuban Revolution*, 2e éd. New York, 1961, où sont développées certaines remarques auxquelles je fais allusion ici.

[25] Ce n'est pas le lieu ici de relever tous les écrits parus dans ce domaine, qu'il nous suffise simplement de noter les ouvrages de H. B. Chenery, E. S. Mason, T. Scitovsky et J. Tinbergen, qui insistent sur la nécessité d'une coordination et d'une synchronisation de l'investissement, si le développement économique des pays sous-développés doit être atteint.

raître une croissance de 10 % par an, alors que ceux relevés pour les pays capitalistes — avancés ou sous-développés — dépassent rarement 3 %, exception faite des « booms » de guerre et de la reconstruction d'après-guerre.

Le second point consiste à affirmer qu'aucune planification digne de ce nom n'est possible dans une société où les moyens de production demeurent contrôlés par des intérêts privés, dont le but se limite à la maximation du profit (ou à la sécurité des possédants...).

Car il appartient à l'essence même de la planification rationnelle, globale — et c'est ce qui la rend indispensable — de mettre en place un système d'allocation et d'utilisation des ressources, totalement différent de celui existant dans le système capitaliste ; c'est ce qui garantit précisément l'efficacité de cette planification.

Le modèle d'attribution et d'utilisation des ressources existant sous le régime capitaliste correspondant, approximativement, aux intérêts des classes dominantes, il est évident dès lors que toute tentative sérieuse visant à mettre en place une planification sociale se heurtera à une résistance farouche, opposée par ces classes dominantes et leurs alliés, aux forces de progrès.

Trois solutions peuvent résoudre ce conflit :

— Les organismes de la planification, créés par un gouvernement capitaliste, peuvent être contrôlés — comme le gouvernement — par les intérêts dominants ; dans ce cas la « planification » est détournée de ses buts et ne sert plus qu'à maintenir les illusions de la population et garantir que « quelque chose de constructif est fait » en matière de développement économique.

— Deuxièmement, les organismes de la planification sont mis en place par un gouvernement réformiste, soumis aux pressions et aux influences des classes dominantes, mais il existe en leur sein des réformistes honnêtes, croyant à l'indépendance effective de l'Etat dans un régime capitaliste, qui introduisent des mesures permettant des changements profonds dans l'économie nationale. Dans ce cas, l'œuvre des organismes planificateurs est systématiquement sabotée par les classes au pouvoir ; elle est bloquée en général dans son activité, ce qui tend à discréditer, dans de larges couches de la population, l'idée même d'une planification.

— Troisièmement, la planification peut servir de mot d'ordre à un mouvement populaire luttant sans relâche contre ceux qui bénéficient des avantages de *l'ancien régime* et devient ainsi le principe fondamental d'une transformation économique profonde, dont la victoire de la révolution sociale, en renversant les anciennes classes dirigeantes et la propriété privée des moyens de production, permet la réalisation.

On pourra objecter que tout ceci est valable si en effet la priorité doit être accordée à une croissance économique *rapide*. Mais pourquoi tant se presser ? Pourquoi cette « obsession » de la croissance pour reprendre l'expression d'un auteur qui étudiait l'économie soviétique ?

Qu'une telle question puisse être posée, permet de mesurer quel abîme sépare les observateurs occidentaux des populations du tiers monde, de leur mode de vie, de leurs souffrances.

Notre époque est celle où la faim, la misère et la maladie ne sont plus inéluctables, où la construction du socialisme de théorie s'est transformée en pratique. Les peuples des pays sous-développés *savent* que le progrès économique et social *peut* être organisé, si l'on déclare la guerre effectivement au sous-développement, avec courage et détermination, et si on mène la lutte résolument contre les exploiteurs impérialistes et nationaux.

IV

L'expérience historique nous prouve que la lutte est rude et difficile, et que la victoire de la révolution sociale, quoique décisive, n'est qu'une première étape de la victoire finale.

L'établissement du mode de production capitaliste et de la domination de la bourgeoisie, là où elle fut réalisée, a nécessité de longs et douloureux développements.

On ne peut, par conséquent, s'attendre à ce que la plus grande transformation sociale de tous les temps — l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation de l'homme par l'homme — se réalise complètement en peu de temps, même si notre époque est celle de l'accélération du temps.

Il est compréhensible que la pente apparaisse à certains trop raide, l'ascension trop difficile. Comme il ne peut être question ici de me livrer à une analyse complète de tous les problèmes soulevés par la construction du socialisme, je me limiterai à quelques brèves remarques relatives à des domaines où les difficultés ont été les plus visibles ces dernières années.

Tout d'abord il faut noter que le développement de révolutions sociales dans le monde — quels que soient leur situation géographique et leur contenu — se heurte à l'hostilité implacable des classes dirigeantes des Etats-Unis, citadelle la plus puissante de la réaction internationale de nos jours.

Elles n'hésitent pas à soutenir les régimes politiques les plus corrompus, les gouvernements les moins soucieux des intérêts de la population, les dictatures les plus rétrogrades et les plus cruelles, par l'octroi d'une aide économique, militaire et morale, puisque ces gouvernements fantoches acceptent de se soumettre aux impératifs de la « Sainte Alliance » contre le socialisme.

En même temps tout mouvement populaire, quel que soit son héroïsme, tout gouvernement socialiste, même élu démocratiquement, doit subir les effets de l'intervention constante et subversive de ceux qui, hypocritement, font profession de foi de démocrates.

L'agressivité persistante des nations impérialistes — grandes et

petites — freine incontestablement la progression économique et sociale des pays ayant choisi la voie de la construction du socialisme[26].

Si l'on se contente d'examiner le problème d'un strict point de vue économique, on peut mesurer ce que coûte aux sociétés socialistes, la pression de l'impérialisme à travers les dépenses d'armement, nécessitées par la menace toujours présente d'une agression impérialiste[27].

Le maintien de la production militaire, qui diminue l'investissement productif, l'effort de la construction d'habitations, la production de biens de consommation, ralentit les rythmes de la croissance économique dans les pays socialistes, empêche une augmentation rapide des niveaux de vie tout en créant des goulots d'étranglement à divers niveaux de la vie économique dans ces pays.

Cette charge qu'auront à subir les Etats socialistes, aussi longtemps que l'impérialisme menacera leur existence, ne pourra être réduite que lorsque les pays socialistes auront acquis suffisamment de force pour diminuer la charge *relative* qu'impose la présence de l'impérialisme.

Le second domaine dans lequel les pays socialistes ont rencontré de considérables difficultés est celui de la production agricole ; les causes de ce malaise sont multiples.

Le processus général d'industrialisation doublé du transfert de la population agricole vers les centres urbains, le maintien d'une force armée dont les membres mangent mais ne produisent pas, tout cela a conduit à un accroissement sensible de la demande de biens de consommation et de biens alimentaires. Cette augmentation n'a pas dans l'ensemble été accompagnée par une croissance correspondante et suffisante de l'offre.

Cela est dû essentiellement au fait que, dans les pays où sévissait un sous-emploi très important dans les villages, la *productivité par homme au travail* pouvait augmenter *relativement* vite, alors que la productivité *par hectare* s'accroissait beaucoup plus lentement. La révolution de la mécanisation dans l'agriculture permise par l'introduction de l'électricité, des tracteurs, etc., a réussi à libérer d'importantes masses de la population agricole pour des emplois non agricoles, mais *n'a pu* en agriculture engendrer les rendements spectaculaires escomptés par les théoriciens marxistes ou non.

L'accroissement de la productivité par hectare semble dépendre beaucoup plus qu'on ne le pensait de la révolution *chimique* dans

[26] Le très grave préjudice causé à l'effort révolutionnaire sublime du peuple cubain par la politique américaine de « quarantaine » constitue l'un des exemples les plus frappants et les plus dramatiques en la matière.

[27] Ceux qui, soumis à la propagande de l'impérialisme, pensent que l'amoncellement de l'équipement militaire aux Etats-Unis est nécessité par la crainte d'une agression du camp socialiste, *doivent* lire l'ouvrage fondamental du Professeur D. F. Fleming : *The Cold War and Its Origins*, 2 vol. N. Y., 1960, ainsi que celui du Professeur J. P. Morray : *From Yalta to Disarmement : Cold War Debate*, N. Y., 1961. Quiconque *accepte* de reconnaître la vérité, sera convaincu par les arguments inattaquables que renferment ces deux ouvrages.

l'agriculture, de l'application d'engrais synthétiques et naturels, de la sélection des semences, de l'amélioration des méthodes d'élevage, etc. Un tel processus est nécessairement très lent : 2 ou 3 % d'augmentation de la productivité par an constituent des objectifs que les agronomes estiment tout à fait honorables s'ils sont atteints. Un tel taux de croissance dépend certes de l'existence d'un certain matériel (engrais, semences de choix, animaux de reproduction, etc.) mais dépend surtout de l'habileté, de l'ardeur et de la patience des cultivateurs[28].

Ceci nous amène à un autre point qui a soulevé quelques difficultés en Union Soviétique et dans les autres pays socialistes en voie d'industrialisation.

Dans un pays à prédominance agricole, l'industrialisation a tendance à être « embellie », revêtue d'un prestige considérable, ceci surtout dans les premières étapes.

L'attention est attirée par ces nouvelles unités productives, cette puissance formidable qui révolutionne la vie de régions entières ; l'industrie naissante devient la fierté de tous, à juste titre, le gouvernement s'en préoccupe avec sollicitude, toutes les énergies scientifiques y sont investies.

Le pénible labeur agricole, par contre, ingrat, monotone, devient gris, peu attrayant. Les jeunes qui ont de l'ambition, des dons, ne veulent plus se limiter aux eaux stagnantes de l'agriculture, dans « l'idiotie » de la vie campagnarde, ils veulent pouvoir se développer plus que ne le permettrait même la communauté rurale la plus achevée.

L'attrait qu'exercent les villes, les possibilités qu'elles offrent à une ascension matérielle et sociale, l'éducation, les loisirs qu'elles promettent ainsi que la possibilité d'y devenir membre de cette classe ouvrière, qui constitue la couche sociale la plus respectée, tout cela attire irrésistiblement les jeunes vers les villes. Il en résulte une agriculture progressivement abandonnée par les meilleurs travailleurs, où ne demeurent plus que les plus âgés ou ceux qui manquent de l'imagination ou du « culot » nécessaires pour aller conquérir le « vaste monde »[29].

Cela ne fait que renforcer la tendance à la stagnation de la productivité, déjà existante dans le monde rural ; comme nous le disions plus haut on ne peut y remédier simplement en employant de meilleurs procédés techniques.

[28] La situation est toute différente lorsque le sous-emploi de la population agricole va de pair avec un sous-emploi des terres cultivables — comme c'est le cas à Cuba. Dans de telles circonstances, la production agricole totale peut être rapidement augmentée en cultivant toutes les terres jusque-là laissées en friche, bien que les difficultés subsistent du fait de l'absence, en général, des engrais nécessaires, du bétail, etc.

[29] Après la seconde guerre mondiale la situation de l'agriculture en Union Soviétique se trouvait aggravée par le manque de main-d'œuvre masculine, ce qui ne se retrouvait pas dans l'industrie où les ouvriers étaient plus fréquemment exemptés du service militaire pour assurer la marche de la production.

En effet, si le travail industriel, par une impulsion qui lui est propre, permet d'établir une certaine discipline et des rythmes donnés, c'est d'abord à cause de la nature collective de l'activité envisagée. La structure de l'activité industrielle (courroies de transmission, etc.), l'interdépendance et la nécessité d'opérations spécifiques, imposent à l'ouvrier un certain rythme qui détermine largement les résultats obtenus.

En agriculture, au contraire, la situation est toute différente, en dépit de la modernisation effective des méthodes de production.

A part quelques fonctions qu'il exerce collectivement, l'agriculteur est seul ; lorsqu'il laboure un champ ou qu'il prend soin des bêtes, c'est essentiellement son habileté, son savoir-faire qui déterminent fondamentalement le résultat obtenu. Lorsque l'irresponsabilité, la paresse et le conservatisme social caractérisent les agriculteurs il n'y a guère lieu de s'attendre à des augmentations considérables de la production agricole.

En régime capitaliste la tendance à faire émigrer la main-d'œuvre agricole la plus qualifiée vers les centres urbains a généralement été freinée du fait de la lenteur de l'accumulation du capital, qui donnait lieu à un sous-emploi chronique dans les secteurs industriels. Il en est résulté une surpopulation des secteurs agricoles, une concurrence accrue entre travailleurs et une croissance de la productivité par travailleur et du revenu plus lente que celle de la productivité à l'hectare.

Dans les pays socialistes, il fallait que les choses se passent autrement. L'organisation collectivisée, à une grande échelle, de l'agriculture, permettant de détruire les petits lopins à faible rentabilité, crée les conditions indispensables à une croissance rapide, à long terme et transforme en même temps l'agriculteur en un travailleur des campagnes. De la sorte, il échappe progressivement à l'impact des règles du marché, aux embûches de la libre concurrence, mais en même temps la société évite de l'intégrer trop *rapidement au cadre plus rigide de l'activité industrielle où dominent les facteurs de discipline et de coordination.*

De plus, en accédant au statut de travailleur à part entière de la société socialiste, l'agriculteur peut prétendre à une part de la production nationale, à un revenu qui soit au moins égal à celui d'autres travailleurs, même plus productifs que lui.

Ainsi la situation est désormais renversée : c'est l'industrie qui subventionne l'agriculture. C'est incontestablement la solution correcte, bien qu'actuellement l'augmentation de la production agricole ne soit pas encore suffisante. Mais il est hors de doute qu'à long terme, on pourra vaincre ces difficultés et résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui.

Lorsque le développement économique aura atteint un niveau plus élevé, les conditions de vie et de travail à la campagne et à la ville seront harmonisées ce qui rendra possible un double mouvement des travailleurs doués, formés et conscients, du village vers la ville et de la ville vers le village ; ce qui accroîtra la diversification, la stimulation et les rendements tant dans le secteur industriel que dans l'agriculture.

Il reste cependant un long chemin à parcourir avant de parvenir à cette situation. En attendant, des palliatifs divers sont mis en place dans les différents pays socialistes. Dans certains pays la collectivisation de l'agriculture fut arrêtée (ou même supprimée) et remplacée par des échanges mieux réglementés entre la ville et la campagne. Dans un autre pays socialiste, la Chine, la solution adoptée fut, à l'opposé de la précédente, une transformation rapide de l'économie agraire en un système coopératif, discipliné, comprenant de grandes unités productives agricoles.

En Union Soviétique, ce fut l'adoption d'une voie moyenne ; le travail agricole est « revalorisé », les investissements agricoles augmentés, les fermes collectives favorisées par des prix plus avantageux pour les produits agricoles. Ceci pèse incontestablement très lourd sur le secteur industriel, réduit les revenus réels des travailleurs industriels et le volume du surplus qui peut être investi ailleurs que dans l'agriculture ; il en résulte un ralentissement certain de la croissance économique.

Malgré cela, les difficultés agricoles, sans être insurmontables, retardent cependant considérablement le développement des sociétés socialistes, mais ce n'est là qu'une partie du prix qu'elles ont à payer du fait que le socialisme a été instauré d'abord dans les pays sous-développés.

C'est à la lumière de ces difficultés économiques — l'incapacité de la production agricole à rattraper le rythme de croissance des niveaux de vie, l'insuffisance de la production industrielle face à une demande croissante et à la lutte de classes intensifiée sur le plan international qu'il faut envisager les problèmes *politiques* qui surgissent dans le camp socialiste.

Dans cette optique, il faut considérer tout d'abord le soutien des masses populaires dont bénéficie le gouvernement socialiste au cours de la période difficile du début. La « révolution de l'espoir » qui se développe dans tous les pays sous-développés n'est pas seulement confrontée à la réalité de gouvernements corrompus et réactionnaires qui cherchent à la vaincre par tous les moyens, mais aussi à celle de gouvernements révolutionnaires qui se consacrent à la construction du socialisme et au développement économique.

Puisqu'il n'est pas possible de poursuivre une politique rationnelle à long terme visant à planifier les taux de croissance sur une période de 10 à 20 ans, tout en augmentant immédiatement la consommation de la population, il est probable que dans les premiers temps, celle-ci devra s'accroître très lentement — et peut-être pas du tout.

Ce n'est que lorsque les fondations de la nouvelle économie auront été renforcées, que la côte aura été franchie, que le système pourra se

permettre une augmentation de la consommation, de la construction immobilière, etc.

Néanmoins il est certain que les masses populaires qui viennent de faire triompher la révolution, qui ont beaucoup lutté et souffert au cours des combats qu'elles ont livrés contre les ennemis de classe, exploiteurs de tous bords, s'estiment en droit d'obtenir des améliorations immédiates dans leur vie quotidienne à la ville comme à la campagne.

Le gouvernement socialiste novice ne peut cependant pas les créer à partir du néant ; encore engagé dans le processus de la « révolution permanente », il demande encore « du sang, de la sueur et du travail » et ne peut offrir, *hic et nunc*, des récompenses et des compensations immédiates. Seuls des groupes possédant une solide conscience de classe peuvent évaluer ce qui est réellement en jeu.

D'importantes couches de la population, peu habituées à raisonner en termes de nécessités économiques à long terme, peuvent se détacher ainsi de la révolution, et se raccrocher à des superstitions et a de vieilles croyances que cherche à réaccréditer chez elles la propagande ennemie. Elles ne saisissent pas que les souffrances qu'elles ont dû endurer sous *l'ancien régime* (en français dans le texte) profitaient aux propriétaires terriens et aux impérialistes, que la misère de jadis était sans espoir, alors que les privations qu'entraîne toute révolution et qu'elles connaissent maintenant préparent une nouvelle société, plus humaine et plus juste.

Comme elles ignorent cela leur désaffection, voire même leur hostilité à l'égard de la révolution, grandit.

Il en résulte inévitablement un conflit plus ou moins violent entre socialisme et démocratie, entre *nécessités* à long terme et *besoins* à court terme. Dans de telles conditions, le gouvernement se doit de tenir résolument, de manière intransigeante, les engagements qu'il a pris de défense des intérêts généraux de la société, de les défendre aussi bien contre les ennemis extérieurs que contre les opportunistes et les traîtres de l'intérieur, ce qui nécessite une répression politique, la restriction des libertés civiles, la limitation de la liberté individuelle.

Cette nécessité conjoncturelle ne pourra disparaître que lorsque les problèmes les plus brûlants de l'économie auront trouvé une solution et que le gouvernement socialiste aura acquis suffisamment de stabilité et d'équilibre[30].

Le second problème auquel sont confrontés les pays socialistes — celui de leurs relations réciproques — est également dû à cette cause fondamentale : à savoir leur pauvreté initiale. Les relations entre pays socialistes ne se sont certes pas développées avec l'harmonie que tout socialiste aurait souhaitée, mais bien que cela soulève, à juste titre, quelques inquiétudes, il faut pour analyser le phénomène, le « dédramatiser » et lui restituer un sens dans une perspective historique. Bien que je n'aie à ma disposition que peu de documentation, il me semble pourtant que les causes sont dues à des faits très largement interdépendants.

[30] L'exemple du développement de l'U.R.S.S. constitue une excellente illustration de ce que nous voulons dire.

La première cause se trouve incontestablement au niveau de l'allocation des ressources au sein du camp socialiste : chacun des pays se trouvant à un stade différent de développement économique, des distorsions considérables en résultent nécessairement. Si l'on pose le problème en termes très simples : il s'agit de savoir dans quelle mesure les nations avancées du camp socialiste — en premier lieu l'Union Soviétique, mais également la Tchécoslovaquie, la République Démocratique d'Allemagne et de Pologne — doivent apporter une aide aux pays moins développés (et même beaucoup moins développés) ?

Un tel problème ne se poserait même pas si tous les pays socialistes avaient des richesses (ou une pauvreté) comparables. Mais il est clair actuellement qu'une *égalisation*, même approximative, des revenus par habitant, réalisée par une péréquation des ressources respectives des pays, est tout à fait impossible.

En effet, cette égalisation réduirait considérablement le niveau de vie de 250 millions environ d'habitants des pays les mieux pourvus du camp socialiste et même si elle permettait une relative amélioration de conditions de vie de 700 autres millions d'habitants des pays plus pauvres, cela n'aboutirait qu'au suicide du socialisme dans les pays les plus avancés, politiquement et socialement.

Le problème ne se posait pas avec acuité après la Seconde Guerre mondiale où l'Union Soviétique et les autres pays socialistes effectuaient une difficile reconstruction de leurs pays après les dommages immenses de la guerre, et où l'aide qu'ils accordaient était surtout symbolique. Par contre dès les années 50, lorsque l'Union Soviétique eut accompli de grands progrès économiques et qu'elle se fut, après la mort de Staline, engagée sur la voie d'une plus grande libéralisation, il n'était plus possible de l'éviter.

Dans le domaine économique les changements furent profonds, on abandonna progressivement la politique d'investissement à outrance au profit d'une production de biens de consommation, de produits agricoles, de logements, etc., qui avaient tant manqué aux Soviétiques à l'époque de l'industrialisation forcée et des dramatiques années de guerre.

Dans le domaine politique, le changement fut également complet dans la société soviétique : élimination progressive de la répression politique, rejet du dogmatisme qui avait envahi tous les secteurs de la vie sociale sous le règne de Staline. Les relations internationales s'assouplirent, il s'agissait à présent de parvenir à un certain nombre de compromis avec les Etats-Unis en vue de préserver la paix mondiale et de permettre le développement plus poussé des sociétés socialistes (notamment celles qui venaient de se créer après la Seconde Guerre mondiale) en réduisant les tensions de la guerre froide, en diminuant la course aux armements...

La progression spectaculaire des pays socialistes devait devenir l'une des meilleures armes pour servir la cause du socialisme dans le monde. Cela apparut comme une répudiation, ou du moins une modification importante de la théorie de l'impérialisme, mais les dirigeants soviétiques estimèrent qu'une telle politique était correcte si l'on tenait compte en même temps du changement décisif du rapport des forces internationales en faveur du bloc socialiste et de la désagrégation croissante de l'impérialisme qui perdait peu à peu le contrôle des pays anciennement coloniaux. En fait ce processus devait être accéléré par une aide politique et économique apportée précisément par les pays socialistes.

De nombreux aspects de cette nouvelle stratégie furent accueillis avec scepticisme en Chine et dans d'autres pays socialistes encore en butte à des difficultés économiques de base considérables sur la voie d'un développement économique véritable.

Le désaccord portait sur l'opportunité et la sagesse du programme de libéralisation de l'Union Soviétique, étant donné les besoins de *l'ensemble* du camp socialiste, sur le « pacifisme » de l'impérialisme et sur la meilleure stratégie de lutte contre l'impérialisme, pour la paix et le socialisme[31].

Bien que la controverse se soit amplement développée dans les années suivantes, ce fut au XXIIe Congrès du Parti communiste d'Union Soviétique seulement qu'elle devint publique. Elle se fondait encore sur les mêmes désaccords, mais fut rendue plus acerbe par l'apparition d'un certain nombre de nouveaux développements de la situation au sein même du camp socialiste.

Dans les dernières années, en effet, pour des raisons que nous ne pouvons développer ici, l'évolution économique de la Chine avait rencontré de très graves difficultés[32], ce qui avait accru considérablement l'aide qu'elle demandait à l'Union Soviétique.

La politique soviétique pendant ce temps-là devait s'en tenir à son programme de libéralisation ; c'est ce que proclamait solennellement le programme de construction du socialisme, adopté par le Congrès qui prévoyait non seulement des accroissements spectaculaires

[31] En Albanie, et ailleurs sans doute aussi, on pensait que l'aide accordée par l'Union Soviétique à des pays sous-développés non socialistes reflétait simplement une fausse appréciation selon laquelle ces pays pourraient être gagnés réellement à la cause du socialisme et de la paix. Car dans des moments décisifs, quelle qu'ait été l'aide apportée par l'Union Soviétique, les gouvernements de ces pays trahiraient leurs bienfaiteurs et rejoindraient le camp impérialiste. Par conséquent toute cette aide était gaspillée et serait plus utile à d'autres pays socialistes. C'est ce que rapporte un article de F. Konstantinon, rédacteur en chef de l'organe théorique du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique « *Kommunist* » sous le titre « *Raskolnicheskaya, antimarksistkaya deyaltelnost albanskikh rukovoditeley* » (L'activité scissioniste et antimarxiste des dirigeants albanais), p. 48, *Kommunist*, nov. 1961.

[32] L'Albanie se trouvait semble-t-il dans une situation encore plus difficile, bien que certains estiment que cela était le fruit d'une gestion inefficace du parti au pouvoir.

du produit national brut de l'U.R.S.S. pour les 20 années à venir, mais encore la réduction notable du temps de travail et l'amélioration massive des conditions de vie du peuple soviétique.

Une question surgit aussitôt : est-il nécessaire d'établir des objectifs aussi élevés ? Une *consommation* moins importante pour le peuple soviétique ne permettrait-elle pas un accroissement de l'aide que l'Union Soviétique pourrait accorder aux autres pays socialistes ?

En d'autres termes le parti soviétique n'exerce-t-il pas sa suprématie sur le camp socialiste en privilégiant trop les prérogatives « nationales » de son pays par rapport aux nécessités du camp socialiste dans son *ensemble ?*

Les progrès rapides de la Chine, du Nord-Vietnam, de la Corée du Nord sur le plan économique ne pourraient-ils avoir plus d'influence sur le rapport des forces internationales — et plus particulièrement sur les pays sous-développés non socialistes — que la progression de l'Union Soviétique cherchant à « rattraper et dépasser le niveau de vie des Etats-Unis » en 20 ans, tel que l'envisageait le nouveau programme ?

Ne vaudrait-il pas mieux attendre 30 ans pour ce faire et permettre un développement harmonieux et rapide des autres pays socialistes en affectant une part plus importante du revenu national de l'U.R.S.S. à l'aide aux autres pays socialistes ?

Ces problèmes peuvent s'énoncer en termes politiques. Comme nous le disions plus haut, l'abandon de la politique d'austérité et de réduction de la consommation s'accompagne de la poussée de « déstalinisation » qui abolit peu à peu toute répression politique telle qu'elle avait pu exister auparavant.

Il est évident que l'évolution de l'Union Soviétique vers une démocratie socialiste, une plus grande liberté individuelle et des niveaux de vie plus élevés, ne peut que réjouir les socialistes. Ni les Chinois, qui ont pu échapper pour une large part aux abus du pouvoir stalinien, ni quiconque, à ma connaissance ne s'est élevé contre la suppression de tous les crimes commis par Staline ou ses hommes. C'est pourquoi : ce n'est pas la « déstalinisation » en soi qui est en cause mais bien l'abandon de la politique « des marches forcées » associée à juste titre au nom de Staline.

La Chine, pas plus que certains pays socialistes n'est prête *économiquement à assumer* le « dégel » et ne peut donc accepter la libéralisation, l'augmentation de la consommation individuelle et tout ce qui s'ensuit, ce que l'Union Soviétique peut réaliser au contraire, ce qui lui permet d'avancer sur tous les plans, économique, social et politique.

Lorsqu'ils expliquaient jadis à leurs peuples la politique d'industrialisation rapide, de collectivisation de l'agriculture et de la limitation nécessaire de la consommation, les dirigeants des gouvernements socialistes de Chine ou d'ailleurs ont largement utilisé l'exemple fourni par l'expérience historique de l'Union Soviétique et l'autorité que cela

conférait à la politique de Staline, considéré universellement comme l'architecte des succès de l'U.R.S.S.

Le renversement brutal de cette image de Staline, de sa politique, qui pour beaucoup de pays constitue encore le fondement de ce qu'ils entreprennent, a été certainement un choc pour les dirigeants de ces pays, alors qu'en U.R.S.S. cette politique a pu prendre un nouveau cours.

Il est évident, par ailleurs, que les relations internationales entretenues par la Chine et les pays socialistes d'Asie avec le monde extérieur sont d'un type tout à fait différent de celles de l'Union Soviétique ou des pays socialistes d'Europe. Les pays socialistes d'Asie ne sont pas prêts à accepter une *détente* [en français dans le texte] basée sur le respect du *statu quo*, alors qu'une grande partie de leurs territoires nationaux est encore contrôlée par l'ennemi de classe, qu'ils subissent des pressions militaires et des blocus économiques constants de la part de l'impérialisme.

En Europe, au contraire, il ne reste plus que la question allemande qui empêche un accord à peu près général. Les problèmes posés en Asie sont beaucoup plus délicats et complexes que la question allemande et risquent d'être résolus encore beaucoup moins facilement.

Cette différenciation des situations objectives contribue largement à cristalliser les appréciations divergentes et les oppositions entre la Chine et l'Union Soviétique sur la situation internationale.

Si je prends le risque d'avancer un pronostic, il me semble que malgré la violence de la polémique et la dureté des critiques, ce conflit ne causera pas un mal irrémédiable à la cause du socialisme. A long terme, l'identité fondamentale des rapports de production socialistes existant dans les pays socialistes sera plus forte que les divergences qui éclatent actuellement entre les dirigeants sur la tactique à suivre dans le court terme.

Le mode de production socialiste a survécu malgré la politique aberrante de Staline ; de la même façon la révolution en Chine et ailleurs demeure un fait historique irréversible qui ne peut être transformé quelles que soient les secousses conjoncturelles qui peuvent affecter leurs superstructures politiques. Des compromis sont possibles et seront vraisemblablement réalisés.

Même si les gouvernements des pays socialistes ne parvenaient pas à un *modus vivendi* acceptable par tous, cela ne pourrait entraver la progression constante de chacun des pays pris individuellement ou entamer leur cohésion et leur solidarité à venir.

On peut conclure que le facteur dominant de notre époque est la contradiction irréconciliable entre l'institution qu'est la propriété privée des moyens de production — jadis facteur de progrès — et le développement économique et social des peuples du tiers monde et

la croissance et la libération des populations des pays capitalistes avancés.

L'existence et la nature de cette contradiction ne sont certes pas reconnues par tous et c'est là l'un des éléments déterminants du problème, puisque cela reflète l'emprise puissante qu'exercent sur les hommes, les croyances, superstitions et fétiches engendrés précisément par le mode de production capitaliste et d'appropriation privée, qui doit être renversé.

La bourgeoisie, actuellement, s'appuie sur « l'ajustement » des hommes à l'ordre social capitaliste pernicieux, sur leur incapacité à le renverser, pour apporter la *preuve* de sa validité, de sa conformité aux besoins humains ; ce faisant elle ne fait que démontrer une fois de plus sa trahison à l'égard des plus belles traditions d'humanisme et de raison.

On peut demander en effet, quelle aurait été la réaction des philosophes du « siècle des lumières » si on leur avait dit que la piété des gens suffisait à *prouver* l'existence de Dieu.

La pensée bourgeoise, en substituant l'ignorance à la raison, en cherchant à minimiser toutes les irrationalités et la misère dans les pays sous-développés et dans les pays capitalistes avancés, en étant incapable d'établir une société plus rationnelle, se nie elle-même en tant que telle et retourne donc à l'agnosticisme et à l'obscurantisme contre lesquels elle avait lutté à ses débuts.

La pensée bourgeoise au lieu de rechercher la vérité, de supporter l'homme dans sa lutte pour la vérité et pour une société meilleure, se contente de rationaliser l'irrationalité du système, d'inventer des arguments pour défendre la folie elle ne reconnaît comme besoins humains véritables que ceux qui permettent le maintien du *statu quo*.

P.A.B.

Palo Alto, Californie, mars 1962.

« Ce qui est nécessaire à la science sociale, c'est moins des techniques compliquées qu'une certaine témérité pour affronter, au lieu de les ignorer, les problèmes fondamentaux.

Mais demander cela, c'est ignorer les justifications sociales qui ont fait de la science sociale, précisément ce qu'elle est. »

J. D. Bernal, *Science in History.*

1

Une vue d'ensemble

On pourrait penser que le fait que vienne au premier plan des discussions entre économistes — en particulier aux Etats-Unis — la question du développement économique et social, n'exprime que le lien habituel que l'histoire de la pensée entretient avec ce problème.

Cela ne me paraît pourtant pas être le cas. L'histoire de la connaissance révèle ici aussi la connaissance de l'histoire ; une analyse des conditions qui ont suscité l'intérêt porté actuellement à cette question pourrait à vrai dire éclairer valablement la signification réelle du débat et le fond du problème.

Tout d'abord il faut rappeler que le problème du développement économique a toujours été l'un des pôles fondamentaux d'intérêt de l'économie politique : c'était même le thème central de toute l'économie classique ; l'intérêt actuel ne constitue donc pas une nouveauté.

Ainsi en attestent le titre et le contenu de l'œuvre d'Adam Smith, le précurseur de toute une génération d'économistes classiques qui se sont principalement préoccupés de l'analyse des conditions du progrès économique.

Une observation minutieuse et une étude de la société dans laquelle ils vivaient les avaient en effet amenés à s'intéresser aux conditions susceptibles de favoriser le développement économique dans la mesure où ils étaient convaincus que les relations économiques et sociales entravaient en fait tout développement des ressources productives existantes.

Réfutant les théories fallacieuses des mercantilistes en matière de commerce extérieur, refusant les rigidités du système corporatif et mettant en cause le rôle de l'Etat ou des propriétaires fonciers féodaux, les économistes classiques n'eurent pas grand-peine à démontrer la nécessité de renverser des institutions sociales, économiques et politiques dépassées afin de les remplacer par une libre concurrence, capable d'offrir à l'initiative individuelle et à l'esprit d'entreprise les moyens de s'épanouir librement.

Il faut noter cependant qu'en général ces auteurs ne se sont pas bornés à une simple critique des institutions existantes mais se sont efforcés de dégager en même temps la *positivité* des principes moteurs du capitalisme naissant.

En fait, ces efforts d'analyse positive constituent encore de nos jours une large part de la connaissance que nous avons du fonctionnement d'une société capitaliste.

Ce qu'il nous faut cependant retenir au niveau où nous voulons nous placer, c'est que tout cet effort scientifique prodigieux, cette propagation des idées nouvelles résultent en premier lieu de la nécessité ressentie par tous de convaincre l'opinion publique qu'il était urgent de se libérer des entraves féodales ou semi-féodales.

En ce sens on peut valablement rattacher l'école des économistes classiques à la montée et au développement du capitalisme, au triomphe de la bourgeoisie moderne.

Le Professeur Lionel Robbins dira :

« Le principe de la liberté économique n'était pas seulement une recommandation désintéressée de non-intervention, mais la demande expresse, urgente, de détruire les obstacles entravant le développement social dans le dessein de libérer l'immense potentiel d'initiative individuelle. C'est bien sûr dans cet esprit que ses défenseurs proposeront dans la pratique une lutte contre les principales formes de contrainte : privilèges des corporations, lois de l'apprentissage, réglementation et restriction des échanges intérieurs et extérieurs. Le mouvement s'effectuera dans une atmosphère de croisade pour la libération spontanée des entreprises individuelles et des esprits ; il sera soutenu par les économistes classiques, véritables « fers de lance » de l'offensive. »[1]

---

[1] Lionel Robbins, *The Theory of Economic Policy*, p. 19, English Classical Political Economy, Londres, 1952. Il est pour le moins étrange de trouver un peu plus loin sous la plume du même auteur les lignes suivantes : « Je trouve particulièrement incompréhensible que quiconque, ayant prêté attention à l'œuvre de ces hommes... puisse mettre en doute leur intégrité ou le dévouement qu'ils déployèrent pour la défense du bien général. Il est devenu de bon ton de les disqualifier ainsi que... leurs idées, non sur la base d'une critique logique, et d'affirmations rationnelles, mais sur celle de leur allégeance présumée à des intérêts de classe. Dans cette optique, les économistes classiques deviennent de simples porte-parole de la bourgeoisie d'affaires, les apologistes *conscients ou inconscients* de la classe dominante. » « Conscients ou inconscients » voilà précisément le problème. Aucun auteur sérieux, à ma connaissance, n'a jusqu'ici admis le fait que les économistes classiques — du moins les plus connus et les plus grands — aient été des scribes conscients, consentants et serviles au service de la classe bourgeoise ascendante, dominante.

Dans ce cas en effet il n'aurait vraiment pas été la peine d'imprimer — ou a fortiori de réimprimer — leurs œuvres. Le nœud de la question réside précisément en ceci : ils étaient — *probablement en toute inconscience* — les défenseurs d'une bourgeoisie ascendante dont ils servaient *objectivement* les intérêts. Le Professeur Robbins a fort bien distingué, dans *The Economic Basis of Class*

●

Cependant, dès que le capitalisme fut solidement établi et l'ordre social et économique de la bourgeoisie consolidé, il fut admis — consciemment ou inconsciemment — que cette forme sociale constituait l'étape finale du développement historique ; du même coup il n'y eut plus de travaux ou de discussions relatifs à l'évolution sociale et économique.

Une dame de la « société » de Boston à qui l'on demandait si elle avait beaucoup voyagé, répliqua qu'elle n'avait nul besoin d'entreprendre des voyages puisqu'elle avait la chance d'être née à Boston ; de la même façon les économistes néo-classiques, contrairement à leurs prédécesseurs classiques, ne se soucièrent plus du tout de voyager, se contentant de connaître et d'aménager au mieux la maison dans laquelle ils étaient nés.

Certes, cette maison apparut à certains imparfaite, mais tous l'estimaient suffisamment confortable et vaste pour permettre des améliorations variées.

Ces améliorations néanmoins, pour nécessaires et désirables qu'elles fussent, ne pouvaient être réalisées que par des changements lents, avec mille précautions, faute de quoi l'on risquait de détruire les fondations et piliers mêmes qui soutenaient cette structure.

Seuls quelques ajustements marginaux étaient conseillés ; rien de radical, rien d'énergique ne pouvait être approuvé par cette science économique-là[2].

Natura non facit saltum, cette devise tend bien à prouver qu'aucun mouvement n'était envisagé, ce qui est assez contraire à l'idée même d'un développement économique.

●

Le développement économique implique précisément le contraire de ce que Alfred Marshall mettait sur la page de titre de ses « Principes » ; car le développement économique a toujours signifié — même si c'est un fait brut et brutal — une transformation profonde de la structure politique, économique et sociale de la société envisagée,

---

Conflict, p. 4, Londres, 1939, la conscience subjective que l'on peut avoir de ses intérêts, du contenu objectif de ceux-ci. En général on peut dire que pour juger du rôle joué par un groupe social ou un individu dans le processus historique, les motivations subjectives (de nature consciente ou inconsciente) sont beaucoup moins importantes que les résultats objectifs que la recherche de ces intérêts entraîne. En cas de doute, il vaut mieux se poser la question : « *cui bono* » ?

La réponse n'est pas toujours décisive mais elle n'est jamais hors de propos.

[2] Il n'est donc nullement fortuit que la théorie de l'utilité marginale, dont le caractère statique est dominant, soit devenue le cœur même de l'économie néo-classique.

un changement total dans l'organisation de la production, de la distribution et de la consommation ; il a toujours eu pour moteur l'action de classes ou de groupes ayant un intérêt vital au changement de l'ordre social et économique ; il a toujours été combattu par ceux qui défendaient le *statu quo* dans la mesure même où ils en tiraient des avantages innombrables, tant au niveau des habitudes sociales que des institutions. des coutumes, de cette formation sociale.

L'histoire de cette évolution est marquée de heurts, plus ou moins violents, de mouvements spasmodiques d'arrêts et de reprises : jamais elle ne fut le déroulement harmonieux d'un processus s'étendant à travers le temps et l'espace.

Cette généralisation basée sur le développement effectif de l'histoire a cependant été vite perdue de vue par l'économie politique bourgeoise ; en fait ayant débuté comme avocat de la « bonne cause » du capitalisme et rationalisant peu à peu l'état de choses existant, elle partagea très vite le sort de toutes les autres branches de la pensée bourgeoise.

Tant que la rationalité et les enseignements de l'histoire ont pu servir d'outils à la bourgeoisie dans sa lutte contre les forces obscures du passé, contre les idéologies et les institutions rétrogrades, elles furent invoquées comme des arbitres dans cette lutte grandiose.

Les meilleurs exemples, les plus exaltants que l'on peut citer pour illustrer cette alliance de la bourgeoisie avec la pensée rationnelle et l'histoire sont les Encyclopédistes du XVIIIe siècle ou les écrivains réalistes de la littérature bourgeoise naissante.

Ce n'est que lorsque la raison et l'histoire dévoilèrent aussi les limites et les irrationalités de l'ordre social, le caractère transitoire et non éternel de la domination capitaliste, que la bourgeoisie les rejeta, que l'idéologie bourgeoise dans son ensemble — et l'économie politique en particulier — s'en sépara.

Par cette rupture l'idéologie bourgeoise se condamna à sans cesse osciller entre deux pôles : le rationalisme se développant tout en se détruisant, entraînait la pensée bourgeoise vers l'agnosticisme du positivisme moderne et l'existentialisme philosophique rejetant avec mépris toute recherche visant à la compréhension rationnelle de l'histoire et n'accordant aucune confiance à cette forme de connaissance.

Ainsi, l'idéologie se réduisit-elle notamment en ce qui concerne l'économie politique — à un assortiment de « trucs », de « recettes » idéologiques susceptibles de maintenir le fonctionnement et l'existence de l'ordre social.

A ses débuts, l'économie politique constituait un effort révolutionnaire de recherche qui visait à établir les principes moteurs d'un système économique capable de faire progresser l'humanité.

Plus tard, elle renia en quelque sorte ses propres origines, puisqu'elle se réduisit à une justification du *statu quo*, ce qui l'amenait objectivement à condamner et entraver toute tentative visant à juger

scientifiquement — par une analyse rationnelle — la situation objective existante ou à en expliquer les origines et à dégager les potentialités de développement qu'elle contient.

Marx remarquait déjà : « Les économistes nous expliquent comment on produit, dans des rapports de production donnés, mais ce qu'ils ne nous expliquent pas, c'est comment ces rapports se produisent, c'est-à-dire le mouvement historique qui les fait naître. »[3]

Dès lors, ne s'intéressèrent au développement économique, aux changements économiques et sociaux, que des « hérétiques ». Marx et Engels reconnurent l'importance accordée par les économistes classiques au développement économique considérable permis par le capitalisme. Cependant comme ils n'étaient pas rattachés aux intérêts de la classe dominante et qu'ils n'étaient pas contraints — « consciemment » ou « inconsciemment » — de considérer que le capitalisme était la forme « naturelle » de toute société, ou qu'il constituait par ailleurs un système susceptible de satisfaire parfaitement les aspirations humaines, ils purent aisément déceler les limites du système et les entraves au progrès, qu'imposait la réalité capitaliste.

Leur démarche, dans cette analyse, était radicalement opposée à celle de la pensée économique bourgeoise ; cette dernière, en effet, ne se préoccupe et ne se préoccupait du développement économique que dans la mesure où il a pu permettre l'établissement, le maintien et la stabilisation de l'ordre capitaliste : pour Marx et Engels au contraire, le capitalisme ne survivrait que tant qu'il ne serait pas une entrave intolérable au développement économique et social.

Dépassant les impossibilités théoriques et pratiques de la pensée bourgeoise, ils purent analyser l'ère du capitalisme comme celle d'une préparation à une forme de développement de l'humanité qui dépasserait largement l'ordre capitaliste.

Il faut le redire : les efforts *critiques* de Marx et de ses successeurs eurent des résultats *positifs* d'une portée considérable. Ils détruisirent en effet le mythe de l'harmonie de la vie économique développé par les économistes bourgeois et dévoilèrent la nature contradictoire et irrationnelle du système capitaliste.

Une large part, sinon la totalité, de ce que nous savons des mécanismes complexes, susceptibles d'entraîner le développement ou la stagnation des forces productives et du sort des différentes formes d'organisation sociale, nous vient de Marx ou de ceux qui s'inspirèrent de sa méthode dans leurs travaux.

●

La situation aurait pu se maintenir ainsi, le développement économique demeurer dans les « oubliettes » de l'histoire de la pensée économique et sociale si les processus historiques au cours des cent dernières années n'avaient totalement transformé le contexte social, politique et intellectuel dans lequel nous vivons.

[3] Marx, *Misère de la Philosophie.*

En effet, tandis que les économistes néo-classiques étaient affairés à raffiner leur analyse de l'équilibre statique, et à élaborer des argumentations supplémentaires tendant à prouver la viabilité et l'harmonie intrinsèque du système, le capitalisme lui-même subissait de profondes transformations.

A la fin du XIXe siècle, la première phase de l'industrialisation du monde occidental était quasiment accomplie. La conséquence économique de l'exploitation systématique des connaissances technologiques de l'époque — essentiellement basées sur l'utilisation de la houille et de la vapeur — n'eut pas seulement pour résultat une expansion considérable de l'industrie lourde, un accroissement considérable de la production et des transformations révolutionnaires en matière de transports ou de communications, mais ce fut surtout une transformation décisive dans la structure même de l'économie capitaliste.

La concentration et la centralisation du capital s'accrurent, les entreprises de grande envergure prirent de plus en plus d'importance en absorbant ou faisant disparaître de nombreuses entreprises plus petites.

Ces vastes unités productives, faisant éclater les mécanismes de la concurrence qui réglaient plus ou moins bien le fonctionnement du système économique, devinrent les bases du monopole et de l'oligopole, caractéristiques du capitalisme moderne.

L'univers de l'économie néo-classique se désagrégeait rapidement.

Le mouvement harmonieux des capitaux des zones développées vers les pays non industrialisés qui devait s'effectuer grâce aux motivations du profit, en fait, se traduisait par des luttes sans merci pour l'acquisition de débouchés à l'investissement, de marchés et de sources de matières premières.

La pénétration occidentale dans les pays arriérés des colonies, qui devait apporter à ceux-ci les bienfaits de la civilisation chrétienne, ne fut en fait qu'une sordide exploitation de ces pays, une expropriation pratiquée sans vergogne.

Les puissantes tendances à la stagnation se manifestèrent, tel que l'avaient prédit Marx et plus tard Hobson, Hilferding, et Rosa Luxembourg : cet état économique, les conflits impérialistes qui s'ensuivirent ainsi que les crises politiques alarmèrent tout le monde sauf ceux qui étaient toujours béats.

Une course aux armements forcenée absorba peu à peu des parts croissantes du revenu national des grandes puissances : cette production d'un type particulier devint l'un des principaux indices, sinon le seul, de la mesure du volume de l'activité économique.

Ce fut la succession ininterrompue des guerres et des crises politiques de cette période qui fit passer le capitalime au stade de l'impé-

rialisme, époque de guerres, de révolutions nationales et sociales ; les étapes de cette évolution furent la guerre sino-japonaise, la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis. la guerre des Boers, la répression sanglante de la révolte des Boxers, la guerre russo-japonaise, la révolution russe de 1905, la révolution chinoise de 1911-1912 et enfin la première guerre mondiale[4].

Le défi théorique lancé par le marxisme put très vite se vérifier pratiquement.

« L'été indien » de la stabilité, de la prospérité et de la confiance inébranlable en l'avenir du capitalisme, qui suivit la fin de la Première Guerre mondiale. dura moins de dix ans.

Le rêve du « capitalisme organisé », de la « solution Ford » contre la « solution Marx » comme remède aux difficultés économiques et sociales, le mythe de la « démocratie économique » garantissant la justice et le bien-être à tous, voilà l'utopie qui ne tarda pas à s'effondrer très vite.

La grande dépression, et surtout ses conséquences innombrables, dont les prolongements étaient imprévisibles, rendit plus délicate la tâche des apologistes de l'optimisme, de la croissance économique harmonieuse et du progrès social.

L'analyse économique « scientifiquement » fondée et « objectivement » démontrée, qui niait la possibilité de la construction d'une société socialiste en Union Soviétique fut brutalement contredite par les succès de l'effort d'industrialisation constatés en U.R.S.S.

Avec retard et réticence, l'économie politique bourgeoise tenta de reprendre alors contact avec la réalité de cette situation nouvelle.

La « Nouvelle Economie », présentée par J. M. Keynes, bien qu'étroitement liée à la lutte immédiate contre la dépression et le chômage — c'est-à-dire relative à des objectifs à court terme — dépassa, en fait, largement ses buts primitifs.

Dans sa tentative de déterminer clairement les facteurs entraînant, à court terme, des variations dans le volume de l'emploi, de la production et du revenu, Keynes s'est vite trouvé confronté à toute l'irrationalité capitaliste, aux distorsions considérables entre les potentialités productives et la production effective en régime capitaliste.

Même si nous risquons d'exagérer l'importance de l'entreprise intellectuelle de Keynes, on pourrait dire que ce que Hegel fut à la philo-

[4] « L'évolution des guerres européennes peut être retracée à partir de la série d'indices suivants tenant compte aussi bien du nombre des combattants, des morts, des pays en présence et de la proportion des combattants relativement à la population totale.

Siècle : 12e - 13e - 14e - 15e - 16e - 17e - 18e - 19e - 20e

Indice : 18 - 24 - 60 - 100 - 180 - 500 - 370 - 120 - 3080

Pour plus de détails voir Pitrim Sorokin, *Social and Cultural Dynamics*, vol. 3. 1937 et Quincy Wright, *A Study of War*, vol. 1, chap. 9, 1942, cité dans Harold D. Lasswell, *World Politics Faces Economics*, p. 7, New York et Londres, 1945.

sophie allemande classique, Keynes le fut à l'économie politique néo-classique.

Keynes, en opérant à l'aide des outils théoriques conventionnels, en se cantonnant strictement dans le domaine de l'économie « pure », c'est-à-dire en refusant de considérer le processus socio-économique comme une totalité, et, utilisant pour ce faire les catégories et concepts de l'économie classique, a fait progresser la pensée économique bourgeoise jusqu'à ses propres limites et, ce faisant, a fait éclater entièrement sa structure interne ; sa tentative a eu pour conséquence la reconnaissance « officielle », par les « pontes » de l'économie traditionnelle, de la réalité de l'instabilité et d'une tendance marquée au sous-emploi chronique des ressources humaines et matérielles, inhérentes au capitalisme.

La « pureté » académique jalousement sauvegardée jusqu'alors, fut implicitement répudiée au profit de la connaissance d'un certain nombre de facteurs « exogènes » indispensables à la compréhension du processus économique : structure de la société, relations entre les classes sociales, distribution du revenu national, rôle de l'Etat, etc.

Ce regain d'intérêt involontaire pour l'analyse de « la nature et les causes de la richesse des Nations » n'avait cependant rien de commun avec l'élan juvénile et révolutionnaire qui avait caractérisé la recherche entreprise par les « croisés » du « laisser faire ».

Malgré sa contribution importante à la compréhension des mécanismes de la société capitaliste, la « Nouvelle Economie » fut incapable de parvenir à une analyse théorique globale susceptible de rendre compte de la crise générale du capitalisme ; l'effort keynésien ne fut jamais que la tentative suprême et désespérée de la pensée bourgeoise de découvrir un moyen capable de sauver le système capitaliste en dépit des symptômes évidents de sa désagrégation et de sa décadence.

C'est pourquoi, la « révolution keynésienne » n'a jamais été rattachée à un quelconque mouvement pour le développement économique et le progrès social visant à abolir un ordre social dépassé et destructeur.

Semblable en cela à l'interprétation de « gauche » de la philosophie de Hegel, la pensée de Keynes donna des armes à un courant réformiste dont il était attendu qu'il résolve les contradictions du système capitaliste par une nouvelle distribution des revenus et par une aide de l'Etat permettant, à l'avenir, un développement harmonieux et constant de l'expansion et une augmentation croissante des niveaux de vie.

Mais, il se trouve que la logique du capitalisme monopoliste fut encore plus forte que ne l'avaient pensé Keynes et ses successeurs. Leurs analyses théoriques furent en effet utilisées à des fins tout à fait étrangères à leurs intentions premières.

Le « Welfare State » (l'Etat-Providence) tel qu'il ressortait des analyses de Keynes ainsi que la politique fonctionnelle des finances publiques demeurèrent en effet des utopies, sur le papier. En fait ce

fut l'Allemagne hitlérienne qui alla le plus loin dans l'application des principes énoncés par Keynes en mettant sur pied une économie lui permettant de déclencher la seconde guerre mondiale.

La guerre et les années immédiates de l'après-guerre levèrent toutes les inquiétudes des keynesiens relativement à une accumulation excessive du capital et à une baisse de la demande effective.

Les exigences de la reconstruction dans divers pays et la satisfaction de la demande des entreprises et des consommateurs qui avait été ajournée par l'état de guerre, la nécessité de reconvertir des innovations techniques développées par l'industrie de guerre (ou en relation avec l'effort de guerre) en procédés utilisables par la production : tout cela créa les conditions de développement d'un vaste marché pour la production capitaliste.

Les économistes qui avaient accepté de mauvaise grâce et sous la pression de faits irrécusables, les implications anticapitalistes de la doctrine keynesienne, retournèrent avec empressement aux louanges habituelles relatives à l'harmonie capitaliste.

Toujours « en contact étroit avec les faits », ces économistes déclarèrent que les dangers de dépression, d'excès de l'épargne et des surcapacités de production appartenaient au passé et dénonçaient surtout gaiement les effets néfastes de l'inflation sur l'équilibre de l'économie capitaliste.

Exaltant les vertus des mécanismes de marché, glorifiant le régime de monopole et les entreprises oligopolitiques, l'économie politique renonça en fait à bénéficier de l'avance théorique permise par la révolution keynesienne pour retrouver sa suffisance des « folles années » de 1920.

●

On peut estimer que cette régression sera éphémère d'autant plus qu'elle n'a pas touché toute la branche des économistes. On voit déjà poindre, non seulement dans des écrits théoriques relatifs à la croissance économique, mais encore dans des discussions plus « terre à terre » concernant la vie économique courante et les objectifs à court terme, le scepticisme en ce qui concerne l'avenir du capitalisme et la conscience du fait que les entraves inévitables au développement économique engendrées par le régime capitaliste réapparaîtront avec une force accrue lorsque l'économie ne sera plus dans cette situation douillette et factice dans laquelle elle se trouve depuis la fin de la dernière guerre.

II

L'instabilité qui caractérise l'économie des Etats-Unis (et celles

des autres pays capitalistes avancés) inquiète à juste titre les économistes et entraîne une réflexion poussée sur les problèmes du développement économique ; mais l'évolution qui se manifeste sur le plan mondial, à tous les niveaux, rend d'autant plus urgente une analyse de ces problèmes.

●

La seconde guerre mondiale, bien plus que la première, ou que la révolution russe de 1917, a eu des conséquences considérables sur le plan de l'économie mondiale, qui ont totalement brisé la structure de production capitaliste telle qu'elle existait jusqu'alors.

La première guerre mondiale a seulement coûté la perte du marché russe au marché capitaliste ; la seconde a non seulement fait subir au régime capitaliste les effets de la révolution chinoise, mais encore l'éveil de la quasi-totalité des anciens empires coloniaux.

Révoltés par l'irrationalité oppressive de régimes économiques et sociaux chancelants, lassés par l'exploitation systématique et continuelle de maîtres étrangers ou de leurs laquais locaux, les peuples des pays sous-développés ont montré une détermination croissante dans la lutte contre l'ordre social et politique dont ils recueillaient les fruits : la misère et la stagnation économique.

Ce mouvement capital visant à détruire l'édifice entier de l'impérialisme, et à mette fin à la misère de la majorité écrasante de l'humanité, aurait suffi à semer la consternation au sein des classes dirigeantes des Etats-Unis et des autres pays capitalistes avancés.

Ce qui transforma ce désarroi en panique pure et simple fut la conjonction de ce fait colonial avec l'avance spectaculaire des pays socialistes en matière économique et sociale.

Les efforts militaires de l'Union Soviétique pendant la dernière guerre et la rapidité avec laquelle elle releva de ses ruines une économie très touchée par la guerre, prouvèrent la viabilité et la force des sociétés socialistes.

Il ne peut plus aujourd'hui subsister de doute possible : une formation socio-économique, non basée sur la propriété privée des moyens de production et privée des bienfaits de l'entreprise capitaliste, peut très bien résister à toutes les épreuves historiques et croître sur la base d'une économie planifiée rationnelle.

De plus, de nombreux pays sous-développés entreprirent une révolution socialiste après la dernière guerre et firent de rapides progrès tant dans le domaine social qu'économique.

L'Europe de l'Est et du Sud-Est, la Chine, se soustrayèrent à l'influence de l'orbite économique du capitalisme ce qui ne fit qu'accroître l'attirance éprouvée par les autres pays sous-développés à leur égard, et les soutenir dans leurs luttes.

En conséquence, la finalité du progrès économique et social — non seulement se retrouve au centre des préoccupations, au stade historique actuel, comme il y a deux ou trois siècles —, mais se réfère encore à l'élargissement et à l'aggravation de la lutte des classes entre deux ordres sociaux antagonistes.

La nature et le déroulement de cette lutte — ou de ce drame — n'ont pas changé autant que les protagonistes en présence.

Au XVIIe et au XVIIIe siècle lutter pour le progrès revenait à lutter contre les institutions archaïques de la féodalité ; de même, de nos jours, la lutte pour réaliser les conditions qui permettraient, aussi bien pour les pays capitalistes avancés que pour les pays moins avancés, un développement économique réel, se heurte avec violence à l'ordre économico-politique du capitalisme au stade impérialiste.

Ainsi, aux Etats-Unis (et aussi dans certains autres pays capitalistes avancés), l'opinion la plus répandue est que le mouvement mondial en faveur du développement économique est subversif et propre à saper la domination internationale du capitalisme ; en conséquence, ce mouvement de nature révolutionnaire doit être entravé, corrompu et même brisé si l'on veut préserver le capitalisme.

●

Il est inutile de préciser qu'une telle conception du développement économique revient tout simplement à le nier. On peut voir, notamment par les analyses récentes parues à ce sujet, que la croissance économique continue, dans les pays capitalistes *avancés*, est en tout cas incompatible avec le maintien du système capitaliste en tant que tel.

Si l'on se contente — comme l'ont fait sous des formes diverses Domar, Harrod, Colm et quelques autres — d'établir les conditions spécifiques qui permettraient un accroissement de la production à des rythmes correspondant aux potentialités humaines et économiques existantes, on se rend rapidement compte que de tels rythmes de croissance sont strictement impossibles dans le cadre d'un régime capitaliste.

En effet, le volume de la consommation et de l'investissement privés est très largement déterminé et limité par les nécessités de la loi de maximation du profit en régime de monopole et d'oligopole : quant à la nature et au volume des dépenses publiques, ils sont pour leur part strictement fonction de la base sociale de l'Etat et du rôle qu'il est appelé à jouer dans une société capitaliste.

On ne peut donc pas compter, dans une société capitaliste, que la production se développe comme elle le pourrait ou qu'elle donne lieu à une distribution rationnelle entre la consommation et l'investissement : on ne peut davantage espérer que le maintien d'un niveau déterminé de la production donne lieu à une diminution du temps de travail, dont bénéficieraient les travailleurs.

En fait, ce qui est plus probable, c'est la réapparition du sinistre

dilemme entre des crises de surproduction engendrées par les guerres et le sous-emploi induit par les dépressions.

Cependant aucun de ces auteurs qui ont pourtant contribué à faire connaître et comprendre ces problèmes et à dénoncer le caractère désespéré de ces impasses, n'a tiré les conséquences auxquelles leurs analyses auraient dû les amener, tout naturellement, à savoir que la planification socialiste était l'unique moyen rationnel de résoudre le problème.

On peut estimer qu'il n'est pas toujours nécessaire de tirer explicitement toutes les conséquences d'une analyse rigoureuse, celle-ci devant amener à conclure par sa logique même. Cependant des évidences doivent souvent être dites pour pouvoir être reconnues comme telles.

On pourrait même dire que ce qui caractérise le mieux la discussion actuelle relative à la croissance — qui pourtant regorge de truismes — est précisément cet aspect tabou que revêtent de *telles* évidences, même pour les auteurs les plus lucides.

La situation se complique étrangement lorsque l'on aborde la croissance dans les pays *sous-développés*.

Un enchevêtrement confus d'hypocrisie, de feinte et de simulation embrouille dès l'abord la discussion et il faut faire un effort considérable pour y voir quelque peu clair.

On peut affirmer, en tout cas, qu'un développement économique réel des pays sous-développés soulève l'hostilité manifeste des classes dominantes dans les pays capitalistes avancés. Les pays du tiers monde ont en effet toujours joué le rôle d' « hinterland » indispensable au développement de l'Occident capitaliste très développé, tant par l'apport de matières premières que par les débouchés offerts aux investissements, générateurs de profits considérables.

Les Etats-Unis (et la plupart des pays capitalistes) sont donc farouchement opposés à une industrialisation massive de ces pays à « économies de traite » et à un processus d'intégration des secteurs économiques dans ces pays.

Les pays qui tentent de quelque manière que ce soit, par quelque forme politique que ce soit, de se soustraire à l'influence de la domination étrangère, de la domination du capital sur leur économie nationale, subissent aussitôt toutes les pressions diplomatiques économiques, politiques et même subversives de la part du capitalisme international.

Ainsi qu'il s'agisse d'un gouvernement démocratiquement élu comme c'est le cas au Venezuela, au Guatemala ou en Guinée britannique d'un mouvement populaire local (Kenya, Philippines ou Viêtnam) ou d'une administration de type nationaliste (Iran, Egypte ou Argentine), les puissances impérialistes mettent tout en œuvre pour renverser les dirigeants de ces régimes récalcitrants et insoumis pour les remplacer par des politiciens servant, sur place, les intérêts des pays capitalistes.

La résistance opiniâtre opposée par l'impérialisme au développement économique et social des pays sous-développés ne fait que se

renforcer lorsque les aspirations populaires dans ces pays s'expriment par une lutte révolutionnaire qui menace — si elle est soutenue sur le plan international et reliée à d'autres luttes de même type — de renverser tout l'édifice du capitalisme à son stade suprême de développement : le stade impérialiste.

Dans ces conditions, les pays capitalistes doivent, pour maintenir leur domination, s'unir et mettre en place une alliance contre-révolutionnaire où puissent prendre place leurs serviteurs de confiance, alliance qui prendra la forme d'une lutte systématique contre toutes les révolutions nationales et sociales.

Les exigences de cette lutte particulière ont en fait déterminé toutes les prises de positions et les actions des pays capitalistes en ce qui concerne le développement des pays du tiers monde, de nos jours.

Semblables aux Junkers prussiens qui, prétendant que le maintien du servage sur leurs terres était indispensable à la défense du christianisme subissent les assauts furieux de l'athéisme libéral, les classes dirigeantes des pays capitalistes avancés proclament que le maintien du *statu quo* économique, politique et social de pays sous-développés sauvegarde la liberté et la démocratie.

Les Junkers prussiens qui avaient mis en place des droits très élevés sur le commerce des grains, les justifiaient par leur volonté de sauvegarder des réserves alimentaires pour l'Allemagne, en temps de guerre ; de même les oligopoles internationaux qui cherchent par tous les moyens à sauvegarder la rentabilité de leurs investissements dans le tiers monde et à recevoir le volume escompté de matières premières, emploient des motivations « patriotiques » pour justifier leur comportement : il faut au « monde libre » suffisamment de matières premières de nature stratégique.

« L'action unie » ainsi entreprise contre tout développement indépendant des pays sous-développés se manifeste d'autre part par toute une gamme de stratagèmes idéologiques et politiques.

Tout d'abord on peut noter l'importance des déclarations — auxquelles on fait un large écho — des hommes d'Etat des pays capitalistes qui semblent *favoriser* le développement économique des pays du tiers monde.

Certes on parle beaucoup de nos jours de l'effort fourni par les pays capitalistes avancés en matière d'aide au tiers monde.

Mais il faut bien voir que cette aide vise un développement lent et sans heurts des niveaux de vie des populations autochtones, et tend à *endiguer* — et à amoindrir — les revendications d'industrialisation, pour affaiblir en dernière analyse les mouvements en faveur du développement économique et social.

Cependant, cette véritable tactique de corruption à l'égard des peuples des pays sous-développés pour qu'ils ne jettent pas bas le régime économique et social existant, pour les empêcher d'entreprendre un réel effort de développement, se heurte rapidement à une multitude de contradictions insurmontables.

La logique propre de la croissance économique rend en effet caduc ou proprement impossible tout effort visant à une progression lente et graduelle des niveaux de vie dans les pays peu développés.

Quelle que soit l'importance de l'accroissement de la production nationale résultant des investissements ou de la charité des pays capitalistes, il est rapidement englouti par la croissance démographique des pays sous-développés, la corruption des gouvernements cautionnés par les pays impérialistes, le gaspillage des ressources par les classes dominantes locales, et enfin par les profits soustraits à l'économie autochtone par les firmes étrangères ayant investi dans ces pays.

Lorsqu'on a en vue des changements structurels profonds dans une économie sous-développée, il faut pour le développement à une grande échelle lui permettre de gagner de vitesse l'accroissement démographique, ce qui implique, en général, un programme d'investissements à long terme permettant de maintenir la continuité du processus productif et une lutte contre des modes de pensée et de travail archaïques, défavorables à l'introduction de nouvelles techniques et méthodes de production : seules une réorganisation totale de la société, une mobilisation générale de toutes les potentialités créatrices, peuvent empêcher ces pays de stagner indéfiniment.

Comme nous le remarquions plus haut les notions mêmes de « développement » et de « croissance » impliquent tout naturellement une idée de transition ; on passe de quelque chose d'ancien, de dépassé, à quelque chose de nouveau.

L'évolution ne peut en conséquence s'effectuer qu'à travers une lutte menée avec détermination contre les forces conservatrices et réactionnaires, en faveur de transformations structurelles, économiques, politiques et sociales dans une société en stagnation.

Puisque quelle que soit son inefficacité, aucune formulation socio-économique ne disparaît par dégénérescence pure et simple ; puisqu'aucune classe au pouvoir, même la plus parasitaire, ne consent à abandonner spontanément ses fonctions dirigeantes, et ne le fait que sous la contrainte, la progression du développement économique ne peut en conséquence se réaliser que si se jettent dans la bataille toutes les forces sociales opprimées sur tous les plans — économique, social et politique — contre les forteresses de l' « ancien régime » (en français dans le texte).

A l'inverse, la croisade lancée par les puissances capitalistes occidentales contre les mouvements révolutionnaires et de libération nationale se fonde de nos jours, sur la mobilisation de forces sociales foncièrement différentes.

Leur entente se base sur des intérêts économiques et sociaux de groupes dont les intérêts sont en totale contradiction avec l'exigence d'un développement économique réel : celui-ci passe toujours après les nécessités imposées par le renforcement de l'alliance impérialiste.

C'est ainsi que l'impérialisme apporte une aide économique et militaire à des régimes, dans les pays sous-développés, foncièrement

hostiles à une croissance véritable des pays sous-développés et les maintient artificiellement au pouvoir alors que sans ce soutien ceux-ci seraient renversés par des mouvements populaires dont l'objectif serait précisément l'instauration d'un véritable développement économique et social.

Accorder, dans ces conditions, l'indépendance politique aux pays anciennement colonisés et honorer de hautes fonctions leurs dirigeants politiques, relève en fait de la même politique de corruption à l'égard de ces pays qui semble libérale tout en évitant de maintenir les apparences de l'ancien impérialisme colonisateur.

Il semble donc superflu d'insister sur le fait qu'une telle indépendance constitue un simulacre tant que ces pays demeurent sous le joug économique des pays capitalistes avancés et que leurs gouvernements dépendent, pour survivre, du bon vouloir de leur maîtres étrangers.

On peut même aller plus loin : acquérir l'indépendance politique pour ces pays dans le cadre de l'impérialisme international ne donne généralement pas les résultats escomptés par la population autochtone.

Cette indépendance politique toute neuve se matérialise le plus souvent par un changement de pure forme : une nation impérialiste plus jeune, plus dynamique prenant la relève des vieux pays impérialistes affaiblis, notamment par la guerre.

Là où il n'est plus possible de garder un contrôle effectif par l'intermédiaire d'administrations coloniales démodées et compromises ou par celui de l'infiltration économique, l'impérialisme américain tolère et soutient l'indépendance politique des anciens pays coloniaux, devenant ainsi la seule puissance dominante dans ces régions « libérées ».

Ces deux modes de domination de l'impérialisme américain peuvent être analysés facilement à travers la récente évolution en Afrique, dans le Sud-Est asiatique et au Moyen Orient.

III

Une campagne idéologique intense est menée actuellement pour faire admettre à l'opinion publique cette politique plus moderne, plus subtile et moins visible de l'impérialisme.

Comme le remarquait récemment un économiste astucieux, l'impérialisme en remplaçant la notion de « développement » par celle de « civilisation » permet, en fait, la domination internationale exercée par une puissance de premier plan. »[5]

Les sciences sociales constituent une fois de plus la caution rationnelle de la politique systématique pratiquée par les classes dirigeantes

[5] H. G. Johnson, *Economic Journal*, juin 1955, p. 303.

des pays capitalistes dont l'objectif est d'entraver ou de retarder la libération politique et économique des pays opprimés

Diverses officines privées ou publiques soutiennent avec prodigalité les efforts d'économistes, d'anthropologues, de psycho-sociologues occidentaux qui consacrent toute leur énergie et concentrent toute leur attention à l'évolution des pays sous-développés.

Dans le domaine de la recherche économique, on tente actuellement de démontrer que les pays capitalistes avancés, eux-mêmes, ont atteint leur degré de développement économique par un processus de développement lent, progressif et spontané, dans le cadre de la problématique capitaliste, sans ruptures brutales, sans soubresauts révolutionnaires.

L'argumentation en vigueur est la suivante : ce furent précisément la relative absence de désordres politiques ainsi que la stabilité des institutions sociales qui créèrent les conditions, le « climat », propices à l'émergence du capitalisme et à l'épanouissement de l'activité de l'entrepreneur capitaliste individuel, dont l'action aurait largement contribué au progrès économique.

En conséquence des fonds importants sont consacrés à la popularisation massive d'une histoire quelque peu remaniée du capitalisme.

Il s'agit en somme de réhabiliter l'entrepreneur individuel (« robber baron »), de le glorifier comme promoteur du progrès économique et social et de passer sous silence les souffrances et misères des travailleurs ayant précisément jalonné les étapes de la constitution et la croissance de l'entreprise capitaliste.

Ce que les capitalistes cherchent à prouver par l'évolution historique c'est la coïncidence de deux mouvements : le progrès économique et le libre jeu des forces concurrentielles par l'intermédiaire de l'entreprise privée ; bien entendu cette voie serait de nos jours encore la plus sûre garante d'un véritable développement économique.

Aucune place n'est faite par ces économistes à l'apport au capitalisme occidental qu'a constitué l'exploitation systématique de ce que l'on appelle maintenant les pays sous-développés. On oublie en général de mentionner que ces pays ne disposent pas des ressources qui permettraient — comme ce fut le cas en Europe — une accumulation primitive et que, de toute façon, les conditions de développement économique à l'époque des monopoles internationaux ne peuvent guère être comparées à celles qui existaient il y a deux ou trois cents ans.

Ce qui est possible à une période historique est totalement irréalisable à une autre.

Les économistes plus enclins à la théorisation suivent une voie apparemment différente. Se limitant aux aspects techniques du développement économique, ils se heurtent à une multitude de difficultés insurmontables qui rendent impossible toute théorie globale et cohérente du progrès économique et social.

Enumérant un ensemble de questions ayant un rapport plus ou moins éloigné du problème du progrès économique, ils constatent que « l'analyse est très insuffisante » sur de nombreux points et insistent sur l'absence de critère qui lèverait toute ambiguïté en matière de distribution des ressources dans une optique dynamique : ils relèvent des obstacles qui s'opposeraient à l'industrialisation des pays sous-développés en se référant aux caractéristiques de la main-d'œuvre locale et à l'absence d'un patronat autochtone valable ; ils invoquent le déséquilibre constant de la balance des paiements : finalement, toute tentative tendant à la réalisation d'un développement économique rapide apparaît, à travers ce qu'ils écrivent, comme une aventure téméraire en pratique et une hérésie grossière en théorie.

Dans cette optique on jette donc, implicitement ou explicitement, le discrédit sur toute politique qui tendrait à promouvoir un rapide développement économique dans les pays du tiers monde : ce ne serait là que la manifestation de l'impatience et du manque de maturité de peuples ignorants, manipulés de manière diabolique par des politiciens avides de pouvoir.

Ces analyses rencontrent généralement l'accord des économistes néo-malthusiens qui se plaisent à expliquer le retard des pays sous-développés par leur « excessive » croissance démographique et qui estiment tout développement économique impossible (et utopique) tant que se perpétue l'accroissement relatif de la population.

La position néo-malthusienne rend en fait toute solution impossible car toute réduction de la croissance démographique — si tant est qu'elle soit nécessaire — ne pourrait être que le *résultat* d'un développement d'ensemble des sociétés sous-développées.

●

Une autre conception plus anthropologique et quasi philosophique du développement économique et social se retrouve dans la pensée bourgeoise.

La tendance qui s'y manifeste est un scepticisme à l'égard de « l'absolue nécessité » d'un développement des pays du tiers monde, puisqu'aussi bien celui-ci ne pourrait être identifié au progrès : ce serait en fait de la part des Occidentaux une forme de « totalitarisme ethnique » (« ethnocentrism »), une projection de leur propre culture qui ne tiendrait aucun compte des valeurs et des mœurs de ces peuples primitifs.

Se maintenant dans les formes les plus habituelles du relativisme et de l'agnosticisme de la pensée bourgeoise contemporaine, ces auteurs laissent entendre qu'il est impossible d'établir un jugement rationnel relatif à la nécessité — ou à l'urgence a fortiori — du développement et des transformations économiques et sociales dans les pays anciennement colonisés, ce qui les amène à conseiller la plus grande prudence

lorsqu'il est question de briser la continuité de la formation économico-sociale de ces pays.

Sans faire sienne, explicitement du moins, la notion de responsabilité des blancs à l'égard des peuples de couleur cette approche ne s'en éloigne guère lorsqu'elle insiste sur « l'hétérogénéité culturelle » des pays arriérés, qu'elle met l'accent sur l'absence de critères permettant la comparaison entre les différents systèmes de valeur et qu'elle suggère enfin la possibilité que les populations des pays sous-développés « préfèrent » effectivement l'état actuel de leur mode de vie à une forme de développement économique, à la libération économique et sociale.

Une telle position ne permet pas d'expliquer la violence du mouvement populaire sans précédent qui secoue les zones sous-développées ayant précisément pour fondement cette libération, mouvement qui régénère et transforme actuellement la majeure partie de l'humanité.

D'autre part elle n'apporte pas son aide aux pays qui tentent de se libérer du joug impérialiste, mais bien plutôt à leurs maîtres qui cherchent par tous les moyens à maintenir le *statu quo* qui favorise leurs intérêts dans le monde.

En fait toute la discussion en cours sur le développement économique est totalement oblitérée par des considérations d'ordre politique et idéologique, ce qui en rend les résultats peu satisfaisants.

La question quelque peu provocatrice de Robert Lynd « Savoir pour quoi ? » ne se réfère pas seulement aux fins que se propose l'effort intellectuel, mais encore au mode d'acquisition de ce savoir et à son contenu.

Ainsi, actuellement, les auteurs qui traitent du problème du développement économique sont d'abord préoccupés par la concordance de leurs œuvres avec les exigences qu'impose la croisade contre-révolutionnaire menée par l'impérialisme ; ils sont totalement terrorisés à l'idée de contrecarrer les intérêts de la classe dominante dont la ferme détermination est d'entraver toute lutte pour la progression économique et sociale dans les pays sous-développés. Ils renoncent donc en fait à analyser ce qui constitue le cœur même du problème.

Ils ne font pas du tout référence à l'irrationalité inhérente au capitalisme monopoliste, qui bloque toute possibilité de croissance véritable dans les pays capitalistes avancés, et méconnaissent totalement les effets de la domination impérialiste internationale dans les pays sous-développés, qui se manifestent par la stagnation ou la déformation complète de ces économies.

Corrélativement il est porté peu d'intérêt à l'expérience exemplaire de développement rapide que représente celle de l'U.R.S.S. et des autres pays du camp socialiste mondial ; comme si cela était seulement susceptible d'intéresser les services secrets des puissances impérialistes.

Il est pourtant certain que la compréhension exacte du processus de développement économique tel qu'il s'est déroulé tant en Union

Soviétique que dans les autres pays socialistes serait très profitable aux travaux consacrés à ce problème ou aux expériences en cours.

IV

Jusqu'à présent je me suis contenté d'aborder le problème du développement économique sous un angle extrêmement général. Il est temps d'examiner d'un peu plus près ce processus et il me semble utile de commencer. dans cette optique, pour donner une définition de la croissance économique.

Ce faisant, mon objectif n'est pas de rejeter toutes les autres définitions qui peuvent exister, par ailleurs, ou de prétendre que celles-ci ne sont pas valables dans des cas différents.

Ce que je me propose seulement, c'est de mettre en place une série de catégories économiques qui m'apparaissent susceptibles de me guider pour aborder, de la manière la plus simple et la plus claire, le nœud du problème. Cette démarche sera reprise ultérieurement dans le courant de l'ouvrage.

Supposons que la croissance économique (ou le développement économique) se définisse comme un accroissement, au cours d'une période donnée, de la production de biens matériels par tête[6].

[6] Colin Clark, *The Conditions of Economic Progress*, p. 1, Londres, 1940, suggère une définition quelque peu différente: « Le progrès économique peut se définir comme étant un accroissement du bien-être économique. Celui-ci, si l'on en croit Pigou, est déterminé en premier lieu par une abondance des biens et services échangés généralement par l'intermédiaire de l'argent.

Le progrès économique signifie également que l'on produit davantage de biens et services pour un effort productif moindre, par une utilisation plus faible des ressources naturelles et artificielles, ce qui implique que l'on ne dissocie pas la notion de loisir de celle de bien-être économique. »

Cette définition me semble insatisfaisante pour plusieurs raisons :

— 1 Assimiler la croissance économique à un accroissement du bien-être laisse de côté une part importante de la production totale qui n'a rien à voir avec le bien-être quelle que soit la conception que l'on en ait : biens d'équipement courants, armements, exportations nettes, etc.

— 2 Réduire le bien-être économique à l'accroissement de production « des biens et services généralement échangeables pour de l'argent » est une position insoutenable. En effet, le bien-être économique s'accroît de façon notable lorsque augmente la production de biens et services *non* échangeables de façon marchande (écoles, routes, hôpitaux, ponts, etc.) tandis que de nombreux biens et services marchands n'apportent aucune contribution au bien-être (certaines spécialités pharmaceutiques, instituts de beauté, narcotiques, etc.).

— 3 Le bien-être économique peut exiger aucun *accroissement* de la production, mais résulter d'un changement de sa *structure* et de sa *distribution*.

— 4 Tandis qu'il est évidemment préférable d'assurer le maintien d'un certain volume de la production de biens par un volume minimum d'inputs, on peut très bien admettre qu'un accroissement non compensé de la production constitue néanmoins une forme de croissance économique.

C'est la raison pour laquelle il semblerait préférable de définir la croissance économique comme un accroissement de la production totale de biens et services

On peut — au stade actuel du moins — négliger la difficulté qui existe lorsque l'on veut comparer les productions sur une période donnée, elle apparaît dès qu'entrent en jeu des productions globales dont les variations affectent inégalement les produits particuliers qui les composent, d'une période à l'autre, ou lorsque certains produits entrent dans la composition du produit total au cours d'une période et non au cours des autres.

Ce problème courant relatif au nombre d'indices retenus dans la détermination de la production globale bien que déjà gênant lorsque l'on analyse une croissance économique relativement lente et évolutive, devient à proprement parler quasi insoluble lorsque l'on s'attache à l'étude d'une croissance plus rapide, dans la mesure où celle-ci entraîne précisément des variations notables non seulement dans le volume de la production mais encore dans sa composition.

Il est certain que des comparaisons ne faisant pas entrer en ligne de compte le facteur temps risquent d'être totalement fausses lorsqu'elles portent sur des périodes séparées par des changements économiques et sociaux profonds comme une urbanisation accrue, comme un accroissement ou une diminution de la part marchande du produit national.

Le problème du secteur des « services » est particulièrement délicat, dans la mesure même où un accroissement de ce poste entraîne nécessairement une augmentation du produit national brut (au sens habituel) ce qui tend à faire croire à une « croissance économique », alors que dans la plupart des pays, de tels phénomènes sont considérés plus rétrogrades que progressifs[7].

On se souvient de l'exemple donné par Pigou d'un gentleman épousant sa cuisinière et réduisant du même coup le revenu national.

Il est certain que dans cette même optique l'introduction d'une rémunération obligatoire versée aux épouses pour les services qu'elles rendent dans le ménage accroîtrait de façon considérable le revenu national.

Malgré cela nous admettrons que des accroissements de la production totale peuvent, dans une certaine mesure. être mesurés et nous nous demanderons quelles en sont les causes.

quelle que soit leur destination (contribution au bien-être général, augmentation du stock de biens d'équipements, armements), quitte à analyser séparément les facteurs qui déterminent la composition de cette production ainsi que l'utilisation qui en sera faite.

[7] C'est ce que notait le *Economic Survey of Europe since the War* publié par les Nations Unies (1953) p. 25 : « Dans les pays de l'Europe orientale les services non directement rattachés à la production de biens matériels ou au transport de ceux-ci ne sont pas considérés comme services productifs et leur valeur n'est pas inclue dans le calcul du revenu national. Pour des pays relativement pauvres, qui essayent de développer leur industrie et de réduire le sous-emploi, qui existe notamment dans les branches commerciales, la définition marxiste du revenu national présente des avantages certains, par rapport à celle plus large en vigueur dans les pays capitalistes avancés et adoptée par la plupart des pays sous-développés ».

Ils peuvent en fait se développer pour quatre raisons (qui d'ailleurs peuvent se combiner entre elles) :

— 1) Le volume total des ressources peut augmenter *sans transformations de l'organisation ou des techniques de production* : ainsi des ressources jusque-là inutilisées (matérielles ou humaines) peuvent être incorporées dans des processus productifs.

— 2) La productivité par unité de ressources mises en circulation à l'occasion de la production augmente à cause de *transformations dans la structure de la production :* par exemple le transfert de travailleurs d'un secteur non productif (ou peu productif) à un secteur productif, l'allongement de la journée de travail, l'amélioration de l'alimentation des travailleurs, la rationalisation des méthodes dans la production, etc.

— 3) L'armature technique de la société peut se renforcer de deux manières :

a) Remplacement d'unités productives et d'équipements usés ou désuets par des unités permettant une efficacité plus grande :

b) Des améliorations (avec ou sans progrès technologiques) facilitant l'effort productif et s'ajoutant à l'équipement en place.

Les trois premières raisons (1), (2) et (3) *a*) qui peuvent expliquer l'accroissement de la production ne sont pas du tout associées à l'investissement *net*.

Il est quasiment impossible de déterminer à quel accroissement de la production totale correspond chacun des processus décrits plus haut, on peut cependant affirmer que les progrès techniques et l'investissement additionnel net ont été les deux principales sources de la croissance économique.

En fait un investissement net est nécessaire pour le développement de tous les processus sus-énumérés : des ressources jusque-là inutilisées ne le seront que si l'on consent à des dépenses d'équipement ou d'amélioration de sols, etc. ; des changements dans l'organisation de la production ne pourront s'effectuer que par le canal de courroies de transmission à tous les niveaux de la production : le progrès technique ne peut se réaliser que lorsque existe un important investissement net.

« Si la technique dépend de l'état de la science, la science dépend bien davantage de *l'état* et des impératifs de la technique. Si la société exprime un besoin technique, cela fait en général progresser la science bien plus que le travail qui pourrait être entrepris par dix universités.

La recherche en hydrostatique (Torricelli, etc.) fut entièrement déterminée par la nécessité de régulariser les torrents de montagne en Italie au XVIe et au XVIIe siècle. On n'a connu quelque chose d'intéressant en matière d'électricité que depuis la découverte des applications pratiques de celle-ci »[8].

D'un autre côté le réinvestissement des ressources de l'amortissement — sans investissement net — dans un matériel identique mais techniquement plus évolué, permet une augmentation non négligeable de la production.

C'est pourquoi lorsque l'intensité capitalistique est forte — c'est-à-dire lorsque l'amortissement en vue de la dépréciation constitue la part la plus importante du coût de production — il existe une source toujours disponible de capitaux permettant de financer la réalisation de progrès techniques, sans investissement *net*.

Tandis que ce mécanisme accroît de façon notable l'instabilité des pays capitalistes avancés en augmentant le surplus économique qui doit être écoulé par l'investissement, il les avantage tout de même par rapport aux pays sous-développés où les ressources de l'amortissement sont nécessairement très faibles[9].

L'investissement net ne peut de toute façon se réaliser que si la production sociale totale *excède* la consommation courante ainsi que l'amortissement consacré à l'entretien de l'infrastructure utilisée pendant cette période.

Le montant et la nature de l'investissement net dans une société, à une époque donnée dépendent donc du *volume* et du *mode d'utilisation* du *surplus économique* engendré par elle.

Mais comme nous le verrons plus tard, ces deux caractéristiques du surplus économique sont essentiellement déterminées par le degré de développement des ressources productives de la société envisagée et par la structure sociale dans laquelle s'effectue le procès de production.

La compréhension et l'analyse systématique des facteurs déterminant ces deux caractéristiques sont certainement l'une des tâches fondamentales de la théorie du développement économique.

Ce problème n'est même pas traité par l'économie « pure ». Il nous faut le rechercher dans l'économie politique de la croissance.

---

[8] F. Engels : Lettre à H. Starkenburg in Marx et Engels, *Œuvres choisies*, vol. II, Ed. Moscou, 1949-1950. Concernant le rapport entre développement économique et progression de la science et des techniques, voir : B. Hessen : *The Social and Economic Roots of Newton's Principia*, Sydney, 1946, ainsi que J. D. Bernal : *Science in History*, London, 1954.

[9] Marx : *Histoires des Doctrines Economiques*, Costes, insiste sur ce point.

2

Le concept de surplus économique

Le concept de surplus économique est d'un maniement délicat : ni les définitions simples, ni les calculs raffinés ne peuvent, en l'occurrence, se substituer à l'effort d'analyse et à l'examen rationnel, lorsqu'on l'emploie pour éclairer et comprendre le processus de développement économique.

Il serait pourtant souhaitable de rompre avec la tradition séculaire des économistes de chaire qui ont toujours préféré l'élégance de l'analyse à la précision et à la pertinence dans l'examen.

Il vaut mieux, même de façon imparfaite, se préoccuper de choses importantes plutôt que de chercher à être virtuose dans une analyse futile.

Afin de faciliter la discussion au maximum, je raisonnerai à présent en termes de « statique comparative », c'est dire que j'ignorerai les modes de transition d'une situation économique à l'autre, je ne les considérerai qu'en l'état, soit ex-post.

Trois variantes du concept de surplus économique peuvent être distinguées si l'on procède ainsi.

I

— Le surplus économique *effectif :* à savoir la différence entre la production courante effective de la société et sa consommation effective[1].

Ce surplus économique peut donc être assimilé à l'épargne courante ou accumulation, et se matérialise par des biens divers, s'ajoutant à la richesse globale au cours de la période considérée : moyens

[1] De toute évidence cette notion se rapporte à une part de la production totale inférieure à ce que Marx appelait la plus-value. Celle-ci, on s'en souvient, est constituée par la différence totale entre la production nette totale et le revenu réel du travail.

Le surplus économique effectif défini plus haut ne concerne que la part *accumulée* de cette plus-value ; il ne comprend donc ni la consommation de la classe capitaliste, ni les dépenses gouvernementales en matière administrative, militaire ou apparentées.

de production, équipements, stocks, balances extérieures, réserves d'or, etc.

Savoir si les biens durables de consommation (locaux d'habitation, automobiles, etc.) doivent être considérés comme épargne ou consommation relève plus d'une question de définition que de l'analyse : en effet, si l'on considère l'achat d'un local d'habitation comme un investissement, n'est-il pas arbitraire de classer l'achat d'un piano à queue comme une consommation ? On ne peut résoudre ce problème en se référant au critère de la durée d'utilisation (par où passe alors la démarcation ?).

En fait, pour comprendre le processus économique envisagé, il faut établir une distinction, *ne reposant pas* sur les propriétés physiques des biens envisagés, mais qui tienne compte de leur fonction économique, suivant qu'ils deviennent des « biens finals » de consommation ou qu'ils constituent des moyens de production, contribuant à l'accroissement du produit national au cours de la période suivante.

Une voiture particulière entre évidemment dans la sphère de la consommation alors que cette même voiture acquise par une compagnie de taxis devient de ce fait un investissement[2].

Toutes les formations socio-économiques ont, au cours de l'histoire, engendré un surplus économique effectif ; ce qui a varié ce ne sont que la structure et les formes qu'il a revêtues. L'importance de ce surplus économique effectif — qu'il s'agisse de l'épargne ou de la formation de capital fixe — est régulièrement mesurée par des instituts de statistiques dans la plupart des pays puisque cela ne soulève guère de difficultés au niveau conceptuel ; les seules difficultés rencontrées sont d'ordre technique, causées en général par l'absence ou l'inadéquation des données statistiques.

II

a) Le surplus économique *potentiel* est la différence entre la production qui pourrait être réalisée dans un ensemble de ressources technologiques et naturelles donné et ce que l'on pourrait y considérer comme « consommation vitale »[3].

Pour qu'apparaisse ce surplus économique potentiel, il est nécessaire de réorganiser plus ou moins totalement la production et la

[2] Bien qu'il ne soit pas nécessaire de s'y attarder maintenant, il faut néanmoins se souvenir qu'il est primordial, du point de vue du développement économique, de déterminer si ce surplus économique prend la forme de biens capitaux, qui accroissent la productivité ou celle d'accroissements de stocks ou de réserves d'or, qui au contraire ne renforcent que peu — ou pas du tout — l'armature technique de la société envisagée.

[3] Cette part de la production totale est également différente de la plus-value au sens de Marx. Elle exclut en effet certains éléments de la plus-value tels que ce qui a été appelé plus haut la consommation *vitale* des capitalistes et ce qui constitue les dépenses indispensables pour l'administration publique, etc. ; d'un autre côté elle inclut — au contraire de la plus-value — le produit perdu du fait du sous-emploi, ou du mauvais usage des ressources productives.

répartition du produit social ; cela implique en fait des changements structurels profonds dans la société.

Ce surplus économique potentiel apparaît sous quatre formes :

— La consommation excédentaire (ou en surplus) : concerne principalement le groupe des revenus élevés, bien que dans des pays comme les Etats-Unis le phénomène caractérise aussi les classes dites moyennes.

— La production perdue pour la société du fait de l'existence de travailleurs improductifs.

— La production perdue du fait du gaspillage et de l'organisation irrationnelle de l'appareil productif.

— La production perdue par le chômage dû en premier lieu à l'organisation anarchique de la production capitaliste et à l'insuffisance de la demande effective.

Déterminer et mesurer ces quatre formes de surplus économique potentiel présente quelques difficultés qui peuvent être ramenées au fait que la catégorie de surplus économique potentiel dépasse elle-même l'horizon de l'ordre social existant. Elle ne se réfère pas seulement en effet à l'activité visible de la structure sociale, donnée, mais encore à l'image plus floue d'une société plus rationnelle.

●

Une courte digression s'impose ici. Si l'on considère le point de vue du féodalisme, tout ce qui était compatible avec la continuité et la stabilité du système féodal était vital, productif et rationnel. Inversement tout ce qui entravait le fonctionnement normal et le maintien de l'ordre social existant était inutile et improductif.

Dans cet esprit, Malthus justifiait farouchement la consommation excédentaire de l'aristocratie foncière, insistant sur l'effet de stimulation de ces dépenses sur l'emploi.

D'autre part les économistes de la bourgeoisie ascendante n'avaient aucun scrupule à critiquer l'Ancien Régime pour le gaspillage engendré par son organisation et pour le parasitisme de nombre de ses notables, fonctionnaires, et institutions auxquels il tenait le plus[4].

[4] « Le travail de certains des ordres les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur... le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous ses ordres, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs improductifs. Ils sont les serviteurs de l'Etat et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel du travail d'autrui.

Doivent être rangés dans cette même catégorie : les ecclésiastiques, avocats, médecins, hommes de lettres de toutes sortes, acteurs, musiciens, chanteurs, danseurs de l'Opéra, etc. » Adam Smith : *Wealth of Nations*, Modern Library, p. 235.

Adam Smith : *Recherches sur la nature et la cause de la richesse des nations*, p. 77. Livre II, Ch. III. Paris, Guillaumin et Cie, 1859.

Ricardo : *Principles of Political Economy and Taxation*, p. 150. Everyman's

Mais dès lors que la critique de l'ordre précapitaliste perdait de son acuité, il fallut rationaliser et justifier la victoire de l'ordre capitaliste nouveau et du même coup, il était exclu de se préoccuper du caractère productif ou essentiel de tel ou tel type d'activité de la société capitaliste.

La loi du marché devenant le seul critère de rationalité et d'efficacité admis, l'économie orthodoxe enleva du même coup tout sérieux, toute « respectabilité », à la distinction entre travail productif et improductif, entre consommation essentielle et superflue, entre surplus effectif et potentiel.

La consommation superflue, excédentaire est justifiée alors par son caractère de stimulant, le travail improductif par son apport indirect à la production, la dépression et le sous-emploi sont considérés comme les coûts inévitables du progrès, quant au gaspillage il est toléré : c'est l'une des conditions de la liberté.

Comme le disait déjà Marx : « Au fur et à mesure de l'extension de la domination du capital, les sphères de la production, même non directement liées à la production de biens matériels, furent de plus en plus soumises à celle-ci : ce fut notamment le cas des sciences positives — physiques et naturelles — comme supports d'une production de biens matériels ultérieure. Des économistes de second ordre crurent nécessaire de justifier et glorifier chaque sphère d'activité en démontrant les rapports qu'elle entretenait avec la production des biens matériels : ainsi toute activité devenait un *moyen* pour la production de ceux-ci. Ils honoraient tout un chacun du titre de « travailleur productif » au sens le plus « étroit » c'est-à-dire productif au profit du capital qu'il accroît d'une manière ou d'une autre. »[5]

Cependant « le capitalisme crée un état d'esprit critique qui après avoir sabordé l'autorité morale d'innombrables institutions antérieures, finit par se retourner contre la sienne propre : le bourgeois s'aperçoit, stupéfait, que le rationalisme critique ne se contente pas de renverser les rois et les papes mais s'attaque aussi à la propriété privée et à tout le système des valeurs bourgeoises. »[6]

Ainsi, si l'on se place hors et au-delà du cadre de référence capitaliste, du point de vue d'une société socialiste, l'essentiel de ce qui apparaît rationnel, nécessaire et productif à la pensée économique

Library, London, G. Bell and Sons, 1895, p. 131 ; Ed. Costes, 1933, p. 146, T. I, Chap. VIII.

« Quand les productions annuelles d'un pays surpassent les consommations annuelles, on dit que le capital augmente ; et quand la consommation annuelle n'est pas tout au moins remplacée par la production annuelle on dit que le capital national diminue.

L'augmentation de capital peut donc être due à un accroissement de production ou à une diminution de la consommation improductive. »

[5] Marx. *Ibid.*, *Histoire des Doctrines Economiques*, éd. Costes.

[6] Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, p. 143, New York, 1950.

bourgeoise devient son contraire. On peut dire en général que seule une position intellectuelle à l'extérieur de l'ordre social existant, non inhibée par ses « valeurs », son « intelligence pratique » et ses « évidences », permet une pénétration critique à l'intérieur de ses contradictions et de ses possibilités cachées.

La pratique de l'autocritique coûte autant à une classe dominante qu'à un individu.

On s'aperçoit de la sorte que ce qui est considéré constituer le surplus économique potentiel, le travail improductif, le gaspillage, et la consommation superflue, etc., dépend étroitement des fondements mêmes de l'économie bourgeoise et en l'occurrence de ce qu'elle appelle l'« économie de l'abondance ». Cette branche de la théorie économique, peut-être la plus fortement imprégnée d'idéologie et d'esprit apologétique, a pour but de dégager les éléments permettant de connaître les conditions déterminantes pour la réalisation du bien-être économique.

Pour rendre cet effort valable, le préalable consiste à avoir une idée claire de la notion de bien-être économique et des critères permettant de distinguer les différents stades du « bien-être ». Les économistes du « bien-être » trouvent — ou pensent trouver — la solution en se référant à la notion d'utilité, de satisfaction des besoins individuels. L'individu, ses habitudes, ses préférences, ses goûts sont pris comme tels.

Une telle conception de l'individu est à coup sûr métaphysique ; elle passe à côté de l'aspect essentiel de l'histoire de l'humanité. Comme le remarquait Marx dans un passage consacré à Bentham : « Pour savoir ce qui est utile à un chien, il nous faut étudier la nature du chien. Cette dernière ne peut se déduire du principe d'utilité. Si l'on applique le même raisonnement à l'homme, il est inconcevable de traiter des actes humains et des relations entre les hommes selon le principe d'utilité sans avoir auparavant traité de la nature humaine en général et de la nature humaine que modifie chaque phase d'histoire. Bentham ignore tout simplement cela et en toute candeur confond le boutiquier moderne, en particulier le boutiquier anglais, et l'homme normal. Ce qui est utile à ce curieux « homme normal » et à son univers, l'est de façon absolue. Une telle unité de mesure, il l'applique ensuite au passé, au présent et à l'avenir ? »[7]

En fait, au cours de l'histoire l'individu avec ses besoins physiques et intellectuels, ses valeurs et aspirations, change avec la société dans laquelle il vit. Des transformations sociales l'ont changé et des transformations de sa nature ont modifié la société.

Comment peut-on dès lors prétendre utiliser, à un moment donné le critère de la satisfaction individuelle pour juger de la compatibilité des institutions et des relations économiques avec le bien-être dans un

[7] Marx, *Le Capital*, Livre I.

cadre social donné ? Se contenter d'observer l'individu ne permet pas de sortir du raisonnement circulaire : le comportement de l'homme est déterminé par la société dans laquelle il vit, l'éducation a formé son caractère, déterminé ses modes de pensée, ses craintes, ses espoirs.

En fait, ce qui confère à un ensemble socio-économique son caractère *d'ordre* social, c'est précisément sa capacité de produire les mécanismes de formation de la personnalité et d'offrir le cadre matériel et psychologique approprié à un mode de vie spécifique.

L'ensemble socio-économique a précisément pour rôle de permettre cette formation spécifique des individus par la mise en place d'un certain nombre de cadres matériels et intellectuels, c'est ce qui lui confère son aspect social.

Des économistes cependant, tentent de juger cet ordre social, d'évaluer sa prétendue efficacité, ce qu'il apporte au bien-être en général, au moyen de critères sécrétés par cette société elle-même[8].

Il ne viendrait à l'idée de personne de vouloir déterminer la contribution de l'assassinat au bien-être général en se référant au code moral des cannibales. La seule chose que l'on pourrait découvrir ainsi serait la *concordance* du comportement des cannibales et de leurs lois et coutumes ; mais cette forme d'analyse si elle permet de préciser les aménagements nécessaires au meilleur fonctionnement de la société cannibale et à sa préservation, ne nous avance guère pour traiter du problème du bien-être en général.

Admettons que la vie des cannibales soit parfaitement conforme aux principes de leur société, que leur chef ait chaque année autant de scalps qu'il lui en est dû eu égard à sa richesse, son statut et ses relations, que les autres cannibales de la tribu « consomment » un nombre d'étrangers correspondant à leur productivité marginale (toutes opérations s'effectuant sur un marché libre), pouvons-nous dire pour autant que le bien-être dans cette société cannibale atteigne son optimum ? Rien de moins évident.

Tout ce que nous avons pu établir, c'est la correspondance plus ou moins exacte entre la pratique de la société cannibale et les principes qu'elle a elle-même érigés. Nous n'avons rien pu dire de la validité ou de la rationalité de ces principes eux-mêmes ou de leur relation au bien-être humain.

Ainsi, le volume et la structure de la production étant déterminés

[8] « La fonction des institutions économiques est d'organiser la vie économique conformément aux désirs de la communauté... l'efficacité de l'organisation économique... sera jugée en fonction de sa conformité à ceux-ci. » Scitovsky, *Welfare and Competition*, p. 5, Chicago, 1951.

par l'appareil productif, les économistes « du bien-être » se contentent-ils d'établir jusqu'à quel point l'organisation économique existante satisfait aux « règles du jeu » qu'elle s'est elle-même fixées et jusqu'à quel point l'appareil productif capitaliste permet l'organisation la plus « efficace » de la production. Par ailleurs, ils s'escriment péniblement à déterminer si la formation socio-économique distribue les facteurs de production de manière telle que le produit corresponde à la demande des consommateurs, alors que cette demande est déterminée par la distribution de la richesse et des revenus, par les goûts et l'échelle de valeurs des individus, eux-mêmes façonnés par l'organisation socio-économique existante.

Tout ceci n'a rien à voir avec la compréhension des conditions pouvant engendrer le bien-être économique et ne permet nullement de déterminer dans quelle mesure les institutions et les relations sociales et économiques du capitalisme favorisent ou entravent le bien-être des hommes.

Si le comportement observable d'un individu sur le marché ne constitue pas l'indice permettant de déterminer le bien-être, selon quel critère le mesurez-vous ? demandera un économiste orthodoxe du bien-être[9].

Le seul fait qu'une telle question puisse être posée permet de mesurer le déclin vers l'obscurantisme et l'irrationalité que connaît la pensée bourgeoise depuis la philosophie et l'économie politique classiques. En vérité, la réponse à cette question est plus simple — et à la fois plus compliquée — qu'on ne le pense. Le seul critère qui permette de juger la valeur d'une organisation socio-économique donnée — savoir si elle favorise le développement et accroît les potentialités humaines — est la *rationalité scientifique*.

C'est en son nom que Machiavel et Hobbes ont critiqué la société de leur époque, c'est elle qui inspira Smith et Ricardo lorsqu'ils traitèrent de parasites les seigneurs féodaux, les courtisans et le clergé de leur temps, qui au lieu de faire progresser leurs sociétés leur ont interdit toute possibilité de croissance.

La substance de la rationalité scientifique n'est pas immuable à travers le temps et l'espace, puisqu'elle est partie intégrante du mouvement incessant de l'histoire. Son contenu et ses formes n'échappent pas plus que la nature ou la société à la dynamique du processus historique. « On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve » et ce qui apparaît comme la rationalité scientifique à une époque semble irrationnel et réactionnaire à une autre.

[9] Le Professeur Scitovsky l'un des spécialistes en la matière écrit : « Si l'on commence à contester la « capacité » du consommateur à savoir ce dont il a besoin, on s'embarque sur des voies inconnues et périlleuses ce qui pourrait nous amener à jeter par-dessus bord le concept même de « souveraineté des consommateurs ». (*Op. cit.*). En fait le désaccord ne concerne pas le concept de « souveraineté du consommateur », mais bien la version a-historique et apologétique de ce concept qui inspire l'économie politique bourgeoise.

Cette dialectique de la rationalité objective n'a rien de commun avec le cynisme relativiste du pragmatisme ou l'indétermination opportuniste des diverses philosophies de *l'élan vital* (en français dans le texte). Elle est en fait liée de façon inéluctable à la compréhension scientifique qui s'accroît et s'élargit sans cesse par l'homme, de la nature et de la société, à l'exploration concrète et l'exploitation pratique des conditions naturelles et sociales du progrès humain.

La pensée bourgeoise a toujours eu une attitude ambiguë et historiquement variable à l'égard de la rationalité scientifique depuis que la bourgeoisie est déchirée entre son opposition à la féodalité et sa crainte du socialisme naissant. Cela rend compte du fait que la critique socialiste des institutions sociales et économiques existantes ait pu occasionnellement trouver une audience sympathisante de la part de la bourgeoisie aussi longtemps qu'elle attaquait les restes de l'ordre féodal. Attaquer le gaspillage des propriétaires terriens dans les pays retardés était aussi louable à la limite que critiquer leur prodigalité sous *l'Ancien Régime* dans les pays plus avancés. Bien entendu, cette tolérance de la bourgeoisie disparaissait dès lors qu'on s'attaquait aux institutions capitalistes proprement dites.

Pareillement au stade impérialiste actuel du développement capitaliste, mettre par exemple l'accent sur la structure socio-politique des pays arriérés, en tant qu'obstacle principal à leur progrès, est presque aussi suspect que d'insister sur le rôle de freinage du développement que joue l'impérialisme à l'intérieur des pays capitalistes avancés, pendant qu'il perpétue la stagnation dans les régions sous-développées.

Certains économistes rattachés intellectuellement et socialement à la phase (et à la couche) petite-bourgeoise de la société capitaliste, ont discerné avec une certaine clairvoyance le gaspillage, l'irrationalité et les conséquences culturelles du capitalisme monopoliste. Oubliant que c'est le capitalisme concurrentiel qui engendre nécessairement le capitalisme de monopole, ils mettent malgré tout le doigt sur un certain nombre des coûts économiques, sociaux et humains du capitalisme monopoliste et découvrent quelques-unes des manifestations les plus visibles de la consommation excédentaire, des activités improductives et de la brutalité irrationnelle de la « primauté de l'économique ».

En même temps des auteurs, libérés des chaînes du passé, ou qui appartiennent déjà à « l'ère nouvelle », sont parfois d'une perspicacité impressionnante lorsqu'il s'agit de dégonfler les baudruches du passé : les vertus sacro-saintes de l'adolescence du capitalisme : la libre concurrence.

Pendant que cette tension à l'intérieur de la pensée bourgeoise nous gratifie d'une certaine somme de connaissances intimes (et d'informations) qui nous permet d'apprécier tout au moins approximativement la nature (et la grandeur) du surplus économique potentiel, le conflit toujours latent, occasionnellement ouvert, entre les intérêts

de la classe capitaliste dans son ensemble et ceux de ses membres individuels, nous offre une autre occasion pour comprendre ce dont il s'agit.

Ainsi, en temps de guerre quand la victoire devient l'objectif dominant de la classe dominante, ce qui dans les conditions données constitue la rationalité scientifique peut fouler aux pieds tous les intérêts particuliers et les utilités subjectives : qu'il s'agisse du service militaire obligatoire, des contrôles économiques, de la réquisition et de la confiscation des ressources nécessaires à la poursuite de la guerre, tous ces besoins objectifs, reconnus enfin comme tels, passent bien avant les préférences individuelles que révèlent les lois du marché.

Cependant, l'alerte passée, la reconnaissance de la rationalité scientifique devient un danger dans la mesure même où elle engendre la critique sociale : la pensée bourgeoise bat donc en retraite, quitte les positions avancées qu'elle avait momentanément prises et retombe dans l'agnosticisme et la « compréhension pragmatique ».

Mesurer la « consommation excédentaire » d'une société serait facile si l'on prêtait à ce problème ne fût-ce qu'une fraction de l'attention que l'on porte à des problèmes aussi « urgents » et aussi « importants » que par exemple, la commensurabilité de l'utilité marginale. Si l'on considère, non seulement les pays sous-développés mais encore les pays dits avancés, la consommation vitale est facile à déterminer. Lorsque les niveaux de vie sont bas, les biens de consommation peu variés, la consommation vitale peut se formuler facilement en termes de calories, d'autres substances nutritives, de quantités d'habillement, de chauffage, de superficie locative, etc. Même là où les niveaux de vie sont relativement élevés, c'est-à-dire là où les biens de consommation et services sont nombreux et différenciés, une approximation du montant et de la structure des revenus réels, nécessaires pour assurer ce qu'il est convenu d'appeler un mode de vie décent, est possible[10].

Comme nous le précisions plus haut une telle démarche a été fréquemment utilisée en cas de situations de crise, comme les guerres ou l'après-guerre, etc. Ce que les apologistes du *statu quo* et les adorateurs de la « souveraineté des consommateurs » se plaisent à définir comme un obstacle insurmontable ou comme une démarche arbitraire

[10] L'Institut des Statistiques du Travail aux U.S.A. opère avec une certaine notion de « consommation essentielle » pour élaborer son indice du coût de la vie ; le Comité Heller... procède de la même façon. Les besoins de nourriture, de logement et les consommations médicales de divers pays ont été étudiés par la F.A.O. et l'O.N.U., ainsi que d'autres organismes présentant ainsi un matériel appréciable pour des recherches ultérieures... Cf. Food and Agriculture Organization, F.A.O. Nutritional studies N° 5, « *Caloric Requirements* » (Washington, juin 1950) ; National Research Council, Reprint and Circular Series, « *Recommended Dietary Allowances* » (Washington 1948) ; United Nations « *Housing and Town and Country Planning* » (1949-1950) ainsi que les matériaux cités dans ces ouvrages.

et répréhensible, est facilement dégagé par l'investigation scientifique et le jugement rationnel.

b) La détermination de la notion de « travailleurs improductifs » se révèle plus délicate dans la mesure même où elle se réfère à des critères quantitatifs plus flous.

Comme nous le rappelions tout à l'heure le simple fait de distinguer travail productif et travail improductif, est rejeté par la pensée économique bourgeoise.

L'expérience antérieure de la bourgeoisie l'amène en effet à redouter les effets d'une telle démarche, qu'elle sait être un puissant outil de critique sociale contre l'ordre capitaliste lui-même.

Partant, l'économie bourgeoise tente purement et simplement d'esquiver ce problème gênant : l'utilité, la productivité, la nécessité de toute activité est déterminée en fonction de sa capacité à recevoir un paiement sur un marché.

Ainsi, le travail devient indifférencié, seules les variations de rémunération subsistent.

N'importe quelle activité peut dès lors être considérée comme productive, *par définition*, à la seule condition d'avoir un *équivalent monétaire sur un marché*, à la seule condition d'être *marchande*[11].

En engageant ses protagonistes à considérer comme productive *toute* activité obtenant rétribution monétaire, le critère de l'approbation et de l'évaluation du marché, qui pouvait revendiquer quelque pertinence dans les conditions d'un capitalisme « pur », devient une source de grave confusion dès qu'on l'applique à une société imprégnée de vestiges féodaux. Dans ces conditions, vouloir maintenir l'évaluation par le marché comme unique critère de référence force les économistes bourgeois soit à se mettre sur la position quelque peu ridicule d'avoir à critiquer l'état de choses existant du point de vue a-historique et irréaliste de Mises, Hayek, Knight et autres de cette école, soit à subir la nécessité désagréable d'avoir à infléchir le « principe » pour conférer utilité et avantage à diverses activités non commercialisées, en vertu de leur contribution indirecte au produit commercialisable ou en vertu de leur utilité à la préservation et au fonctionnement du système capitaliste dans son ensemble.

Il est clair cependant, d'après ce qui précède, que l'évaluation par le marché ne saurait constituer un moyen rationnel pour juger de l'efficacité d'une formation socio-économique ou de son adaptation à la réalité.

Car se contenter d'une telle analyse reviendrait à accepter le

[11] Le fait de rejeter la distinction entre travail productif et travail improductif, en vue de la glorification de l'ordre capitaliste, a émasculé en fait toute la pensée économique bourgeoise.

raisonnement circulaire dénoncé plus haut : à savoir juger une formation socio-économique donnée à l'aide de critères déterminés par elle-même.

Ainsi, ce qui est travail productif — ou improductif — en régime capitaliste. ne peut être déterminé si l'on se réfère uniquement à la pratique quotidienne du capitalisme. Ici encore, la décision doit être concrète, du point de vue des exigences et des potentialités du processus historique, éclairée par la raison objective.

Si l'on procède ainsi, une part non négligeable de la production de biens et services commercialisés et donc comptabilisés dans les statistiques du revenu national, représente du travail improductif. Pour être clair : tout ce qui est productif ou utile, *dans le cadre du régime capitaliste*, peut très bien n'être nécessaire que pour qu'il puisse survivre.

Il est inutile sans doute aussi d'ajouter que les travailleurs de ces secteurs improductifs peuvent être et sont la plupart du temps, des hommes consciencieux, de valeur, gagnant leur vie. Le qualificatif d'improductif n'implique aucun jugement moral, aucune appréciation défavorable.

Dans ce cas comme dans d'autres, des hommes de bonne volonté peuvent être amenés à travailler pour des buts opposés aux leurs, dans la mesure où ils sont tributaires d'un système social, dont le contrôle leur échappe totalement.

La détermination quantitative de cette part improductive de l'activité économique totale de la société ne peut se faire par l'application mécanique d'une quelconque formule.

On peut dire en général, qu'elle concerne tout le travail donnant lieu à la production de biens et de services, dont la demande est l'effet des conditions des relations spécifiques du système capitaliste, qui ferait donc défaut dans une société régie par une organisation rationnelle.

Bon nombre des travailleurs improductifs sont employés par les usines d'armement et de produits de luxe de toutes sortes exposés avec complaisance, qui constituent des signes sociaux distinctifs. Ensuite on peut considérer les fonctionnaires, militaires, le clergé, les avocats, les spécialistes de la fraude fiscale, les experts en « public relations », etc., comme improductifs. Enfin les agents de publicité, négociants, courtiers, spéculateurs, etc.

A titre d'illustration on peut se référer à un texte de Schumpeter, un des rares économistes contemporains qui, ne tombant pas dans un praticisme étroit, tentent de dégager le processus historique.

« Une partie considérable du travail des avocats est consacrée au règlement du contentieux entre le milieu des affaires et l'Etat, ou ses institutions... l'instauration d'une société socialiste rendrait inutile une telle forme d'activité juridique. Ce qui serait ainsi en quelque sorte *récupéré* par la société ce n'est pas les honoraires des

avocats, car, ce qu'il faut considérer ici c'est la « perte sociale » engendrée par l'utilisation improductive de capacités intellectuelles remarquables. Or, l'intelligence étant relativement rare, on mesure du même coup l'importance que peut revêtir le transfert de cette intelligence à une autre forme d'activité[12].

Il faut noter à ce propos que le travail improductif ainsi défini n'est pas directement rattaché au procès de production mais il est néanmoins alimenté par une partie de surplus économique de la société. Ajoutons que c'est également le cas de certains travailleurs n'appartenant pas à la catégorie, définie plus haut, des travailleurs improductifs — tels les professeurs, médecins. savants, artistes, etc, qui sont également rémunérés par le surplus économique ; la différence vient du fait que la demande des activités engagées par ces individus, loin de disparaître dans une société organisée rationnellement, tendra à se développer à un rythme jusqu'alors inégalé.

Il en résulte que s'il paraît logique — du point de vue de la mesure du surplus économique total couramment engendré par la société — d'inclure ces individus dans le groupe de ceux qui sont rémunérés par le surplus économique, il serait cependant préférable d'effectuer une différenciation, si l'on se place dans l'optique de la détermination du surplus économique *potentiellement* disponible en vue d'une utilisation rationnelle.

« Le travail peut être nécessaire sans être productif »[13].

Une telle distinction devient particulièrement intéressante si l'on ne considère plus seulement les potentialités du développement économique, mais encore la transition du capitalisme au socialisme.

En effet, au fur et à mesure du développement d'une société socialiste vers le communisme, ce qui a été défini comme constituant le travail improductif est appelé à disparaître progressivement.

Dans les faits, certaines catégories de travailleurs improductifs sont immédiatement éliminées par l'instauration d'une société socialiste planifiée, tandis que d'autres sont appelées à survivre assez longtemps durant la période de transition du socialisme au communisme. comme le montre l'expérience historique de l'U.R.S.S.

On peut affirmer que le degré de disparition de ces formes de travail improductif, les institutions telles que l'Eglise, l'armée, etc., ressources humaines et matérielles ainsi libérées vers la promotion du bien-être humain, représente l'indice le plus important de la progression de la société socialiste vers le communisme.

Au contraire, le groupe de travailleurs directement rémunérés par

---

[12] J. A. Schumpeter : *Capitalism, Socialism, and Democracy*, p. 198.

[13] Marx, *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 432. Rohentwurf, Berlin.

le surplus économique, mais n'entrant pas dans la catégorie des travailleurs improductifs, au sens de notre définition, se développe toujours plus au fur et à mesure de l'évolution de la société socialiste.

Comme l'écrivait déjà Marx, la part du produit total « ...destinée à la satisfaction des besoins collectifs — écoles, services de santé, etc. est... dès le départ... beaucoup plus importante que dans la société actuelle et ne cessera de s'accroître en proportion au cours du développement de la société nouvelle... (tandis que) les frais généraux d'administration non rattachés à la production... se trouveront d'emblée réduits au maximum par rapport à ce qui se passe dans la société actuelle et ne cesseront de diminuer... »[14]

Ainsi les ressources utilisées pour l'entretien de ceux qui vivent sur le surplus économique de la société, mais qui ne font pas partie des travailleurs improductifs dans le sens de ma définition ne peuvent pas être considérées comme un fonds potentiellement disponible pour le développement économique.

Il faut le redire ici : en dépit des difficultés à mesurer exactement le volume de travail improductif accompli dans une économie capitaliste une telle tâche devient pour le capitalisme lui-même prioritaire en période de crise, de même que devient urgente la diminution ou même l'élimination pure et simple de la consommation excédentaire. Les travailleurs improductifs sont incorporés dans l'armée tandis qu'aux productifs on accorde des sursis.

Dans ce cas, des migrations de main-d'œuvre tentent de faire passer les travailleurs des secteurs improductifs à la sphère productive ; les cartes de rationnement diffèrent selon l'occupation de chacun, les travailleurs productifs recevant un traitement de faveur.

c) La troisième forme de surplus économique inhérente au système capitaliste est peut-être encore plus difficilement repérable, mesurable, bien qu'il soit conceptuellement aisé de la saisir. Il s'agit essentiellement de ce qui pourrait être regroupé sous le titre général de : *gaspillage* et *l'irrationalité de l'organisation de la production.*

Ce gaspillage se retrouve à tous les niveaux de la production et se caractérise essentiellement par un rendement — eu égard aux capacités productives et humaines utilisées — très inférieur à ce qu'il pourrait être.

L'existence (et la reproduction incessante) de surcapacités de production absorbent tout d'abord d'une façon improductive une part importante de l'investissement courant. Il ne s'agit pas, bien entendu, de confondre ces surcapacités avec le sous-emploi des capacités productives (main-d'œuvre, installation et équipement) résultant des crises économiques : nous y reviendrons ultérieurement.

Ce que nous avons en vue, ce sont les capacités productives physiques, inutilisées même en période de prospérité économique, non seulement dans des branches en déclin, mais encore dans celles en expansion[15].

[14] Marx-Engels, *Critique des Programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 22, Editions Sociales.

Une enquête sur les surcapacités de production aux Etats-Unis entre 1925 et 1929 a été menée par le Brookings Institute[16].

La « capacité » d'une industrie est définie par cette étude comme étant la production susceptible d'être réalisée en tenant compte aussi bien de la longueur moyenne de la journée de travail, du nombre d'équipes utilisé généralement dans cette industrie que de l'entretien approprié des installations (c'est-à-dire en tenant compte des arrêts nécessités par les réparations).

Les usines fermées n'ont pas été recensées, afin qu'elles ne soient pas comptées comme surcapacités de production.

La capacité ainsi déterminée est inférieure à la « capacité évaluée » telle qu'elle est donnée par les statistiques commerciales basées sur des estimations techniques.

Le Brookings Institute a trouvé ainsi que : « en général, entre les années 1925 et 1929 les installations industrielles travaillaient de 80 à 83 % de leur capacité[17] ».

L'étude poursuit d'ailleurs par une mise en garde : « toute la productivité additionnelle potentielle, telle qu'elle semble se dégager des données précitées, n'aurait néanmoins probablement pas pu se réaliser. Car il y avait des différences notables dans les capacités potentielles des différentes branches de l'industrie, et si chaque industrie marchait à son plein rendement, d'immenses surplus de quelques articles seraient inévitablement et rapidement amoncelés[18] ».

Cependant, poursuivent les auteurs de l'étude : « Si l'effort était porté sur la coordination entre les diverses industries », une telle disproportionalité pourrait être considérablement réduite, sinon entièrement éliminée. Ils n'ont pas évalué le volume de production probable, si une telle coordination avait existé. En l'absence de celle-ci, cependant on peut dire que l'on aurait pu malgré tout, « atteindre une production de 19 % plus importante que celle effectivement réalisée, ce qui, en termes monétaires, signifie une augmentation approximative de la production de 15 milliards de $ », soit près de 20 % du revenu national en 1929.

[15] On peut noter à ce propos que dans une société planifiée, rationnelle, il n'est nul besoin de maintenir des surcapacités de production même dans des secteurs en recul, c'est-à-dire des secteurs subissant une baisse de la demande effective. Des reconversions effectuées à temps en direction d'autres secteurs permettraient de réduire efficacement la surcapacité productive ainsi manifestée.

[16] « America's Capacity to Produce and America's Capacity to Consume » (Washington 1934). Une excellente synthèse de ce travail peut être trouvée dans l'étude de J. Steindl : *Maturity and Stagnation in American Capitalism* (Oxford 1952), p. 4, de laquelle je me suis inspiré dans certains passages de mon texte.

[17] J. Steindl, *op. cit.*, p. 31.

[18] *Ibid.*

Aucune analyse des surcapacités de production de cette portée n'a été menée depuis la fin de la dernière guerre.

Si l'on s'en tient néanmoins à des données statistiques éparses il semblerait qu'au cours des années de prospérité sans précédent ayant suivi la fin de la seconde guerre mondiale, les surcapacités de production aux Etats-Unis aient atteint un niveau prodigieux.

Un observateur prudent a même estimé que dans la période du « boom » de 1952, 55 % seulement de la capacité productive totale des U.S.A. se trouvaient en état de fonctionnement[19].

Cette estimation ne tient pas compte de la production très importante de biens alimentaires, entravée par des contrôles divers ou de la nourriture gaspillée sous différentes formes, destruction pure et simple ou transformation en nourriture pour les animaux.

Les estimations de la capacité (ou de la surcapacité) de production sont des opérations délicates, car non seulement elles sont rendues difficiles par le manque de matériel statistique, mais encore par des concepts flous : quelle définition de la *capacité* peut-on donner, quelle « norme » peut-on avancer en matière d'utilisation de l'appareil productif, dans quelle mesure entrent en ligne de compte le marché, la demande et le profit dans la détermination d'une production excédentaire acceptable ?

Les difficultés rencontrées dans la mesure quantitative du phénomène ne doivent cependant pas nous faire oublier son importance même : notre objectif n'est pas, dans ce cadre, d'établir le montant exact du surplus économique potentiel dans un pays donné, à une époque donnée, mais d'esquisser à grands traits ses caractéristiques, les formes sous lesquelles il se manifeste.

La compétition entre monopoles — et plus simplement les effets de la domination monopoliste — entraînent également un gaspillage considérable des ressources. Une analyse approfondie de cette forme du surplus économique potentiel n'a jamais été réellement tentée, bien que certains aspects de ce problème aient été évoqués à maintes reprises dans la littérature économique.

Il y a tout d'abord — et c'est sans doute l'aspect le plus important — la production perdue du fait de la faiblesse des économies d'échelle, résultant d'une différenciation irrationnelle des produits.

Personne, à ma connaissance, n'a tenté d'évaluer l'économie qui serait réalisée par la « standardisation » d'articles qui portent actuellement — de façon purement formelle — des noms différents et par une concentration de la production dans les unités techniquement les plus aptes à l'assurer.

Que ce soient des automobiles ou autres articles de consommation — réfrigérateurs, appareils de chauffage, appareils électriques, savons, pâtes dentifrices, tissus, chaussures, etc. — il ne fait pas de doute qu'une production rationalisée permettrait d'abaisser de façon notable les coûts unitaires de production.

[19] Lewis H. Robb, *Industrial Capacity and its Utilization*, pp. 318-325, in Science and Society, Fall, 1953.

Il est probable — et même certain — qu'en régime de monopolisme on peut trouver des entreprises fonctionnant de manière rationnelle, réalisant effectivement le plein emploi de leur capacité productive à un niveau technologique donné, et où il ne serait plus possible de réaliser des économies d'échelle supplémentaires.

Cependant on a de bonnes raisons de penser que de tels cas sont relativement rares ; et que la limitation du marché pour les petites marques de fabrique ainsi que les disponibilités restreintes en capital des firmes individuelles, rendent compte de l'existence d'usines dont la taille est en dessous (et souvent considérablement en dessous) des dimensions rationnelles.

La prolifération et le maintien de petites entreprises inefficaces et parasitaires — non seulement dans les secteurs industriels mais encore dans ceux de l'agriculture, de la distribution et des services — créent un gaspillage humain et des ressources, dont l'importance n'a pu être jusqu'ici encore évaluée de façon satisfaisante[20].

Ainsi, l'irrationalité qui se manifeste à travers le choix de tailles inadéquates et le gaspillage des ressources qui s'ensuit pour les petites entreprises peut être rapprochée du gaspillage prodigieux engendré par les géants monopolistes qui n'ont pas à se soucier d'abaisser les coûts ou d'accroître l'efficacité, étant donné leur position monopoliste sur le marché.

Dans cette optique il faut tenir compte des frais généraux exorbitants de ces entreprises monopolistes, frais qui recouvrent aussi bien les dépenses, que les salaires extravagants payés à des individus ne rendant aucun service au niveau de la production, mais apportant, en contrepartie, les relations qu'ils entretiennent avec des milieux financiers ou des gens en vue et qui sont donc d'un intérêt vital pour ces entreprises, pour la poursuite de leur politique.

Il ne faut pas non plus laisser dans l'ombre un aspect peut-être moins visible mais non moins important, qui est la dégradation, la corruption et la dévalorisation des hommes par les « empires » monopolistes : des millions d'hommes et de femmes sont ainsi pervertis et rendus en quelque sorte infirmes par la constante présence des grands monopoles, leurs efforts publicitaires, leurs incitations à l'achat, etc.[21].

[20] Bien qu'en période de guerre, une part infime de cette forme de surplus économique potentiel est récupérée, cela suffit à rendre compte de l'importance du problème évoqué. L'accroissement de production résultant de la concentration en vastes unités productives, en temps de guerre, et permettant de réduire les doubles emplois et l'inefficacité, a été tout à fait remarquable aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

[21] Ce n'est pas que Babbit — le plus capable dans la compétition acharnée pour la survie — idéalisé par des économistes libéraux soit plus attirant que

Le bénéfice que pourrait réaliser la société si la recherche scientifique n'était pas subordonnée à la loi du profit érigée par les monopoles ou à un contrôle gouvernemental visant à la détourner vers la fabrication d'armements, est encore plus difficile à calculer[22].

Cette sorte de soutien et d'encadrement de la recherche scientifique pèse lourdement sur son orientation générale, le choix de ses sujets et méthodes de travail.

Le fait de démoraliser et de désorienter les chercheurs scientifiques, de ne pas leur offrir les stimulants authentiques pour un véritable travail créateur, tout cela entrave en définitive le développement même de la science.

Par ailleurs le fait de fixer le mode d'utilisation des résultats de la recherche, limite considérablement le bénéfice du progrès scientifique. Que ce soit dans le domaine de l'énergie atomique et des services publics, dans celui des substitutions des matériaux ou des procédés de fabrication, les cas sont nombreux où l'emploi productif des possibilités techniques est gravement entravé par les intérêts particuliers des promoteurs de la recherche technologique.

Sans même parler d'un recensement statistique, aucune étude systématique n'a encore été tentée pour découvrir toutes les formes innombrables et plus ou moins identifiables que revêt le surplus économique potentiel pour se cacher dans les méandres de la toile d'araignée de l'économie capitaliste.

Les économistes ont certes analysé les formes de gaspillage et

« l'homme moderne » décrit dans des œuvres telles que *La foule solitaire* de Riesman ou *Les cols blancs* de Wright ou encore « *Giant Business* », de T. K. Quinn. Il ne resterait plus beaucoup d'espoir pour l'humanité s'il fallait à tout prix choisir entre ces deux seuls modes de vie.

[22] « Nous savons que dans le cadre des accords internationaux, les brevets, loin de favoriser les investissements ont souvent servi à réduire en fait la production, les aires de marché, à limiter l'évolution du progrès technique, à fixer un niveau des prix en conséquence, etc. L'accord intervenu, avant la guerre, entre la Standard Oil et I.G. Farben a retardé considérablement le développement de l'industrie du caoutchouc synthétique aux Etats-Unis. Les concessions faites par Standard Oil à I.G. Farben étaient motivées par le désir de supprimer tous les brevets, relatifs à la production d'essence synthétique, en dehors de l'Allemagne. L'entente entre Du Pont et I.C.I. se rapprochait davantage d'un partage du monde en zones d'influence, que de la volonté de développer de façon dynamique et concurrentielle ces différents marchés. On a pu s'apercevoir ensuite que lorsque Du Pont avait découvert un colorant susceptible de servir aussi bien pour les peintures que pour les textiles, un des directeurs du laboratoire de recherches écrivait : « Il sera peut être nécessaire de poursuivre le travail afin d'ajouter aux couleurs « Monastral » de quoi les rendre inutilisables pour l'industrie textile ». On note également les efforts de Rohm et Haas pour découvrir une substance capable de rendre le méthyl méthacrylate inutilisable pour les dentiers ou encore ceux, héroïques, de la General Electric, pour diminuer la durée moyenne d'utilisation des piles électriques, etc. » (in Walter Adams : « American Economic Review », mai 1954, p. 191).

d'irrationalité qui sévissaient dans la société capitaliste, mais celles-ci n'étaient évoquées que comme des imperfections aisément réformables ou des survivances de l'époque précapitaliste qui seraient condamnées par l'évolution de la société capitaliste elle-même.

De nos jours cependant, comme il apparaît de plus en plus clairement que ce gaspillage et cette irrationalité, loin d'être des taches accidentelles du capitalisme, appartiennent à sa véritable essence, il est d'usage de minimiser l'importance du problème dans son ensemble en le traitant comme une question mineure, qui ne doit pas nous inquiéter à l'ère de l'abondance[23].

d) La quatrième forme — et non la moindre — de surplus économique potentiel caché en régime capitaliste est la perte sociale que constitue le sous-emploi, humain et matériel, dû moins au manque de coordination des activités productives qu'à l'insuffisance de la demande effective.

On différencie difficilement ces deux causes, et il est délicat de vouloir déterminer quel volume du sous-emploi on peut imputer à chacune, mais il est bon, pour la rigueur de l'analyse, de maintenir la distinction.

Le premier cas connu généralement en économie politique sous le terme de chômage « frictionnel » (technologique) a déjà été abordé plus haut. Il se manifeste comme un déplacement de travailleurs provoqué soit par des changements de la composition de la demande du marché, soit par l'introduction de procédés de toutes sortes économisant de la main-d'œuvre, accompagnés par la mise hors d'usage d'installations et d'équipement.

Bien que la reconversion des hommes et du matériel vers d'autres secteurs de la production serait possible, en soi la réalité du système capitaliste est tout autre : lorsque la reconversion a lieu — si elle a lieu — elle est le plus souvent longue et douloureuse. De telles pertes ne seraient peut-être pas entièrement évitables dans les conditions de planification rationnelle ; mais elles pourraient être considérablement réduites.

Si l'on exclut les dépenses d'armement, le sous-emploi dû à l'insuffisance de la demande effective demeure sans aucun doute la cause la plus évidente de l'écart important enregistré entre le surplus économique effectif et le surplus économique potentiel.

Cette forme de sous-emploi varie le plus souvent d'une période à l'autre et affecte, comme nous le disions plus haut, aussi bien les ressources humaines que matérielles. On ne peut cependant valablement l'estimer par la méthode qui consiste à mesurer les différences

[23] Cette conception était à l'origine celle de Schumpeter ; elle fut reprise par la suite par J. K. Galbraith, *American Capitalism*, Boston, 1952. « L'inefficacité sociale d'une société prospère croît avec la croissance de la prospérité, ce qui rend cette inefficacité négligeable » (p. 103).

entre la production en période d'expansion et la production en période de dépression.

Cette méthode ne semble pas valable à deux titres au moins : tout d'abord elle néglige le fait que, même en période de « prospérité », le plein emploi des hommes et des unités productives n'est jamais réalisé ; ensuite elle ignore pratiquement le fait que la production des années d'expansion se trouve limitée par les crises ultérieures, ce qui fait entrer dans le calcul économique ces éléments.

On voit ainsi que cette méthode qui consiste à comparer les productions dans les différentes phases du cycle, minimise nécessairement l'importance du volume de la production perdue à cause des fluctuations du niveau de l'emploi.

En l'absence d'autres informations cependant on peut déduire de ces données un tableau suffisamment explicite du surplus économique potentiellement contenu dans le sous-emploi massif.

Isador Lubin, alors membre de la commission des statistiques de l'emploi du Ministère du Travail, cite dans son témoignage à la Commission temporaire sur les problèmes économiques nationaux (Tempory National Economic Committee) le 1er décembre 1938 : « Si l'on considère une population active comparable en nombre à celle de 1929, on peut dire, si l'on additionne le volume du sous-emploi des années 1930, 31, 32... jusqu'à 1938, que le volume total d'emploi *perdu* jusqu'en 1938 équivaut à la somme de 43.435.000 hommes/années (man-years).

« En d'autres termes si tous ceux qui étaient au travail en 1929 l'étaient encore aujourd'hui, tous ceux qui travaillent aujourd'hui pourraient prendre des vacances d'une durée de 1 an et 2 mois, sans que la perte du revenu national soit plus importante que celle évoquée plus haut »[24].

La perte totale calculée au prix de 1929, s'élève à 133 milliards de dollars (81 milliards par rapport au revenu national de 1929[25]).

Ce chômage s'est accompagné d'un volume de surcapacités de production représentant approximativement 20 %, en 1929 et « plus d'un tiers », à l'époque de l'enquête, c'est-à-dire en 1938[26].

Il faut noter d'autre part que les calculs de Lubin se fondaient sur un volume de population active constante de 1929 à 1938 ainsi que sur une productivité totale non moins constante.

En fait la population s'était accrue de 6 millions et on peut considérer que la production par tête aurait crû à des rythmes normaux si les conditions économiques avaient été plus ou moins favorables.

« Le Professeur L. H. Bean, du Ministère de l'Agriculture, tenant

[24] T.N.E.C., *Investigation on Concentration of Economic Power*, Hearings part I, p. 12, Washington, 1939.
[25] *Ibid.*, p. 16.
[26] *Ibid.*, p. 77.

compte des accroissements de population et de productivité dans les années 20 et dec eux qui étaient prévus pour les années 30 a estimé quant à lui la perte du revenu national à 293 milliards de dollars depuis 1929 »[27].

Ces calculs ont été effectués jusqu'en 1938, date de l'enquête.

Les conditions de sous-emploi décrites dans cet ouvrage se sont maintenues jusqu'à la période précédant la seconde guerre mondiale et on peut dire que la mobilisation, mieux que tout matériel statistique, a montré l'ampleur du surplus économique potentiel qui dormait dans l'économie américaine.

Est-il nécessaire de rappeler en effet que durant toute la guerre, les Etats-Unis ont pu non seulement mettre sur pied une armée de 12 millions d'hommes, produire une quantité prodigieuse d'armes, faire parvenir à leurs alliés nourriture et biens divers, mais encore, *augmenter* dans des proportions notables, la consommation de leur population civile.

Toute la guerre — et ce fut sans doute la plus coûteuse de l'histoire de l'humanité — a donc été supportée financièrement et matériellement par l'utilisation d'une *partie* du surplus économique potentiel américain.

Il ne semble pas utile de souligner que le gaspillage résultant du sous-emploi ne concerne pas uniquement les Etats-Unis et ne présente pas seulement un intérêt d'ordre historique : cette évolution se manifeste encore de nos jours et constitue en fait une des constantes de l'évolution du capitalisme international.

Bien que son volume ait varié dans les différents pays et au cours des périodes, ces variations — dans le temps et dans l'espace — ont toujours entravé la production telle qu'elle aurait pu se matérialiser dans une société non soumise à l'anarchie du capitalisme, dans une société à l'organisation rationnelle.

Personne en l'état actuel des choses ne peut dire quel aurait pu être le profit qu'aurait tiré la société de toute cette énergie et cette créativité non investies dans un effort productif valable.

La catégorie économique du surplus économique potentiel est d'un intérêt scientifique vital pour la compréhension de l'anarchie irrationnelle du capitalisme, mais elle est également fondamentale pratiquement pour les économistes bourgeois dès lors qu'apparaît un danger de crise, de guerre.

III

La notion de surplus économique *planifié*, au contraire, ne peut être appliquée qu'à une planification de type socialiste.

On saisit ainsi la différence qu'il peut y avoir entre un « opti-

[27] *Ibid.*, p. 77, témoignage de L. Henderson, p. 159.

mum » de production possible, dans un cadre naturel et technologique, à une période de développement historique donnée, planifié à partir d'une utilisation « optimale » de toutes les ressources productives, et un volume de consommation « optimal » choisi arbitrairement.

Le contenu et les formes d'un « optimum » dans une société planifiée sont totalement différents de ceux que détermine l'ordre social capitaliste ; car l' « optimum » ainsi dégagé ne reflète pas la production et la consommation voulues par la loi du profit, par la distribution des revenus, ou par des pressions de tous ordres émanant de l'ordre bourgeois.

Cet « optimum » représente le choix délibéré d'une communauté socialiste, guidée par la raison et la connaissance scientifique. Ainsi, en ce qui concerne l'utilisation des ressources, cela implique la rationalisation de l'appareil productif de la société et des changements structurels profonds (liquidation des unités productives inefficaces, économies d'échelles maximums, etc.), une élimination du travail improductif tel qu'il a été défini plus haut, la sauvegarde des ressources humaines et naturelles par une méthode scientifique.

Cet « optimum » ne suppose pas nécessairement la maximation de la production puisqu'il peut aussi bien impliquer des choix tels que la diminution volontaire de la journée de travail, l'accroissement des cycles éducatifs ou des loisirs, ou encore l'élimination pure et simple d'un certain nombre de productions retardant en dernière analyse le développement général de la société (par exemple l'extraction minière).

Ce qui est fondamental, c'est la certitude que le volume de la production ne dépendra plus de décisions incontrôlées émanant de capitalismes individuels, mais d'un plan, expression rationnelle de ce qu'une société entend produire, consommer et investir à un moment historique, donné[28].

---

[28] M. Kalecki tente de montrer cependant que l'économie planifiée comporte en fait autant de dangers d'irrationalité du fait de la possibilité d'un sous-emploi dû à l'insuffisance de la demande effective : « Il faut considérer l'effet d'une réduction de l'investissement en système socialiste : les travailleurs ainsi libérés se reclasseraient dans les industries de consommation et l'accroissement de l'offre de ces biens serait absorbée par une réduction des prix. Ainsi les profits des entreprises socialistes seraient égaux à l'investissement, les prix devraient être réduits afin de réaliser cette égalisation. En d'autres termes le plein emploi serait réalisé par la réduction des prix proportionnellement aux coûts. En régime capitaliste cependant la relation prix/coûts est maintenue de la même façon et l'investissement égale le profit plus la consommation des capitalistes par le mécanisme de la réduction de production et d'emploi. Il est certes paradoxal que les apologistes du capitalisme considèrent en général le jeu du mécanisme des prix comme la clé de voûte du système alors qu'en régime socialiste la souplesse du système des prix constitue une caractéristique fondamentale » (*Theory of Economic Dynamics*, Londres, 1954, p. 62).

De la même façon « l'optimum » dans l'agriculture ne signifie nullement une réduction de la consommation des produits agricoles au strict minimum vital ; en fait, le niveau de consommation ici encore est sensiblement supérieur à ce que l'on pourrait considérer comme essentiel.

Encore une fois ce qui est à noter c'est que le volume de la consommation et donc le volume du surplus courant n'est pas déterminé par la loi du profit, mais par un plan rationnel reflétant les préférences de la société et pour le présent et pour le futur.

C'est la raison pour laquelle le surplus économique en système socialiste peut être inférieur ou supérieur au surplus économique effectif existant en système capitaliste ; on peut même concevoir qu'il soit nul si la société choisit de renoncer à tout investissement net.

Cela dépendrait essentiellement du stade de développement atteint par cette forme sociale dans le processus historique, du degré de développement des ressources productives et de la structure et de l'extension des besoins humains.

Ayant ainsi défini nos outils de travail, nous pouvons passer, avec leur aide, à une analyse historique.

3

La théorie de l'équilibre et le développement en régime de capitalisme de monopole (I)

Le rythme et la finalité du développement économique dans un pays déterminé, en un temps donné, dépendent, comme nous le supposions plus haut, du *volume* et du *mode d'utilisation* du surplus économique.

Ceux-ci sont à leur tour déterminés par (et déterminent) le degré de développement des forces productives, une structure correspondante des relations socio-économiques et le mode d'appropriation de ce surplus économique qu'impliquent les relations sociales.

Comme le soulignait déjà Marx, en effet : « La forme économique spécifique sous laquelle le sur travail non payé, est extorqué aux producteurs immédiats, détermine les rapports entre les gouvernants et les gouvernés dans la mesure où cette forme spécifique est engendrée de façon immédiate par l'appareil productif sur lequel elle réagit d'ailleurs en retour — de façon déterminante...

C'est toujours la relation directe qui unit les propriétaires des moyens de production aux producteurs, qui permet de dévoiler la base cachée et secrète de tout l'édifice social...

Cette forme de rapport entre gouvernants et gouvernés correspond naturellement à un stade déterminé du développement du travail et de sa productivité sociale. Cela n'empêche nullement la base économique donnée d'apparaître suivant des schémas infiniment variés et différenciés. bien que ses principales conditions d'apparition demeurent identiques partout. »[1]

[1] Marx, *Le Capital*, vol. III.
Certains termes ont été changés par l'auteur lorsque la traduction paraissait trop inadéquate.

Etudier l'évolution du volume et de l'emploi du surplus économique au cours des périodes de développement précapitalistes, serait un travail extrêmement intéressant qui permettrait par ailleurs de rassembler tous les éléments épars dans les travaux d'anthropologues et d'historiens : une telle systématisation faciliterait certainement l'élaboration des principes d'analyse susceptibles de favoriser une étude valable et efficace de l'histoire économique et sociale.

Il va sans dire qu'une telle entreprise ne peut s'effectuer dans les limites de cet ouvrage.

Il suffit pour l'instant de noter que le passage du féodalisme au capitalisme a opéré des changements radicaux dans le mode d'extraction et d'utilisation du surplus économique — et donc du volume de celui-ci[2].

Les économistes classiques étaient parfaitement conscients de l'importance de ce problème pour le nouvel ordre capitaliste naissant ; en fait ils ont même vu la principale *raison d'être* (en français dans le texte) du capitalisme, dans sa capacité à servir de support à un progrès économique rapide, non seulement par la maximation du surplus économique à partir d'un niveau donné de la productivité et de la production (ce que résolvait déjà l'ordre féodal) mais essentiellement par l'utilisation rationnelle et productive de ce surplus.

L'ordre social émergeant des décombres du féodalisme, dont les caractéristiques étaient à peu près fixées aux yeux des grands économistes classiques, semblait promettre de prodigieuses possibilités d'investissement à grande échelle, susceptibles de favoriser l'expansion de la production. Les entrepreneurs individuels du capitalisme naissant — désormais libérés des contraintes du passé, et habilités à donner libre cours à leur avide recherche de profits dans un nouveau cadre économique et social — qui désiraient tant « progresser », accumuler et agrandir leurs entreprises, joueraient nécessairement un rôle moteur considérable dans l'expansion de la production globale.

La concurrence entre les diverses entreprises les contraindrait sans cesse à améliorer leurs méthodes de production, à favoriser le développement du progrès technique utilisé rationnellement dans le cadre de leur activité productive, et à augmenter et diversifier leur production.

Comme d'un autre côté toutes les ressources productives tendraient à être employées à des fins utiles, et comme la réduction des coûts constituerait la préoccupation fondamentale des capitalistes cherchant à toucher le maximum de profits, le gaspillage et l'irrationalité disparaîtraient vite des processus productifs.

La réalisation de la loi de J.-B. Say, permettrait de veiller à ce que la production totale corresponde toujours à une demande globale suffisante ; ainsi les « distorsions frictionnelles » dues à des changements

[2] A la fin de l'Antiquité, de la même façon, le passage de l'esclavage au servage, qui a été la base même de l'ordre féodal, a constitué un jalon important du développement économique et social.

techniques ou à des variations du goût des consommateurs, ne seraient plus que des « maladies de croissance », peu importantes, dont les répercussions ne risqueraient pas d'être dangereuses.

De fait, en permettant d'ajuster l'appareil productif aux changements sociaux de la demande et en en excluant de temps à autre les unités de production inefficaces, de telles crises, très courtes, auraient des résultats bénéfiques en favorisant le progrès et en facilitant la survie des plus capables.

La plus grande partie de cette production, ainsi amenée à un maximum, constituerait le surplus économique. La concurrence entre travailleurs maintiendrait les salaires à un niveau ne permettant que leur stricte subsistance ainsi qu'un volume décent de profit pour les capitalistes[3].

Il n'y aurait bien entendu aucune chance que la demande de travail — c'est-à-dire l'accumulation de capital — dépasse l'offre disponible de travail.

L'accroissement de la population permettrait de maintenir une pression sur le marché du travail empêchant toute expansion de la part du produit national absorbée par le « fonds des salaires ».

Il n'y aurait pas non plus de place dans la société concurrentielle capitaliste pour des travailleurs « improductifs » ne contribuant pas au processus d'accumulation du capital.

Le train de vie extravagant des cours féodales et des suites princières. pas plus que le luxe et les avantages consentis aux bourgeois des villes franches du Moyen Age, ne devraient plus exister pour ne pas diminuer le volume du surplus économique[4].

Le culte du seigneur devrait lui aussi coûter moins cher : on substituerait à la pompe et au faste des rites célébrés par un clergé chèrement rétribué de l'Eglise romaine ou de l'Eglise d'Angleterre, des cultes simples célébrés par un clergé modeste entretenu avec frugalité par ses paroissiens.

---

[3] « Le prix naturel du travail est le prix qu'il est nécessaire de payer pour permettre aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur race. sans augmentation ni diminution ». — Ricardo, « *Principles of Political Economy and Taxation* », p. 53, Everyman's Library. Et « Si les salaires ne s'accroissent pas, il en est de même pour les profits des entrepreneurs, mais si les salaires devaient s'accroître, les profits diminueraient nécessairement. » *Ibid.*, p. 64.

[4] « Les dépenses effectuées par un grand seigneur nourrissent généralement des fainéants et non des gens industrieux. Le riche marchand, bien qu'il fasse vivre des travailleurs grâce à son capital, nourrit néanmoins la même espèce d'individus que le grand seigneur. » A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 317 (Modern Library Ed.). Il est intéressant de noter que pour Adam Smith, le « riche commerçant » appartient encore au passé féodal, ce n'est pas encore le héros de l'ordre capitaliste naissant. Ce rôle est réservé à l'entrepreneur industriel ou agricole pour lequel l'intérêt de l'existence, le but n'est pas de mener une vie aisée mais d'accumuler le capital afin d'en tirer profit.

De la même façon étaient exclus de ce modèle idyllique présenté par les économistes classiques, les coûts importants de vente, les dépenses de publicité, les surcapacités de production, etc., puisque la formation socio-économique envisagée ne comportait, au départ, que des unités de production relativement peu importantes, fabriquant des biens plus ou moins homogènes, interchangeables.

Un certain nombre de travailleurs improductifs cependant demeurerait nécessairement en fonction — banquiers, courtiers, commerçants — mais une fois intégrés au système capitaliste, leur rôle se transformerait considérablement par rapport à ce qu'il était à l'époque féodale.

Non seulement ils auraient un rôle actif dans la création du surplus économique, mais, de plus, la part qui leur en reviendrait pour paiement des services rendus ne serait pas en majeure partie consommée mais accumulée.

En transférant une part du coût de leurs opérations sur le revenu des masses laborieuses, dont ils diminueraient en conséquence le revenu réel, ils contribueraient effectivement à la formation du capital[5].

Mais ce que l'on tentait surtout de réduire, ou même de faire disparaître, c'était d'abord la part du surplus économique engloutie par les dépenses d'une administration corrompue, inefficace datant de l'époque féodale.

Les économistes classiques ont rarement été plus violents que lorsqu'ils attaquaient la société féodale !

« C'est de la part des rois et des ministres, une grande impertinence et une grande présomption, que de prétendre surveiller les activités économiques des individus, et restreindre leurs dépenses... Ils sont généralement eux-mêmes les plus dépensiers — qu'ils se préoccupent bien de leurs propres dépenses et qu'ils laissent donc le soin aux autres de se préoccuper des leurs. »[6]

Dans une société tout entière vouée à la maximation et à l'utilisation rationnelle du surplus économique, l'Etat devrait s'abstenir d'intervenir en évitant de freiner l'accumulation du capital par des impôts excessifs, l'intervention dans les affaires sociales ou une aide aux déshérités ; il devrait en outre réduire le nombre des travailleurs improductifs dont la rémunération est prélevée sur une partie du surplus économique effectif[7].

---

[5] Dans une société capitaliste — non féodale — les banquiers faciliteraient la formation de capital d'une part en centralisant de petites épargnes et d'autre part en extirpant un surplus économique additionnel à la population par l'inflation.

[6] A. Smith, *op. cit.*, p. 329.

[7] « L'objectif immédiat des lois d'aide aux pauvres n'est pas, comme le prétendent les textes législatifs, d'améliorer les conditions d'existence des pauvres, mais de détériorer les conditions d'existence des pauvres et des riches ; au lieu d'enrichir le pauvre, elles l'appauvrissent ; et tant que seront en vigueur ces lois, il est dans l'ordre naturel des choses que le fonds d'aide, pour la subsistance des

Il incomberait à l'Etat de sauvegarder les lois et l'ordre public et, à la limite, d'assurer la protection des marchés étrangers qui apportent ressources, débouchés et possibilités d'investissement ; mais en aucune manière ces activités ne devraient prendre une trop grande importance ni entraîner des dépenses trop élevées.

Une dernière condition devrait cependant être remplie pour permettre les taux de croissance les plus élevés possible du surplus économique : que le nouveau bénéficiaire de ce surplus — le capitaliste — ait le sens poussé de l'épargne et la volonté réelle d'investir.

Il y avait à cet égard de bonnes raisons de penser que cette condition serait remplie. Tout d'abord les mécanismes de la concurrence contraindraient les capitalistes à assurer une accumulation suffisante puisque ce ne serait qu'en réinvestissant continuellement leurs profits dans des innovations susceptibles de réduire les coûts, qu'ils pourraient espérer survivre dans la lutte quotidienne de la concurrence capitaliste.

On pouvait également escompter qu'il n'y aurait nulle pénurie de découvertes et d'innovations, ainsi non seulement les possibilités de la science étaient-elles quasiment infinies, mais de plus l'intérêt qu'avaient les capitalistes, à réduire les coûts, à créer de nouveaux produits et à utiliser de nouveaux matériaux, suffisait à créer les conditions nécessaires à l'apparition et au développement de la science et de la technique.

En second lieu, l'accession d'hommes issus des couches les plus humbles de la société à la puissance et à la fortune, était expliquée par leur capacité à travailler dur et à épargner.

Il était donc jugé probable — en se référant à des critères sociologiques ou psychologiques — qu'ils gardent le mode de vie qui leur avait garanti ce statut social dont ils n'avaient jamais pu jouir auparavant, et qui leur avait permis des succès spectaculaires.

En troisième lieu, l'émergence de ce que Weber et Sonbart ont qualifié « d'esprit du capitalisme »[8] — genèse du capitalisme d'après eux — ainsi que l'existence d'une morale puritaine, ont permis d'éta-

pauvres, ne cesse pas de s'accroître et finira par absorber entièrement le revenu net de ce pays. » Ricardo, *op. cit.*, p. 61.

L'aversion de la bourgeoisie classique pour toutes les formes de militarisme et les dépenses de guerre en général a été montrée clairement par Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, p. 122, New York (1950).

[8] Incidemment cette rationalité que Weber et Sonbart ont analysée a été relevée par Marx comme un facteur décisif dans le développement de la pensée bourgeoise dès 1847 : « La bourgeoisie est trop avisée : elle calcule trop bien pour partager les préjugés du grand seigneur qui tire vanité de l'éclat de sa domesticité. Les conditions d'existence de la bourgeoisie la contraignent à calculer ». *Travail salarié et capital*, pp. 36-37, Ed. Sociales (Ed. Moscou, Œuvres choisies, tome I, p. 91).

blir dans les faits une échelle de valeurs sociales fondée sur le souci de l'épargne et de l'accumulation, devenus mérite et vertu suprêmes à la fois[9].

Les rapports étroits qui unissent la montée et le développement du protestantisme à ceux du capitalisme ont entraîné non seulement de profonds changements dans l'idéologie dominante mais encore une réduction non négligeable de la part du surplus économique absorbée par l'Eglise. Cette analyse que l'on attribue généralement à Weber a été pourtant clairement établie par Marx :

« Le culte de l'argent implique un ascétisme, une abnégation, un sacrifice de soi propres à cette forme de religion : l'épargne et l'économie, le mépris souverain pour les satisfactions temporelles et transitoires de ce monde puisque ce qu'il s'agit d'atteindre c'est le trésor *éternel*.

D'où les liens du puritanisme anglais et du protestantisme hollandais avec le commerce de l'argent »[10].

Le seul point noir dans ce tableau idyllique du progrès économique était la crainte de voir apparaître les « rendements décroissants » prévus par les économistes classiques dans l'agriculture qui, en accroissant le coût des biens de subsistance, augmenteraient de façon considérable le coût de l'entretien des travailleurs.

Le résultat de cette évolution serait une hausse continue du revenu des propriétaires fonciers qui exercerait une pression continuelle sur les profits, principale source de l'accumulation capitaliste.

« L'intérêt du propriétaire foncier est toujours contraire à celui du consommateur et de l'entrepreneur »[11] tel était l'avertissement que Ricardo avait lancé...

La lutte contre le seigneur féodal, propriétaire parasite de la terre

[9] « S'agit-il seulement d'une coïncidence (ou d'un lien de causalité ?) lorsque la spiritualité professée par les Qnakers s'est accompagnée de la sagacité la plus remarquable dans les affaires et transactions du monde ?

La véritable piété favorise en effet l'échangiste, dont l'intégrité ne peut être mise en doute et dont elle fortifie la prudence ; ces qualités accordent le meilleur crédit dans le monde commercial et assurent donc une accumulation de richesse fort importante. » G. A. Rowntree, *Quakerism, Past and Present*, p. 95, London 1859.

Ou bien encore : « En bref, le chemin qui mène à la fortune, si vous la désirez, est aussi accessible que celui qui mène au marché. Cela à condition de faire bon usage de deux mots : *épargner* et *être industrieux* ; il ne faut gaspiller ni le temps, ni l'argent, mais au contraire faire bon usage des deux.

Celui qui obtient tout ce qu'il peut honnêtement et épargne tout ce qu'il reçoit (sauf les dépenses nécessaires) deviendra certainement *riche*, si Celui qui gouverne le monde, à qui devraient s'en remettre tous ceux qui veulent voir bénir leur entreprise, n'en décide autrement, dans sa sagesse providentielle », Benjamin Franklin, « *Works* », vol. II, p. 87, Jared Sparks, éd. Boston, 1840.

[10] Marx, *Grundisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 143, Rohentwurf, Berlin, 1953.

[11] *Principles of Political Economy*, p. 225, Everyman's Library. Principes d'économie politique et des impôts.

qui ne contribuait nullement au procès de production tout en prélevant une part importante du surplus économique pour l'utiliser à des fins improductives, était donc d'un intérêt vital pour la classe capitaliste dont Ricardo était l'un des plus remarquables défenseurs.

Ce ne fut qu'une génération après la publication des « Principes » de Ricardo que les progrès techniques dans l'agriculture et la découverte de nouvelles ressources agricoles dans les territoires d'outre-mer apaisèrent cette peur de voir l'agriculture péricliter faute d'avoir des rendements suffisants, et une assez forte croissance de la productivité.

Entre-temps le propriétaire foncier de jadis avait soit été chassé de son domaine, criblé de dettes, soit transformé lui-même en capitaliste faisant fructifier ses terres de la même façon que ses homologues urbains dans les entreprises industrielles[12].

A cette époque, seule une frange quelque peu extravagante de la bourgeoisie — des réformateurs sociaux et des auteurs isolés — s'en prenait encore aux scandales et excès de la féodalité tandis que la masse de la classe bourgeoise serrait les rangs autour de ceux qui étaient en fait devenus des capitalistes à la campagne et formait ainsi un vaste front uni contre le danger socialiste naissant.

A partir du moment où la Commune de Paris avait été réprimée et noyée dans le sang grâce à « l'action unie » de toutes les classes possédantes d'Europe, faisant subir ainsi au mouvement ouvrier international une de ses plus graves défaites, rien ne semblait plus capable de freiner les progrès continus et rapides du développement économique dans le cadre de l'ordre capitaliste.

Le seul problème qui subsistait était la création et le maintien d'institutions sociales et politiques susceptibles de faire fonctionner le mécanisme capitaliste à l'abri de tout désordre ou danger extérieur. Après quoi la main invisible de Dieu conduirait la société sur la voie d'une augmentation continue de la production, d'un bien-être croissant et d'une distribution équitable des biens de ce monde.

II

Il semble superflu de noter combien ce *modus operandi* de la société capitaliste — rapidement esquissé — est en fait purement apologétique, ce qui rend compte des inexactitudes importantes qui s'y

[12] John Stuart Mill, *Principles of Political Economy*, p. 38, New York, 1888.
« Les communes en Angleterre, le Tiers Etat en France, la bourgeoisie continentale en général... constituaient une classe épargnante, tandis que la postérité de l'aristocratie foncière dilapidait ses biens... C'est pourquoi les premiers se substituèrent progressivement aux derniers en s'appropriant la plus grande partie des terres. »

manifestent même si l'on s'en tient à l'analyse de la phase primitive concurrentielle du développement capitaliste.

Il vaut mieux cependant garder cette description à l'esprit ; elle a du moins le mérite de montrer approximativement quels mécanismes ont permis effectivement de réaliser un volume considérable d'investissements productifs, un développement jusqu'alors inégalé des forces productives et de la technique et une augmentation momentanée de la production et de la consommation.

De plus elle permet, de façon indirecte, de déterminer la nature du processus qui a permis la croissance des entreprises à grande échelle qui ont à proprement parler véhiculé l'augmentation de la productivité et qui ont engendré le monopole et l'oligopole, formes dominantes de l'organisation économique dans le capitalisme contemporain[13].

Cette description peut donc constituer un point de départ commode pour la compréhension des faits saillants de la phase monopoliste du développement capitaliste, dont l'étude sera menée dans ce chapitre et le suivant.

Il me semble en effet que cela éclairera considérablement le problème de savoir jusqu'à quel point les « conditions classiques » de la croissance économique sont réalisées dans la phase monopoliste du développement capitaliste.

Est-ce qu'en effet les changements intervenus depuis la période du libéralisme classique ont été tellement importants qu'ils ont pu rendre le modèle économique classique caduc pour que l'évolution économique, sociale et politique dans les pays capitalistes avancés diffère fondamentalement du fonctionnement de la société capitaliste de l'époque libérale ?

Existe-t-il des règles de fonctionnement économique, social et politique du capitalisme monopoliste qui apparaîtraient plus nettement si l'on raisonnait dans un autre cadre de référence ?

[13] Cela ne signifie nullement qu'il n'y avait pas de monopoles « à l'âge d'or » de la libre concurrence. Au contraire on rencontrait le monopole partout dès le début de l'ère capitaliste. Le caractère fallacieux de ce qu'écrivent certains auteurs « modernistes » (dans les domaines historique, économique ou social) tient au fait qu'ils établissent un parallèle entre des institutions de l'époque précapitaliste et celles du capitalisme, qui pourtant fonctionnent dans des conditions totalement différentes. Les fondements et la nature même des monopoles au XVIIe et au XVIIIe siècle suffisent à démontrer que le phénomène de l'époque n'avait rien de commun avec ce que l'on rencontre de nos jours. En cette période en effet, les monopoles étaient issus des institutions limitatives qu'étaient les guildes du Moyen Age et devaient leur origine à la rareté qui sévissait de façon continue, à l'immobilisation des ressources naturelles ou humaines, aux moyens insuffisants de communications et de transport.
Leur rôle consistait essentiellement à accaparer et dominer des marchés limités alors que les monopoles modernes contrôlent des parties essentielles d'aires de marché considérables.

Pour commencer — il faut rappeler que la première et peut-être la plus importante des quatre conditions précédemment énoncées — à laquelle sont rattachées directement les autres — est le plein emploi de toutes les ressources productives disponibles.

Sous le règne de la libre concurrence, les coûts réels et le gaspillage étaient supposés être réduits au minimum et les facteurs devaient être répartis de façon à permettre une production maximum.

Il n'y avait à l'époque du capitalisme concurrentiel aucune raison sérieuse d'escompter une telle maximation de la production globale ; a fortiori de nos jours même les défenseurs les plus zélés du capitalisme ne se hasarderaient probablement pas à prétendre que cette condition est remplie dans l'économie capitaliste.

Ce que nous avons dit plus haut, dans la discussion relative au concept de surplus économique potentiel, au sujet du sous-emploi, des surcapacités de production, de la diminution de la production agricole, etc., suffit amplement à démontrer, qu'à l'exception des périodes de guerre, le système capitaliste, de nos jours, engendre une production inférieure et souvent très inférieure — à ce qui aurait été possible eu égard aux ressources naturelles, techniques et humaines disponibles et en tenant compte de la division entre travail et loisirs.

La poursuite de l'intérêt individuel, la concurrence entre les capitalistes, le fonctionnement et la réglementation du marché, tous les facteurs qui aux yeux des économistes bourgeois devaient constituer les moteurs mêmes du développement économique, ont entraîné une progression économique certaine, mais ne sont absolument par parvenus à stabiliser des rythmes de croissance qui correspondraient aux possibilités offertes par le développement de la technique et la créativité des hommes.

L'information et la documentation dont on dispose ne permettent nullement d'établir une étude systématique des variations de l'écart, pendant toute la période de domination capitaliste, dans les différents pays capitalistes, existant entre le surplus économique effectif et le surplus économique potentiel.

On ne peut donc établir si cet écart est plus important en régime de capitalisme de monopole qu'en régime de capitalisme concurrentiel.

Tout ce que nous pouvons étudier — bien que cela soit extrêmement délicat — ce sont les résultats effectifs c'est-à-dire les rythmes de croissance atteints dans certains pays.

Il est certain d'autre part que nous disposons de peu d'éléments qui nous permettraient de déterminer ce qui *aurait pu* être produit si le plein emploi avait été réalisé et s'il y avait eu une distribution efficace des ressources disponibles.

Bien qu'il apparaisse que les taux de croissance de la production par tête, aux Etats-Unis, étaient moins élevés après la guerre civile,

qu'avant[14] il faut considérer que les potentialités de croissance de tous ordres (démographiques, économiques et techniques) étaient certainement moins élevées à cette époque qu'au cours des décades suivantes.

En fait l'écart entre le surplus effectif et le surplus potentiel devait être de beaucoup inférieur à ce qu'il sera par la suite puisqu'une part importante du produit total était issue, avant la guerre civile, des secteurs non capitalistes de l'économie (agriculture, artisanat, etc.) alors que la contraction des activités de ces secteurs n'a eu lieu qu'après cette guerre.

Ce qui est valable dans ce cas pour les Etats-Unis l'est à plus forte raison pour les pays occidentaux d'Europe où les secteurs non capitalistes de l'économie étaient beaucoup plus importants au départ et où le processus de leur élimination progressive a duré beaucoup plus longtemps.

Les spécialistes s'accordent d'ailleurs en général à reconnaître que les taux de croissance ont diminué visiblement depuis la fin de la guerre civile aux Etats-Unis, époque qui correspond à peu de choses près à l'apparition du capitalisme monopoliste.

L'accroissement du revenu national global aux Etats-Unis est ainsi passé de 27 % per quinquennium pour le début de la période à 9 % en fin de période[15].

Certes une partie de cette baisse du taux de croissance a été due à un ralentissement du rythme de croissance démographique : le taux de croissance démographique étant au début de la période de 12 % per quinquennium contre 6,5 % en fin de période.

Cependant le taux de croissance du revenu par tête est passé dans le même temps de 13,5 % à 3 %[16].

On doit ajouter, comme le note Kuznets, que le ralentissement de la croissance démographique est peut-être précisément dû à la diminution du taux de croissance économique.

Un facteur indépendant de ceux précédemment énoncés, qui peut rendre compte, si l'on étudie précisément cette période du ralentissement de la croissance économique, est la réduction effective des heures travaillées par semaine.

Celle-ci contrebalança en partie l'accroissement de la productivité par homme-heure (man-hour) qui se réalisa, et qui fut en fait résorbé par un accroissement des loisirs[17].

---

[14] S. Kuznets, *National Income*. Cf. *Summary of Findings*, p. 33 (New York, 1946), où R. F. Martin, *National Income in the United States 1799-1938*, est cité comme source de cette donnée.

[15] S. Kuznets, *op. cit.*, p. 34. Colin Clark a donné des estimations pour toute une série de pays capitalistes avancés qui corroborent pleinement ce que nous avançons. Cf. « *Conditions of Economic Progress* » (2e éd. Londres 1951), chap. III.

[16] S. Kuznets, *op. cit.*, p. 54.

[17] United States Départment of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the U.S.A. 1789-1945*, section D, Washington, 1949.

Mais en fait les principales causes qui ont entraîné un ralentissement du rythme de croissance aux Etats-Unis et une expansion très lente dans nombre d'autres pays capitalistes avancés pendant le siècle, doivent être recherchées ailleurs.

Elles se situent essentiellement au niveau des fluctuations d'une extrême violence qui ont secoué l'activité économique et l'emploi, surtout en fin de période, dues à (et causant) la diminution du taux de formation de capital[18].

Une fois de plus, il faut le répéter : bien qu'il n'existe aucune base satisfaisante permettant de comparer l'écart existant entre le surplus économique effectif et le surplus économique potentiel au XIXe siècle et de nos jours, on peut néanmoins considérer à juste titre que cet écart s'est considérablement accru.

Des oscillations à forte amplitude de l'activité économique ont certainement été plus fréquentes à l'époque concurrentielle et leurs conséquences (lors de leur apparition ou de leur disparition) ont aussi été beaucoup plus dramatiques que de nos jours, mais on peut néanmoins estimer que la perte totale (proportionnellement au produit total) résultant du sous-emploi, des capacités productives inutilisées, est plus importante à notre époque qu'au siècle précédent[19].

Si des calculs identiques à ceux effectués par le Dr. Louis Bean pour les années 30 aux Etats-Unis, étaient faits pour la période englobant tout le développement du capitalisme monopoliste, il est certain que l'écart séparant ce qui *aurait pu* être produit de ce qui a été effectivement produit serait sans doute considérable.

Aussi la première condition énoncée a-t-elle été peu conforme à la réalité du capitalisme de concurrence et encore moins à celle du développement monopoliste.

III

La situation se complique nettement lorsqu'on en vient à la seconde condition énumérée plus haut.

La réalisation de cette seconde condition impliquait, on s'en souvient, un niveau des salaires (et donc un niveau de consommation) tel qu'il permette une accumulation du capital maximum, c'est-à-dire

[18] Cf. Kuznets, *op. cit.*, pp. 58 et 61.

[19] Bien qu'il faille se méfier des généralisations, on peut néanmoins dire schématiquement que les fluctuations économiques se matérialisaient au dix-neuvième siècle par des mouvements de prix et au vingtième siècle essentiellement par des variations de niveau de la production globale. Cela est de toute évidence rattaché au fait que la part de la production industrielle croît dans la production globale ; l'ajustement de la production industrielle à des changements de la demande étant totalement différent des ajustements que pouvait entraîner une production de type agricole.

que la plus grande part du revenu global de plein emploi se transforme en surplus économique.

Si nous tentons d'établir jusqu'à quel point, même approximativement, cette condition a été remplie au cours du développement capitaliste, il nous faut garder présent à l'esprit tout ce qui vient d'être dit au sujet de la réalisation de la première condition.

Dans la mesure même où une *production* maximum n'a été que sporadiquement réalisée au cours de l'évolution de la société capitaliste et où la sous-production a été encore plus nette sous le régime monopoliste que sous le régime concurrentiel, le volume du surplus économique a été de ce fait très inférieur à ce qu'il aurait pu être, les conditions du plein emploi étant réalisées.

De plus, nous devons préciser de la façon la plus claire possible les significations spécifiques des notions suivantes : surplus économique « le plus élevé *possible* », niveau des salaires « le plus bas *possible* » et « *maximum* » de surplus économique correspondant au maximum de production.

Dans le cadre conceptuel général de l'économie politique classique de tels problèmes ne se posent même pas : la production envisagée correspondant toujours au plein emploi, les salaires (et donc la consommation) tendaient vers le minimum nécessaire à la subsistance des travailleurs, permettant la reproduction de la force de travail des ouvriers. Ainsi le minimum de subsistance représentait le niveau au-dessous duquel les salaires ne pouvaient tomber longtemps, constituant ainsi une limitation réelle du volume du surplus économique.

Cependant si l'on se réfère à des données et à des références historiques, ce strict minimum n'est ni constant ni stable. Au contraire il tendrait à ressembler à un escalier roulant en marche, car ce strict minimum — si l'on s'en tient aux pays capitalistes avancés — a représenté un nombre toujours *croissant* de biens et services.

Par conséquent, l'hypothèse selon laquelle les salaires dans le régime capitaliste oscillent autour d'une valeur centrale-limite, représentant le strict minimum nécessaire à la subsistance, ne nous avance guère dans notre investigation.

Il s'agit en effet de *n'importe* quel niveau des salaires ; en d'autres termes : la validité de cette hypothèse ne peut être ni prouvée, ni réfutée par l'analyse historique. Quels que soient les volumes respectifs des salaires et de la consommation globale sur une période donnée, on peut toujours dire qu'ils correspondent — par définition — au minimum de « stricte subsistance »[20].

[20] C'est la raison pour laquelle cette théorie « du strict minimum des salaires » ne peut être validée en comparant comme le font le « Heller Committee for Research in Social Economics » de l'Université de Californie ou d'autres instituts les revenus effectivement touchés avec des « budgets minimum » qu'ils auraient établis préalablement. Ces types de comparaisons sont d'un intérêt certain lorsqu'il s'agit de donner une idée du niveau réel des conditions de vie et du

Cette approche par le « minimum de stricte subsistance » ne facilite donc guère la détermination directe du maximum *possible* de surplus économique ou du niveau le plus bas *possible* des salaires (et donc de la consommation) : cependant nous ne nous trouvons pas entièrement démunis pour ce faire.

Nous n'avons en effet pas du tout à nous préoccuper de facteurs qui déterminent le volume *absolu* du surplus économique ou le volume *absolu* des salaires (et de la consommation globale)[21].

Ce qui est fondamental pour nous c'est de savoir s'il existe des déterminismes concernant la part relative du revenu qui revient au surplus économique et la part relative affectée à la consommation globale.

Des divergences profondes se manifestent et subsistent lorsque les économistes tentent d'expliquer le phénomène de la ventilation du revenu entre la consommation et le surplus mais, l'accord est en général relativement complet lorsqu'il s'agit de reconnaître l'*existence* des limitations réciproques.

L'existence même de ces limites semble suffisante à la quasi-totalité de ces auteurs pour donner un sens — concret et historiquement situé — à des notions telles que surplus économique « le plus élevé possible » et volume des salaires le « plus bas *possible* » (et consommation) eu égard au volume global de la production.

A ce niveau nous pouvons à nouveau nous poser la question formulée précédemment : quel sort a subi la seconde condition nécessaire à la croissance économique au cours du développement historique du capitalisme ?

Malgré l'existence de différences parmi les études statistiques relatives à la distribution par classe statistique des revenus, notamment lorsqu'il s'agit d'analyses spécifiquement consacrées à tel ou tel aspect du problème, on peut néanmoins y trouver la trace d'une stabilité remarquable tout au long de la période considérée.

Kalecki a établi ainsi des statistiques relatives à l'évolution de la Grande-Bretagne entre les années 1889 et 1938, qui révèlent la constance ininterrompue de la part du revenu national affectée aux revenus salariaux des travailleurs, certains autres auteurs vont même jusqu'à dire que cette stabilité s'est maintenue durant les années qui suivirent

bien-être effectif dont jouit la masse de la population, mais ils ne peuvent en aucun cas apporter des éléments permettant de déterminer si les salaires sont au-dessous ou au-dessus du minimum de stricte subsistance. Il suffit, pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur les travaux du « Heller Committee » pour se rendre compte qu'ils ne correspondent ni à ce qu'analysait Ricardo sous le terme de « minimum de stricte subsistance », ni à une image exacte des revenus touchés par les travailleurs américains ou britanniques il y a cent ou cinquante ans.

[21] Ceux-ci dépendent en effet d'une multitude de données historiques, géographiques et démographiques qui influent à chaque instant sur le développement économique et la productivité de l'activité économique d'un pays.

la seconde guerre mondiale, période où le Parti Travailliste détenait le pouvoir[22].

En ce qui concerne les Etats-Unis les résultats obtenus sont généralement moins homogènes. Certains auteurs en effet constatent : « un trend légèrement ascendant caractérisant l'évolution de la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis[23] », tandis que d'autres au contraire ne décèlent pas ce progrès et vont même jusqu'à penser qu'il existe une tendance à la baisse.

D'après les calculs de Kuznets la part salariale dans le revenu national était plus élevée en 1939 qu'en 1949[24].

Le rapport économique du président des Etats-Unis au Congrès (Economic Report of the President to Congress) de janvier 1953 note :

« Les accroissements du revenu réel disponible par tête ont été, dans la période consécutive à la seconde guerre mondiale relativement peu importants...

Il est intéressant de voir... que si l'on considère la période dans son ensemble, contrairement à ce qui est généralement admis, le revenu horaire moyen dans l'industrie, si l'on tient compte des variations des prix des biens de consommation, n'a pas augmenté au rythme des gains économiques réels permis par le progrès de la productivité, mais a traîné loin derrière » (p. 111).

Certes, ces différenciations au niveau des résultats peuvent venir, en fait, de l'utilisation de cadres de références divers. Dans tel cas on s'est attaché à l'évolution à long terme alors que dans tel autre l'accent était mis sur les variations à court terme du niveau des prix, du revenu et de l'emploi.

[22] John Strachey, un auteur pourtant fermement convaincu des possibilités que recèle une « société de l'abondance » avoue que : « au cours des 15 dernières années il est possible que la part des salaires par rapport au revenu national ait augmenté, mais de toute façon elle n'a pu atteindre le niveau de 1860 ». Dans *Marxism Revisited*, New Statesmann and Nation 1953, p. 537.

Contrairement à ce qui est généralement admis la redistribution des revenus telle qu'elle a été effectuée par le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne après la seconde guerre mondiale, n'a eu aucune conséquence sur la valeur du pourcentage des salaires dans le revenu national. « Les dépenses sociales dans le domaine de la santé et de la nourriture ont été largement contrebalancées par l'augmentation des impôts sur la bière, le tabac et autres articles de consommation ; de la sorte les salariés n'ont, en fait, recueilli aucun gain net de ces subventions sociales ». Clark Kerr, « *Trade Unionism and Distributive Shares* », American Economic Review, mai 1959, p. 291 où l'on cite Findlay Weaver, « *Taxation and Redistribution in the United Kingdom* », Review of Economics and Statistics, mai 1950. Voir aussi A. A. Rogow, « *Taxation and « Fair Shares » under the Labour Governments* », Canadian Journal of Economics and Political Science, mai 1955.

[23] Colin Clark, *Conditions of Economics Progress*, 2e éd., Londres 1951, p. 524.

[24] D'après Victor Perlo, *The Income Revolution*, New York, 1954, p. 54.

Enfin il faut se souvenir que les quelques accroissements dont a pu bénéficier la part des salaires de la classe ouvrière au cours des 50 dernières années ont résulté moins d'un renforcement de la position des travailleurs que de leur expansion numérique par absorption de couches de travailleurs jusque-là indépendants : petits industriels, artisans, etc.[25].

En fait, la part du revenu national attribuée aux profits capitalistes est demeurée inchangée.

Si l'on en croit une description récente : « de larges augmentations de salaires ont pu être réalisées dans les vingt-cinq dernières années dans diverses industries aux caractéristiques variables, aussi bien pendant des dépressions qu'en période d'expansion, sans jamais réduire la part des profits... les possibilités de redistribution des revenus à partir d'une éventuelle diminution des profits sont minimes tant que les capitalistes demeurent libres de fixer leurs prix, techniques et le niveau de l'emploi de telle sorte que cela ne fait que renforcer leur position »[26].

Cependant le fait qu'au cours des 70 dernières années — correspondant schématiquement à l'avènement de ce qu'il est convenu d'appeler le capitalisme de monopole — la part relative du revenu national consacrée aux revenus salariaux soit demeurée quasiment constante (ou n'ait subi que de très faibles fluctuations de courte période) ne permet nullement de savoir si des changements sont intervenus en ce sens depuis l'époque du capitalisme de concurrence.

A ma connaissance il n'existe à cette question aucune réponse statistique : aucune étude comparable à celles citées précédemment ne pouvant être réalisée qui couvrirait la seconde moitié du XVIIIe siècle et les trois premiers quarts du XIXe siècle. On peut cependant admettre qu'il n'est pas intervenu de changements décisifs en la matière.

Car le développement des entreprises géantes, des monopoles et des oligopoles, qui a débuté au cours du dernier quart du XIXe siècle, n'a fait que se renforcer depuis lors et englober une partie de plus en plus importante de l'économie des pays capitalistes.

L'approfondissement et l'élargissement constant de l'impact des monopoles sur les économies capitalistes n'ayant entraîné ces quatre-vingts dernières années aucune baisse notable de la part relative des revenus salariaux dans le revenu national, on peut supposer que l'ap-

[25] « Les entrepreneurs individuels constituaient 36,9 % des travailleurs salariés en 1880, tandis qu'ils ne représentaient plus que 18,8 % en 1939. Ce phénomène — le déclin de l'entrepreneur indépendant — est d'une extrême importance ; d'autant plus que si l'on envisage ce déclin du point de vue des seuls entrepreneurs industriels indépendants, on s'aperçoit qu'ils représentaient 8 % de l'ensemble en 1880, contre 6 % en 1939. »
House of Representatives, Committee on Small Business, United States vs. Economie Concentration and Monopoly (Washington, 1949), p. 96.

[26] Harold M. Levinson, *Collective Bargaining and Income Distribution*, American Economic Review, mai 1954, pp. 314-316.

parition — à une époque historique déterminée — des mécanismes de monopole n'a pas non plus entraîné une diminution du rapport entre masse salariale et revenu national.

Cette analyse a le mérite d'ailleurs d'être renforcée par des considérations d'ordre théorique. Marx écrivait déjà : « Le prix de monopole de certains produits ne ferait que permettre le transfert d'une partie des profits des producteurs d'autres produits, aux produits bénéficiant d'un prix de monopole. Ce qui se passerait serait une distorsion localisée au niveau de l'affectation de la plus-value aux diverses sphères de la production ; mais cela n'affecterait nullement les limites mêmes de la plus-value »[27].

Ce que Marx suggère ainsi c'est que l'extension des monopoles au sein des économies capitalistes exerce principalement une action au niveau de la *distribution* des profits entre les différentes entreprises capitalistes et non sur le volume relatif global des profits par rapport au revenu national.

Comme le dit Kalecki : « ... l'accroissement du degré de monopole résultant de l'expansion des sociétés, entraîne un transfert de revenus s'effectuant des petites entreprises aux plus grandes. Le revenu est ainsi redistribué au profit des entreprises monopolistes »[28]. De nombreux exemples peuvent être trouvés qui prouvent la réalité de ce qu'avance Kalecki.

Comme on peut admettre que la concentration des profits correspond à une concentration équivalente des actifs (et des ventes et de l'emploi) la tendance que l'on relevait plus haut semble irréfutable.

« Il apparaît... qu'il y a eu une tendance à peu près continue à la concentration du contrôle économique dans les entreprises géantes (monopoles). Les 200 entreprises non financières les plus importantes possédaient 1/3 des actifs en 1909, 40 % en 1929 et 55 % au début des années 1930[29]. »

Bien qu'aucune étude approfondie n'ait été réalisée couvrant la période qui fit suite à la seconde guerre mondiale, il est certain que le vaste mouvement de fusion qui s'est développé depuis cette période a profité en dernière analyse au groupe restreint des entreprises monopolistes dominantes[30].

[27] Marx, *Le Capital*, vol. III, éditions Costes. Comme le note Marx dans la même page cela ne signifie pas que le régime de monopole ne comprime pas le revenu des travailleurs ou des consommateurs. Si la part des salaires demeure néanmoins relativement stable cela est probablement dû aux efforts des syndicats qui cherchent à contrebalancer les effets de la pression monopoliste en maintenant un certain rapport entre les salaires, les prix et les profits.

[28] *Theory of Economic Dynamics*, Londres, 1954, p. 18.

[29] *Economic Concentration and World War II*, Washington, 1946, p. 6.

[30] Federal Trade Commission, *Report on the Merger Movement*, Washington, 1948.

Si l'on se réfère d'un autre côté au peu d'informations disponibles concernant la distribution des revenus, on parvient aux mêmes conclusions. Ainsi en 1923, les 1 026 entreprises les plus importantes (soit 0,26 % des entreprises d'après le Bureau of International Revenu recevaient 47,9 % des profits globaux nets. En 1951 — la dernière année pour laquelle nous ayons des renseignements statistiques — 1 373 entreprises (soit 0,23 % des entreprises) touchaient 54 % des profits et 747 entreprises (soit 0,12 % des entreprises) touchaient pour leur part 46,5 % des profits nets[31].

En fait si l'on se réfère aux pourcentages de la concentration des actifs et des profits, on sous-estime considérablement la part en fait contrôlée par une fraction minime des entrepreneurs.

D'innombrables entreprises formellement indépendantes les unes des autres sont en fait reliées les unes aux autres par l'intermédiaire de sociétés de participation et de conseils d'administration dont le personnel se chevauche[32].

On croit néanmoins souvent — croyance maintenue volontairement par des publications dont l'origine ne fait aucun doute — que la concentration des profits au sein d'un nombre restreint d'entreprises n'a guère d'importance puisqu'elles appartiennent à leur tour à d'innombrables actionnaires individuels.

Cette description idyllique de la démocratie des assemblées d'actionnaires n'est malheureusement qu'un mythe.

Comme l'ont montré de multiples études consacrées à ce problème, le contrôle par quelques entreprises qui détiennent la part du lion, dans les actifs des diverses sociétés et qui touchent une part correspondante des bénéfices et profits, profite en fait à une poignée d'individus qui reçoivent la majeure partie des profits distribués[33].

Cela est particulièrement visible si l'on considère la répartition du revenu et de l'épargne ainsi qu'en attestent des études récentes entreprises par le Federal Reserve Board, le Michigan Survey Research Center, et par un groupe d'économistes à la Harward Graduate School of Business.

Analysant les résultats de ces travaux Victor Perlo en arrive à la conclusion suivante : « moyennant la part qui leur revient des bénéfices non distribués et leur part d'épargne, il apparaît que ceux

[31] Pour l'année 1923 : United States Treasury Department — Bureau of International Revenue, — *Statistics of Income*, p. 118 ; pour 1951 : *Statistics of Income, Preliminary Report*, p. 41.

[32] En ce qui concerne la période précédant la Seconde Guerre mondiale se référer à l'excellente étude de Paul M. Sweezy, *Interest Groups in the American Economy*, publié à l'origine comme appendice XIII à la 1re partie de *Structure of the American Economy* émanant du National Ressources Committee et récemment réimprimé dans l'ouvrage de l'auteur : *The Present as History*, p. 158, New York, 1953.

[33] Cf. the Brookings Institute, *Share Ownership in the United States*, Washington 1952.

qui représentent 1 % du personnel dirigeant détiennent en fait 50 à 55 % de l'épargne individuelle et sociale »[34].

Il faut tenter à présent de résumer les données dont nous disposons pour cette analyse de la réalisation de la seconde condition « classique » de la croissance.

Le volume absolu du surplus économique en régime de capitalisme monopoliste est certainement beaucoup plus important qu'en régime concurrentiel, mais ce que l'on peut avancer sans crainte c'est qu'il est notablement inférieur à ce qu'il *pourrait* être si on le définit comme égal à la différence entre une production de plein emploi et une consommation globale tenant compte du minimum physiologique de subsistance.

Cependant le surplus économique engendré par le capitalisme de monopole est le plus élevé possible compte tenu du niveau existant de production. des mécanismes de marché assurant la distribution des revenus et de l'élévation à peu près constante des niveaux de vie moyens[35].

La différence fondamentale qu'il faut relever entre le capitalisme de monopole et le régime de libre concurrence se situe au niveau de la *distribution* du surplus économique entre les agents économiques auxquels il revient.

Le passage du féodalisme au capitalisme de concurrence n'a pas seulement permis une expansion sans précédent du surplus économique, mais encore le transfert d'une part importante de celui-ci, du propriétaire féodal au capitaliste.

De la même façon, le remplacement du régime de concurrence capitaliste par le régime de capitalisme de monopole s'est matérialisé par un accroissement considérable du volume absolu du surplus économique et par le contrôle de ce dernier non plus par des petits capitalistes, mais par un nombre restreint d'entreprises monopolistes.

IV

Ainsi, la croissance et l'extension des entreprises monopolistes et de l'oligopole ont-elles rendu considérablement plus inégale la distribution du surplus économique par rapport à ce qui se passait en régime concurrentiel.

[34] *The Income Revolution*, p. 58, New York, 1954.

[35] C'est essentiellement dans ce domaine — élever le niveau de vie des travailleurs en fonction des conditions sociales du moment — que les syndicats ont joué leur rôle le plus important. Ils ont en effet joué un rôle important par rapport à la croissance de la productivité et de la production totale. En élevant la rémunération du travail ils ont stimulé l'introduction de procédés permettant d'épargner de la main-d'œuvre et le développement du progrès technique.

L'aspect de concentration des actifs et des profits qui en résulte, profitant à un petit groupe d'entreprises monopolistes (et à un nombre limité de capitalistes qui les contrôlent) est de la plus haute importance si l'on veut analyser les autres conditions de croissance.

Tout d'abord, il ne s'agit pas seulement d'une maximation du volume de surplus économique, mais de celle de la part destinée au réinvestissement, c'est-à-dire. en d'autres termes, la mise à l'honneur d'une gestion économe et saine par les bénéficiaires : en second lieu il s'agit de trouver les débouchés nécessaires à cet investissement, pour qu'il soit pleinement profitable.

Si l'on s'en tient dans un premier temps à l'examen de l'évolution économique récente (ou de la littérature économique) on s'aperçoit vite que c'est peut-être dans ce domaine que le capitalisme monopoliste s'éloigne le plus de la période concurrentielle.

Le premier aspect dont nous parlions plus haut prend en régime de capitalisme monopoliste une tournure quelque peu paradoxale.

Le capitaliste individuel de nos jours n'a plus rien de commun avec son ancêtre puritain, frugal et plein d'abnégation ; ces qualités ne caractérisent plus, ni lui, ni sa femme, de nos jours.

Cependant, ce qui était en fait recherché à travers la frugalité et le sens de l'épargne du capitaliste individuel est obtenu malgré tout par le capitalisme de monopoles par des voies tout à fait différentes.

La distribution très inégale des profits a pour résultat qu'une part relativement faible du surplus économique total est consacrée à la consommation propre des capitalistes.

En régime de plein emploi, c'est-à-dire de production forte et de surplus élevé, la consommation des capitalistes tend à diminuer encore davantage.

La part du surplus économique ainsi conservée par les entreprises monopolistes, et donc disponible pour l'investissement, tend à s'accroître de façon considérable en période d'expansion économique[36].

Le problème se complique beaucoup lorsque l'on examine l'autre aspect : à savoir, non plus le volume du surplus économique ou la nécessité de possibilités d'investissement, mais la demande de capital accumulé et l'existence des débouchés profitables. Il faut s'attarder quelque peu à ce problème.

Pendant très longtemps la théorie économique n'a pas rapproché le développement de l'entreprise monopoliste et de l'oligopole du problème des facilités d'investissement, susceptibles d'absorber le surplus économique engendré en période de plein emploi.

Au temps où les conditions « classiques » étaient sensées être réalisées, c'est-à-dire lorsque la loi de Jean-Baptiste Say semblait valable,

[36] Ceci constitue l'un des fondements de la théorie dite de sous-consommation. Pour les critiques voir p. 90 de l'éd. anglaise.

l'utilisation effective du surplus économique ne posait, disait-on, aucun problème réel.

Il était évident à l'époque que ce surplus qui revenait de droit à l'entrepreneur capitaliste — monopoleur ou non — était réinvesti, permettant par là même l'accroissement du progrès économique.

En fait plus ce surplus était important, plus il semblait que la croissance de la productivité serait rapide et la production élevée.

Il était certes concevable qu'un surplus trop élevé risquait de réduire, sans raison, la consommation courante au profit d'une consommation future, mais il semblait néanmoins peu sage d'essayer d'influencer le volume de ce surplus, car le surplus diminuant, l'intérêt à investir tendrait à se réduire, entraînant de la sorte une baisse de l'investissement et un ralentissement du progrès économique sans commune mesure avec les avantages relatifs et temporaires qu'une augmentation de la consommation aurait pu permettre.

L'inquiétude de ceux qui redoutaient l'accroissement du surplus économique, et qui désiraient freiner une accumulation, à leur sens, « excessive » du capital et qui dénonçaient la « sous-consommation » en vigueur, était peu prise au sérieux par les économistes orthodoxes qui comparaient ces sceptiques à des myopes ayant tendance à surestimer le présent par rapport au futur. Ces considérations relevaient certes de la compassion à l'égard de leurs frères dans la misère, mais n'avaient rien à voir avec des considérations économiques saines et sérieuses.

Le danger constitué par la prolifération des entreprises monopolistes, ainsi que l'importance de leurs profits, n'échappaient néanmoins pas à l'analyse économique.

Bien au contraire, dès la fin du XIXe siècle, et tout au long du XXe siècle, les économistes des pays capitalistes avancés se préoccupèrent, avec beaucoup d'intérêt, de la croissance des monopoles et des oligopoles.

L'économie de style académique cependant, reflétant en cela ses origines petites bourgeoises et exprimant les craintes et la frustration des petits capitalistes de la période précédente, en assistant à l'ascension prodigieuse de leurs rivaux monopolistes, fut incapable d'analyser l'évolution historique de cette croissance des monopoles.

Ainsi les seules offensives menées contre le régime de monopole le furent à l'aide d'arguments petits bourgeois de l'époque classique : à savoir la dénonciation des effets néfastes des monopoles essentiellement analysés au niveau de la distorsion résultant du non-respect des « optimum » qui devaient surgir spontanément du fonctionnement de marchés libres.

Faisant coïncider les intérêts des petits capitalistes avec ceux de toute la société[37] on déclara les monopoles coupables d'avoir empêché

[37] Lee Benson, *Merchants, Farmers and Railroads*, Cambridge, Massachusetts, 1955.

la distribution *optimum* des revenus, alors que ce qui était fondamentalement en cause était l'effet du régime de monopole sur la distribution des *profits*.

La critique de la politique monopoliste des prix et de la production — qui entravait le bien-être des consommateurs — toujours motivée par la crainte et l'envie, visait en fait à démontrer la supériorité de l'entreprise de type concurrentiel sur l'entreprise monopoliste.

Face à l'ascension spectaculaire des monopoles détenant la suprématie sociale et le pouvoir, les ennemis des monopoles les accusèrent de constituer des dangers pour la démocratie et la liberté, alors qu'une fois de plus ce qui était en jeu c'était la menace qui pesait sur la suprématie du capitaliste individuel.

Cherchant par tous les moyens le maintien du *statu quo*, tentant de se raccrocher à ce qu'ils pensaient être le meilleur des mondes, incapables de raisonner en fonction de l'évolution historique et du développement économique, ces critiques petits bourgeois ont en fait empêché toute compréhension rationnelle du processus en cours, des effets du monopole sur l'investissement et la croissance économique[38].

Même après que ce que l'on a appelé, par la suite, la révolution keynésienne eût répudié la loi de Jean-Baptiste Say et qu'elle eût mis au centre des préoccupations de la science économique, la détermination du niveau de revenu et d'emploi, la relation fondamentale existant entre le processus d'investissement (et de développement économique) et le degré de monopole, ne fut guère étudiée que sporadiquement et partiellement.

Ainsi que l'avait fait Keynes en son temps, la théorie économique continua à considérer le volume global de l'investissement comme une donnée « autonome », déterminée de façon exogène, à ne pas se préoccuper de sa structure interne : de ce fait elle méconnut totalement les effets du monopole ou de l'oligopole sur le volume de l'investissement et ses conséquences à long terme.

De plus, cette orientation de la pensée économique a fait disparaître totalement la critique à l'égard des monopoles qui se fondait sur une certaine conception du bien-être, ce qui a préparé l'acceptation unanime — et même parfois la glorification — du régime monopoliste de nos jours.

[38] La seule exception à signaler est celle de Schumpeter qui, dans toute son œuvre, n'a cessé de mépriser l'approche des « boutiquiers » et a tenté de considérer le développement des monopoles du point de vue de l'évolution à long terme du capitalisme. Cependant ce n'est que quarante ans plus tard que l'analyse de Schumpeter a retenu l'attention et reçu l'approbation de l'économie traditionnelle.

Seule la littérature économique marxiste a considéré la croissance monopoliste comme un développement fondamental du capitalisme. Le *Finanzkapital* (*) de Hilferding (1910) a été la première contribution marxiste en la matière suivi par le fameux : *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine (1917) ainsi que d'autres ouvrages.

(*) « Le capital financier ».

Certes la « nouvelle économique » (New Economics) a quelque peu critiqué l'excès d'accumulation de capital pratiqué par les monopoles. Cependant cette analyse était fondée davantage sur la nécessité de l'augmentation de la part relative de la consommation plutôt que sur le rôle des monopoles dans le processus d'investissement.

Dans cette optique, le surplus économique — approprié par les monopoleurs ou les capitalistes concurrentiels — était considéré comme trop élevé non parce qu'il réduisait la part de consommation, mais parce qu'on ne parvenait pas à l'investir au sein des entreprises privées.

Le Professeur A. H. Hansen écrit ainsi : « Le problème auquel a à faire face notre génération est celui de débouchés inadéquats à l'investissement »[39].

Cette inadéquation des débouchés a été attribuée par la plupart des économistes contemporains — comme aurait pu le dire Schumpeter —, non à des causes inhérentes au fonctionnement de la machine économique, mais à des facteurs extérieurs à elle.

Un exemple de cette conception peut être trouvé dans la théorie « of vanishing investment opportunities »* telle qu'elle a été formulée par le Professeur Hansen.

Bien que ces économistes aient correctement enregistré le phénomène d'inadéquation croissante des débouchés de l'investissement privé au volume du surplus économique, en régime de plein emploi, ils n'ont nullement pu *l'expliquer*.

On ne peut en effet se retrancher derrière le ralentissement de la croissance économique, la disparition des frontières ou les changements dans le rythme et la nature du progrès technique, pour expliquer le phénomène.

Outre le fait que la diminution de la croissance démographique dans les pays capitalistes avancés a pu être causée par l'insuffisance de l'effort d'investissement, de l'emploi et du revenu, il n'y a aucune raison de penser que les variations démographiques puissent en soi, entraîner des effets déterminants sur le volume de l'investissement.

En ce qui concerne le rapport entre les variations démographiques et la demande effective, Kalecki note : « ... ce qui est important... ce n'est pas une augmentation de la population mais un accroissement du pouvoir d'achat. Un accroissement du nombre des clochards (ou des pauvres) n'élargit pas les possibilités du marché. Par exemple une augmentation de population n'équivaut pas nécessairement à une hausse de la demande de logements, car sans une augmentation corré-

[39] *Economic Progress and Declining Population Growth*, American Economic Review, mars 1939, réimprimé dans « Readings in Business Cycle Theory » (Philadelphia et Toronto, 1944), p. 379.

(*) « De la disparition des débouchés ».

lative du pouvoir d'achat il faudra bien loger davantage de monde dans les mêmes logements »[40].

Cela ne signifie pas que nous sous-estimions les effets de l'augmentation de population sur la demande globale.

A une population en expansion peut correspondre une structure de la consommation totalement différente de celle d'une population en stagnation.

Ainsi dans le premier cas on achèterait plus de lait que de whisky, plus de langes que de cravates, plus de logements et moins de voitures ; ces différences pourraient même avoir des effets directs sur le volume et le rendement de l'investissement[41].

Savoir cependant si une population en croissance épargne davantage qu'une population stagnante, n'a en somme guère d'importance. Certains pensent que les familles nombreuses dépensent beaucoup et épargnent donc peu, alors que d'autres estiment au contraire que le fait d'élever une famille nombreuse implique une lourde responsabilité, ce qui tend à réduire les dépenses courantes au profit d'une épargne pour sauvegarder l'avenir.

Comme la grande majorité de la population, même des pays les plus riches du monde, n'épargne guère de toute façon, la différence n'est guère sensible quelle que soit l'hypothèse retenue.

Un argument qui semble déjà plus pertinent est celui qui consiste à dire que les entrepreneurs, lorsqu'ils choisissent leurs investissements, tiennent effectivement compte des statistiques relatives à l'évolution démographique.

Si tel était le cas et si tous les capitalistes investissaient davantage en période de croissance démographique (et moins en période de régression ou de stagnation économique), leurs profits anticipés se réaliseraient non pas tant à cause de l'accroissement de la population, mais à cause du volume global de l'investissement et du volume correspondant de revenu et de demande globale qui en résulterait.

En réalité, seul un nombre restreint d'entreprises — essentiellement celles du secteur public et des communications — sont susceptibles de s'appuyer sur une analyse des statistiques de l'évolution démographique pour « planifier » quelque peu leurs investissements.

De plus, les statistiques utilisables dans ce cas ne sont pas celles relatives aux variations de l'ensemble de la population, mais plutôt celles permettant de dégager les phénomènes de migration à l'intérieur d'une population donnée et les mécanismes présidant au développement ou au déclin de telle région ou de telle localité.

---

[40] *Theory of Economic Dynamics*, p. 161, Londres, 1954.

[41] « Ainsi lorsque la demande passe à la construction immobilière, cela tend de la même façon que des innovations favorisant le développement du capital, à accroître l'investissement ». Joan Robinson, *The Rate of Interest and other Essays*, p. 109, Londres, 1952.

On peut aussi noter à ce propos la portée des crédits gouvernementaux en matière d'assistance sociale, d'éducation, d'infrastructure sanitaire, d'aménagement d'espaces verts, etc., qui sont d'abord déterminés par la structure sociale du pays envisagé, ainsi que par le volume global de la population (et les variations de celui-ci).

Ce qu'il faut souligner au sujet de ces crédits, c'est qu'ils ne sont susceptibles de constituer une addition nette à la dépense globale, d'exercer un effet de stimulation sur l'ensemble de l'économie *seulement s'ils ne correspondent pas à une contraction de la demande dans un autre domaine.*

Car si de telles mesures, prises par des municipalités — comme c'est souvent le cas — ne sont rendues possibles que par une contraction d'un autre poste budgétaire ou par l'accroissement des taxes locales[42], la valeur de ces dépenses qui ont pour fonction de faire entrer en ligne de compte les problèmes démographiques, est considérablement réduite.

On estime cependant fréquemment que les variations de population affectent de façon directe l'investissement, moins par l'augmentation de la demande effective que par l'incidence qu'elles peuvent avoir sur l'offre de main-d'œuvre.

Une croissance rapide de la population exerce une pression sur le niveau général des salaires, ce qui rend possibles des profits plus élevés, favorisant l'accumulation du capital et l'incitation à investir.

Une telle analyse demeure tout à fait ambiguë si l'on en examine quelque peu les implications[43].

Tout d'abord, les variations dont il est question ici ne concernent pas les variations de la population globale, mais celles de la population active, de la population qui se présente sur le marché de l'emploi[44].

Il est certain que ces dernières variations dépendent plus ou moins des variations qui affectent la population globale, mais il faut tenir compte des *migrations intérieures* d'une population donnée des secteurs non capitalistes de l'économie (agriculture, artisanat, etc.) vers l'industrie, ce qui augmente considérablement la main-d'œuvre à la disposition des entreprises capitalistes[45].

Du reste, à moins de supposer que l'élasticité de la demande de

---

[42] Cf. Joan Robinson, *op. cit.*, p. 107.

[43] Cf. Kalecki, *op. cit.*, p. 160.

[44] Ce point, souvent négligé, mais qui est fondamental, a été examiné particulièrement par Paul M. Sweezy, *Theory of Capitalist Development*, pp. 222 et sq., New York, 1942.

[45] Cette migration intérieure est essentiellement due au déplacement des populations des secteurs non capitalistes pour des raisons économiques ou techniques, bien que dans certains cas la coercition soit d'ordre « extra-économique » (exemple des *enclosures* en Grande-Bretagne et des *Bauernleggen* en Allemagne) ; il faut cependant noter que même dans ces derniers cas, c'était finalement le développement industriel des villes qui était en cause. Dans les pays neufs, peu peuplés à l'origine, tels que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande,

main-d'œuvre de la part des capitalistes soit au moins égale à 1 — et il n'y a guère de raison de le penser —. la baisse des salaires résultant d'une concurrence accrue entre les travailleurs entraînerait une baisse de revenus salariaux et de la demande de consommation sans que cela soit compensé par un accroissement de l'investissement.

Car l'effort d'investissement serait en fait découragé par la réduction des achats de biens de consommation ; de plus, l'existence d'une main-d'œuvre à bon marché n'inciterait pas les entrepreneurs à introduire des machines nouvelles susceptibles de réaliser une économie de main-d'œuvre, alors que la production et le développement de l'utilisation de telles machines offriraient de nouvelles possibilités d'investissement aux capitalistes.

De la sorte on voit que l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre et la diminution du prix du travail n'entraînent nullement une croissance de l'investissement et de la production, mais bien la croissance du sous-emploi, déclaré ou déguisé[46].

---

l'augmentation de la main-d'œuvre industrielle a été rendue possible par le transfert de population de secteurs non capitalistes du continent européen. C'est donc par l'immigration que se matérialise ce phénomène.

[46] Cette analyse n'est pas contraire au fait que la diminution du prix du travail et la stagnation du progrès technique, résultant d'une croissance accélérée de la population favorisent en dernière analyse la stabilité à long terme du système capitaliste : en effet cela tend à en retarder le développement et à ajourner les crises qui s'y manifestent en période de maturité (cf. Paul Sweezy, *loc. cit.*).

Comme l'écrit Hans Neisser : « La stabilité économique n'implique nullement un haut niveau de revenus par tête et n'exclut pas davantage le sous-emploi dit structurel ; au contraire des économies pauvres manifestent souvent une plus grande stabilité économique que les plus prospères ». *Stability in Late Capitalism*, Social Research (printemps 1954, p. 85).

La croissance de la population, en freinant la productivité et la production globale, réduit le volume du surplus économique.

De plus, dans le cas où la production est réalisée à l'aide d'un capital peu important, la rétribution du capital est faible, ce qui diminue d'autant le surplus *brut*, qui dans le cas contraire serait beaucoup plus élevé, étant donné l'importance relative de l'amortissement consacré à la dépréciation.

Si l'on soustrait la consommation du capitaliste, la part du surplus économique disponible pour l'investissement est donc faible, ce qui diminue le nombre d'ouvriers susceptibles d'être embauchés au cours de la période suivante, malgré le peu de capital nécessaire à la mise au travail d'un ouvrier.

Ainsi, même dans le cas où les capitalistes investissent toute la portion du surplus susceptible d'être investie en équipements et infrastructure productive, ce qui est peu probable — la conséquence en sera vraisemblablement une expansion lente, un plein emploi (de l'équipement existant) du secteur industriel, tandis que les secteurs non industriels (agriculture, artisanat, commerce de distribution, etc.), se transformeront peu à peu en zones de taudis et de misère où croîtra une « population excédentaire ».

Cette analyse dévoile l'une des plus frappantes contradictions du système capitaliste : à savoir le développement de l'expansion et de la productivité dans un environnement d'instabilité, de dépression économique et de sous-emploi du secteur industriel se répercutant sur l'ensemble de la société.

D'autre part, un accroissement même léger de la productivité et de la production donne naissance à un sous-emploi déguisé, à la pauvreté et à la stagnation économique des secteurs non industriels de l'économie et finit par faire sombrer les îlots relativement en pointe dans l'océan du sous-développement.

L'expérience des anciens pays sous-développés semble en tout cas corroborer ce point de vue dans la mesure où ceux-ci ne souffrent certes pas d'une croissance insuffisante de la population.

On peut d'un autre côté se demander si ce n'est pas précisément la pénurie de main-d'œuvre caractérisant les débuts du développement économique aux Etats-Unis, qui a permis dans une large mesure l'accroissement de l'investissement, de la productivité, ainsi que les progrès rapides de la technique.

Lorsque le progrès technique fait défaut, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, que de nouvelles ressources ne sont pas mises en exploitation et que, enfin, les migrations de main-d'œuvre (de l'agriculture notamment) ne se réalisent pas, il est indispensable, pour investir et assurer l'expansion économique, que la population s'accroisse.

Mais dans ce cas le problème ne se poserait à vrai dire même pas, dans la mesure où l'impossibilité d'investir serait doublée par l'absence de toute incitation à l'investissement.

Il semble inutile de préciser qu'une telle situation ne risque pas de se produire dans la réalité. L'analyse est trop statique pour pouvoir être même appliquée à la société féodale.

Là où existent des possibilités de progrès techniques, d'utilisation de nouvelles ressources productives et où la migration de la population paysanne amène celle-ci dans les centres industriels, l'investissement peut effectivement avoir lieu, la productivité et la production globale s'accroître, quel que soit le taux de croissance (négatif ou positif) ou de stagnation de la population totale.

On peut bien dire que dès qu'il est projeté effectivement d'investir, les sommes indispensables au financement du projet, comme la main-d'œuvre nécessaire à sa réalisation, surgissent nécessairement.

En effet, si dans les pays capitalistes avancés les réserves de main-d'œuvre que recèlent encore les secteurs précapitalistes de l'économie (agriculture, artisanat, commerce de détail, etc.) peuvent être rapidement reclassées dans le secteur industriel, de la même façon, dans les pays peu peuplés du tiers-monde, l'immigration fournira les réserves nécessaires de main-d'œuvre si l'accumulation du capital réalisée y crée une demande suffisamment forte.

On peut ainsi conclure que loin de déterminer le volume de l'investissement, la réalité démographique change d'aspect aux différents stades de l'évolution économique, suivant le degré d'accumulation du capital, les progrès de la technique, les transformations dans la structure de l'activité économique, etc.

De la même manière la signification du phénomène de disparition des frontières n'est pas immédiate. Tout d'abord, les frontières qui délimitent les aires de développement économique coïncident rarement avec celles qu'enseigne la géographie : n'importe quel territoire géographique est susceptible de favoriser la croissance économique.

Personne ne songerait à nier que la Belgique est plus développée que l'Espagne.

En second lieu, d'importantes zones de sous-développement existent dans la plupart des pays capitalistes avancés ; ainsi les possibilités d'investissement sont-elles grandes dans le sud des Etats-Unis, dans les zones régressives de Grande-Bretagne, dans de nombreuses régions de France, d'Italie ou de Scandinavie.

De plus, les zones sous-développées au-delà des frontières nationales pourraient fournir des débouchés au moins aussi intéressants, sinon plus, que ceux existant sur le territoire national.

C'est pourquoi il semble bien que, en période d'expansion l'apparition de conditions propices à l'investissement suffise à créer les occasions dont les entrepreneurs n'ont plus qu'à se saisir, alors qu'en période de ralentissement économique, d'excellentes possibilités d'investissement sont systématiquement négligées.

Le problème des innovations techniques se présente un peu de la même manière. On peut en effet se demander si la nature des innovations dans les dernières décades a été telle qu'elle a nécessité — dans leur application — un volume d'investissements inférieur à celui du siècle dernier.

Kalecki n'a peut-être pas tort d'attirer l'attention sur l'exploitation ralentie de nouvelles sources de matières premières, et la place que prend « l'organisation scientifique » des processus de montage, qui ne nécessitent pas une lourde infrastructure[47].

Sweezy a sans doute quelque raison d'insister sur l'importance du rôle joué par les chemins de fer comme débouché à l'investissement au cours de la première moitié du XIXe siècle[48].

On peut également tenir compte du fait que la diminution relative du prix des biens capitaux au cours des cent dernières années, a réduit considérablement la part du capital nécessaire à une production physique escomptée, bien que celle-ci n'intéresse pas au premier chef le capitaliste qui investit.

On pourrait penser que les considérations qui précèdent n'ont en fait rien à voir avec le sujet et qu'elles mettent « la charrue avant les bœufs ».

Dans l'Antiquité et au Moyen Age, de nombreux aménagements techniques n'étaient pas utilisés faute de conditions socio-économiques susceptibles de permettre leur réalisation effective.

On pourrait dénombrer les découvertes récentes qui pourraient de nos jours être utilisées, mais nécessiteraient un volume de capitaux jamais encore atteint dans l'histoire de l'humanité.

Que ce soit dans le domaine de l'industrie atomique ou de « l'automation », dans celui des transports ou de l'amélioration des sols,

[47] *Theory of Economic Dynamics*, p. 159, London, 1954.
[48] « Econometrica », octobre 1954, p. 532.

dans celui de la consommation ou de l'équipement agricole, enfin dans ceux du logement et de la nourriture, des projets, techniquement réalisables et économiquement justifiés, existent, qui ont une valeur largement égale à ceux réalisés jusque-là.

Mais tandis que les innovations techniques de la période précédant le capitalisme monopoliste avaient trouvé à s'investir, il n'en est pas de même en ce qui concerne les dernières possibilités qu'offre la technique, car les capitalistes sont moins prompts à investir et font de nos jours des choix plus sélectifs.

De même que les régions sous ou peu développées dans ou hors des pays capitalistes avancés, les innovations techniques fournissent un fonds disponible de possibilités d'investissement, mais ce sont d'autres facteurs qui déterminent en dernière analyse combien sera investi au cours d'une période déterminée.

Comme l'écrit Steindl : « les innovations... n'affectent que la *forme* de l'investissement net... Elles suivent le processus d'investissement comme les ombres, au lieu de l'impulser »[49].

Ce qui précède ne doit pas être considéré comme une adhésion à la réponse souvent faite aux « oiseaux de mauvais augure », selon laquelle il existerait un très grand nombre d'investissements qui « *pourraient* » être réalisés et contribuer au bien-être de l'humanité.

La réponse dans ce cas est aussi fallacieuse que l'argument qu'elle tente de réfuter.

Bien que tous les manuels élémentaires d'économie politique s'accordent à reconnaître que ce qui compte dans une économie capitaliste ce ne sont pas les *désirs* des hommes mais ceux qui ont un pouvoir d'achat suffisant (« demande effective »), lorsqu'une discussion en ce domaine s'élève jusqu'à un « certain niveau », même les économistes les plus avisés ont tendance à oublier ce principe élémentaire. Leur erreur de raisonnement est du même ordre lorsqu'ils incriminent l'insuffisance du progrès technique par ailleurs mal employé ou lorsqu'ils affirment le caractère illimité des possibilités d'investissement[50] : les deux arguments ne se rapportent pas au problème central.

Il est certain que l'investissement privé se révèle de jour en jour plus inefficace et inadéquat si l'on se réfère au volume du surplus économique réalisé en période de plein emploi.

De plus, chacun est conscient de l'importance des possibilités d'investissement, techniquement réalisables et socialement nécessaires qui pourraient facilement absorber ce surplus économique.

Le problème qui se pose est donc celui de savoir ce qui, dans la structure du capitalisme monopoliste, dans les changements interve-

[49] *Maturity and Stagnation in American Capitalism*, pp. 133 et 235.
[50] Les meilleurs exemples de ce genre de constructions idéalistes peuvent être trouvés dans les articles de J. K. Galbraith « We can prosper without War Orders » in « New York Times Magazine », 22 juin 1952 et de David Lilienthal « Big Business a New Era », New York, 1953, p. 8.

nus dans le processus d'investissement au cours des quatre-vingts dernières années, rend difficile, sinon impossible, la réalisation de ces projets.

Pour tenter d'apporter une réponse à cette question, il ne suffit pas de prendre en considération les seuls facteurs endogènes, dans la mesure où la distinction entre éléments exogènes et endogènes d'une totalité socio-économique, est tout à fait arbitraire.

Comme le remarquait Lénine : « La question de savoir si ces changements [dans la structure du système capitaliste]... sont « purement » économiques ou *non* économiques (par exemple militaires) est secondaire et ne permet pas de saisir le fondement essentiel du dernier stade de développement capitaliste »[51].

Ce qui *est* fondamental, par contre, c'est de déterminer en quoi les changements profonds qui ont affecté le mode de fonctionnement du système capitaliste depuis la première moitié du XXe siècle, sont le fait d'accidents, de hasards plus ou moins fortuits, ou bien le fait de la logique interne et nécessaire du développement capitaliste.

Si l'on se contente de les attribuer à la disparition de possibilités d'investissement ou à des malchances successives au cours des cinquante dernières années, on accepte la vue apologétique selon laquelle les contradictions et les irrationalités du système capitaliste sont dues, non aux lois inhérentes à sa dynamique propre, mais à des perturbations — économiques, politiques, etc. — fruits du hasard, en l'absence desquelles le capitalisme pourrait évoluer de façon harmonieuse.

V

En fait, si l'on veut expliquer l'incapicité de l'investissement privé à absorber le surplus économique réalisé en période de plein emploi, il est inutile de rechercher des facteurs « externes » aux principes moteurs de l'économie capitaliste, des fautes gouvernementales ou une adversité imprévisible qui se serait acharnée contre le capitalisme.

Il suffit de se référer à un processus profondément enraciné dans la structure fondamentale de l'économie capitaliste, favorisé par tout son développement : la croissance de l'entreprise monopoliste et des oligopoles, leur emprise sans cesse accentuée sur tous les secteurs et branches de l'économie capitaliste[52].

L'un des résultats les plus manifestes de cette évolution a déjà

[51] E. Varga et L. Mendelsohn (Editeurs), *Nouvelles données pour l'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme*, p. 168, New York, 1940.

[52] C'est le point de vue que défend J. Steindl et qui rend passionnant son ouvrage *Maturity and Stagnation in American Capitalism*, Oxford, 1952. J'ai puisé largement dans ses analyses.

été évoqué : c'est la concentration des profits aux mains d'un petit nombre de capitalistes. Il nous faut y revenir.

Dans le régime concurrentiel, que nous avons schématiquement décrit, il n'y avait pas place pour une telle forme de distribution des profits.

Les profits provenaient d'une multitude d'entreprises de tailles diverses, dont chacune représentait une faible fraction des marchés sur lesquels elles agissaient : ils se répartissaient nécessairement en petites parts inégales.

De plus, les différences entre les quantités absolues de profit touchées par les firmes étaient relativement infimes et le réinvestissement de ces profits se faisait de manière à peu près homogène dans tous les secteurs de l'activité économique.

Cette égalisation des taux de profits était d'une importance capitale puisque c'est elle qui assurerait la répartition des ressources et le maintien de l'équilibre concurrentiel. Le mécanisme peut être décrit de la façon suivante :

On suppose un état d'équilibre où se réalise l'égalisation des taux de profits entre les diverses firmes individuelles.

Si dans une telle situation l'une quelconque des firmes parvient à baisser son coût de production par l'introduction d'une innovation technique, la baisse de prix — même faible — ainsi rendue possible, permettra à l'entreprise de vendre davantage et de réaliser des surprofits.

Ce taux de profit plus élevé stimulera la production de l'entreprise qui tendra à s'accroître et de plus attirera des capitaux provenant d'autres branches de l'économie où le taux de profit est demeuré à son niveau normal.

Mais ces surprofits qui récompensent en quelque sorte la firme innovatrice ne peuvent être que transitoires.

Dans la même branche industrielle, en effet les autres firmes doivent choisir : être écartées du marché par la concurrence de la firme innovatrice ou adopter elles-mêmes la nouvelle méthode de production.

Les firmes financièrement faibles sont éliminées purement et simplement de la branche d'industrie, tandis que les autres adopteront les nouvelles méthodes, abaisseront leurs coûts et conserveront de la sorte leur quote-part de profit. Ainsi, les surprofits des pionniers seront épongés, restaurant un taux de profit normal moyen.

Ce qu'il faut noter en outre, c'est que dans les conditions de la libre concurrence, une firme individuelle ne peut indifféremment adopter ou non telle innovation, techniquement progressive.

La réduction du coût de production est en effet pour elle une affaire de vie ou de mort.

Le régime de libre concurrence, c'est donc une réalité à double face : d'une part la « carotte » des surprofits, de l'autre la « trique »

de la banqueroute qui s'abat sur quiconque n'encourage pas l'investissement et le progrès technique.

Dans la course de la concurrence, c'est la loi du « sauve qui peut », les firmes les moins efficaces et les moins viables périclitent. Ce n'est pas là un des moindres aspects du phénomène, cela permet en effet d'éliminer l'excédent des capacités de production ayant pu se développer précédemment[53].

La voie est donc ouverte à la répétition de tous les phénomènes antérieurs : le progrès technique crée des surprofits qui servent à l'investissement et attirent un investissement additionnel, car des surcapacités de production retarderaient l'investissement et rendraient plus difficile l'apparition de nouvelles méthodes susceptibles de réduire les coûts de production[54].

Le processus n'a pas de fin. La baisse du coût de production dans une industrie créerait des économies externes non négligeables partout où les produits de cette industrie serviraient d' « input » à d'autres secteurs[55].

De la sorte des surprofits seraient créés, l'investissement stimulé dans les diverses industries et la « tourmente incessante » — pour reprendre la terminologie de Schumpeter — propulserait le progrès économique.

« Nous voyons ainsi comment le mode de production, les moyens de production sont constamment bouleversés, révolutionnés ; comment la division du travail entraîne nécessairement une division du travail plus grande, l'emploi des machines un emploi plus grand des machines, le travail à une grande échelle le travail à une échelle plus grande.

Telle est la loi qui rejette constamment la production bourgeoise hors de son ancienne voie et qui contraint toujours le capital à tendre les forces de production du travail, *une fois* qu'il les a tendues, la loi ne lui accorde aucun repos et lui murmure continuellement à l'oreille : « Marche ! Marche ! »[56]

Cependant pour que puisse se réaliser cette « marche » un certain nombre de conditions, déjà énumérées explicitement ou implicitement, devraient être remplies.

---

[53] Il n'est pas indifférent de connaître les modes de liquidation des surcapacités de production, elle peut s'effectuer par le démantèlement de l'équipement ancien ou par maintien de l'infrastructure, ce qui a pour effet de faire « agoniser » cette industrie à cause de ces surcapacités productives précisément. L'histoire économique des Etats-Unis fournit de nombreux exemples de ce phénomène (houille, textiles, agriculture), c'est l'une des causes essentielles de l'apparition de monopoles ou de la prise en charge régulatrice, de ces industries par l'Etat.

[54] Ce point est souligné par Steindl.

[55] J. Viner, *Cost Curves and Supply Curvest*, Zeitschrift für National Okonomie 1931, vol. III, Nr. I, p. 98.

[56] Marx, *Travail salarié et capital*, p. 38, Ed. Sociales.

Tout d'abord le nombre des firmes (dans chaque industrie) devrait être élevé et leur production faible par rapport à la production totale de la branche d'industrie envisagée.

De plus, les produits fabriqués par les différentes firmes d'une même branche d'industrie devraient être à peu près interchangeables, pour qu'une légère variation de prix suffise à transférer la demande exprimée par le marché d'une firme à une autre.

C'est seulement de la sorte qu'il serait impossible aux firmes individuelles d'influencer le prix du marché, soit par le volume de leur production, soit par leur propre politique des prix ; ce n'est que dans de telles conditions que les firmes pourraient prendre la décision d'investir, de déterminer le volume de leur production sans avoir à se soucier des représailles possibles de la part de leurs concurrents.

Car, comme toutes les firmes sont de petite taille, aucune n'est susceptible d'exercer une action significative sur le marché lorsqu'une autre investit ou accroît sa production ; d'autre part comme les firmes sont nombreuses, aucune n'est susceptible d'évaluer avec justesse ce que les autres sont sur le point d'entreprendre.

La firme individuelle qui établit sa propre politique d'investissement le fait donc en fonction de considérations internes : les possibilités d'abaisser les coûts de production, sa capacité à accroître son capital, les taux escomptés de rendement du capital.

Elle ne peut tenir compte des effets sur le marché d'autres investisseurs dans sa propre branche d'industrie ou ailleurs.

C'est sans aucun doute cette anarchie des marchés capitalistes, analysée avec force par Marx, et le mouvement continuel de disparition et de réapparition des surprofits qui ont produit ce volume excessif d'investissement au cours de la phase concurrentielle du capitalisme[57].

La conséquence en fut un gaspillage du surplus économique, une destruction prématurée de capital tant par les investissements que par les pertes dues au développement capricieux des innovations techniques, ainsi qu'à l'apparition sporadique de surprofits.

Dans le grand livre on pouvait mettre « au crédit » de l'économie capitaliste concurrentielle les débouchés suffisants (ou presque suffisants) qu'elle offrait au surplus économique en période de plein emploi, encore qu'une large part de cet investissement ait été perdue pour la société, ce qui abaissait considérablement les taux de croissance.

Ainsi non seulement le volume de la production globale était-il

---

[57] Cf. Joan Robinson, *The Impossibility of Competition*, in E. H. Chamberlin (Ed.) « Monopoly and Competition and Their Regulation », New York, 1955. Ce fut la nature spécifique du processus d'investissement à l'époque concurrentielle avec ses excès et son irrationalité, qui a déterminé en grande partie la configuration des crises économiques du dix-neuvième siècle : vagues de faillites, paniques en résultant, goulots d'étranglement dont les effets se manifestent avec force pendant une période relativement brève sur des marchés spécifiés, etc.

faible, mais encore le sous-emploi était important ; ceci n'entre nullement en contradiction avec ce qui vient d'être dit au sujet de l'investissement capable, en période de plein emploi, d'absorber le surplus économique.

Le sous-emploi du capitalisme concurrentiel n'avait pas grand-chose de commun avec ce qui est appelé de nos jours le sous-emploi keynésien. Il était dû, moins à l'inefficacité de l'investissement, eu égard au volume du surplus existant, qu'à son inadéquation (tant par son volume que par sa composition) à la population laborieuse disponible.

A partir du moment où la quantité de capital requise pour mettre au travail un ouvrier est la plus petite possible, si l'on tient compte du niveau technique atteint (lui-même déterminé par le degré de concurrence) et où des capitaux considérables sont gaspillés par le jeu de l'exercice de la libre concurrence, le nombre de travailleurs susceptibles d'être employés est nécessairement inférieur à ce qu'il aurait pu être dans le cas d'une utilisation rationnelle du capital.

VI

Cependant quels que soient les fautes (absolues) et les mérites (relatifs) du processus de l'investissement au stade concurrentiel du développement capitaliste, on se rend vite compte que les caractéristiques essentielles de cette période ne se retrouvent guère à l'époque actuelle, au stade monopoliste de l'évolution du système capitaliste.

La différence fondamentale concerne la possibilité pour une entreprise de se créer dans une branche industrielle quelconque.

En effet dans le régime concurrentiel, caractérisé par des branches d'industries composées de multiples petites firmes produisant chacune une part minime du produit total de la branche, l'entrée sur le marché d'une nouvelle unité de production ne pose aucun problème.

N'importe quel capitaliste, en possession du capital requis, peut devenir ainsi entrepreneur et mettre en marche une nouvelle firme.

La structure du marché étant relativement peu complexe, les produits relativement homogènes, l'entreprise est aisée, les obstacles à vaincre peu nombreux.

Dans la structure monopoliste ou oligopolistique de l'industrie, au contraire, tel n'est plus le cas. Ici le nombre des firmes est peu élevé, leur taille est importante, le marché, sur lequel elles agissent, complexe, les produits qu'elles mettent en circulation, bien que présentant souvent les mêmes caractéristiques physiques, nettement différenciés par les marques de fabrique, la publicité, etc.

Dans ces conditions l'entrée d'une nouvelle unité de production sur le marché d'une branche d'industrie se présente d'une façon toute différente.

Même si l'on laisse momentanément de côté tous les obstacles érigés par la loi — brevets, concessions, etc. — et qui profitent en fait aux oligopoles existants, les capitaux nécessaires à la constitution d'une entreprise sont devenus considérables[58].

Ce ne sont pas seulement les nécessités du progrès technique qui rendent extrêmement coûteuse la mise sur pied d'une nouvelle unité de production moderne et efficace, mais encore les dépenses initiales de publicité, de campagnes de lancement des produits, qui nécessitent d'importants investissements.

Ainsi la création d'une nouvelle entreprise devient-elle inaccessible à de petits capitalistes ou à des groupes d'hommes d'affaires ne disposant pas des fonds nécessaires et de l'appui du marché de capitaux[59].

L'entrepreneur hardi et impétueux de Schumpeter est devenu une figure légendaire du passé — sinon de la mythologie — ou bien ne se rencontre plus que dans le demi-monde des affaires en train de fonder des salons de thé ou des « deep freeze subscription clubs »[60].

---

[58] Bien entendu ce que nous visons ce n'est pas le montant en valeur absolue des sommes nécessaires, mais bien le volume de la *fortune* indispensable, mesuré soit en termes d'unités de salaire (comme pourcentage du revenu national) ou en d'autres termes réels. Le problème des capitaux nécessaires à la création d'une entreprise suivant les normes techniques les meilleures a été étudié par J. S. Bain dans *Economies of Scale, Concentration and Entry*, « American Economic Review », mars 1954, où se trouvent résumées quelques-unes de ses conclusions.

[59] « Le crédit peu important dont disposent de nombreuses firmes, qui ne peuvent jamais obtenir plus d'un certain volume de capitaux au taux courant de l'intérêt, est souvent dû au fait que ces entreprises sont connues comme étant incapables d'augmenter leurs ventes hors de leur propre marché, à moins d'être soumises à des frais considérables ». P. Saaffa, *Law of Return Under Competitive Conditions*, in « Economie Journal », décembre 1926, p. 550. Ce qui est vrai pour une entreprise existant l'est a fortiori pour une entreprise à créer. Les relations étroites qui unissent par ailleurs le marché des capitaux aux grands trusts établis, réduisent considérablement les chances du nouvel arrivant en matière de soutien financier.

[60] La difficulté — voire l'impossibilité — à créer de nouvelles firmes dans des branches où existent des monopoles et des oligopoles, octroie à ceux-ci la qualité de « sanctuaires privilégiés ». Les règles de conduite au sein de ces retraites relativement tranquilles et sûres sont néanmoins très différentes de celles qui s'appliquent aux branches d'industries exposées aux assauts furieux de la concurrence.

Bien que le problème des rapports existant entre l'investissement et cette transformation profonde de la base de l'économie capitaliste, n'ait pas reçu dans la littérature économique toute l'attention qu'il eût méritée, on peut cependant établir en ce domaine un certain nombre de repères que l'on peut énoncer en termes très simples.

Il est probable qu'une croissance de la production globale, *dans quelques conditions que ce soit*, est contraire à la politique de maximation du profit que cherchent à réaliser les monopoles.

Comme le dit Paul M. Sweezy : ce ne sont pas le taux global de profit ou le taux de profit réalisable grâce à l'investissement additionnel, qui peuvent être pris en considération en soi par le monopoleur dans la détermination de sa politique d'investissement, mais bien plutôt ce que nous pouvons appeler le taux de profit original, c'est-à-dire celui obtenu par l'investissement additionnel après déduction de la perte de profit sur l'investissement ancien, perte qui résulte de l'accroissement de la production et de la baisse du prix[61].

Il est certain qu'un capitaliste monopoleur a intérêt, tout comme n'importe quel autre capitaliste, à la réduction de ses coûts de production ; car dans la mesure où celle-ci permet d'introduire des machines et un équipement plus moderne et plus efficace, elle favorise incontestablement de nouveaux investissements.

Néanmoins, la recherche de coûts de production moindres est souvent contrariée par des considérations d'un autre ordre. En premier lieu les capitalistes préfèrent la plupart du temps préserver la valeur de leur investissement existant et attendent donc pour investir à nouveau que leur équipement ancien soit amorti[62].

Il semble qu'une telle conduite soit contraire à la règle bien connue selon laquelle une ancienne machine devrait être remplacée par une nouvelle, dès lors que le coût de production *total* pour une unité produite sur la nouvelle machine est inférieur à celui réalisé en moyenne à l'aide de l'ancienne.

Cette contradiction n'est en fait qu'une apparence, la règle étant beaucoup plus ambiguë qu'il ne peut sembler à première vue.

Pour que la substitution d'une nouvelle machine à une ancienne soit rentable dans l'optique de la règle précédemment énoncée, il ne suffit pas en effet que celle-ci permette de compenser la perte de capital ainsi occasionnée ; elle doit de plus éponger cette perte dans des délais relativement brefs[63].

Il s'ensuit que seules des innovations techniques d'un intérêt majeur auraient une chance de « percer », alors que les autres devraient attendre, pour être utilisées à des fins d'investissements, que l'équipement existant soit entièrement usé.

Dans la mesure en effet où ceux-ci sont assujettis pour l'écoulement de leurs produits à l'élasticité de la demande (et à la courbe de revenu marginal en dérivant) un accroissement de la production risque de diminuer la masse totale des profits ou même de les réduire par rapport à ce qu'ils étaient avant la réalisation de l'investissement productif.

[61] *Theory of Capitalist Development*, p. 275, New York, 1942.

[62] Oskar Lange, *On the Economic Theory of Socialism* (Minneapolis 1938, 2e éd. 1948), p. 119 et E. D. Domar, *Investment Losses and Monopolies*, dans l'ouvrage collectif Lloyd Metzler et d'autres « Income, Employment and Public Policy : Essays in Honor of Aluin H. Hansen », New York, 1948, p. 39.

[63] Cette nécessité est imposée non seulement par les restrictions de capital que connaît toute entreprise, mais encore par le risque encouru à ce niveau en longue période.

Bien entendu pour que cette règle puisse s'appliquer, il convient que ceux qui décident de la politique d'investissement soient capables de déterminer et de prévoir avec exactitude le temps moyen d'utilisation d'une nouvelle machine, car c'est elle qui détermine en fait la valeur moyenne du coût de production par unité qui pourrait être réalisé grâce à ce nouvel investissement[64].

Il est inutile, semble-t-il de préciser que ce qui est en jeu à ce niveau est moins la durée *physique* d'utilisation d'une machine, que le temps pendant lequel elle ne risque pas d'être dépassée techniquement par l'apparition d'une innovation encore plus efficace. Dans une période où les transformations techniques se multiplient, la situation se complique singulièrement.

Supposons en effet que la machine A. doive être remplacée par une machine B. comportant de nettes améliorations et permettant de réaliser une économie non négligeable, que va-t-il advenir si l'on a quelques raisons de penser qu'une machine C. nettement en progrès par rapport à la machine B. va être incessamment lancée sur le marché ?

Il serait absurde de se débarrasser de la machine A. pour acquérir la machine B. qui sera sous peu dépassée, bien avant son usure complète[65].

Ainsi alors que le progrès technique devrait stimuler les investissements, le régime de monopoles et d'oligopoles a tendance à attendre la stabilisation du rythme des innovations ou à supprimer même toute possibilité d'extension du progrès technique pour que puissent s'user les anciennes machines, avant d'effectuer des dépenses en vue de l'acquisition d'un nouvel équipement.

Cette tendance n'est pas caractéristique seulement du régime de capitalisme monopoliste, mais peut parfaitement être opératoire pour l'analyse du capitalisme concurrentiel.

La seule différence — et elle est importante — réside dans le fait que l'entreprise concurrentielle est *contrainte* d'introduire les nouvelles machines, quelles que soient les pertes de capital, sous peine d'être exclue du marché par les producteurs possédant l'équipement le plus à jour et pouvant vendre à meilleur marché, alors que l'entreprise monopoliste n'est pas soumise à une pression de cet ordre.

Comme l'écrit le Professeur Hansen « En présence d'une forte concurrence des prix, les innovations susceptibles de réduire les coûts de production étaient obligatoirement introduites bien que la mise hors de service des anciennes machines entraînait une perte de capital importante. »

En régime de monopole au contraire, les nouvelles machines ne

---

[64] G. Terborgh, *Dynamic Equipment Policy*, chap. 11, Washington, 1949.

[65] Cette analyse s'applique aussi bien à un *nouvel* investissement qu'au remplacement d'une machine.

seront introduites que pour autant qu'elles couvriront les frais entraînés par la dépréciation des anciennes machines. Le progrès sera donc freiné et les débouchés, offerts à une formation de capital éventuelle, non utilisés, alors qu'ils le seraient en régime de concurrence[66].

Cela signifie donc qu'en régime monopoliste, les dépenses relatives à l'amélioration des techniques productives et les pertes de capital, qui constituent les deux formes essentielles d'utilisation du surplus économique en régime capitaliste, sont extrêmement réduites[67].

On peut rapprocher de ce qui précède un autre point que nous allons examiner maintenant.

La plus grande part — sinon la totalité — des innovations et des progrès techniques est fondée sur l'expansion.

En effet, des « économies internes » ou des « rendements d'échelle croissants » sont primitivement à l'origine de la croissance de l'entreprise géante et du développement de la production en chaîne.

Ce phénomène en éliminant la forme la plus régressive de l'exploitation permet d'impulser le développement des forces productives et de renverser le règne de la libre concurrence en concentrant la production dans un petit nombre d'entreprises monopolistes (ou oligopolistiques) techniquement en « pointe ». C'est à une étape ultérieure seulement que ces entreprises deviendront des freins objectifs à l'appa-

[66] *Economic Progress and Declining Population Growth* in « American Economic Review », mars 1939, réédité dans « Readings in Business Cycle Theory ». Philadelphia-Toronto 1944, p. 381.

[67] Il est cependant inexact d'en déduire, comme le fait Schumpeter, que la politique d'une économie socialiste planifiée serait à cet égard semblable à celle poursuivie par les monopoles des pays capitalistes avancés (voir « Capitalism, Socialism and Democracy », p. 46).

Dans les termes d'une gestion rationnelle des ressources sociales, la préservation du capital telle que la réalise l'entreprise monopoliste peut souvent être préférable aux investissements excédentaires et à la destruction pure et simple du capital tels qu'ils ont pu avoir lieu en régime de capitalisme concurrentiel. Cependant, comme c'est souvent le cas dans le système capitaliste, une telle rationalité se transforme en son contraire, entraînant de la sorte une réduction de l'investissement, de la production et de l'emploi.

Dans une économie socialiste planifiée au contraire, la décision de remettre un investissement donné (nouvelles machines ou remplacement d'anciennes machines) à plus tard n'implique pas une réduction du volume *global* de l'investissement — ou bien si une telle réduction est recherchée elle peut s'accompagner d'une augmentation appropriée de la consommation : ni la réduction de la production, ni le sous-emploi n'en résulteront. Cela signifie que lorsque le capital est rare, aussi bien pour investir en nouvelles machines que pour remplacer les anciennes, les autorités planificatrices le convertissent dans des branches ou secteurs de l'économie où l'investissement additionnel sera le plus profitable à l'ensemble de la société.

En d'autres termes cela veut dire qu'un certain nombre d'entreprises peuvent continuer pendant un certain temps à fonctionner avec un équipement démodé, non pour maintenir la valeur de leur capital existant, mais parce que le capital disponible, permettant d'introduire de nouvelles machines, peut être utilisé avec plus de profit dans un autre secteur de l'activité économique.

Il est clair, dans ces conditions, que l'attribution du capital en fonction des priorités sociales n'a rien de commun avec la pratique du monopoliste visant à maximer le rendement de *son* capital ou à préserver la valeur de *ses* avoirs.

rition de nouvelles formes de progrès techniques qui peut entraîner un accroissement, non désiré par les monopoles, de la production[68].

Une innovation qui permettrait d'abaisser le coût unitaire de production en doublant la production totale. peut n'avoir aucun intérêt pour l'entrepreneur monopoliste (ou oligopolistique) dans la mesure où des profits auraient tendance à se réduire, plutôt qu'à s'accroître, du fait de cette augmentation de la production.

« Ainsi... l'oligopole exerce une action sélective en ce qui concerne les innovations, rejetant celles qui accroissent la production et adoptant celles qui réduisent les facteurs de production »[69].

On pourrait néanmoins se demander pour quelle raison, une entreprise monopoliste, contrôlant une bonne part du marché ne chercherait pas à réduire ses coûts de production en mettant à profit toutes les innovations techniques le permettant ; cette expansion de sa production lui permettrait en effet de vendre à meilleur marché et de conquérir tout le marché (ou une part plus grande de celui-ci).

La réponse à cette question comporte plusieurs éléments. Le plus important concerne les conditions de la concurrence des prix en régime d'oligopole : les entrepreneurs, en effet, préfèrent ne pas y recourir[70].

[68] Le phénomène apparaît d'une troisième manière dans une économie socialiste planifiée où son rôle de promotion de la productivité n'est plus réprimé par la politique de maximation du profit suivie par les entreprises monopolistes.

[69] O. Lange, *Note on Innovations* in « Readings in the Theory of Income Distribution » (W. Fellner, B. F. Haley édit.), Philadelphia et Toronto 1946, p. 194. Une observation similaire se trouve dans l'ouvrage de P. Sraffa, *Law of Return Under Competitive Conditions*, « Economic Journal », décembre 1926, p. 543. La relation ainsi mise en évidence entre les innovations permettant de réduire les coûts de production et le volume de la production effectivement réalisé, rend compte des techniques arriérées que l'on rencontre souvent dans bon nombre d'entreprises de monopole en Grande-Bretagne et dans l'Europe Occidentale.

Si l'on explique ce phénomène uniquement par l'existence de « marchés peu étendus » auxquels ont affaire ces entreprises, ce qui est généralement le cas dans les discussions concernant les économies européennes, on met la « charrue avant les bœufs » puisque l'étendue des marchés est précisément le fait des monopoles.

[70] La déposition suivante de M. Benjamen Fairless, président du Conseil d'administration de l'United States Steel Corporation, devant une commission sénatoriale, a été publiée dans le « New York Times » du 22 mars 1955 : « Nos idées sont transformées sur ce point : la concurrence des prix n'est plus considérée comme la seule forme de concurrence ; elle s'étend aussi à la qualité des produits fabriqués ».

« Il peut donc sembler faux, dans les conditions actuelles, de parler de compétion des prix » demande un sénateur.

Le témoin acquiesça et nota que dans l'optique de la recherche du profit, l'United States Steel Corporation décidait parfois de ne pas abaisser ses prix.

« Pensez-vous que nous ayons une idée complètement fausse des conditions dans lesequelles se déroule la concurrence des prix et que ceux qui regrettent celles d'il y a cinquante ans aient totalement ? » « Oui » répondit M. Fairless.

M. Harmowe Curtice, président de la General Motors Corporation déclare devant la même commission : « L'industrie automobile connaît une forte concurrence, mais essentiellement dans les domaines de la qualité et des projets ». New York Times du 19 mars 1955.

Une quelconque réduction — même minime — des prix, de la part d'un des oligopoles pour accroître sa prépondérance sur le marché serait immédiatement contrée par une baisse des autres prix dans la mesure où les autres oligopoles en présence sont tous suffisamment puissants pour pouvoir supporter les pertes de profits qui en résulteraient[71].

D'un autre côté une guerre des prix « au finish » entre les oligopoles nécessiterait de telles quantités de capital et comporterait de tels risques que la coexistence est largement préférée aux conflits.

Des accords plus ou moins implicites sont conclus qui établissent parfois une direction hégémonique de certains sur les prix, ainsi la concurrence est éliminée, les partenaires acceptant de survivre et de laisser survivre plutôt que de se détruire les uns, les autres.

Cette tendance est renforcée par le fait que les groupes financiers qui ont des participations dans de nombreuses entreprises d'une branche d'industrie exercent en général leur influence pour éviter les pertes de capital qui résulteraient d'une volonté de suprématie de la part d'une des entreprises et dont la récupération est toujours plus ou moins aléatoire[72].

Refuser d'avoir recours à la concurrence, se conformer au principe de « vivre et laisser vivre », cette attitude des oligopoles ne manque pas de se répercuter sur leur structure même.

Des entreprises produisant avec des coûts très élevés peuvent ainsi coexister à côté de firmes plus rentables et plus prospères.

Il en résulte que les surcapacités de production accumulées en vue de satisfaire les éventuelles fluctuations de la demande par exemple, demeurent en état de fonctionner dans la branche d'industrie envisagée sous forme de potentialités productives non seulement dans les entreprises qui ont des faibles coûts, mais encore dans celles qui sont astreintes à des coûts élevés, à cause d'un équipement coûteux, mais qui sont protégées par la solidarité entre oligopoles en période de crise.

Les surcapacités de production découragent l'investissement additionnel surtout lorsqu'il s'agit d'une branche d'industrie comprenant peu d'entreprises, c'est-à-dire là où la situation est connue de tous.

Ainsi, *quelle que soit la situation*, les entrepreneurs monopolistes ont tendance à devenir de plus en plus prudents et à ne pas réinvestir leurs profits au sein de leur propre entreprise.

Cependant, le volume de leurs profits engagerait peut-être un autre à vouloir investir, mais les obstacles relevés plus haut, que ren-

[71] Cf. Paul M. Sweezy, *Demand Under Conditions of Oligopoly*, in « Journal of Political Economy », août 1939.

[72] Sur ce point voir Hilferding, *Das Finanz Kapital* (Le capital financier) qui attire l'attention sur la prudence habituelle des grandes institutions financières qui répugnent à prendre des risques trop considérables.

contre tout « outsider » pour se faire une place sur le marché le découragent en général, d'autant plus qu'il sait que son arrivée entraînerait des modifications du niveau des prix pratiqués sur ce marché.

En d'autres termes, l' « outsider », tout comme le monopoleur, doit raisonner en tenant compte non seulement des taux de rendements *effectifs* du capital déjà investi dans l'industrie, mais encore des taux *escomptés* après investissement additionnel.

Si toutefois, l' «outsider » est un monopoleur d'une autre branche d'industrie, ce que nous avons dit par ailleurs de la lutte entre les monopoles et les oligopoles, s'applique ici *mutatis mutandis*.

Un monopoleur qui empiéterait sur une autre branche d'industrie que la sienne serait l'objet de représailles, sur son propre marché, de la part de l'industrie où il aurait tenté de s'implanter, et de plus risquerait de perdre de puissants soutiens financiers engagés par ailleurs dans d'autres industries.

Le danger que représentent ces empiétements, et les difficultés que présente leur réalisation effective, sont des éléments non négligeables qui entrent dans la détermination de la politique des monopoles.

La menace a pour effet de réfréner quelque peu la course aux profits ; c'est-à-dire que les monopoles se contentent de prix de monopole et de rendements moins élevés que ne le permettrait l'élasticité de la demande existant sur le marché envisagé.

Plus souvent néanmoins cette menace a pour effet de stimuler l'activité d'une entreprise monopoliste et d'affermir sa position sur le marché en consacrant davantage aux frais de publicité (qui renforcent l'identification de ses produits sur le marché), en réalisant des fusions verticales et en multipliant les liens avec le capital financier.

Plus une entreprise monopoliste est apte à créer ses propres défenses, moins elle a à craindre les incursions éventuelles d'un « outsider » sur ses « réserves de chasse »...

D'un autre côté la difficulté à pénétrer sur un marché monopoliste ou oligopolistique se révèle également dans la politique suivie par les monopoles.

Incapable de réinvestir dans sa propre entreprise les profits qu'il eu récolte, ne pouvant investir dans d'autres branches hautement concentrées, le monopoleur « suffoque » à force de rechercher des débouchés à ses profits ; la seule issue demeure le réinvestissement de ceux-ci dans des branches encore concurrentielles ou relativement peu concentrées.

Ce n'est en effet que dans ces zones concurrentielles de l'économie que les monopoles et les oligopoles n'ont à craindre ni résistance,

Il existe cependant des débouchés à ces profits dans les pays du « tiers-monde » et l'on sait l'importance historique de cette caractéristique du développement capitaliste.

La fondation d'industries nouvelles en Afrique par exemple, au début du dix-neuvième siècle, sur des terres non encore appropriées

ni représailles, ni le soutien contraignant au capital financier. Mais en pénétrant sur ces marchés concurrentiels, les oligopoles ont tendance à les transformer, à l'image de leurs propres marchés oligopolistiques.

La production se concentre au sein d'un nombre de plus en plus faible d'entreprises, les techniques productives sont modernisées, les prix, profits et investissements tendent à imiter purement et simplement ce qui se passe sur les marchés monopolistes.

La conséquence en est l'extension des monopoles et des oligopoles à un nombre de plus en plus important de branches d'industries, la substitution de grandes entreprises aux petites, ce qui transforme peu à peu toute l'économie en un vaste système monopoliste où coexistent quelques empires composés d'un nombre peu important d'entreprises géantes.

Il va sans dire qu'un certain nombre d'entreprises ne peuvent subir une telle transformation, pour des raisons techniques, ce qui fait qu'elles échappent à l'investissement des monopoles. L'agriculture constitue probablement l'un des exemples les plus intéressants de cette évolution bien que les monopoles y jouent un rôle important, tant au niveau de la production qu'à celui de la distribution.

D'autres secteurs de l'activité économique ne sont pas concentrés : par exemple celui des services.

Mais l'apparence ne doit pas nous tromper : tel ou tel artisan ou entrepreneur « indépendant » n'est en fait que le serviteur plus ou moins bien payé des trusts. ainsi un cordonnier, ou un marchand d'automobiles concessionnaire de la General Motors[73].

Tandis que le processus de concentration se développe et que les secteurs s' « oligopolisent » les uns après les autres, le secteur concurrentiel de l'économie se réduit au minimum permis par l'état de la technique ; il ne peut plus servir de débouché à l'investissement des entreprises monopolistes, qui ne savent donc plus que faire de leurs surprofits[74].

---

[73] Voir à ce propos le livre fort intéressant de C. Wright Mills : *White Collar : The American Middle Classes*, New York 1951, particulièrement la première et la seconde partie. (Edition française : *Les Cols blancs*, Maspero, Paris, 1966).

[74] Certes, le secteur concurrentiel demeure important si l'on se réfère au nom-

ERRATUM

Par suite d'une grave erreur d'impression, les cinq dernières lignes de la page 132 (ci-contre) doivent se lire à la suite du texte de la page 133 (ci-dessus).

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

par une grande puissance, sur des terres où chacun est libre d'investir comme il l'entend, constitue l'un des modes d'utilisation du surplus économique qui a l'avantage, par ailleurs, de ne pas exclure la possibilité de développement des innovations techniques.

Ce progrès technique a toujours existé et encore de nos jours suffirait amplement à résorber le capital non investi. Ce qui limite actuellement la création de nouvelles industries c'est bien plutôt la structure même du processus de l'investissement.

Seules des entreprises de grande envergure possèdent sur le marché, une position leur permettant de lancer une nouvelle industrie, dans la mesure où elles sont elles-mêmes monopolistes (ou oligopolistiques) ou bien — si ce sont des entreprises financières — étroitement liées aux monopoles.

Il s'ensuit que la décision de créer une nouvelle industrie dépendra du fait qu'elle gênera ou non le développement des industries monopolistes existantes.

On pourrait imaginer qu'un ensemble d'oligopoles décide de développer une nouvelle industrie concurrente d'un autre ensemble. mais pour les raisons précitées, une telle initiative ne respecterait pas le *statu quo* du monde des affaires et ne sera tentée qu'en de très rares occasions.

VII

Quelle peut être la conclusion de cette discussion ? On peut la résumer brièvement comme suit :

Dans la phase monopoliste du développement de l'économie capitaliste, le mécanisme d'égalisation des taux de profits moyens ne joue que dans le secteur concurrentiel très limité de l'économie.

Les taux de profit y sont peu élevés et le volume de capital disponible, pour l'investissement, relativement peu important.

Dans les sphères monopolistes et oligopolistiques de l'économie par contre, les taux de profit sont inégaux, mais beaucoup plus élevés, ce qui augmente considérablement la masse de profit disponible pour tracer.

Ceci tend en fait à réduire l'investissement dans la mesure où les monopoles et les oligopoles qui recueillent la majeure partie de ces profits, n'ont pas intérêt à les réinvestir dans leur propre branche et ne trouvent, par ailleurs, pas d'autres débouchés dans l'économie.

Cette évolution tend à s'aggraver au fur et à mesure que s'effectue l'« oligopolisation » de secteurs de l'économie, jusque-là restés concurrentiels, ce qui réduit d'autant les chances offertes aux monopoles de créer de nouvelles entreprises non oligopolistiques.

Ainsi, *dans n'importe quelle situation*, le volume de l'investissement tend à devenir moins important que le volume du surplus économique qui pourrait être réalisé en période de plein emploi : le

sous-emploi, la stagnation économique, la surproduction font leur apparition comme l'avait déjà analysé Marx il y a un siècle : « *La surproduction* générale n'intervient pas parce que la production relative des biens de consommation pour les ouvriers ou pour les capitalistes est trop *faible*, mais parce qu'il y a une production trop forte des *deux*, pas trop forte si l'on considère la consommation, mais trop forte si l'on veut respecter *les proportions correctes entre la consommation et l'accumulation, il y a trop pour l'accumulation* »[75].

Tandis que la plus grande partie de l'analyse précitée se retrouve généralement chez de nombreux économistes, les conclusions qu'ils en tirent sont très différentes de celles que j'avance.

Pour certains, c'est l'existence même des monopoles qui permet, seule, la possibilité d'un progrès technique en régime capitaliste. Car personne ne songerait à prendre le risque d'investir un volume important de capital s'il n'était protégé de la concurrence par des barrières sauvegardant son entreprise. De plus seules des firmes d'une grande envergure seraient capables de financer les investissements que les derniers progrès de la technique rendent réalisables.

A la lumière de l'analyse que nous avons tentée au cours de ce chapitre, on s'aperçoit qu'une telle approche du problème méconnaît totalement la dialectique historique de ce processus. Il est certain qu'il y a 80 ans, l'apparition des entreprises monpolistes (ou oligopolistiques) a constitué un phénomène *progressif*, *favorisant* l'accroissement de la productivité et le développement de la science.

Il est non moins certain que de nos jours ce même phénomène tend à devenir une force de régression sociale, économique, culturelle et politique, entravant le progrès économique et hypothéquant gravement tout développement ultérieur.

Que la concurrence soit incompatible avec le développement des techniques modernes est une chose, autre chose est que le développement le plus rationnel des forces productives soit permis par le cadre du monopole.

Comme le notait Lénine : « ... si les monopoles entravent maintenant le progrès, cela ne signifie pas qu'il faille défendre la libre concurrence, qui est morte en donnant naissance au monopole »[76].

---

[75] Marx, *Grundrisse der Kritik der Politischen Okonomie*, pp. 346-347, Berlin, 1953.

[76] E. Varga et L. Mendelsohn édit. « *Nouvelles données pour l'Impérialisme stade suprême du capitalisme* ».

4

La théorie de l'équilibre et le développement en régime de capitalisme de monopole (II)

L'insuffisance de l'investissement global en régime de capitalisme monopoliste a été considérée jusqu'ici seulement en termes statiques. On a jusqu'à présent insisté uniquement sur le fait que dans une quelconque *situation donnée* les profits de l'entreprise capitaliste ne trouvaient pas à se réinvestir avec rentabilité.

« L'équilibre de sous-emploi » qui résulte de cet état de choses peut comporter quelques avantages mais ne constitue guère une situation stable ou satisfaisante.

Tout d'abord elle frustre gravement le capitaliste lui-même dont le principe constitutif est l'accumulation du capital et la *raison d'être* (en français dans le texte) n'est pas la diminution des intérêts, mais l'augmentation constante de ses profits[1].

De plus, le maintien de la « situation donnée » ne peut pratiquement se prolonger pour la classe capitaliste dans la mesure où la stagnation de la production entraîne nécessairement une croissance continue du volume du sous-emploi. En effet le simple remplacement des anciennes machines par des neuves, avec ou sans autre investisse-

[1] Les changements intervenus dans la structure de la gestion des affaires, la « bureaucratisation », la « dépersonnalisation » qui ont fait l'objet de récents et nombreux ouvrages, peuvent avoir un intérêt certain à un autre niveau mais ne nécessitent guère une nouvelle appréciation des objectifs fondamentaux de l'entreprise capitaliste. Ces phénomènes méritent néanmoins d'être analysés en tant qu'indices de la prudence avec laquelle opèrent les entreprises monopolistes et oligopolistiques par rapport à ce qui avait cours en régime concurrentiel. Un aperçu des ouvrages ayant trait à ces questions peut être trouvé dans l'ouvrage de A. G. Papandréou « Some Basic Problems in the Theory of the Firm » dans « A Survey of Contemporary Economics » (B. F. Haley Edit. Homewood, Illinois, 1952, vol. II). Voir aussi à ce propos le brillant exposé de Paul M. Sweezy « The Illusion of the Managerial Revolution » dans Science and Society (Hiver 1942) réimprimé dans « The Present as History » New York, 1953.

ment net, accroît la productivité du travail, ce qui évince un certain volume de travailleurs de la production alors que la croissance démographique fait augmenter le volume de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail bon an mal an.

On a calculé qu'aux Etats-Unis, même en l'absence de tout investissement *net*, le simple fait de substituer de nouvelles machines aux anciennes, accroîtrait la productivité de 1,5 % à peu près par an. Si l'on estime à 1 % l'expansion annuelle du volume de la force de travail disponible, cela signifie que la reproduction simple entraîne nécessairement un accroissement de 2,5 % du sous-emploi par rapport au volume global de la main-d'œuvre. Il est inutile d'ajouter qu'un tel sous-emploi non contrôlé, menacerait très vite les fondements sociaux et politiques du capitalisme, ce qui ne fait qu'accroître la précarité de cette *situation donnée*.

Il n'existe cependant pas, en régime de capitalisme monopoliste, de conditions dont le développement *automatique* permettrait d'échapper à cette situation en créant des possibilités additionnelles qui permettraient l'investissement du surplus économique.

Deux possibilités de cette sorte ont déjà été mentionnées plus haut : il s'agit d'une part de ce qui peut être investi dans les secteurs concurrentiels de l'économie qui peuvent ainsi être oligopolisés[2] et d'autre part le développement d'industries qui peuvent être créées dans la mesure où elles ne gênent pas les entreprises monopolistes ou oligopolistiques existantes.

Mais ces possibilités internes se réduisant de plus en plus, le capitalisme ne peut échapper à la « situation donnée » que grâce à des impulsions extérieures aux relations de marché monopolistes, et ce dans une mesure grandissante. La démarcation entre les débouchés qui surgissent spontanément et ceux qui sont créés de façon délibérée pour investir le surplus économique est loin d'être nette, il est néanmoins primordial — pour des raisons évidentes — de tenter de la tracer.

Un stimulant externe — très « simple » à mettre en œuvre — qui permettrait d'élargir le marché offert aux entreprises monopolistes. serait l'accroissement relatif de la consommation. D'une part, cela réduirait la part de la production totale affectée au surplus économique effectif et d'autre part cela créerait des possibilités d'investissement puisque la demande globale s'accroîtrait. Une telle solution cependant ne peut être envisagée par un système économique dans lequel la distribution du revenu entre le capital et le travail s'effec-

[2] Il faut souligner que l'inégalité de développement à l'intérieur même du secteur monopoliste (ou oligopolistique) place souvent les entreprises monopolistes les moins favorisées dans la situation de l'entreprise concurrentielle ; elles peuvent donc être submergées par les investissements émanant d'une branche monopoliste (ou oligopolistique) plus puissante et plus concentrée.

tue en fonction de la maximation du profit pour les entreprises individuelles.

Comme nous l'avons vu plus haut, les revenus du travail ont tendance à demeurer à peu près stables et il n'y a guère de raisons de penser que des changements importants se feront jour dans ce domaine. On ne peut s'attendre à ce que les entreprises individuelles se comportent comme des Père Noël à l'égard de leurs ouvriers ou de leurs acheteurs, pour augmenter la consommation globale. Ce qui pourrait, en l'occurrence, être rationnel du point de vue du système pris comme un tout, ne pourrait entraîner que des pertes, ou même la banqueroute, pour les capitalistes pris individuellement.

Certes, un accroissement de la consommation globale pourrait aussi être obtenu par une augmentation de la consommation personnelle des capitalistes. Cela a été incontestablement le cas, mais ce phénomène mérite une attention toute particulière.

Bien que les niveaux de vie et les dépenses des capitalistes modernes soient très supérieurs à ceux de leurs prédécesseurs, l'accroissement de leur consommation en résultant a été, proportionnellement, certainement pas plus forte et probablement plus faible que la croissance du surplus économique. Il y a à cela des raisons majeures. Tout d'abord la concentration des profits et des dividendes aux mains d'un nombre restreint de capitalistes, freine effectivement les dépenses de consommation de la classe capitaliste prise dans son ensemble. Les Crésus les plus riches ne peuvent plus, à l'heure actuelle, dépenser une part importante de leur revenu pour leur consommation personnelle. De plus, le paradoxe dont nous venons de parler par rapport à la consommation globale est encore plus frappant si l'on considère la consommation des capitalistes.

Tandis que l'accroissement de la consommation individuelle du capitaliste stabiliserait l'économie capitaliste, une telle conduite lui est, en fait contraire aux principes qui doivent guider ses règles de vie. La coïncidence jadis harmonieuse et profitable au développement capitaliste, entre le puritanisme et les nécessités économistes, tend à n'être plus réalisée en régime de capitalisme monopoliste, en présence d'un surplus économique accru.

Dans ces conditions, les intérêts du capitaliste individuel ne correspondent plus aux intérêts généraux de sa classe ou à ceux de la société capitaliste dans son ensemble. Pour lui, en effet, l'accumulation et la prévoyance demeurent des données indispensables à sa réussite ; la prodigalité, qui dépasserait le train de vie que sa situation sociale lui impose, ne pouvant que détruire son capital et amoindrir son crédit[3].

[3] Il existe cependant une certaine rationalité qui s'applique à la fois à l'ensemble de la classe bourgeoise et aux capitalistes individuels. Là où la lutte des classes est très intense et la stabilité politique précaire, faire étalage de la richesse serait « indécent » et risquerait d'indisposer la population, c'est donc considéré

Cette contradiction entre ce qui est rationnel pour un capitaliste individuel et ce qui l'est pour la société dans son ensemble, ne peut être résolue par des actes volontaristes individuels. Elle ne peut l'être qu'à travers des changements profonds de la structure socio-économique qui se répercutent ainsi sur les valeurs qui à leur tour déterminent le vouloir et le comportement des individus pris isolément. C'est à une telle transformation sociale que doivent être consacrées toutes les dépenses improductives que sécrète le capitalisme monopoliste. Il ne s'agit pas en effet de changer les habitudes *individuelles* de dépense et de consommation du capitaliste ou sa plus ou moins grande « propension à consommer », car on a de fortes raisons de croire qu'elle est restée relativement stable sur une très longue période.

Ces dépenses improductives trouvent leur origine dans les transformations d'envergure qui ont secoué le capitalisme ainsi que celles qui ont concerné les modes de distribution et d'utilisation du surplus économique. En effet, le type de dépenses auxquelles ont à faire face les grandes entreprises monopolistes (ou oligopolistiques) sont foncièrement différentes de celles que connaissaient (ou connaissent encore) les petites entreprises de type concurrentiel.

Les salaires exorbitants et les gratifications importantes dont bénéficiaient les grands commis des trusts, les honoraires versés aux avocats, aux agents de « public-relations », aux spécialistes de la publicité, des études de marché, la rémunération d'une bureaucratie envahissante, les frais de représentation ; tout cela était pratiquement inconnu à l'époque du capitalisme concurrentiel et reste ignoré par des entreprises de petite taille encore de nos jours qui continuent d'exercer leur activité dans les arrière-cours de l'économie capitaliste de monopole.

Le capitalisme de jadis ne pouvait non plus imaginer tout ce qui est dépensé par les trusts monopolistes dans la création d'instituts dont l'objectif plus ou moins avoué est d'influencer l'opinion publique, ses achats, ses goûts, en avantageant les intérêts du capitalisme de monopole. Tout cela est devenu partie intégrante de l'univers des monopoles et absorbe une part importante du surplus économique qui leur revient[4].

de « mauvais goût ». Dans ce cas, la simplicité dans le mode de vie et la frugalité de façade sont de bon ton ; les dépenses extravagantes et la débauche dont font preuve habituellement les grands bourgeois sont soigneusement camouflées : se déroulant dans des lieux de plaisir réservés aux étrangers dans des propriétés de campagne soigneusement protégées ou dans des résidences somptueuses à la ville d'allure modeste, les plaisirs continuent néanmoins à se dérouler. Lorsque la tension sociale est moins forte, il n'est pas nécessaire de se cacher, d'être aussi hypocrite. Le résultat immédiat est la perte de tout « bon goût » telle qu'elle se manifeste notamment dans les classes supérieures de la bourgeoisie américaine au désespoir des Européens.

[4] Comme l'avait prévu Marx : « la société bourgeoise reproduit dans des formes qui lui sont propres, tout ce contre quoi elle a lutté sous le régime féodal ou absolutiste » (*Histoire des Doctrines Economiques*, Costes). Ceci met l'accent sur un dilemme tragique auquel est effectivement confronté le capitalisme mo-

On n'a pas encore pleinement saisi jusqu'à quel point le capitalisme monopoliste engendre la croissance du contingent des travailleurs improductifs qui sont, directement ou non, rétribués par le surplus économique social.

« En 1929 sur chaque centaine d'individus embauchés dans l'industrie des biens de consommation, aux Etats-Unis, 74 étaient employés ailleurs. En 1939, il y en avait 87 »[5].

Néanmoins, malgré leur importance, les dépenses effectuées par les monopoles ne parviennent ni à créer les débouchés suffisants pour l'investissement du surplus économique, ni à stimuler les investissements additionnels par l'augmentation de la demande globale. La plus grande part déboursée par les monopoles au profit des travailleurs improductifs est en fait considérée comme part de « dépenses nécessaires » à la marche des grandes entreprises, comme des coûts devant être couverts (au moins à long terme) par le prix des produits fabriqués[6]. Dans cette mesure, le maintien à la tâche des travailleurs improductifs ne coûte rien aux monopoles, le coût étant supporté par les acheteurs des produits.

Non moins important est le fait qu'une part considérable de ce qui revient à la « nouvelle classe moyenne » n'est pas consommée, mais épargnée. L'épargne que réalise ce groupe social constitue à vrai dire la presque totalité de l'épargne *individuelle* existant en régime de capitalisme de monopole.

Il en résulte que les conséquences ultimes de la prolifération des travailleurs improductifs sur l'accumulation du capital et la demande globale ne se répercutent même pas sur le revenu. L'accroissement relatif de la consommation, dû à l'existence des travailleurs improductifs est en effet doublé d'une *baisse* de la consommation d'une autre couche de la population, ce qui annule les effets de la croissance mentionnée.

Une autre partie de cet accroissement de la consommation entraîne cependant une réduction de l'épargne de la population restante, ce qui absorbe effectivement une partie du surplus économique.

---

derne : la réduction de la part gaspillée du surplus économique sème la dépression et le sous-emploi. La nécessaire aggravation croissante du gaspillage du surplus économique à des fins improductives entraîne un accroissement incessant de la consommation de loisirs frelatés, faisant ainsi décliner toutes les normes de culture. Voir à ce sujet l'intéressant article de Russel Lynes, « *What's So Good About Good Times ?* », Harpers Magazine, juin 1956, où le problème est correctement posé, sans être analysé.

[5] Victor Perlo « American Imperialism », New York 1951, p. 226, explique dans une note de la même page que « ceux embauchés dans l'industrie des biens de consommation », comprend : les travailleurs agricoles, les mineurs, ouvriers en bâtiment, ouvriers d'industrie, des transports et communications et des services publics. Pour des estimations différemment calculées, on relève la même tendance. Cf. C. Wright Mills *Les cols blancs*, chap. IV.

[6] Cf. Elmer D. Fagan, « Impôt sur le revenu net des sociétés et prix », in *Revue de Science et de Législations Financières*, vol. XLVI, n° 4, 1954.

Mais d'un autre côté, une fraction du surplus économique ainsi absorbé — réapparaît sous forme de surplus en tant qu'épargne individuelle des travailleurs improductifs.

En conclusion, alors que les mécanismes automatiques fonctionnant en régime de capitalisme de monopole ont indubitablement accru la part utilisée de façon improductive, du produit total, cette croissance ne suffit pas à réduire suffisamment le volume du surplus disponible pour l'investissement dans des conditions de plein emploi ou à créer des possibilités d'investissements nouveaux. Des « impulsions extérieures » délibérément suscitées sont nécessaires pour permettre au capitalisme monopoliste de quitter le point mort où il se trouve, de trouver les stimulants adéquats pour réaliser une utilisation rationnelle du surplus économique engendré.

II

Ces impulsions ne peuvent être que le fait de l'Etat. Cela ne signifie pas que l'Etat n'a pas joué, au cours de l'histoire, un rôle primordial dans la vie économique du capitalisme. Bien au contraire, de manière directe ou indirecte. en subventionnant la construction des chemins de fer en Allemagne et aux Etats-Unis, en soutenant par des moyens appropriés les intérêts économiques des entreprises métropolitaines à l'étranger comme en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, en favorisant des transactions financières ou en mettant en place des tarifs extérieurs comme ce fut le cas en France et en Russie, l'Etat a toujours joué partout un rôle de premier plan dans la détermination des modalités et des rythmes de développement économique à l'époque capitaliste.

Cependant aux premiers temps de l'époque capitaliste, l'activité économique de l'Etat s'exerçait sporadiquement, dans des cas précis spécifiques et répondait aux intérêts généraux de la classe bourgeoise dans son ensemble. L'Etat jouait le rôle, comme le disaient Marx et Engels : « de comité gérant les affaires communes de la bourgeoisie tout entière » (*Manifeste du Parti Communiste*, Ed. Soc., p. 31), il remplissait avec énergie et sans équivoque possible sa fonction fondamentale : le maintien et la sauvegarde des rapports de production capitalistes. En ce qui concerne son intervention dans le domaine strictement économique la situation était beaucoup plus complexe.

La « bourgeoisie tout entière » dont le gouvernement ne constituait que le « comité » se composait d'une multitude d'entrepreneurs individuels, conglomérat de groupes et d'intérêts souvent opposés. Ce

qu'il faut retenir c'est que ces entrepreneurs étaient de petits entrepreneurs, et que leurs entreprises ou branches, étaient à peu près d'égale importance et force. Dans ces conditions l'Etat était à même de remplir la tâche qu'ils lui avaient assignée d'un *commun* accord, à savoir protéger et fortifier le régime capitaliste contre les attaques des classes exploitées. L'Etat n'avait pas à intervenir dans les relations existant entre les divers groupes ou factions de la classe capitaliste, il n'avait pas à favoriser les uns au détriment des autres dans la lutte concurrentielle.

La relative égalité dont disposaient sur le plan économique et politique, les entrepreneurs capitalistes, tendait à créer un équilibre des forces *à l'intérieur* de la bourgeoisie elle-même et à faire de l'Etat un instrument aux mains de la classe tout *entière*. L'expression politique de cette constellation socio-économique se retrouve dans le mécanisme de la démocratie bourgeoise tandis que la formulation idéologique de la neutralité de l'Etat dans la lutte concurrentielle, c'est la croyance dans les automatismes économiques et la non-intervention de l'Etat.

Comme le disait avec concision Thomas Jefferson : l'Etat devait garantir « des droits égaux pour tous, des privilèges spéciaux pour personne ».

Certes, aussi longtemps que le « quantum d'action » des différents capitalistes individuels demeurait sensiblement le même dans la lutte concurrentielle et qu'ils disposaient d'une influence égale sur l'appareil d'Etat, la neutralité de l'Etat, l'automatisme des mécanismes de marché étaient acceptés par l'ensemble de la classe bourgeoise et promus à l'unanimité au rang de valeurs sociales suprêmes[7].

Mais cette structure ne tarda pas à s'effondrer avec l'apparition de l'entreprise monopoliste. Les différents participants de ce « bellum omnium contra omnes » acquirent peu à peu une importance inégale et surtout, l'ascension progressive de la grande industrie lui permit rapidement de s'imposer à l'ensemble de la classe bourgeoise et d'écraser toute résistance à cette domination. Accaparant successivement tous les secteurs de la vie économique, les trusts géants transformèrent vite les petits entrepreneurs indépendants, artisans et fermiers en employés ou commis de l'entreprise monopoliste. Les monopoles, tout en laissant souvent à ces derniers l'illusion de leur indépendance,

[7] L'utilité politique de ces notions tenait à ce qu'elles permettaient de faire croire que l'impartialité de l'Etat s'exerçait dans la lutte des classes de la même façon que dans les querelles internes de la bourgeoisie.

Certaines décisions gouvernementales occasionnelles — telle la législation sur la réglementation du travail en usines, sur le travail des enfants — indifférentes à la limite à la bourgeoisie dans la mesure où elles l'affectaient tout entière — renforcèrent la croyance en un Etat se préoccupant également des « classes laborieuses ». On peut à ce niveau comparer le paysan russe, considérant le tsar comme un arbitre entre lui et le propriétaire terrien, au boutiquier américain qui croit, victime de la même idéologie, que l'Etat le protégera contre ses concurrents monopolistes.

assujetissent progressivement leur vie, leur statut social au bon vouloir et aux intérêts de la grande entreprise[8].

L'entrepreneur concurrentiel, jadis membre à part entière de la classe capitaliste, car même peu important, il ne dépendait de personne, devint ainsi la proie des entreprises monopolistes dont il ne pouvait mettre en cause le « leadership » sur aucun plan : économique, social ou politique.

Ce qui est peut-être encore plus remarquable c'est qu'il ne voulait plus les combattre ; s'identifiant sans doute aux propriétaires fonciers de l'âge monopoliste, il admirait et respectait ces monopoleurs héroïques, dont il devint ainsi le plus fervent soutien. Les paysans allemands jadis avaient de la même façon soutenu les Junkers et au sein du fameux *Landbund* dont les intérêts étaient pourtant opposés aux leurs ; ainsi les entreprises concurrentielles de l'époque monopoliste marchent-elles avec soumission à la suite des trusts royaux.

Au départ, l'ascension économique et politique des monopoles n'a pas signifié la renonciation aux principes sacro-saints de l'individualisme, de l'automatisme des mécanismes du marché ou de la neutralité de l'Etat. Au contraire, dans la mesure même où ces principes servaient de voile derrière lequel les monopoles pouvaient amasser des fortunes colossales et prendre possession de l'appareil d'Etat, ils étaient maintenus en usage, instrument idéologique nécessaire au triomphe de la bourgeoisie monopoliste, qui continuait de prétendre qu'elle croyait à la survie des plus aptes.

Comme le remarque très pertinemment Max Horkheimer, au cours de l'histoire : « la valeur de l'individu a généralement été glorifiée par ceux qui ont pu développer leur propre individualité aux dépens de celle des autres »[9]. Etant parvenue au sommet de la hiérarchie sociale, la bourgeoisie monopoliste ne pouvait effectivement pas trouver de meilleure formule idéologique que celle de la liberté individuelle absolue, de la libre jouissance par chaque individu de ce qu'il pouvait obtenir, pour favoriser ses intérêts propres.

L'intervention sociale dans les efforts individuels devant être réduite au minimum, ce principe avait l'avantage non seulement de favoriser l'inégalité sociale, les privilèges de quelques-uns et l'exploitation, mais encore le sentiment d'inéluctable et nécessaire fatalité que ressentaient les victimes de cette exploitation.

Tandis que, dans les pays capitalistes avancés, la classe ouvrière elle-même a été profondément marquée par cette idéologie ; quant aux petits capitalistes, paysans et autres bourgeois ils ont été littéralement incapables d'y échapper, où que ce soit.

Partout, dévorés par les grandes entreprises, perdant à la fois

[8] « La puissance des monopoles est telle que de multiples petites ou moyennes entreprises, tout en demeurant indépendantes, deviennent en fait des agents, des exécutants d'entreprises plus importantes. » C. Wright Mills, *Les cols blancs*.

[9] *Eclipse of Reason*, New York, 1947, p. 178.

leurs profits et leur indépendance, ils persistaient néanmoins à se considérer comme des membres de la classe capitaliste, couche privilégiée supérieure en tous points à n'importe quel prolétariat. Ce partage illusoire (ou effectif) des privilèges et des fruits de l'exploitation avec la grande bourgeoisie d'affaires — même si la part des petits-bourgeois diminuait régulièrement — ôta toute indépendance morale ou politique à la couche petite-bourgeoise, en fit un outil consentant entre les mains des nouveaux maîtres monopolistes.

Ce mouvement suscita certes quelques oppositions, mais elles restèrent relativement peu importantes ; on peut en distinguer deux courants essentiellement : d'une part la demande populiste exigeant une intervention de l'Etat contre la puissance d'une poignée de capitalistes qui accaparaient le gouvernement pour réaliser leurs intérêts propres. Cette opposition émanait primitivement d'éléments non capitalistes de la société — ouvriers, artisans, quelques paysans — et fut soutenue dans une certaine mesure par des fractions de la petite-bourgeoisie concurrentielle. Largement influencé par les règles de la démocratie bourgeoise à la Jefferson et l'idéologie de la neutralité de l'Etat à l'égard de *toutes* les classes sociales, ce courant escomptait que le gouvernement supprime les abus de la bourgeoisie monopoliste avec autant de vigueur qu'il démantelait les syndicats ouvriers naissants. Aux Etats-Unis ce mouvement réussit à imposer la législation anti-trust à l'Etat — qui servait de plus en plus les intérêts des monopoles — qui devait limiter les pouvoirs de la grande industrie monopoliste.

Le second courant d'opposition — non moins naïf — comprenait essentiellement des entrepreneurs capitalistes et des intellectuels élevés dans les règles du « laisser faire » et de la démocratie bourgeoise : ils voulaient un retour au « bon vieux temps » et s'en prenaient moins aux monopoles qu'à l'Etat dans lequel ils voyaient la source de tous leurs maux[10].

Ce type d'opposition « loyale » plaisait tout particulièrement à la bourgeoisie monopoliste dans la mesure où celle-ci ne l'attaquait pas en tant que telle. Permettant au mécontentement de s'exprimer sans nullement mettre en danger la position de la bourgeoisie d'affaires, correspondant parfaitement à l'idéologie propre des monopoles, cette opposition libérale favorisait non seulement l'hégémonie monopoliste, mais encore la lutte contre des tentatives populistes ou réformistes éventuelles.

De nos jours ces courants idéologiques et politiques subsistent, bien que leur rôle et leur contenu aient varié du fait des nouvelles

[10] Cette opposition à l'intervention étatique rappelait la lutte politique que la bourgeoisie avait menée contre la féodalité, mais surtout elle recueillait les suffrages d'une grande partie des émigrés européens qui avaient fui des Etats tyranniques et qui arrivaient aux Etats-Unis avec cette haine au cœur.

conditions socio-économiques. L'effondrement de l'économie capitaliste des années 29 a définitivement déconsidéré le concept d'automatisme des mécanismes de marché. Face à la chute catastrophique de la production et des revenus, on ne pouvait plus prétendre que le développement spontané de l'économie capitaliste engendrait automatiquement le bien-être général et la prospérité. On ne pouvait non plus faire croire les gens aux mécanismes naturels du marché alors que des multitudes d'hommes et de femmes voulant travailler cherchaient désespérément du travail, sans en trouver.

Il devint nécessaire que l'Etat intervienne pour tenter de résoudre au moins les scandales les plus criants ; il fallait entreprendre des travaux publics, verser des indemnités de chômage, des subventions aux paysans et des allocations aux anciens combattants si l'on ne voulait pas que l'effondrement économique entraîne la mort du capitalisme lui-même. Toutes les énergies furent sollicitées — celles traditionnellement favorables à l'intervention étatique comme celles jadis défavorables mais forcées par la situation à réagir — pour préserver le régime capitaliste. Le New Deal aux Etats-Unis remplit cette fonction parfaitement.

Le Président Roosevelt et son administration purent ainsi écarter les dangers politiques et sociaux qui auraient pu ébranler les fondements mêmes du régime capitaliste ; ils le firent et le coût n'en fut pas exorbitant puisqu'il suffit de la reconnaissance et de la protection des syndicats, de subventions aux paysans, d'une législation de la sécurité sociale et d'une surveillance relativement modérée des marchés financiers, pour sauvegarder le régime de la chute.

La crise cependant avait été tellement grave, la valeur des principes (automatisme du marché, non-intervention étatique, etc.) tellement bafouée, que la bourgeoisie monopoliste dut se trouver une nouvelle philosophie, une nouvelle idéologie. Cette transformation ne se fit pas du jour au lendemain d'autant plus qu'il subsiste encore de nos jours une fraction non négligeable de la bourgeoisie monopoliste qui ne semble pas avoir été touchée par les ravages de la crise de 29.

Dans l'ensemble, cependant, les couches supérieures du monde monopoliste changèrent de positions idéologiques et ce fut d'autant plus facile que cela n'impliquait guère de réels changements quant au fond[11].

[11] On peut en effet se demander si le terme « idéologie », tel qu'il est utilisé par la sociologie, s'applique à la réalité du capitalisme de monopole. L'idéologie en effet, dénote une conception tronquée et partielle de la réalité qui tient à la structure générale de la société et à la place qu'y occupe une classe sociale donnée ; elle a essentiellement deux caractéristiques. La vision idéologique tronquée, faussée et partielle parvient malgré tout à rendre compte d'un certain nombre d'intérêts de classe. Pour cette raison la classe ou les individus dont c'est « l'idéologie » y *croient* ; ils ne peuvent s'y soustraire, ou la transformer de manière volontariste. En ce sens « l'idéologie » se rapproche de la « rationalisation » analysée par Freud si l'on précise que la première émerge d'une structure sociale

La bourgeoisie monopoliste antérieure défendait les principes libéraux classiques non parce *qu'elle* croyait en leur valeur, mais parce qu'ils étaient acceptés par l'ensemble de la classe bourgeoise et par la majorité des exploités, parce qu'ils constituaient le voile qui permettait le mieux de cacher sa mainmise sur l'appareil d'Etat. Cette philosophie-là. avait fait son temps.

Son inadéquation aux nécessités de l'heure devenait manifeste, son utilisation politique délicate, d'autant plus que l'importance des secteurs concurrentiels de l'économie, dont les entrepreneurs se raccrochaient à ces vieux principes, diminuait rapidement. Le programme de plein emploi que devait réaliser une action gouvernementale appropriée remplaça l'individualisme d'antan ; il comportait tous les avantages des principes antérieurs sans en avoir les inconvénients.

Ainsi la responsabilité des dysfonctionnements économiques de la société n'était plus portée exclusivement par la classe capitaliste, mais par la société tout entière et notamment par les fonctionnaires rétribués : de plus une nouvelle idéologie était ainsi offerte aux syndicats, cela satisfit les paysans, des profits considérables étaient accordés ainsi aux monopoles et des revenus élevés promis à cette « nouvelle classe moyenne » (new middle class) dont l'importance politique, économique et sociale ne faisait que s'accroître.

Ce qui est étonnant c'est moins la rapidité avec laquelle les plus clairvoyants monopoleurs adoptèrent cette position, que la lenteur avec laquelle la plupart des bourgeois l'acceptèrent.

La raison en est cependant relativement simple. A part le retard inévitable avec lequel des principes éprouvés se transforment en fonction des réalités nouvelles suscitées par le développement historique, il y avait de bonnes raisons d'être prudent, de prendre toutes ses précautions avant d'adopter le « cours nouveau ».

Plus perspicace en cela que la plupart des historiens ou spécialistes des sciences sociales, la bourgeoisie monopoliste avait parfaitement saisi que ce qui importait ce n'était pas la théorie du « cours nouveau » ou la mosaïque complexe d'instituts gouvernementaux créés, mais c'était bien de savoir qui en contrôlerait l'exécution effective[12].

---

et la seconde de la structure psychique de l'individu (qui est en retour déterminée par la société dans laquelle il vit). De tout autre nature sont un ensemble de notions — faussées, tronquées et partielles — *consciemment* inculquées aux hommes par toute une classe qui les manipule en vue de réaliser certains buts précis. A l'époque du capitalisme monopoliste, les croyances et les valeurs s'effondrent sous les attaques du pragmatisme, de la même manière l'idéologie cède le pas au « conditionnement » des esprits, on passe de la sociologie de la connaissance aux instituts d'opinion publique. Comme l'écrit Engels : « l'idéologie est un processus accompli par le soi-disant penseur, de manière consciente certes, mais à l'aide d'une fausse conscience. Les véritables motifs de son acte lui demeurent inconnus, autrement il ne s'agirait pas d'un processus idéologique. » (Lettre à Mehring, 14 juillet 1893), Marx et Engels, *Correspondances choisies*, New York, 1934, p. 511.

[12] Comme l'avait noté très justement Schumpeter : « le personnel et les mé-

Ce que certains économistes obtus estimaient secondaire, représentait au contraire pour la bourgeoisie d'affaires, le cœur même du problème. La manifestation la plus spectaculaire de la puissance monopoliste — doublée de l'impuissance de Roosevelt — fut de renvoyer très rapidement tous les éléments suspects qui étaient parvenus dans l'administration, portés par la vague populiste de 1932. Ce ne fut cependant que sous les présidences respectives de Truman et d'Eisenhower que la mainmise des monopoles sur l'appareil d'Etat fut véritablement rétablie et que le gouvernement — au niveau notamment des personnalités mêmes — devenait, non plus le « comité » de la « bourgeoisie dans son ensemble », mais de sa fraction dynamique, essentielle, monopoliste et oligopolistique.

Une fois réalisée effectivement la domination monopoliste, une fois éliminés du gouvernement les groupes qui cherchaient — sans succès d'ailleurs — à promouvoir des réformes sociales sous le couvert d'une politique de plein emploi, une fois l'aménagement du « plein emploi » confié à des mains sûres, acceptées par le grand patronat, l'ensemble de la grande bourgeoisie souscrivit enfin à la nouvelle ligne.

Cette reconnaissance par la bourgeoisie monopoliste ne suffisait pas, il fallait à présent la transformer en une structure idéologique susceptible d'être enfoncée littéralement dans la conscience des masses pour subordonner celles-ci encore davantage au système capitaliste. Il fallait que la nouvelle ligne acquière autant de force et d'efficacité que les principes de l'automatisme ou de la neutralité de l'Etat. L'adoption de ce programme dit de « politique de plein emploi » par la bourgeoisie monopoliste et sa capacité effective à satisfaire un certain nombre de revendications de la majeure partie de la population, expliquent l'unanimité qui caractérise les discussions politiques et que ne parviennent à troubler ni la présence des sous-alimentés ou des pauvres, ni l'instabilité évidente de la prospérité apparente.

J. K. Galbraith a raison d'affirmer que « nos discussions » sont violentes et passionnées, non parce que l'enjeu est proche, mais parce qu'il est éloigné. La colère monte non parce que l'on est en train de régler quelque chose mais parce que c'est déjà réglé. Néanmoins le bruit qui entoure ces discussions laisse entendre que le doute subsiste. Cette violence pourrait en effet signifier un choix important, la plupart du temps elle n'est que le signe d'un refus obstiné de minorités battues qui tentent ainsi de se faire entendre[13].

---

thodes employés à la réalisation d'un certain nombre de mesures ainsi que l'esprit qui y préside importent davantage que le contenu de celles-ci », in « Business Cycles » (New York, 1939), vol. II, p. 1045.

[13] *Economics and the Art of Controversy*, p. 103, New Brunswick, New Jersey, 1955.

Il a raison certes, mais seulement d'une certaine manière. La plupart des choix sont effectivement réglés au niveau du programme d'intervention du gouvernement pour réaliser le plein emploi si l'on se place du point de vue de son acceptation par la fraction dominante de la classe au pouvoir, les directions syndicales, la nouvelle classe moyenne, la grande majorité des paysans et des intellectuels. Galbraith a raison de noter que « (face à une dépression économique réelle)... le choix, pour un gouvernement, entre une politique keynésienne et une politique non keynésienne se résume à celui-ci : accepter ou non le suicide politique »[14].

Ceci ne constitue cependant que l'un — et non le plus important — des aspects de l'affaire. Car la violence des discussions relatives à des questions mineures et l'accord tacite qui soutient la politique gouvernementale de plein emploi, tout cela laisse en fait dans l'ombre les questions vitales concernant la signification et la finalité du plein emploi, ainsi que les voies et moyens de l'intervention gouvernementale pour le réaliser et le maintenir.

Une chose doit être claire : s'assurer le contrôle de l'appareil d'Etat, concentrer en ses mains toutes les interventions gouvernementales dans le domaine économique et éliminer du gouvernement tous ceux qui pourraient incliner vers une interprétation réformiste de la politique de plein emploi ne relève pas d'une quête incessante et avide de la bourgeoisie monopoliste pour le pouvoir[15].

En fait, dans de nombreux cas, la bourgeoisie monopoliste a préféré rester à l'écart de la scène politique proprement dite et se contenter de manœuvrer de « puissantes » marionnettes qui lui étaient dévouées. Ce n'est que lorsque les choix sont effectivement décisifs pour le système capitaliste et lorsqu'il devient impossible de faire confiance à l'activité de politiciens retors et d'agents d'exécution de second ordre, que la grande bourgeoisie monopoliste agit ouvertement, puisque ce qui est en jeu concerne les intérêts vitaux des monopoles, à savoir leur existence même.

III

Les modalités de l'intervention gouvernementale en vue de promouvoir et maintenir le plein emploi font intervenir un certain nombre de problèmes distincts, bien que liés entre eux.

[14] *Ibid.*, p. 100.

[15] Sans parler de l'explication superficielle — et sans intérêt — des événements historiques qui se réfère à la notion de « soif de pouvoir », et qui serait une donnée inhérente de l'espèce humaine. En dehors du fait que cette « soif de pouvoir » est elle-même une catégorie historique qui demande à être analysée et ne peut être invoquée comme un « deus ex machina », il faut noter que ce qu'il serait important d'analyser ce sont précisément les forces socio-politiques et les intérêts économiques qui à un moment donné, permettent l'accession au pouvoir de telle nation, classe même de tels individus.

En termes généraux, on peut dire que si la demande globale — c'est-à-dire la demande des consommateurs, des entreprises et du secteur public — est inférieure à la production globale, les pouvoirs publics sont confrontés à cinq éventualités (ou à des combinaisons diverses de ces éventualités).

La première consiste — quel que soit le niveau de sous-emploi atteint — à faire correspondre le volume de la production avec la demande effective exprimée par le marché. L'irrationalité évidente du système capitaliste que nous avons déjà notée plus haut, ainsi que les dangers politiques et sociaux que présenterait une telle démarche font qu'elle est rejetée non seulement par la société dans son ensemble mais surtout par les fractions dominantes de la classe capitaliste. Ce rejet, cependant, laisse en suspens la définition même de la notion de plein emploi : il ne s'agit nullement d'une argutie d'ordre sémantique, mais bien d'un problème fondamental. Le plein emploi a été défini par la littérature économique comme étant une situation dans laquelle, étant donné le niveau général des salaires, tous ceux qui peuvent et veulent travailler, trouvent à s'employer sur le marché du travail. Cela implique donc que les offres d'emploi excèdent quelque peu les demandes, que le marché du travail soit essentiellement un marché de vendeurs[16].

Il ne faut pas hésiter à répéter que les patrons de l'économie monopoliste possèdent une connaissance instinctive des principes moteurs de l'économie capitaliste bien supérieure à celle des économistes professionnels qui considèrent que le capitalisme est capable de réaliser le plein emploi, tel qu'il a été défini théoriquement. Les bourgeois monopolistes au contraire sont conscients qu'un tel plein emploi est totalement incompatible avec le fonctionnement normal du système capitaliste.

Lorsque la main-d'œuvre est rare — de façon permanente — les entreprises capitalistes subissent des pressions importantes : d'une part les travailleurs marginaux doivent être maintenus au travail, même lorsque leur contribution à l'effort productif de l'entreprise est négligeable, d'autre part les tâches de surveillance, dans ces conditions, ont tendance à augmenter, ce qui fait hausser les coûts. Ce qui est

[16] Ceci n'exclut pas la possibilité d'un « sous-emploi frictionnel », qui peut être dû aux variations saisonnières affectant la production, aux migrations de population, aux transformations technologiques ou aux remaniements structurels dans les unités de production. Une telle forme de sous-emploi, que les économistes ont coutume de négliger, peut parfaitement être saisie, mesurée, délimitée. Dans une économie planifiée elle pourrait être sensiblement réduite par la prévision des changements technologiques susceptibles d'intervenir, etc. On ne peut pas, à moins de commettre une erreur grossière, confondre le plein emploi avec l'emploi *rationnel*, puisque précisément le plein emploi peut s'accompagner du maintien d'activités économiques improductives.

d'œuvre est peu élevée, il est difficile de résister aux revendications plus grave encore : en présence d'un marché où l'offre de main-des syndicats (augmentations de salaires, meilleures conditions de travail), de les maintenir dans des limites « raisonnables ».

L'existence d'une année de réserve industrielle permanente est indispensable au maintien de l'asservissement du travail, de la discipline de l'entreprise capitaliste, de la domination de l'entrepreneur en préservant sa source principale de profit : à savoir son pouvoir d'embaucher et de débaucher à sa convenance[17].

Un gouvernement contrôlé par le capital monopoliste ne poursuivra donc pas une véritable politique de plein emploi[18]. Ainsi, si l'on se réfère à la situation aux Etats-Unis, le « employment Act » de 1946 — considéré comme la charte du plein emploi — déclare qu'il appartient au gouvernement de « mettre en œuvre tous les moyens possibles... permettant de maintenir et de renforcer le plein emploi, de telle sorte que s'exerce la libre concurrence ». Le niveau de l'emploi recherché est donc celui qui permettra l'exercice effectif de la concurrence, puisque « la libre concurrence » est devenue l'appellation courante employée pour qualifier l'activité des monopoles et des oligopoles.

Ce qui importe, ce ne sont ni les textes gouvernementaux, ni les déclarations de personnalités publiques ou privées, puisqu'en la matière, les actes sont plus éloquents que les paroles.

A la première occasion où la philosophie du cours nouveau s'est appliquée, on a pu en mesurer les résultats : l'accroissement spectaculaire du sous-emploi au cours de l'été 1953. Le gouvernement et les entrepreneurs monopolistes, dont il n'est que le représentant, ont ainsi clairement montré quel sens ils entendaient donner au « plein emploi ».

Cette politique délibérée a créé un sous-emploi atteignant plus

[17] « Le sous-emploi est trop bas, la main-d'œuvre perd donc sa flexibilité. Lorsque le nombre des chômeurs est inférieur à 2 millions, la main-d'œuvre non qualifiée elle-même demeure rare. De nombreux employeurs doivent tendre à garder tous leurs ouvriers qualifiés et il est évident que les syndicats occupent dans ces situations, une position de force dans les négociations portant sur les salaires. On peut certes obtenir encore des ouvriers à embaucher, mais à quel prix ! De plus ces ouvriers risquent de manquer des qualifications nécessaires. La meilleure garantie contre l'inflation c'est sans aucun doute le maintien d'une zone de sous-emploi réel. Voilà un avis impitoyable, mais irrécusable. » (« Business Week », 17 mai 1952).

[18] « Si l'on envisage une moyenne des bonnes et des mauvaises années (d'un point de vue statistique), le sous-emploi a dû atteindre 5 à 6 millions — ou peut-être 7 à 8 millions de chômeurs. Il n'y a pas là de quoi être scandalisé... puisqu'une allocation appropriée peut être assurée aux chômeurs ». Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democraty*, p. 383. Voir aussi à ce propos John Jewkes, *Ordeal by Planning*, p. 78, etc., New York, 1948.

de 5 millions de chômeurs[19]. Il ne s'agit pas là de faits accidentels, dus à une « ignorance » des mécanismes permettant d'enrayer un sous-emploi croissant. On s'aperçoit aisément que le maintien d'un volume « adéquat » de sous-emploi est voulu dans un but précis si l'on se réfère à la phraséologie ronflante du « Economic Report for 1955 » du Council of Economic Adviser : « Il faut admettre que parfois les mécanismes de la croissance peuvent vaciller quelque peu... mais la compréhension que l'opinion publique peut en avoir, doit s'accompagner d'une prise en considération réaliste des difficultés pratiques rencontrées lorsque l'on veut accroître, sans heurts, la production, l'emploi et le revenu individuel... La gestion économique nous contraint de sacrifier l'idéalisme de notre génération à une visée d'ordre pratique : réduire l'intensité des fluctuations économiques »[20].

Dans l'intervalle, cependant, « nous devrions orienter notre programme de 1955 vers (une croissance à long terme) plutôt que rechercher un stimulant permettant une relance immédiate de l'économie (p. 48). Mettre en place les conditions « d'une croissance économique à long terme » revient à développer la « libre concurrence » et « la confiance en l'avenir largement partagée par les entrepreneurs, les travailleurs, les épargnants, les paysans et les consommateurs » (p. 2).

Le « plein emploi » tel que l'entendent les monopoles, c'est la mort, puisque sa réalisation n'a rien à voir avec ce que préconisent les économistes de bonne volonté ou les réformateurs sociaux qui rêvent. Le « plein emploi » recherché par les monopoles, c'est bien plutôt une série de mesures tendant à éviter que se renouvellent des crises catastrophiques telles que celles de 1929-1933. des dépressions économiques graves telles que celles de 1930. Il ne s'agit nullement de chercher à éliminer les crises « normales » ou le sous-emploi « normal », puisque ce ne sont que des « réajustements souhaitables » qui permettent précisément le maintien de l'armée industrielle de réserve, le développement des entreprises monopolistes et oligopolistiques, l'absorption des petites entreprises, le renforcement des positions monopolistes, etc.[21].

Bien entendu, le sous-emploi et la baisse des revenus ne doivent pas dépasser une limite au-delà de laquelle il risquerait d'y avoir des troubles politiques et sociaux susceptibles de nuire à la stabilité du système capitaliste. C'est pourquoi toute une série de remèdes (politique de grands travaux publics, subventions aux déshérités, aide de

[19] « Report of the Joint Committee on the Economic Report », on *the January 1955 Economic Report of the President* (Washington 1955), p. 95 et sq.

[20] p. 65 et sq.

[21] La vague de fusions (et d'absorptions) qu'a connue l'économie américaine au cours de la période de récession de 1953-1954, illustre très clairement ce point de l'analyse.

toutes sortes, etc.) doit être constamment gardée à la disposition des pouvoirs publics pour soulager la misère trop criante et faire croire à ceux qui font les frais de ces « réajustements souhaitables » qu'il faut encore accorder sa « confiance » à « un système économique, fort et humain, qui peut engendrer une richesse matérielle considérable et de meilleures conditions de vie »[22].

Les limites assignées au développement du sous-emploi et du gaspillage productif ne sont pas déterminées en fonction de « la dignité humaine », ou de la misère des populations des pays sous-développés, mais en fonction des nécessités internes des entreprises monopolisées et du degré de soumission des populations à l'hypocrisie et à l'irrationalité du système dominé par les monopoles.

Une autre possibilité consisterait à réduire la production globale par une diminution des heures de travail. Il est clair que l'on ne peut procéder ainsi — c'est-à-dire réduire la production globale tout en maintenant le plein emploi — pour harmoniser la demande globale et l'offre globale, que si le surplus d'offre par rapport à la demande *exprime* la satisfaction *authentique* des besoins de la population tant au point de vue de la consommation que celui de l'investissement. Qu'en régime capitaliste une telle satisfaction ne puisse exister — même si les revenus sont relativement égalisés — ne nécessite guère d'amples développements. De plus, même si elle pouvait être réalisée par le système capitaliste, la réduction du temps de travail ne serait accordée que très lentement et soulèverait de fortes résistances. En effet, si l'on en juge d'après le fonctionnement de l'entreprise individuelle, la réduction du temps de travail associée à une baisse de la production globale, entraînerait des diminutions sensibles des profits capitalistes.

Si l'on entreprend une analyse historique de l'évolution qui a conduit des 16 heures, 14 heures ou 12 heures de travail par jour habituelles à l'époque concurrentielle aux 40 heures par semaine (aux Etats-Unis, on s'aperçoit que cette évolution a rencontré une résistance farouche de la part des bourgeois capitalistes et n'a pu se résoudre positivement pour les travailleurs que grâce à un accroissement de la productivité du travail et à une cohérence et une force acquises par le mouvement ouvrier lui-même au cours de ce siècle[23]).

Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui encore, toute tentative visant à réduire le temps de travail légal rencontrerait de très vives oppositions, notamment de la part des capitalistes monopolistes.

[22] Council of Economic Advisers in *Economic Report for* 1955, p. 3.

[23] Malgré cela, ce ne furent qu'en des périodes politiques privilégiées que la classe ouvrière a pu acquérir certaines victoires sociales. Il s'agit d'une part d'alliances passées avec des forces féodales, hostiles comme la classe ouvrière à la classe capitaliste (exemples en Grande-Bretagne, dans l'Allemagne de Bismarck et dans quelques autres pays européens). D'autre part, lors de crises graves du système capitaliste tout entier, la bourgeoisie, effrayée et affaiblie, est forcée de faire des concessions (exemple aux Etats-Unis en 1930).

Néanmoins, si une telle réduction du temps de travail intervenait et si elle n'était pas accompagnée d'une augmentation correspondante de la productivité du travail (c'est-à-dire qu'elle entraînerait une baisse de la production globale, qui est la seule hypothèse envisagée ici), cette diminution de l'offre affecterait principalement la classe ouvrière. Ainsi donc cette mesure ne permettrait aucunement d'absorber l'accroissement du surplus économique et serait de plus inacceptable pour les ouvriers. De plus, dans ce qui précède, on n'a pas tenu compte du fait qu'il y a encore un long chemin à parcourir avant que la productivité atteigne le niveau et les formes qu'elle pourrait avoir dans une société rationnellement agencée où les besoins de loisirs pourraient être effectivement réalisés. Dans une telle société, la réduction de la production constituerait la procédure appropriée pour résoudre le problème posé, alors que dans le régime capitaliste, la surproduction constante et continuelle ne peut nullement être enrayée — même partiellement par une réduction *volontaire* du temps de travail. Toute tentative gouvernementale en ce sens — si toutefois une telle tentative peut être le fait d'un gouvernement bourgeois — rencontrerait, non seulement l'opposition des couches au pouvoir, mais encore celle des travailleurs qui ne peuvent se permettre une telle réduction de leurs revenus réels.

Ainsi tandis que la réduction volontaire de la production n'est ni possible, ni souhaitable, on pourrait envisager la possibilité d'harmoniser la demande globale et l'offre globale (étant donné un niveau prédéterminé de l'emploi) par des dépenses publiques affectées à une consommation additionnelle, individuelle et/ou collective. En effet, la distribution de fonds par les pouvoirs publics, à ceux qui ne peuvent satisfaire leurs besoins de consommation, aurait pour résultat un accroissement effectif de la demande globale. De telles affectations pourraient revêtir des formes variables, s'adressant soit à des individus défavorisés, soit à des groupes sociaux spécifiques tels les paysans, les ouvriers, les anciens combattants, les étudiants, les familles nombreuses, etc.

Afin que de telles dépenses accroissent effectivement le revenu global et l'emploi, il n'est nullement nécessaire que les bénéficiaires de ces fonds aient une propension marginale à dépenser élevée, c'est-à-dire qu'ils appartiennent aux classes statistiques à revenu faible.

Cependant il faut bien préciser, qu'en dehors de crises majeures, l'allocation de subventions à la consommation n'est pas conforme à l'esprit du capitalisme et aux intérêts de la classe dominante, dans la mesure où ses répercussions risqueraient d'entraver le fonctionnement normal du système capitaliste. Ces fonds attribués par le gouvernement risqueraient non seulement d'assurer un revenu minimum quel que soit le niveau général de l'emploi (c'est-à-dire de modifier l'éva-

luation, par le bénéficiaire, des notions de travail et de loisir), mais encore — ce qui est peut-être plus grave — ces rentrées non issues d'un labeur effectif, risqueraient de remettre en cause les fondements mêmes de l'éthique et des valeurs de la bourgeoisie.

Tout homme doit gagner son pain à la sueur de son front : tel est le principe fondamental qui unifie tout le système social, dont la cohérence et le fonctionnement reposent sur des « droits » et des « devoirs » monétaires. Si l'on rejette la nécessité de travailler pour vivre, pour acquérir des biens et services, on affaiblit du même coup la discipline interne du régime capitaliste, sa pyramide hiérarchique[24].

Les allocations accordées par les pouvoirs publics à une consommation collective relèvent d'une méthode plus « respectable » et permettent donc de réamorcer la pompe. Comme cette démarche implique en général des efforts de construction, elle favorise, plus que les apports à des individus, le développement de la demande de biens d'équipements, permettant souvent des « économies externes » non négligeables. Si l'on entreprend la construction de routes, dans les meilleures conditions, elle peut être bénéfique à de nombreux titres, de même si l'on construit des écoles, des hôpitaux et des bureaux de poste aux endroits appropriés, cela profite largement aux entreprises. Ces unités de consommation collective — qu'elles exercent leur activité à titre gratuit ou non — n'ont aucun des inconvénients matériels ou idéologiques que présente l'aide individuelle. Elles ne diminuent pas l'ardeur au travail des masses laborieuses, n'affectent pas le prix de la main-d'œuvre et ne dérogent pas à la règle souveraine du veau d'or.

Les sommes dont disposent les pouvoirs publics à cet effet sont néanmoins relativement peu importantes. Tout d'abord il faut noter l'opposition des couches les plus aisées de la population qui doivent supporter les frais d'établissement de ces unités dont ils ne seront pas les principaux bénéficiaires[25].

Il faut remarquer cependant que certaines de ces unités de consommation collective entrent vraiment dans le cadre d'activités des puissances monopolisées : ainsi les habitations à loyers modérés, la démolition des taudis, voilà des mesures, des politiques combattues

[24] C'est la raison pour laquelle lorsqu'il devient inévitable, dans des situations cruciales, d'allouer des ressources à des indigents, les bénéficiaires de cette aide sont en quelque sorte déconsidérés. Ce qui était vrai pour les asiles pour pauvres en Grande-Bretagne, l'est encore de nos jours, bien que le nombre croissant de ceux qui ont recours à une aide des pouvoirs publics ait diminué quelque peu la honte qui s'y rattachait jadis.

[25] Ceci concerne évidemment aussi toute l'assistance à la consommation individuelle. L'opposition farouche aux efforts gouvernementaux en matière d'enseignement montre bien l'autre aspect du problème. Cette opposition est issue moins des milieux de grande bourgeoisie d'affaires, qui saisissent l'importance de la qualification de la main-d'œuvre, que des milieux petits-bourgeois, incapables de raisonner en termes d'économie « globale ».

par les trusts immobiliers. De plus les buts d'un tel programme sont tout de même étroitement limités à tout moment par les potentialités effectives de l'industrie du bâtiment. Certes, celles-ci peuvent être développées à long terme, mais à court terme leur expansion peut être rendue difficile par l'inertie opposée par les structures, et par le caractère temporaire de certains projets. On ne peut escompter d'effort de la part des sociétés immobilières si celles-ci craignent, dans les années suivantes, une baisse brutale de leur activité.

De nos jours, dans la plupart des pays, l'expansion des unités de consommation collective risque de se développer sur un mode tout à fait anarchique et irrationnel, si on l'envisage du point de vue des véritables priorités sociales.

On ne peut justifier la construction de routes ou de monuments lorsque les besoins en matière de logements, d'écoles, de nourriture sont particulièrement criants ; de la même façon il semble inutile de transformer le tailleur en ouvrier du bâtiment si, à long terme, un développement de l'industrie de l'habillement est souhaité et souhaitable. Certes, les dépenses publiques destinées à la consommation collective ont un effet positif puisqu'elles emploient des ouvriers à un travail souvent inutile, il faut bien le reconnaître, mais la rationalité de cette politique doit être démontrée, puisqu'elle ne semble pas permettre l'absorption de l'ensemble du surplus économique.

Cela nous amène à envisager une quatrième méthode à laquelle peut recourir le gouvernement : l'investissement accru dans les secteurs des biens de production.

En effet, à partir du moment où la réduction de la production et l'accroissement de la consommation courante ne peuvent être réalisés effectivement, l'expansion de l'investissement est la seule manière rationnelle par laquelle l'utilisation du produit peut être amenée au niveau de l'offre globale en période de plein emploi. Cette démarche rencontre cependant l'opposition la plus farouche de la part des pouvoirs publics, de toutes les interventions citées jusqu'ici elle demeure la seule vraiment tabou en régime de capitalisme de monopole. Les raisons déjà énumérées pour lesquelles il est impossible aux monopoles de réinvestir le flot incessant de leurs profits s'appliquent a fortiori à un développement de l'investissement.

Quelle que soit la forme de l'intervention des pouvoirs publics — investissement public dans des secteurs à prédominance monopoliste où on cherche à réduire l'investissement pour maintenir le profit ou bien développement de nouveaux secteurs qui peuvent à l'occasion entrer en concurrence avec les secteurs monopolisés — elle est de toute manière inacceptable pour les intérêts dominants.

Les pouvoirs publics sont « autorisés » à investir seulement là où

n'existe aucune interférence avec les secteurs monopolistes, où ils ne peuvent entrer en conflit avec les intérêts des monopoles. Précisément dans ces secteurs retardataires, les monopoles encouragent les pouvoirs publics à assumer les risques et les coûts de l'expérience. Mais dès qu'apparaissent des possibilités de profits, les monopoles tendent par tous les moyens de récupérer ces nouveaux profits[26].

La cinquième possibilité offerte au gouvernement est de créer un flux de dépenses publiques, affecté ni à la consommation (individuelle ou collective), ni à l'investissement, mais à des fins improductives de tous ordres. Voilà une voie royale offerte à ces dépenses ; c'est incontestablement la plus significative. Elle constitue certainement « l'impulsion externe » la plus importante qui évite au capitalisme monopoliste de demeurer enlisé dans « la situation donnée » et qui autorise même la genèse de certaines conditions propres à favoriser la prospérité et un niveau relativement élevé d'emploi. Ce débouché offert au surplus économique qui ne cesse de s'accroître dans une économie capitaliste développée est rattaché étroitement au problème des relations internationales. Etant donné l'importance évidente de ces problèmes, nous allons les développer quelque peu.

IV

Lorsque nous évoquions plus haut l'harmonisation de la demande et de l'offre globales c'était dans le cadre de ce que la littérature économique connaît sous le terme de « système fermé ». Cependant dès que l'on intègre les relations économiques internationales des pays capitalistes avancés dans l'analyse, la situation se modifie sensiblement. Tout d'abord il est clair que le commerce extérieur constitue un débouché valable pour le surplus économique seulement, que lors-

[26] Ceux qui s'opposent à associer davantage l'industrie privée à la réalisation du programme atomique insistent sur le fait que celui-ci — payé par les contribuables américains s'élève à 13 milliards de dollars (qui couvrent également les dépenses de l'année en cours) ; d'après eux il serait téméraire, dans ces conditions, d'offrir de telles possibilités d'investissement à l'industrie privée... Mais nous ne devrions pas oublier que ce furent précisément les milliards consentis par les contribuables, permettant le développement sans précédent de l'aviation, des turbines, des moteurs diesel et d'autres secteurs de l'économie, qui ont pu, grâce à leur transfert dans le secteur privé, assurer le bien-être et les progrès de l'humanité... Etant donné les coûts d'établissement exorbitants dans ces secteurs, les entreprises privées ne pouvaient en assurer le financement seules, ce qui implique une participation importante des pouvoirs publics au cours de la période de lancement initial. Cependant grâce à l'acquisition, par les entrepreneurs, des connaissances et de la capacité à gérer effectivement ces unités, elles passeront sous leur contrôle propre. — Intervention de James E. Van Zandt, membre du « Joint Congressionnal Committee on Atomic Energy » au 18e Congrès de l'Industrie Américaine. Le 4 décembre 1953 (cité par « Monthly Review » de mai 1954).

que les exportations s'échangent contre de l'argent ou de l'or ou lorsque le montant de la vente s'investit à l'étranger. Au contraire, si les exportations sont compensées par des importations, il n'y a aucune variation du volume du revenu national et donc aucune variation du volume de surplus économique. Cependant pour de nombreux pays la possibilité d'importer un certain nombre de biens est vitale, dans la mesure où ils doivent, avant tout, conserver l'équilibre de leur balance extérieure. Parallèlement, le développement des marchés impulsé par le commerce extérieur, peut entraîner des augmentations de la productions de la production et de l'investissement qui n'auraient probablement pas eu lieu autrement[27].

Néanmoins, le caractère dynamique du commerce extérieur, source d'innombrables stimulants susceptibles de faire échapper l'économie capitaliste à la « situation donnée », lui vient surtout de la possibilité qu'il offre d'exporter des capitaux[28].

En régime de capitalisme concurrentiel les entrepreneurs privés souhaitaient ardemment vendre leurs produits à l'étranger. En effet, si les prix y étaient plus avantageux et les rendements escomptés plus élevés qu'au sein de l'économie nationale, les firmes faisaient des efforts considérables pour pénétrer ces marchés, afin d'accroître leurs taux de profit moyen. Ils étaient de plus intéressés par la possibilité de se procurer, dans ces pays, des matières premières et biens divers, susceptibles d'être échangés avec profit sur les marchés nationaux ou internationaux.

Cependant les règles mêmes de la concurrence imposaient de sérieuses limitations à ces activités commerciales. En premier lieu c'était le rôle joué par la balance des paiements internationaux. Si les capitalistes d'un pays exportaient vers un autre pays plus qu'il n'importait de ce pays, il s'ensuivait presque automatiquement, un déséquilibre croissant de la balance des paiements. Le rétablissement de l'équilibre passait par une variation du volume de l'activité économique, ou une sortie d'or du pays déficitaire ce qui avait pour effet d'abaisser le niveau des prix et donc de décourager les importations ou une dépréciation monétaire (ainsi qu'une transformation des tarifs douaniers et de leur structure), ce qui baissait les prix et décourageait les importations tout en favorisant les exportations.

[27] Dans le cas d'un commerce extérieur en équilibre, les incidences de ce phénomène sur l'ensemble de l'économie risquent pourtant d'être contrebalancées par la contraction d'autres marchés subissant les effets des importations.

[28] L'importation de liquidités monétaires diffère, la plupart du temps, de l'exportation de capitaux. Le volume de ces importations est déterminé ; d'autre part cela ne constitue nullement une forme d'investissement, donc n'engendre aucun rendement, etc. Cependant dans le cadre de raisonnement présent on peut les considérer comme étant équivalents aux exportations de capitaux.

Les capitalistes individuels des deux pays — le pays déficitaire comme le pays bénéficiaire — ne pouvaient en rien éviter ou infléchir cette évolution, ils pouvaient seulement en tenir compte et la subir.

De la même façon, les exportations de capitaux, en régime concurrentiel, concernaient principalement des mouvements de faible envergure. En effet, à partir du moment où les firmes concurrentes n'avaient à leur disposition qu'un volume de capitaux peu élevé, ces exportations de capitaux étaient, à la limite, le fruit d'accidents historiques. Ainsi les exportations de capitaux britanniques étaient-elles dues, au départ, à l'émigration de sujets britanniques dans divers pays de l'empire où ils purent s'établir en faisant fructifier les capitaux qu'ils avaient emportés avec eux ou aux exploits de marchands aventureux utilisant leurs capitaux à court terme[29]. Quant à l'investissement résultant d'un achat de tout un stock de biens d'équipement dans ces pays par les ressortissants d'un autre pays, sa nature n'était pas fondamentalement différente des exemples précédemment énumérés.

Tout ceci gardait des proportions raisonnables et n'a jamais constitué un effort systématique en vue d'un développement de l'investissement à l'étranger.

En régime de capitalisme de monopole, la situation s'est considérablement modifiée sous cet angle. Les entreprises monopolistes (et oligopolistiques) exerçant leur activité dans des conditions de coûts décroissant rapidement il est encore plus nécessaire pour elles, que cela ne l'était pour l'entreprise concurrentielle, de développer leurs ventes à l'étranger. En fait, même lorsque les prix sur les marchés étrangers sont plus bas que ceux de la métropole, il peut être profitable aux monopoles de développer les exportations et d'entreprendre une politique de discrimination des prix, puisque ces réductions n'affecteront nullement leur position sur le marché national. De plus, comme ils sont de gros acheteurs de matières premières, étant donné leur type de production, les monopoleurs doivent suivre avec attention le volume de ces importations et le niveau des prix de ces biens, pour pouvoir mener leur affaire à bien. Les entreprises monopolistes doivent tendre à développer les centres producteurs de matières premières à l'étranger et à assurer ainsi leur position de monopole par d'importants investissements dans les zones sous-développées, ce qui leur est relativement facile étant donné le volume considérable de capitaux dont ils disposent.

[29] Voir à ce sujet l'intéressant article de Ragnar Nurkse « The Problem of International Investment Today in the Light of Nineteenth Century Experience » in *Economic Journal* (décembre 1954). Il est inutile de préciser ici que la discussion porte moins sur les prêts d'Etat à Etat mais bien plutôt sur des considérations politiques et militaires.

En effet, ce qui constituait (et constitue encore) un obstacle insurmontable pour l'entreprise concurrentielle, peut être aisément contourné par les corporations monopolistes. Le fonctionnement plus ou moins automatique du mécanisme de la balance des paiements, l'équilibre entre les importations et les exportations, entre les mouvements de capitaux à court et à long terme, ces phénomènes, les entreprises monopolistes (ou oligopolistiques) peuvent aisément les maîtriser. Si, par exemple, les objectifs d'exportation d'une firme monopoliste se heurtaient à un déficit de la balance des paiements du pays importateur, l'entreprise peut octroyer d'importants crédits à ses acheteurs ou faciliter le financement par le truchement d'institutions financières puissantes auxquelles elle est liée. Si le pays importateur connaît une dévaluation monétaire (ou toute autre mesure entraînant une réduction des importations), la firme peut exercer des moyens de pression propres ou bien faire intervenir l'influence d'un ensemble d'entreprises concernées, afin de déjouer ces tentatives malveillantes. Si jamais il venait à manquer des matières premières, ou si celles-ci risquaient d'être détournées vers d'autres marchés, les monopoles peuvent toujours investir dans le pays producteur, ce qui a l'avantage de fixer les matières premières dans le pays et donc d'assurer leur exploitation par ces monopoles.

Les exportations de capitaux, en régime de capitalisme monopoliste ne peuvent pour autant s'accroître indéfiniment. Au contraire, non seulement, les mécanismes qui tendent, dans l'économie métropolitaine, à entraver l'investissement, jouent-ils lors de l'exportation, mais encore des obstacles considérables surgissent-ils lorsque des entreprises privées veulent exporter des capitaux. L'investissement recherché par les monopoles (et par les groupes financiers qui les soutiennent) dans les zones sous-développées est largement déterminé par leur politique générale.

Ils acceptent rarement d'investir leurs fonds dans des unités ou des projets susceptibles de correspondre effectivement aux besoins du pays envisagé ; ils préfèrent évidemment exporter vers ces pays des produits, dont le coût marginal tend à être relativement peu élevé.

De la même manière, il n'est pas dans l'intérêt des groupes monopolistes, de développer au maximum la production des matières premières, puisqu'il suffit que soit produite la quantité utilisable par les monopoles, soit dans leurs entreprises, soit ailleurs (mais à leur profit propre).

Ceci implique donc que les règles précédemment énoncées — refus de la concurrence des prix, non-immixtion dans les marchés des autres groupes, etc. — pour réaliser une maximation du profit, jouent pleinement lorsqu'il s'agit de l'investissement monopoliste extra-métropolitain. Il est évident, dans cette mesure, que plus ces entreprises sont importantes, plus elles dominent un marché national ou une branche mondiale de production, plus elles sont susceptibles d'impo-

ser les structures de marché qui leur sont favorables, plus elles sont, du même coup, prudentes dans le choix de leurs investissements.

Outre ces obstacles « normaux » à l'investissement, s'ajoutent d'autres empêchements, dans le cadre du commerce international. En effet même lorsque des investissements à l'étranger paraissent pouvoir profiter aux monopoles capitalistes, ceux-ci doivent, pour prendre valablement leur décision, tenir compte des données politiques et sociales qui sont susceptibles d'intervenir. Ce sont ces incertitudes qui, au cours du développement de l'impérialisme, se sont considérablement accrues, du fait des guerres, des révolutions nationales et sociales et qui ont donc sensiblement réduit l'attrait que pouvaient avoir les investissements dans ces pays.

La crainte de voir éclater des troubles militaires, des « désordres et des révolutions », la terreur des nationalisations, de la réorientation du commerce extérieur, tout cela pèse sur les choix des monopoles, et réduit sensiblement le volume des investissements à l'étranger.

Mais ce qui est fondamentalement nouveau — caractéristique et signe de l'époque —, c'est que ces obstacles à l'expansion monopoliste sur les marchés étrangers et à l'exportation de capitaux peuvent être d'une certaine façon, dominés par les monopoles eux-mêmes.

A partir du moment, en effet, où les monopoles sont à l'origine d'une part appréciable de la production nationale, contrôlent des richesses considérables et disposent d'une influence non négligeable, ils peuvent — séparément ou de concert — infléchir la politique extérieure des pouvoirs publics sur les plans économiques et politiques comme cela leur est loisible dans le domaine intérieur[30]. Il en résulte que les monopoles disposent, pour leurs activités sur le marché mondial, non seulement de leur propre puissance financière, mais encore des ressources considérables qu'offre l'action gouvernementale proprement dite.

La possibilité de recourir à des interventions gouvernementales accroît considérablement la capacité des entreprises monopolistes (ou oligopolistiques) à venir à bout des difficultés qui caractérisent les relations commerciales internationales. Les limites imposées aux monopoles par la structure même des marchés internationaux, peuvent être quelque peu reculées grâce à un soutien de leurs gouvernements, ce qui leur permet de devenir plus cimpétitfs. De toute façon la structure d'un marché mondial le rend plus vulnérable, plus précaire que tout marché national. Le nombre des oligopoles sur le marché mondial est plus élevé que dans un seul pays, mais d'un autre côté

[30] Une étude brillante, très documentée relative au rôle dominant des groupes monopolistes dans la politique étrangère des grandes puissances avant la première guerre mondiale se trouve dans l'ouvrage de G. W. F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914*, Munich, 1951.

les accords, les holdings, etc., y sont moins fréquents. Il en résulte une concurrence accrue entre les oligopoles des différentes nationalités, les règles qui président aux relations entre les divers groupes dans un même pays, ont moins de raisons de s'appliquer dans le cadre de l'économie mondiale[31].

La possibilité offerte à chaque géant monopoliste de s'appuyer sur son gouvernement, dans la tourmente de la concurrence, réduit d'autant plus les facteurs de stabilité susceptibles d'agir sur les marchés intérieurs. Bénéficiant du soutien — diplomatique, économique et militaire — de son gouvernement chaque monopoleur va tenter de s'assurer le contrôle d'une partie plus importante du marché mondial dans lequel il échange et recherche à accroître ses débouchés pour investir. Lorsqu'il lui semble, dans le cas d'un pays importateur dont la balance des paiements est déficitaire, qu'il serait peu rentable d'accorder des crédits, le monopoleur peut toujours inciter les pouvoirs publics à garantir des formes appropriées de crédits (prêts, etc.). Lorsqu'au contraire les fonds nécessaires pour éliminer ou neutraliser un concurrent dangereux sont trop importants, l'entreprise monopoliste peut aisément transférer ces frais sur les finances publiques. Lorsque enfin les sommes initiales à investir dans l'exploitation de sources de matières premières sont trop importantes ou lorsque cette exploitation ne semble pas a priori rentable, les pouvoirs publics peuvent se substituer aux groupes monopolistes en fournissant tout — ou une partie — des sommes nécessaires[32].

L'aide gouvernementale aux entreprises capitalistes qui s'affrontent sur le marché mondial se répercute aussi d'une autre manière. Des pressions d'ordre politique, économique ou militaire peuvent en effet très bien exclure du marché d'un pays plus faible, un concurrent dangereux. Des prêts accordés par le gouvernement d'un groupe monopoliste à un pays peuvent être assortis de conditions telles que ce groupe — sur le marché du pays envisagé — dominera ses concurrents de manière décisive[33].

[31] Les oligopoles *d'une même* nationalité se font rarement concurrence sur le marché mondial, puisque les raisons qui militent en faveur du *statu quo* en métropole ne sont que plus fortes lorsqu'il s'agit d'opérations à l'extérieur. En fait il arrive souvent que les oligopoles d'un même pays agissent conjointement en créant des institutions communes. La législation anti-trust aux Etats-Unis prévoit même de telles combinaisons (Webb Pomerane).

[32] Cf. mon article : « The Rich Got Richer » in « the Nation » (17 janvier 1953).

[33] « Dans certaines régions du monde, les entreprises américaines doivent contracter directement avec les gouvernements étrangers, avec ou sans l'aide du Département d'Etat. Les compagnies de pétrole américaines au Venezuela, de cuivre au Chili, de sucre en République Dominicaine par exemple s'adressent, sans intermédiaires, aux gouvernements de ces pays. Bien que la pratique des différents groupes ne soit pas homogène, il semble bien que la plupart d'entre eux préfèrent éviter le canal des ambassades ou consulats des Etats-Unis, encore que l'aide des diplomates américains puisse parfois avoir quelque utilité. Certaines grandes

De la même manière les obstacles susceptibles d'entraver le commerce extérieur des grands groupes monopolistes — à savoir les incertitudes politiques, le danger des soulèvements politiques et sociaux dans les pays dépendants — peuvent être aisément tournés grâce à l'aide des gouvernements impérialistes. Souvent en effet l'entreprise monopoliste se trouve confrontée à un pays faible, dont la seule richesse est précisément l'exportation de toutes — ou la plus grande part — de ses ressources au profit de cette entreprise, qui en retour, constitue sa seule source de crédits (et/ou d'importations) ; il n'est donc pas étonnant que ce groupe monopoliste dispose de grandes facilités (avec ou sans l'aide de son gouvernement) pour intervenir ouvertement dans les affaires intérieures de ce pays, y installer une administration favorable à ses intérêts, y placer ou y briser des politiciens à son goût[34].

Enfin, lorsque cela devient nécessaire, le potentiel militaire des nations impérialistes peut être utilisé afin de sauvegarder « la liberté » de mouvement des monopoles.

La concurrence des oligopoles internationaux sur le marché mondial devient donc de plus en plus une lutte entre les différentes nations impérialistes. L'issue de cette bataille dépend essentiellement de la force politique et militaire des pays et non plus seulement de la capacité économique de leurs entreprises. Les limites imposées à la volonté d'expansion des groupes monopolistes (soutenus par leurs gouvernements) dépendent donc de la plus ou moins grande résistance qu'opposent les groupes concurrents (également soutenus par leurs gouvernements) et des conditions intérieures de chaque pays, favorables ou non à une alliance profonde et poussée entre l'Etat et les monopoles.

Ceci entraîne nécessairement une fluidité extrême des avantages obtenus grâce à l'exercice du commerce international et de l'investissement, pour les différents pays capitalistes. Le développement inégal de leurs économies nationales, de leurs croissances respectives (et de la force de leurs groupes industriels et financiers) transforme constamment leurs physionomies et leurs statuts respectifs dans le marché mondial. Des périodes de paix relative succèdent ainsi à des périodes de frictions, de ruptures fracassantes. La coexistence « normale »

sociétés reçoivent régulièrement des rapports relatifs aux capacités des différents diplomates qui sont classés suivant leur utilisation possible pour l'entreprise. » A. A. Berle Jr. *The Twentieth Century Capitalist Revolution* (New York 1954), pp. 131 et sq. Le passé du Professeur Berle incite à prendre très au sérieux son témoignage ; il fut en effet Assistant Secretary of State de 1938 à 1944 et ambassadeur des Etats-Unis au Brésil de 1945 à 1946.

[34] Des exemples innombrables illustrent ce fait. Les pratiques de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis au Moyen Orient, en Amérique latine ou dans l'Asie du Sud-Est coïncident parfaitement. La manipulation politique entreprise par l'impérialisme ne varie guère. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

des cartels et des accords de quota engendre nécessairement des conflits et une guerre déclarée. L'impulsion reçue par les différents pays capitalistes grâce à leurs relations extérieures, ne dépend donc pas uniquement de leur spécificité nationale, mais encore de la période historique dans laquelle on se trouve ; l'avantage était à un moment plus favorable à tel pays et à un autre moment favorable à ses rivaux.

V

Le volume du surplus économique absorbé « automatiquement » grâce aux relations économiques internationales, ne rend pas compte à lui seul de l'importance de ces relations pour les pays capitalistes avancés. Ce qui est fondamental c'est bien plutôt l'impact de ces relations sur la nature et le renforcement de l'intervention gouvernementale dans les pays impérialistes. En effet, comme nous l'analysions plus haut, la concurrence mondiale impose que les groupes monopolistes des pays impérialistes soient activement soutenus par leurs gouvernements, c'est ce qui assure leur compétitivité. Mais les pratiques de jadis ne suffisent plus, de nos jours, à assurer la domination de tel ou tel groupe. Une démarche (en français dans le texte) du Foreign Office. l'envoi d'une flottille de guerre, qui suffisaient jadis à mater les pays rebelles, sont nettement inopérants de nos jours. Ce qui les remplace, ce sont les prêts gouvernementaux, les dons, l'« assistance technique » à des pays dans lesquels les groupes monopolistes ont des intérêts. Ce qui devient nécessaire pour assurer la stabilité politique et sociale, c'est l'établissement de bases militaires, le soutien à des gouvernements dévoués aux impérialistes. Malgré cela, l'équilibre relatif qui est ainsi réalisé, à un moment donné, demeure excessivement instable et précaire. Des guerres, dont l'importance varie, redistribuent les rôles en fonction des changements intervenus sur la scène internationale. recréant de la sorte un nouvel équilibre aussi fragile que le précédent.

L'impact du capitalisme monopoliste d'Etat sur la société conditionne l'opinion publique, les intellectuels, les fonctionnaires, et en fait des défenseurs inconditionnels de la politique de l'impérialisme. Il y a cinquante ans Hobson décrivait déjà une partie du phénomène[35].

Cependant malgré la pertinence de son propos, celui-ci ne rend

[35] « Ce sont les intérêts financiers et économiques... œuvrant pour des groupes peu nombreux et bien organisés... qui assurent le contrôle et la direction de tout le processus. Les groupes assurent le succès de leurs actions par le soutien d'hommes politiques, soit en les associant directement, soit en faisant appel à leurs instincts conservateurs profonds, ce qui les fait souscrire à ces actions à l'étranger. Le soutien du reste de la population est obtenu — même lorsque c'est, comme ici, contraire à ses intérêts — par des appels en faveur de la diffusion de la civilisation, de la race ». J. A. Hobson *Imperialism* (London 1902), p. 212.

pas compte de toutes les complexités du problème. Ce qui a pu assujettir totalement les gouvernements des pays capitalistes avancés aux intérêts des groupes monopolistes à l'étranger, c'est que cette politique ne visait pas seulement à tromper les masses, à corrompre les autorités ou à s'assurer des politiciens. Car cette politique peut effectivement profiter à d'autres qu'aux monopoleurs ou à la classe dominante ainsi que l'a clairement montré Lénine, en analysant le rôle et la place de « l'aristocratie ouvrière » (en français dans le texte), qui partage les super bénéfices monopolistes[36].

Engels l'a ébauché encore plus complètement lorsqu'il écrivait — prophétiquement — à Marx le 7 octobre 1858 : « Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, si bien que la nation la plus bourgeoise cherche apparemment à mettre en place, *en plus* de la bourgeoisie proprement dite, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Ceci est parfaitement compréhensible puisqu'il s'agit d'une nation qui exploite le monde entier[37]. » En effet, les fruits de la politique impérialiste profitent, non seulement à l'oligarchie sociale qui exerce le pouvoir, mais encore à l'ensemble de la société dans une certaine mesure en régime de capitalisme de monopole.

Ce qui importe ici, ce ne sont pas les accroissements relatifs du revenu et de l'emploi qui peuvent résulter du commerce extérieur et de l'investissement pour un pays impérialiste donné, car ceux-ci peuvent avoir une importance essentielle pour les corporations monopolistes et les groupes auxquels ils sont rattachés, même s'ils sont peu élevés en valeur absolue[38]. En fait, aussi longtemps que les avantages *immédiats* attendus du commerce extérieur constituaient la fin première, le but en soi de la politique des nations impérialistes, les fondements politiques et idéologiques de celle-ci demeuraient relativement faibles. Sur des courtes périodes, il est difficile de voler purement et simplement un autre pays capitaliste, ou d'invoquer une philosophie simpliste de la supériorité de la race blanche, puisque le contraste est trop criant, trop visible entre les coûts humains de l'impérialisme et les profits qu'en tirent les capitalistes. Ceci ne pouvait à la longue que jeter le discrédit sur les impérialistes corrompus.

L'enjeu devient d'un tout autre nature si l'on ne considère plus seulement les avantages directs qui peuvent être tirés, par les impérialistes d'une telle politique à l'échelle mondiale, mais encore le phénomène dans sa totalité. En effet, les prêts et les dons accordés aux pays « amicaux » qui dépendent directement des nations impérialistes,

[36] E. Varga et L. Mendelsohn (Edit.) *New data for Lenin's Imperialism highest stage of Capitalism* (New York, 1940), p. 224.

[37] Marx et Engel, *Selected Correspondance*, p. 115, New York 1934. (Une légère modification a été introduite par l'auteur dans la traduction de ce passage.)

[38] La Grande-Bretagne constitue cependant une exception dans la mesure où le commerce extérieur et le financement des investissements outre-mer ont constitué la source la plus importante du revenu national.

les dépenses en vue d'équiper militairement certaines régions qui doivent être « protégées », les sommes affectées à la mise en place d'un appareil de propagande, de subversion et d'espionnage au profit des impérialistes, tout cela tend à prendre des proportions considérables. Ils représentent à peu près 20 % du produit national brut aux Etats-Unis pour les dix dernières années, mais leur importance réelle excède encore ce chiffre, puisque la part du *surplus économique* absorbée par ces dépenses est bien supérieur à ce chiffre. L'impact de cette forme de réalisation du surplus économique sur le niveau de l'emploi et du revenu dans les pays capitalistes avancés est d'une importance bien supérieure à l'influence des relations économiques internationales, qui engendrent des processus de revenu et d'emploi.

Celles-ci ne représentent qu'un aspect d'un problème beaucoup plus général.

Les moyens de la politique impérialiste éclipsent donc totalement les fins premières qu'elle s'était fixées et cela a une importance toute particulière. Cette forme de dépense gouvernementale, tout en offrant des débouchés importants au surplus économique croissant, devient donc le centre même de toute l'action gouvernementale, en matière de plein emploi, puisqu'elle répond parfaitement bien aux besoins du capitalisme de monopole. Favorisant le développement des grandes corporations, créant une demande additionnelle pour leurs produits, cette politique a, en outre, l'avantage de n'avoir aucun des inconvénients des autres types d'intervention gouvernementale, puisqu'elle permet de hauts profits et un niveau de l'emploi acceptable.

La poursuite de cette forme de politique impérialiste avantage donc les entreprises monopolistes qui perçoivent des profits élevés à l'étranger, les entreprises d'armement, les militaires qui retrouvent ainsi un certain prestige qu'ils craignaient de perdre, les intellectuels qui trouvent à s'employer au sein des innombrables organismes créés, « l'aristocratie ouvrière », enfin, qui en ramasse les miettes. Des dépenses militaires développées apparaissent donc nécessaires à la prospérité de la société dans son ensemble, des classes, des groupes et des strates, dont la subsistance dépend, en dernière analyse, d'un « régime » élevé de l'activité économique.

Dans ces conditions, une convergence croissante des intérêts des monopoles et de la population s'effectue et, pour employer l'expression utilisée par Oskar Lange, « l'impérialisme populaire » naît, sous le signe du « plein emploi ».

Les groupes monopolistes, avant inscrit ces mots d'or sur leurs étendards, bénéficient dès lors effectivement du soutien populaire et peuvent ouvertement contrôler l'appareil étatique, sans que quiconque leur en conteste le droit. La formule, « le plein emploi », fait appel au soutien du mouvement ouvrier, répond aux aspirations de la paysannerie, contente l'opinion publique et réduit, par avance, à l'impuissance, toute opposition au capitalisme monopoliste.

VI

Cette façade scintillante, attrayante, de prospérité économique et sociale, de cohésion politique et idéologique, est néanmoins fort trompeuse. Il semblerait en effet, à première vue, que le capitalisme est parvenu à résoudre les problèmes de surproduction et de sous-emploi — difficultés de base du régime capitaliste — et à assurer la stabilité et le fonctionnement normal du système.

Une telle appréciation, toujours présente dans la pensée économique bourgeoise, est actuellement assumée par les keynésiens, promoteurs de la politique de plein emploi. Face à une accumulation excessive et à une insuffisance caractérisée de débouchés, les économistes keynésiens en viennent — s'étant approprié la théorie de la détermination à court terme des revenus — à proclamer que *toute* dépense favorise le développement de la prospérité, que *n'importe quelle* utilisation du surplus économique engendre le bien-être. Cela suffit à les rassurer[39]. Présenter cette position comme étant la seule valable — alors qu'elle est peut-être seulement la moins mauvaise, ou même la plus mauvaise lorsque la demande porte sur la production d'armements — ne suffit pas à supprimer l'irrationalité qu'elle ne peut manquer de développer. Les économistes bourgeois, pour y échapper, ont recours à des arguments qui ont déjà fait leurs preuves, selon lesquels un accroissement du revenu national et de l'emploi — quelle qu'en soit l'origine — entraîne un gonflement de la demande globale, ce qui augmente la consommation globale et risque même, grâce à l'élargissement du marché, de créer un investissement additionnel. Voilà sans doute le meilleur exemple de la bêtise de cette « intelligence pragmatique » dont on nous repaît les oreilles ; en effet quelle peut être la valeur d'un raisonnement qui justifie le gaspillage d'une quantité considérable de ressources humaines et matérielles par l'existence possible (et secondaire) d'un certain accroissement de la consommation et d'une (incertaine) augmentation de l'investissement ?[40]

L'absence de rationalité dans les raisonnements des économistes bourgeois n'est pas seulement un pur reflet de l'irrationalité générale du système socio-économique qu'ils cherchent à préserver[41] ; elle constitue au contraire l'un des éléments les plus importants de tout l'appareil idéologique mis en place par la bourgeoisie, pour soumettre toujours davantage les travailleurs à l'emprise du capitalisme monopoliste. En effet à partir du moment où « toute dépense est profitable », personne ne peut plus mettre en doute la « rationalité » de l'utilisation qui est faite, par les monopoles, des ressources. Les dépenses des monopoles, quelle que soit leur nature, leur productivité ou leur utilité eu égard à la prospérité, deviennent sacrées, non plus seulement parce qu'elles leur profitent, mais parce qu'elles créent les conditions permettant de maintenir le revenu national et l'emploi à un certain niveau[42]. Simultanément ce principe valide toutes les dépenses gouvernementales de la rationalité desquelles on ne se préoccupe plus, puisqu'elles aussi accroissent la demande globale, entraînant une expansion de l'activité économique.

[39] Commentant les théories de Malthus, Ricardo note que celles-ci impliquent une « quantité de travailleurs improductifs aussi indispensables à la réalisation d'une production future que le serait un incendie qui réduirait en cendres les biens susceptibles d'être consommés par ces travailleurs improductifs » et ajoute : « Je ne sais quelle forme de langage employer pour marquer mon étonnement devant les analyses contenues dans cette section ». Ricardo, *Works*, vol. II, p. 421 t 423, P. Sraffa Ed., Cambridge, 1951.

[40] En présence de surcapacités productives importantes, l'investissement « induit », résultant d'un accroissement de la demande des consommateurs peut être très faible — et peut même ne concerner qu'un accroissement des stocks.

[41] Un ensemble d'essais relatifs au problème du plein emploi dus à d'éminents keynesiens (édités par S.E. Harris) avait ainsi pour titre : *Saving American Capitalism* (Sauver le capitalisme américain).

Il est certain qu'un gaspillage systématique d'une part importante du surplus économique, en dépenses militaires, en stocks considérables, en salaires payés à des travailleurs improductifs, peut constituer un « stimulant externe », suffisant à remédier aux dépressions et au sous-emploi déguisé du système monopolisé. Mais comme la plupart des narcotiques, les effets d'une telle politique sont limités et, ce qui est grave, ils risquent même d'aggraver l'état du malade à long terme.

Un certain volume de dépenses gouvernementales accroît le niveau du revenu national et de l'emploi. Cette reprise est accentuée par un gonflement de l'investissement privé en réponse à la demande gouvernementale de biens d'armement, ce qui permet la constitution des nouvelles unités productives, le progrès technique et l'introduction des méthodes de production les plus modernes[43]. L'expansion de la demande globale qui en découle, élargit les possibilités du marché. Ainsi une augmentation du volume de la production, qui aurait dans d'autres conditions, entraîné une baisse de prix et des profits, peut maintenant avoir lieu, sans que de tels désavantages risquent de se produire.

Ceci stimule l'investissement aussi bien dans les secteurs monopolistes que dans les secteurs concurrentiels de l'économie, en modernisant l'infrastructure des premiers et en créant de nouvelles unités dans les secondes[44]. Il est inutile de préciser que ni cet accroissement du

[42] On peut noter en passant que Keynes lui-même, ayant appartenu à un âge d'où toute raison n'était pas bannie, est demeuré très ambigu sur ce point. D'une part il notait « il n'est pas évident que l'investissement socialement le plus rentable corresponde nécessairement au plus profitable. *General Theory of Employment, Interest and Money* (Londres, 1936), p. 157. D'un autre côté il observait : « il n'y a pas de raison de penser que le système emploie mal les facteurs de production dont il dispose. C'est dans la détermination du volume de l'emploi et non de la structure que le système a échoué. » *Ibid*, p. 379.

[43] L'industrie d'armement devient une « industrie neuve » offrant de vastes débouchés à l'investissement et dont les frais d'établissement, d'expérimentation, très coûteux au départ, sont assurés par les pouvoir publics.

[44] Il faut noter qu'un accroissement de la production dans les secteurs mono-

volume de la production globale, ni sa structure, ne correspondent à ce qu'une utilisation rationnelle et investie du surplus économique pourraît être ni en ce qui concerne son volume, ni sa composition. Mais, dans un pays aussi riche que les Etats-Unis, même cet investissement « induit » atteint des proportions considérables ; il crée un accroissement de la productivité largement supérieur à ce qui aurait pu se passer en l'absence de tout investissement net. On a calculé que le simple remplacement des anciennes machines augmentait la productivité par travailleur de 1,5 %, mais grâce aux « stimulants externes » (et à l'investissement net) évoqués plus haut, cette augmentation atteignait approximativement 3 % par an.

Cela signifie donc que la réalisation d'un volume quelconque de la production nécessite 3 % de main-d'œuvre de moins par an ; ce qui signifie, à son tour, si l'on prend en considération la croissance de 1 % par an de la masse des travailleurs que la simple reproduction d'un volume quelconque de production globale se solde par une croissance annuelle du sous-emploi de 4 %. Il est clair qu'une telle croissance du sous-emploi accroîtrait trop le nombre des travailleurs composant l'armée de réserve industrielle. En d'autres termes, si l'on veut préserver le « plein emploi », il faut à tout prix accroître la production dans les mêmes proportions que l'accroissement de la productivité et de la main-d'œuvre disponible.

Ceci nous ramène au problème que nous évoquions au départ. Une fois, en effet, que le système aux nouvelles conditions de l'emploi et du revenu, elles deviennent alors ce qui constitue la « situation donnée », situation qui entraîne les difficultés déjà signalées. La demande globale se stabilise, les entreprises monopolistes atteignent leurs positions les plus avantageuses, en ce qui concerne les prix pratiqués et le volume de la production, le secteur concurrentiel de l'économie subit les contrecoups de cet état de fait, avec notamment une baisse sensible du taux de profit. Cependant, si l'accroissement du revenu, qui résulte de l'injection de monnaie dans le circuit économique par le truchement des dépenses publiques est suffisamment important, il peut se créer une atmosphère « d'optimisme » et de « confiance » qui incite, non seulement les petites unités mais encore les grosses firmes, à investir davantage, puisqu'ils prévoient une poursuite de l'expansion. Dans ces conditions, les possibilités offertes par les capacités productives dépassent largement le nouveau volume de la demande globale ; et bien que cet investissement additionnel entraîne un accroissement effectif du revenu national, l'expansion de la demande ne parvient pas à égaler l'accroissement des capacités de production. La surcapacité productive de la société a donc tendance à s'aggraver.

polistes (ou oligopolistiques) de l'économie entraîne presque automatiquement un foisonnement de petites unités concurrentielles, qui dépendent, pour subsister, des grands trusts : réparations d'automobiles, stations-services, épiceries, teintureries, compagnies d'assurances, etc.

non seulement dans els brancehs concurrentielles de l'économie, mais encore dans de nombreuses entreprises monopolistes (ou oligopolistiques). La situation s'est donc considérablement aggravée puisque l'excès de capacités productives s'est accru, l'incitation à investir a diminué tandis que le surplus économique a augmenté, non seulement en valeur absolue, mais encore en termes relatifs, par rapport à la production globale et au revenu national. Ceci est dû essentiellement au mode de financement des dépenses publiques et mérite que l'on s'y arrête.

VII

Il faut rappeler que toute politique gouvernementale visant à réaliser un niveau donné de l'emploi, doit, pour réduire l'écart entre le surplus économique effectif engendré par ce niveau d'emploi et le volume probable de l'investissement dans ces mêmes conditions, emprunter le canal des dépenses publiques. En fait, plus l'écart est grand, plus le volume des dépenses doit être important. La méthode de financement la plus simple semblerait être le déficit budgétaire, soit par émission de monnaie, soit par des emprunts à des particuliers, des banques ou des institutions financières. Bien que cette méthode paraisse la plus simple et la plus rationnelle, elle est, à la longue tout à fait impraticable. Si, en effet, les dépenses des pouvoirs publics étaient destinées à des investissements productifs, la contrepartie des sommes mises en circulation, se manifesterait par une expansion de la production globale.

Mais il se trouve que les dépenses publiques sont affectées à des efforts militaires improductifs, ce qui accroît, sans contrepartie productive, la masse monétaire en circulation. La menace de l'inflation grandit donc considérablement. Dans ces conditions, toute intrusion de phénomènes imprévisibles (guerres, risques de pénurie, etc.) a pour effet une certaine panique et la crainte de la spéculation. Chacun, cherche à échanger cet excédent de monnaie contre des biens tangibles, ce qui donne lieu à des tensions inflationnistes dans l'économie, encore aggravées par le danger de spéculation qui risque de se déclencher. Bien qu'en période inflationniste existe une tendance à l'augmentation des profits, la classe capitaliste, qui profite quasiment seule de cette inflation, ne veut à aucun prix risquer de subir les conséquences d'une dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie. Car l'inflation et c'est peut-être là le danger qu'elle constitue pour le capitalisme — en défiant toute analyse rationnelle, en démunissant les entreprises de leurs liquidités — risque de faire effondrer tout le système de crédit du capitalisme moderne et de menacer l'existence même des institutions bancaires et financières[45].

[45] Schumpeter considérait même qu'un bon fonctionnement des mécanismes de crédit constituait la condition *sine qua non* pour la survie du système capitaliste.

De plus, en créant un clivage profond entre les créditeurs et les débiteurs, en dépossédant les nouvelles couches moyennes et en exerçant une pression sur le revenu des travailleurs, l'inflation affaiblit le prestige du gouvernement et rompt la cohésion politico-sociale du système capitaliste lui-même. Il va sans dire que l'inflation et ses conséquences désastreuses se développent de plus en plus, parallèlement à l'utilisation de la politique de déficit systématique. L'épée de Damoclès est ainsi prête à fondre sur l'économie. On ne recourt donc à cette méthode que dans le cas de situations exceptionnelles — guerres ou dépressions majeures.

●

C'est pourquoi, à long terme, les dépenses gouvernementales qui doivent être effectuées pour maintenir un certain volume de l'emploi et du revenu national, doivent absolument être compensées par des revenus fiscaux. Ceci implique que la dépense publique varie dans des limites strictes ; en effet, toute politique fiscale en régime capitaliste absorbe certes une part du surplus économique (sous forme de profits et d'épargne individuelle), mais réduit du même coup le volume de la consommation. Nous voici donc au cœur même du paradoxe puisque la dépense publique, primitivement conçue pour maintenir le volume de l'emploi, a pour résultat de grossir le surplus économique, en empêchant que soient dépensées des sommes qui auraient autrement servi à acquérir des biens de consommation.

Comme nous l'avons déjà vu : les entreprises monopolistes (ou oligopolistiques) peuvent facilement transférer sur les acheteurs de leurs produits la charge fiscale. Le surplus économique additionnel provient donc du secteur concurrentiel de l'économie et de la partie de la population qui « subit les prix » (« price takers »), contrairement à celle qui les « fait » (« price makers ») selon la terminologie du Professeur Scitovsky[46].

Seule l'expérience permet de déterminer le point où l'accroissement de ce surplus additionnel deviendrait critique ; d'un côté cela dépend évidemment de la distribution qui en est faite entre les différents groupes sociaux, mais d'un autre côté il ne faut pas ignorer que la réduction du revenu réel de certaines couches de la population s'accompagne d'une expansion de certains emplois, augmentant ainsi le revenu réel d'autres couches de travailleurs. Il semble donc, à première vue, qu'une charge fiscale lourde puisse être maintenue pendant une assez longue période —, si la situation politique s'y prête[47].

[46] Alors que ce sont ces derniers qui réclament à cor et à cri des réductions d'impôts !

[47] Cette situation politique doit donc être préservée, non seulement pour des raisons politiques, mais encore parce qu'elle est vitale du point de vue du fonctionnement économique du système capitaliste.

Le problème serait tout autre si la dépense publique devait, pour garantir un certain niveau de l'emploi, s'accroître considérablement, tout en respectant l'équilibre budgétaire. On a pu voir que cette méthode, techniquement tout à fait praticable, ne peut être utilisée en fait[48]. Les dépenses publiques étant en effet affectées en général à l'armement ou à d'autres fins improductives.

Dans ces conditions le transfert de la charge fiscale serait délicat, sinon impossible, ce qui fait supporter celle-ci uniquement par les secteurs concurrentiels les paysans, les couches moyennes ; ce qui risquerait d'ébranler sérieusement l'édifice du système capitaliste : les répercussions de l'inflation persistante présentent moins d'inconvénients, que cette politique qui présenterait de graves dangers politiques et sociaux pour le régime capitaliste.

Nous avons évité de parler jusqu'ici d'un mode d'intervention possible pour les pouvoirs publics s'ils veulent accroître le volume de l'emploi et du revenu national. C'est une méthode qui, en général, recueille tous les suffrages, ceux des entrepreneurs, comme ceux des travailleurs ; celle de l'augmentation de la demande globale par *réduction* d'impôts. Cette méthode conduit à ce que l'on qualifie parfois de « déficit sans dépense » et comporte les mêmes désavantages que ceux qui caractérisent toute politique de déficit. Ce qui est ici plus grave, c'est que cette méthode est assez peu efficace dans l'ensemble ; ceci essentiellement à cause de la dissymétrie qui caractérise les effets résultant d'un *accroissement* (ou d'une *réduction*) des revenus fiscaux.

Dans les pays capitalistes développés, étant donné les niveaux de vie, le comportement fiscal des individus, etc, une augmentation des taux d'imposition entraîne nécessairement, au moins dans le court terme, un gonflement du surplus économique, comme une partie au moins de ce surplus — une partie des profits et de l'épargne — revient dans les caisses de l'Etat. Parallèlement, cependant le revenu additionnel — qui aurait pu être affecté à la consommation — se « transforme » en surplus économique. Une politique constante, en régime capitaliste, consiste précisément à accroître *au maximum* les sommes qui constitueront la part appropriée par les capitalistes du surplus économique et à augmenter *au minimum* celles qui, trouvant leur origine dans ce surplus, seront affectées à des dépenses de consommation[49].

Il en résulte que des réductions d'impôt ne se traduisent généra-

[48] On peut se reporter à l'excellent ouvrage de Paul Samuelson, *Simple Mathematic of Income Determination*, in Lloyd Metzler and Others : *Income, Employment and Public Policy. Essays in Honor of Alvin H. Hansen*, New York, 1948, qui comporte d'ailleurs une excellente bibliographie.

[49] Ceci est facilité par le fait qu'il est toujours plus aisé de diminuer les impôts que de les augmenter — même si ces réductions accentuent l'inégalité devant l'impôt et sont profondément rétrogrades ; elles ne lèsent personne semble-t-il et passent inaperçues.

lement pas par un accroissement de la consommation globale ; car pour réaliser un tel accroissement il faudrait qu'elles affectent les revenus faibles, ou qu'elles concernent les impôts indirects sur les biens de consommation ce qui n'est nullement le cas. Une telle politique fiscale est — a-t-on besoin de le préciser — peu appréciée par la classe capitaliste ; elle a d'ailleurs été rarement appliquée lors des dernières décennies. Une réduction des impôts frappant les revenus élevés n'aura guère de répercussions sur la dépense globale de consommation, tandis qu'elle accroîtra le volume du surplus économique, sous forme de l'épargne individuelle de la classe capitaliste[50].

On n'a aucune raison de penser, d'autre part, qu'une réduction des impôts sur les profits et bénéfices stimulerait sérieusement l'incitation à investir des entreprises capitalistes. Comme nous l'avons vu plus haut, l'inadéquation de l'investissement privé aux nécessités réelles du régime de capitalisme monopoliste, ne tient nullement à l'insuffisance des capitaux ou à un taux de profit trop peu élevé (après déduction des impôts). Bien au contraire, les secteurs monopolistes (ou oligopolistiques) de l'économie regorgent de profits et de capitaux, tandis que les secteurs concurrentiels manquent effectivement de ces possibilités d'investissement et touchent de bas profits. C'est pourquoi, s'il n'intervient pas une augmentation générale de la demande, la réduction des impôts sur les profits et bénéfices ne stimulera nullement l'investissement, puisqu'au départ leur refus d'investir n'est pas dû à une pénurie de capitaux disponibles par exemple.

Tout ce qu'une réduction de ce type est susceptible d'entraîner c'est, soit accroître les possibilités d'auto-financement — des investissements prévus de toutes façons par les entreprises — et donc réduire l'investissement que d'autres auraient pu financer avec ces sommes, soit accroître les bénéfices non réinvestis et/ou les dividendes payés. Dans les deux cas on assiste à un gonflement de l'épargne des entreprises et des capitalistes individuels sans accroissement de l'investissement.

En ce qui concerne le secteur concurrentiel de l'économie, les effets d'une réduction des impôts pourraient être quelque peu différents : dans ce cas en effet, on pourrait envisager que ce soit une pénurie de capitaux ou la perspective de bas profits qui freine l'effort d'investissements, dans ces conditions une réduction d'impôts pourrait fort bien engendrer un regain d'investissement dans ce secteur. Etant donné le faible degré d'intensité capitalistique et la contraction irrémédiable des secteurs concurrentiels de l'économie, on ne peut en déduire pour autant qu'une telle expansion ait des répercussions nota-

[50] G. R. A. Musgrave and M. S. Painter, *Impact on Alternative Tax Structures on Consumption and Saving* in « American Economic Review », juin 1945 et R. A. Musgrave, *Alternative Budget Policies for Full Employment*, « Quaterly Journal of Economics », juin 1945.

bles sur l'ensemble de l'économie. D'autre part la rationalité d'une politique tendant à investir dans des secteurs où les circuits de distribution sont déjà surchargés, ou dans des secteurs commerciaux, demeure tout à fait incertaine.

Revenons à présent au point dont nous sommes partis avant cette digression : à savoir que quelle que soit la forme de la dépense publique originelle, il en résulte non seulement un gonflement absolu du volume du surplus économique mais encore un accroissement de son importance relative dans le produit national[51]. Par conséquent si l'on veut éviter une recrudescence du sous-emploi au cours de la période suivante, le surplus économique utilisé (par les entreprises et/ou les pouvoirs publics) doit être plus important que celui atteint dans la période en cours. Cependant on ne peut attendre une telle hausse du rythme de l'investissement si l'on compte sur l'effort du secteur privé. Au contraire, comme on l'a vu plus haut, une fois qu'un nouveau niveau de la demande et du revenu est atteint l'investissement privé tend à se stabiliser. De plus, l'existence d'importantes surcapacités productives, rend le système moins sensible aux impulsions stimulantes d'une augmentation de la dépense publique. Lorsqu'une importante industrie d'armements a été réalisée et que l'investissement a été important au cours d'une période, l'investissement « induit » des périodes suivantes est réduit d'autant. La stabilité économique dépend de plus en plus des dépenses publiques, puisqu'elles reposent sur une imposition de plus en plus lourde et qu'elles entraînent une baisse de consommation.

VIII

Ainsi, la stabilité économique dans un régime de capitalisme monopoliste est extrêmement précaire. Pour maintenir un certain état de prospérité apparente et un niveau acceptable de l'emploi, le capitalisme doit éviter un développement trop important de l'investissement productif et d'un accroissement systématique de la consommation. Incapable en fait de poursuivre une véritable politique de plein emploi et de progrès économique, le capitalisme est contraint de déve-

[51] Le développement de la situation des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale illustre parfaitement bien ceci. Tandis que le produit national brut (aux prix de 1954) s'est accru — pendant la période 1946-1954 de 11 % par tête, la consommation n'a augmenté que de 5 % dans les mêmes conditions (d'après le Rapport Economique du Président des Etats-Unis, janvier 1955, p. 138-149). L'accroissement effectif du surplus économique a dû être encore plus important que ce que suggère cette différence puisque la consommation de la classe capitaliste s'est accrue, au cours de cette période, plus rapidement que la consommation totale.

[52] Pour une étude tout à fait remarquable sur ce sujet : voir « Monthly Review » — « The Economic Outlook », décembre 1954.

lopper les industries de guerre, seul moyen de garantir un certain niveau des profits (et de l'emploi), qui ne lui aliène pas d'autre part le soutien populaire. Ceci revient donc à un gaspillage des ressources de l'économie et n'entraîne aucun accroissement du revenu réel par tête. Ce qui est plus grave encore, c'est l'impossibilité de poursuivre indéfiniment cette politique.

Les travailleurs qui peinent sur leur labeur et ne voient pas leurs revenus s'élever, risquent en effet de se lasser de payer des impôts pour garder une industrie d'armements, dont l'utilité peut très bien être contestée. Lorsque le niveau de l'emploi est élevé, ils peuvent accepter, dans une certaine mesure, cette politique, mais à long terme surgiront inévitablement des difficultés. Ce qui est requis dès lors, c'est un « endoctrinement » idéologique capable de garantir la soumission de la population dans son ensemble. On fait appel, dans ce cas-là, en général, aux arguments visant à prouver l'existence d'un danger extérieur. De nombreuses et constantes campagnes officielles ou semi-officielles, financées par les pouvoirs publics ou les monopoles capitalistes, se développent de toutes parts. Des pressions de tous ordres (social, économique et politique) s'exercent sur ceux qui pourraient exprimer leurs désaccords, sur le plan scientifique, littéraire ou artistique, sur ceux qui demeurent indépendant d'esprit. Il se forme un réseau gigantesque de corruption qui s'étend sur toute la vie politique et culturelle des pays impérialistes, qui tue toute velléité d'honnêteté, d'humanité et de courage dans la vie politique en général[53].

Le cynisme de l'empirisme vulgaire l'emporte sur la morale, on ne respecte plus la morale, on ne sait plus bien distinguer ce qui est bien de ce qui est mal. Le non-conformisme à l'égard de la « culture » sécrétée par le capitalisme monopoliste, peut entraîner la perte de l'emploi, la réprobation sociale et les tracasseries administratives.

Lorsque les efforts de propagande, de'ndocrinement ne parviennent pas à leurs fins, on recourt alors à des moyens susceptibles de créer des états de panique ou d'hystérie collective. On crée des incidents capables de susciter de telles situations : cela est relativement facile du fait que l'impérialisme, entouré des pays coloniaux dépendants, où existent de nombreuses occasions d'agitation, voit son autorité continuellement contestée. Toutes les occasions sont ainsi saisies pour entreprendre des opérations policières ou militaires qui gardent au danger de guerre son actualité.

Jadis, les tensions internes au système impérialiste étaient résolues par les guerres. Aujourd'hui l'impérialisme tente encore d'éviter les

[53] Adolf A. Berle Jr, prenant la parole devant la 59e rencontre annuelle de l'« American Academy of Political and Social Science », observait qu'« un certain nombre de pressions s'exerçaient pour évincer des chercheurs honnêtes, des penseurs ou des artistes dont les travaux s'opposaient aux courants habituels de pensée ou de recherche ». (New York Times, 2 avril 1955).

impasses en recourant à la guerre, mais un certain nombre de nouveaux facteurs doivent être pris en considération si l'on analyse la situation présente. La domination d'une nation impérialiste sur l'ensemble du camp occidental diminue les chances d'une guerre entre nations impérialistes. Des pays possédant encore des empires coloniaux doivent actuellement se soumettre aux Etats-Unis, qui tendent à devenir l'arbitre suprême au sein du monde impérialiste.

D'un autre côté le danger de guerre s'accroît dans la mesure où le camp impérialiste pourrait tenter d'établir à nouveau sa domination sur ce qui constitue aujourd'hui le monde socialiste. Cette éventualité, néanmoins, est moins menaçante que certains ne l'affirment. Non seulement, en effet, le monde socialiste qui regroupe près d'un tiers de la population du globe, se renforce, mais encore il est probable qu'une guerre entre les deux camps risquerait d'aboutir à un effondrement complet de l'impérialisme, puisqu'il y aurait là probablement, pour tous les pays africains et asiatiques, l'occasion d'entreprendre des révolutions nationales et sociales.

C'est sans doute cela, doublé de la plus ou moins grande instabilité politique et sociale, dans les pays capitalistes mêmes qui explique le peu d'enthousiasme soulevé par les expéditions militaires des nations impérialistes[54].

La meilleure garantie contre la guerre est probablement le développement d'une puissance de destruction considérable et terrifiante de type thermonucléaire. Le camp capitaliste ne détient pas le monopole de ces moyens d'anéantissement, ce qui rend leur utilisation excessivement dangereuse. La menace des représailles atomiques refroidit même les plus militaristes au sein des instances dirigeantes des nations impérialistes : on n'a plus tellement tendance à recourir à la guerre pour résoudre les problèmes économiques de l'impérialisme. Car, si jadis la division du travail faisait combattre et mourir l'homme du peuple, tandis que les bourgeois dirigeaient les opérations politiques et administratives, de nos jours une guerre atomique ignorerait de telles distinctions. La vie de la classe capitaliste comme ses possessions ne résisteraient guère aux bombes A et H. Avec un humour cynique — bien qu'inconscient — deux économistes ont récemment donné une appréciation tout à fait correcte de la guerre à l'ère atomique : « La marche en avant de la science et des innovations, la maîtrise de l'énergie atomique en août 1945, montre clairement que les anciens investissements sont toujours à mettre au rebut. La destruction créatrice caractéristique d'un régime de capitalisme dynamique permet précisément de vastes possibilités d'investissement »[55]. Le seul inconvénient de cette

[54] Ceci n'élimine nullement les accidents, malgré les « risques contrôlés » dont on parle tant.

[55] E. W. Swanson et E. P. Schmidt « Economic Stagnation or Progress » (New York, 1946), p. 1947.

analyse est que la maîtrise de l'énergie atomique, telle qu'elle s'est réalisée à Hiroshima et à Nagasaki en août 1945, risque, si elle se répétait, d'envoyer non seulement les anciens investissements à la ferraille, mais encore les investisseurs potentiels au cimetière.

La perspective d'une destruction totale par la guerre atomique rend d'autant plus délicate la tâche politique des dirigeants du capitalisme monopoliste. En effet on peut éventuellement parvenir à recueillir les suffrages d'armement, s'il existe en contrepartie l'appât d'un niveau élevé de l'emploi, mais le danger des représailles atomiques change radicalement le problème et risque de détourner les masses d'une telle attitude. Les différentes études traitant de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale tendent en effet à prouver que l'on ne peut guère compter sur l'appui des peuples en face d'un tel danger.

Dans ces conditions, on peut se demander si le jeu en vaut la chandelle, si une guerre généralisée — loin de résoudre même temporairement les problèmes du capitalisme monopoliste — ne risquerait pas tout simplement de détruire notre civilisation tout entière.

Il n'est donc pas impossible que sur le plan des affaires mondiales, les bourgeoisies monopolistes montrent autant de prudence que dans leur conduite au niveau national, dans le domaine économique. Elles laissent le soin à leurs politiciens téméraires et à leurs militaires aventureux de sonner l'alarme ; pour leur part elles préfèrent les guerres « froides » aux guerres « chaudes », les opérations policières localisées aux affrontements généralisés, la mise en scène du danger au danger lui-même.

La prospérité grâce aux dépenses considérables d'armement, la soumission d'une population terrorisée à l'idée d'une guerre atomique, toute cela convient parfaitement aux monopoles si tant est qu'ils parviennent à éviter effectivement un conflit qui verrait la fin du système lui-même.

Mais cette possibilité n'en demeure pas moins incertaine. La politique impérialiste a une dynamique qui lui est propre, les intérêts et les idéologies suivent leurs rythmes, des serviteurs apparemment dévoués peuvent, sans crier gare, se retourner contre leurs maîtres, ce qui était savamment manipulé peut violemment se révolter. Quant on invoque les démons, on ne s'en débarrasse pas aisément, c'est du moins l'expérience des magnats de l'industrie allemande au cours des années 30.

Mais ce qui est plus grave, c'est que ce *statu quo* où il n'y a *ni* la guerre, *ni* la paix, ce précaire équilibre de la terreur, ne résout en rien les problèmes du capitalisme monopoliste ; en effet les dépenses d'armement, même si elles sont considérables, ne peuvent à la longue suffire pour maintenir un haut niveau d'emploi, car il faudrait qu'elles puissent s'accroître continuellement. Or, plus l'armement augmente,

plus les intérêts de ceux qui le produisent augmentent aussi[56]. Plus les stocks d'armements augmentent, plus les nations capitalistes ont tendance à soutenir (ou à attaquer) des petits pays par des arguments de « force », des négociations où joue « la loi du plus fort ». Le danger d'un déclenchement accidentel de la guerre atomique devient donc une réalité. « Si les nations peuvent trouver en leur sein les moyens pour promouvoir une politique de plein emploi... il ne leur sera pas nécessaire de s'opposer aux intérêts des autres nations »[57].

Mais cette analyse de Keynes laisse dans l'ombre toute une partie du problème qui a été très clairement analysé par l'une de ses plus brillantes élèves. « Actuellement tout gouvernement qui aurait la volonté et le pouvoir de résoudre toutes les difficultés du système capitaliste aurait en fait la volonté et le pouvoir de l'abolir, alors que les gouvernements qui ont le pouvoir de conserver le système, n'ont pas la volonté de remédier à ses défauts »[58].

---

[56] « Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis se développe une industrie d'armement à l'échelle de la nation ; la plupart des entreprises considèrent la part de leur production affectée à ce secteur comme une donnée permanente. » (« Business Week », 27 septembre 1952) un exemple illustrant ceci est donné par « Pull Magazine » de mars 1955 : « Dans le temps 5 trusts produisaient des munitions. Aujourd'hui elles ont été absorbées par 2 trusts : la Dupont de Wilmington Delaware et la Ohlin-Mathieson Chemical Company à East Alton-Illinois. Ces deux géants contrôlent toute la production de munitions aux Etats-Unis.

[57] Keynes, *General Theory of Employment, Interest, and Money*, p. 382, (Londres, 1936).

[58] Joan Robinson, « Economic Journal », décembre 1936, p. 693.

5

Les racines du sous-développement

Nous nous sommes jusqu'à présent préoccupés du développement des pays capitalistes avancés, qui disposent d'un surplus économique considérable, dont ils sont incapables de faire une utilisation rationnelle.

Ils ne constituent cependant qu'une partie de la réalité du capitalisme contemporain. L'autre, c'est la partie du « monde libre », dite sous-développée. De même que les pays capitalistes avancés sont nettement différenciés entre eux sur les plans politique, économique, culturel et social (par exemple les Etats-Unis et le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Suisse), le monde sous-développé se compose lui aussi d'une multitude de pays très variés : le Nigéria et la Grèce, le Brésil et le Siam, l'Egypte et l'Espagne font partie de ce secteur.

Cependant si l'on veut parvenir à une compréhension du développement effectif des pays capitalistes avancés et sous-développés, il est nécessaire de ne pas sombrer dans les détails particuliers, pour dégager les caractéristiques générales communes. Tout travail scientifique nécessite que l'on recoure à cette méthode. Le « capitalisme pur » de Marx, la « firme représentative » de Marshall et le « type idéal » de Weber constituent les meilleurs exemples de ce type de démarche qui fait provisoirement abstraction des phénomènes secondaires, pour délimiter l'essentiel[1].

[1] Cela ne signifie pas que ce qui est l'essentiel soit donné, comme un présent divin. Il faut le rechercher par une étude approfondie pour savoir ce dont on peut faire abstraction et ce qui doit être au contraire intégré au modèle théorique. En ce sens, la connaissance dans les sciences sociales, comme dans toutes les sciences, est *cumulative*. Des points de repère existent, lui permettant de cerner les données d'un processus socio-économique. Bien entendu, comme il s'agit d'un travail scientifique, l'adéquation de ces points de repère à la réalité ne peut être vérifiée que par la pratique, c'est-à-dire par leur application théorique et empirique aux données historiques concrètes.

Le « modèle » qui en résulte ne peut effectivement, dès lors rendre compte des cas particuliers, des particularités spécifiques des diverses situations, mais cela n'oblitère en rien la valeur d'une telle méthode. Car si ce modèle réussit à dégager les traits caractéristiques du processus étudié, il en facilitera la compréhension bien plus que ne le ferait un amoncellement d'informations fragmentaires. On peut aller même plus loin et dire que ce n'est que grâce à un modèle-type, que les données parcellaires peuvent être ressaisies et acquérir un sens.

L'étude des conditions existant dans les pays sous-développés doit se fonder, pour être valable, sur de tels principes ; un récent rapport des Nations Unies le reconnaissait : « S'il est vrai qu'au cours de leur phase d'industrialisation les pays rencontrent des difficultés diverses, il est non moins vrai que des pays, se trouvant à un même stade de développement économique, se trouvent confrontés à des obstacles similaires, puisqu'ils ont affaire aux mêmes forces et phénomènes économiques »[2].

Ainsi dans l'analyse qui va suivre, nous ne donnerons pas une « photographie » exacte de ce qui existe dans tel pays sous-développé particulier, ou une analyse des obstacles *spécifiques* existant dans telle zone géographique. Il s'agit bien plutôt de tenter de rassembler les éléments de base du problème du sous-développement.

A ces réserves près, nous pouvons dégager ce qui caractérise les pays sous-développés ; ce qui constitue à proprement parler le noyau du sous-développement, c'est la faiblesse de la production par tête dans ces pays. Bien que les comparaisons portant sur le revenu national dans différents pays, soient extrêmement difficiles, on peut néanmoins cerner un peu la réalité des pays sous-développés à partir du tableau suivant :

Distribution du revenu mondial en 1949[3]

	Revenu mondial (en pourcentage)	Population mondiale (en pourcentage)	Revenu par tête
Pays à revenu élevé	67	18	915
Pays à revenu moyen	18	15	310
Pays à revenu faible	15	67	54

[2] *Process and Problem of Industrialization of Underdevelopped Countries*, 1955, p. 6.

[2] Ragnar Nurske, *Problems of Capital Formation in Inderdeveloped countries*, p. 63, où l'on retrouvera le mode de calcul de ces données.

On voit que près de 2/3 de la population mondiale vivent sur un revenu annuel de 50 à 60 dollars, cela signifie la famine, la maladie, la misère sous toutes ses formes. Dans ces pays il n'y a guère eu de changements sur ce plan depuis un siècle ou deux ; on peut même dire que dans certains pays, la situation s'est dégradée au cours des cent dernières années. Au cours de cette même période, dans les pays capitalistes avancés, les niveaux de vie ont progressé, tandis que la distribution de la richesse au plan international n'a guère changé[4].

La question qui vient immédiatement à l'esprit est la suivante : pourquoi les pays capitalistes sous-développés n'ont-ils pas suivi les rythmes de croissance et les modes de développement des pays capitalistes avancés, pourquoi les progrès ont-ils été tellement lents, ou même inexistants ? Apporter une réponse exacte à cette question primordiale, voilà une tâche dont l'importance est vitale. Il faut découvrir ce qui, de nos jours s'oppose à un développement réel de ces pays, il faut tenter de déterminer quelle forme ce développement pourra prendre à l'avenir.

On peut aborder le problème en partant des conditions d'apparition du capitalisme dans les pays actuellement développés comme dans ceux qui sont sous-développés. Tous ces pays en effet étaient soumis à un mode de production, à une formation socio-politique, que l'on désigne communément par le terme de « féodalité ». Certes la structure de la féodalité dans les différents pays était loin d'être homogène ; bien au contraire. De même que l'on peut « parler. non *d'une* histoire du capitalisme, mais *d'histoires* du capitalisme suivant les différents pays, histoires qui présentent une similitude générale, mais dont les particularités retracent précisément les évolutions spécifiques »[5], de même, le développement de la féodalité dans les différentes parties du monde s'est-il effectué suivant des modes différenciés. Ainsi existe-t-il de profondes différences entre la structure socio-économique précapitaliste de la Chine, les communautés villageoises aux Indes et la structure sociale fondée sur le servage caractéristique des pays de l'Europe au stade précapitaliste. Cela a d'ailleurs amené certains historiens à douter que l'on puisse utiliser, dans tous les cas, le concept de « féodalité ». Nous n'entamerons pas ce débat ; qu'il nous suffise de nous en tenir à un postulat qui est généralement admis par tous, à savoir que la structure socio-économique, précédant l'apparition du capitalisme. aussi bien en Europe qu'en Asie, peut se caractériser comme étant une société en pleine dégénérescence, en déclin. Suivant les cas, cette désagrégation générale était plus ou moins violente, la chute était plus ou moins lente, mais partout, *l'évolution* générale était

[4] E.-S. Mason, *Promoting Economic Development*, p. 16, Claremont, California, 1955.

[5] Maurice Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, p. 21, (Londres, 1946).

la même. Pour éviter de schématiser à l'extrême. notre analyse de cette décadence ne retiendra que les faits saillants de l'évolution. En premier lieu, on assistait à une croissance de la production agricole, accompagnée d'une oppression de la population paysanne pauvre, qui se révoltait sans cesse et que l'on arrachait à la terre. Ainsi apparaissaient les conditions favorables à la formation d'une armée industrielle de réserve potentielle.

En second lieu, on assistait à un accroissement de la division du travail, entraînant le développement de la classe des marchands et des artisans, que favorisait la croissance des villes. En troisième lieu, enfin, se réalisait une prodigieuse accumulation de capitaux au profit de la classe montante des marchands et des paysans riches.

C'est la convergence de tous ces processus (et de quelques autres de second ordre) qui permet l'apparition du capitalisme. Comme le disait Marx : « Ce qui permit à l'argent de devenir capital, c'est d'une part l'existence de travailleurs libres, c'est d'autre part l'existence de moyens de production, appartenant autrefois *d'une manière ou d'une autre* (en français dans le texte original) aux masses dépossédées »[6].

On comprendra aisément que c'est l'accumulation primitive du capital qui constitue, pour l'émergence du système capitaliste, l'élément essentiel. On doit préciser cependant tout de suite que le simple fait d'accumuler du capital commercial, n'entraîne pas nécessairement le développement du capitalisme[7]. En effet d'une part toute une série d'autres phénomènes puissants ont joué, suivant les rythmes propres du système féodal, facilitant le passage de la féodalité au capitalisme. D'autre part, ce furent effectivement la rapidité et l'importance de l'accumulation de capital commercial ainsi que l'ascension de la classe bourgeoise, qui ont miné le système féodal et créé les conditions favorables à sa chute. On peut à nouveau citer Marx ici : « C'est la nature même du capital... sa genèse, qui font qu'il est issu de la *monnaie* et donc de la richesse qui prend la forme de la monnaie. Pour les mêmes raisons, le capital apparaît dans le procès de circulation, il en est le *produit*. La formation du capital n'est pas issue de la propriété foncière, ou des corporations (bien que cela ait pu être possible), mais de la richesse commerciale et usuraire »[8].

En Europe occidentale, l'accumulation commerciale était particulièrement importante, la concentration y était, fait significatif, très poussée. Cela était dû en grande partie à la situation géographique de ces pays, qui favorisa, très tôt, le développement de la navigation,

[6] Marx : *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 404.

[7] Comme le note parfaitement Dobb : « L'un des traits caractéristiques de cette nouvelle bourgeoisie commerciale est la facilité avec laquelle elle s'accommoda du régime féodal, une fois qu'elle eut obtenu ses privilèges propres ». *Op. cit.*, p. 120.

[8] *Loc. cit.*

c'est-à-dire le commerce côtier et maritime. Cela était dû, paradoxalement aussi, à la pauvreté des ressources des pays occidentaux et à leur retard économique relatif ce qui a motivé la pénétration commerciale dans les autres régions. On a pu assister ainsi à une « chasse » effrénée aux produits tropicaux de toutes sortes (épices, thé, ivoire, indigo, etc), aux produits raffinés d'Orient (tissus précieux, bijoux, céramiques, etc.) aux métaux et pierres précieuses (dont on manquait en Occident). Ainsi la constitution des fortunes colossales des marchands occidentaux reposait-elle sur le commerce à grande échelle, la piraterie, le pillage systématique, le trafic d'esclaves et la découverte de l'or[9].

La richesse a eu tendance à s'accroître. Les nécessités de la navigation ont stimulé les découvertes scientifiques et le progrès technique. L'entreprise capitaliste a largement profité de la construction navale, des expéditions maritimes et de la fabrication d'armes. nécessaires à la bonne marche des négociations.

Des économies externes importantes purent être réalisées, ce qui permet une croissance à un rythme rapide. Nous ne pouvons ici détailler les différentes voies par lesquelles le capital accumulé s'est trouvé investi dans l'industrie, nous nous contenterons de citer quelques exemples. De riches marchands devinrent des industriels pour pouvoir se procurer des stocks bon marché de biens à échanger. Des artisans enrichis par leur association avec des commerçants habiles, purent agrandir et développer leurs unités de production. Souvent même, des propriétaires fonciers s'intéressèrent au développement industriel (notamment l'industrie minière), créant ainsi les conditions de développement de très grandes entreprises. Mais l'Etat, contrôlé de plus en plus par les intérêts capitalistes, fut de loin le facteur essentiel puisque son intervention consacra définitivement le triomphe de la bourgeoisie ascendante.

« Ils utilisent tous la puissance de l'Etat, force sociale organisée et concentrée en leurs mains, pour hâter et mener à bout la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, pour abréger la transition de l'un à l'autre »[10].

---

[9] Cf. à ce propos Dobb *op cit.*, p. 207 et sq. Le rôle joué par l'esclavage et la traite dans l'accumulation primitive est étudié par Eric Williams, *Capitalism and Slavery*, Chapel Hill, North Carolina, 1944.

[10] Marx, *Le Capital*, vol. I.

Le rôle de l'Etat, dominé par la bourgeoisie capitaliste, dans les débuts du capitalisme, ne doit pas être oublié, même lorsque l'intervention gouvernementale est traditionnellement faible en matière économique. On peut citer à ce propos le Professeur E. S. Mason. « La plupart des Américains ignorent jusqu'à quel point l'Etat Fédéral et les Etats ont favorisé le développement économique aux Etats-Unis en créant des canaux, aménageant les cours d'eau, les chemins de fer et les ports, etc... Ces grands travaux étaient évidemment indispensables au développement de l'investissement privé ». *Promoting Economic Development.* (Claremont, Californie, 1955), p. 47.

Cependant, le développement des pays d'Europe occidentale ne devait pas nécessairement freiner la croissance de tous les autres pays ; ils auraient pu se développer suivant leurs rythmes propres, atteindre des niveaux plus ou moins importants de productivité et de production. On aurait pu penser que le contact avec les nations européennes, dont l'avance scientifique et technologique ne faisait aucun doute, leur aurait facilité la tâche ou offert des possibilités favorisant leur progression. Ce fut, semble-t-il, le cas, dans une certaine mesure à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle. Dans certains pays, alors retardataires, l'accumulation primitive progressait rapidement, l'artisanat et l'industrie se développaient, les révoltes paysannes et la montée de la bourgeoisie, enfin, ébranlaient sérieusement les fondements de la structure précapitaliste. Ce fut le cas notamment, si l'on considère l'histoire primitive du capitalisme, en Russie, en Europe orientale et méridionale, aux Indes, au Moyen-Orient et même en Chine. Cela ne signifie pas pour autant que tous ces pays auraient nécessairement suivi la même voie de développement que la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne ou la France. Il est même certain que des spécificités géographiques, politiques, culturelles et religieuses auraient infléchi les diverses évolutions dans ces pays, et qu'il se serait dès lors créé des différences quant au volume de capital accumulé par les capitalistes individuels dans les divers pays et quant à leur capacité respective à résorber et absorber les structures précapitalistes au sein de leur mode de production. Mais, quels qu'eussent été les détours et les retards, on aurait assisté à une progression dont les caractéristiques se seraient retrouvées aussi bien dans les pays avancés que dans les pays plus en retard. « Le pays industriellement le plus développé, montre au pays moins développé l'image de son propre développement à venir »[11].

Il n'est pourtant ni accidentel, ni fortuit que le développement réel ne se soit pas produit ainsi ; ce n'est pas à cause de particularités raciales quelconques que l'Europe occidentale capitaliste a laissé les autres pays loin derrière, à la traîne. C'est dû essentiellement à la nature même du développement des pays capitalistes avancés, dans la mesure où le mode de pénétration capitaliste dans les autres pays du monde était extrêmement complexe : cela dépendait de la nature de cette pénétration et, également, du stade de développement auquel était parvenu la société en question. C'est pourquoi il faut absolument distinguer l'impact du capitalisme sur les pays tels que l'Amérique du Nord (l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de « l'ouverture » (« opening up ») de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Europe orientale. Dans le premier cas, les européens ont quasiment *établi* une société capitaliste au départ et sont devenus des habitants permanents. Quelles qu'aient été leurs intentions, ceux qui cherchaient à faire fortune vite, et ceux qui fuyaient les persécutions religieuses ou politiques en Amérique

---

[11] Marx, *Le Capital*, p. 13, vol. I, Ed. Sociales.

du Nord, ceux qui étaient déportés en Australie, venaient dans ces terres vierges, « le corps et l'esprit imbibés de capitalisme » (« capitalism in their bones »). Ils venaient, parfois avec un petit capital, ou la rage au cœur, souvent avec leur savoir-faire et leur intelligence, sur ces territoires où rien ne leur résistait et réussirent très vite à y établir une société à leur image, à leur convenance. Ignorant les incohérences et les obstacles que la féodalité mourante imprimait à toute société capitaliste naissante, ces sociétés nouvelles pouvaient se consacrer entièrement au développement optimal de leurs ressources productives. L'énergie sociale et politique n'y était nullement perdue par des luttes d'arrière-garde contre les institutions et les mœurs féodales, le seul obstacle à l'accumulation était le danger de la domination étrangère. Mais, bien que confrontées à des difficultés internes et des conflits considérables, les sociétés capitalistes naissantes purent très vite renverser les vestiges politiques de la féodalité et créer un cadre politique nouveau, favorisant la croissance du capitalisme.

Ce qui se déroula dans les autres parties du monde fut tout différent. Les capitalistes qui « ouvrirent » à leur commerce la Chine, le Sud-Est asiatique et l'Afrique, ne ressemblaient guère à ceux qui s'étaient installés en Amérique du Nord. Mais ils étaient comme eux de purs produits du capitalisme, rapaces et intéressés. Ce qui les distingue fondamentalement des premiers c'est qu'ils trouvèrent en Afrique et en Asie, un monde totalement différent de l'Amérique ou de l'Australie.

Là où les conditions climatiques semblaient propices à l'immigration de capitalistes européens, ceux-ci trouvaient une société hiérarchisée, archaïque, précapitaliste : là où au contraire, ils rencontraient des sociétés primitives ou tribales, les conditions générales — et notamment le climat — étaient tellement désastreuses, qu'il ne pouvait être question de s'y installer. Très vite, les Européens se décidèrent à extraire le maximum de richesses de ces pays et à remporter le butin dans leurs pays. C'est ainsi que débuta ce gigantesque pillage — ou ce pillage déguisé sous forme de « commerce » — qui consista à voler systématiquement toutes les richesses de ces pays d'Asie, d'Afrique ou du Moyen-Orient. « La rapacité de l'exploitation coloniale du XVIIe et du XVIIIe siècle ne différa guère de celle des Croisés et des marchands italiens qui dévastèrent l'Empire du Levant »[12].

« Les trésors accumulés grâce au pillage, à l'esclavage et au meurtre, revenaient dans la métropole pour se transformer en capital »[13].

L'importance de ces « transferts unilatéraux » de richesse vers les pays capitalistes avancés, est souvent méconnue dans la mesure où

[12] Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, p. 208, Londres, 1946.
[13] Marx, *Le Capital*, vol. I.

l'on ne tient compte que de leur incidence sur les *productions globales* du pays pillé ou du pays bénéficiaire. Bien que cette incidence ait eu une grande importance, ce qui demeurait fondamental cependant c'était leur impact sur le développement économique des pays occidentaux. La richesse transférée, en effet, permettait tout simplement *d'accroître considérablement* le volume du surplus économique disponible dans ces pays. De plus ce surplus supplémentaire était immédiatement approprié par les capitalistes, qui pouvaient ainsi l'investir à leur profit. On ne dira jamais assez l'importance de cette contribution « exogène » à l'accumulation du capital dans les pays européens[14].

Mais cette transfusion forcée — et notamment les méthodes utilisées à cet effet par les nations impérialistes — a eu surtout des répercussions dramatiques sur les pays « donateurs », quelles qu'aient été leurs « réticences ». Tout leur développement économique s'est, en effet, déroulé depuis lors sur un mode chaotique : décomposition des anciennes sociétés de ces pays, désagrégation des quelques rares structures pré-capitalistes existantes. Le capitalisme occidental, en brisant les cadres séculaires de ces économies rurales et en imposant la production exclusive de denrées exportables, a détruit l'autarcie primitive de ces sociétés et élargi du même coup le champ d'action offert à la circulation marchande. D'autre part, l'expropriation massive des paysans de leurs terres, pour en faire des plantations, et l'apparition de la concurrence entre les produits artisanaux locaux et les biens industriels, créèrent les conditions d'apparition d'un immense réservoir de main-d'œuvre ruinée[15].

Les activités de type capitaliste ayant ainsi, à proprement parler « investi » les sociétés traditionnelles, il était dès lors aisé d'y introduire les rapports de propriété appropriés, indispensables au fonctionnement d'une économie de marché, ainsi que les institutions adaptées, permettant le maintien effectif de celle-ci. Pour accroître encore la domination impérialiste, la plupart des pays capitalistes ont entrepris d'améliorer, dans ces pays, les moyens de communication : chemins de fer, installations portuaires, routes ; cela avait l'avantage, en outre, d'offrir des possibilités importantes — et rentables — d'investissement au capital occidental.

Ceci ne constitue cependant qu'un des aspects du problème. Car, si l'intrusion du capitalisme dans les pays actuellement sous-développés a permis, jusqu'à un certain point d'y établir *certaines* conditions favorables à leur développement ultérieur, elle a aussi considérable-

[14] Cette politique n'a pas comporté que des avantages : elle a également eu pour effet, la corruption de la vie politique et sociale en Europe Occidentale, l'aggravation du chauvinisme et du racisme, le développement de l'impérialisme...
[15] Cf. W. E. Moore *Industralization and Labor* (Ithaca and New York, 1951), p. 52.

ment bloqué l'évolution de tous les autres facteurs de croissance. La perte d'une part importante du surplus économique de ces pays a eu incontestablement un effet catastrophique sur le niveau de leur accumulation primitive.

D'autre part, la concurrence impitoyable à laquelle était soumise leur industrie naissante, ne pouvait que l'étouffer totalement. Ainsi, toutes les conditions qui auraient pu faciliter le développement capitaliste — croissance de la circulation marchande, paupérisation d'un grand nombre de paysans et d'artisans et introduction des techniques modernes, — ont-elles été déviées, dénaturées, pour ne profiter qu'aux seuls intérêts de l'impérialisme occidental.

Ainsi, ces peuples se trouvèrent-ils pris entre la féodalité et le capitalisme. subissant toutes leurs conséquences désastreuses à la fois, et celles de l'impérialisme de surcroît. La domination impitoyable des seigneurs féodaux demeurait tempérée par les coutumes et la tradition, tandis que celle des capitalistes — étrangers ou nationaux — ne l'était pratiquement pas. L'obscurantisme et la violence arbitraire se doublaient de la rapacité calculatrice et rationnelle, des capitalistes. Les formes d'exploitation dans ces pays étaient multiples, les fruits de cette exploitation, par contre. demeuraient rares, puisqu'ils enrichissaient les métropoles étrangères ou les « bourgeoisies » parasitaires locales. La misère endurée par ces peuples était effroyable et rien ne laissait espérer de meilleurs lendemains. Ils vivaient sous le joug du capitalisme, mais ne réalisaient aucune forme d'accumulation du capital. Ils perdaient leurs moyens d'existence (terre, arts, artisanat) mais aucune industrie moderne ne leur en procurait d'autres. Confrontés à la science la plus évoluée de leur époque, ils n'en demeuraient pas moins dans l'ignorance la plus obscure.

II

L'un des exemples les plus frappants de cet état de choses demeure incontestablement celui de l'Inde. Son évolution au temps de la Compagnie des Indes Orientales est suffisamment connue pour n'avoir pas ici à y revenir en détail. Les avis sont unanimes en ce qui concerne l'évolution de l'Inde après l'intrusion du capitalisme.

On peut citer ce passage de Vera Anste, que l'on ne peut guère suspecter de nourrir des sentiments anti-britanniques : « ...jusqu'au XVIIIe siècle, les conditions économiques aux Indes étaient relativement bonnes ; les méthodes de production, l'organisation industrielle et commerciale qui y étaient en usage, soutenaient aisément la comparaison avec celles existant ailleurs dans le monde, à la même époque... Ce pays, qui a fabriqué et exporté de précieuses soieries et autres articles de luxe à une époque où les ancêtres des Anglais menaient encore une vie fort primitive, n'a pu cependant prendre part

à la révolution économique, dont les initiateurs furent précisément les descendants de ces mêmes barbares »[16].

Cette « faillite » ne fut pas accidentelle : elle n'était pas non plus due à une quelconque inaptitude de la « race hindoue »[17] : mais bien plutôt à la spoliation impitoyable exercée par les capitalistes britanniques dès les premiers temps de leur domination sur l'Inde. Le pillage atteignait une telle importance et les richesses étaient tellement considérables, que le Secrétaire d'Etat, le marquis de Salisbury crut bon de lancer un avertissement : « comme l'Inde doit être saignée, il convient que cela soit fait avec discernement. »[18] Le volume exact des richesses sous-tirées à l'Inde, et qui ont accru considérablement les capitaux accumulés de la Grande-Bretagne, n'a jamais, à ma connaissance, été connu. Digby note, que selon certaines estimations entre 1757 (victoire de Plassey sur les hindous) et 1815 (bataille de Waterloo) — qui fut une période capitale en ce qui concerne le développement capitaliste de la Grande Bretagne — la valeur des richesses soustraites à l'Inde se situerait entre 500 millions et 1 000 millions de livres sterling. On peut mesurer l'importance de cette somme si l'on considère que le capital total de toutes les sociétés anonymes exerçant leurs activités aux Indes, s'élevait à la même époque à 36 millions de livres. Des statisticiens hindous, qui font autorité, K. T. Shah et K. J. Khambata, ont calculé qu'au cours des premières décennies du XXe siècle, la part du revenu national brut de l'Inde approprié par les Britanniques — sous un prétexte ou un autre — a représenté 10 % de celui-ci[19].

On peut d'ailleurs ajouter que ce drainage a été certainement moins important au XXe siècle qu'aux XIXe et XVIIIe siècles. Mais ce qui est certain, c'est que ces chiffres sous-estiment largement les pertes subies par l'économie de l'Inde, puisqu'ils ne tiennent notamment compte que des transferts *directs* et non indirects (par exemple les

---

[16] Vera Anstey, *The Economic Development of India* (London, New York, Toronto, 1929 - 4e édit., 1952), p. 5.

[17] Comme le notait un observateur, à une époque antérieure : « la grande masse du peuple hindou possède une grande *énergie industrieuse*, elle est particulièrement apte à accumuler le capital, à comprendre et développer les mathématiques et les sciences exactes. L'intelligence de ce peuple est remarquable. » Cité dans Marx : « The Future Results of the British Rule in India » (dans Marx-Engels « On Britain », Moscou, 1953, p. 390). De nombreux auteurs ont d'ailleurs montré en quoi tout le système éducatif mis en place par les Anglais aux Indes, tendait, non à développer l'esprit scientifique des Hindous, mais au contraire à l'empêcher d'évoluer. On peut citer une fois encore Vera Anstey : « ...ne devrions-nous pas nous interroger pour savoir dans quelle mesure le système d'éducation introduit par les Britanniques a permis la formation intellectuelle de la population et l'extension de la science. Ne leur avons-nous pas enseigné les œuvres archaïques d'auteurs du XVIe et du XVIIe siècle au lieu de leur apprendre comment appréhender et contrôler les forces naturelles ? » *Op. cité*, p. 4.

[18] William Digby, « *Prosperous* » *British India* (Londres, 1901).

[19] R. Palme Dutt dans « India Today » (Bombay, 1949), p. 32 y fait référence. On devrait tenir compte de ce pourcentage par rapport à ce que 10 % du P.N.B. représente, pour la constitution du *surplus économique*, dans un pays d'une pauvreté telle que l'Inde.

pertes subies par l'économie indienne à cause des termes de l'échange imposés par les Britanniques).

Brook Adams donna une excellente description de l'intérêt, pour l'Angleterre, de cet état de choses : « En ce qui concerne le pillage systématique de l'Inde, le meilleur témoignage est incontestablement celui de Macaulay de Calcutta, porte parole de la classe dominante : il raconta comment, après la victoire de Plassey, « la fortune pleuvait littéralement », et dit en parlant des gains de Clive (le général victorieux) : « On peut affirmer qu'aucun Anglais, ayant commencé avec rien, n'a pu amasser à l'âge de 34 ans, une telle fortune ! Mais ce que Clive a pu prendre, pour son propre compte ou celui de son gouvernement, n'est rien au vu du pillage systématique, qui fut entrepris au Bengale, après son départ, par des administrateurs rapaces, irresponsables, impitoyables. Leur seul désir était d'amasser le plus de richesses possible, de les rapporter en Angleterre afin de s'y exhiber. Des fortunes considérables se constituèrent ainsi à Calcutta pendant que trente millions d'individus étaient réduits à la plus absolue misère... Les méfaits de l'administration britannique furent tels que l'on se demande comment une société a pu subsister en dépit de cette saignée constante.

« Le consul romain qui, en un an ou deux, parvenait à s'enrichir suffisamment pour édifier de somptueux palais de marbre en Campanie, boire dans de l'ambre, festoyer sans fin, posséder des hordes de gladiateurs étincelants et des troupeaux de girafes : le vice-roi d'Espagne, ayant quitté Mexico ou Lima sous les malédictions, revenait à Madrid, couvert d'or : tout cela était désormais largement dépassé »[20]. Relativement vite, les richesses parvinrent à Londres, ce qui eut un effet immédiat sur le développement économique de la Grande-Bretagne, puisque tous s'accordent à dire que la « révolution industrielle » date environ de 1760. Avant cette date... « les machines et l'outillage employés à filer le coton dans le Lancashire étaient aussi primitif que ceux de l'Inde ; en 1750 l'industrie du fer périclitait... on peut dire que pour le capitaliste, la machine à vapeur a sauvé la situation »[21].

Une analyse sérieuse de la déperdition de l'accumulation primitive, nous est donnée par l'ouvrage de Romesh Dutt : *The Economic History of India*[22] : « On peut malheureusement dire que les sources

[20] Le passage cité est de Macaulay : « Lord Clive ».

[21] *The Law of Civilization and Decay, and Essay on History* (New York, 1846, citation de la réédition de 1943), p. 224.

[22] Londres, 1901 - citation dans la 7e édition 1950, pp. VIIII et sqq. Cet auteur, haut fonctionnaire dans l'administration britannique aux Indes et maître de conférences (Histoire Indienne) à la University College de Londres, ne doit pas être confondu avec R. Palme Dutt, auteur de l'ouvrage fondamental « India Today » (Londres, 1940, 2e édit., Bombay, 1949).

de richesses aux Indes ont été considérablement restreintes au cours de la domination britannique. Au XVIIIe siècle, l'Inde était un grand pays industriel et agricole, ses produits envahissaient aussi bien les marchés européens qu'asiatiques. Mais il est certain que la politique égoïste et bornée de la Compagnie des Indes et du Parlement anglais a découragé l'effort industriel et artisanal local pour favoriser le développement des industries de la métropole. La politique poursuivie constamment fut — au cours du XVIIIe siècle, et au début du XIXe siècle — d'asservir l'Inde aux intérêts des industries anglaises, de réduire l'activité économique du pays à la seule production de matières premières, susceptibles d'être incorporés dans la fabrication des biens produits en Grande-Bretagne. Cette politique a été appliquée, implacablement : il fut ordonné de contraindre les artisans hindous à travailler dans les fabriques de la Compagnie ; des tarifs préférentiels furent établis, visant à exclure les biens produits aux Indes (soieries, cotonnades) du marché britannique, tandis que les produits anglais pénétraient aux Indes sans frais de douane. L'invention du métier mécanique en Europe acheva de tuer les industries hindoues ; même lorsque récemment les métiers mécaniques furent introduits aux Indes, la Grande-Bretagne en marqua du dépit !

L'agriculture est pratiquement la seule source de revenu que possède l'Inde. mais là encore, l'impôt sur la terre (Land Tax) prélevé par les britanniques, réduit considérablement le profit économique. Ceci... « paralyse tout progrès dans l'agriculture, annule l'épargne appauvrit et endette le paysan... Aux Indes, l'Etat interfère directement dans le processus d'accumulation de capital, et intercepte les revenus et richesses des cultivateurs... ainsi totalement démunis, de façon permanente... ; l'Etat n'a développé aucune industrie nouvelle, amélioré aucune ancienne... : quelles qu'aient été les formes des prélèvements, toutes les richesses ont ainsi quitté l'Inde pour enrichir l'Europe. En vérité le suc de l'Inde a fertilisé les autres pays. »

L'impact du capitalisme britannique sur l'économie hindoue a donc eu des effets tout à fait catastrophiques. Il est certain que le processus de transition de la féodalité au capitalisme et la perte de la quasi totalité de l'accumulation primitive, déjà réalisée, ont engendré aux Indes une misère et une souffrance intolérable. Non seulement le surplus économique a été détourné de son utilisation première (ce qui est déjà, en soi, cause de luttes et de difficultés profondes), mais de plus ce sont les affamés. les miséreux, qui ont été expropriés du peu qu'ils avaient.

Si ce surplus, accaparé par les britanniques, avait été *investi aux Indes*, le développement économique aurait certainement évolué différemment et la situation à notre époque n'aurait pas été semblable à celle, dramatique, que nous connaissons. Il est vain de vouloir déterminer si le niveau de développement auquel serait parvenue l'Inde dans ces conditions correspondrait aux possibilités de ses extraordi-

naires richesses naturelles et de son peuple. Mais on peut affirmer qu'en aucun cas le destin des générations de l'Inde n'aurait ressemblé à ces catastrophes successives auxquelles elles ont été soumises.

Le dommage incalculable causé, par l'impérialisme, à l'économie de l'Inde, n'est pas moindre que la souffrance infligée à son peuple : « Toutes les guerres civiles, invasions, révolutions, famines du passé n'ont guère été plus loin que la surface. Au contraire, l'Angleterre a brisé entièrement les cadres de la société hindoue et n'a offert aucune perspective de changement... »[23].

La politique britannique aux Indes peut se rapprocher de celle suivie par certains tyrans antiques, décrits par Macaulay : « Lorsqu'ils craignaient la capacité ou l'intelligence d'un sujet et qu'ils ne pouvaient cependant pas l'assassiner... (ils avaient coutume)... de lui administrer tous les jours une dose de pousta, forme d'opium dont les effets avaient pour résultat, en quelques mois d'annihiler toute résistance physique ou morale de l'individu et en faisaient un débile sans défense. Cette coutume, plus atroce que le meurtre, était effectivement digne de ceux qui l'employaient[24] ».

La politique impérialiste d'expropriation des paysans et d'imposition a ruiné l'économie des communes rurales, l'artisanat local et l'industrie naissante. A leur place l'administration britannique a institué et développé la propriété foncière parasitaire, l'usure, les bas-fonds innommables des villes indiennes, la spéculation de requins de toutes sortes. « La domination britannique s'est ainsi consolidée en créant de nouvelles classes sociales dont les intérêts dépendaient étroitement de son maintien. Il s'agit tout d'abord des propriétaires fonciers et des princes, mais aussi de tous ceux qui étaient employés dans les services de l'administration coloniale : patwari, chefs de village, etc... Il faut ajouter à ces méthodes, la poursuite d'une politique délibérée visant à diviser les indiens entre eux, favorisant tel ou tel groupe au détriment d'autres »[25].

On a déjà parlé plus haut de la politique d'éducation, mais il ne semble pas inutile de rappeler ce passage extrait de l'ouvrage de Kaye *Life of Metcalfe*, cité par Nehru : « La hantise de voir se diffuser librement les connaissances devint une maladie chronique... affectant les membres du gouvernement qui ne cessaient d'avoir des cauchemars ou des rêves éveillés où les visions de presse à imprimer leur faisaient dresser les cheveux d'horreur. Notre politique, à l'époque, consistait à maintenir les indigènes dans une ignorance totale,

[23] Marx, *British Rule in India* « Selected Works », Moscou 1949-50, Vol. I, p. 313.
[24] « Discours », cité par Digby dans « *Prosperous* » *British India*, p. 63.
[25] Jawaharlal Nehru : *The Discovery of India*, p. 304 et sq. New York, 1946.

et toute tentative de leur inculquer un quelconque savoir était immédiatement réprimée. »

C'est pourquoi l'analyse de Nehru, qui suit, constitue une analyse exacte des effets de la domination britannique et des raisons de son retard actuel : « ...presque tous les problèmes vitaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, sont la conséquence de la domination britannique : le problème des princes, des minorités, le manque d'industrie, la misère de l'agriculture, le retard sur le plan social et surtout la tragique misère de notre peuple. »[26]

Ceci n'est pas pour idéaliser le passé de l'Inde avant l'intervention britannique ou pour le présenter comme un paradis perdu. On peut citer Marx : « ...nous ne devons pas oublier que ces communautés villageoises idylliques, aux apparences inoffensives, constituaient cependant l'un des fondements du despotisme oriental, qui réduisait les capacités de l'intelligence humaine en la soumettant à la domination de la superstition et de la tradition. Nous ne devons oublier la barbarie de l'époque, la ruine des empires, les cruautés, le massacre de populations entières. Nous ne devons pas oublier que cette vie sans dignité, stagnante et végétative, que cette existence passive comportait d'autre part des forces de destruction sauvages et gratuites ; le meurtre même devint un rite religieux dans l'Hindoustan. Nous ne devons oublier que ces petites communautés étaient littéralement empestées par le système de castes et par l'esclavage, qu'elles soumettaient l'homme à des forces lui échappant, qu'au lieu d'amener l'homme à contrôler les événements historiques, elles ont idéalisé le système social jusqu'à l'identifier à la fatalité, au destin, amenant ainsi l'émergence d'un culte bestial de la nature. »[27]

On ne doit pas oublier que si l'Inde avait été soumise à son développement propre, elle aurait sans doute, suivi une voie moins tortueuse, moins douloureuse surtout. Elle aurait dû inévitablement passer par une révolution bourgeoise et par un développement capitaliste coûteux, mais c'eût été le prix de ses progrès. L'Inde aurait été toute autre si elle avait pu contrôler et diriger son propre développement, faire progresser son peuple.

III

Ce qui précède peut paraître purement spéculatif, mais il existait néanmoins une autre alternative pour les pays actuellement sous-développés, qui ne passait pas par la perte massive de leur production et

[26] *Ibid*, pp. 306 et sq.
[27] *British Rule in India, op. cit.*, p. 317.

de leur richesse accumulée, la suppression de tout développement local, la corruption systématique de toute leur vie sociale, culturelle et politique, telle que l'a réalisée la politique impérialiste[28].

On s'en aperçoit lorsque l'on se penche sur l'évolution du seul pays asiatique ayant échappé au sort de ses voisins, dont le développement économique s'est effectué à un rythme élevé. Car, à l'époque où l'impérialisme occidental investissait les Indes, soumettait l'Afrique, ruinait l'Amérique latine et « ouvrait » la Chine, les conditions économiques au Japon n'étaient guère plus favorables à un développement économique qu'ailleurs en Asie. On peut même dire que le Japon, avec « ses rapports de propriété féodaux et son économie de petite paysannerie » (Marx), déchiré par des querelles internes très violentes de type féodal, était peut-être encore plus enserré dans le carcan de la féodalité que n'importe quelle autre société pré-capitaliste. « Tous les efforts étaient faits, pendant plus de deux cents ans, pour empêcher tout changement, toute croissance... la société était immuablement fixée dans un moule séculaire...

Le maintien d'une classe de guerrière absorbait une grande part du surplus économique, laissant peu à l'investissement... Une importante déperdition d'énergie se doublait d'une stérilisation des arts et métiers. Il semblait impensable que l'on réussisse à dépasser tous ces obstacles pour réaliser un effectif développement économique »[29].

Au cours de la même période, cependant, malgré la rigidité du système féodal, s'effectuait une importante accumulation au profit des commerçants de la ville et de la campagne[30]. Pour évaluer un peu

---

[28] Nous avons longuement insisté sur le cas de l'Inde mais ce qui est vrai pour elle, l'est *mutatis mutandis* pour les pays retardataires. Des analyses pertinentes concernent l'expérience birmane et indonésienne (ainsi que la politique coloniale de l'Occident en général) voir les ouvrages de J. S. Furnivall, *Netherland Indies* (Cambridge, England, 1948) et *Colonial Policy and Practice* (Cambridge, England, 1948). Autre ouvrage important : J. H. Boeke, *The Evolution of the Netherlands Indies Economy*, (New York, 1946). La littérature relative à la Chine est très abondante. Dans le contexte de notre analyse, le plus intéressant est celui de Michael Greenberg, *British Trade and the Opening of China* — 1800-1842 (Cambridge, England, 1951) et G. E. Efimov, *Ocherki po Novoy i Noveyshey Istorii Kitaya*, Moscou, 1951. Une bonne analyse de ce qui s'est passé en Afrique peut être trouvée dans l'ouvrage de Léonard Woolf, *Empire and Commerce in Africa*, Londres. Il faut rappeler le désormais classique ouvrage : Bishop Bartholomed de Las Casa, *The Tears of the Indians*, réimprimé Stanford, qui décrit la catastrophe dramatique qui a eu lieu dans les Caraïbes.

[29] Thomas C. Smith, *Political Change and Industrial Development in Japan : Government Enterprise — 1868-1880*, Stanford, Californie 1955, Chap. II. (Je suis très reconnaissant au Pr. Smith de m'avoir laissé consulter les épreuves de cet ouvrage.)

[30] Il faut absolument noter que dès le XVIIIe siècle, de puissants clans féodaux, tels celui de Satsuma du Sud de Kiou-Siou, développèrent des relations commerciales considérables et réalisèrent une accumulation nonnégligeable. Voir E. Herbert Norman, *Japan's Emergence as a Modern State*, p. 15, New York, 1946.

l'importance de cette richesse ainsi amassée, on peut se référer à ceci : « En 1760 les Bakufu « empruntèrent » aux corporations commerciales l'équivalent des dépenses du gouvernement pour un an[31]. Comme ces « emprunts » n'étaient généralement pas remboursés, ceci donne non seulement une image de la richesse des marchands, mais encore une idée des « vexations » qui leur étaient imposées par le gouvernement : elles n'étaient pas toutes d'ordre financier[32]. « Les autorités imposaient (à la classe des marchands) des restrictions importantes ; leurs vêtements, leurs chaussures, leurs parapluies, tous ces détails étaient réglés par des textes de lois.

Un marchand ne pouvait porter un nom qui ressemblait à un nom *daimyo*, ne pouvait demeurer dans les quartiers *samouraï*. Aucune aristocratie féodale n'avait plus de mépris pour l'argent ou ceux qui en faisaient le commerce, que les moralistes et légistes Tokugawa »[33].

Il est difficile de déterminer quels furent effectivement les groupes qui renversèrent les Tokugawa, mais on peut affirmer que la pression des relations capitalistes naissantes a largement contribué à la restauration Meiji. Ceci ne vise nullement à amoindrir la signification *politique* de l'opposition des petits samouraï et des soulèvements paysans du XIXe siècle qui ont effectivement réussi à renverser les Tokuwaga, ni à exagérer le rôle joué par la classe des marchands[34].

L'orientation prématurée commerciale de ces seigneurs féodaux était probablement due au fait qu'appartenant aux 86 tozama ou seigneurs « extérieurs », ils étaient exclus, par le groupe régnant Tokugawa, du pouvoir.

[31] G. B. Sanson, *The Western World and Japan*, p. 240, (New York, 1950).

[32] On en trouvera des descriptions dans les ouvrages de Sanson.

[33] Herbert Norman, *op. cit.*, p. 17.

[34] Le problème de l'appartenance de classe des *individus* participant à la révolution demeure posé. On ne peut en effet établir une corrélation étroite entre cette appartenance et ce qu'entreprennent les individus étant donné la multitude et la complexité des facteurs agissant sur eux. Une révolution bourgeoise n'est pas moins bourgeoise parce qu'un nombre important de nobles y participent, car ils ont pu dépasser leurs intérêts de classe et devenir l'avant-garde d'un mouvement progressiste ; une révolution prolétarienne, de la même façon, n'est pas moins prolétarienne parce que ses chefs peuvent, dans une certaine mesure, être issus de la bourgeoisie ou de l'aristocratie. C'est pourquoi je n'accorderai que peu de crédit à ce que présente Thomas S. Smith (op. cit., ch. II) concernant les classes ayant contribué à la restauration Meiji, puisqu'il s'appuie essentiellement sur l'appartenance de classe des individus y ayant participé. Le nombre dérisoire de marchands, semblerait indiquer une faible participation de leur part à ce mouvement. Alors qu'une telle appréciation est, à mon avis, totalement erronée. Traditionnellement, les bourgeois en tant qu'*individus*, n'ont jamais pris une part active à une *politique révolutionnaire*. L'une des caractéristiques de la classe bourgeoise est en effet, la nécessité pour elle de faire appel, en cas de soulèvements ou de mouvements sociaux, à des intermédiaires — Au Japon, étant donné le climat féodal de la société, l'existence de nombreux samouraï et ronin prêts à aller batailler pour gagner de quoi manger, il est probable que les marchands de Yédo et d'Osaka aient préféré payer des hommes pour lutter à leur place. « Les descendants des puissants marchands de Yedo et d'Osaka ont certainement joué un rôle important dans le renversement du Shogun en 1868, car celui-ci n'aurait jamais pu réussir sans leur soutien financier ». G. B.

Comme dans toutes les révolutions, ce fut un ensemble de forces sociales hétérogènes qui réussit à renverser *l'ancien régime* (en français dans le texte). Bien que les plus activistes aient été les guerriers « déclassés » (en français dans le texte), les intellectuels frustrés, les seigneurs ruinés et les courtisans, ce fut, en dernière analyse, la bourgeoisie ascendante qui a déterminé la direction et l'issue de la lutte, qui profita des fruits économiques de cette révolution.

« Une action moins dramatique que celle entreprise par les samouraï, mais qui a eu des conséquences bien plus importantes en ce qui concerne le renversement des Bakufu et la stabilisation du nouveau régime, fut incontestalement celle du grand *chonin*, d'Osaka notamment, dont l'aide financière a permis de gagner les batailles décisives. »[35]

Cela nous amènerait ici trop loin de tenter de retracer tous les changements intervenus au Japon après la révolution Meiji. Il suffira de noter qu'elle a permis la création d'institutions politiques et économiques indispensables pour réaliser un développement capitaliste. Illustrant parfaitement bien comment des gouvernements (ex. Henri VII, Henri VIII) sont en fait des instruments permettant, au cours du processus historique, la destruction d'un régime et la mise en place des conditions permettant l'accumulation du capital[36], le nouveau régime au Japon, la restauration, accéléra considérablement le rythme de l'accumulation et son utilisation à des fins commerciales et industrielles.

En ce qui concerne l'accumulation primitive, tous les efforts furent consenties pour la hâter. Comme il s'agissait encore d'une économie essentiellement agricole, la population paysanne représentant encore 70 à 75 % de la population — le surplus économique ne pouvait venir que de l'agriculture[37].

L'expropriation des paysans se réalisa grâce à l'action d'un Etat fortement centralisé largement, capitaliste sur des structures agraires féodales, archaïques. Ceci favorisa la croissance de l'entreprise capitaliste[38].

La double pression de l'Etat ainsi réorganisé et contrôlé et de la nouvelle classe bourgeoise possédante à la campagne (*les jinushi*) augmenta considérablement les charges pesant sur la paysannerie. Si

[35] E. Herbert Norman, *op. cit.*, p. 49.

[36] Marx, *Grundrisse der Kritik der Poitischen Ökonomie*, Rohentwurf, Berlin, 1953.

[37] Le marchand japonais... n'a pas eu l'occasion de réaliser l'accumulation primitive par vol, pillage et commerce comme ses « confrères » européens au XVIe et au XVIIe siècles (Norman, p. 51).

[38] « La Révolution Meiji, loin de les supprimer, renforça en les intégrant au sein de la société capitaliste, les relations féodales ». H. Kohachiro Takahashi. La place de la Révolution Meiji dans l'histoire agraire du Japon. « Revue historique » (oct.-nov. 1953), p. 248.

la part de la production agricole revenant au producteur s'élevait à 39 % au cours de la première moitié du XIXe siècle, elle s'abaissa à 32 % lors de la révolution Meiji, pour ne pas excéder 42 % au cours de la période 1933-1935[39]. Il ne semble donc nullement exagéré d'affirmer que la source principale de l'accumulation primitive a été le village, qui a joué, tout au cours de l'histoire du Japon le rôle de colonie interne[40].

La politique traditionnelle d'exaction à l'égard des paysans a été remplacée par une série d'autres mesures, visant à maximer le surplus. Les salaires des travailleurs non agricoles ont été maintenus, strictement, à des niveaux très bas, ce qui était très facile du fait de l'abondance de la main-d'œuvre due au surplus de la population agricole. Ce qui était encore plus important fut le fait que l'administration Meiji entreprit une politique d'inflation systématique, dont le résultat fut non seulement une redistribution des revenus favorisant l'accumulation du capital, mais encore un accroissement du surplus économique grâce à l'utilisation de ressources jusque-là inemployées[41]. Il faut cependant noter que ce qui fut le plus important en ce qui concerne l'accumulation primitive du capital, ce sont malgré tout les effets de l'émission de titres, par le gouvernement, en vue d'indemniser les seigneurs féodaux délogés, ainsi que la prise en charge, par le gouvernement, de leurs dettes.

« Le seigneur féodal cessa d'être un magnat *territorial* tirant ses revenus du labeur des paysans, pour devenir au contraire, grâce à cette commutation, un magnat *financier*, pouvant investir sa fortune, fraîchement transformée en capital, dans les banques, les sociétés, les industries ou les biens immobiliers ; il rejoignait de la sorte la petite oligarchie financière[42]. De la même manière, la satisfaction, par le gouvernement, des revendications des *samourai* relativement à un traitement régulier, qui trouvait sa source dans la capitalisation qu'ils effectuaient, sous forme de titres à intérêt, entraînait un gonflement supplémentaire du stock de capitaux disponibles. Ce capital, centralisé et administré par le système bancaire, qui était en train de se constituer à un rythme accéléré, forma le point de départ d'une expan-

[39] Cette donnée est de M. Yamada, éminent statisticien et historien japonais.

[40] Ya A. Pevsner, *Monopolisticheski Kapital Yaponii*, p. 11, Moscou, 1950.

[41] L'importance de cette politique de déficit financier, ainsi que les moyens utilisés en la matière furent étudiés par Thomas C. Smith, *Political Change and Industrial Development in Japan Government Enterprise 1868-1880*. (Stanford, California, 1955) chapitre VII.

[42] Norman, *op. cit.*, p. 94, Takahashi donne une indication supplémentaire importante : « Ces mesures prises par le gouvernement de la restauration ont permis d'une part de libérer les magnats (*damyo*) de leurs anciennes dettes à l'égard d'usuriers et d'autre part de transformer les usuriers-capitalistes (souvent contraints de leur prêter de l'argent dans le régime féodal) en porteurs d'obligations remboursables par l'ensemble de la nation. Ce qui, hier encore, n'était que du papier sans valeur, devenait maintenant du capital, ayant de plus une fonction nouvelle. »

sion considérable du crédit dans l'économie japonaise. Que ce soit les emprunts directs effectués par le gouvernement auprès des banques, ou la fusion quasi totale entre le Trésor public et quelques-unes des principales banques de l'époque — Mitsui, Ono, Simada, Yasuda, et d'autres — qui tiraient de cette collaboration des profits extravagants, ces processus ne firent qu'accroître encore davantage la mainmise exclusive d'un petit groupe d'institutions financières sur l'ensemble du capital disponible[43].

Cependant, malgré les efforts considérables qui furent ainsi réalisés pour remplir le plus possible les coffres de la bourgeoisie, pour créer de nouvelles et formidables fortunes et pour augmenter le capital à la disposition de la bourgeoisie d'affaires existante, à laquelle appartenait l'avenir, ceux-ci étaient en soi insuffisants à créer les conditions susceptibles d'amorcer et d'induire les investissements nécessaires pour développer le *secteur industriel*. Ainsi, après la Restauration Meiji, comme aux derniers temps de la domination Tokugawa, le seul fait pour les marchands de concentrer en leurs mains une richesse fabuleuse, même lorsque cela s'accompagnait — comme c'était le cas — de l'existence d'une abondante main-d'œuvre excessivement bon marché, n'a pas suffi à leur faire quitter leurs activités commerciales primitives au profit d'activités dans le secteur industriel.

« De nombreuses... familles commerçantes, notamment les Mitsui, ont... effectivement joué un rôle dirigeant dans l'établissement et le développement de l'industrie, mais durant les premières années de la période Meiji... les commerçants, presque dans leur totalité, demeuraient attachés à leurs sphères traditionnelles d'activités, à savoir la spéculation sur les biens de consommation, le commerce et les activités de prêts ou d'usure »[44]. Le processus de l'accumulation primitive du capital était loin d'être achevé ; le Japon se trouvait encore dans la phase du capitalisme commercial.

Nous avons déjà insisté antérieurement sur le fait que la bourgeoisie marchande n'est jamais parvenue seule à opérer la transition vers le capitalisme industriel. Celle-ci a toujours nécessité un soutien énergique et généreux de l'Etat, qui était donné pour les besoins de la cause sous le contrôle effectif de la classe capitaliste ascendante. Une telle impulsion a certainement été créée par l'Etat moderne qui a permis à l'économie japonaise d'abandonner le point mort pour entrer dans la voie du capitalisme industriel. Ce que Marx avait

[43] De 1875 à 1880 le capital total en possession des banques s'accrut de 2 450 000 yen à 43 040 000 yen. « Cet accroissement était dû en grande partie aux conséquences de l'émission de titres de pension au profit des *samouraï* et des *daimyo* en 1876 ; ces titres pouvaient être échangés au Trésor contre des billets de banque émis par les banques nationales. » Thomas C. Smith, *op. cit.*, Chap. IV. Voir aussi Peysner, *op. cit.*, p. 20.

[44] Thomas C. Smith, *op. cit.* chapitre IV.

observé, de manière générale, concernant la genèse du capitalisme industriel, coïncide précisément avec les conditions existant au Japon au moment de la Restauration Meiji.

« Le minimum total de valeurs que l'individu possesseur d'argent ou de biens de consommation, doit maîtriser, pour pouvoir se métamorphoser en capitaliste, varie selon les différentes étapes du développement capitaliste, et — à une étape donnée — selon les différentes sphères de la production, suivant les conditions techniques spécifiques qui les caractérisent. Certaines sphères de production exigent, même tout à fait aux origines de la production capitaliste, un capital minimum, dont ne dispose encore aucun individu. Ceci donne naissance dès lors, soit à des subventions de l'Etat à des particuliers, comme ce fut le cas en France à l'époque de Colbert, ou dans de nombreux Etats allemands encore de nos jours, soit alors à la constitution de sociétés dotées d'un monopole légal pour l'exploitation de certaines branches de l'industrie et du commerce »[45].

L'Etat Meiji alla beaucoup plus loin : il investit d'importantes sommes pour la construction ferroviaire, la construction navale, pour le développement d'un réseau de communications, pour créer les industries de base, pour fabriquer des équipements, etc. L'histoire des débuts de l'industrialisation au Japon a été relatée maintes fois : on peut y relever la trace constante du fil rouge que constitue le rôle dominant de l'Etat dans le processus d'accélération du développement du capitalisme industriel. Il est relativement peu important de connaître avec exactitude les moyens qu'il a employés pour ce faire. Certains investissements ont été financés directement par l'Etat, qui utilisa dans ce but les fonds qu'il n'était plus nécessaire de verser aux *samouraï* ; on peut noter en passant que le versement de ces fonds absorbait jadis pratiquement tous les revenus ordinaires du gouvernement.

D'autres investissements furent réalisés grâce aux garanties offertes par le gouvernement à ceux qui voulaient investir. Un autre moyen fut celui de l'engagement pris par le gouvernement d'acheter pendant un certain nombre d'années (assez important) la production totale des entreprises récemment installées. Quel qu'ait été le moyen choisi, on peut affirmer qu'il en est résulté un accroissement considérable du pouvoir du capitalisme industriel. Les profits que tiraient de ces contrats avec le gouvernement, les trusts tels que Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Okura et autres « Zaibatsu » qui allaient se constituer, étaient à proprement parler, fabuleux. Ceux-ci n'étaient peut-être dépassés que par les gains résultant d'une politique du gouvernement visant à « re-privatiser » les entreprises industrielles que possédait l'Etat.

[45] *Le Capital* (édition Kerr), Volume I, page 398. (La traduction anglaise a été légèrement modifiée en fonction — et à la lumière — du texte original allemand.) La première partie de cette citation — notons-le en passant — est d'une importance considérable pour l'analyse du capitalisme monopoliste que nous avons évoquée plus haut.

Cf. p. 134-135.

« Il ne fait aucun doute que cette politique a considérablement accru le pouvoir de l'oligarchie financière, surtout si l'on tient compte du prix ridicule auquel le gouvernement vendait ses entreprises modèles »[46].

Ainsi, à travers l'histoire du développement industriel initial au Japon (comme c'est le cas pour de nombreux autres pays), on ne voit guère apparaître ou se réaliser l'action hardie et innovatrice de l'entrepreneur individuel, qui est salué comme le créateur et le promoteur de tout progrès économique, par les historiens qui réécrivent l'histoire pour les raisons évidentes, évoquées plus haut[47].

En effet, si quelque chose est vraiment saillant et évident, c'est bien le rôle considérable qui a été joué par l'Etat, à la fois protecteur et corrupteur, pour véritablement arracher le capital à ses fonctions d'antan — spéculation et usure — pour pouvoir être investi dans des activités productives.

Ceci nous ramène à la question qui avait été soulevée au début de la discussion présente : qu'est-ce qui a permis au Japon de se développer d'une manière aussi radicalement différente de l'évolution des autres pays du monde sous-développé ? En d'autres termes, quelle fut la constellation de données historiques au Japon, qui laissa se développer une révolution bourgeoise, qui à son tour entraîna la constitution d'un régime à domination bourgeoise, qui joua dès l'origine le rôle de moteur — vigoureux et sans relâche — dans la « machine » du capitalisme japonais ?

La réponse à cette question est extrêmement complexe, et à la fois, très simple. Simple, parce que, si on la réduit à l'essentiel, cette situation résulte du fait que le Japon est le seul pays d'Asie (c'est aussi le seul pays si l'on envisage l'Afrique ou l'Amérique Latine) ayant échappé à la domination et à la colonisation du capitalisme européen ou américain, c'est donc le seul pays qui a pu avoir une chance de se développer d'une manière indépendante, suivant des voies nationales. La réponse est cependant complexe, car ce résultat n'a pu être acquis que par la convergence d'un grand nombre de facteurs plus ou moins indépendants, qui ont donné au Japon cette « chance ».

[46] Norman, *Japan's Emergence as a Modern State*, p. 131, New York, 1946 : « Les entreprises étaient vendues, en règle générale, 15 à 30 pour cent du prix qu'elles coûtaient au gouvernement, de plus les acheteurs pouvaient régler leur achat par traites s'étalant sur une très longue période, parfois de 20 ou 30 ans. » Pevsner, *op. cit.*, p. 23.

[47] Concernant la recherche actuelle relative à « l'histoire-du-point-de-vue-de-l'entrepreneur », qui est la plupart du temps subventionnée largement par les trusts et dont l'objectif est la glorification de l'entrepreneur héroïque. Voir Leo Huberman, *The « New » History or the Crowning of Mammon*, « Monthly Review » (août 1952), ainsi que Herbert Aptheker, *Laureates of Imperialism*, New York, 1954.

Ce qui est fondamental parmi ces facteurs, c'est, à l'origine, le retard de l'économie japonaise, la pauvreté de la population et le manque de ressources naturelles importantes[48].

« Le Japon avait très peu à offrir en tant que marché pour des entreprises étrangères ou en tant qu'entrepôt de matières premières pour l'industrie occidentale »[49].

L'attrait exercé par le Japon sur les capitalistes occidentaux ou leurs gouvernements n'atteignit donc jamais celui exercé par l'or de l'Amérique latine, la flore, la faune et les minerais de l'Afrique, les richesses fabuleuses de l'Inde et les marchés soi-disant inépuisables de la Chine.

Un autre fait non moins important était, qu'au milieu du XIXe siècle, lorsque la pénétration en Asie était la plus intense, les potentialités des pays occidentaux les plus importants étaient déjà, dans une certaine mesure, réduites par d'autres initiatives. La Grande-Bretagne, particulièrement, la puissance coloniale la plus importante du monde, avait suffisamment à faire en Europe, au Moyen-Orient, aux Indes et en Chine, pour ne pas s'engager dans une conquête militaire du Japon, qui semblait de toute façon peu attrayante. Cette limitation de la capacité d'expansion de la Grande-Bretagne accéléra le processus de transformation de sa politique coloniale (tant de sa nature que de son orientation) en cours depuis le milieu du siècle. Bien que celle-ci ait été voilée par un débat politique qui ressembla à une rixe contre un adversaire fictif — les Tories acceptaient pleinement l'essence de la politique étrangère de Palmerston —, elle marqua cependant la transition d'une forme de piraterie démodée, caractéristique de la phase du capitalisme commercial et de l'accumulation primitive du capital, vers une stratégie plus subtile et plus complexe de l'impérialisme moderne[50].

Ce qui fut décisif dans l'évolution qui permit au Japon d'occuper cette position particulière, fut une autre caractéristique de l'impéria-

[48] Encore maintenant, après près de 130 années d'explorations intensives, la richesse connue du Japon, ne peut se comparer, en ce qui concerne son volume ou sa qualité, à celle de la plupart des pays industrialisés. Il n'existe au Japon ni gisements de pétrole, ni mines de bauxite, de métaux non ferreux, ou de houille ; la seule richesse véritable est constituée par sa capacité à produire de considérables quantités de puissance hydro-électrique. Cf E. W. Zimmerman, *World Ressources and Industries*, (Revised Edition, 1951), en particulier pp. 456, 525 et 718.

[49] Norman, *op. cit.*, p. 46.

[50] « L'ancien impérialisme levait des tributs ; le nouvel impérialisme prête de l'argent et perçoit des intérêts. » H. N. Braisford, *the war of steel and gold*, Londres, 1914. L'importance décroissante du capital commercial et l'accroissement considérable des intérêts industriels et financiers ont entraîné un net refroidissement de l'enthousiasme pour les conquêtes — notamment en ce qui concerne celle de marchés hypothétiques en Extrême Orient — et se refléta dans le déclin progressif de l'influence de ceux que l'on nommait : Old China Hands ». (N.D.T. : Il s'agissait de gens ayant longtemps vécu en Chine, pratiquant des activités diverses, et qui étaient censés avoir une « expérience » faisant autorité.)

Cf. l'excellente relation dans N. A. Pelcovits, *Old China Hands and the foreign Office*, New York, 1948.

lisme moderne : la concurrence croissante qui se développa entre les différents « monstres » impérialistes en place, et l'arrivée, sur la scène internationale, d'une nouvelle puissance impérialiste : les Etats-Unis. Ce fut cette rivalité entre nations impérialistes qui rendit la conquête du Japon impossible pour toutes les puissances impérialistes[51].

Bien que ce furent les Etats-Unis qui réalisèrent « l'ouverture » initiale du Japon et qui lui imposèrent le premier traité inégal, ni l'étape à laquelle était parvenu le développement du capitalisme américain, ni le statut international dont il disposait, ne lui permirent même d'essayer de s'assurer un contrôle exclusif sur le Japon.

« La proximité de la Chine donna une importance stratégique capitale au Japon. Les puissances qui avaient imposé au Japon des traités inégaux, veillaient jalousement les uns sur les autres, de peur que l'une d'entre elles n'acquiert une influence prédominante au Japon, qui pourrait alors le coloniser et en faire le point de départ d'une progression en Chine »[52].

La possibilité et la nécessité d'éloigner la menace que constituait l'impérialisme occidental déterminèrent considérablement le rythme et la forme du développement économique du Japon. Non seulement il fut possible au Japon d'investir son surplus économique dans sa propre économie, mais encore, comme il lui fut épargné de subir l'invasion massive de soldats, marins, chercheurs de trésor et autres « civilisés » venus de l'Occident, le Japon échappa en grande partie à la xénophobie extrêmiste, qui dans d'autres pays d'Asie, a longuement retardé l'expansion et l'utilisation de la science européenne. La réceptivité du Japon à l'égard de la connaissance européenne, si souvent évoquée et louée par les écrivains occidentaux, a pour une large part au moins été la conséquence de ces circonstances favorables. La civilisation occidentale n'a pas été importée au Japon au bout du canon d'un fusil ; la science et la technique occidentales n'ont pas été associées directement, comme ce fut le cas pour l'Inde, la Chine et d'autres pays sous-développés, au pillage, à la rançon et au meurtre. Ceci a eu pour résultat l'existence d'un « climat » socio-psychologique favorable à l'adoption de la science occidentale et se manifesta par l'importation de techniciens européens ou par la formation en Occident de jeunes Japonais.

D'un autre côté, le danger d'une éventuelle pénétration occidentale agissait comme un stimulant constant sur le développement économique du Japon. A la fin de la période Togukawa, cette menace semblait essentiellement militaire et fut conjurée comme telle par les souverains féodaux. Ils entreprirent des efforts considérables pour établir des industries stratégiques : fer, armements, constructions navales[53].

Cependant ces enclaves hautement industrialisées et modernes, au milieu d'une société féodale, arriérée, sans aucune base objective dans sa structure socio-économique pouvant créer les conditions d'une croissance économique, demeurèrent des corps étrangers dans une économie pré-capitaliste, pré-industrielle.

Les choses changèrent radicalement aux environs des années 1860 : la menace étrangère ne concernait plus « seulement » l'indépendance nationale. Les marchés japonais, sans défense depuis les traités inégaux, étaient littéralement submergés de marchandises étrangères. Ce qui était gravement menacé, c'était l'existence même du capitalisme japonais naissant. La politique suivie par le gouvernement issu de la révolution Meiji était pleinement en accord avec les intérêts qu'il représentait et les solutions qu'il avait à rechercher. La concurrence étrangère ou l'agression impérialiste ne pouvaient en aucun cas être combattues par la construction de quelques usines d'armements ou par le stockage d'armes. Ce qui était nécessaire, c'était le développement rapide d'une économie intégrée, capable de supporter une guerre moderne et les assauts de la concurrence étrangère.

●

Cette coïncidence entre les intérêts vitaux du capitalisme japonais et les exigences militaires de la survie de la nation, fut d'une importance considérable et détermina en grande partie la rapidité du développement économique et social après la révolution Meiji. L'accélération de la croissance économique fut réalisée grâce à des investissements dans les secteurs de base, la construction navale, les voies de communication, etc., ce qui fut préféré à un effort uniquement en direction des industries de guerre. Cette politique permit par ailleurs au nouveau gouvernement bourgeois de mobiliser toute la ferveur patriotique et guerrière des castes militaires « déclassées » au profit de la construction d'une économie moderne. Il fallut moins d'un demi-siècle pour qu'une industrie concentrée, contrôlée par les monopoles, permette la constitution d'un potentiel militaire impressionnant, ce qui, accompagné du « chauvinisme » savamment entretenu des *samouraï* et de leurs descendants, eut pour résultat de transformer le Japon, jadis objet de convoitise pour les impérialistes occidentaux, en un jeune allié, aux succès prometteurs.

---

[51] « La complexité particulière de la situation internationale de 1850 jusqu'à la fin de la guerre civile américaine et le début de la guerre franco-prussienne ainsi que le *pat* résultant des intrigues franco-anglaises au Japon... ont donné à celui-ci l'espace libre nécessaire pour se libérer des contraintes du féodalisme qui avaient fait jusque-là stagner l'économie nationale et avaient exposé le pays aux dangers de la domination commerciale et militaire étrangère. » Norman, *op. cit.*, p. 46.

[52] K. H. Eydus, *Yaponia ot Pervoy do Vtoroy Mirovoy Voiny*, p. 4, (Le Japon de la première à la seconde guerre mondiale, 1946, Moscou.

[53] Thomas C. Smith, *Political Change and Industrial Development in Japan : Government Enterprise 1868-1880*, chapitre I.

Comme le disait Lénine : « Par leur pillage colonial dans les pays d'Asie, les Européens réussirent à en endurcir un — le Japon — ce qui lui permit de s'assurer un développement indépendant. »[54]

IV

Il est certes impossible d'émettre des hypothèses relatives à la rapidité avec laquelle les pays actuellement sous-développés auraient pu se développer sur le même mode que le Japon, ou savoir comment ils auraient pu engendrer un processus de développement capitaliste et de croissance économique en l'absence de l'invasion et de l'exploitation des puissances impérialistes occidentales. Il est certain que la rapidité de la transformation du Japon en pays capitaliste, industrialisé, a été due en grande partie à la menace économique et militaire que constituait la présence de l'Occident. Cependant, quelles que soient les circonstances spécifiques du mouvement précité, on retrouve des faits semblables dans l'histoire de tous les pays en question, ce qui tend au moins à indiquer la nature de cette tendance générale.

En dépit de leurs particularités nationales, les formations sociales pré-capitalistes en Europe occidentale, au Japon, en Russie et en Asie, atteignaient, à des moments différents et de manière différenciée, leur destin historique commun[55]. Aux environs du XVIIIe siècle et du XIXe siècle, elles étaient toutes parvenues à un stade de désintégration et de décomposition. Des révoltes paysannes et la montée de la bourgeoisie ébranlaient partout leurs fondations elles-mêmes. Les révolutions bourgeoises et le développement du capitalisme néanmoins furent plus ou moins retardés ou combattus ; cela dépendait des conditions historiques spécifiques, de la force interne que possédaient encore les ordres pré-capitalistes et de l'intensité de la lutte contre les régimes féodaux. Mais ces révolutions bourgeoises, ce développement capitaliste, n'auraient, nulle part, pu être évités indéfiniment.

Il est certain que si le contact entre les pays avancés et les régions les plus arriérées avait été différent de ce qu'il a été, s'il avait donné naissance à une véritable coopération et une authentique assistance, au lieu de l'oppression, et de l'exploitation, le développement progressif des pays actuellement sous-développés aurait pu se réaliser beaucoup plus rapidement, sans heurts, avec moins de souffrances et

[54] Œuvres, 4e édition, vol. 15, Moscou 1947.

[55] Dans la production marchande qui se développait au sein des profondeurs de la société féodale chinoise, on pouvait déjà voir naître les premiers débuts du capitalisme. La Chine aurait donc pour cela évolué, même sans l'impact du capitalisme étranger, graduellement et progressivement vers une forme capitaliste. Mao Tse-toung, *Isbrannye Proizvedenia* (Œuvres Choisies), vol. 3, p. 142, Moscou, 1953.

de sacrifices. Une transplantation pacifique de la science, de la culture et la technique occidentales dans des pays moins avancés aurait servi partout de puissant catalyseur à un développement économique véritable. L'ouverture violente, destructrice, (accompagnée du pillage systématique) des pays faibles par le capitalisme occidental a considérablement dévié, et retardé, leur développement. On peut comparer dans cette optique l'influence exercée par la science et la technique britanniques dans le développement des Etats-Unis, à celle exercée par l'opium anglais sur le développement de la Chine, pour en saisir toute l'importance et la portée.

6

Vers une morphologie du sous-développement. (I)

Si l'on se tourne à présent vers la situation existant dans les pays sous-développés, nous devons tenter de rassembler, à nouveau — même si cela doit donner lieu à d'inévitables répétitions — les diverses stratifications du développement historique, pour faire apparaître plus clairement ce qui en résulte de façon directe et naturelle. Il ne fait aucun doute que les forces qui ont modelé l'évolution des zones arriérées du monde exercent encore à présent leur impact de façon déterminante sur les conditions actuelles qui prédominent dans ces pays ; leurs formes ont certes varié ainsi que l'intensité de leur action, mais par contre, ce qui les a engendrées, leur contenu, n'a pas été altéré par le temps. C'est leur action effective qui détermine aujourd'hui, comme dans le passé, les destinées des pays sous-développés capitalistes. Leur développement économique et social futur dépendra pour une grande part de la rapidité avec laquelle ces pays pourront lutter efficacement contre ces forces et des moyens qu'ils utiliseront pour ce faire.

Le processus d'introduction du capitalisme dans le développement historique des pays actuellement sous-développés a effectivement empêché la réalisation de ce que nous avons appelé plus haut, les conditions « classiques » de la croissance. Il est inutile de s'étendre sur la première exigence classique, car comme le laisse sous-entendre le terme de « sous-développé », la production dans ces pays a été très faible et leurs ressources, tant matérielles qu'humaines, ont été sous-employées, sinon inemployées. La pénétration capitaliste, dans ces pays, loin de favoriser l'expansion économique, le progrès technique et les changements sociaux, a tout au contraire perpétué la stagnation de l'économie de ces pays, le maintien de techniques archaïques et de rapports sociaux rétrogrades. Dans la mesure où le volume du surplus économique dépend du volume de la production globale et du niveau du revenu national, ce surplus a été nécessairement très peu élevé dans les pays capitalistes arriérés. Cela ne signifie pas pour

autant que ce surplus a constitué une part minime du revenu global, bien au contraire, la seconde condition « classique » de croissance a été pleinement remplie : la consommation de la population productive, laborieuse, a été réduite à son volume minimum ce minimum correspondant, à peu de choses près dans ce cas, au minimum vital de subsistance, bien que parfois, dans certains pays sous-développés, cela soit même nettement inférieur au minimum de subsistance.

Ainsi, le surplus économique dans ces pays est-il effectivement peu important en valeur *absolue* si on le compare à celui des pays capitalistes avancés, mais comme il constitue une *part* importante de la production globale des pays sous-développés, on peut considérer qu'il est aussi important, sinon plus important, que le surplus des pays capitalistes avancés.

Ce n'est donc pas à ce niveau que se situe la distorsion que l'on peut enregistrer entre la situation existant dans les pays sous-développés et ce qui est envisagé par le modèle classique de la croissance économique. Il semble bien que les distorsions s'accentuent de manière déterminante lorsque l'on aborde la troisième et la quatrième condition classique de la croissance, celles relatives au *mode d'utilisation* du surplus économique. Il nous faut étudier ce problème en détail.

L'une des caractéristiques principales du sous-développement économique — qui est même souvent employée pour le définir — est que la majeure partie de la population de ces pays tire ses ressources de l'agriculture et que la production agricole constitue une part importante du produit global. Bien que les proportions varient d'un pays à l'autre, on peut dire que pratiquement dans tous les pays, la plus grande part de la production agricole est produite par les paysans, de manière autarcique, et que ces paysans pauvres constituent la quasi-totalité de la population agricole. Leurs fermes et leurs terres comportent en général de petites parcelles et leur productivité (tant par l'homme qu'à l'hectare) est très faible. On peut même dire que, dans la plupart des pays sous-développés, la productivité marginale des paysans est tellement faible que le départ de l'agriculture d'une partie non négligeable de la population agricole n'entraînerait pas une diminution considérable de la production agricole totale[1]. Même si les parcelles (ou lopins) appartenaient effectivement à ceux qui les travaillent, la production qui en résulterait, suffirait tout juste à l'entretien (au niveau du minimum vital) de la famille paysanne et même dans certains pays n'atteindrait pas ce niveau.

De fait, dans la plupart des pays sous-développés, une importante

[1] Une bonne étude de ce sous-emploi structurel dans l'agriculture — ou de ce qui a été appelé aussi « sous-emploi déguisé », a été réalisée par B. Datta, *The Economics of Industrialization*, Calcutta, 1952, chapitre V, où l'on trouvera également une bibliographie relative à ces problèmes.

proportion des petits lopins ne sont pas appropriés par les paysans, mais leur sont loués, la plupart du temps par des propriétaires terriens, parfois par l'Etat. De toute façon, que le lopin lui appartienne ou lui soit loué, le paysan devra assurer non seulement l'entretien de sa propre famille, mais encore le prix de la location ou les impôts (ou les deux). Dans la plupart des cas, les paysans doivent fournir, de plus, le paiement des intérêts des dettes qu'ils ont contractées, soit lors de l'acquisition initiale du lopin, soit pour des besoins de consommation courante lors des années de mauvaise récolte. Les charges qui pèsent sur le paysan individuel sont dans les pays sous-développés extrêmement élevées à cause du prix de location de la terre, des impôts et des intérêts : elles absorbent souvent plus de la moitié de sa maigre récolte (produit net). Une ponction supplémentaire est effectuée sur ses revenus disponibles du fait des termes de l'échange extrêmement défavorables qui lui sont imposés. Exploité par des intermédiaires de toutes sortes, il est mal payé pour sa faible production et doit au contraire payer très cher les quelques rares biens de consommation venant du secteur industriel qu'il doit acquérir. Le surplus économique issu du secteur paysan de l'agriculture est donc extorqué aux paysans eux-mêmes et approprié par les propriétaires fonciers, les usuriers, les marchands et les commerçants et, dans une plus faible mesure, l'Etat[2].

Dans le secteur agricole où dominent les grands domaines et les plantations, où la terre n'est pas morcelée en lopins individuels, c'est le travail salarié qui constitue la règle ; la production y est (par hectare) le plus souvent plus élevée que sur les petits lopins. Le surplus économique qui revient aux propriétaires fonciers sous forme de profits, tend également à être plus élevé ; cela est essentiellement dû au fait que les termes de l'échange leur sont généralement plus favorables qu'aux petits paysans individuels[3].

Si l'on envisage l'agriculture comme un ensemble, il est probable que le surplus économique engendré par ce secteur, dans les pays sous-développés, représente au moins la moitié — et parfois plus de la moitié — de la production totale. Il est clair que l'utilisation qui est faite de cette part très importante du produit national, détermine en grande partie le développement économique des pays sous-développés. Il est non moins évident que dans tous les pays sous-développés la

[2] Il existe dans la plupart des pays sous-développés une couche rurale relativement aisée composée d'un mélange de paysans, de commerçants et d'usuriers : les *koulaks* d'après la terminologie russe. Ils font travailler de la main-d'œuvre salariée, commercent et prêtent de l'argent : ce sont les « vampires » dans leurs villages respectifs, qui s'approprient souvent une part considérable du surplus économique engendré.

[3] De plus amples informations à ce sujet peuvent être trouvées dans *Land Reform* (1951) édité par les Nations-Unies.

majeure partie de ce surplus économique n'est pas utilisée pour accroître et améliorer l'équipement productif existant. Une part importante du surplus économique, qui est alloué aux propriétaires fonciers, est absorbée par la consommation excédentaire de cette couche sociale.

Ce qui était jadis dénoncé avec rigueur par Adam Smith, Ricardo et autres économistes classiques, est encore en vigueur de nos jours dans les pays sous-développés. Une partie importante de ce qui est touché par les propriétaires fonciers est dissipée par l'entretien de somptueuses résidences, par un train de vie luxueux, l'achat de biens de luxe symbolisant la puissance et la fortune, l'entretien de domestiques innombrables, les plaisirs et les voyages entrepris par cette aristocratie terrienne[4]. Ces propriétaires fonciers trouveraient de mauvais goût d'utiliser le surplus économique à l'amélioration des sols ou à l'introduction d'instruments aratoires plus perfectionnés.

Ce type de comportement est jusqu'à un certain point de nature irrationnelle, nourri par la tradition, le mode de vie et les conventions sociales spécifiques des propriétaires terriens ; mais il faut reconnaître que d'une manière générale, il est parfaitement adapté aux conditions et exigences économiques objectives.

Lorsque la terre est divisée en grands domaines, il est rare que des investissements importants soient effectués, étant donné le prix très élevé de l'outillage mécanique agricole — en général importé — et, par contre, le prix très faible de la main-d'œuvre agricole. De plus, les rendements du capital investi dans le secteur agricole sont excessivement lents, si bien que les taux d'intérêt élevés qui ont cours généralement dans les pays sous-développés, tendent à décourager ceux qui possèdent du capital, de « l'investir » pour améliorer la production agricole. En outre, les fluctuations à forte amplitude, qui affectent généralement les prix agricoles, rendent le risque inhérent à l'investissement, dans ce domaine, encore plus fort. Dans ces conditions, le propriétaire a toutes les raisons d'éviter de s'endetter, puisque les débiteurs ont intérêt à prendre des mesures discriminatoires à l'égard des prêts à long terme à l'agriculture.

La situation est encore plus grave lorsque la terre est composée de lopins individuels. En effet, la plupart des améliorations pouvant être apportées à la production agricole, par l'introduction des techniques modernes, ne peuvent être réalisées que sur de grands espaces.

[4] Il est certain qu'une partie au moins de ce surplus économique gaspillé peut se transformer pour élever ultérieurement le niveau de la consommation courante. Comme ce fut le cas pour l'Eglise et les seigneurs féodaux au Moyen Age, les aumônes de toutes sortes, l'entretien de cousins éloignés et de protégés divers constituent une part importante des budgets des propriétaires fonciers actuels dans les pays sous-développés. Il est inutile de préciser que cette forme d'utilisation du surplus économique, si elle peut apparaître plus valable d'un point de vue humanitaire, ne favorise pas plus que la prodigalité des propriétaires, la croissance économique véritable.

Les tracteurs, pas plus que les moissonneuses-batteuses mécaniques, ne peuvent être utilisés avec profit sur des lopins minuscules. Mais même lorsque les améliorations à apporter peuvent être réalisées (quelle que soit la taille des propriétés) — comme c'est par exemple le cas pour l'irrigation de tout un secteur géographique — l'incitation à investir du propriétaire est faible ; en effet, le prix auquel il loue sa terre étant déjà très élevé et le niveau de vie des locataires (ou tenanciers de la terre) déjà effroyablement bas, il est difficile, sinon impossible, d'élever encore davantage le prix de la location, même lorsque la terre a été améliorée grâce aux investissements entrepris par le propriétaire. L'accroissement de la productivité de la terre qui pourrait résulter de l'investissement initial, pourrait certes faire profiter le locataire (ou tenancier de la terre) d'un revenu additionnel, mais ne pourrait en aucun cas, étant donné le niveau de vie du locataire, servir à rembourser même partiellement le propriétaire qui aurait consenti à investir.

Les sommes dont disposent les propriétaires et qui pourraient être affectées à l'investissement, ne sont malgré tout pas très importantes. En effet, la nécessité de maintenir un certain train de vie approprié à leur statut social absorbe une grande partie de leurs revenus et contraint même certains d'entre eux — particulièrement les années de mauvaise récolte — à s'endetter à des conditions ruineuses, à hypothéquer et même, parfois, à perdre leurs terres. Ce que parviennent à garder les propriétaires les plus économes ou les plus heureux, n'est, dans ces conditions, évidemment pas consacré à l'amélioration de leurs terres. Bien au contraire, attirés par les taux élevés de l'intérêt, ils préfèrent utiliser et faire fructifier ainsi leurs fonds — directement ou à l'aide d'intermédiaires — par l'usure ou bien par l'achat de terres supplémentaires, qui sont continuellement offertes sur le marché, du fait des banqueroutes dont sont victimes les paysans ou d'autres propriétaires.

Ainsi, tandis qu'une partie importante du surplus économique produit par l'agriculture demeure du surplus *potentiel* qui pourrait être investi si la consommation excédentaire et les dépenses improductives de toutes sortes étaient éliminées, le surplus *effectif*, pour sa part, est absorbé purement et simplement par les pores des économies sous-développées et ne fait nullement croître la productivité. Il serait néanmoins fallacieux de croire qu'une simple élimination du gaspillage et de la mésutilisation du surplus économique suffirait à provoquer l'émergence des conditions susceptibles d'accroître l'investissement dans l'agriculture et la production agricole, de créer un *trend* ascendant de ces processus. C'est pourtant ce point de vue qui prévaut chez tous ceux qui pensent qu'une réforme agraire — morcellement des grands domaines, appropriation des parcelles par les paysans sans terres, libération des tenanciers à l'égard de leurs obligations exorbitantes de location — pourrait à elle seule effectivement résoudre le problème et

faire cesser la stagnation de l'agriculture dans les pays sous-développés. Il ne fait pratiquement aucun doute que l'effet immédiat de telles mesures serait une augmentation — plus ou moins importante — des revenus disponibles de la paysannerie. Cependant, étant donné le bas niveau auquel se trouvent à l'origine ces revenus, ceux-ci demeureraient malgré tout peu élevés. Tous les progrès qui pourraient être ainsi réalisés quant aux niveaux de vie des paysans, risquent d'être de courte durée, puisqu'ils seraient rapidement absorbés — et leurs effets annulés — par l'accroissement naturel de la population, qui nécessiterait de nouveaux morcellements de terres, et ce qui amènerait donc les revenus par tête à leur niveau antérieur — ou même à un niveau inférieur à ce qu'il était. Ce qui est plus grave, c'est que le morcellement répété des terres risquerait de limiter considérablement les possibilités d'accroissement rapide et substantiel de la production agricole totale, ce qui pourtant constitue une des exigences fondamentales pour l'agriculture dans les pays sous-développés. Une économie agraire basée essentiellement sur l'existence de minuscules fermes individuelles n'offrirait pas de possibilités à un accroissement important de la productivité.

On peut certes améliorer les conditions de production par l'utilisation de semences, d'engrais chimiques, etc. Mais, comme nous le précisions plus haut, un accroissement notable de la productivité et de la production dépend essentiellement de la possibilité d'utiliser un équipement mécanique spécialisé et moderne, une force de traction importante, ce que seule une agriculture extensive et fondée sur de vastes espaces peut offrir.

Ceci nous permet de mettre le doigt sur l'un des paradoxes les plus pénibles auxquels est confrontée la majorité des pays sous développés. Une réforme agraire, si elle a eu lieu dans un environnement économique de sous-développement, ne fera guère progresser le développement économique du pays envisagé, mais bien au contraire, risque de le retarder. En améliorant temporairement les niveaux de vie de la paysannerie, ce pays verra très vite décliner le volume de sa production totale, ce qui aura pour effet d'éliminer le peu de surplus économique que l'agriculture utilisait jusqu'alors à des fins productives[5]. Ce qui est encore plus grave, c'est que l'accroissement de la consommation des anciens et des nouveaux paysans ainsi que la division des grands domaines, qui avaient jusque-là produit des récoltes commercialisables, réduira considérablement la part de la production agricole disponible pour la consommation des centres urbains : que ce soit pour la nourriture, pour l'exportation, ou pour l'industrie.

Dans le passé, les pays capitalistes avancés résolvaient ces pro-

[5] W. E. Moore, *Economic Demography of Eastern and Southern Europa*, pp. 55-98, Genève, 1945.

blèmes par le jeu d'une multitude de processus. Tout d'abord, le développement capitaliste s'étendit à l'agriculture et transforma les paysans indépendants en travailleurs agricoles salariés. En second lieu, tout en offrant la « carotte » que représentait l'attrait du travail industriel — mais tout en maniant préalablement la trique et même la contrainte physique — le capitalisme parvint à transférer un grand nombre de paysans vers le secteur industriel, en diminuant ainsi la pression exercée par le surplus de la population agricole et en augmentant du même coup, le revenu par tête de ceux qui demeuraient dans l'agriculture. En troisième lieu, l'expansion de l'industrie lui permit très rapidement d'offrir aux producteurs ruraux des biens de consommation manufacturés en échange de ce qu'ils avaient à vendre, ce qui garantissait à la fois un approvisionnement de nourriture suffisant pour les centres urbains et l'introduction dans l'agriculture d'ustensiles aratoires de'ngrais, etc., dont l'utilisation engendrait, à son tour, un accroissement de la productivité dans l'agriculture.

Il en résulte que dans les conditions d'un développement capitaliste — si l'on veut effectivement donner naissance à un développement économique dans tous les secteurs, et non propager et multiplier les zones misérables dans l'agriculture — la réforme agraire ne doit pas avoir lieu à l'étape de l'accumulation primitive du capital, mais bien à celle où peut se réaliser une expansion rapide du capitalisme industriel.

Cette expansion du capitalisme industriel dépend et résulte de la révolution *et* de la contre-révolution agraire. Ce n'est que grâce à la révolution agraire que le système féodal a pu être brisé et l'État subordonné aux exigences du développement du capitalisme. La création d'un Etat dominé par la bourgeoisie, capable de créer les conditions favorables — directement ou indirectement — à la croissance de l'entreprise industrielle, a certainement constitué une étape de transition décisive vers le capitalisme industriel, puisque cette transition devait se dérouler relativement rapidement[6].

En même temps, seule la contre-révolution agricole peut offrir au capitalisme industriel le « hinterland » nécessaire à son développement,

[6] Ceci doit être gardé à l'esprit lorsque l'on considère les réformes agraires qui ont été promulguées par Stolypin dans la Russie tsariste ou celles réalisées, avant la seconde guerre mondiale, en Europe Orientale et du Sud-Est, ou bien encore celles dont il est actuellement question en Amérique latine, au Sud-Est asiatique ou au Moyen Orient. Les réformes agraires, menées à bien « avec ordre et méthode », représentent généralement des aumônes accordées par les gouvernements dominés par les intérêts des propriétaires terriens, et qui visent à apaiser une population paysanne rétive, tout en garantissant aux propriétaires féodaux de larges compensations. Elles servent généralement à accroître la mainmise des féodaux sur l'appareil d'Etat plutôt qu'à la diminuer. C'est pourquoi elles ont tendance à accentuer tous les traits négatifs qui peuvent caractériser les réformes agraires, sans pour autant ouvrir la voie à un développement industriel et à la réorganisation rationnelle de l'agriculture qui pourrait en résulter.

tant par l'offre suffisante de main-d'œuvre que cela représente que par la présence de nourriture et de matières premières industrielles.

Il faut ajouter immédiatement que ce que nous venons de dire ne signifie nullement que les réformes agraires dans les pays sous-développés sont inutiles ou même défavorables à un réel développement économique. Nous avons simplement voulu émettre quelques mises en garde, relatives à la notion de réforme agraire, qui est considérée, un peu hâtivement de nos jours, comme une panacée universelle capable de résoudre tous les maux économiques et sociaux dont souffrent les pays sous-développés.

Le rôle historique de la réforme agraire est tout à fait variable et dépend considérablement des conditions dans lesquelles elle a pu être mise en place, ainsi que des forces sociales qui la mettent en œuvre. Si elle est réalisée par un gouvernement dominé par une coalition de féodaux et de compradores, elle constitue simplement un stabilisateur temporaire au sein d'une constellation de données économiques, sociales et politiques ; dans cette mesure même, elle ne peut en aucune façon engendrer un développement progressif de l'économie envisagée. D'un autre côté, si la réforme agraire aboutit, malgré les résistances et l'obstruction opposées par le gouvernement, grâce aux résultats obtenus par une pression irrésistible de la paysannerie — en d'autres termes si la lutte pour la réforme agraire prend le caractère d'une *révolution agraire* —, cela représente incontestablement une avance très importante en direction du progrès économique et social. La réforme agraire est certes indispensable pour pouvoir éliminer la classe parasitaire des propriétaires terriens et briser la mainmise sur l'économie et la vie sociale d'un pays sous-développé. Elle est indispensable pour satisfaire les aspirations légitimes de la paysannerie et pour garantir l'existence des conditions qui permettront un développement économique et social authentique : à savoir notamment la libération des forces créatrices et des potentialités des masses rurales, si longtemps asservies, mutilées et brisées par l'oppression et la servitude. La réforme agraire est enfin nécessaire, car seule une redistribution des terres au profit des paysans travailleurs permettra l'émergence de conditions psychologiques et politiques susceptibles de frayer la route à une solution rationnelle du problème agraire : à savoir la création de coopératives, de fermes techniquement avancées, gérées par des producteurs libres et égaux.

II

Comme le remarquait un écrivain allemand : le fait qu'il y ait ou non de la viande à la cuisine ne relève pas d'une décision venant de la cuisine. De la même manière, sous le régime capitaliste, le destin de l'agriculture n'est jamais déterminé par l'agriculture elle-même. Les

processus économiques, sociaux et politiques qui se développent hors du secteur agricole — et en particulier ceux de l'accumulation du capital et l'évolution de la classe capitaliste elle-même — bien que déterminés, à l'origine, par des processus ayant eu lieu dans l'agriculture, prennent largement le pas sur ces derniers, dès le début du capitalisme, et deviennent les moteurs exclusifs du développement historique. Dans les pays capitalistes sous-développés — à prédominance agricole — ceci apparaît certainement avec moins de précision que dans les pays de capitalisme avancé ; cela n'empêche pas le fait de se vérifier également dans les pays sous-développés.

Même dans les pays capitalistes sous-développés, le secteur non agricole s'approprie en général la plus grande partie du surplus économique global de la société. Ce surplus économique est affecté à *quatre* bénéficiaires distincts, bien que souvent très liés les uns aux autres. En premier lieu on trouve les commerçants, les usuriers et intermédiaires de toutes sortes, certains d'entre eux vivant à la campagne, mais n'appartenant néanmoins pas à la population rurale, du fait de la nature de leurs activités. La caractéristique la plus spectaculaire de cette strate socio-économique a incontestablement son *importance*. Quiconque a pu visiter la Chine ancienne, le Sud-Est asiatique, le Moyen-Orient ou l'Europe orientale d'avant-guerre, n'a pu éviter de remarquer la multitude effarante de commerçants, de fournisseurs, de colporteurs, d'individus occupés à des activités indescriptibles, qui embouteillaient littéralement les rues, les places et les cafés de leur pays. Jusqu'à un certain point, leurs activité sont caractéristiques de tous les pays capitalistes — encore qu'elles soient plus manifestes dans les pays sous-développés que dans les pays avancés où elles s'effectuent généralement par correspondance ou par téléphone ; cependant la nature de ces transactions est étroitement liée aux conditions existant au cours des premières phases du développement capitaliste.

Nous avons déjà indiqué à quel point les termes de l'échange défavorisaient les producteurs ruraux. Le paysan individuel et le petit propriétaire foncier ignorants, pauvres et enclins à l'esprit de clocher, voilà bien des proies idéales — et faciles — pour l'exploitation marchande. Souvent dans l'embarras financier, plus particulièrement les années de mauvaises récoltes, de mauvais prix ou lors de catastrophes imprévisibles, il sont contraints de chercher à obtenir des prêts sur des livraisons futures, de payer de tels prêts à des taux exorbitants et d'accepter, malgré tout, le prix — quel qu'il soit — auquel l'acheteur prendra la production. Touchant très peu d'argent liquide à la fin de leur récolte, il leur devient de plus en plus difficile de se libérer du système usuraire, ils sont contraints de faire à nouveau des dettes, se laissent imposer des contrats désavantageux, finissent par acheter tout ce que produit celui qui leur achète la marchandise et ainsi — de fil en aiguille — tombent sous la dépendance complète de « leur » commerçant et usurier. Il semble inutile de préciser que dans ces conditions les profits qu'en tire ce dernier atteignent des proportions exorbitantes.

Mais le commerce avec les producteurs agricoles ou dans la production agricole elle-même, n'est pas l'unique source des profits du commerce. Quand les marchés sont aussi désorganisés et isolés les uns des autres, qu'ils le sont dans les pays sous-développés, le profit est recherché — et trouvé — de mille et une manières. Les affaires immobilières, l'exploitation du fait qu'il existe — de façon temporaire ou locale — des biens qui font défaut, la spéculation et l'arbitrage, les frais de courtage lors de la mise en rapport des acheteurs et des vendeurs : voilà toute une série d'activités, qui lorsqu'elles sont menées par des individus doués, leur rapportent des profits appréciables. L'inflation plus ou moins chronique qui sévit dans la plupart des pays sous-développés, donne généralement naissance à un marché noir des devises étrangères, de l'or et autres valeurs, ce qui offre de nouvelles possibilités de gains, et de commerces lucratifs, tandis que demeure constamment présente la possibilité de se procurer des concessions du gouvernement, ce qui ne peut qu'attirer les hommes d'affaires.

La nature même des objectifs que poursuit cette classe de gens, dont les activités demeurent dans la sphère de la circulation, fait qu'elle se renouvelle constamment. On y trouve indistinctement des rejetons des riches familles commerçantes et nobles de l'époque, des membres de l'aristocratie foncière « *déclassés* », des paysans plus capables et entreprenants que leurs semblables, des artisans ruinés par la concurrence, d'autres enfin qui, ayant reçu une éducation, n'ont pu en faire bon usage. La concurrence entre eux est généralement féroce et leur revenu *moyen*, relativement peu élevé. Cependant le profit total dont ils disposent, en tant que tel, est considérable[7]. Ne contribuant nullement (ou de façon tellement dérisoire) à la création du produit global, ce groupe constitue en quelque sorte la contrepartie urbaine du sous-emploi structurel des campagnes.

Si l'on se place cependant du point de vue du développement économique, leur rôle est tout à fait différent, et leur place beaucoup plus importante. La consommation des ruraux inemployés (du fait du chômage structurel) provient des moyens de subsistance des masses paysannes elles-mêmes : elle ne mord donc sur le surplus économique que dans la mesure où elle augmente le volume de biens nécessaire à la subsistance des paysans, et diminue d'autant les sommes qui peuvent être prélevées, en tant que prix de location de la terre, par le proprié-

[7] « Il est inadmissible, écrit Ricardo Torres Gaiton, un des plus éminents économistes mexicains, que le commerce procure un revenu supérieur à celui de l'agriculture et surtout il est inadmissible que l'activité des commerçants entraîne pour eux un revenu deux fois plus important que celui des agriculteurs. » (Cité dans A. Sturmthal, *Economic Development, Income Distribution and Capital Formation in Mexico*, p. 198 en note, Journal of Political Economy, juin 1955.

taire foncier. Il est certain que, dans la mesure où le maintien d'une population commerçante surabondante est permis par l'exploitation directe de la paysannerie, ces commerçants subsistent, de la même façon que les populations rurales en chômage, grâce à la production des masses paysannes. Cependant dans une certaine mesure, la consommation de cette couche de population constitue le résultat de transferts de surplus approprié par les autres classes : les propriétaires fonciers, les entreprises étrangères, les industriels locaux. Que l'utilisation de ce surplus soit déviée pour entretenir une strate parasitaire, diminue d'autant les possibilités d'une accumulation du capital[8].

Bien qu'il soit extrêmement important de noter que les éléments « lumpen-bourgeois »[9] de la classe des marchands absorbent, par leur consommation propre, une part importante du surplus économique affecté à la classe dans son ensemble, il est encore plus important de voir que la partie du capital accumulé par les éléments les plus aisés et les plus favorisés de cette classe n'est nullement utilisée à l'investissement dans le *second* support de l'économie non agraire : à savoir la production industrielle.

Le capital étant la plupart du temps morcelé en petites parts, ne peut trouver à s'investir avec profit que dans la sphère de la circulation du capital où de petites sommes d'argent peuvent faire un long chemin, où les rendements sur les transactions sont importants et où le roulement des fonds est relativement rapide. Ceux qui ont en leur possession des sommes plus importantes ont encore davantage intérêt (et trouvent plus facilement) à acheter de nouvelles terres, pouvant engendrer des servitudes de rentes, à entreprendre diverses activités liées au commerce des firmes étrangères, à se lancer dans des affaires d'exportation et d'importation, dans l'usure et la spéculation. Ainsi, dans la mesure où existerait la possibilité de transférer du capital et des

[8] Ce groupe, composé souvent d'une partie des individus les plus dynamiques et les plus capables de la société, parvient néanmoins à gaspiller, corrompre et détruire une quantité immense de ce qui est peut-être la ressource productive la plus rare, à savoir les dons de création humains.

Bien que le phénomène dans les pays sous-développés ne soit guère différent de ce qui se passe dans les pays de capitalisme avancé, il ne faut pas pour autant confondre la prolifération des activités de type « tertiaire » dans un pays sous-développé avec leur expansion dans les pays capitalistes dans des conditions économiques et sociales toutes différentes. Le fait qu'un grand nombre de gens se trouvent ainsi dans la sphère de circulation peut revêtir deux significations au moins : soit le retard économique, soit une certaine avance économique. Ce point est parfaitement noté par B. Datta, *The Economics of Industrialization*, chapitre VI, Calcutta, 1952, bien qu'il nous semble qu'il sous-estime la signification que l'on doit donner au gaspillage de ressources. Cette erreur vient du fait que le gaspillage est là encore envisagé par rapport au *revenu global* et non par rapport au *surplus économique*.

[9] N.D.T. « lumpen-bourgeois » est un terme employé par l'auteur qui recouvre sans doute la notion de bourgeoisie défavorisée, déclassée, mais dont les intérêts sont inévitablement liés à ceux de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie foncière.

hommes d'affaires du secteur commercial au secteur industriel, celle-ci ne pourrait se matérialiser qu'à un coût excessivement élevé.

Il est certain que les pays actuellement sous-développés ont ceci de commun avec les premières phases du développement du capitalisme en Europe occidentale : à savoir la présence (et l'action) de forces puissantes qui veulent à tout prix empêcher la *sortie* des capitaux de la sphère de la circulation vers la sphère de la production ; et pourtant, en Europe, cette transition du capitalisme commercial au capitalisme industriel a pu s'effectuer malgré ces obstacles. Cependant, ce qui différencie la situation des pays sous-développés de celle qui pouvait exister aux débuts historiques du capitalisme en Europe, c'est l'existence de formidables obstacles tendant à empêcher réellement toute *sortie* des accumulations de capital réalisées par l'activité mercantile, vers la sphère de la production industrielle.

III

L'expansion économique en régime capitaliste dépend pour une large part de sa capacité à acquérir ses rythmes propres. « Le capital se crée, très rapidement, un marché interne, en détruisant toutes les activités artisanales rurales dont les travailleurs filent, tissent et fabriquent par exemple des vêtements pour tous, etc. et en transformant en valeurs d'échange des biens qui étaient jusqu'alors produits comme valeurs d'usage direct ; un tel processus résulte spontanément de la séparation du travailleur (quoiqu'il soit un serf) de la terre et de la propriété de ses moyens de production »[10].

Nous ne voulons pas dire que cette dissolution de l'économie précapitaliste, cette désagrégation de l'autarcie naturelle des régions rurales, n'ont pas encore eu lieu dans les pays actuellement sous-développés. Bien au contraire, comme nous le précisions plus haut, partout où le capitalisme occidental s'est introduit, l'agriculture commercialisée s'est, la plupart du temps, substituée à l'agriculture traditionnelle de subsistance et les biens de consommation manufacturés ont envahi le marché des artisans et des hommes de métier locaux.

Bien que, comme l'écrivait Allyn Young, « la division du travail dépend, en grande partie, de la répartition du travail »[11], cette donnée n'est nullement réalisée dans les parties actuellement sous-développées du monde. La situation s'est en effet développée d'une tout autre manière : la division du travail telle qu'elle a été engendrée par

[10] Marx, *Grundisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 411, Rohentwurf, Berlin 1953.

[11] *Increasing Returns and Economic Progress*, p. 533, « Economic Journal », décembre 1928.

la division initiale s'apparentait à la répartition fonctionnelle pouvant exister entre le cavalier et sa monture. Mais le marché des biens manufacturés qui pouvait émerger dans les pays coloniaux et dépendants, ne devint pas pour autant un « marché interne » de ces pays ; bien au contraire, totalement soumis par la colonisation et les traités inégaux, il devint tout simplement un appendice au « marché intérieur » du capitalisme occidental.

Cette tournure des événements qui favorisa considérablement la croissance industrielle des pays capitalistes, éteignit définitivement l'étincelle d'allumage indispensable à toute expansion de l'industrie dans les pays actuellement sous-développés. A une époque historique où la protection de ce nouveau-né qu'était l'industrie aurait peut-être même été décrétée par les défenseurs les plus rigides du libre-échangisme, il se trouve que ceux des pays pour lesquels une telle protection aurait été vitale, ont été soumis à un régime que l'on pourrait qualifier d'infanticide, et qui a largement déterminé les impossibilités de développement des pays sous-développés. Etant donné leur faible demande de produits. manufacturés par les puissances capitalistes, qui inondaient littéralement (et à bas prix) leurs marchés, il fut pratiquement impossible aux pays sous-développés d'investir avec profit sur leur propre sol, ce qui aurait fourni des possibilités de développement au marché national existant. En l'absence d'investissement, il n'existe pas d'investissement additionnel. C'est l'investissement qui donne lieu à l'investissement. De fait, c'est le développement en « grappes » de l'investissement qui, se réalisant de manière synchronisée, met en mouvement les réactions en chaîne, caractéristiques de l'évolution du capitalisme industriel. L'investissement constitue une force motrice qui tend à se développer d'elle-même, de la même façon l'absence d'investissement tend à se perpétuer.

Sans l'influence de l'investissement, qui serait susceptible d'élargir les possibilités du marché, celui-ci tend à demeurer limité et étroit[12]. Dans ces conditions, il ne pouvait se développer de petites entreprises industrielles, qui ailleurs avaient précisément permis la transition de la phase commerciale du capitalisme à sa phase industrielle. Lorsque malgré tout, après un certain temps, il fut possible d'entreprendre une forme industrielle de production — soit à cause de l'existence de tarifs favorables, soit à cause d'autres formes de concessions gouvernementales —, ces entreprises furent généralement fondées par des étrangers (conjointement à des intérêts locaux) qui apportaient en l'occurrence leur expérience et leur savoir nécessaires à l'organisation d'une telle aventure. Se donnant pour objectif de produire des biens

[12] Ceci fut découvert, à leur grand regret, par les capitalistes occidentaux qui avaient pensé pouvoir exporter, de façon illimitée, leurs biens manufacturés vers les régions à haute densité de population où le commerce occidental s'était implanté.

manufacturés semblables à ceux jadis importés de l'étranger (tant par la quantité que par la qualité) ils érigèrent de gigantesques usines modernes, dont la production suffisait amplement pour répondre à la demande existante. Bien que la quantité totale de capital nécessaire à ce genre d'entreprise était, le plus souvent, fort importante, la part de capital dépensée effectivement dans l'économie du pays sous-développé était minime, étant donné que la masse des dépenses se faisaient à l'étranger pour l'acquisition des équipements mécaniques fabriqués à l'étranger, des brevets étrangers, etc. De ce fait, l'effet de stimulation, qui aurait pu résulter de cet effort d'investissement et affecter l'ensemble de l'économie du pays sous-développé, était relativement faible. De plus, une fois qu'une entreprise d'une telle envergure avait été implantée dans une branche d'industrie, cela limitait considérablement la demande et l'importance d'investissements additionnels dans cette branche et réduisait ou éliminait purement et simplement les chances d'établissement d'une autre entreprise similaire dans cette branche. La quantité de capital dont il fallait disposer pour se frayer un passage dans la « chasse gardée » des monopoles, les risques inévitables attachés à une lutte concurrentielle difficile, les moyens considérables dont disposaient ceux qui étaient « en place » pour éliminer les intrus, tout cela rendait peu attrayante l'utilisation du capital commercial à des fins industrielles. Le marché déjà fort limité, se monopolisa progressivement et ce contrôle monopoliste empêcha tout élargissement ultérieur du marché.

Cela ne signifie pas pour autant que le développement industriel tel qu'il a pu se réaliser d'une certaine manière dans les pays sous-développés, n'a pas représenté un immense progrès par rapport à leur situation antérieure, où tous leurs marchés industriels étaient entièrement envahis par les marchandises étrangères. Ces marchés ont effectivement ruiné l'artisan local et le peu d'industries qui existaient dans ces pays avant l'intrusion du capitalisme, et cela, sans offrir aux artisans et travailleurs des villes un emploi en contrepartie dans la nouvelle industrie. L'expansion industrielle ainsi matérialisée dans les économies des pays sous-développés a surtout profité à l'Ouest. Les nouvelles usines, acquérant très rapidement le contrôle exclusif sur leurs marchés respectifs et les protégeant par des tarifs protectionnistes ou des concessions gouvernementales de toutes sortes, ont en fait bloqué toute croissance industrielle ultérieure, tandis que leur prix de monopole et leur politique de production les amenaient à réduire leur propre expansion. Bouchant très vite le cycle qui va de l'action progressiste à l'action rétrograde sur un système économique, ces entreprises devinrent très tôt des barrières, empêchant le développement de la croissance économique, semblables en cela aux propriétaires fonciers semi-féodaux qui continuaient à exercer leur influence dans les économies des pays sous-développés. Elles n'ont fait progresser ni la division du travail, ni la croissance de la productivité ; bien au contraire, il semble qu'elles aient joué un rôle inverse. D'un côté donc, l'indus-

trie dominée par les monopoles fait s'étendre et se développer la phase du capitalisme commercial, en empêchant le capital et les hommes de passer de la sphère de la circulation à celle de la production industrielle ; d'un autre côté, les monopoles, dans la mesure où ils n'offrent aucun marché à la production agricole et aucune possibilité d'embauche pour la population agricole excédentaire, dans la mesure où ils ne procurent pas à l'agriculture des biens manufacturés à bon marché, forcent, en quelque sorte, l'agriculture à l'autarcie, la population inemployée (à cause du chômage structurel) à l'oisiveté et fait s'accroître encore le nombre déjà extravagant des petits marchands, des industries villageoises inefficaces, etc[13].

Ainsi, dans la plupart des pays sous-développés, le capitalisme s'est développé d'une manière extrêmement tortueuse. Ayant souffert toutes les privations et douleurs de l'enfance, le capitalisme n'a jamais en fait connu l'exubérance et la vigueur de la jeunesse et a présenté très tôt des signes de dégénérescence et de sénilité. Au poids mort que représentait la stagnation caractéristique d'une société pré-industrielle, s'ajouta très vite l'impact du capitalisme de monopole. Le volume considérable de surplus économique approprié par les monopoles dans les pays sous-développés n'est pas utilisé à des fins productives. Les profits ne sont ni réinvestis dans les entreprises dont ils sont tirés, ni investis ailleurs pour développer éventuellement d'autres entreprises. Dans la mesure où ce surplus économique n'est pas rapatrié dans les métropoles occidentales, il est dilapidé par une aristocratie foncière, servant à le'ntretien d'un train de vie luxueux, d'habitudes rurales et urbaines somptueuses, de domestiques, etc. Ce qui reste est investi dans l'achat de terres, dans des activités commerciales rentables, dans l'usure et la

[13] Il semblerait superflu d'insister sur le caractère rétrograde de ce retour à l' « heureuse » autarcie rurale et aux industries villageoises, si une telle situation n'était pas considérée, en Occident, comme une bonne solution. Le gouvernement des Etats-Unis (par ce qu'il appelle son Programme en Quatre Points, « *Four Point Program* ») et la Fondation Ford, ont consacré des sommes considérables à la popularisation et la vulgarisation de ce type d'évolution, notamment auprès des gouvernements des différents pays sous-développés. D'autre part, certains économistes en ont même discuté récemment. (Par exemple W. H. Nicholls, *Investissment in Agriculture in Underdeveloped Countries*, American Economic Review, mai 1955, ou H. G. Aubrey, *Small Industry in Economic Development* ; Social Research, septembre 1951). Nous n'avons pour illustrer cela qu'à répéter ce que disait déjà il y a plus d'un siècle, Karl Kautsky, relativement à la méthode à utiliser pour « aider » la paysannerie dans les pays arriérés : « Dans les industries exploitées par les capitalistes on trouve les plus longues et les plus fatigantes journées de travail, la moins bonne rémunération du travail accompli, le plus grand nombre de femmes et d'enfants au travail ; les logements et les lieux de travail les plus misérables, en un mot : les pires conditions de travail et d'existence sont ainsi réunies dans le mode de production qui est le nôtre, il constitue le système d'exploitation capitaliste le plus infâme et la forme de prolétarisation la plus dégradée de la paysannerie. Tous les efforts visant à implanter une industrie moderne pour aider les paysans, qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins par le seul travail agricole, amènera incontestablement une amélioration de courte durée, mais qui sera suivie par une misère encore plus grande et plus désespérée. » *Die Agrarfrage*, p. 120, Stuttgart, 1899.

spéculation. Enfin — et ce n'est pas là un aspect minime — des sommes considérables sont soustraites à l'économie des pays sous-développés et sont dirigées vers les métropoles étrangères ; ainsi, elles servent à endiguer la dépréciation de la monnaie ou à assurer des rentes confortables et des retraites douillettes à des dirigeants locaux, au cas où se produiraient des soulèvements politiques ou sociaux dans leur pays.

IV

Ceci nous amène à envisager le troisième élément non agricole du système économique des pays sous-développés : à savoir l'entreprise étrangère[14]. Les entreprises partiellement ou totalement appropriées par des étrangers qui approvisionnent le marché *intérieur* d'un pays sous-développé ne présentent pas de particularités spéciales. Ce qui a été dit plus haut concernant l'industrie en général s'applique également à leur cas. Tandis qu'une partie du surplus économique qu'elles s'approprient est effectivement dépensé localement, — notamment par le paiement de hauts salaires à des agents techniques — la plus grande partie est néanmoins transférée à l'étranger (et c'est notamment le cas de l'épargne personnelle des agents techniques). L'activité de ces entreprises étrangères fournit donc encore moins de possibilités pour une accumulation de capital dan sles pays sous-développés, que n'en offraient les entreprises industrielles locales.

Le rôle joué par les trusts étrangers dans un pays sous-développé produisant des biens exportables est beaucoup plus complexe — et aussi beaucoup plus important. Cette production non seulement détermine en grande partie l'importance des intérêts étrangers dans les pays sous-développés, mais encore reçoit la plus grande partie des investissements en capital, et enfin constitue la plus grande partie de la production mondiale de ces biens. Pour saisir correctement l'impact de cette situation sur le développement économique des pays sous-développés dans lesquels cette production est localisée, il vaut mieux, pour la clarté de l'exposé, considérer séparément les divers aspects de l'activité de ces entreprises étrangères :

1) signification et portée de l'investissement réalisé par l'entreprise étrangère,
2) effet *direct* résultant de ses *activités* courantes,
3) son influence *générale* sur le pays sous-développé considéré dans son ensemble.

[14] Comme dans le cas du commerce, la plupart de ces entreprises sont situées dans les zones rurales et sont étroitement liées — par leur activité — à l'agriculture. Leur statut économique, cependant, n'a pas grand-chose à voir avec l'agriculture en tant que telle.

Si l'on envisage d'abord le premier point, on peut noter que les trusts étrangers, lorsqu'ils se sont lancés dans la production de ces biens (exception faite pour le pétrole), ont généralement débuté avec un capital relativement restreint. En effet, comme le contrôle des ressources naturelles nécessaires — en particulier la terre pour les mines ou les plantations — était garanti par les expropriations forcées de la population autochtone ou par leur achat à un prix plus ou moins dérisoire aux souverains, seigneurs féodaux ou chefs tribaux qui y étendaient leur domination, il en résulte que l'apport de capital, qui a pu être absorbé par le pays sous-développé, aux origines de l'exploitation étrangère de leurs ressources naturelles, était négligeable. Même plus tard, lorsque l'ampleur des activités s'est accrue, du fait notamment d'exportations plus massives, le volume de capital effectivement approprié par le pays sous-développé (ou plutôt le volume de capital qui lui était *laissé* par les pays capitalistes avancés) est demeuré très inférieur à ce que l'on suppose généralement.

Evoquant l'expérience britannique, Sir Arthur Salter observe que : « ce fut seulement à une période antérieure, qui s'est terminée vers 1870, que les ressources disponibles pour l'investissement à l'étranger, trouvaient leur source dans un excédent des exportations courantes sur les importations. Sur toute la période 1870-1913, où l'investissement à l'étranger passa de 1 000 millions à 4 000 millions de livres sterling, on a pu remarquer que les profits tirés de la totalité des nouveaux investissements représentait seulement 40 % du revenu tiré des anciens investissements, au cours de la même période »[15].

Les possessions hollandaises, françaises, et (plus tard) américaines, ont eu, en ce qui concerne leurs profits, des évolutions similaires : ce fut essentiellement dû au réinvestissement des profits[16]. Ainsi, il se trouve que l'accroissement des avoirs des Occidentaux dans les pays sous-développés ne résulte que partiellement de l'exportation de capitaux, au sens strict du terme ; il est dû essentiellement au réinvestissement à l'étranger d'une partie du surplus économique que la production à l'étranger a précisément permis d'engendrer[17].

[15] *Foreign Investment*, p. 11, Princeton, 1951.

[16] Si l'on se réfère aux investissements à l'étranger que les Etats-Unis ont réalisés, on peut consulter une récente publication gouvernementale selon laquelle : « une grande partie de ces investissements se constituaient de profits tirés de la production à l'étranger, réinvestis, et non d'un nouveau capital venant des Etats-Unis. » *Report to the President on Foreign Economic Policies* (« *Gray Report* »), p. 61, Washington, 1951. Encore en 1954, les investissements privés américains à l'étranger s'accrurent environ de 3 milliards de dollars tandis que les profits tirés des anciens investissements s'élevaient, à peu de choses près, à 2,8 milliards de dollars. » Selon S. Pizer, F. Cutler, *International Investments and Earnings*, Survey of Current Business, août 1955.

[17] Erich Schiff, *Direct Investments, Terms of Trade and Balance of Payments*, Quarterly Journal of Economics, février 1942.

Ceci, en soi, est d'un grand intérêt si l'on veut contester par exemple l'indignation morale, souvent exprimée, selon laquelle on violerait, dans les pays sous-développés, les droits « sacrés » et « imprescriptibles » de la propriété des capitalistes occidentaux[18].

Mais le problème que nous avons à envisager est d'un autre ordre : il s'agit de savoir si le surplus économique engendré et investi dans les pays sous-développés a, ou non, eu un effet décisif sur le développement économique de ces mêmes pays. Même si l'on s'en tient à une interprétation optimiste de l'évolution historique, on ne peut guère avancer une telle affirmation. Une partie de l'investissement réalisé par les trusts étrangers, en l'occurrence, a simplement consisté à acheter le titre de propriété des territoires sur lesquels se trouvaient les ressources naturelles à exploiter. Comme nous venons de le voir, ce prix était généralement très bas, et correspondait à peu près aux sommes nécessaires (et suffisantes) pour corrompre les potentats locaux et les fonctionnaires eu place. On connaît par ailleurs déjà leur mode d'utilisation des revenus : ils n'ont donc certainement pas accru la richesse des pays sous-développés[19].

Une partie plus importante de l'investissement — on peut même dire la quasi-totalité — a consisté en ce que l'on a pu appeler « l'investissement en nature ».

Cela signifie en premier lieu que les firmes qui ont placé leurs fonds (ou des fonds additionnels) pour l'agrandissement de leurs unités productives ou pour en créer de nouvelles, en utilisent une part importante pour l'achat d'équipements produits dans les pays capitalistes avancés. Il ne pourrait guère en être autrement, étant donné que ces équipements font défaut dans les pays sous-développés où s'effectuent précisément les investissements ; d'autre part, la firme qui investit ainsi que son personnel ont une tendance naturelle à préférer acheter ces équipements dans leur pays d'origine, d'autant plus que c'est un outillage qui ne leur est pas inconnu. La conséquence en est que, puisque les commandes de biens et d'équipements sont acheminées vers le pays capitaliste avancé, l'acte d'investir dans un pays sous-développé — qui se manifeste par la création ou l'expansion de l'entreprise étrangère dans un pays sous-développé, ou bien encore par le remplacement du matériel usé — permet une expansion du marché intérieur

[18] Il est inutile de préciser que le problème est sérieusement compliqué par le fait que ce à quoi se réfèrent les données citées plus haut, sont les soldes totaux nets, alors que les individus et les sociétés de nos jours peuvent très bien — et c'est souvent le cas — ne pas être identiques à ceux qui touchaient jadis les profits.

[19] Dans les conditions actuelles, beaucoup moins « romantiques », l'accès aux sources de matières premières se fait dans la plupart des pays sous-développés contre paiement, aux gouvernements locaux, de « royalties » plus ou moins importants et d'impôts sur la *production courante*. Parfois ces gouvernements touchent des dons ou des prêts, ce qui les rend plus conciliants dans les négociations. Nous y reviendrons ultérieurement.

du pays capitaliste avancé et non un élargissement de celui du pays sous-développé. Malgré tout, il est certain, puisque tout investissement nécessite la construction de locaux, de routes, de bâtiments, de résidences pour le personnel étranger, de camps pour les travailleurs autochtones, etc., que cela accroît la demande de main-d'œuvre locale et les dépenses effectuées dans l'économie du pays sous-développé ; il en résulte donc un accroissement correspondant du revenu global et de la demande effective. Mais cette quote-part demeure peu importante, puisque même cette partie du programme d'investissement dépend largement de l'importation d'articles venant des pays occidentaux : comme le matériel de construction, ou même les ingénieurs techniciens et contremaîtres, que l'on fait venir dans les pays sous-développés pour superviser et exécuter les projets.

Après avoir ainsi établi que le bénéfice que pouvait tirer le pays sous-développé de l'investissement, était relativement peu important (qu'il s'agisse de l'établissement ou de l'expansion d'une entreprise étrangère), on peut se demander à présent quels sont les effets des activités (ou opérations) *courantes* de cette entreprise sur l'économie du pays sous-développé envisagé. Ces activités consistent à produire des biens agricoles ou matériels (tels que l'extraction de minerais ou de pétrole) et à les transporter à l'étranger. Il est important pour nous de retracer comment sont utilisées les ressources ainsi acquises. On peut pour ce faire envisager tout d'abord les ressources qui viennent de la rémunération de la main-d'œuvre. La part du revenu total des compagnies consacrée au paiement des salaires et traitements est toujours relativement faible, étant donné le très bas niveau des salaires payés aux autochtones et le petit nombre d'ouvriers employés lorsqu'il s'agit au contraire de processus productifs extrêmement mécanisés. Au Venezuela, où le pétrole représente plus de 90 % des exportations totales (et une part importante du produit national total), l'industrie pétrolière ne fait travailler pourtant que 2 % de la main-d'œuvre du pays[20], quant aux dépenses courantes qu'elle effectue dans le pays, elles n'excèdent pas 20 % de la valeur des exportations totales (si l'on exclut bien entendu les dépenses gouvernementales)[21] : de plus, près des 7/8 de ces dépenses représentent des salaires ou traiteemnts, ne laissant donc que 1/8 à des dépenses effectivement faites dans le pays. Au Chili, « avant la première guerre mondiale, près de 8 % de la population active était embauchée dans les mines ou dans des unités productives

[20] Ragnar Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, p. 23, Oxford, 1953.

[21] Banco Central de Venezuela, *Memoria*, p. 36, 1950, cité par C. E. Rollins, *Mineral Development and Economic Growth*, Social Research, automne 1956. (Je suis très reconnaissant au Dr Rollins d'avoir mis à ma disposition le manuscrit de cet excellent article, dont j'ai tiré un certain nombre de références additionnelles).

annexes, mais cette proportion n'a cessé de diminuer avec régularité depuis »[22].

Selon une étude non publiée du Fonds Monétaire International, la valeur de la production totale industrielle effectivement dépensée localement dans les pays sous-développés représente à peu près 20 % ; on ne peut déterminer dans ce cas à combien se montent les parts respectives du travail et des coûts matériels proprement dits. En Bolivie, près de 5 % de la main-d'œuvre totale est employée dans les mines d'étain : on a pu estimer qu'entre 1945 et 1949, près de 25 % des recettes globales ont été affectées au paiement des salaires, mais en fait ce chiffre doit être surestimé, parce qu'on a utilisé le taux de change le plus bas, pour comparer les ventes en dollars aux salaires en monnaie bolivienne[23]. Au Moyen-Orient, près de 0,34 % de la population travaille dans l'industrie pétrolière[24], alors que moins de 5 % des revenus de cette industrie sont affectés au paiement des salaires. Dans certains pays, ayant une population peu importante et d'importantes ressources de matières premières, la proportion des gens employés dans les industries rattachées à leur extraction et transformation est évidemment plus forte (exemple près de 10 % dans les mines de cuivre de la Rhodésie du Nord), mais ce sont incontestablement des cas exceptionnels.

D'autre part, même dans ces cas-là, la part des revenus consacrée au paiement de salaires est probablement à peu près équivalente à celle que l'on a évoquée pour d'autres pays, plus haut.

Il serait pourtant erroné de penser que cette faible part du revenu total engendré par l'exploitation des matières premières, sert, dans sa totalité, à élargir et accroître le marché intérieur du pays sous-développé. En premier lieu, il faut noter qu'une partie de la main-d'œuvre est constituée par des étrangers, qui remplissent en général des fonctions de direction et dont les traitements sont donc relativement élevés. Bien qu'ils mènent un train de vie aisé, il leur est possible de mettre de côté une bonne partie de leurs revenus ; c'est même là l'un des attraits principaux de ce type de travail dans les pays sous-développés : la possibilité d'accumuler des économies importantes en peu de temps. Il est inutile de préciser que ces économies sont renvoyées en métropole au fur et à mesure, ou bien rapportées, en bloc, par leurs propriétaires lorsqu'ils quittent leurs postes[25].

De plus, ce qu'ils dépensent en biens de consommation ne pro-

[22] United Nations : *Development of Mineral Ressources in Asia and the Far East*, p. 39, 1953.

[23] Rollins, *op. cit.*, où il est fait référence à M. D. Pollner, *Problems of National Income Estimation in Bolivia* (thèse de doctorat, New York University, 1952).

[24] Nations Unies, *Review of Economic Conditions in the Middle East*, p. 63, 1951.

[25] Le cas peu fréquent des gens qui tombent littéralement amoureux des pays dans lesquels ils ont travaillé et qui décident de se « naturaliser économiquement », peut valablement être négligé.

fite pas entièrement au marché intérieur du pays sous-développé, à la production locale ; en effet, ils préfèrent se procurer des biens de consommation achetés en métropole, par habitude le plus souvent, ce qui réduit donc d'autant les sommes qui reviennent à l'économie nationale du pays sous-développé. Pourtant il pourrait sembler qu'ils apportent beaucoup à l'économie locale, ne serait-ce que par l'entretien d'une nombreuse domesticité et par les nombreux achats qu'ils effectuent sur les marchés locaux. Mais en fait, la valeur totale dépensée par les employés étrangers pour l'achat de biens et services produits localement — et qui fait s'accroître la demande globale des pays sous-développés — est en général très faible.

Lorsqu'il s'agit de la main-d'œuvre autochtone, le problème se présente différemment. Généralement employés à des travaux ne demandant pratiquement aucune qualification, leurs salaires sont excessivement bas et suffisent à peine à leur assurer un strict minimum. Même lorsque leurs salaires sont plus élevés, ils ne leur permettent pas d'acquérir un mode de vie plus décent, cela ne leur laisse nullement la possibilité d'épargner. Ainsi les salaires distribués aux travailleurs autochtones ne sont-ils employés qu'à des dépenses de consommation[26]. Cependant une part de ce qu'ils achètent est précisément fourni par la firme qui les emploie, et c'est notamment le cas du logement. Qui plus est, de nombreux camps destinés aux travailleurs ont une situation géographique telle, que l'on trouve plus aisé (et meilleur marché) d'importer de l'étranger les biens de consommation plutôt que de les acheter aux marchés locaux trop éloignés[27].

En conclusion, les revenus tirés, par les habitants des pays à « économie de traite », des activités d'exportation et d'importation des firmes étrangères sont essentiellement constitués par les salaires payés à un nombre relativement restreint de travailleurs ; ils sont partout très peu importants.

Puisque les fluctuations de la demande mondiale des biens produits par les pays sous-développés affectent davantage leur prix que le volume de leur production — pour des raisons techniques et économiques sur lesquelles nous ne pouvons nous attarder ici — le niveau

[26] Dans certains pays, par exemple la Birmanie, la fuite des fonds que constituent les envois effectués par une population semi-nomade à leurs familles dans leur pays d'origine, constitue une donnée importante et dont il faut tenir compte.

[27] Ceci est notamment le cas dans les mines d'étain de Bolivie : « Durant de nombreuses années, les firmes firent fonctionner des magasins dont les marchandises venaient de l'étranger... » C. E. Rollins, *op. cit.*

Il est inutile de préciser que de telles pratiques ne se justifient pas par le prix peu élevé des biens de consommation importés, mais bien par des problèmes de coût de frêt. Lorsqu'il s'agit en effet de firmes étrangères exportatrices, le frêt de la monopole vers le pays sous-développé est très bon marché, ce qui constitue un facteur important et encourage l'importation dans les pays sous-développés de biens susceptibles d'être vendus dans les magasins des firmes.

de l'emploi, en ce qui concerne la population autochtone, a tendance à ne pratiquement pas varier. Comme d'autre part, leurs salaires demeurent relativement stables, leur revenu total en *termes absolus* demeure également stable. Pourtant ce revenu total représente une *part* variable de la valeur totale de la production, qui dépend notamment des prix auxquels cette production peut être vendue. Cependant si on établit une moyenne qui tienne compte à la fois des bonnes et des mauvaises années, il semble que la proportion s'élève à peu près à 15 % bien qu'elle puisse atteindre dans les pires cas 5 %, pour certaines zones et au cours de certaines années, et 25 %, dans les meilleurs cas. Bien que de tels revenus additionnels apportent des améliorations appréciables au niveau de vie des populations misérables des pays sous-développés, il faut néanmoins, pour déterminer leur signification effective par rapport au développement économique, établir clairement à qui ils profitent. Ces revenus additionnels sont pour la plupart touchés par les travailleurs les moins bien rémunérés, ce qui fait qu'ils sont en général directement affectés à l'acquisition de biens de consommation élémentaires que produit le secteur agricole, ce qui les rend inaptes à encourager — par l'action qu'ils pourraient avoir sur ce marché — le développement d'une industrie locale[28].

Le solde des bénéfices globaux résultant de la production de l'entreprise étrangère, orientée vers les activités d'exportation, peut se subdiviser en deux parties. D'une part, l'ensemble des profits bruts (après déduction des impôts et des *royalties*) qui incluent les charges résultant de la dépréciation monétaire et de l'épuisement éventuel des ressources ; d'autre part, le paiement des impôts, *royalties*, etc., que touche le gouvernement des pays où s'effectue la production. Nous reviendrons sur cette seconde partie des bénéfices, ultérieurement. En ce qui concerne la première forme de bénéfices, leur mode d'utilisation varie considérablement. Comme nous l'avons vu tout à l'heure, la plus grande partie de ces bénéfices sont réinvestis à l'étranger. Ceci, cependant, n'est vrai que si l'on considère les quantités globales et si l'on envisage ce qui se passe en longue période. Pour des pays particuliers et au cours de périodes spécifiques, les fluctuations, ayant affecté les profits soustraits à l'économie des pays sous-développés, d'une part, et le mouvement des investissements étrangers d'autre part, se sont souvent développées de manière divergente — et même parfois contradictoire.

Tandis qu'à certaines époques, dans certains pays, les retraits de fonds ont largement dépassé le montant total des investissements, à d'autres époques et en d'autres lieux, le mouvement a été inverse. Tandis que certaines entreprises rapatriaient la majeure partie de

[28] Ces revenus, lorsqu'ils sont dépensés, donnent naissance à des profits commerciaux ; mais ceux-ci ne font généralement pas défaut dans les pays sous-développés.

leurs profits, d'autres au contraire (et ailleurs) réalisaient des investissements additionnels dans les pays sous-développés. Des trusts internationaux ont fréquemment transféré leurs profits du pays (ou des pays) qui les a engendrés, et où le rendement était faible, à un autre, où le rendement était présumé pouvoir être supérieur. On ne peut affirmer que tous les pays sous-développés aient connu le même sort, puisque certains bénéfices tirés d'une activité productrice dans un pays donné, ont donné lieu à un réinvestissement dans un autre pays sous-développé ; mais cela ne constitue guère malgré tout la règle générale. Bien au contraire, ce qui s'est généralement produit, c'est le financement d'investissements dans les zones les plus développées de l'économie mondiale, par les profits tirés des activités productives dans les pays sous-développés. Ainsi, tandis que des différenciations non négligeables ont affecté les pays sous-développés, différenciations qui portent essentiellement sur les parts respectives du réinvestissement et de la fuite des capitaux dans les pays sous-développés, on peut dire que dans sa totalité, et d'une manière générale, le monde sous-développé peut être caractérisé par la fuite d'une part considérable de son surplus économique, vers les pays avancés, sous forme de dividendes et d'intérêts[29].

V

Ce qui est dramatique surtout dans le cas des pays sous-développés c'est que l'on peut difficilement établir — en ce qui concerne leur développement économique propre — ce qui leur a été le plus nuisible en définitive ; le réinvestissement par les entreprises étrangères ou la fuite de leur surplus économique. Une telle alternative désespérée n'est pas seulement imposée aux pays sous-développés, par l'extrême rareté des bénéfices directs qu'ils peuvent tirer de l'investissement des entreprises étrangères, mais encore par l'impact global du capitalisme dans ces pays.

Telle n'est pourtant pas l'optique adoptée par les documents plus ou moins officiels des pays occidentaux. Ainsi, les auteurs d'un article précédemment cité du *Survey of Current Business* (organe du Département d'Etat au Commerce aux Etats-Unis) n'hésitent-ils pas à affirmer que : « L'expansion considérable des équipements et moyens de production mis en place par les investissements (des grandes entreprises américaines), a joué un rôle de premier plan pour l'amélioration des conditions économiques dans les pays étrangers. »[30] Bien qu'il

[29] Jacob Viner, *America's Aims and the Progress of Underdeveloped Countries*, pp. 182 et sqq., in *The Progress of Underdeveloped Areas*, B. F. Hoselitz, éd., Chicago, 1952.

[30] S. Pizer et F. Outler, *International Investments and Earnings*, p. 10, août 1955.

soit moins optimiste que ces auteurs, le professeur Mason écrit néanmoins : « l'expansion qui s'est manifestée dans la production des minerais est, non seulement favorable en général à une croissance économique dans les zones sous-développées, mais encore très favorable à l'industrialisation même de ces zones. »[31] Et le professeur Nurkse conclut que « ... l'ennui, de l'investissement « traditionnel » dans les pays sous-développés, n'est pas qu'il soit mauvais ou inefficace pour un développement économique (ce développement est partiellement réalisé, bien que de manière indirecte et inégale), mais qu'il n'atteint pas l'importance nécessaire, qu'il demeure de faible envergure. »[32]

Cette position repose sur la prise en considération des données suivantes. D'une part, le transfert vers les pays capitalistes avancés des bénéfices tirés de l'investissement des firmes occidentales dans les pays sous-développés, ne constitue pas un prélèvement sur le surplus économique de ces pays, puisque ce qui est ainsi transféré, n'existerait pas en l'absence de l'investissement effectué par ces firmes. Ainsi, puisque en l'absence de tels transferts, il n'y aurait pas d'investissement de la part des firmes occidentales, ceux-ci ne peuvent être considérés comme des coûts réels supportés par le pays sous-développé et ne s'opposent donc nullement à son développement économique propre[33]. En second lieu, on estime généralement que les activités de la firme étrangère dans les pays sous-développés, en faisant profiter la population autochtone d'une partie de sa production en paiement des services rendus, accroissent *jusqu'à un certain point*, le revenu global de ces pays. En troisième lieu, on insiste sur le fait que l'entreprise capitaliste étrangère, quelle que soit sa contribution *directe* à la réalisation du bien-être des peuples des pays sous-développés, leur rend de toute façon d'inestimables services *indirectement*, par la construction de routes, de voies ferrées, par l'exploitation des sources d'énergie ainsi que par la transmission, aux capitalistes et aux travailleurs autochtones, du savoir-faire en affaires et des compétences techniques. Enfin, l'accent est mis sur le fait que l'entreprise capitaliste occidentale, en versant des impôts et des *royalties* aux gouvernements des économies de traite, leur permet de disposer de fonds importants qui doivent leur permettre de financer le développement effectif de leurs économies nationales.

Comme c'est le cas pour toute la pensée bourgeoise qui raisonne en termes d' « intelligence pratique », une telle analyse est vraie seulement en surface, si l'on ne cherche pas à voir quels sont les moteurs

[31] *Raw Materials, Rearmement, and Economic Development*, p. 336, Quaterly Journal of Economics, août 1952.

[32] *Op. cit.*, p. 29.

[33] Cf. S. Herbert Frankel, *The Economic Impact on Underdevelopped Societies*, p. 104, Oxford, 1953.

effectifs du développement décrit. Mais le raisonnement tenu par ces économistes bourgeois, dans la mesure où il rend compte d'un fragment de la réalité et où, de plus, il est mené, non d'un point de vue historique, mais grâce à cette méthode à la mode que l'on pourrait nommer « la statique animée » ou la « statique en mouvement », ne peut mener qu'à des erreurs et des jugements faussés. Examinons successivement les divers points.

Il est incontestable que si les ressources naturelles des pays sous-développés n'étaient pas exploitées, il ne pourrait exister de production de ces biens, et donc de transferts des profits qui pourraient en résulter, vers les économies des pays capitalistes avancés. Mais c'est là le seul point irréfutable de l'analyse. Car, si les pays actuellement sous-développés, avaient pu, à un moment ou à un autre, se développer de façon indépendante, on ne pourrait pas, a priori, exclure la possibilité qu'ils exploitent eux-mêmes leurs ressources naturelles, et ce dans des conditions plus avantageuses que celles qui leur ont été imposées par les investissements capitalistes étrangers. Ceci pourrait être effectivement écarté si l'investissement réalisé par les firmes étrangères dans les pays sous-développés pouvait être considéré *indépendamment* du développement propre des pays sous-développés. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, et comme le démontre de manière tout à fait convaincante, l'exemple du Japon, un développement indépendant de ces données est impossible. Le problème cependant se présente sous un autre aspect. En ce qui concerne, en effet, la production agricole, on pourrait penser que, s'agissant de récoltes périodiques, et dont le seul débouché possible offert est l'exportation, leur production et leur exportation vers les pays de capitalisme avancé, ne constituent pour les pays sous-développés, aucun sacrifice. Ceci est proprement fallacieux. Car, outre le fait que l'exploitation des plantations de biens de consommation exportables se fait, par les entreprises étrangères, sur le mode du pillage, on peut dire que cette exploitation elle-même (c'est-à-dire l'établissement et l'expansion des plantations) s'est réalisée par la paupérisation systématique, allant parfois jusqu'à l'annihilation physique, d'une fraction importante de la population autochtone. Les exemples ne manquent pas, il nous suffira d'en citer quelques-uns. « La culture exclusive de la canne à sucre au Brésil du Nord-Est, constitue un bon exemple. Cette zone possédait à l'origine les sols tropicaux les plus fertiles. Son climat favorisait l'agriculture, ce qui expliquait la présence, jadis, de forêts abondantes où croissaient d'innombrables arbres fruitiers. Aujourd'hui, l'industrie du sucre, qui absorbe toutes les énergies et se détruit peu à peu elle-même, a envahi toutes les terres disponibles de la région et y a implanté de la canne à sucre. Le résultat en est que cette région est une de celles où sévit la plus grande famine sur le continent latino-américain. L'absence de cultures maraîchères et d'élevage a créé un problème d'alimentation très aigu, dans une région où une agriculture diversifiée pourrait produire une infinie variété de produits agricoles »[34]. En général, en Amérique latine, ce qui « ruina définitivement les populations autochtones fut l'établissement d'une production unique (et exclusive de toutes les autres) pour chaque région propre : certaines étaient consacrées à l'extraction minière, d'autres aux plantations de café, d'autres aux plantations de tabac, d'autres enfin à la production de cacao. Cette spécialisation rigide déforma considérablement les économies des pays sous-développés, dont certains, encore de nos jours, ne produisent qu'un seul bien : le café pour le Salvador, les bananes pour le Honduras. » En Egypte, « une partie importante de la terre irriguée était réservée à la culture de produits pouvant apporter des profits monétaires importants... particulièrement le coton et le sucre. Ce qui ne fit qu'aggraver la misère et la famine auxquelles étaient soumis les fellahs. » En Afrique, « la première innovation (et étape), dont les résultats furent de bouleverser complètement les habitudes alimentaires autochtones, fut la production à grande échelle de biens de consommation exportables, tels que le cacao, le café, le sucre et les arachides. Nous savons déjà comment fonctionne le système de la plantation... Un bon exemple peut en être donné par le cas de la colonie de Gambie en Afrique occidentale, où la culture des biens alimentaires à usage local, a été totalement abandonnée au profit de la culture des arachides. De cette monoculture il est résulté une situation, sur le plan nutritif de la colonie, qui pouvait... difficilement être plus catastrophique. » On peut dire que les Etats du Sud des Etats-Unis, qui ont longtemps joué le rôle de colonies internes pour le développement du capitalisme américain, ont subi à peu de choses près, les mêmes effets du fait de la production de sucre et, plus particulièrement, du coton. « Aux Etats-Unis, les Etats « cotonniers » constituent ceux où les revenus, par rapport à ceux de la nation tout entière, sont les plus bas. La corrélation statistique que l'on peut établir entre le fait de produire du coton et la misère, est proprement ahurissante. La culture du coton a deux effets nuisibles sur le sol : 1) la diminution de la fertilité des sols... 2) le dommage que cause l'érosion... Tout ceci apparaît clairement maintenant, mais n'était ni compris, ni correctement apprécié au XIXe siècle, le siècle qui a sacrifié les ressources durables aux profits immédiats et considérables en dollars bien sonnants. »[35]

[34] Josue de Castro, *The Geography of Hunger*, p. 97, Boston 1952. Les trois passages suivants cités dans le texte se trouvent aux pages 105, 215 et 221 de cet ouvrage exceptionnel. Le professeur de Castro note en passant que, alors que l'érosion des sols et leur épuisement constituent une plaie pour l'ensemble du monde colonial, certains experts « vont jusqu'à dire, que pour des raisons pratiques, il n'y a rien de tel que l'érosion au Japon », p. 192.

[35] E. W. Zimmerman, *World Ressources and Industries*, p. 326 (revised edition), New York 1951. Il est inutile de préciser que l'auteur est tout à fait injuste à l'égard du XIXe siècle, puisque pour le capitalisme du XXe siècle, les succès se mesurent toujours de la même manière (selon l'importance du profit) ; la seule différence vient de ce que les entreprises monopolistes — ou les groupes — se préoccupent davantage qu'on ne le faisait au XIXe siècle, des rendements à long terme.

Pour éviter tout malentendu, il nous faut préciser que ce qui précède ne doit en aucune manière être considéré comme un refus de la division du travail, de la spécialisation nationale et internationale ou des accroissements de productivité qui en résultent. Ce qui pourtant est clairement établi, c'est qu'une spécialisation nationale et internationale qui est organisée de manière à faire mourir de faim l'un des participants à cette spécialisation (alors que l'autre porte le « fardeau » qui consiste à ramasser les profits), ne peut être considérée comme la meilleure manière d'apporter le plus de bonheur possible au plus grand nombre.

La seconde proposition relative au fait que l'exportation de produits des pays sous-développés par les entreprises étrangères spécialisées dans l'exportation, ne leur cause aucun dommage ou aucun « sacrifice », est déjà beaucoup moins vraie lorsqu'il s'agit, non plus de produits agricoles à récoltes périodiques, mais de produits issus d'une activité extractive (pétrole, minéraux, etc.). Ce deuxième point est donc également — tout à fait — contestable. Bien que dans ce cas, les déplacements de la population autochtone et la destruction de ses bases traditionnelles d'existence, aient pu être moins dramatiques que dans le cas de l'établissement de plantations agricoles (bien que ces facteurs n'aient jamais été négligeables), les effets de la politique menée par les entreprises capitalistes occidentales, n'en ont pas moins été extrêmement éprouvants et catastrophiques pour les économies des pays sous-développés, qui voyaient s'épuiser, dans le long terme, leurs ressources naturelles. En effet, il n'y a aucune raison de penser que les ressources en matières premières des pays sous-développés existent en quantités infinies. Même si le danger d'épuiser les ressources naturelles de la terre est peu important si l'on considère ce problème du point de vue de l'économie mondiale, la chose est tout autre pour des pays particuliers et des ressources spécifiques : là le danger existe réellement[36].

[36] Ce que le professeur Mason observe pour les Etats-Unis, s'applique ou tend à s'appliquer à plus ou moins long terme aussi, dans une certaine mesure, aux autres pays : « Ce que nous savons au sujet du pétrole et des différents autres minerais... indique clairement que les coûts réels de la découverte et de la prospection deviennent croissants. De plus, nous savons qu'en ce qui concerne le cuivre, le plomb et le zinc, depuis des dizaines d'années les minerais extraits ont tendance à contenir de moins en moins de métal. En dernier lieu, il convient de noter qu'il n'y a pas eu de découvertes nouvelles vraiment importantes des principaux métaux depuis au moins 30 ans. » *Raw Materials, Rearmement, and Economic Development*, in Quarterly Journal of Economics, août 1952, p. 329.

Ceci est parfaitement réalisé en ce qui concerne un certain nombre de pays producteurs de matières premières, par exemple, le Venezuela, où l'on craint l'épuisement des réserves de pétrole ou même une baisse de production. C'est cette crainte que semble matérialiser le slogan « semer du pétrole » ou en Bolivie, où l'on s'inquiète sérieusement des ressources en étain.

Ainsi, pour un certain nombre de pays sous-développés, le peu qu'ils touchent actuellement sur la production des matières premières, peut très bien devenir le plat de lentilles qu'ils devront aliéner pour acquérir le droit à un avenir meilleur.

Le plat n'est pas grand et la qualité des lentilles laisse à désirer, comme nous l'avons vu plus haut. Ceci est de plus en plus ressenti par les peuples des pays concernés et se manifeste, le plus généralement, par une animosité croissante à l'égard des entreprises capitalistes étrangères — et aussi par les difficultés croissantes auxquelles sont confrontées les entreprises étrangères, pour embaucher les autochtones à travailler pour elles ; elles doivent pour les vaincre déployer mille formes « d'apprivoisement » des travailleurs locaux et utiliser souvent toutes sortes de coercition. Il est peut-être vrai que le refus des autochtones de travailler correctement pour des salaires de famine vient de leur « retard culturel » et de leur incapacité à saisir où est leur bien ; mais il semble plus probable que cette résistance des travailleurs vienne du fait qu'ils étaient beaucoup plus à l'aise et moins misérables dans leurs structures de vie traditionnelles, que lorsque le capitalisme étranger les tire à hue et à dia.

« Depuis la fin de l'esclavage comme mode de mobilisation de la main-d'œuvre, le système le plus fréquent employé pour recruter et retenir au travail effectivement une main-d'œuvre autochtone, souvent rétives, a été l'établissement des contrats à long terme, comportant des sanctions pénales au cas où le contrat ne serait pas respecté. Ce type de relations est appelé contractuel... Chez les peuples illettrés, le contrat constitue le plus souvent une démarche formelle plutôt qu'une défense du travailleur ; de plus, il n'existe généralement aucun contrôle effectif possible des promesses faites par l'embaucheur, qui ne font pas partie du contrat lui-même. Une fois qu'il a signé (ou accepté) le contrat, et qu'il a été transporté de son village natal au lieu de son travail, il ne reste en général guère de recours au travailleur pour protester contre de fausses et illusoires promesses ou pour rompre d'une manière efficace le contrat... Ainsi que le « contrat » soit imposé par la force ou la fraude, ou par les nécessités de la misère, sa réalisation implique toujours une part importante de coercition directe. Aux Indes néerlandaises, plus particulièrement dans les provinces extérieures, l'existence de sanctions pénales visant à faire respecter les obligations contractuelles en matière de main-d'œuvre, se perpétua jusqu'en 1940. C'est encore fréquemment le cas en Afrique, notamment en ce qui concerne les travailleurs des mines... Dans toutes les zones coloniales ou sous mandat du Sud-Est asiatique et du Pacifique, le manque de main-d'œuvre autochtone pour le travail dans les plantations, les mines ou usines, ou sa résistance à se faire embaucher, firent se développer systématiquement les contrats... L'utilisation de diverses formes de coercition est fréquente en Amérique latine pour

assurer la production des *hacienda*, des mines et des usines. Les formes varient du péonage simple au contrat à long terme couramment utilisé dans de nombreuses zones coloniales »[37].

Les apologistes de l'impérialisme insistent sur le fait que l'on « ... doit pouvoir montrer que les investissements purement géographiques, sont nuisibles pour le pays qui en bénéficie, c'est-à-dire que cela peut signifier un revenu réel pour les habitants de ce pays inférieur à celui dont ils auraient pu jouir autrement. »[38] Ce raisonnement serait juste si l'on faisait exception de la poignée de bourgeois compradores qui sont les seuls dans les pays sous-développés à tirer de substantiels profits des activités des entreprises étrangères qui exploitent et produisent des matières premières dans ces pays.

VI

Ceci nous amène au troisième point noté plus haut relatif à l'effet *indirect* des activités des entreprises étrangères d'exportation, sur le développement économique des pays sous-développés. Dans un certain nombre de régions, l'établissement et l'activité de l'entreprise étrangère, ont nécessité des investissements en équipements, qui ne font pas partie intégrante des processus de la production et d'exportation des matières premières, mais sont néanmoins indispensables à leur déroulement. C'est le cas notamment des voies ferrées, des installations portuaires, des routes, des aérodromes, de l'installation de lignes téléphoniques et de communications télégraphiques, de la construction de canaux et de centrales énergétiques. D'un point de vue général, on peut dire que ce sont là de bonnes choses que peut acquérir le pays sous-développé. Même si ces investissements, en soi, ne contribuent nullement à l'extension des marchés intérieurs des zones sous-développées — puisque la plupart d'entre eux constituent des « investissements en nature », notamment des équipements importés — on a tendance à estimer néanmoins, que la réalisation de tels projets a un effet bénéfique sur l'économie du pays sous-développé, en accroissant notamment les possibilités d'investissements locaux. On désigne cet

[37] W. E. Moore, *Industrialization and Labor*, pp. 60-62, Ithaca et New York, 1951. Voir aussi la bibliographie qui est citée dans ces pages, notamment l'ouvrage très documenté de B. Lasker, *Human Bondage in South-East Asia*, Chapel Hill, North Carolina, 1950.

[38] A. N. Leod, *Trade and Investment in Underdeveloped Areas : A Comment*, American Economic Review, juin 1951, p. 411. Le terme « investissement purement géographique » (terme inventé par H. W. Singer) recouvre « l'investissement étranger géographiquement localisé dans les pays sous-développés, qui ne devient jamais vraiment partie de leurs économies propres, et reste au contraire un secteur des économies capitalistes qui investissent. »

effet sous le terme « d'économies externes », qui se manifestent chaque fois que l'activité d'une entreprise facilite (ou diminue le coût de) l'établissement ou l'activité d'une autre entreprise. Ainsi la construction d'une centrale électrique (ou plus généralement énergétique) nécessaire pour l'activité d'une entreprise ou d'une mine, peut économiser à une autre entreprise ou mine le coût de la construction d'une centrale propre, ce qui abaisse pour elle le coût de l'énergie. De la même manière, la construction d'une scierie peut abaisser les coûts des entreprises de la même zone.

Il est important de distiuguer l'amélioration des conditions favorables à l'expansion économique de ce qui pourrait être appelé l'effet d'investissement cumulatif : processus que l'on décrit plus haut, par lequel l'investissement entrepris par une entreprise est rendu possible grâce à l'extension du marché résultant de l'investissement d'autres entreprises. Cette distinction doit être clairement établie, parce qu'elle est précisément estompée dans la plupart des ouvrages économiques ; cela entraîne de graves confusions et erreurs dans l'analyse. Tandis qu'un mouvement d'investissements, se déroulant à la manière d'une boule de neige qui grossit en roulant, marque pratiquement l'existence d'un développement économique réel, et s'accompagne nécessairement « d'économies externes », cela ne signifie pas pour autant que l'émergence de conditions favorables, qui pourraient donner lieu à des « économies externes », résulte nécessairement d'un investissement accru ou d'une croissance économique généralisée. En d'autres termes : des investissements locaux réalisés de manière synchronique, résultant d'une division du travail plus diversifiée, et entraînant une extension cumulative des marchés intérieurs, créent comme sous-produit, des économies externes, qui à leur tour, accroissent la division du travail et facilitent l'investissement ultérieur. Cependant pour que cette amélioration des conditions favorables de l'investissement se traduise effectivement par un investissement accru, il faut que le développement économique et social ait atteint un stade où puisse se réaliser pratiquement la transition vers le capitalisme industriel. Autrement ces sources virtuelles d' « économies externes », qui peuvent apparaître dans le système économique, contribueront seulement à renforcer les tendances qui se manifestent au sein de la structure socio-économique pour la maintenir dans sa fixité et sa stabilité du moment, ou bien demeureront à l'état de potentialités — disponibles mais inutilisables — rejoignant de la sorte toutes les autres forces productives inemployées et ne favorisant que peu — ou pas du tout — le développement économique du pays.

Ce que nous voulons dire, c'est que le rôle joué par les économies externes par rapport à l'accroissement des investissements, est semblable à celui de la diminution de n'importe quel coût de facteurs, par exemple l'abaissement du taux d'intérêt. Il est erroné de croire qu'à un niveau déterminé du revenu et de la demande effective,

une simple diminution du taux d'intérêt suffit à enclencher un mouvement d'investissements ; de la même façon, il est faux de croire que le seul fait qu'existent des sources potentielles d'économies externes, suffise à engendrer automatiquement une expansion économique. On peut même pousser la comparaison plus loin. Lorsque les économistes classiques insistaient sur l'importance stratégique du taux de l'intérêt, ce n'était certes pas en toute « innocence » ou en toute gratuité : il s'agissait en effet plus ou moins directement de justifier les principes du *laisser-faire*[39] et ceux de la non-intervention gouvernementale en matière économique. De même, de nos jours, le courant qui réclame à cor et à cri l'établissement d'équipements susceptibles de donner lieu à des économies externes dans les pays sous-développés (centrales électriques ou énergétiques, routes, etc.), ne se fait pas simplement l'interprète d'une quelconque lubie théorique. La signification réelle de ce type de position ou de comportement, apparaît assez clairement, à partir du moment où l'on se demande *à qui* doivent profiter, en dernière analyse, les économies externes engendrées par ces équipements. Il suffit de parcourir les déclarations des économistes officiels et des représentants des organisations dominées par le grand capital, pour s'apercevoir très rapidement que ces sources d' « économies externes », qui doivent être créées dans les pays sous-développés, doivent essentiellement soutenir et favoriser l'action des entreprises étrangères dans l'exploitation des ressources naturelles de ces pays. De plus, l'accent mis constamment sur le caractère indispensable de l'aide gouvernementale pour le financement de ces projets, ne fait que manifester la réalité du principe depuis toujours à l'honneur dans le monde des affaires, à savoir : la nécessité de la « coopération harmonieuse » entre les administrations publiques nationales et le capital monopoliste. Les premières doivent en effet apporter une contribution importante à l'établissement et à la poursuite des affaires, tandis que les entreprises monopolistes « interviennent » le moins possible dans le problème du financement. Ces entreprises, par contre, recevront les profits tirés de l'exploitation, et cette fois-ci le Trésor Public devra s'abstenir d' « intervenir » financièrement.

Tandis que M. Nelson Rockefeller et ses collaborateurs insistent sur le fait qu'« ...une pénurie alarmante se développant rapidement, « la production accélérée et accrue des matières premières venant des pays sous-développés doit être effectivement réalisée, et qu'il s'agit là d'un problème de première importance »[40], le Professeur Mason indique qu' « un tel développement peut rarement se réaliser en l'absence de l'expansion de facilités auxiliaires — comme les voies de chemins de fer, les routes, les installations portuaires, l'énergie électrique, etc. — qui jouent un rôle fondamental dans la réalisation du développement

[39] En français dans le texte.

[40] *International Development Advisory Board, Partness in Progress, A Report to the President*, p. 8, Washington, 1951.

économique. »[41] Rien, par contre, n'est précisé quant à savoir qui devra financer ces investissements ou comment établir les priorités : faut-il « une production accélérée et accrue des matières premières dans les pays sous-développés » ou « produire » ceux des biens qui contribuent à (leur) développement économique effectif ? Le rapport Gray apporte des réponses aux deux questions avec la plus grande clarté. Il commence par exprimer un point de vue que l'histoire a déjà vérifié, selon lequel « l'investissement privé se réalisera probablement de manière sélective, la majeure partie des capitaux nouveaux étant sans doute investis dans les industries extractives d'un nombre restreint de pays ». Puis les auteurs expliquent que « l'investissement privé constitue la meilleure méthode pour réaliser le développement économique », que « l'importance des investissements privés doit être accrue le plus possible » et que « les investissements publics doivent s'ajuster en conséquence. »[42]

Le problème est précisément que « ces facilités productives auxiliaires » ne sont auxiliaires que pour les entreprises étrangères spécialisées dans l'exportation et que le profit tiré des économies externes n'est concrétisé que par une production additionnelle de matières premières que l'on exporte. Ceci est dû en partie au fait que les équipements installés par des entreprises étrangères — ou placés sous leur contrôle effectif — ne sont installés et localisés qu'en fonction des bénéfices qu'elles peuvent en tirer. Si l'on considère le cas de la construction des voies de chemins de fer financée par l'entreprise occidentale capitaliste aux Indes, en Afrique ou en Amérique latine, on s'aperçoit que le réseau est constitué de manière à faciliter l'acheminement des matières premières ; de la même façon, la construction d'installations portuaires a été entièrement déterminée par les exigences de l'exportation des matières premières : les centrales énergétiques sont implantées là où elles peuvent approvisionner les entreprises minières étrangères ; enfin, les travaux d'irrigation sont réalisés de manière à favoriser le développement des plantations appartenant à des étrangers ou à des firmes étrangères. Partout, le processus d'investissement suit les mêmes exigences — comme le disait le Dr H. W. Singer, « les facilités productives qui peuvent exister si l'on envisage l'exportation des matières premières des pays sous-développés, ont été la plupart du temps le fait d'investissements étrangers, et ne sont jamais devenues des composantes effectives de la structure économique interne de ces pays, sauf si l'on se place du strict point de vue géographique ou physique. »[43]

[41] *Raw Materials, Rearmament, and Economic Development*, p. 336, Quaterly Journal of Economics, août 1952.

[42] *Report to the President on Foreign Economic Policies*, pp. 52 et 61. Washington 1950.

[43] *The distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries*, p. 475, American Economic Review, mai 1950. Il peut être intéressant de relever

Ce ne sont cependant pas les caractéristiques physiques des facilités productives auxiliaires financées par des entreprises étrangères, qui constituent la cause principale de leur inefficacité ou leur stérilité pour un développement économique valable des pays sous-développés. Car même si leur établissement et leur implantation correspondaient parfaitement aux exigences techniques spécifiques de la croissance économique dans les zones sous-développées, leur activité sur ces économies resterait pratiquement sans effet (ou nulle) aussi longtemps que ces installations demeurent des corps étrangers à la structure socio-économique dans laquelle elles ont été artificiellement insérées.

Ce ne sont pas en effet les routes, les voies ferrées ou les centrales énergétiques, qui engendrent en tant que telles le capitalisme industriel : c'est au contraire l'émergence du capitalisme industriel qui donne lieu à la construction de routes, de voies ferrées, de centrales énergétiques. Les sources d'économies externes, qui, dans un pays de capitalisme industriel donnent effectivement lieu à des économies externes au profit de l'expansion industrielle, lorsqu'elles apparaissent dans un pays se trouvant à la phase du capitalisme commercial, ne peuvent fournir des économies externes qu'au seul capital commercial. C'est ainsi que l'établissement de banques modernes, par les Britanniques, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle aux Indes, en Egypte, et en Amérique latine, et partout ailleurs dans le monde sous-développé, ne conduisit pas à l'extension du crédit industriel, mais bien plutôt au développement de chambres de compensations, contrôlées par le grand commerce, qui le disputa en ce qui concerne les intérêts, aux usuriers locaux. De la même manière, les ports et les villes qui ont littéralement surgi du néant dans de nombreux pays sous-développés, du fait de l'expansion du commerce vers les pays capitalistes avancés, ne sont pas devenus des centres d'activités industrielles intenses, mais bien plutôt des vastes marchés, qui offraient « l'espace vital » indispensable à l'activité des bourgeois-compradores et d'une foule de petits commerçants, agents et commissionnaires. Les routes, les chemins de fer et les canaux, construits pour les besoins de l'entreprise étrangère, ne sont pas davantage devenus des artères impulsant effectivement les activités productives dans les régions où ils s'étendaient ; ils ont seulement accéléré le processus de désintégration de l'économie paysanne existante et ont permis une exploitation plus intensive et plus profonde des zones rurales de l'intérieur par le capitalisme commercial.

Le Professeur Frankel a parfaitement raison de dire que l'historique de ces « investissements » en Afrique et ailleurs, fait apparaître

que la mission de l'assistance technique des Nations Unies en Bolivie conclut son analyse consacrée à l'économie minière de ce pays en disant que « cette nouvelle économie fondée sur le commerce extérieur est toujours demeurée séparée, à un point extrême, du reste de l'économie nationale. » (Rapport de la Mission des Etats-Unis en Bolivie, 1951), p. 85.

de nombreux exemples où les routes, voies ferrées, ports et réseaux d'irrigation ont été établis au « mauvais endroit », ce qui non seulement n'a pas donné naissance à un processus de développement engendré par le mouvement des revenus, mais encore a effectivement bloqué toutes les possibilités de développement qui auraient pu se réaliser autrement[44]. On n'insistera jamais assez sur le fait que le dommage principal résultant de ces investissements ne vient pas de ce qu'ils sont « inadéquats » ou « mal localisés » ; il vient bien plutôt de ce qu'ils durcissent et renforcent la domination du capitalisme commercial, tant en retardant qu'en interdisant sa transformation en capitalisme industriel.

VII

Voilà bien « l'influence indirecte » vraiment primordiale exercée par l'action de l'entreprise étrangère sur l'évolution des pays sous-développés. Cette influence emprunte des canaux divers pour se matérialiser, mais elle s'infiltre à tous les niveaux — social, politique et culturel — de la vie des pays sous-développés, et détermine de manière décisive toute son évolution. Elle se concrétise tout d'abord par l'existence et l'émergence d'un groupe de commerçants qui ne cessent de s'accroître, dont les activités s'effectuent dans l'orbite du capital étranger. Qu'ils agissent comme grossistes — rassemblant, triant, et standardisant les biens qu'ils achètent à de petits producteurs et vendent à des représentants de firmes étrangères — ou comme fournisseurs de biens locaux aux entreprises étrangères, ou comme fournisseurs d'autres biens nécessaires aux entreprises ou à leur personnel, on peut dire qu'un grand nombre d'entre eux amassent des fortunes considérables et acquièrent ainsi la première place au sein de la classe capitaliste des pays sous-développés. Tirant leurs profits des activités du capitalisme étranger, intéressés au premier chef à son expansion et à sa prospérité, ces éléments compradores de la bourgeoisie nationale locale n'hésitent pas à jeter tout leur poids et toute leur influence dans la balance, pour renforcer et perpétuer le *statu quo*.

En second lieu on trouve des monopoleurs industriels autochtones, qui sont le plus souvent étroitement liés à la fois au capital commercial et aux intérêts de l'entreprise étrangère : leur existence dépend entièrement du maintien de la structure économique existante, puisque la naissance d'un capitalisme industriel les priverait de leur statut de monopoleurs. Craignant essentiellement l'apparition d'éven-

[44] *Some Conceptual Aspects of International Economic Development of Underdeveloped Territories*, p. 14, Princeton, 1952.

tuels concurrents sur leurs marchés, ils essaient par tous les moyens de l'éviter ; de ce fait ils sont favorables à l'absorption du capital dans la sphère de la circulation et ne craignent nullement les effets de l'activité de l'entreprise étrangère. Eux aussi sont les défenseurs résolus de l'ordre établi.

Les intérêts de ces deux groupes sont tout à fait identiques à ceux des propriétaires féodaux, solidement implantés dans les sociétés primitives des pays sous-développés. Ceux-ci n'ont aucune raison de se plaindre des effets de l'activité des firmes étrangères dans leurs pays, puisque celle-ci leur fournit la possibilité de toucher des profits considérables. Les firmes étrangères offrent fréquemment des débouchés à la production réalisée sur des grands domaines : en de nombreux endroits, elles élèvent la valeur de la terre et offrent souvent des emplois lucratifs aux membres de l'aristocratie foncière.

Il en résulte une coalition politique et sociale entre les compradores fortunés, les monopoleurs puissants et les grands propriétaires fonciers, qui a pour objectif de défendre la formation socio-économique existante basée sur une réalité à la fois féodale et commerciale. Exerçant son pouvoir par des moyens politiques divers — monarchie, dictature militaire fasciste, république du genre Kuo-Min-Tang — cette alliance n'a rien de bon à attendre de la naissance du capitalisme industriel, qui risquerait de la priver de ses privilèges et de sa puissance. Un tel régime, tout en bloquant tout progrès économique et social du pays, ne possède aucune assise politique réelle dans les villes ou les villages, et est donc dans la crainte continuelle des masses populaires affamées et rétives ; il garantit sa stabilité par l'entretien d'une garde prétorienne de mercenaires relativement bien payés.

Dans la plupart des pays sous-développés, les événements politiques et sociaux au cours des dernières dizaines d'années, auraient pu faire tomber les régimes de cette sorte. Si ces régimes ont pu malgré tout se maintenir en place et continuer à « faire des affaires » — c'est bien leur seul intérêt —, en Amérique latine, au Moyen-Orient, dans un certain nombre de pays « libres » du Sud-Est asiatique et dans un certain nombre de pays « libres » de façon identique en Europe, ce n'est que grâce à l'aide et au soutien qui leur sont apportés « librement » par le capital occidental et les gouvernements occidentaux agissant en son nom. Car le maintien de tels régimes est devenu indissociable de la possibilité pour l'entreprise étrangère de poursuivre ses activités. Ce fut l'étranglement systématique des pays sous-développés et coloniaux par les puissances impérialistes, qui a barré la route au développement de l'industrie indigène, et a donc empêché le renversement de l'ordre social basé sur des éléments féodaux et mercantiles, et a au contraire consolidé la domination des administrations compradores. C'est la préservation de ces gouvernements obséquieux, dont l'action bloque tout développement économique et social

et opprime tous les mouvements populaires de libération nationale et sociale, qui rend actuellement encore possible une exploitation étrangère des pays sous-développés et une domination des puissances impérialistes.

Le capital étranger et les gouvernements qui le représentent, continuent à agir comme par le passé. Bien que la position officielle, de nos jours, reconnaisse que les puissances colonisatrices, par le canal de leurs gouvernements, ont effectivement découragé et entravé le développement industriel dans les zones de production des matières premières, « elle ajoute que... » ... « ces temps-là sont définitivement abolis »[45] ; malheureusement rien n'est plus loin de la réalité historique actuelle en qui concerne les pays sous-développés.

Si l'on envisage l'action des Britanniques au Kenya, en Malaisie ou aux Antilles, celle de la France en Indochine et en Afrique du Nord, ou celle des Etats-Unis au Guatemala et aux Philippines, ou encore celle « plus subtile » des Etats-Unis en Amérique latine, et de la Grande-Bretagne alliée aux Etats-Unis au Moyen-Orient, on ne peut guère conclure que « *l'essence de l'impérialisme* de ce temps-là a disparu » et « à tout jamais ».

Il est certain que l'impérialisme lui-même, pas plus que le *modus operandi* ou les justifications idéologiques, ne sont aujourd'hui identiques à ce qu'ils étaient il y a 50 ans ou 100 ans. Jadis, ce fut le pillage systématique du monde extérieur, la rationalisation du pillage et l'instauration de « bonnes » relations contractuelles évoluant avec harmonie, qui ont donné naissance à un commerce parfaitement organisé avec les pays sous-développés. De la même manière, de nos jours, un commerce encore plus rationnel et plus harmonieux, s'est inséré dans un système encore plus rationnel d'exploitation impérialiste. Comme tous les phénomènes, qui se transforment en fonction des changements et des événements historiques, la forme contemporaine de l'impérialisme renferme et préserve encore ses caractéristiques antérieures, tout en les amenant à un niveau supérieur de développement. La caractéristique principale, de nos jours, se traduit par le fait que les forces de l'impérialisme ne se consacrent plus exclusivement et plus uniquement à l'extraction accélérée de bénéfices sporadiques — même s'ils sont considérables — tirés des fruits de l'exploitation et qu'il ne leur suffit plus d'être assurées d'un flux plus ou moins constant de ces bénéfices sur une période donnée relativement longue. L'impéralisme, propulsé actuellement par des entreprises monopolistes, possédant une organisation rationnelle et efficace, cherche à contrôler effectivement l'importance de ces flux de bénéfices, pour pouvoir en jouir quasiment à perpétuité. Ceci nous montre clairement quelle est la tâche fondamentale que doit s'assigner l'impérialisme de nos jours : empê-

[45] E. S. Mason, *Nationalism and Raw Materials*, p. 62, The Atlantic, mars 1953.

cher — ou si cela est impossible, réduire et contrôler effectivement — le développement économique des pays sous-développés.

Il semble suffisamment évident qu'un développement économique réel est tout à fait contraire aux intérêts des sociétés étrangères produisant des matières premières qu'elles exportent. Tout d'abord, elles redoutent le danger mortel de la nationalisation des entreprises productrices de matières premières, qui est toujours associé à la crainte de voir des gouvernements, soucieux d'établir les conditions favorables à une croissance économique de leur pays et de faire sortir ceux-ci de la stagnation, prendre le pouvoir. Mais, même en l'absence de nationalisations, le développement économique des économies de traite ne peut que nuire au capital impérialiste occidental. Car en effet, quelle que soit la caractéristique du développement économique que l'on retienne, elle ne peut se développer qu'au détriment de la prospérité et des privilèges dont jouissent les sociétés produisant les matières premières[46]. En effet, lorsque se réalise une véritable croissance économique, les emplois et la productivité ont tendance à s'accroître dans les autres secteurs de l'économie nationale, d'autre part, la conscience de classe et le pouvoir de négociation des travailleurs tendent à augmenter, ce qui tend à élever les salaires dans le secteur qui produit les matières premières. Tandis que dans certains secteurs — c'est le cas notamment des plantations — ces coûts accrus peuvent être compensés par une amélioration des techniques productives, les sociétés étrangères refusent pratiquement de fournir le capital nécessaire à cette mécanisation de plus, dans les mines et les champs pétrolifères, cette solution est impossible, car ces industries ont des techniques de production identiques à celles en usage dans les pays capitalistes avancés, ce qui réduit d'autant l'écart de compensation. Puisque les prix des produits sur le marché mondial constituent une donnée fixe pour les entreprises individuelles — du moins dans le court terme —, une hausse du coût de la main-d'œuvre, accompagnée d'une variation des bénéfices résultant du processus de la concentration et de la hausse des coûts des biens locaux, entraîne nécessairement pour ces entreprises une réduction des profits. Ainsi, si les effets à long terme du développement économique des pays sous-développés portent un grave préjudice aux intérêts des sociétés exportatrices de matières premières, les contrecoups immédiats de l'expansion économique risquent d'être encore plus dommageables pour elles. Ces contrecoups se traduisent

[46] Le seul effet favorable aux sociétés capitalistes d'une croissance dans les pays sous-développés — en l'occurrence l'accroissement de leur propre demande de matières premières — peut être valablement négligé. Il ne risque en effet pas de se produire, ou alors seulement à une période où les pays sous-développés auront atteint un haut niveau de développement. Si l'on prend le cas où la consommation intérieure du pays sous-développé (de l'économie de traite) est la plus forte par rapport à la production totale — au Venezuela — on s'aperçoit que 4 % seulement du pétrole vénézuélien sont vendus sur le marché national.

sous forme d'une hausse des impôts et des *royalties* qui reviennent au gouvernement du pays sous-développé, qui tente de la sorte de financer ses coûts de développement, ou bien sous forme d'un contrôle des devises étrangères visant à réduire la part des profits rapatriés par les sociétés étrangères, ou bien encore sous forme de tarifs d'importation accrus sur les biens d'équipements étrangers et l'élévation du prix des biens en général, etc. ; tout cela ne manque pas de restreindre considérablement la liberté d'action des sociétés capitalistes et les profits et avantages qu'elles peuvent tirer de leurs activités[47].

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, les grandes sociétés occidentales, qui ont investi des capitaux importants dans l'exploitation des matières premières, font tout ce qui est en leur pouvoir pour barrer la route à l'apparition des conditions susceptibles de donner naissance à une forme de développement économique pour les pays sous-développés. Elles usent de toute leur puissance pour maintenir en place et soutenir les administrations compradores dans les zones sous-développées, pour corrompre et combattre les mouvements politiques et sociaux qui leur sont opposés, et enfin pour abattre tous les gouvernements progressistes qui pourraient prendre le pouvoir et refuser d'être aux ordres des seigneurs impérialistes. Là où leurs ressources impressionnantes elles-mêmes ne suffisent pas à leur garantir le contrôle de la situation, ou bien lorsque le coût de ces efforts peut être transféré sur les gouvernements des pays capitalistes ou — comme c'est actuellement le cas — sur des organisations internationales comme la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), les entreprises étrangères font appel aux moyens diplomatiques, financiers, et si nécessaire militaires, des puissances impérialistes qui peuvent être rapidement et efficacement mobilisés pour aider celles qui sont en détresse, à mener à bien leur politique[48].

[47] Ce paragraphe constitue une reformulation d'un passage de l'article cité du Dr C. E. Rollins, *Mineral Development and Economic Growth*, Social Research (automne 1956).

[48] Il est malheureusement impossible de s'étendre davantage sur ce sujet extrêmement important. Une analyse globale de l'impérialisme contemporain fait défaut et il nous faut tenter d'en donner l'image la plus complète possible en rassemblant des informations jusqu'ici éparses. En plus de ce qui a été cité dans un chapitre précédent, on peut trouver une analyse intéressante de l'activité des puissances impérialistes dans la production du pétrole dans l'ouvrage de Harvey O'Connor, *The Empire of Oil*, New York, 1955 ; d'autre part, on trouvera une description très documentée de l'intervention capitaliste sans doute la plus importante de l'après-guerre dans l'ouvrage de N. Keddie, *The Impact of the West on Iranian Social History* (il s'agit d'un mémoire non publié de l'université de Californie à Berkeley, 1955) enfin, le rapport de O. E. Smith Jr sur les interventions américaines en Amérique latine : *Yankee Diplomacy*, Dallas, 1953 ; pour n'en citer que quelques-uns.

VIII

Le mouvement qui tend à infléchir la politique et l'opinion politique occidentales pour les amener à apporter un soutien effectif aux grandes sociétés étrangères, qui cherchent à préserver leurs avantages dans les pays sous-développés et à saboter systématiquement tous les efforts qui visent au contraire à développer économiquement ces pays, se traduit non seulement par des ouvrages ou articles économiques, mais encore par des déclarations officielles. C'est ainsi que le président Eisenhower définissait les objectifs de la politique extérieure des Etats-Unis comme « tous les moyens que peut utiliser notre gouvernement pour favoriser et encourager le mouvement de nos investissements outre-mer. Ceci implique, explicitement, que l'on favorise l'établissement d'un climat favorable à de tels investissements dans les pays étrangers. »[49]

Cette vue est partagée par M. C. B. Randall, président de la commission de la politique économique à l'étranger (Commission on Foreign Economic Policy) qui insiste sur la nécessité « de créer un climat nouveau et plus propice aux investissements américains » et se réjouit d'autre part « qu'heureusement ce fait est en train d'être admis et que des pays comme la Turquie, la Grèce et Panama ont ouvert la voie en modernisant leur législation sur les sociétés et en créant une atmosphère propice au développement de nos investissements »[50].

C'est avec ce que l'on pourrait appeler une « brutalité désarmante » qu'August Maffry, vice-président de la Irving Trust Company (un des économistes les plus influents de Wall Street) a précisé la position des trusts. Dans un rapport spécial destiné au Département d'Etat des Etats-Unis, il réclame « une aide totale de la diplomatie » au service de la réalisation d'investissements américains à l'étranger. « L'amélioration des conditions et de l'environnement dans les pays qui ne sont pas hostiles, pour la réalisation d'investissements, doit s'effectuer par des mesures plus directes : celles-ci devraient constituer l'objectif que devraient s'assigner, de façon constante et totale, les efforts diplomatiques des Etats-Unis. Tous les organismes publics américains, ayant un rapport quelconque avec le développement des investissements américains à l'étranger, devraient exercer une vigilance constante pour déjouer toutes les actions discriminatoires éventuelles à l'égard des intérêts des investisseurs américains que pourraient mener d'autres gouvernements et employer toutes les pressions politiques possibles pour les combattre ou y porter remède. »

[49] Message sur l'état de l'Union, 1953.

[50] *A Foreign Economic Policy for the United States*, chapitre II, Chicago, 1954. Il faut remarquer la liste des pays cités en exemple. On pourrait l'allonger en y incluant l'Espagne de Franco, la Corée de Syngman Rhee, Formose sous le règne de Tchang Kai Chek, le Guatemala de Castillo et quelques autres parties du monde « libre » qui ont des politiques de développement similaires.

En ce qui concerne les méthodes, il suggère, un peu plus loin : « Il existe une autre manière — pleine de promesses — par laquelle le gouvernement des Etats-Unis peut apporter une aide effective et créer de meilleures conditions pour l'investissement américain dans les pays étrangers. Ceci en aidant par tous les moyens disponibles les entreprises privées à obtenir des concessions des pays étrangers et ceci en relation avec des projets spécifiques d'investissement. ... Une fois que l'on a obtenu des concessions, grâce à l'effort conjoint des autorités gouvernementales et des entreprises privées dans ce cas précis, on peut espérer étendre le système des concessions pour le plus grand bénéfice de toutes les autres entreprises privées. »[51]

Puisque « l'investissement américain à l'étranger est essentiellement concentré dans des entreprises d'extraction, et notamment d'extraction du pétrole », et puisque d'autre part « en l'absence de conditions particulièrement favorables, le capital privé américain ne s'investit pas à l'étranger... sauf si les rendements permettent d'amortir l'investissement en 5 ans », on peut clairement établir de quel type de gouvernement ont besoin les Etats-Unis dans les pays sous-développés, pour offrir à leurs investissements une hospitalité suffisante. On peut non moins clairement établir quel type de régime et quelles forces sociales et politiques assumeront le pouvoir et seront sollicités par les efforts de « diplomatie totale » pour créer « l'atmosphère propice » à l'investissement étranger dans les régions productrices de matières premières dans les pays sous-développés.

[51] *Program for Increasing Private Investment in Foreign Countries*, pp. 10-12 (ronéotypé, New York).

7

Vers une morphologie du sous-développement. (II)

I

Nous pouvons à présent tenter de compléter cet exposé rapide consacré à l'étude du mode d'utilisation du surplus économique des pays sous-développés, tout en traitant du dernier point, cité plus haut, justifiant l'action favorable de l'entreprise étrangère sur les pays sous-développés. Pour cela il nous faut déterminer comment est utilisé le surplus économique qui est approprié par le quatrième bénéficiaire, en dehors de l'agriculture : à savoir l'Etat. La part du surplus économique qui lui revient, varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays cette part est relativement peu importante comme par exemple dans la plupart des pays d'Amérique latine ou aux Philippines : dans d'autres au contraire, elle est importante, comme au Vénézuela et dans certaines zones pétrolières du Moyen-Orient. Les différenciations selon les pays sont tout aussi marquées en ce qui concerne ce que nous avons appelé la *localisation* économique des ressources gouvernementales et les méthodes de recouvrement de ces revenus (qui sont étroitement liées à la localisation économique). Dans un certain nombre de pays — essentiellement parmi ceux qui produisent du pétrole — les revenus que touche le gouvernement constituent des transferts de surplus économique que l'on peut aisément identifier ; ailleurs ils forment un surplus économique *additionnel* qui correspond à une réduction proportionnelle de la part de la production totale disponible pour la consommation globale. Dans le premier cas, ces revenus sont tirés du paiement d'impôts, de droits d'exportation et de « royalties » par les entreprises étrangères ; dans le second cas, les sources sont plus nombreuses : ce sont essentiellement des levées indirectes imposées à la population sous forme de tarifs frappant les

biens importés et d'impôts indirects sur des biens de consommation, ou des émissions inflationnistes de monnaie[1].

Bien qu'il existe nécessairement des différences relatives à la manière dont les gouvernements respectifs dépensent ces revenus, on peut dire qu'elles sont beaucoup moins accentuées que pour les autres caractéristiques. En fait, on peut regrouper les pays en trois grandes catégories : tout d'abord les territoires coloniaux, directement administrés par les puissances impérialistes (pratiquement toute l'Afrique, une partie de l'Asie et quelques régions peu nombreuses en Amérique latine), en second lieu l'écrasante majorité constituée par les pays dominés par un régime typiquement compradore, enfin en dernier lieu, quelques pays sous-développés, possédant un gouvernement d'orientation de type « New Deal » — il s'agit surtout de l'Inde, de l'Indonésie et de la Birmanie[2].

En ce qui concerne le premier groupe, on peut noter que des efforts considérables ont été entrepris depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour populariser l'idée que l'administration actuelle des colonies par les puissances impérialistes, n'a plus rien à voir, dans son esprit, ses objectifs et ses résultats, avec ce qui avait cours par le passé, que l'on prétend avoir liquidé et dépassé. En effet, comme le promettait le président Truman, en faisant connaître son fameux programme en « Quatre Points » dans son adresse inaugurale de 1949 : « Il s'agit de fournir la force vitale susceptible de mettre en mouvement les peuples de la terre pour une action triomphante, non seulement contre leurs oppresseurs humains, mais encore contre leurs antiques ennemis : la faim, la misère et le désespoir. »

C'est ainsi que les gouvernements britannique, français, belge et portugais ont pu établir des plans de développement de dix ans pour leurs colonies en les dédiant au progrès de la santé et du bien-être des populations peuplant les territoires qu'ils contrôlaient.

Cependant la stratégie des Etats-Unis, notamment par la mise en application du « Programme en Quatre Points », et les efforts entrepris par les autres puissances occidentales en matière de développe-
application du programme en « Quatre Points », et les efforts entre-
laires. Dans le programme en « Quatre Points » « l'accent est mis particulièrement... sur la stimulation d'un flux d'investissements privés accrus »[3].

---

[1] Dans les pays (peu nombreux) où des taxes importantes et des droits de douane élevés frappent les biens de luxe, les revenus fiscaux qui résultent d'une telle politique, peuvent également représenter simplement des transferts du surplus économique plutôt qu'un accroissement effectif de celui-ci.

[2] On peut ajouter à ce groupe un certain nombre de pays d'Amérique latine — notamment le Mexique sous le régime de Lázaro Cárdenas, le Guatemala et le Chili. Mais ces « situations exceptionnelles » ont entre-temps subi un certain nombre d'ajustements, ce qui les a ramenés dans la seconde catégorie.

[3] United States Department of State, *Point Four, Cooperative Program for Aid in the Development of the Economically Underdeveloped Areas*, p. 4, Washington, 1949.

De la même manière, les gouvernements occidentaux s'engageaient « à ce que tous les efforts soient entrepris pour encourager l'afflux des capitaux privés dans les économies des pays sous-développés. D'autre part on espère que les entrepreneurs privés réaliseront l'étendue des avantages qu'ils pourront acquérir en investissant dans ces territoires »[4].

Il semble bien que ceux qui ont conçu le programme en « Quatre Points » ainsi que les Européens qui ont établi des plans pour les territoires coloniaux, avaient pour objectif prioritaire de créer les conditions susceptibles de permettre la maximation de ces avantages. Apparemment encore davantage intéressés « à la terre qu'aux nègres » — pour reprendre le mot célèbre de Cecil Rhode — les impérialistes ont surtout envisagé « l'action triomphante » dont il était question plus haut, comme le développement en premier lieu de la production de matières premières. Cela est parfaitement clair, en tout cas, en ce qui concerne le programme en « Quatre Points », si l'on se réfère aux déclarations de l'organisme chargé de son application : « La localisation, le développement et la transformation des ressources minérales et pétrolières, constituent un des principaux aspects du programme de coopération technique pour le développement des pays sous-développés » — probablement parce que « de nombreux pays sous-développés possédant des richesses minérales, qui se trouvent dans les zones où s'effectuera la coopération technique, sont d'un intérêt vital pour les pays les plus développés, et notamment pour les Etats-Unis »[5]. Les intentions des bienfaiteurs européens à l'égard de leurs colonies ne sont guère différentes, si l'on en croit ce qui est déclaré à l'O.E.C.E. : « Grâce à ce programme de développement, les territoires peuvent apporter une importante contribution à la défense du monde libre auquel ils appartiennent (*sic*), notamment en accroissant considérablement leur production de matières premières »[6].

Cependant la rentabilité nécessaire de l'exploitation privée des matières premières produites dans les pays sous-développés, ne sera atteinte que s'il existe un certain nombre de « facilités auxiliaires » : routes, voies de chemins de fer, ports, centrales énergétiques, etc. La construction de ces équipements n'attire en général pas le capital privé[7]. Comme nous le savons, le système de la « libre entreprise »

[4] O.E.C.E., *Investments in Overseas Territories in Africa South of the Sahara*, p. 79, Paris 1951.

[5] U.S. Department of State, *op. cit.*, p. 20.

[6] O.E.C.E., *loc. cit.*

[7] Ceci est notamment dû au fait que les rendements sur les investissements en équipements collectifs dans les pays sous-développés sont peu élevés par rapport à ceux que rapporte l'exploitation des matières premières. Au cours de la période de quatre ans : 1945-1948, le rendement annuel moyen des investissements américains dans le secteur des équipements collectifs n'a pas dépassé 3,2 %, alors que le rendement annuel moyen de l'ensemble des activités d'entreprises américaines dans les pays sous-développés (équipements collectifs compris) s'élevait à 13,4 % et enfin que les rendements dans l'industrie pétrolière pouvaient atteindre 26,7 %.

n'a jamais rechigné à faire supporter ces coûts au Trésor Public, ce qui fait que les 3/4 des dépenses prévues dans les colonies françaises visent à créer de telles sources d' « économies externes » pour les entreprises exploitant la production de matières premières : cette proportion représente 2/3 pour les dépenses belges et 50 % pour les dépenses anglaises[8].

Il est certain que le solde est affecté à la réalisation de ce qui est nommé « services sociaux », c'est-à-dire tout ce qui est mis en place pour assurer une meilleure nutrition de la population, une meilleure assistance médicale, un système d'éducation plus adéquat, etc... Mais même ce type de dépenses est largement influencé par des considérations intéressées de la part des capitalistes occidentaux : elles sont effectuées pour que les entreprises étrangères disposent de ressources humaines plus aptes à créer d'importantes économies externes pour le plus grand profit de leurs affaires. Ce que dit le Professeur de Castro à ce propos mérite d'être cité in extenso :

« Le colonisateur européen, lorsqu'il offre au Noir une quantité de nourriture plus importante que celle dont il pourrait jouir dans son village natal, est simplement en train d'essayer d'attirer des travailleurs et de leur fournir une quantité d'énergie supplémentaire, qu'il compte bien récupérer sous forme de travail productif. Ce qu'il fournit réellement, ce n'est pas une meilleure nourriture, mais l'équivalent d'un accroissement de la production de pétrole. Le processus qui s'était déroulé par les esclaves noirs des régions tropicales de l'Amérique, se produit actuellement de la même manière en Afrique. Les propriétaires d'esclaves, d'abord désireux d'avoir la plus grande production possible, veillaient à les nourrir de manière à ce qu'ils possèdent toutes les apparences de la santé, ce qui justifiait le travail agricole extrêmement pénible qui était exigé d'eux. Cette politique menée par les propriétaires de plantations au Brésil et aux Antilles... fit conclure à tort, que les esclaves noirs constituaient l'un des groupes les mieux nourris de la population coloniale. Ceci n'a jamais été vrai. La portion alimentaire des esclaves semblait copieuse, mais elle était toujours mauvaise. Ce que l'on a appelé la politique des ventres pleins (« full belly policy ») a au contraire gravement détérioré la situation nutritive dans laquelle se trouvaient les Noirs de l'Afrique équatoriale : ils présentaient des signes évidents de déficience diététique

Cité par H. J. Dernburg, *Prospects for Long Term Foreign Investment*, p. 44, Harvard Business Review, juillet 1950. La raison en est relativement claire ; cela est dû en premier lieu à des coûts moyens par unité produite extrêmement élevés pour les équipements collectifs, résultant du fait que dans ces économies on ne peut pleinement réaliser toutes les économies d'échelle ; ce qui est dû à une insuffisance des investissements qui pourraient être réalisés simultanément par des entreprises qui « consommeraient » les services offerts par les équipements collectifs.

[8] United Nations, *Review of Economic Conditions in Africa*, pp. 111 et sqq, 1951.

après avoir été embauchés par les firmes étrangères ; cette déficience a toujours été plus grave que celle qu'ils connaissaient avant la pénétration capitaliste. La situation est particulièrement alarmante dans les zones d'extraction minière où les produits alimentaires frais sont pratiquement inexistants »[9].

Il ne fait aucun doute que c'est encore la politique « des ventres pleins » qui est appliquée lorsque les administrations coloniales des pays impérialistes, de nos jours, effectuent des dépenses pour financer la réalisation de services sociaux. Le secrétaire d'État britannique aux colonies déclara à la Chambre des Communes le 27 mai 1949 qu'« une grande partie des dépenses regroupées dans les rubriques *services sociaux* sont considérées comme des *frais économiques* pour promouvoir une efficacité plus grande du travailleur et pour éviter que ne s'institue un gaspillage trop important. »[10] D'après le passage suivant du rapport précité de M. Nelson Rockefeller et ses associés, on peut voir que les mêmes intentions inspirent les Américains qui ne veulent que du bien aux peuples coloniaux : « L'absentéisme de la main-d'œuvre a pu être réduit considérablement par un contrôle effectif et sérieux de la malaria. Ceci a permis de réduire d'un tiers l'effectif des équipes de travail, ce qui, à son tour, a abaissé effectivement les coûts d'extraction et de transfert du minerai de fer et du mica de la Vallée du Rio Doce »[11].

« Que la reprise de cette quête de matières premières bon marché, de nouvelles sources de richesses minérales et de biens alimentaires, s'accompagne de l'exportation de ces biens hors de ces pays sous-alimentés à un point dramatique »[12], fait clairement apparaître à quel point les puissances impérialistes sont peu soucieuses du bien-être des pays sous-développés. Ceci était déjà évident à la lumière de l'analyse des données historiques, mais l'est tout autant si l'on se réfère aux considérations d'ordre théorique consacrées au problème du développement économique et social des pays sous-développés, qui mettent prioritairement l'accent sur l'exploitation de leurs ressources en matières premières par les entreprises étrangères. Le rapport précité des Nations Unies l'exprime avec une précision saisissante : « L'investissement dans le secteur développé de l'économie est concentré dans la branche de la production des biens primaires exportables... Pratiquement tous les capitaux qui ont été investis dans les productions de ce type, ont été importés en Afrique : de plus, à l'exception de l'Union Sud-Africaine et de certaines régions de l'Afrique du Nord, les effets de ces investissements ont été relativement peu importants, en ce qui

[9] *Geography of Hunger* (pour en français avec le titre *Géographie de la faim*), p. 223, Boston, 1952.

[10] Nations unies, *loc. cit.*

[11] International Development Advisory Board, *Partness in Progress*, A Report to the President, p. 54, Washington, 1951.

concerne notamment la génération de flux induits de revenus et d'investissements. Les recettes brutes de l'exportation, sont transférées, dans leur quasi-totalité, sous forme de revenus (intérêts et dividendes) à l'extérieur des pays sous-développés eux-mêmes »[13].

II

La situation n'est guère plus reluisante si l'on considère à présent la seconde catégorie de pays sous-développés, qui ne sont plus, à proprement parler, des colonies des puissances capitalistes, mais qui par contre sont gouvernés par des administrations locales de type compradore, entièrement dévouées à la cause de l'impérialisme. Ceux dont l'importance est la plus grande sont incontestablement les pays producteurs de pétrole au Moyen Orient et en Amérique latine ; de même on peut considérer qu'une partie des pays produisant des biens minéraux ou alimentaires, ayant beaucoup de valeur, occupe la même situation stratégique pour l'impérialisme que celle des pays producteurs de pétrole. La différence, cependant, entre ces deux groupes de pays, est (du point de vue qui nous intéresse) que la première série de pays — qui sont des territoires coloniaux — produisent des matières premières, dont l'exploitation n'est pas encore parvenue à un stade très avancé de développement, alors que dans le deuxième groupe de pays, dont nous venons de parler, la production de matières premières, au contraire, a atteint un développement considérable. Il est certain que cette différence n'est apparue en général que récemment, et même dans les pays où elle a existé de longue date, elle n'a pas affecté de façon notable la situation des pays respectifs. Si l'on excepte l'Iran la production pétrolière ne s'est réellement développée qu'entre les deux guerres mondiales d'une part et, d'autre part, ce n'est qu'à la fin de la seconde guerre mondiale que les gouvernements des pays producteurs de pétrole ont pu toucher des sommes importantes résultant de l'exploitation des puits de pétrole dans leurs pays[14].

Depuis lors, cependant la plupart des gouvernements des pays producteurs de pétrole ont pu établir des contrats, qui leur sont considérablement plus avantageux, avec les compagnies internationales

[13] *Review of Economic Conditions in Africa*, p. 17, 1951.

[14] Pour avoir un tableau synoptique complet de l'histoire des concessions pétrolières du Moyen-Orient, il faut se référer à *Review of Economic Conditions in the Middle East*, éditée par les Nations unies, pp. 58-59, 1951 ; on trouvera un bon compte rendu de l'histoire antérieure concernant les accords sur les « royalties » entre les différents gouvernements et les compagnies pétrolières dans l'ouvrage de R. F. Mikesell et H. B. Chenery, *Arabian Oil*, chapitre IV, Chapel Hill, North Carolina, 1949. Cette étude peut être complétée par une analyse des développements actuels de la situation, que l'on trouvera dans l'article *Oil and Social Change in the Middle East*, The Economist (2 juillet 1955).

qui assurent l'exploitation de leurs ressources pétrolières[15]. Bien que les remises effectuées par ces compagnies aux gouvernements, ne correspondent pas nécessairement à ce qu'elles devraient leur verser[16], les ressources gouvernementales de ce type — même si elles accusent des variations d'un pays à l'autre — sont généralement très élevées dans les régions produisant du pétrole, qu'on les envisage du point de vue du volume global ou en termes de revenu par tête.

Au Moyen Orient, six zones — on peut difficilement les considérer comme des « pays » — d'une population de 30 millions d'habitants. possèdent à elles seules 64 % des ressources mondiales connues de pétrole et produisent près de 20 % de la production mondiale. En 1954 on pouvait les classer ainsi, par ordre d'importance : le Koweit, l'Arabie Séoudite, l'Irak, Quattar, l'Iran et le Bahrein. Au cours des les gouvernements de ces six zones ont reçu à titre de paiement direct neuf années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, des compagnies pétrolières étrangères, l'équivalent de 3 milliards de dollars[17].

Ce transfert de recettes d'une telle importance aux gouvernements des économies de traite sur une aussi courte période, constitue la contribution « indirecte » incontestablement la plus importante au développement économique des pays sous-développés envisagés : il s'agit là d'un volume tel de richesses que l'on pourrait penser que cela suffit à estomper les effets négatifs de la pression du capitalisme sur le développement économique des pays sous-développés. Malheureusement une telle affirmation ne peut guère être maintenue si l'on tient compte des faits observables. Car il faut établir quel usage a été fait de ces revenus par les gouvernements de ces pays, pour déterminer si leurs effets ont eu une quelconque valeur en ce qui concerne le progrès social et économique souhaitable de leur population. Comme aimait le dire Al Smith : « Voyons, ce qui se passe ».

---

[15] Ceci est dû essentiellement à l'expansion considérable de la demande de pétrole pendant et après la seconde guerre mondiale et à la concurrence accrue qui en est résultée entre les différentes compagnies pétrolières — en particulier entre celles des Etats-Unis et celles de la Grande-Bretagne — ; c'est également dû à l'existence de pressions populaires dans les pays sous-développés qui menaçaient la stabilité politique des gouvernements locaux, limitant ainsi la soumission de ces gouvernements aux intérêts impérialistes étrangers.

[16] « Puisque la plupart des sociétés jouissant de concessions sont contrôlées ou intégrées purement et simplement par des sociétés commerciales de grande envergure, la part des profits attribués au pays producteur (ou concessionnaire) peut être aisément réduite au minimum, par l'intermédiaire de manipulations financières. » Mikesell et Cherrery, *op. cit.*, p. 39.

[17] En ce qui concerne les années 1946-1949 l'estimation est basée sur les données du Fonds Monétaire International dans *Balance of Payments Yearbook* (Washington 1949) et *Balance of Payments Yearbook*, vol. V (Washington 1954) ; les estimations relatives aux années 1950-1954 sont fournies par « The Economist », *loc. cit.*

The Economist note : « Sur le golfe Persique, les Etats et les émirats sont encore gouvernés sur des bases féodales, on ne distingue généralement pas ce qui constitue le revenu national, des revenus personnels du souverain. » Si l'on envisage tour à tour chacun de ces « Etats » et « émirats », nous pouvons commencer notre analyse par le Koweit. Ce pays, comprenant une population inférieure à 200 000 habitants, a reçu de la Koweit Oil Company (qui appartient conjointement aux Américains et aux Britanniques), pour la seule année 1954, près de 200 millions de dollars. On ne possède pas d'informations précises relatives au mode d'utilisation de ces recettes fantastiques. Ce que nous savons cependant, suffit à établir qu'elles n'ont nullement été affectées à l'élévation du niveau de vie de la population ou à l'accroissement de la productivité. Les habitants du Koweit comptent, en fait. parmi les plus pauvres de la terre — leur revenu annuel par tête s'élève approximativement à 50 dollars —, ils sont près de 90 % à souffrir de famine chronique et de tuberculose. Il paraîtrait qu'un tiers des revenus de la production pétrolière est versée directement dans les caisses personnelles du Cheik, qu'un deuxième tiers est régulièrement investi en valeurs étrangères, et que le solde est consacré à des besoins collectifs : il s'agit surtout de la modernisation de la ville et de son port, de la construction d'une usine de distillation de l'eau (pour éviter d'avoir à continuer à importer l'eau saumâtre du Shatt-eb-Arab d'Irak) et de l'édification d'un nouveau palais inimaginable et sompteux[18], — comme on peut le voir, la plupart de ces investissements constituent des améliorations qui profitent essentiellement au bien-être de la famille du Cheik et des étrangers employés par la Koweit Oil Company, et dont ne bénéficient guère les habitants du Koweit.

Bien que les revenus tirés par le roi d'Arabie Séoudite de l'exploitation du pétrole — calculés d'après le revenu par tête de 6 millions d'habitants de l'Arabie Séoudite — n'atteignent pas ceux proprement fantastiques, du Cheik du Koweit, son revenu total, durant toute la période qui fit suite à la seconde guerre mondiale et encore de nos jours, est considérablement plus important que celui du souverain de Koweit. En 1954 par exemple ils s'élevèrent à 260 millions de dollars. Ce que cet argent est devenu demeure cependant un mystère complet. « La seule expérience tentée ces dernières années (1947) de conduite de l'administration du pays sur la base d'un budget publié et largement diffusé, s'avéra tellement catastrophique, qu'elle n'a jamais été renouvelée, même pour informer le peuple des choix et affaires du gouvernement »[19].

Cette réticence à dévoiler l'usage qui est fait de « ces flots d'or

---

[18] Harvey O'Connor, *The Empire of Oil*, chap. 28, New York, 1955.

[19] H. St. J. B. Philby, Arabian Jubilee, p. 228, Londres, 1952. On peut noter en passant que cet auteur ne peut nullement être accusé d'hostilité au régime. En effet cet ouvrage est dédié à Ibn Saoud lui-même ; on peut y lire ces mots : « Qu'il soit loué pour ses grandes actions, qu'il soit loué de même pour sa grande bonté. »

qui ne cessent de s'accroître et de s'accumuler dans les trésors du gouvernement », est bien compréhensible. Déjà pendant la guerre, lorsque des sommes considérables étaient versées à Ibn Saoud à titres de prêts anglo-américains, « celles-ci étaient englouties dans une débauche, encore plus grande, d'extravagance et de luxe, qui s'accompagnait d'une corruption croissante — qui s'étendait jusqu'aux échelons les plus élevés de la société.

La production de pétrole permit à l'Arabie de sombrer dans un luxe extravagant, grâce aux ressources considérables qu'elle pouvait tirer de cette activité. Ce luxe princier s'étala au grand jour : on expédia tout d'abord une douzaine de princes vers le nouveau monde pour inaugurer la nouvelle ère des Nations Unies et pour littéralement piller des voitures et autres objets de luxe aux Etats-Unis. D'autres expéditions de ce type suivirent, l'une conduite par le prince héritier, l'autre par Abdullah Soulaiman lui-même, qui ramenèrent en Arabie des souvenirs fabuleux de leur invasion du pays le plus riche du monde : l'une des merveilles ainsi ramenées fut — de l'avis d'un membre de l'expédition, la merveille des merveilles — une « boîte de nuit » sous-marine aux murs de verre, derrière lesquels les poissons pouvaient contempler les couples qui dansaient. Bientôt, en plus des voitures américaines, des appareils et des projecteurs de cinéma, des appareils de conditionnement d'air, des panoplies de sport, les classes dirigeantes acquirent le goût du « mode de vie » américain et même de la nourriture américaine. Il m'est arrivé de prendre un repas dans la maison de campagne du prince héritier à Riyadh, dont tous les plats venaient directement des Etats-Unis par avions réfrigérés spéciaux »[20].

●

The Economist analyse très succinctement la situation : « Les dépenses effectives (en Arabie Séoudite)... malgré la croissance phénoménale de son revenu national au cours des dernières années, ont régulièrement — et de beaucoup — excédé les revenus courants. Si l'on s'en tient aux apparences, il semble qu'une des raisons de ce déficit vienne de ce qu'une grande partie des rentrées d'argent sert à l'investissement à l'étranger, en propriétés immobilières notamment, par le souverain lui-même ainsi que par les princes, les ministres, et les autres dignitaires proches du palais »[21]. Le solde est affecté au paiement d'importantes forces militaires et policières (près de 35 % des revenus y

[20] *Ibid.* pp. 227 et 231. Abdullah Soulaiman auquel il est fait allusion dans ce passage est le ministre des Finances d'Arabie Séoudite, chargé du budget qui, « à l'exception de la part intouchable de la trésorerie royale et des sommes imprévues qui sont prélevées par le souverain, est administré en totale indépendance par le ministère des Finances ; celui-ci peut toujours effectuer des retenues sur ses dépenses, ainsi les salaires des petits fonctionnaires ont-ils toujours été payés avec un retard variant de 4 mois (au mieux) à 8 mois (au pire) » (p. 228).

[21] *Oil and Change in the Middle East*, 2 juillet 1955.

sont consacrés) et à l'entretien d'une hiérarchie religieuse envahissante. Le maintien d'unités militaires, selon des observateurs bien informés, a pour rôle principal la sauvegarde du régime en place, qui est par ailleurs soutenu idéologiquement par l'Eglise[22].

Ces deux éléments sont incontestablement nécessaires à la sauvegarde effective du régime. Le revenu par tête en Arabie Séoudite est du même ordre qu'au Koweit. Et bien que la malaria, la tuberculose et les maladies vénériennes se développent de manière endémique, et que la grande masse de la population soit illettrée, la part du budget affectée à l'éducation, à la santé et aux services sociaux, ne représente que 5,3 % des dépenses totales[23]. Parallèlement, alors que 80 % de la population se nourrit de dattes, dont une partie doit même être importée, de l'avis d'une commission officielle américaine qui s'est rendue récemment en Arabie Séoudite, la surface labourable du pays « pouvait être considérablement accrue (au moins de dix fois par la seule utilisation des nappes d'eau souterraines »[24]. Bien entendu les potentialités d'expansion pour une industrie sont donc extrêmement importantes.

Les situations que l'on trouve dans les autres pays pétroliers du Moyen Orient ressemblent beaucoup à celles qui existent en Arabie Séoudite et au Koweit : on pourrait même faire pour eux les mêmes analyses. En Irak, qui a 5 millions d'habitants, le gouvernement a touché, en 1954, plus de 190 millions de dollars des compagnies pétrolières. Tandis que le revenu annuel par tête en Irak est réputé comme étant le plus élevé des pays arabes (près de 90 dollars), 20 % seulement des terres labourables sont effectivement exploitées et une très faible proportion de ces 20 % est correctement irriguée. L'état sanitaire de la population est lamentable, près de 90 % de la population est analphabète ; quant au chômage, il est très important. Les recettes de la production de pétrole se perdent dans le puits sans fond que représente une administration publique corrompue, contrôlée par des propriétaires fonciers qui pratiquent l'asentéisme. Cette administration a réussi « à réduire les impôts pesant sur la classe capitaliste, tout en accroissant considérablement l'appareil bureaucratique de l'administration. On assiste à un renforcement du pouvoir gouvernemental et à une aggravation du niveau de vie de la population »[25].

[22] Henry A. Akinson et ass., *Security in the Middle East, the Problem and its Solution*, p. 81. Propositions faites au Président des Etats-Unis (New York 1954). M. Philby note que d'après Ibn Saoud, dont l'auteur admire la clairvoyance politique : « les religieux ont aidé, plus que d'autres, à améliorer le bien-être spirituel de la population. »

[23] *Security in the Middle East*, p. 82. Il est inutile de préciser qu'il n'est même pas certain que ces sommes ont été effectivement dépensées au financement de ces services.

[24] *Ibid.*, p. 83.

[25] *Ibid.*, p. 72.

Bien que « l'Iran et l'Irak possèdent d'importantes ressources naturelles »[26] et donc des possibilités effectives pour réaliser un développement économique, ces deux pays en sont toujours à un stade extrêmement arriéré de développement. Les ressources pétrolières de l'Iran sont moins importantes que celles de l'Irak, mais dans ces deux pays les revenus de leur production ont été engloutis, comme ailleurs, dans les frais qu'impose l'existence d'une administration corrompue, gaspilleuse et avide de luxe.

On peut donc étendre à tous les pays du Moyen Orient, la conclusion de M. Philby, sur l'Arabie Séoudite : « Il aurait suffi de très peu de restrictions et d'une administration judicieuse et efficace des affaires publiques, pour mettre le pays définitivement à l'abri de la misère et pour y établir un régime de grande prospérité permanente »[27]. En effet un calcul rapide permet de mesurer le manque à gagner. Supposons que les trois milliards de dollars payés aux six pays producteurs de pétrole, au cours des neuf années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, aient été investis productivement. Si l'on suppose de plus que le rapport du volume des équipements à la production totale, qui aurait pu être ainsi réalisée, était de 3/1 (c'est-à-dire un rapport à peu près équivalent à celui qui existe aux Etats-Unis[28]), le revenu courant annuel de l'ensemble de la population des territoires producteurs de pétrole (sans compter le pétrole), se serait accru de 1 milliard par an (c'est-à-dire de 50 %). De plus, si les revenus annuels tirés de la production de pétrole avaient été investis de façon productive au moment de leur formation, l'augmentation totale de revenu qui en serait résulté se serait élevée — pour la période de neuf ans envisagée — à près de 3 milliards de dollars : Ceci ne tient pas compte de l'effet qui aurait pu donner naissance à des investissements induits, stimulés par l'investissement initial dans le secteur pétrolier.

Ceci ne tient pas non plus compte des effets qui pourraient résul-

[26] *The Economist, loc. cit.*

[27] *Op. cit.*, p. 231.

[28] Cette affirmation n'est pas dénuée de fondement, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Tandis que ce rapport, au cours des premières phases de l'industrialisation, peut être élevé, étant donné le manque de formation de la main-d'œuvre et de l'usure plus rapide de l'équipement qui en résulte, il existe dans les pays sous-développés des forces qui tendent, contradictoirement, à abaisser ce rapport (si on compare son évolution à celle qu'il subit dans les pays capitalistes avancés). Il est certain que les pays sous-développés ont l'avantage d'introduire tout de suite les équipements les plus modernes et les plus productifs, sans avoir à résoudre le problème du remplacement d'équipements anciens ; en second lieu, si ces pays s'industrialisent effectivement selon un plan rationnel, ils peuvent utiliser pleinement — et de façon profitable — tous les biens capitaux dont ils peuvent disposer, sans craindre l'apparition de surcapacités de production comme c'est toujours le cas en régime de capitalisme de monopole. Pour connaître un point de vue intéressant — bien qu'incomplet — sur cette question, on peut consulter l'ouvrage de V. V. Bhatt, *Capital Output Ratios of Certain Industries : A Comparative Study of Certain Countries*, p. 309 et sqq, Review of Economics and Statistics, août 1954.

ter d'une exploitation des ressources pétrolières par les pays eux-mêmes, et non par les compagnies pétrolières étrangères, toutes considérations qui pourraient bien être taxées de « subversives ».

Si l'on envisage, à présent, le cas du Venezuela, on s'aperçoit qu'en comparant ce qui *aurait pu* être réalisé grâce à l'apport des ressources tirées de l'exploitation pétrolière et que reçoit le gouvernement, à ce qui a été effectivement entrepris, il ressemble beaucoup à celui des pays du Moyen Orient, — bien que le Vénézuéla soit toujours cité en exemple par la propagande impérialiste, comme étant un « modèle » de développement d'un pays sous-développé tirant ses bénéfices de l'exploitation de ses matières premières par des compagnies étrangères[29]. Les recettes gouvernementales au Vénézuéla, trouvant leur origine dans les paiements (divers) effectués par les compagnies pétrolières, se sont élevées à plus de 500 millions de dollars en 1954 : ce sont incontestablement les plus élevées dans le monde du pétrole. Le Vénézuéla ayant une population de 5 millions d'habitants, ses revenus (trouvant leur source dans la production pétrolière) exprimés en termes de revenus par tête, ne sont inférieurs qu'à ceux du Koweit, de Quattar et de Bahrein, calculés de la même manière. Il est certain qu'une partie de ces revenus considérables a été effectivement affectée, par le gouvernement, à la promotion d'un certain développement économique et d'une forme de progrès social, mais comme l'écrivait *The Economist :* « la politique, visant à développer, à partir de la production pétrolière, d'autres secteurs productifs, a été très longue à porter ses fruits... d'une manière générale on peut dire que seules de petites franges des ressources économiques de la nation ont été touchées par une politique de développement »[30].

Il faut voir clairement les raisons pour lesquelles a pu se réaliser effectivement un *certain* progrès économique au Vénézuéla grâce à l'effet des revenus tirés par ce pays de l'exploitation de ses ressources pétrolières et aussi pourquoi ce développement se réalise malgré tout à une lenteur désespérante. En ce qui concerne le premier point, la cause la plus importante est incontestablement l'existence de circonstances socio-politiques spécifiques au Vénézuéla, qui ont permis d'éviter l'instauration d'un régime politique aussi outrancièrement réactionnaire qu'en Arabie Séoudite, en Irak ou au Koweit. Le Vénézuéla était très en avance par rapport aux pays du Moyen Orient, même avant que ne se développe l'industrie pétrolière. Mais, ce qui a été déterminant, ce furent sans aucun doute les conséquences de la Grande Crise et de la

[29] Voir en ce sens : *Ressources for Freedom* (*Paley Report*), volume I, p. 61, publié par The President's Raw Material Policy Commission, Washington, 1952.

[30] *The Economist*, édition du 7 janvier 1950. Bien que certains progrès aient été accomplis depuis cette date, on peut cependant dire qu'ils sont négligeables. Voir aussi à ce propos *Economic Survey of Latin America, 1953*, édité par les Nations unies, New York, 1955, chap. 25.

politique du New Deal aux Etats-Unis, qui firent naître un mouvement généralisé de résistance à l'impérialisme sur tout le continent latino-américain, en impulsant notamment un large mouvement démocratique au Vénézuéla.

« Aussi longtemps que le dictateur Gomez régna au Vénézuéla, il n'y eut guère de problèmes. Les bourreaux et les gardiens de prison veillaient à faire taire ceux qui critiquaient le régime. Mais à sa mort, en 1935, le Vénézuéla émergea d'un siècle sombre de guerres civiles, d'anarchie et de despotisme militaire... Puisque les partis politiques se formèrent après 1935, la presse se mit à poser des questions insidieuses, les travailleurs du pétrole et d'autres secteurs organisèrent des unions syndicales, le pays connut une sorte de New Deal véritable. Les compagnies pétrolières furent finalement contraintes, en 1943, à partager à égalité avec le gouvernement l'ensemble de leurs profits... Si les compagnies ont cédé, c'est que se dessinait avec persistance le danger du nationalisme qui se manifestait en Amérique latine, comme ailleurs dans le monde. Le Mexique avait, quelques années auparavant, expulsé... les compagnies étrangères et nationalisé ses industries pétrolières... L'autonomie était exaltante... Tirant le meilleur parti qu'elles pouvaient de la situation, les compagnies pétrolières étrangères, proposèrent humblement, pour prix d'une politique de « bon voisinage », de verser 50 % de leurs revenus au gouvernement »[31].

Cherchant avant tout à ne pas s'aliéner le soutien populaire dont ils jouissaient, ces gouvernements relativement indépendants — même lorsqu'ils étaient d'une prudence extrême et d'une stabilité douteuse — qui ont détenu le pouvoir au Venezuela pendant 10 ans, (et notamment ceux qui se réclamaient du parti d'Action Démocratique qui assuma le pouvoir en 1945), firent s'accroître considérablement les revenus du Vénézuéla tirés de la production pétrolière, et tentèrent même d'en affecter une partie au développement économique, par l'intermédiaire d'une politique économique et sociale réprouvée à la fois par les sociétés pétrolières et par les capitalistes locaux vénézuéliens. De plus ce qui était encore plus grave du point de vue des intérêts de l'impérialisme, c'est qu'on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils résistent aux revendications populaires accrues qui exigeaient la nationalisation de l'industrie pétrolière. Washington était — selon les termes du correspondant de presse M. Milton Bracker — « extrêmement sensible » à ce problème[32]. Il s'en est donc suivi le renversement, en 1948, du gouvernement du président Romulo Gallegos — « un gouvernement démocratiquement élu, qui jouissait incontestablement de la confiance de la grande majorité de la population — », par une junte militaire, qui s'empressa de « protéger et respecter les intérêts de l'investissement

[31] Harvey O'Connor, *The Empire of Oil*, chap. 25, New York, 1955.
[32] *New York Times*, 8 décembre 1948.

étranger ». Le président Gallegos, « un homme d'un niveau intellectuel et moral élevé, connu comme un écrivain libéral et un éducateur aussi bien dans son pays, qu'à l'étranger », déclara quelques jours plus tard : « Les sociétés pétrolières américaines et les groupes réactionnaires vénézuéliens ont fomenté le récent coup d'Etat militaire au Vénézuéla. La clique militaire a été ouvertement soutenue par les compagnies étrangères et les représentants du capitalisme vénézuélien, pour la prise du pouvoir dans le pays. L'attaché militaire d'une grande puissance s'était rendu au Quartier général lorsque le coup d'Etat a été préparé et répété »[33]. Ainsi le Vénézuéla était-il redevenu « sans danger pour les pays démocratiques », la hantise des nationalisations avait disparu, les compagnies pétrolières étaient assurées du soutien loyal d'une administration et d'un gouvernement entièrement dévoués à leurs intérêts.

Ceci peut nous permettre d'apporter un début de réponse à la seconde partie de la question que nous nous étions posée tout à l'heure. Sous le règne d'une dictature soutenue par les compagnies pétrolières impérialistes, ce qui est affecté au développement économique est très largement inférieur à ce dont dispose le pays. Les dépenses ici, comme ailleurs, sont déterminées en fonction des exigences des compagnies pétrolières et non des intérêts du peuple vénézuélien. Il en résulte, que même si l'on ne tient pas compte de la part considérable des recettes gouvernementales affectée à l'entretien de l'armée, très peu en est allouée à l'amélioration des conditions dans l'agriculture par exemple : au contraire la plupart des dépenses sont consacrées à la construction de routes, d'aérodromes et de ports, à une modernisation et une extension spectaculaires de Caracas, et à d'autres projets, tous d'un intérêt vital pour le capitalisme étranger qui opère au Vénézuéla, mais qui ne contribuent guère à l'émergence d'un équilibre pour l'économie nationale vénézuélienne[34]. Comme le gouvernement, fidèle en cela aux directives de ses bienfaiteurs américains, s'abstient d'intervenir dans le secteur réservé à l'investissement privé, il limite ses dépenses à des projets qui fournissent aux entreprises étrangères privées d'importantes sources d'« économies externes ».

Mais comme le Vénézuéla, à l'image des autres pays sous-développés capitalistes, se trouve encore dans la phase commerciale du capitalisme, et comme — pour des raisons que nous avons évoquées plus haut — les capitalistes nationaux ne sont guère incités à investir leurs

[33] *New York Times*, 25 novembre, 27 novembre et 6 décembre 1948. L'attaché militaire, anquel fait allusion M. Gallegos, fut plus tard identifié comme étant le colonel Adams, de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas.
[34] On peut consulter *Public Finance Surveys : Venezuela*, édité par les Nations unies (1951) pour se faire une idée de la réalité des dépenses publiques au Vénézuéla au cours des périodes 1936-1937 et 1950-1951. Voir notamment page 82. Des informations relatives aux années suivantes sont rassemblées dans le document non publié de M. C. E. Rollins, *Raw Materials and Economic Development*, (Stanford University, 1955).

capitaux dans le secteur industriel, les investissements, qui sont effectivement réalisés grâce aux « économies externes » que crée la politique du gouvernement compradore, sont d'abord des investissements *étrangers*. Cependant l'investissement étranger — même s'il approvisionne le marché national du pays sous-développé — consiste essentiellement à créer des usines ou des unités productives produisant des biens de consommation susceptibles de satisfaire l'accroissement de la demande résultant des dépenses gouvernementales. S'agissant essentiellement d'un investissement en nature, il ne permet ni l'extension du marché intérieur du pays sous-développé, ni la création d'industries de base indispensables pour que se réalise une croissance économique rapide et durable. En conséquence, à part l'industrie du ciment qui a connu une croissance effective grâce à la demande publique, la seule forme existante de développement au Vénézuéla a concerné la production de lait concentré, d'huiles végétales et alimentaires, de biscuits, de chocolats, tandis que « la production des cigarettes et de la bière atteingait des volumes considérables »[35].

Il va sans dire que cette croissance de la production des biens de consommatiou (accompagnée d'un volume croissant d'importations) reflète malgré tout une amélioration des conditions économiques dans le pays. Cependant, une amélioration obtenue à ce prix et de cette manière, peut très bien disparaître lorsque n'existeront plus les causes qui l'engendrent, à savoir les dépenses effectuées par le gouvernement sur les recettes tirées de l'exploitation pétrolière. Une baisse du prix du pétrole — et une chute correspondante des recettes gouvernementales — (même si l'on n'envisage pas l'éventualité d'un épuisement des ressources pétrolières) détruirait inéluctablement la prospérité artificielle, aussi rapidement qu'elle était apparue, lors du « boom » sur le pétrole, au cours des années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale[36].

L'importance astronomique des revenus qui sont versés par les compagnies étrangères aux pays producteurs de pétrole, les place à l'avant-garde des pays sous-développés gouvernés par des administra-

[35] *Economic Survey of Latin America 1951-1952* (1954), p. 195, et *Economic Survey of Latin America 1953* (1954), p. 224, publiés par les Nations unies.

[36] Il faut ajouter à cela que cette prospérité affecte une partie seulement du pays tant en superficie que par rapport à la population. C'est une cause constante « d'étonnement » pour neuf dixièmes de ceux qui vivent en dehors du monde enchanté de la production pétrolière. Ecrasés par la maladie et la famine ils vivent dans leurs minuscules *conucos* dans les montagnes ou dans leurs huttes près des *latifundias*, de la même façon qu'ils le faisaient, avant que le pétrole ne soit découvert. 200 000 d'entre eux au moins ont fui la campagne pour aller s'installer dans « Caracas la dorée » où ils vivent entassés sous les ponts, le long des caniveaux, ou dans ce que l'on appelle avec ironie sans doute les « ranchos », perchés sur la montagne. Les déclarations officielles redondantes relatives à la gloire de la capitale, ignorent bien entendu ces habitations où vivent tous les oubliés. » Harvey O'Connor, *The Empire of Oil*, New York, 1955, p. 267.

tions compradores. Les autres pays en effet — ceux qui exportent des minerais et des biens alimentaires —, ne participent pas en général aux profits des compagnies étrangères directement, mais perçoivent des impôts sur la production exportée (ou sur les revenus des sociétés étrangères) ; il en résulte que les recettes sont très inférieures à celles que peuvent percevoir les pays producteurs de pétrole, que ce soit en termes de quantités globales ou en termes de revenu par tête. En dépit de cela, les ressources tirées par le Chili — comprenant une population de 6 millions d'habitants environ — de l'exploitation des industries minières appartenant à des sociétés capitalistes étrangères, s'élevèrent en 1951, à plus de 60 millions de dollars. Quant à la Bolivie, l'industrie de l'étain lui a procuré des revenus de l'ordre de 20 millions de dollars en 1949 et de 15 millions de dollars en 1950, alors que sa population s'élève à 4 millions d'habitants. Avec de telles rentrées de capitaux, ces pays auraient pu, malgré tout, avancer de quelques pas sur la voie du développement économique. Or quiconque s'est un tant soit peu intéressé à l'histoire de ces pays ou à d'autres pays se trouvant dans la même situation, sait combien ce qui a été réalisé par ces gouvernements est négligeable. Le gaspillage, la corruption, l'utilisation de sommes considérables pour maintenir en fonction une bureaucratie tentaculaire et une armée permanente pour maintenir en place les régimes compradores : voilà les caractéristiques dominantes de ces pays[37].

Nous nous sommes préoccupés jusqu'à présent de l'utilisation des ressources que reçoivent les gouvernements à la solde de l'impérialisme. Il suffit d'ajouter peu de choses au sujet du surplus économique qu'ils soutirent directement aux populations : ce surplus économique constitue une part variable de leurs revenus totaux, mais jamais négligeable, même lorsqu'il s'agit de pays producteurs de pétrole. Ce surplus économique trouve son origine dans les impôts : sur les ventes, sur les biens importés, sur les personnes physiques et sur la terre (ces deux dernières sortes d'impôts pèsent essentiellement sur la paysannerie). D'autres impôts, tels que ceux sur les revenus (qui sont nettement plus progressistes) sont inscrits dans les codes, mais demeurent générale-

[37] L'utilisation qui est faite des ressources gouvernementales est décrite par C. E. Rollins, *Raw Materials and Economic Development* (1955) cité plus haut. «En Colombie, des sommes considérables sont dépensées à des fins économiquement contestables... dont les plus importantes servent à financer le maintien d'une armée permanente. Ces dépenses qui, selon des estimations officielles, s'élèveraient à 18 % des dépenses budgétaires (il nous semble qu'elles représentent plutôt 35 % du budget), servent à sauvegarder l'existence du régime de dictature en Colombie. Pour renforcer son régime contre le mécontentement populaire, Rojas a placé des militaires inexpérimentés à toutes sortes de postes civils. Il s'agit vraiment d'une greffe... Les habitants de Bogota trouvent quotidiennement de nouvelles plaisanteries sur la corruption qui règne en haut lieu — sans en exclure le président » in « Business Week », 27 août 1955, p. 116 et suiv. En ce qui concerne l'utilisation des ressources gouvernementales dans d'autres pays de ce groupe, on peut consulter l'ouvrage de Anthony H. Galatoli, *Egypt in Midpassage*, (Le Caire 1950) et *Report to the President of the United States* publié par « Economic Survey Mission to the Philippines » (Washington, 1950) pour ne citer que ces deux sources-là.

ment lettre morte. La fraude fiscale constitue pratiquement un art dans ces régions : les propriétaires fonciers et les riches marchands disposent en général d'innombrables moyens pour payer le minimum d'impôts. Ils n'ont pas, pour ce faire, à déployer des trésors d'adresse, étant donné qu'ils ont affaire à des régimes qu'ils ont eux-mêmes constitués, et dont ils assurent le contrôle effectif, notamment grâce à la présence, à tous les échelons, de membres de leur classe ou de leurs obligés, serviles et corrompus.

Le poids de l'impôt ne pèse guère, dans les pays sous-développés, sur les classes capitaliste et féodale, mais bien sur les masses laborieuses : cela n'est pourtant nullement un problème d'administration fiscale. Les causes en sont la structure sociale de ces pays et le caractère de classe de leurs gouvernements. Comme le notait si justement le Professeur Mason, « la suppression de la fuite fiscale qui caractérise les plus hautes catégories de revenus, peut nécessiter des transformations qui dépassent largement une simple amélioration de l'administration fiscale »[38]. Il est inutile de préciser que l'on peut difficilement différencier l'utilisation du surplus économique engendré par l'économie nationale de celle du surplus économique que forment les transferts versés par les entreprises étrangères.

Avant d'abandonner cet aspect du problème, il nous faut encore nous préoccuper de deux points, directement afférents. Le premier concerne le fait, très connu, que l'entreprise étrangère consacre des sommes plus ou moins considérables pour améliorer les conditions de vie des populations qui se trouvent sur les lieux de leur activité. Ainsi, dans de nombreuses zones, les compagnies pétrolières ou minières ont fourni des logements plus convenables à leurs employés, des hôpitaux, des écoles, des cinémas, etc... Cependant, si l'on envisage le bien-être réel des populations autochtones, on se rend vite compte que l'importance que l'on accorde à ce type de dépenses est nettement exagérée. D'une part, il s'agit ici encore d'un autre aspect de la politique « des ventres pleins », dont on a précédemment parlé, qui vise à assurer un volume suffisant de main-d'œuvre et à accroître son efficacité au travail[39]. En second lieu, il faut tenir compte des difficultés continuelles que rencontrent les compagnies étrangères pour disposer d'une quantité suffisante de la main-d'œuvre[40] et des grèves, répétées et violentes, qui se sont déroulées au sein des usines étrangères, dans pratiquement tous les pays sous-développés.

[38] *Promoting Economic Development*, p. 60, Claremont, California, 1955.

[39] « Il ne suffit pas, pour l'entreprise, de former des travailleurs et de payer de bons salaires... L'ouvrier doit être sociologiquement conditionné pour acquérir un autre mode de vie, si l'on veut qu'il ne soit pas irrécupérable au cours de l'évolution du processus. Il ne fait aucun doute que l'accroissement de la productivité, qui résulte de meilleures conditions de logement, est surtout dû à un meilleur état de santé des ouvriers... C'est pourquoi, il est essentiel, du point de vue de l'efficacité de l'ouvrier, que l'accroissement de son revenu monétaire lui permette, ainsi qu'à sa famille, d'avoir une bonne santé. » R. F. Mikesell et H. B. Chennery, *Arabian Oil*, p. 81 et sqq, Chapel Hill, North Carolina, 1949.

Ou, comme le disait récemment *The Economist* : « ...le paternalisme à l'égard des travailleurs autochtones devint bientôt partie intégrante de la science de la production pétrolière. « Oil and Change in the Middle East », 2 juillet 1955.

De toutes façons, ceux qui profitent « des avantages et de la générosité » des compagnies étrangères, sont, comme nous l'avons vu plus haut, très peu nombreux par rapport à la population totale dans ces pays. Ainsi « l'Anglo-Iranian Oil Company, ayant eu une avance considérable sur ses concurrents au niveau de la production, était également en avance, à la fin de la guerre, en ce qui concerne le bien-être et l'abondance. Encore maintenant, aucune autre société ne peut se vanter de loger 16 000 familles iraniennes »[41]. En effet, il s'agit bien là d'un record pour un pays qui compte plus de 18 millions d'habitants et qui a fourni à la Anglo-Iranian Oil Company des milliards de dollars de bénéfices !

Le second point se réfère à un avis que l'on rencontre souvent, selon lequel l'utilisation qui est faite des ressources tirées de l'exploitation des matières premières par les gouvernements des pays sous-développés, n'a rien à voir avec l'appréciation « purement économique » que l'on peut porter sur la contribution de l'activité des entreprises étrangères au développement économique de ces pays sous-développés. Ceci constitue bien un exemple flagrant de l'incapacité inhérente à l'économie politique bourgeoise de découvrir l'essence des phénomènes qu'elle analyse.

Dissociant purement et simplement deux aspects d'un même phénomène historique, se détournant de l'analyse de l'ensemble pour mieux en saisir les composantes, l'économie politique bourgeoise finit par émettre des jugements, s'ils sont parfois partiellement vrais, n'en sont pas moins faux dans leur totalité. Car en effet un phénomène historique est inséparable de ce qui constitue ses conséquences inévitables. Comme nous l'avons déjà vu plus haut, l'exploitation des matières premières dans les pays sous-développés, par le capital étranger, et l'existence simultanée dans ces pays de régimes politiques corrompus et réactionnaires, dominés par des éléments compradores, ne constitue pas un simple hasard ou une coïncidence fortuite : il s'agit là de deux aspects étroitement liés de ce que l'on peut considérer comme étant la totalité de l'impérialisme.

« Il est clair, de nos jours », écrit *The Economist*, « que les gouvernements et les compagnies étrangères sont étroitement imbriqués, et on peut s'attendre à ce que cette situation, où aucun des associés ne

[40] L'employeur autochtone local, bien qu'il paie le plus souvent des salaires plus bas et qu'il n'offre aucune des « facilités » de l'entreprise étrangère, « semble pouvoir trouver autant de main-d'œuvre qu'il le désire, soit parce que ce travail n'implique pas un long trajet pour les ouvriers, à travers le désert, soit parce qu'il se montre moins exigeant et que le travail est moins pénible que dans les usines capitalistes. » *The Economist, loc. cit.*

[41] *Ibid.*

peut se passer de l'autre, se perpétue encore pendant une assez longue période »[42]. C'est pour intensifier et perpétuer cette alliance que les gouvernements nationaux des sociétés étrangères respectives, prêtent leur concours à la lutte contre toute forme de mouvement progressiste, qui pourrait faire son apparition dans les pays sous-développés, ou même y prendre le pouvoir. Ces gouvernements impérialistes offrent aux administrations compradores en place, leur aide diplomatique, financière et militaire, pour que celles-ci deviennent les complices des forces sociales et politiques les plus réactionnaires de ces pays. Parallèlement, c'est également pour intensifier et perpétuer cette alliance, que les sociétés étrangères elles-mêmes tentent « de créer une classe intéressée à une vie « sans histoire » pour toute la communauté... et ce par l'intermédiaire de plans d'épargne, de programmes d'éducation, etc. Un idéal a effectivement été réalisé lorsque les habitants du pays sous-développé parlent, non plus de « la compagnie », mais de « notre compagnie »[43].

Heureusement, la réalisation totale de cet idéal demeure hypothétique. Bien que les spécialistes chargés, au Département d'Etat américain, de l'application du programme en Quatre Points, aient raison de dire que, pour les habitants des pays sous-développés, « leur misère les rend incapables de satisfaire leurs aspirations raisonnables, et fait d'eux en conséquence un terrain favorable au développement de n'importe quelle idéologie, qui leur promettrait — même de manière mensongère — de leur offrir les moyens d'améliorer leurs conditions d'existence »[44] les événements de ces dernières années tendent à démontrer que l'idéologie des trusts ne pourra survivre — là où elle est implantée — que peu de temps.

III

Au sein du troisième groupe de pays sous-développés, ceux qui n'ont conquis que récemment une indépendance nationale et qui sont gouvernés par des régimes, que nous avons appelés antérieurement de type New Deal, les choses se présentent un peu différemment. Ces gouvernements ont généralement été portés au pouvoir par des mouvements de masse importants, dont le but fondamental et unificateur était le renversement du système colonial existant et l'établissement de l'indépendance nationale. Ces mouvements nationaux, dans leur lutte contre l'impérialisme et ses alliés locaux, prirent généralement la forme de fronts unis où se retrouvaient des éléments de la bourgeoisie progressiste, qui tentait de trouver une voie pour que l'économie nationale accède au stade du capitalisme industriel, d'intellectuels qui re-

[42] *Ibid.* Ce qui s'applique au Moyen Orient, s'applique a fortiori aux pays latino-américains, aux Philippines et à certaines zones du Sud-Est asiatique.

[43] *Ibid.*

[43] *Point Four, Cooperative Program for Aid in the Development of the Economically Underdeveloped Areas*, p. 2, Washington, 1949.

cherchaient pour leur pays un avenir meilleur, ainsi que des éléments actifs du prolétariat rural et urbain qui s'élevaient contre l'oppression et la misère imposées par les régimes impérialistes-compradores. Dans certains pays même, des fractions importantes de l'aristocratie féodale réactionnaire se joignirent au mouvement nationaliste : elles tentaient essentiellement de détourner l'énergie des masses populaires d'une lutte pour des changements sociaux, au profit d'une lutte contre la domination étrangère[45].

L'unité du mouvement nationaliste a toujours soulevé de graves problèmes, elle a toujours été menacée. L'aile droite du mouvement, craignant que la lutte de libération nationale. par la mobilisation et la structuration des masses populaires, ne crée les conditions d'émergence d'une révolution sociale, a toujours cherché à réduire l'importance et le rôle des ouvriers et des paysans dans le front anti-impérialiste ; d'autre part, elle a cherché avant tout à procéder par négociations prudentes et par des compromis avec les pouvoirs publics établis, toujours tentée d'accepter un quelconque *modus vivendi* avec les impérialistes au pouvoir.

Son aile gauche, toujours inquiète, tentait de rattacher la lutte de libération nationale à la libération sociale, en cherchant avec acharnement à susciter une large participation des masses au cours de la bataille, à mettre en œuvre une action révolutionnaire intransigeante. Cependant aussi longtemps que le but fondamental — l'indépendance nationale — n'était pas atteint, les forces centripètes étaient, d'une manière générale, plus fortes que les forces centrifuges : la lutte pour la libération nationale absorbait et reléguait au second plan, la lutte pour un progrès social.

Cette situation n'a commencé à évoluer que lorsque furent enfin atteints les buts fondamentaux du strict mouvement de libération nationale. Les puissances impérialistes, affaiblies par la seconde guerre mondiale et incapables de résister à la pression et à la vigueur des mouvements de libération dans les colonies, furent contraintes d'accepter l'inévitable, et d'accorder l'indépendance politique aux pays, où elles ne pouvaient plus espérer, étant donné la force des courants anti-impérialistes existants, maintenir leur domination coloniale. Comme le disait John Foster Dulles : « Lorsque cessèrent les hostilités de la seconde guerre mondiale, le seul problème politique auquel il nous fallait faire face, était celui des colonies. Si l'Ouest avait essayé de maintenir à tout prix le *statu quo* du colonialisme, il s'en serait suivi inéluctablement une révolution violente et une défaite non moins inévitable pour nous. La seule politique susceptible de réussir était

[45] L'exemple des partisans du Dr Mossadegh en Iran est tout à fait caractéristique de ce point de vue.

d'octroyer l'indépendance, de façon pacifique, aux plus évolués des 700 millions de colonisés »[46].

Cependant, une fois le problème de l'indépendance nationale résolu — sur le plan politique à défaut du plan économique — la contradiction fondamentale de toute société où existent des antagonismes de classe, devint nécessairement plus apparente et plus intense.

En effet, tandis qu'un certain nombre de problèmes importants, du point de vue du développement économique et social des pays sous-développés, dépendent effectivement de la question de l'indépendance nationale, il en existe d'autres, au moins aussi nombreux, qui sont au contraire obscurcis et embrouillés par cette question. Ni l'oppression et l'exploitation de la paysannerie par l'aristocratie foncière, ni le « bloquage » du développement industriel par les monopoles locaux, ne constituent, à proprement parler, de simples questions *nationales*. Ce sont bien plutôt — et bien davantage — des questions *sociales* qui doivent être résolues en tant que telles. Ainsi, après la prise du pouvoir, les mouvements nationalistes se désintègrent-ils inévitablement. Les éléments sociaux hétérogènes qui les composaient et avaient, au cours de la lutte anti-impérialiste, été parfaitement soudés les uns aux autres, ne peuvent éviter d'être attirés par des pôles d'attraction différents, qui symbolisent les intérêts de classes antagonistes existant au sein de la nouvelle société.

La rapidité de l'effondrement de l'unité nationale et le renforcement de la lutte des classes sur le plan intérieur, constituent des facteurs dont la réalisation dépend des conditions historiques spécifiques de chaque pays. Là où le prolétariat urbain a joué un rôle dominant dans le front national et où il est suffisamment fort et structuré pour pouvoir assurer la direction de la lutte des paysans pour une révolution agraire, la désintégration du camp nationaliste est relativent rapide. Les éléments de la bourgeoisie dans ce cas, rapidement confrontés au spectre de la révolution sociale, s'opposent, non moins rapidement, à leurs alliés de la veille, à leurs ennemis mortels de demain. La bourgeoisie n'hésite alors généralement pas à s'allier aux éléments féodaux, qui pourtant représentent le principal obstacle à son propre développement, aux impérialistes qui viennent d'être démis par la lutte de libération nationale et aux groupes compradores dont l'existence est menacée du fait du retrait politique de leurs « patrons » étrangers. Comme Lord Ashton le remarquait pertinemment : « Les liens de classe sont plus forts que les liens de nationalité »[47]. Dans ces

[46] *War or Peace*, p. 76, New York, 1950. Ce passage de l'analyse des facteurs qui ont contraint l'impérialisme à accorder l'indépendance politique aux anciennes colonies (qui auraient autrement « éjecté » leurs oppresseurs occidentaux) est beaucoup plus convaincant que l'hypothèse avancée ensuite par M. Dulles, selon laquelle « ce furent la religion occidentale et les philosophies économiques et sociales de l'Ouest, qui ont « dissous » pacifiquement la domination politique occidentale et l'ont remplacée par l'auto-gouvernement » (p. 87).

[47] *Essays on Freedom and Power*, p. 224, Meridian Edition, New York, 1955.

conditions, la nouvelle classe dominante bourgeoise se fond dans l'ancienne et accepte l'aide des puissance impérialistes, pour supprimer et écraser le mouvement populaire de libération nationale et sociale et pour rétablir *l'ancien régime* non *de jure*, mais *de facto*. Les exemples de la Chine sous le régime du Kuo-Min-Tang, du Pakistan, des Philippines, de la Corée du Sud et du Sud-Vietnam illustrent parfaitement ce processus.

Au contraire, partout où la pression populaire en faveur d'une libération sociale est moins forte au moment de la conquête de l'indépendance nationale — soit à cause de la faiblesse numérique ou politique de la classe ouvrière, soit à cause de la passivité de la paysannerie résultant d'une longue oppression et de la survie vivace de vieilles superstitions —, la bourgeoisie nationale, en sécurité, peut essayer d'éviter l'apparition ultérieure d'un mouvement révolutionnaire, en implantant les bases d'un futur développement industriel capitaliste et en créant un Etat capitaliste moderne. Le sort d'une telle entreprise dépend d'un certain nombre de facteurs : de la force économique et politique de la bourgeoisie nationale, de l'effectivité de sa domination, de sa volonté et de sa capacité à déloger les éléments féodaux de leurs positions dominantes, de la résistance à l'anéantissement de ces couches et de la situation internationale (notamment de l'intensité du soutien apporté à ces couches réactionnaires par les puissances impérialistes).

Il est possible que les conditions les plus favorables à un développement de type « japonais », se trouvent en Egypte. Les chances de succès de la politique actuelle visant à faire naître en Egypte, un capitalisme industriel, sont considérablement accrues par le fait que l'armée, en général, soutient la bourgeoisie nationale, que les dirigeants égyptiens semblent décidés à briser l'opposition des intérêts féodaux et compradores, et enfin que la situation internationale semble leur permettre de mener une politique indépendante. Cependant, l'Egypte ne constitue qu'un seul pays, et non le plus important, parmi ceux du troisième groupe. La situation est beaucoup plus complexe si l'on envisage le cas du pays le plus important de cette catégorie : l'Inde.

En Inde, le front uni des forces anti-impérialistes est encore intact — même si c'est de façon précaire —, et constitue la base même du gouvernement dominé par la bourgeoisie nationale.

L'extension et l'hétérogénéité politique de cette coalition nationale expliquent effectivement la force considérable du parti du Congrès durant la lutte de libération nationale, mais de nos jours, elles ont pour effet la paralysie complète au niveau des affaires publiques et du gouvernement qu'elle soutient. Bien que le gouvernement jouisse encore de la confiance de la grande majorité de la population qui peut s'exprimer, il se heurte à des difficultés insurmontables dès qu'il tente de formuler et de réaliser un programme de régénération sociale

et économique. Recherchant les moyens de promouvoir le développement d'un capitalisme industriel, il n'ose cependant s'attaquer ouvertement aux intérêts des propriétaires fonciers. Lorsqu'il cherche à atténuer les inégalités les plus criantes de revenus, il ne cherche pas malgré tout à limiter l'action des usuriers et des gros commerçants. Lorsque enfin le gouvernement tente d'améliorer les conditions d'existence misérables de la main-d'œuvre, il n'ose pas une fois encore, s'opposer au capital. Bien que ses origines soient liées à la lutte anti-impérialiste, ce gouvernement cherche à se gagner les faveurs du capital étranger. On promet « un modèle social socialiste », tout en adoptant les principes de la propriété privé. S'imaginant être « *au-dessus de la mêlée* », restant délibérément en dehors de la lutte que se livrent les classes antagonistes, le gouvernement indien ne fait que refléter le stade auquel est parvenue la lutte des classes dans la société indienne.

Comme il cherche à concilier des besoins inconciliables, à passer des compromis là où il faudrait prendre des décisions, à résoudre des conflits latents en son propre sein, ce gouvernement préfère des réformes mineures aux changements radicaux, des discours révolutionnaires aux réalisations révolutionnaires. Ce faisant, il met en danger non seulement la réalisation effective de ses espoirs et de ses aspirations, mais encore sa propre existence. Ce régime, essentiellement petit-bourgeois, handicapé par l'hétérogénéité de ses fondations sociales et par les limitations idéologiques qui en résultent, est incapable d'assumer la direction politique effective de la lutte pour l'industrialisation, et de susciter (ce qui est le plus important) l'enthousiasme et les énergies créatrices des larges masses populaires, afin qu'elles se mobilisent pour venir à bout du retard, de la misère et de la léthargie de leur pays.

Nous avons analysé plus haut les facteurs qui entravent la formation du capital et de l'investissement productif dans les secteurs ruraux et urbains de l'économie d'un pays sous-développé. Ces forces sont, en Inde, aussi puissantes qu'ailleurs dans le monde sous-développé. C'est pourquoi aux Indes, comme dans les autres pays sous-développés, seul l'Etat se trouve dans une situation lui permettant de mobiliser le surplus économique qui existe potentiellement dans le système économique pour l'employer à accroître les moyens de production nationaux. Actuellement le surplus économique, dans les zones coloniales, est utilisé par les administrations locales, non à l'amélioration des conditions de vie des populations, mais à accroître les intérêts des puissances impérialistes — dans les pays de la seconde catégorie, un volume important du surplus économique est approprié par les gouvernements compradores qui l'utilisent ou le gaspillent de la même manière —. En ce qui concerne l'Inde, le problème se pose quelque peu différemment. Le volume des ressources appropriées par l'Etat est très *inférieur* au surplus économique potentiel : et, ce qui est aussi grave : l'utilisation qui en est faite, en dépit de toutes les bonnes

intentions, n'engendre nullement les conditions favorables à une croissance économique rapide et équilibrée. Bien que, comme le dit *The Economist*, « comme la Reine Rouge, l'Inde doit courir très vite, même pour rester sur place »[48], les demi-mesures et les hésitations constituent les caractéristiques principales de sa politique, le gouvernement ne cesse de faire des déclarations fracassantes. « De temps en temps, on proclame que le socialisme est le but ultime que se proposent la politique gouvernementale et les plans de développement. Une déclaration de 1948, relative à la politique industrielle, précisait que l'Etat était responsable du développement des secteurs de base de l'économie et exercerait son contrôle effectif sur tous les secteurs clés de l'économie. Mais les ministres qui étaient directement responsables du développement économique indien, notamment le ministre des Finances et le ministre du Commerce, sont parfaitement conscients des limites de l'action gouvernementale... Au cours des 3 ou 4 premières années, le réalisme et le pragmatisme sont devenus, jusqu'à un certain point, la base même de la politique officielle »[49]. « Réalisme et pragmatisme » ont trouvé leur expression dans les buts — parfaitement inadaptés — que se proposait le premier plan quinquennal qui, « même dans sa forme définitive telle qu'elle a été publiée en décembre 1952, ...faisait apparaître un volume de dépenses très modeste, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative (par rapport au revenu national). Une dépense de 20 000 millions de roupies sur une période de 5 ans, représente à peine plus de 5 % du revenu national, c'est-à-dire qu'elle équivaut à peu près au taux d'investissement existant avant la mise en application du plan »[50].

Cette prudence cependant a pu peut-être se justifier, a posteriori, par les conditions qui existaient en Inde, à la fin du premier plan quinquennal. Certes il y a eu une certaine amélioration de la situation économique générale, qui s'est manifestée par un accroissement non négligeable du volume des biens alimentaires disponibles, ainsi que par une certaine croissance industrielle. Il serait pourtant hasardeux, de déduire de ce « boom » des dernières années, que le pays est entré effectivement dans la voie du développement économique et social, dans la voie du progrès. Tous ceux qui ont étudié sérieusement l'économie indienne, s'accordent à reconnaître que ces réalisations relativement spectaculaires à la fin du premier plan quinquennal, sont essentiellement dues à deux récoltes particulièrement abondantes et exceptionnelles, et à leur effet favorable sur la balance des paiements, le volume disponible des matières premières, etc. On ne peut donc mettre au crédit du plan quinquennal, le léger accroissement de production dans les zones irriguées ou au crédit de mesures gouverne-

[48] *India-Progress and Plan* (22 janvier 1955).
[49] *Ibid.*
[50] *Economic Survey of Asia and the Far East 1953*, p. 59, éd. Nations Unies, 1954.

mentales, les progrès accomplis. Il est certain que le premier plan quinquennal a *effectivement* donné la preuve matérielle des considérables ressources potentielles dont disposait l'Inde. La construction de projets de toutes sortes, l'implantation de réseaux d'irrigation, l'édification d'unités productives ultra-modernes, tout cela démontre indubitablement les capacités prodigieuses des techniciens et des ouvriers indiens.

Cependant le second plan quinquennal, qui doit couvrir la période 1956-1961, ne leur offrira nullement les possibilités nécessaires pour développer leurs capacités. Même le document le plus poussé qui y soit consacré — le Projet de Plan du Professeur P. C. Mahalanobis[51] — ne s'attaque pas de front aux problèmes fondamentaux qui se posent, aux obstacles qui s'opposent au développement économique de l'Inde. Se fixant comme objectif un accroissement annuel du revenu national de 5 % — ce qui constitue un taux modeste de croissance, mais qui représente néanmoins une accélération considérable si l'on considère ce qui existait jadis —, le projet ne cherche pas à modifier le taux d'investissement existant pour y parvenir, mais compte opérer un transfert partiel des investissements de biens de consommation vers le secteur des biens de production.

Puisqu'on ne peut s'attendre à ce que le capital privé opère ce transfert, le projet assigne au gouvernement la tâche de créer l'investissement initial dans le secteur des biens de production et l'investissement futur que nécessitera cette première vague d'investissements. Le projet cependant ne propose aucune solution quant aux moyens que devra utiliser le gouvernement pour disposer des ressources nécessaires à cette fin. Le projet offre donc une démonstration élégante de ce qui *pourrait* être réalisé, si la société avait réellement la possibilité de déterminer le mode d'utilisation de son surplus économique effectif, mais ne permet nullement d'établir des données concrètes pour une politique économique.

Lorsque la commission de planification « réaliste et pragmatique » s'est emparée du projet pour le transformer en ce qui est devenu apparemment le plan lui-même[52], le caractère progressiste dudit projet a même totalement disparu.

Dans la plupart des programmes d'industrialisation réalistes, l'investissement consacré aux biens de production représente au moins 40 % de l'investissement total ; le projet préconisait que l'on y affecte seulement 20 % des investissements, mais la commission de planification a abaissé ce pourcentage à 11 %. De plus, les dépenses publiques

[51] Indian Statiscal Institue, *The Second Five Year Plan 1956/7 - 1960/61, Recommendations for the Formulation of the Second Five Year Plan*, Calcutta, 1955.

[52] Government of India, Planning Commission, *Second Five Year Plan, A Draft Outline*, 1956.

ainsi créées doivent être financées, non par une utilisation du surplus économique existant, mais par son *accroissement*, par le biais de l'inflation et des impôts sur les biens de consommation. Etant donné le très bas niveau de vie de la population indienne, il semble peu probable que l'on puisse comprimer encore davantage la consommation globale. A moins que ne se produisent des changements majeurs au cours du plan quinquennal, on peut donc dire que le second plan quinquennal constitue simplement une seconde édition du premier, et qu'en conséquence, il ne permettra pas d'atteindre des taux de croissance qui élèveront de façon significative les revenus par tête.

La seule politique qui serait adaptée au stade de développement auquel est parvenue l'Inde, consisterait à prendre comme base de développement, le taux d'investissement le plus élevé possible par rapport au revenu national. Si l'on se réfère à un certain nombre d'évaluations indépendantes, il faudrait au moins que 15 % du revenu national soient consacrés à l'investissement : de plus ce pourcentage permettrait de ne pas réduire le volume de la consommation globale. Pour parvenir à cet objectif, il faudrait que soit effectivement disponible la plus grande part du surplus économique potentiel, engendré en général par le système économique. Pour cela, il faudrait pouvoir « récupérer » à des fins productives les 25 % du revenu national que ce pays misérable alloue à ses groupes de travailleurs improductifs. Ces 25 % se matérialisent sous forme de rente soutirée aux producteurs agricoles directs par les propriétaires fonciers et sous forme d'intérêts soutirés par les usuriers ; ils se matérialisent également sous forme de profits individuels qui sont dépensés en biens de consommation par leurs propriétaires, au lieu d'être réinvestis dans les circuits productifs[53].

Il est inutile de préciser qu'une telle « récupération » du surplus économique potentiel se heurtera nécessairement à l'opposition farouche des couches possédantes et qu'elle ne pourra être menée à bien qu'au terme d'une lutte incessante contre la « classe peu nombreuse de ceux dont l'intérêt fondamental est la préservation de sa richesse et de ses privilèges »[54]. Le gouvernement indien actuel ne peut, ni ne veut entreprendre une telle politique et ne jouera certainement pas le rôle dirigeant pour briser les intérêts acquis à la campagne ou à la ville.

En essayant d'éluder ce problème, en refusant de prendre ses res-

[53] Tandis qu'une part encore importante des profits globaux, revient à des étrangers, la part qui demeure aux Indes est distribuée, pour moitié, sous forme de dividendes. Voir *Economic Survey of Asia and the Far East 1953*, p. 63, 1954 et B. Datta *The Economics of Industrialization*, p. 229, Calcutta, 1952. Des calculs plus récents indiquent que le réinvestissement des profits ne dépasse pas 25 à 30 % de ceux-ci.

[54] *Measures for the Economic Development of Underdeveloped Countries*, paragraphe 37, édité par les Nations unies, 1951.

ponsabilités en matière de politique économique, ce gouvernement renonce à la chance historique qui lui était offerte, à savoir la possibilité de transformer par une voie pacifique un grand pays où règnent la misère et l'oppression en une démocratie socialiste effectuant de rapides progrès. Car le développement économique et social — tel un aéroplane — doit évoluer à une vitesse minimum élevée pour avancer. Si les rythmes de croissance ne sont pas atteints, il est à craindre que les forces réactionnaires ne parviennent une fois de plus à détourner le « désastre » et à bloquer — même temporairement — le seul processus qui pouvait faire émerger le pays de l'exploitation, de l'oppression et de la stagnation. Ces forces peuvent fort bien utiliser l'exaspération ou la désillusion des masses populaires à l'égard d'une phraséologie socialisante creuse, pour organiser le renversement du gouvernement par des éléments fascistes et instaurer un régime dictatorial qui pourrait réinstaller le règne du capitalisme à la ville comme à la campagne. Seul le développement historique pourra nous dire si l'histoire tortueuse de l'Inde lui fera subir une phase de fascisme ou si cette épreuve lui sera épargnée.

IV

Il existe, à l'analyse que nous venons de faire, trois corollaires. Tout d'abord, contrairement à ce qui est couramment avancé par les Occidentaux sur les pays sous-développés, le principal obstacle qui s'oppose à leur développement *n'est pas* l'insuffisance des capitaux, mais celle de ce que nous avons dénommé le *surplus économique effectif* investi dans des moyens de production accrus. Le *surplus économique potentiel* dont ces pays pourraient disposer pour un tel investissement est important partout. Certes, son volume absolu n'est pas considérable, si on le compare à celui des pays capitalistes avancés comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, bien que dans certains pays sous-développés il soit néanmoins fort important. Ce *surplus économique potentiel* dans les pays sous-développés est pourtant considérable s'il est envisagé par rapport à leur revenu national ; il peut leur permettre, sinon de connaître des accroissements absolus de production, au moins d'atteindre des *taux de croissance élevés*, et même très élevés. Il nous faut préciser ici qu'il ne s'agit pas de leur *surplus économique planifié* dont la réalisation, on s'en souvient, nécessite entre autres choses l'utilisation rationnelle des ressources inemployées existantes, mais simplement de leur *surplus économique potentiel*, c'est-à-dire ce dont cette économie pourrait disposer pour investir, étant donné la structure de la production nationale et l'utilisation actuelle des ressources. Dans une monographie non encore publiée, le Dr. Harry Oshima a établi avec beaucoup de soin des calculs relatifs à un certain nombre de pays, pour lesquels on dispose d'informations plus ou moins précises, qui donnent les résultats suivants : en Malaisie, dès 1947, le surplus économique potentiel représentait 33 % du produit

national brut, taudis que l'investissement brut représentait 10 % de ce même produit national brut. En ce qui concerne Ceylan (1951), ces mêmes taux étaient respectivement de 30 % et 10 % ; aux Philippines, (en 1948) de 25 % et de 9 % ; aux Indes, de 15 % et 5 % ; en Thaïlande de 32 % et de 6 %. Au Mexique, entre 1940 et 1950, le rapport des profits au produit national net est passé de 28,6 % à 41,4 %[55]. En Rhodésie du Nord, (en 1949), les revenus de la propriété (les revenus des entreprises non constituées en société étant exclus), s'élevèrent à 42,9 % ; au Chili (en 1948) à 26,1 % : au Pérou (en 1947) à 24,1 %[56].

Il n'est pas nécessaire d'ajouter quoi que soit à ce qui a déjà été dit de la surabondance — au sens le plus littéral du terme — du *surplus économique potentiel* dans les pays producteurs de pétrole. En ce qui concerne les pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, Rosenstein-Rodan et Mandelbaum s'accordent à évaluer — et nous savons qu'ils ont établi des sous-estimations — leur capacité à investir à 15 % de leur revenu national[57].

Le principal obstacle qui s'oppose à une croissance économique dans les pays sous-développés est en général leur mode d'utilisation du surplus économique potentiel : celui-ci est absorbé par diverses formes de consommation excédentaire des classes au pouvoir[58], par un accroissement de la thésaurisation dans les réserves nationales ou internationales, par l'entretien d'appareils bureaucratiques improductifs extrêmement lourds et d'une armée permanente qui coûte encore plus cher et qui n'est pas moins importante[59].

---

[55] A. Strumthal, *Economic Development, Income Distribution and Capital Formation in Mexico*, p. 187, Journal of Political Economy, juin 1955.

[56] *National Income and its Distribution in Under-Developed Countries*, p. 17, Nations unies, 1951.

[57] P. N. Rosenstein-Rodan, *The Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe*, Economic Journal, juin-septembre 1943, et K. Mandelbaum, *The Industrialization of Backward Areas*, p. 34, Oxford, 1945.

[58] Ceci évidemment est tout à fait différent d'un « accroissement de la tension et de l'impatience, qui ont pour effet un déplacement vers le haut de la fonction de consommation et qui constituent un obstacle à l'épargne », phénomène qui est attribué par le Professeur Nurske à l'action de « l'effet de démonstration » des niveaux de vie plus élevés dans les pays de capitalisme avancé. Face à la famine généralisée qui frappe l'écrasante majorité de la population des pays sous-développés, et face au gaspillage et à l'extravagance qui caractérisent la classe capitaliste et qui sont visibles à l'œil nu, il semble quelque peu étrange d' « hésiter », comme le fait le Professeur Nurske, « à établir sur cette base des distinctions de classe » et de parler d'une quelconque propension « nationale » à consommer. *Problems of Capital Formation in Under-Developed Countries*, pp. 65, 68, 95, Oxford, 1953.

[59] La nature des données statistiques rassemblées et diffusées par les gouvernements des pays sous-développés est telle — et ce n'est guère étonnant — qu'il est extrêmement difficile de mesurer effectivement ces quantités. L'étude précitée du Dr. Oshima tente — pour la première fois à ma connaissance — de remédier au moins partiellement à cela, pour les pays où les données sont suffisantes au départ.

Une part importante de ce *surplus économique potentiel* — dont on connaît mieux les caractéristiques et notamment le volume — échappe donc à l'économie nationale des pays sous-développés, parce qu'elle leur est soustraite par le capital étranger. Il est bien connu que les profits tirés de l'exploitation des pays sous-développés par les capitalistes étrangers sont extrêmement élevés et généralement supérieurs aux rendements tirés des investissements dans les pays capitalistes eux-mêmes. Une étude récemment publiée, d'un grand intérêt, permet d'établir en partie l'importance des profits tirés par les britanniques de leurs activités dans les pays sous-développés[60].

L'étude cite de très nombreux cas où des entreprises ont, sur des périodes supérieures à 40 ans, des profits de 50 % ou plus, par an ; de plus, « les faits examinés peuvent être ainsi résumés : 1) Sur plus de 120 sociétés... dont on a présenté en plusieurs tableaux l'évolution des dividendes, seules 10 d'entre elles ne sont pas parvenues à toucher des rendements annuels de 10 % au cours de périodes d'une ou plusieurs décennies, sur la valeur nominale de leurs actions ordinaires et seulement dix-sept d'entre elles ne sont pas parvenues au cours de leurs cinq années les plus prospères, à payer un volume total de dividendes au moins égal à la valeur de leur capital ; 2) Soixante-dix sociétés ont, sur leurs cinq meilleures années, payé un volume de dividendes équivalant à deux fois la valeur de leur capital et... plus d'un quart du groupe a récupéré intégralement son capital en une seule année, ou même parfois moins ; 3) Les bénéfices enregistrés pour la période 1945-1950 semblent indiquer que les années de dividendes surabondants (« *luxuriants* ») n'ont pas disparu ».

Une comparaison portant sur les dividendes payés par (1) les sociétés hollandaises implantées aux Pays-Bas et sur ceux payés (2) par les sociétés hollandaises ayant principalement une action aux Indes Orientales Néerlandaises par l'intermédiaire de filiales ou de sociétés annexes, n'est pas moins intéressante à analyser[61] :

De la même manière, les investissements belges au Congo belge ont également donné lieu à des profits qui ont excédé de beaucoup ceux des sociétés belges opérant en Belgique même. « Les profits nets des sociétés implantées au Congo belge s'élevaient en moyenne à 16,2 % de leur capital en actions et réserves diverses, au cours de la période des années 1947-1952, contre 7,2 % pour les sociétés implantées en Belgique »[62].

---

[60] J. F. Rippy : *Background for Point Four : Samples of Profitable British Investments in Under-Developed Countries*, in Journal of Business of the University of Chicago, avril 1953.

[61] J. Tinbergen et J. J. J. Dalmuder, *De Nederlandsche Konjonktuur*, août 1939, p. 122, cité par Erich Schiff dans son ouvrage *Direct Investments, Terms of Trade, and Balance of Payments*, p. 310, Quaterly Journal of Economics, février 1942.

[62] *The International Flow of Private Capital, 1946-1952*, p. 26, Nations Unies, 1954.

Année	Dividendes du groupe 1 en pourcentage	Dividendes du groupe 2 en pourcentage
1922	4,8	10,0
1923	4,2	15,7
1924	4,5	22,5
1925	5,0	27,1
1926	5,2	25,3
1927	5,6	24,8
1928	5,6	22,2
1929	5,4	16,3
1930	4,9	7,1
1931	2,2	3,0
1932	2,1	2,5
1933	2,2	2,7
1934	2,1	3,3
1935	2,0	3,9
1936	3,3	6,7
1937	4,5	10,3

Le même phénomène se reproduit en ce qui concerne le cas des entreprises américaines[63].

Années	Rapport des bénéfices a la valeur comptable dans les pays sous-développés en %	Rapport des bénéfices a la valeur comptable aux Etats-Unis en %
1945	11,5	7,7
1946	14,3	9,1
1947	18,1	12,0
1948	19,8	13,8

Ainsi, en 1949, les revenus de l'investissement par rapport aux revenus globaux tirés par les pays sous-développés des sociétés étrangères s'élevaient à 5 % pour l'Inde, 8,5 % pour l'Indonésie, 6,5 % pour l'Egypte, 10 % pour le Mexique, 8,6 % pour le Brésil, 17,1 % pour le Chili, 17,7 % pour la Bolivie 34,3 % pour la Rhodésie du Nord, et 53,1 % pour l'Iran — si l'on ne cite que les pays les plus importants[64].

---

[63] H. J. Dernburg, *Prospects for Long Term Foreign Investments*, p. 44, in Harvard Business Review, juillet 1950. Un calcul approximatif, basé sur les données communiquées par S. Pizer et F. Outler dans *International Investments and Earnings* in Survey of Current Business, août 1955, permet de conclure que cet écart n'a fait que s'accroître depuis 1949.

[64] D. Finch, *Investment Services of Underdeveloped Countries* in International Monetary Fund, Staff Papers, septembre 1951, p. 84. Il faut noter que dans un certain nombre de pays ces pourcentages étaient considérablement moins élevés

La situation est certainement la plus scandaleuse — si l'on excepte les pays producteurs de pétrole — dans l'Empire britannique. Les gouvernements « paternalistes » britanniques (qu'ils soient travaillistes ou conservateurs) ont, pendant toute la période de l'après-guerre, fait *supporter* à ces zones, dont les populations sont incontestablement les plus misérables du monde et qui ont les revenus par tête les plus bas, le coût de l'élévation effective des niveaux de vie en Grande-Bretagne. Entre 1945 et 1951, les colonies furent contraintes d'accumuler un solde d'un milliard de livres sterling. Puisque cela représente la différence entre les recettes extérieures des colonies et leurs paiements au profit d'autres pays, ce milliard de livres sterling représente tout simplement *l'exportation* par la colonie, de capitaux vers la Grande-Bretagne !

On peut reprendre les termes extrêmement nuancés de l'auteur de l'excellente étude dont nous tirons ces données : « L'investissement d'un milliard de livres sterling effectué par les colonies en Grande-Bretagne ne s'accorde guère aux idées généralement admises concernant la direction souhaitable des mouvements de capitaux entre pays se trouvant à des niveaux différents de développement économique. On croit généralement que la politique coloniale de la Grande-Bretagne s'est accompagnée d'une grande générosité financière. Les besoins des colonies étaient tellement importants « que le contribuable britannique est venu apporter son secours ». On pense souvent que la Grande-Bretagne, depuis la guerre, a fourni d'importantes sommes d'argent pour aider et soutenir les colonies. L'un des buts que s'est assignée cette étude a été de confronter « l'ordre des idées à l'ordre des choses »[65].

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'importance des conséquences de ces paiements à l'étranger sur le développement économique des pays sous-développés n'est pas suffisamment mise en lumière par le simple énoncé du rapport existant entre le revenu national de ce pays et la part qui en est exportée. La signification primordiale de ces transferts de capitaux apparaît seulement lorsqu'on saisit qu'il s'agit-là d'une partie du *surplus économique* des pays sous-développés qui est purement et simplement supprimée. Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que « de nombreux pays sous-développés trouvent ce capital trop cher »[66] — surtout lorsqu'ils se rendent compte du caractère négligeable de la contribution (quand elle existe) du capital étranger à la croissance des pays sous-développés.

Une autre idée circule, voisine de la fausse conception selon laquelle ce serait l'insuffisance de capitaux qui empêcherait le développement économique dans les pays sous-développés, pour laquelle ce serait la détérioration des termes de l'échange dans les zones productrices de matières premières, qui aurait retardé considérablement leur croissance économique[67].

Bien que l'on ne puisse nier la réalité de cette tendance — et qu'un certain nombre de doutes aient été émis sur la validité de ce point de repère[68] — on ne peut cependant en déduire la validité de la conclusion qu'elle implique par rapport au développement économique des pays sous-développés. A cela, il y a deux raisons : tout d'abord, pour de nombreux pays, la référence aux « termes de l'échange » n'a pas une grande signification. Nous avons remarqué antérieurement que les compagnies pétrolières par exemple peuvent manipuler leurs profits et donc les prix F.O.B. (Free of Board) de leurs produits, afin de réduire au minimum le volume des « royalties » qu'ils doivent verser aux gouvernements des pays sous-développés. Ce qui est vrai pour les compagnies pétrolières, l'est à plus forte raison pour les autres sociétés produisant des matières premières et diverses autres sociétés exportatrices étrangères. Un grand nombre de ces trusts sont très importants, possèdent leurs propres réseaux de transformation et de commercialisation de produits — généralement à l'étranger —, et sont étroitement liés à des entreprises qui leur fournissent les moyens de transport adaptés. Dans ces conditions, le prix F.O.B. des matières premières exportées par les pays sous-développés est déterminé en fonction d'un nombre important de facteurs multiples et complexes, qui font entrer en ligne de compte aussi bien les systèmes d'impôts nationaux, les accords entre les gouvernements et les compagnies en matière de « royalties », que les accords financiers inter-trusts (les trusts individuels gardant la possibilité d'allouer une partie de leurs profits à l'une ou l'autre de leurs filiales). Ainsi, en fonction de ce qui est avantageux pour les compagnies étrangères, à un moment donné, il existera indifféremment des prix élevés ou des prix bas

en 1949 qu'ils ne l'étaient avant la seconde guerre mondiale. Ceci est dû au contrôle des changes qui a été institué dans un certain nombre de pays et qui a empêché les revenus de l'investissement de s'expatrier. Il est impossible de déterminer quel sera le volume de ces sommes ainsi bloquées qui sera réinvesti et quel volume sera investi au dehors, dès que ce sera possible.

[65] A. D. Hazlewood, *Colonial External Finance since the War*, pp. 49 et sqq, Review of Economic Studies, décembre 1953. La première citation utilisée par M. Hazlewood est extraite d'un document gouvernemental officiel *Introducing the Colonies*, p. 58, 1949.

[66] *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*, paragraphe 225, 1951.

[67] « Les données statistiques disponibles semblent indiquer qu'entre la fin du XIXe siècle et la veille de la Seconde Guerre mondiale. — soit une période de plus de cinquante ans — il a existé un *trend* séculaire descendant pour les prix des matières premières, relativement aux prix des biens manufacturés. En moyenne, une quantité déterminée de matières premières lorsqu'elle était exportée, ne permettait d'acheter, en fin de période, que 60 % de la quantité de biens manufacturés qu'elle permettait d'acquérir au début de la période ». *Relative Prices of Exports and Imports of Under-Developed Countries*, p. 7, éd. Nations Unies, 1949. H. W. Singer a particulièrement mis l'accent sur ce point dans son ouvrage *The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries* in American Economic Review, mai 1950, notamment à partir de la p. 477.

[68] A. N. Mc Leod, *Trade and Investment in Underdeveloped Areas : a Comment*, American Economic Review, juin 1951 ; consulter également H. W. Singer, *Reply*, dans le même numéro.

(c'est-à-dire des profits élevés ou des profits peu élevés) ; ceci est le cas pour les sociétés productrices de matières premières, les entreprises de transformation et les sociétés de navigation — qui d'ailleurs peuvent parfaitement être toutes contrôlées par les mêmes intérêts de propriété[69].

Ceci nous conduit au second aspect, certainement plus important, du problème : pour la plupart des pays sous-développés exportant des matières premières — surtout pour ceux où la production et l'exportation sont exclusivement menées par les entreprises étrangères — les variations des termes de l'échange, dans la mesure où elles dépendent de la variation des prix des matières premières et non de la variation des prix des biens importés *ne changent pas fondamentalement les choses.* Certes, des prix F.O.B. plus élevés pour les matières premières exportées peuvent, dans une certaine mesure accroître le pouvoir de négociation de la main-d'œuvre autochtone. ou des producteurs agricoles locaux, dans leurs relations avec la société productrice ou exportatrice. De la même manière, des prix F.O.B. plus faibles peuvent très bien donner lieu à des fermetures d'usines, à un taux d'activité plus faible, et à un sous-emploi accru. Comme nous le disions plus haut cependant, la nature même des économies produisant des matières premièrees est telle, que d'une manière générale, l'élasticité de l'offre est relativement faible, et que les variations intervenant au niveau de la demande, affectent essentiellement le niveau des prix et des *profits.* On n'insistera jamais assez sur le fait que le rapport qui s'établit entre l'importance du volume global des profits et le bien-être des populations des pays sous-développés, ou du développement économique de ces pays, dépend entièrement de la nature des bénéficiaires de ces produits et de l'usage qu'ils en font[70].

Une réduction des profits peut avoir comme conséquence un volume moins important de dividendes payés à l'étranger, ce qui peut nuire aux actionnaires des pays capitalistes ou même détruire l'équilibre de la balance des paiements des pays qui sont ainsi touchés ; mais une telle situation peut très bien ne pas avoir de conséquences majeures sur l'économie de la zone productrice de matières premières exportées. Inversement, une hausse des profits touchés par les entreprises étrangères exploitant les matières premières des pays sous-développés peut avoir pour résultat un volume plus élevé des dividendes versés, ou un investissement additionnel dont l'objectif serait d'accroître la production des matières premières ; mais cela non plus n'a guère d'effets sur l'évolution des zones sous-développées. En fait, puisqu'une augmentation du prix des matière premières et un gonflement correspondant des profits permettent un accroissement du capital étranger, les prix plus élevés à l'exportation n'engendrent pas une plus grande capacité des pays sous-développés à importer des biens étrangers, mais bien une expansion de leurs exportations « non payées en retour ». Comme le dit le Dr. Schiff, qui fut le premier — à ma connaissance — à mettre l'accent sur ce point : « Que des fonds additionnels soient, du fait d'un accroissement des exportations, et donc d'un accroissement net et brut des profits, drainés hors du pays, signifie que le monde extérieur, en intensifiant sa demande des biens qu'exporte ce pays sous-dévelopés, s'assure la disposition d'une partie des moyens qui lui serviront à payer les biens additionnels qu'il achètera. En fin de compte, il n'est donc pas nécessaire que le monde extérieur fasse parvenir aux pays sous-développés des biens et services additionnels qui équivaudront à la quantité totale de biens additionnels acquis dans ce pays. Dans une certaine mesure, le système se finance lui-même »[71]. Il faut ajouter de plus que les profits accrus sont touchés par les marchands de gros et exportateurs locaux et que ce qu'*eux* en font, du point de vue de l'utilisation économique, est décisif en ce qui concerne l'effet d'une amélioration des termes de l'échange sur la vie économique du pays bénéficiaire[72].

[69] L'existence d'un contrôle des devises, par exemple, fournit un stimulant non négligeable qui pousse les compagnies à sous-estimer les profits gagnés dans les pays sous-développés, en les transférant sur les branches d'industrie que la compagnie exploite dans le pays capitaliste. Il est inutile de préciser que dans ces conditions, une telle politique a déformé d'une manière un peu particulière les termes de l'échange dans un pays comme le Guatémala.

[70] On insiste également sur ce point, bien que dans un cadre de référence différent, dans l'article fondamental de H. Myint, *The Gains from International Trade and the Backward Countries*, pp. 129 et sq., Reviews of Economic Studies, 1954-1955, n° 58.

V

Le *second* corollaire se rapporte à une autre idée fallacieuse qui traîne dans les écrits économiques contemporains, qui ne tarissent pas de disserter sur les causes du retard des pays sous-développés ; celle-

[71] *Direct Investments, Terms of Trade, and Balance of Payments*, p. 310, Quarterly Journal of Economics, février 1952.

[72] Ainsi, tandis que l'évolutiou des prix du pétrole peut être suivie avec une certaine sérénité par les populations d'Arabie Séoudite ou d'Iran, il semble au contraire que le « boom » des années d'après-guerre, qui a affecté la production de diverses matières premières et biens alimentaires produits par un certain nombre de pays latino-américains, n'ait guère eu de répercussions sur la vie des peuples de ces pays ou sur la rapidité du développement économique qu'ils ont connue. Il faut garder à l'esprit que les statistiques relatives à l'évolution du revenu national ne sont guère utilisables dans ce cas, car une augmentation du prix à l'exportation des matières premières se manifestera simplement par un accroissement du revenu national, sans qu'il soit possible de déterminer si cet accroissement est dû à une augmentation des salaires de la population laborieuse ou à un accroissement des profits touchés par le capital étranger. C'est pourquoi, si l'on s'en tient aux statistiques officielles relatives à l'évolution du revenu national, le Venezuela a un revenu par tête équivalant à celui que connaissent par exemple la France, la Belgique, ou les Pays-Bas ! Voir à ce sujet : *National Income and its Distribution in Under Developed Countries*, p. 3, Nations Unies, 1951.

ci se référerait à l'action de « forces éternelles » ou, au contraire, à toute une série de considérations éclectiques et creuses. Ces considérations portent, par exemple sur l'absence, dans les pays sous-développés, de « l'esprit d'entreprise », qui ne peut s'étendre que grâce à une croissance des pays capitalistes occidentaux. S'inspirant des œuvres de Weber et de Schumpeter — bien que ces deux auteurs n'aient jamais écrit de telles planitudes — ces économistes insistent sur le rôle primordial qu'a joué, dans la promotion du progrès économique, « l'entrepreneur créateur ». C'est ainsi que le Professeur Yale Brozen estime que « pour que se réalisent des progrès économiques efficaces, c'est-à-dire l'on développe et utilise des techniques susceptibles d'élever à la fois la productivité et le revenu, il est nécessaire qu'existe un nombre suffisamment important d'entrepreneurs acceptant de prendre le risque d'innover, qui seront réfrénés ou, au contraire stimulés, par le libre jeu des forces s'exerçant sur le marché »[73]. Le Professeur Moses Abramovitz, à son tour, estime qu'une grande partie des causes pouvant expliquer les différences de niveau de l'investissement existant entre les pays sous-développés et les pays développés, entre les différents pays avancés eux-mêmes, ou enfin entre les différents stades de progression au sein d'un même pays, dépend du nombre et de l'étendue de leurs activités[74]. Le Professeur Arthur Cole va même jusqu'à dire qu'« étudier l'entrepreneur revient à étudier le pivot central de l'économie moderne et de l'économie politique »[75].

L'ennui de cette théorie, qui place l'entrepreneur au centre du développement économique, est soit qu'elle se borne à une tautologie, soit qu'elle est totalement erronée. Si l'on veut donner une interprétation du premier aspect qui fasse preuve d'une certaine clémence, on peut dire que cette théorie se réduit à la constatation suivante : en l'absence d'un capitalisme industriel, il n'existe pas de capitalistes industriel, il n'existe pas de capitalistes industriels et vice-versa. Ceci est incontestablement vrai, mais n'offre pas un très grand intérêt en soi. Car, en effet, il a toujours existé, dans tous les coins du monde et à toutes les époques historiques, des hommes ambitieux, dans foi, ni loi, qui ont pu (et qui en avaient la volonté) « innover », se mettre en avant, s'emparer du pouvoir et exercer l'autorité. A certaines époques et en des lieux déterminés, cette « élite » a donné naissance à des chefs de tribus, à d'autres, à des chevaliers, des courtisans, des dignitaires ecclésiastiques, tandis qu'à un certain stade de développement historique, elle s'est transformée en un groupe se composant de rois du négoce, d'aventuriers de toutes sortes, d'explorateurs, et de pion-

[73] « Entrepreneurship and Technological Change » dans l'ouvrage de H. F. Williamson et J. A. Buttrick (éditeurs), *Economic Development Principles and Patterns*, p. 224, New York, 1954.

[74] *Economics of Growth* in B. F. Haley (éditeur), *A Survey of Contemporary Economics*, vol. II, p. 158, Homewood, Illinois, 1952.

[75] « An Approach to the Stndy of Entrepreneurship » in F. C. Lane et J. C. Riemersma (éditeurs), *Entreprise and Secular Change*, p. 187, Homewood, Illinois, 1953.

niers de la science. Finalement, au cours du stade actuel de développement historique — à l'époque du capitalisme moderne — cette « élite » s'est transformée en un groupe de capitalistes industriels, organisant la production industrielle, ou maîtrisant l'évolution des processus financiers, pour parvenir à réaliser l'accumulation d'importantes concentrations de capital, dont ils possèdent le contrôle. Il ne s'agit donc pas de l'apparition soudaine d'hommes de génie — ceux-ci ont existé en tous temps — mais du fait que, dans un certain environnement de données historiques, ces hommes ont utilisé leur « génie » à la réalisation d'une accumulation du capital et on trouvé que le meilleur moyen, pour ce faire, était d'investir dans les entreprises industrielles. La théorie de l'importance stratégique de l'entrepreneur individuel perd tout intérêt dans la mesure où elle n'adopte pas cette démarche et où elle invoque au contraire une argumentation faisant appel à un *deus ex machina*. Mais, celui qui se penche actuellement sur l'histoire de l'entreprise et de la fonction de l'entrepreneur, « lorsqu'il traite d'une relation économique dont il ignore la genèse historique, trouve plus facile d'expliquer son émergence en termes d'une philosophie de l'histoire et il a recours pour ce à la mythologie d'Adam ou de Prométhée. Rien n'est plus ennuyeux et stérile que ce genre de *locus communis* fantaisiste »[76].

Puisqu'une explication sociologique ou historique de l'insuffisance de l'esprit d'entreprise n'est même pas fournie par la littérature économique (qui pourtant attribue à l'absence de ce « facteur de production », le retard économique des pays sous-développés), on peut présumer que ce que cherchent à élaborer ces auteurs est moins une théorie générale du développement que la constatation d'un fait spécifique que l'on peut observer dans les pays sous-développés.

Il s'agit sans doute de l'absence des caractéristiques constitutives de l'entrepreneur individuel lorsqu'on envisage la population des zones sous-développées. Ce manque est sans doute dû à des causes biologiques ou psychologiques particulières à ces nations peu privilégiées. Il est inutile de perdre beaucoup de temps à réfuter ces affirmations, dont les implications racistes doivent échapper même aux défenseurs les plus acharnés de cette théorie selon laquelle l'apport spécifique des Anglo-Saxons, serait cet entrepreneur courageux, plein d'imagination, acceptant les risques de l'investissement et les exigences de l'ascétisme et de la frugalité ; en effet l'insuffisance des qualités caractéristiques de l'activité des entrepreneurs individuels n'existe nulle part, sauf dans les exposés des économistes occidentaux. Car, on peut bien dire — même si cela paraît un peu brutal — qu'il existe, au contraire, une surabondance de ces qualités dans les pays sous-développés. Que l'on envisage le cas de l'Inde, du Moyen-Orient, des pays

[76] Marx, *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, p. 6, Rohentwurf, Berlin, 1953.

latino-américains ou des pays sous-développés d'Europe comme la Grèce et le Portugal, il existe dans tous ces pays de nombreux entrepreneurs, ayant toutes les caractéristiques des entrepreneurs capitalistes occidentaux, et qui cherchent, comme eux, à tirer le maximum de profits et de bénéfices de la structure économique existante. Ce problème est similaire à celui du *surplus économique* dans les pays sous-développés. Il ne s'agit pas là encore d'une insuffisance quantitative de ces caractéristiques, mais bien de l'usage qui en est fait, dans les conditions économiques et sociales existantes. Nous pouvons citer ici ce qu'écrit un observateur éminent : « Tandis que l'Asie ne manque nullement d'une classe d'entrepreneurs individuels, leurs efforts tendent à se concentrer au niveau des activités de distribution, telles que l'exportation, la spéculation foncière et l'usure »[77]. Et ceci est valable pour pratiquement tous les pays du monde sous-développés[78].

VI

Mais, comme le dit un proverbe russe, ce ne sont là que les fleurs, il reste les fruits. En effet, les efforts les plus poussés de la pensée économique bourgeoise, pour attribuer le retard économique et social des pays sous-développés à des facteurs qui semblent indépendants de leurs régimes socio-économiques, sont effectués en ce qui concerne la théorie de la population ; il existe à ce sujet une abondante littérature relative aux pays sous-développés. Dans ce domaine, le découragement et le pessimisme font fureur : on doute de la possibilité d'améliorer la situation de ces masses innombrables d'hommes dans les pays sous-développés. L'accroissement continuel, et peut-être accéléré, de la population résultant d'un taux élevé (et croissant) de la

[77] E. S. Mason, *Promoting Economic Development*, p. 46, Claremont, California, 1955.

[78] Le problème peut particulièrement bien être délimité si l'on envisage le cas du Portugal. Là, « la classe possédant d'importants capitaux préfère nettement les garder en argent liquide ou les utiliser à acquérir des terres ou des terrains... Quelques membres de cette classe ne parviennent à se mettre en mouvement et à agir seulement lorsqu'existe la menace pour eux de voir une entreprise portugaise plus vigoureuse tenter de se faire une place dans un secteur de production où ils occupaient une situation de monopole. » « Portugal » in *The Economist* (17 avril 1954). On peut penser qu'une fois « mis en mouvement » de cette manière, ils déploieront tous leurs talents d'entrepreneurs qui leur ont permis, jadis, d'accumuler leur capital et d'établir leurs positions de monopoles. C'est l'existence de ces conditions monopolistes, ainsi que celle de toutes les autres conditions que nous avons antérieurement évoquées, qui peuvent fournir l'explication de la lenteur, ou de l'absence, de la croissance économique dans les pays sous-développés. Alors que les spéculations stériles relatives à la « léthargie inhérente », à « la préférence pour les entreprises familiales », et au « manque d'esprit d'initiative », soit-disant caractéristiques des capitalistes des pays sous-développés, ne nous mènent pas très loin dans la compréhension de la réalité de ces pays.

natalité et d'un taux décroissant de mortalité (grâce aux progrès de la médecine et de l'hygiène) est considérée comme un obstacle qui s'oppose effectivement à un accroissement rapide des revenus par tête dans ces pays. L'hypothèque que fait peser cette menace malthusienne, assombrit considérablement l'avenir des peuples des zones sous-développées ; la seule lueur d'espoir existant pour eux, serait leur volonté délibérée de restreindre la croissance de leur population. Des économistes universitaires expriment ce pessimisme dans les termes mesurés qui conviennent aux écrits académiques : « Si les taux de natalité ne peuvent être abaissés à peu près au niveau des taux de mortalité, non seulement il n'y aura pas d'accroissement des revenus par tête, mais encore il se pourrait bien que l'on assiste à une contraction de ces revenus »[79]. Des auteurs plus populaires, s'adressant à un public plus large, emploient un langage beaucoup plus coloré : « Jamais, au cours de l'histoire », s'exclame l'un des plus réputés d'entre eux, « autant de millions d'hommes n'ont été aussi près du bord du précipice, prêts à y tomber ». Ceci est dû au fait que « les courbes de la population et des moyens de subsistance s'écartent de plus en plus l'une de l'autre. Plus elles sont éloignées, plus il est difficile de les rapprocher »[80]. Un autre auteur, dont l'ouvrage est préfacé par Julian Huxley, lance un avertissement : « Bientôt se produira l'inévitable, le nombre des habitants de la terre sera trop important... par rapport à la production mondiale de biens alimentaires »[81].

En effet, s'il n'est pas mis fin à la « copulation sans contrainte » de « millions d'êtres libérés », aucune des conditions existant dans les pays sous-développés ne pourra être transformée : « à moins que ne soient réduits les accroissements de la population, il n'y a plus pour nous qu'à abandonner la lutte »[82].

Il est certain qu'il s'agit là d'une manière de parler. Puisque ceux qui s'arrêteront effectivement de lutter, seront les peuples affamés et misérables des pays sous-développés. « Ils feraient bien de se débarrasser de ces idées qui amènent à écrire ou à accepter des textes comme le *Manifeste Communiste* ou la *Charte atlantique*, qui trompent les hommes en leur faisant croire qu'il existe des solutions politiques et ou économiques à des problèmes qui sont d'ordre politique, économique, géographique, psychologique, génétique, physiologique, etc. ».

Cette liste terrifiante de facteurs engendrant le sous-développement économique et social, sert sans doute à inculquer la plus grande prudence aux peuples des pays sous-développés, lorsqu'ils envisage-

[79] E. S. Mason, *Promoting Economic Development*, p. 53, Claremont, California, 1955.

[80] W. Vogt, *Road to Survival*, pp. 265 et 287, New York, 1948. Cet ouvrage a été lancé grâce à une introduction de M. Bernand M. Baruch.

[81] R. C. Cook, *Human Fertility : The Modern Dilemna*, p. 322, New York, 1957.

[82] Vogt, *op. cit.*, p. 279.

ront le problème de la misère — et a fortiori lorsqu'ils tenteront d'entreprendre quelque chose pour y remédier. « Notre éducation doit être entièrement remaniée sur ce point : toute l'histoire de notre existence dans un environnement donné, est complètement *assujettie* aux lois physiques, comme l'est une balle que nous laisserions tomber de nos mains »[83].

Bien qu'il « soit, bien entendu, beaucoup plus commode pour les classes dirigeantes et beaucoup plus conforme à leurs intérêts... d'expliquer... la « surpopulation » par les lois éternelles de la nature, plutôt que de se référer aux lois historiques de la production capitaliste »[43], cette « explication » n'a pas plus de valeur scientifique de nos jours qu'elle n'en avait au temps de Malthus, car les faits scientifiques sont totalement différents de ce que voudraient nous faire croire les néo-malthusiens. Pour n'en citer que quelques-uns, très rapidement, on peut dire tout d'abord, qu'il *n'est pas* vrai que les niveaux de vie extrêmement bas, la famine et les épidémies existent nécessairement là où la densité de la population est la plus forte et où les taux d'accroissement de celle-ci sont les plus élevés. Le Professeur Grundfest a établi ce tableau des densités de population dans certains pays « pauvres » (arriérés) et certains pays « riches » (développés) ; les chiffres ont été arrondis à l'unité supérieure.

« Pays pauvres »		« Pays riches »	
Surinam	4	Belgique	800
Bolivie	10	Angleterre et Pays de Galles	750
Congo Belge	13	Royaume-Uni	500
Colombie	26	Pays-Bas	610
Iran, Irak	30	Italie	400
Philippines	175	France	200
Indes	250	Ecosse	170
Martinique	615	Espagne	140

« Ces chiffres », dit-il, « établissent un certain nombre de faits :

a) Les pays « pauvres » le sont, indépendamment de la densité de leur population et en dépit de la possession de ressources abondantes dans l'agriculture et ou de matières premières.

b) Les colonies ont des densités de population très inférieures à celles de leurs métropoles et des ressources très supérieures (exemple : Surinam et le Congo belge) ; elles sont pourtant toujours plus pauvres.

[83] *Ibid.* pp. 53 et 286.
[84] Marx, *Le Capital*, volume I.

c) Il n'existe aucune corrélation entre la densité de la population et les niveaux de vie des pays « riches » ; en effet si l'on classe les pays selon les niveaux de vie, on obtient le classement suivant : Angleterre, Ecosse, France, Pays-Bas, Italie et (très loin derrière) l'Espagne, pays le moins peuplé.

d) Il existe pourtant une corrélation directe entre les niveaux de vie et le degré d'industrialisation...

e) Tous les pays « pauvres » ont en commun une même caractéristique : ils sont industriellement sous-développés et leurs ressources sont exploitées pour le bénéfice du marché mondial (capitaliste) »[85]. Les deux dernières conclusions — qui se rapportent au degré d'industrialisation (et non à la densité de la population) en tant que déterminant principal des revenus par tête — sont pleinement corroborées par les données relatives au rapport entre l'énergie consommée par les pays et leur produit national[86].

Pays	Consommation d'énergie par tête d'habitant (équivalent en millions de tonnes de houille)	Produit national par tête d'habitant (en dollars U.S.)
Etats-Unis	16.000	1.870
Canada	15.600	970
Grande-Bretagne	9.500	954
Belgique	7.770	582
Suède	7.175	780
Allemagne fédérale	5.785	604
France	4.755	764
Suisse	4.685	849
Pologne	4.600	300
Hongrie	2.155	269
Japon	1.670	100
Italie	1.385	394
Portugal	570	250
Turquie	570	125
Inde	155	57
Birmanie	45	36

[85] « Malthusianim » in *Monthly Review* (décembre 1951), p. 251.
[86] Ces chiffres se rapportent à l'année 1950 et furent établis à partir de données contenues dans l'ouvrage de J. F. Dewhurst et ses collaborateurs, *American Needs and Ressources*, p. 1099, New York, 1955 et dans l'ouvrage de M. Gilbert et I. B. Kravis, *An International Comparison of Natural Products and the Purchasing Power of Currencies*, p. 30, Paris, s.d. Il est évident que les estimations de revenus par tête d'habitant sont toujors quelque peu incertaines. Les estimations pour la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie, sont basées sur une étude de l'évolution des prix relatifs. Les autres ont été établies à partir des données de ces pays, la valeur en dollars américains étant calculée d'après le taux de change officiel. On peut cependant se faire, grâce à ces données, une idée au moins approximative de la position *relative* des pays les uns à l'égard des autres.

S'il est absurde de prétendre que la pauvreté d'un pays est déterminée par son état de surpeuplement, il est non moins absurde de l'attribuer à une impossibilité (qui tiendrait à des facteurs « physiques ») de fournir suffisamment de nourriture pour une population en croissance[87]. L'absurdité d'un tel point de vue apparaît pleinement lorsque l'on se penche sur les œuvres des prophètes de la fin du monde, qui établissent des calculs dignes des romans de science-fiction, relatifs à l'an 2000. On peut se référer, pour contester ces allégations, à un excellent article du Dr C. Taeuber, directeur du département de statistiques de la F.A.O. des Nations Unies, il s'agit des conclusions tirées par des chercheurs de son département de leurs travaux sur ce sujet : « Il est possible de rendre cultivables plus de 500 millions d'hectares dans les zones tropicales, et plus de 150 millions d'hectares dans les zones non tropicales. Le niveau de la production qui pourrait être atteint par 1/2 hectare, s'élèverait, dans les zones tropicales, à celui déjà atteint aux Philippines, et dans les zones non tropicales, au niveau atteint par la Finlande. Dans ces conditions, si l'on ajoute à cette production supposée, celle déjà réalisée par les récoltes actuelles, cela fournirait suffisamment de biens alimentaires, de céréales, de racines de toutes sortes, de sucre, de matières grasses et d'huile, le total auquel on parviendrait, dans ces conditions, représenterait le double des objectifs actuellement pris en compte »[88]. Colin Clark va encore plus loin. Il croit — si l'on excepte les nouveaux territoires qui pourraient être rendus cultivables — qu'il pourrait être suffisamment produit si l'on établissait une organisation réellement scientifique de la production actuelle. « On peut s'attendre à ce que la population mondiale s'accroisse au rythme de 1 % par an, tandis que des progrès techniques dans l'agriculture peuvent permettre d'accroître la production par homme/année à un rythme équivalent à 1,5 % par an (ou même 2 % dans certains pays). Dès lors tout pessimisme malthusien n'est plus de mise — seuls les progrès de la science et de la technique peuvent résoudre les problèmes que pose l'accroissement de la population mondiale »[89].

Pour contester les calculs fantaisistes (à la Jules Verne) des

[87] Un rapport publié par la Fondation Rockfeller (« *Public Health and Demography in the Far East* ». 1950) prévoit, « qu'à plus ou moins longue échéance, la pression démographique croissante sur l'offre des biens alimentaires, mènera inévitablement à la réapparition des forces de la mort, que ce soit sous la forme d'une débilité généralisée des populations ou sous la forme d'une famine ou de la peste. » M. R. C. Cook se pose, pour sa part, des questions rhétoriques : « Même si la science pouvait découvrir un moyen de synthétiser, à partir de l'eau de mer, du pain et des biftecks, cela suffirait-il à nourrir une telle multitude d'hommes ? » *Human Fertility : The Modern Dilemna* (New York, 1951), p. 323.

[88] « Utilization of Human Ressources in Agriculture » *Milbank Memorial Fund Quarterly*, (janvier 1950), p. 74.

[88] « The Worl's Capacity to Feed and Clothe Itself » in *Way Ahead*, vol. II, n° 2 (La Haye, 1949), cité dans l'ouvrage de Josué de Castro, *Géographie de la faim.*

auteurs néo-malthusiens, il suffit de se référer à la monographie extrêmement lucide du Directeur de l'Institut de la Recherche en Matière d'Alimentation de l'Université de Stanford, le Professeur M. K. Bennet : « Personne ne devrait se laisser impressionner par les calculs établissant des rapports entre la terre cultivable et le volume de la population. Il s'agit là d'un exercice d'arithmétique formelle et stérile... L'évolution de la société peut toujours infirmer les calculs mathématiques les plus savants, puisque la société peut agir. L'arithmétique ne comporte aucun élément de prédiction, aucun élément de contrainte. Tous les efforts cherchant à calculer le nombre exact d'hommes qui pourraient être nourris par la production du globe sont également stériles et inintéressants... Ceux qui étudient ces problèmes avec sérieux tendent cependant à mener de plus en plus leurs études sectoriellement, par zones, à se fonder sur des données historiques observables et non sur des prophéties, à limiter enfin leurs travaux à des périodes de 10 ou 25 ans, pour ne pas tomber dans de vastes prévisions sur des évolutions séculaires. »[90] Un professeur britannique conclut une « étude des capacités productives de l'homme », fort intéressante en ces termes :

« Cette planète ne possède pas de ressources illimitées, mais elles suffisent à nourrir tous ceux qui sont susceptibles d'y vivre. Ce qui est peut-être plus important, c'est que les hommes sont parvenus à un stade de développement technologique, où ils peuvent non seulement produire des biens pour subsister, mais atteindre véritablement le stade de l'abondance. »[91]

C'est pourquoi, il est parfaitement insensé de parler d'une manière générale de la « surpopulation ». Pour que cette notion ait une quelconque signification, il faut préciser — de façon non équivoque — *par rapport* à quel facteur se mesure l'excédent de population. Une fois que cela a été clairement établi, on verra que dans de très rares pays (si même cela existe) la population est excédentaire par rapport aux *ressources naturelles* du pays. Ceci semble a priori vrai pour l'ensemble du monde. La surpopulation qui existe au stade de développement actuel se mauifeste par un excès de la population mondiale *par rapport à l'équipement productif et à l'infrastructure existant.* Comme le disait déjà si justement Engels : « La pression démographique ne s'exerce pas sur les moyens de subsistance, mais sur les possibilités d'*emploi* »[92].

[90] « Population Food and Economic Progress » *Rice Institute Pamphlet* (juillet 1952), p. 58.

[91] R. Britain, *Let there be bread*, p. 223, New York, 1952, John Boy Orr écrit dans l'introduction de ce livre passionnant: « Ce livre constitue le compte rendu le plus complet que je connaisse des possibilités de la science moderne pour créer un monde où règnera l'abondance. » On ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage, surtout à ceux qui ne sont pas totalement immunisés contre le virus néo-malthusien.

[92] Lettre à F. A. Lange, 29 mars 1865 ; dans *Correspondance choisie de Marx-Engels* (New York, 1934), p. 198.

Qu'il existe suffisamment de possibilités d'emploi ne dépend nullement de données naturelles, mais de *données sociales* qui ne peuvent être appréhendées et transformées qu'en tant que telles. Comme nous l'avons vu plus haut, l'écart qui sépare le *surplus économique effectif* investi pour accroître la richesse productive de l'humanité du *surplus économique potentiel* qui *pourrait* être utilisé à cette fin dans une société rationnellement organisée, est devenu tellement grand — aussi bien dans les pays capitalistes avancés que dans les pays sous-développés — qu'un accroissement considérable des moyens de production pourrait être réalisé dans de très brefs délais[93]. Comme l'écrit le Dr Taeuber : « Si l'on considère que cela est connu, le problème... demeure de savoir si les transformations nécessaires seront mises en œuvre au niveau des institutions économiques, sociales et politiques, pour qu'une amélioration réelle soit effectuée, là où cela est possible. »[94]

Ainsi ce qui a souvent été appelé « la course entre le volume de la population et l'offre des biens alimentaires » est simplement — si tant est qu'elle existe — une course entre le volume de la population et le développement économique[95]. Car le développement économique — et lui seul — peut résoudre les deux aspects du problème de la surpopulation. C'est le développement économique qui permet d'accroître l'offre des biens alimentaires en même temps qu'il permet de réduire la croissance démographique. Pour citer une fois de plus le Professeur Bennett : « D'une manière générale, je pense qu'on peut affirmer sans crainte, étant donné l'augmentation des niveaux de la consommation, que la tendance à long terme sera à l'abaissement des taux de natalité, à des mariages tardifs, à des familles peu nombreuses (notamment par l'utilisation rationnelle des méthodes contraceptives) ; lorsque les niveaux de consommation se seront suffisamment élevés, les taux de natalité pourront se stabiliser. »[96]

De plus, la croissance économique, en améliorant l'exercice de la médecine et en étendant considérablement la distribution des soins, tend à abaisser le taux de mortalité, notamment dans les pays sous-

[93] Il faut remarquer que les notions d'« insuffisance des ressources » et de « manque de capitaux » qui avaient une signification économique au stade concurrentiel du développement du capitalisme — c'est-à-dire à une époque où celui-ci constituait encore une force progressiste par rapport au stade précédent du féodalisme — perdirent toute valeur au stade du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme. Ces notions sont aussi vides de sens que le concept d'« allocations optimales des ressources » lorsque existent le sous-emploi et le gaspillage. Elles servent seulement à perpétuer une idéologie, où « la surpopulation », le sous-développement et la misère constituent les conséquences inévitables de l'action de lois éternelles de la nature, de « relations économiques immuables et éternelles », au lieu d'être le résultat de l'irrationalité du système socio-économique du capitalisme et de l'impérialisme.

[94] *Op. cit.*, p. 83.

[95] Bennett, *op. cit.*, p. 27.

[96] *Ibid*, p. 54.

développés. Un abaissement du taux de mortalité, n'implique pas seulement un meilleur état de santé de la population et une plus grande efficacité de sa part pour l'effort productif, mais encore — et ceci est particulièrement important — un abaissement du taux de mortalité infantile. On peut saisir l'importance économique d'un tel phénomène, lorsque l'on sait par exemple que 22,5 % du revenu national de l'Inde est absorbé par l'entretien d'enfants qui meurent avant d'avoir atteint l'âge de 15 ans. C'est-à-dire avant d'avoir la possibilité de mener une vie active d'adulte, dans la production[97].

Une fois créées les conditions favorables à un accroissement économique rapide, établi l'impact de cette situation nouvelle sur les taux de natalité et de mortalité, et utilisées — de manière rationnelle et scientifique — toutes les ressources disponibles, on peut « concevoir » que se manifeste une pénurie (ou une insuffisance) de nourriture ou d'autres biens vitaux pour l'humanité. Une telle hypothèse, à l'étape historique actuelle du développement, demeure purement fantaisiste, et l'on sera d'accord avec le professeur Bennett pour dire « que ce problème manque en soi totalement d'intérêt. » Comme le faisait remarquer Engels dans la lettre précitée, qu'il écrivit à F. A. Lange, lorsque « la science... sera... enfin appliquée à l'agriculture à une grande échelle et avec autant de conséquence que dans l'industrie » et lorsque « toutes les régions (utilisées ou sous-utilisées) auront été défrichées et cultivées, si survient à ce moment-là une période de pénurie, alors il sera toujours temps de s'exclamer : *Caveant consules.* »

En attendant, il est urgent de sonner l'alarme, mais certainement pas à cause de l'action aveugle des lois éternelles de la nature, qui s'opposeraient à ce que toute l'humanité soit nourrie. L'alarme doit être donnée parce que le capitalisme et l'impérialisme condamnent d'innombrables multitudes d'hommes à la privation, à la dégradation et la mort prématurée. L'alarme doit être donnée parce que le système économique et social du capitalisme et de l'impérialisme empêche les économies des pays sous-développés de disposer de leur *surplus économique potentiel* et de réaliser des taux de croissance élevés. Comme nous l'avons vu plus haut, le *surplus économique potentiel* dans la plupart des pays sous-développés représente 20 % (ou plus) de leur revenu national. Quelle que soit la valeur envisagée du rapport du capital à la production totale on peut dire que dans ces conditions, les investissements productifs qui seraient effectués, engendreraient des accroissements de 7 à 8 % par an (et parfois des accroissements supérieurs)[98]. Les accroissements actuels au contraire, lorsqu'ils

[97] D. Ghosh, *Pressure of Population and Economic Effeciency in India*, p. 22, New Dehli, 1946. Cité par J. J. Spengler dans son article « The Population Obstacle to Economic Betterment » in American Economic Rievew (mai 1951), p. 351.

[98] Ceci ne tient visiblement pas compte de la possibilité d'une accélération considérable du processus de la croissance économique qui pourrait avoir lieu dès

existent, suivent à peu près l'évolution de l'accroissement de la population (qui s'élève à 1 ou 2 % par an) et l'excèdent rarement ; quand c'est le cas, la différence est négligeable.

Il s'agit bien d'une course entre le volume de la population et le développement économique, une course rendue encore plus dramatique par la misanthropie et la cruauté dont font preuve les auteurs occidentaux quand ils évoquent les problèmes démographiques des pays sous-développés. « L'humanitarisme ne constitue pas un intérêt national important ; les gouvernements n'agissent pas selon ces principes *purs.* »[99]

Seule importe la propagation d'une idéologie qui se désintéresse du bonheur des hommes et qui dédaigne la vie des hommes lorsque ces hommes sont des « chintoks ». des « métèques », des « négros » ou des membres d'autres « races inférieures ». Car on ne peut expliquer autrement la signification de jugements comme ceux-ci : « Le corps médical moderne, encore attaché aux règles morales et à l'éthique douteuse des hommes ignorants qui vivaient il y a deux mille ans, — ignorants par rapport à la réalité du monde moderne — continue à croire qu'il est de son devoir de maintenir en vie le plus de monde possible. »[100] Le corps médical pourrait acquérir une autre conception de son rôle s'il tenait par exemple compte du fait « qu'il existe peu d'espoir que le monde puisse échapper à des famines dramatiques en Chine au cours des prochaines années à venir. Du point de vue du monde, ceci n'est peut-être pas souhaitable, mais c'est néanmoins indispensable. Une population chinoise qui continuerait à s'accroître selon une progression géométrique constituerait une calamité pour toute l'humanité ». Qu'un certain nombre de médecins déjà « repensent leur éthique » dans « les termes du monde moderne » semble au moins prouvé par cette affirmation : « Il est évident que le premier objectif du programme de santé ne doit pas être celui — simple et naturel — de sauver des vies : il s'agit au contraire de développer les moyens à l'aide desquels le peuple chinois pourra abaisser son taux de natalité. »[101]

Le Professeur Norbert Wiener a parfaitement saisi toutes les implications de cette nouvelle forme de barbarie : « Si le droit à l'assistance médicale est ainsi dénié, délibérément — ou même sans cause

lors que les pays sous-développés recevraient de la part des pays plus avancés « une aide généreuse et désintéressée ». Une telle politique d'aide, il va sans dire, ne peut exister dans le cadre du système capitaliste.

[99] E. S. Mason, *Promoting Economic Development*, p. 13, Claremont, California, 1955.

[100] W. Vogt ; *Road to Survival* ; p. 48, New York, 1948. (La citation suivante est de la page 238.)

[101] G. F. Winfield, *China : the Land and the People*, p. 344, (N. Y., 1948). Il est important de remarquer que l'auteur est un médecin qui fut envoyé en Chine par la commission des Missions étrangères de l'Eglise Presbytérienne américaine.

apparente — et que les Anglais et les Américains l'apprennent (étant donné ce que les Anglais et les Américains aiment à penser d'eux-mêmes de nos jours) la situation leur sera intolérable, étant donné qu'elle impliquera une lourde condamnation de leur « statut moral ». La perte de la situation privilégiée de l'homme blanc sera une calamité, mais on l'acceptera. »[102] Le Professeur Wiener n'a visiblement pas « repensé son éthique » en fonction des exigences « du monde moderne ». Ces « exigences » sont parfaitement assimilées par les amis « modernes » des peuples des pays sous-développés : « Il serait désastreux de faire disparaître un certain nombre de maladies contagieuses là où vit une population qui ne peut pas se nourrir suffisamment, ou de faire naître des multitudes de bébés dans une économie qui ne peut même pas faire subsister ceux qui sont déjà nés. » Le pire serait « qu'il se manifeste une tendance à la décroissance du pourcentage d'hommes souscrivant aux idées et aux modèles culturels (*sic*) qui ont été produits par l'Occident depuis 1600, par rapport à la population du globe. » Le danger, si l'on n'adoptait pas un plan capable « de mettre en valeur les qualités innées des générations futures... en accroissant le taux de natalité des plus compétents et des plus doués... serait de favoriser une fertilité mal contrôlée... qui risquerait en effet d'éroder trop rapidement notre héritage biologique et culturel. »[103] Et ceci entraînera — c'est ce qui inquiète M. Vogt — « des frais très élevés pour maintenir l'ordre dans les régions surpeuplées d'Europe et d'Asie. »[104]

On pourrait objecter que la « poursuite et la réalisation de telles idées visant à assurer et garantir la suprématie de la race blanche, revient à accepter purement et simplement la guerre généralisée[105] », mais que ces objectifs heureusement ne caractérisent qu'une frange relativement peu importante de « fous » au sein de la société. Hélas ce n'est pas le cas. On ne peut dire que M. Baruch, préfaçant l'ouvrage de M. Vogt, ou M. Julian Huxley, louant l'ouvrage de M. Cook, soient des éléments marginaux du groupe des intellectuels.

Le développement économique, de nos jours, constitue le besoin

[102] *Te Human Use of Human Beins*, p. 52, Boston, 1950.

[103] R. C. Cook, *Human Fertility : the Modern Dilemna*, pp. 282, 295, 255 et 315, (N. Y., 1951). Bien que nous n'ayons aucune raison d'accuser M. Cook de plagiat, il est intéressant de remarquer comment des « penseurs différents » arrivent, indépendamment l'un de l'autre, à des conclusions similaires. « Puisque l'inférieur est toujours numériquement supérieur au meilleur, le mal risquerait de se propager et de se multiplier tellement plus vite — si l'on envisage des chances de survie et de procréation identiques — que le bien serait inévitablement relégué au second plan. C'est pourquoi un ajustement doit être effectué au profit des meilleurs. La nature en fournit un, en soumettant les pires à des conditions de vie difficiles, ce qui diminue leur nombre. Quant au reste, la nature ne leur permet nullement de se reproduire sans discernement, bien au contraire elle opère une sélection impitoyable selon des critères de force et de santé. » Adolf Hitler, *Mein Kampf*, p. 13, Munich, 1934.

[104] *Op. cit.*, p. 79.

le plus urgent et le plus vital de la grande majorité de l'humanité. Chaque année perdue signifie la perte de millions de vies humaines. Chaque année perpétuant l'inaction, affaiblit et exaspère davantage les peuples qui végètent dans les pays sous-développés. John Foster Dulles a pour une fois mis le doigt sur l'essentiel lorsqu'il a dit : « Nous pouvons faire des discours éloquents sur la liberté, sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sur la dignité et la valeur de la personnalité humaine, malheureusement tout notre vocabulaire date d'une époque où notre propre société était avant tout individualiste. En conséquence, ces mots ne signifient rien pour ceux qui vivent dans des conditions où l'individualisme, c'est la mort prématurée. »[106] Ces conditions ne sont pas celles d'une société individualiste, mais celles du capitalisme de monopole et de l'impérialisme.

« Cet état de choses devient plus absurde chaque jour et plus inutile. Il faut qu'il cède la place, il peut céder la place. Un nouvel ordre social est possible dans lequel auront disparu les différences actuelles entre les classes et où — peut-être après une période de transition un peu courte, un peu maigre, mais en tout cas moralement très utile — grâce à une utilisation rationnelle et au développement ultérieur des énormes ressources productives déjà existantes de tous les membres de la société, par le travail obligatoire et égal pour tous, les moyens de vivre, de jouir de la vie, de se développer et de mettre en œuvre toutes les capacités du corps et de l'esprit, seront également à la disposition de tous et dans une abondance toujours croissante. »[107]

Cet « état de choses » qui était « inutile » en 1891, à l'époque où Engels l'écrivait, l'est encore davantage de nos jours. Les « forces productives déjà existantes » à l'époque se sont considérablement accrues depuis. Les problèmes du sous-développement, de la surpopulation, de la misère et de la maladie pourraient actuellement être résolus, par un effort concerté et planifié du monde entier, en une génération. On ne peut en déduire cependant que telle sera l'évolution historique inévitable. « Il serait erroné de croire », disait Lénine, « que les classes révolutionnaires ont toujours la force suffisante pour accomplir le renversement du pouvoir, au moment où les conditions du développement socio-économique ont suffisamment mûri pour rendre ce renversement nécessaire. Non, la société n'est pas organisée aussi rationnellement, à la convenance de ses éléments progressistes. L'exigence du renversement a pu mûrir, mais la force des révolutionnaires être insuffisante pour le mener à bien. Dans ces conditions, la société subit un processus de pourrissement qui peut durer parfois des dizaines d'années. »[108]

[106] *War or Peace*, p. 257, New York, 1950.
[107] Introduction de F. Engels à *Travail salarié et Capital*, de Marx, in *Marx-Engels Selected Works* (Moscou 1949-1950), Vol. I, p. 73 (Editions Sociales, 1962. p. 17).
[108] Sochinenya, (*Œuvres*), Vol. 9, p. 338, Moscou, 1947.

C'est une telle phase de pourrissement que traverse actuellement une grande partie du monde. Comme M. Vogt concluait son ouvrage, « l'espèce humaine se trouve dans une situation où elle a une paire de chaussures dont la pointure est beaucoup trop petite. » L'image est correcte. Mais la paire de chaussures, ce sont le capitalisme de monopole et l'impérialisme. Le dilemme auquel est confrontée la majeure partie de l'humanité est : soit de se libérer du capitalisme et de l'impérialisme, soit de se laisser réduire par eux.

8

Les difficultés de l'émergence

Le facteur primordial, central de notre époque se manifeste à l'œil nu dans les pays du monde sous-développé : à savoir que le capitalisme, jadis moteur puissant de développement économique, est devenu un obstacle non moins formidable s'opposant au progrès de l'humanité. Ce que remarquait déjà Alexis de Tocqueville au sujet des institutions politiques, s'applique de nos jours à une échelle qu'il n'aurait pu imaginer : « On peut juger le mieux de la physionomie d'un gouvernement par ses colonies, car là, ses traits caractéristiques sont en quelque sorte grossis et rendus plus visibles. Lorsque je désire étudier les qualités du gouvernement de Louis XIV, je dois me rendre au Canada : sa difformité est visible là-bas comme à travers un microscope. »[1] En effet, dans les pays de capitalisme avancé, l'écart entre ce qui *pourrait* en être réalisé au moyen des forces productives disponibles au sein de la société, et ce qui est effectivement réalisé, est beaucoup plus important que celui qui existe dans les pays sous-développés[2]. Mais cet écart est voilé, dans les pays avancés, par les hauts niveaux *absolus* de la productivité et de la production, atteints au cours du développement capitaliste ; dans les pays sous-développés, au contraire, l'écart qui sépare l'effectif du possible est visible de façon éclatante, et les implications de cet état de choses sont réellement catastrophiques. Dans les pays sous-développés, la différence entre l'effectif et le possible n'est pas, comme pour les pays capitalistes avancés, entre des degrés de développement plus ou moins élevés, entre la solution définitive du problème d'ensemble de la pénurie et la continuation de la misère, du travail ingrat et de la dégradation culturelle ; là la différence se situe entre une misère insondable et une vie dé-

[1] Cité par S. Herbert Frankel dans son ouvrage *The Economic Impact on Underdeveloped Societies*, p. 17, (Oxford, 1953).

[2] En ce sens, le Professeur Mason a incontestablement raison lorsqu'il dit que « Peut-être ce sont les Etats-Unis qui sont sous-développés et non le Moyen Orient ». *Promoting Economic Development*, p. 9, (Claremont, California, 1955).

cente, entre la misère désespérée et le progrès vivifiant, entre la mort et la vie pour des centaines de millions d'hommes — c'est sans doute pourquoi certains auteurs bourgeois reconnaissent même parfois que la nécessité pour les pays sous-développés d'évaluer vers une organisation économique et sociale rationnelle. est urgente et vitale pour eux ; mais ils admettent parallèlement que les pays avancés peuvent fort bien « se payer le luxe » de demeurer sous la domination du capitalisme de monopole et de l'impérialisme[3]. Rien ne pourrait être plus erroné comme démarche. Comme nous l'avons déjà vu, la domination du capitalisme de monopole et de l'impérialisme dans les pays capitalistes avancés et le retard économique et social dans les pays sous-développés, sont étroitement liés ; ce ne sont là que deux aspects d'un même problème global. Une transformation socialiste des pays occidentaux permettrait non seulement, des progrès économiques, sociaux et culturels considérables, mais encore que les peuples des pays sous-développés puissent venir à bout de leur condition actuelle de misère et de stagnation. Elle permettrait que les pays retardataires ne soient plus exploités et dominés ; une organisation rationnelle et une complète utilisation des ressources productives innombrables de l'occident pourrait effectivement faire que celui-ci rembourse une partie de sa dette historique à l'égard des peuples des pays sous-développés, les aidant ainsi (avec générosité et sans égoïsme) à accroître rapidement leurs « moyens d'emploi » cruellement inadaptés actuellement.

●

Cependant pour des raisons que nous avons déjà évoquées[4], et que nous ne pouvons développer plus avant dans le cadre de cette argumentation, ce n'est pas ainsi que le processus historique s'est déroulé. Au lieu que ce soit l'aide et le soutien des pays avancés, qui permettent aux pays sous-développés d'effectuer leur transition vers un ordre économique et social leur garantissant un réel développement, ceux-ci doivent, au contraire, pour y parvenir, lutter contre une résistance farouche que leur opposent les puissances impérialistes. Ce que Lénine écrivait en 1913 au sujet des pays européens, peut très bien être aujourd'hui étendu à l'ensemble du monde capitaliste occidental : « L'Europe civilisée, policée, avec son industrie magnifique et sa culture universelle, est parvenue à une étape historique où la bourgeoisie au pouvoir, face au danger que constituent la croissance et le renforcement du prolétariat. doit apporter son soutien à tout ce

[3] Ainsi les auteurs de l'étude précitée des Nations Unies « Measures for the Economic Development of Under Developed countries (1951) admettent qu'il faut renoncer pour « un certain nombre de pays... à la perspective d'un progrès économique appréciable, tant qu'une révolution sociale n'aura pas réalisé un changement au niveau de la distribution du revenu et du pouvoir ». (p. 37).

[4] Chap. V, entre la note 11 et la note 12.

qui est arriéré, moribond et médiéval. La bourgeoisie vieillissante doit composer avec toutes les forces désuètes et vieillissantes pour tenter de préserver le système chancelant de l'esclavage du salariat. »[5] Ce soutien de toutes les forces « arriérées, moribondes et médiévales », peut être observé partout : que ce soit en Chine, au Sud-Est asiatique, au Moyen Orient, en Amérique latine, en Europe de l'Est et du Sud-Est, en Italie et en Espagne, enfin, au Portugal. L'objectif d'une telle politique est d'empêcher, partout où cela est possible, l'éclosion des révolutions sociales, et de s'opposer à la stabilisation et à la progression des pays socialistes, là où de telles révolutions ont déjà eu lieu.

On peut ajouter, à ce propos, un certain nombre d'éléments relatifs aux aspects purement militaires de cette politique. Les rares vestiges d'humanisme authentique qui demeuraient ancrés dans la conscience de la bourgeoisie (depuis l'époque de sa glorieuse jeunesse) ont totalement disparu sous l'effet de l'intensification de la lutte des classes qui s'est manifestée depuis le passage du capitalisme à son stade impérialiste. Alors qu'au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et du premier quart du XXe siècle, existaient encore des accords internationaux tendant à « humaniser » la guerre, la guerre actuelle que mène l'impérialisme contre les luttes de libération nationale entreprises par les peuples des pays sous-développés, autorise toutes les barbaries. Le meurtre est aussi légitime que la mort par étouffement ; on peut indifféremment, brûler des villes et des villages entiers, ou déverser des tonnes de napalm sur les populations civiles, sans que soit soulevée la moindre objection.

La justification d'une telle attitude a été résumée d'une façon saisissante par une déclaration du président Eisenhower : « L'utilisation — ou la non-utilisation — de la bombe atomique dépend de la réponse que l'on apporte à la question : Cela m'avantage-t-il ou non ? Si je pensais que le profit net de l'affaire devait nous revenir, je l'utiliserais immédiatement. »[6] Il va sans dire que cette formule ne reflète pas la cruauté exceptionnelle d'individus particuliers, mais constitue le signe de la totale faillite morale d'un ordre social décadent[7].

Comme il n'est pas du tout certain que l'explosion d'une bombe atomique avantagerait le camp impérialiste, celui-ci est extrêmement

[5] *Backward Europe and Advanced Asia* Selected Works in Two Volumes, volume I, IIe partie, p. 314, Moscou, 1950.

[6] Cité dans un très brillant article de Helen M. Lynd, *Realism and the Intellectual in a Time of a Crisis*, The American Scholar (hiver 1951-1952), p. 26.

[7] Comme le remarquait déjà Marx, au sujet de la Commune de Paris, « Tout ceci... prouve que le bourgeois de notre époque se considère comme l'héritier légitime des seigneurs féodaux du passé, pour lesquels toute arme utlisée par eux contre les plébéiens l'était de bonne guerre, alors que c'était à proprement parler un crime lorsque ceux-ci utilisaient une arme, quelle qu'elle soit. » Marx, *La guerre civile en France*, dans « Marx-Engels Selected Works » (Moscou, 1950) Volume I, p. 489.

prudent quant à l'utilisation de l'expédient de la guerre. Celle-ci ne constitue plus que le recours ultime, que l'on emploie seulement lorsqu'existe effectivement une menace qui met en danger l'existence même du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme. Entre temps, on tente de saboter, par d'autres moyens que la guerre, le développement des pays socialistes. Cela ne signifie nullement que les forces impérialistes mettent en doute les réalisations et les progrès des pays ayant adopté un système de planification socialiste. Les auteurs d'un rapport des Nations Unies « Measures for the Economic Development of Underdeveloped Countries » ont raison d'écrire que « Si les dirigeants gagnent effectivement la confiance du pays et prouvent qu'ils sont capables de faire disparaître les privilèges et les inégalités les plus scandaleuses, ils peuvent insuffler aux masses un enthousiasme qui les mènera loin. »[8] John Foster Dulles reconnaît que « Les communistes soviétiques... peuvent mettre en œuvre (et y parviennent) une politique en la peignant comme une « grande aventure communiste soviétique » ils parviennent effectivement de cette manière à attirer l'attention de tous les peuples, un peu comme nous l'avons fait au XIXe siècle avec notre « grande expérience américaine »[9] ». Il est généralement admis que les pays sous-développés ont essentiellement besoin d'accroître leur revenu national, or le Professeur Mason reconnaît que « Dans la promotion du développement économique, le communisme peut présenter des avantages considérables... En effet, sur une longue période, si on évalue la compétence administrative dans l'investissement et les ressources nouvelles en capital, le revenu national est susceptible de s'accroître à un rythme extrêmement élevé »[10].

Dans ces conditions, on pourrait penser que les pays sous-développés qui ont réussi à émerger enfin de leur longue stagnation, ne recevront que compliments et encouragements (à défaut d'un soutien plus matériel) de ceux qui prétendent s'intéresser de près à leurs progrès. S'attendre à cela, ce serait faire preuve d'une conception parfaitement naïve de la situation actuelle. Comme le dit Lénine : « Où peut-on trouver, sinon dans l'imagination des réformistes sentimentaux, des trusts qui s'intéressent aux conditions de vie des masses au lieu de se préoccuper de la conquête des colonies ? »[11] En fait, les progrès accomplis par les pays sous-développés grâce à une planification socialiste déconcertent considérablement l'opinion publique occidentale. Bien que M. Dulles reconnaisse que les communistes « en Chine ont réussi, dans une certaine mesure, à susciter le sens des responsabilités sociales,

[8] Paragraphe 38.

[9] *War or Peace*, p. 256, New York, 1950.

[10] *Promoting Economic Development*, p. 6, Claremont, California, 1955.

[11] E. Varga et L. Mendelsohn (éditeurs), *New Data for Lenin's Imperialism, The Highest Stage of Capitalism*, p. 194, New York, 1940.

et à imposer une certaine discipline à ceux qui les soutenaient » — ce qui constitue sans aucun doute un progrès majeur dans la lutte pour le développement, économique —, il espère néanmoins que ces efforts seront bientôt annulés par ce qu'il appelle les « caractéristiques nationales » du peuple chinois qu'il décrit, très admirablement, en ces termes : « Les Chinois, à cause de leurs religions et de leur mode de pensée traditionnel, sont devenus un peuple individualiste. La famille a constitué la valeur suprême et la loyauté individuelle s'est toujours vouée aux ancêtres et aux descendants. On ne trouve guère trace d'une loyauté s'étendant à tous les hommes, à un groupe ou à une classe sociale, ou à la nation tout entière »[12]. De telles « caractéristiques nationales », voilà bien une aubaine pour les impérialistes qui ne demandent qu'à exploiter ces peuples. M. Dulles est persuadé que « les religions de l'Est sont profondément enracinées et comportent de très précieuses valeurs. Leurs croyances spirituelles ne peuvent être conciliées avec le communisme et le matérialisme. Ceci crée entre les peuples qui partagent ces croyances et nous, des liens que nous devons découvrir et développer »[13]. Le Professeur Mason est d'accord avec M. Dulles : selon lui, la religion constituera, dans les pays socialistes, un obstacle non négligeable au progrès de ces pays et il estime qu'« en Asie du Sud, comme ailleurs, la religion constitue un puissant rempart contre le communisme »[14]. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que, dans les pays sous-développés, tout ce qui est « arriéré, moribond et médiéval » partage l'avis des protecteurs et amis impérialistes. Il est vital pour les classes dirigeantes des pays sous-développés que les peuples assujettis constituent « une communauté spirituelle d'hommes adorant Dieu... qui travaillent beaucoup, par devoir et par auto-satisfaction... et pour qui vivre n'est pas seulement jouir de biens physiques et se distraire. mais également développer des qualités intellectuelles et spirituelles »[15]. C'est pourquoi ils consacrent des sommes importantes (et reçoivent également l'aide des Etats-Unis) au renforcement du joug de la religion et des superstitions sur les populations affamées. Que leur importe que les superstitions freinent le développement économique ? Que leur importe que la religion engendre la famine et la mort prématurée ? Comme le remarquait le Dr Balogh lors de son voyage en Inde, « la renaissance des sentiments religieux, encouragée par les classes possédantes... empêche la réalisation d'une politique rationnelle d'amélioration du cheptel. L'Inde possède deux cents millions de bêtes, dont beaucoup sont inutiles et inutilisables, mais qui se nourrissent pourtant, alors que la nourriture est rare. Abattre des animaux est interdit par la loi de nombreuses régions et dans certains endroits

[12] *Op. cit.*, p. 245.
[13] *Ibid*, p. 229.
[14] *Op. cit.*, p. 29.
[15] Dulles, *op. cit.*, p. 260.

l'abattage a été arrêté *de facto*. Même les singes sont sacrés, bien qu'ils détruisent ou absorbent à peu de choses près 1 250 000 tonnes de grains par an »[16]. De même que les aristocrates à la fin de l'époque féodale, les bourgeois modernes, en cette période de capitalisme des monopoles, ne font pas preuve d'un tel obscurantisme : néanmoins ils trouvent cela parfaitement sain pour ceux qui coupent le bois et puisent l'eau dans les pays sous-développés[17]. Comme le dit succinctement John Foster Dulles : « Nous n'avons pas de politique qui aille plus loin, car nous ne pouvons plus rien sur le plan matériel »[18].

En effet, c'est bien là l'incapacité fondamentale du capitalisme, qui ne peut engendrer en son sein de développement économique et social et qui contraint ses apologistes à choisir un « fatras » idéologique au détriment d'une pensée rationnelle. La campagne actuellement menée pour préserver l'existence du capitalisme est aujourd'hui plus que jamais présentée comme une lutte pour la liberté et la démocratie. Au temps lointain de la lutte contre les formes sociales de la féodalité, lorsque le capitalisme était un puissant instrument de progrès et que la raison était inscrite en lettres d'or sur les bannières de la jeune classe capitaliste, les bourgeois pouvaient valablement attribuer ces caractéristiques à leur lutte. Mais, dès le milieu du XIXe siècle, au moment où la domination bourgeoise fut pour la première fois menacée par la naissance du mouvement socialiste, il devint de plus en plus clair que « par liberté on entendait, dans les conditions de production bourgeoises, commerce libre, vente et achat libres »[19]. A l'époque impérialiste, invoquer la lutte pour la démocratie et la liberté constitue purement et simplement une hypocrisie, puisque la lutte que mène l'impérialisme a pour seul objectif sa survie. Comme l'avait prévu Engels, « le jour de la crise et le jour qui suivra la crise... *la réaction dans sa totalité... se groupera autour de la démocratie pure* »[20]. Il est clair qu'il s'agit bien de « la réaction dans sa totalité » et de la « démocratie pure », lorsque l'on considère comme membres du « monde libre » — l'Espagne et le Portugal, la Grèce et la Turquie. la Corée du Sud et le Sud-Vietnam, la Thaïlande, le Pakistan et les émirats du Moyen Orient, les pays à dictature militaire d'Amérique latine, l'Union Sud-Africaine, tous ces pays qui ont été promus au rang

[16] *How Strong is India in The Nation*, 12 mars 1955, p. 216.
[17] Ainsi, tandis que la Fondation Rockefeller a accru considérablement les dépenses qu'elle affectait à la création d'Instituts de Théologie ou de Centres de recherche en matière religieuse aux Etats-Unis, la Fondation Ford a financé pour sa part des instituts bouddhiques, musulmans, etc., dans les pays sous-développés.
[18] *Op. cit.*, p. 254.
[19] Marx-Engels, *Le Manifeste du Parti Communiste*, Œuvres Choisies, Vol. I, Moscou, 1949-1950.
[20] *Lettre à Bebel, 11 décembre 1884*, in Marx-Engels Selected Correspondance, New York, 1934, p. 434.

« d'Etats démocratiques » par les « croisés impérialistes ». Le Professeur Mason, dans un passage que nous avons omis tout à l'heure, tout en reconnaissant que le rythme d'accroissement du revenu national est « extraordinairement rapide » dans les sociétés socialistes, élève une objection cependant et refuse cette hypothèse, car elle impliquerait « un régime totalitaire exerçant sa domination par la terreur (et)... restreignant les niveaux de vie... ce qu'aucun Etat démocratique n'accepterait de faire »[21]. Mais ce qu'il oublie c'est que l'emploi de la terreur — toujours excessive, douloureuse et déplorable — tel qu'il a toujours existé au cours de toutes les révolutions sociales, représente en quelque sorte les douleurs de l'accouchement de la nouvelle société. La restriction des niveaux de vie, telle qu'elle a pu effectivement exister, a essentiellement, sinon exclusivement, affecté les classes dirigeantes, dont la consommation excédentaire, le gaspillage des ressources et des capitaux ont été en quelque sorte « sacrifiés » à la réalisation du développement économique. La pensée économique bourgeoise n'exprime jamais de semblables critiques à l'égard des régimes coloniaux ou compradores qui pourtant « exercent leur domination par la terreur et restreignent les niveaux de vie », dans le seul dessein de préserver la fortune et les profits de leurs puissants alliés et de perpétuer la misère et la stagnation économique et sociale dans leur pays, comme c'est le cas à Formose, en Grèce, en Malaisie, au Kenya, à Madagascar, en Algérie, aux Philippines ou au Guatemala.

On pourrait fort bien ne pas se soucier de cette méthode apologétique qui consiste à assimiler la liberté à la liberté du capital, à faire coïncider les intérêts d'une minorité parasitaire avec ceux de la population toute entière et à considérer qu'impérialiste est synonyme de démocratique, si elle n'avait pas au moins deux conséquences qui sont directement rattachées au problème du développement économique futur. Tout d'abord, on doit tenir compte de l'impact considérable d'une telle idéologie (et des circonstances historiques qui l'engendrent), sur l'évolution sociale, politique et culturelle des pays impérialistes eux-mêmes. Cet impact a été défini ainsi par Marx et Engels : « Aucune nation ne sera libre si elle en opprime d'autres ». On peut se rendre compte de l'importance de ce problème lorsqu'on étudie l'histoire des « nations d'oppresseurs » comme l'Europe de l'Est, la Russie tzariste, l'Asie, etc... Nous ne pouvons malheureusement pas nous étendre davantage car cela nous mènerait trop loin[22].

[21] *Op. cit.*, p. 6.
[22] Voir plus haut, p. 185, chap. IV, début du § VIII.

En second lieu, et c'est là un aspect qui se rapporte plus directement au problème que nous évoquons, il faut déterminer l'effet de ce « néo-chauvinisme », que revêtent les activités des impérialistes, sur l'évolution même des pays sous-développés. Cet effet est extrêmement impressionnant et on peut le mesurer relativement facilement et de manière très concrète. En ce qui concerne les pays sous-développés qui font partie du « monde libre » cet effet se manifeste de deux manières. En premier lieu, les éléments compradores soutenus par les puissances impérialistes, le sont maintenant beaucoup plus ouvertement, plus énergiquement et plus systématiquement qu'auparavant. Ils reçoivent des fonds, non seulement pour favoriser le développement de la religion et mener à bien leur politique, mais bénéficient encore d'une aide militaire directe pour les soutenir dans la lutte qu'ils mènent contre la population qui devient de plus en plus rétive. Dans un nombre toujours croissant de ces pays, les régimes soutenus par les forces les plus réactionnaires doivent uniquement leur maintien et leur existence à cette aide qu'ils reçoivent de l'occident impérialiste[23].

En second lieu, un grand nombre de ces gouvernements — sinon la totalité — recevant des armes et des munitions, doivent consacrer des parts importantes de leurs revenus nationaux à la création et à l'entretien d'importantes armées permanentes. La proportion du revenu national consacrée aux dépenses militaires est de 5 % au Pakistan, près de 5 % en Turquie, plus de 3 % en Thaïlande, et elle est beaucoup plus importante aux Philippines et en Grèce, sans parler du Sud-Vietnam, de la Corée du Sud et de Formose où le pourcentage est encore plus élevé. Rappelons une fois de plus que la signification économique de cette charge doit être évaluée, *non* en fonction du revenu national global, mais en fonction du *surplus économique*. En effet, dans la plupart de ces pays, les dépenses militaires égalent ou excèdent la valeur de leur investissement productif total. Cette destruction massive de ressources qui pourraient fournir les bases du développement des « possibilités d'emploi », est justifiée par les impérialistes occidentaux et leurs agents dévoués dans les pays sous-développés, par l'existence supposée d'un danger d'agression soviétique. Cependant, certains de ceux qui dénoncent le plus violemment l'agressivité de l'Union Soviétique ne croient pas eux-mêmes à la propagande qu'ils font. Ils sont pleinement conscients du fait que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques n'a nullement l'intention d'attaquer les pays capitalistes. Un tel point de vue est partagé par de nombreux spécialistes des questions soviétiques que l'on ne peut suspecter de sympathie à l'égard de l'U.R.S.S. Un des experts les plus éminents de l'Union Soviétique aux Etats-Unis s'exprime sans ambiguïté sur ce point : « La théorie de l'inévitabilité de la chute éventuelle du capitalisme implique

[23] Ceci s'applique à tous les pays indifféremment, que ce soit les Philippines, Formose, l'Iran, la Corée du Sud, l'Espagne, ou le Guatemala.

heureusement qu'il n'existe à cela aucun délai rapproché prévisible. Les forces de progrès peuvent prendre tout leur temps pour préparer le *coup de grâce* final... Le Kremlin... n'a pas le droit de risquer la destruction des réalisations existantes créées par la révolution, pour des babioles futures... Il n'existe aucune trace, dans la psychologie soviétique, d'un quelconque délai déterminé avant lequel l'objectif devrait être atteint »[24]. Le même jugement est avancé par l'homme le plus préoccupé de ces questions, le Secrétaire d'Etat américain à la Défense, M. Charles E. Wilson qui avisa une sous-commission sénatoriale « que les Américains devraient être rassurés par le fait que les Soviétiques concentraient leur production aéronautique sur les avions de chasse, ce qui constitue le signe que les Russes envisagent leur aviation comme étant essentiellement défensive »[25]. De nombreux autres observateurs américains et européens ont exprimé la conviction que le camp socialiste, essentiellemment préoccupé par son édification interne, ne fera probablement pas éclater la guerre[26].

En fait, le danger de « l'agression soviétique » que brandissent les propagandistes de l'impérialisme, c'est tout simplement la crainte de la « subversion », terme à la mode pour désigner la révolution sociale. Ceci a été très clairement exprimé par John Foster Dulles : « L'extension *par tous les moyens* à l'Asie du Sud-Est, du système politique de la Chine communiste et de la Russie communiste, mettrait gravement en danger tout le monde libre. Les Etats-Unis, pour leur part, estiment que cette éventualité ne doit pas être envisagée ou acceptée passivement, mais qu'elle doit être conjurée par une action unie »[27]. C'est cependant faire preuve d'une totale méconnaissance et d'une parfaite mésinterprétation des processus historiques que de considérer les révolutions sociales comme le résultat d'une « subversion venue de l'extérieur » ou « imposée » au pays par des machinations et des complots étrangers. En effet, comme le note si justement le grand historien britannique de l'Union Soviétique : « La révolution de 1917, elle-même produite par le soulèvement de 1914, constitua un tournant décisif dans l'histoire de l'humanité, aussi important, et peut-être plus, que ne le fut la révolution française cent vingt-cinq ans auparavant »[28]. Le « point tournant » a-t-il résulté d'une action subversive dirigée de l'extérieur avec habileté ? La révolution chinoise — autre événement historique d'une portée considérable — a-t-elle été fomentée par des spécialistes soviétiques de la « subversion » ? La réponse à ces questions est donnée par le Département d'Etat des Etats-Unis et par M. Kennan, un de ses collaborateurs les plus éminents : « Ce qui est à déplorer, mais qui est maintenant inévitable c'est que les effets de la guerre civile chinoise n'ont pas pu être contrôlés par le gouvernement des Etats-Unis. Rien n'aurait pu être entrepris par ce pays, dans les limites raisonnables de ses capacités, qui aurait pu changer ce résultat. Ce fut le produit des forces intérieures chinoises, forces que les Etats-Unis ont essayé en vain d'influencer »[29]. M. Kennan poursuit en disant que « d'attribuer la révolution qui vient d'avoir lieu en Chine essentiellement à l'action au cours de ces dernières années de la propogande ou de l'instigation soviétique, revient à sous-estimer, au moins, l'action de toute une autre série de facteurs très importants. » Comme le remarquait Lénine : « Il est mis fin à la domination du capital, non parce que quelqu'un veut s'emparer du pouvoir — une telle prise du pouvoir n'aurait en soi aucun intérêt — ; il n'est possible de mettre fin à la domination du capital que parce que tout le développement économique des pays capitalistes y a conduit.

La guerre a accéléré ce processus et rendu impossible la survie du capitalisme. Aucune force ne pourrait détruire le capitalisme si celui-ci n'était pas miné et jeté à bas par l'histoire elle-même »[31].

On ne peut donc continuer à prétendre que l'existence d'armées permanentes considérables dans les pays sous-développés soit exigée par la menace que ferait peser un quelconque danger *extérieur*. C'est cette atmosphère de danger au contraire qui est créée et recréée artificiellement pour maintenir au pouvoir des régimes compradores dans ces pays, et en place les forces armées qui permettent d'écraser tous les mouvements *intérieurs* de libération nationale et sociale. La tragédie prend les proportions d'un drame grec antique. Dans les camps d'extermination de Hitler, les victimes devaient creuser leurs propres tombes avant d'être exterminées par leurs bourreaux nazis ; dans les pays sous-développés du « monde libre », les peuples doivent utiliser une large part des ressources qui pourraient leur permettre de sortir de leur état de misère et de dégradation, pour rémunérer des mercenaires, qui ont pour fonction de fournir à l'impérialisme de la chair à canon et de maintenir au pouvoir des régimes qui, précisément, perpétuent la misère et la maladie[32].

---

[24] George F. Kennan, *American Diplomacy 1900-1950*, pp. 116-118, Chicago, 1951.

[25] « New York Times », 20 mai 1943.

[26] Cette conviction explique sans doute la tendance en Europe et aux Indes — même par ceux qui sont le plus opposés à l'U.R.S.S. — à critiquer la politique extérieure des Etats-Unis qui créent artificiellement une atmosphère de guerre.

[27] Discours prononcé à l'« Overseas Press Club », le 29 mars 1954 ; cité par *Monthly Review*, mai 1954, p. 2.

[28] E. H. Carr, *Studies in Revolution*, p. 226, Londres, 1950.

[29] *United States Relations with China*, p. XVI, éd. United States Department of State, Washington, 1949.

[30] *Op. cit.*, p. 152.

[31] *Sochynenia* (Works), vol. 24, p. 381, Moscou, 1949.

[32] Le général de brigade W. L. Roberts, de l'armée américaine, chef du groupe des conseillers militaires en Corée (Korean Military Advisory Group — K.M.A.G. —) déclara au correspondant du « New York Herald Tribune » le 5 juin 1950 « Le K.M.A.G. illustre de manière vivante comment 500 hommes et officiers de l'armée américaine, rompus au combat, peuvent former 100 000 types qui tiendront les fusils pour nous. ... En Corée, le contribuable américain dispose

La croisade contre-révolutionnaire a également des conséquences désastreuses sur les pays socialistes. La première est la nécessité inévitable pour les pays du camp socialiste de consacrer une part considérable de leurs ressources nationales à l'entretien d'importantes forces armées. Mais dans le cas des pays socialistes il s'agit là d'installations purement *défensives*. Face à une haine implacable de la classe capitaliste, menacés par les programmes de « libération » et des « guerres préventives », les pays socialistes doivent toujours craindre une attaque des puissances impérialistes. David Sarnoff, l'un des plus grands monopoleurs américains écrit : « Bien que les Soviétiques ne désirent pas plus que nous la guerre nucléaire, ils en acceptent le risque en poursuivant leur offensive sur le plan diplomatique. Nous ne pouvons pas non plus en éviter les risques (M. Dulles a récemment dit qu'il serait peut-être nécessaire d'« aller au devant de la paix pour être assurés de pouvoir profiter des bénédictions de la liberté ») »[33].

Cependant — contrairement aux propagandistes impérialistes des sphères les plus élevées — Sarnoff écrit : « Nous devons nous rendre compte que le communisme mondial *n'est pas* un instrument aux mains de la Russie. C'est la Russie qui est un instrument entre les mains du communisme mondial. A de nombreuses reprises, Moscou a sacrifié les intérêts nationaux de la Russie par déférence à l'égard des exigences de la révolution mondiale. » Il est donc clair que « l'offensive politique » qui préoccupe le général Sarnoff, n'a rien à voir avec un quelconque « impérialisme russe ». mais signifie simplement l'extension de la révolution sociale. En effet, « il faut clairement garder à l'esprit que le défi est global. Les guerilleros « rouges » en Birmanie, les communistes en France ou aux États-Unis, les communistes aux Philippines, les agents communistes en Amérique centrale, tous ceux-là sont au même titre des « ennemis » que les dirigeants du Kremlin. »

Mais comme nous l'avons vu plus haut, on ne peut sérieusement penser que les révolutions sociales sont l'œuvre de « la propagande ou de l'instigation soviétiques ». Elles résultent bien de luttes de classes qui se déroulent au sein même des sociétés capitalistes, et que personne ne peut abolir ou suspendre. La conséquence en est que si la révolution sociale triomphe dans un pays aujourd'hui capitaliste, les impérialistes seront peut-être tentés « d'aller au devant de la paix » et de plonger ainsi le monde dans une guerre nucléaire. Il est certain que les pays socialistes sont continuellement menacés par l'éventualité d'une telle catastrophe. Le camp socialiste en effet ne peut ni

d'une armée qui veille, comme un chien de garde, sur les investissements effectués dans ce pays, une force qui donne le maximum de résultats au coût minimum ». Cité par Gunther Stein, *The World the Dollar Built*, p. 253, Londres, 1952.

[33] *A New Plan to Defeat Communism*, p. 139, U. S. News and World Report, 27 mai 1955. Il faut noter en passant que le point de vue de Sarnoff — alors président de la Radio Corporation of America (R.C.A.) n'est certainement pas celui d'un excentrique. Comme le font remarquer les éditeurs de U.S. News and World Report, dans leur déclaration introductive, ces idées ont été « discutées à fond avec le président Eisenhower qui les a recommandées... lors de sa conférence de presse ».

« ajuster » les révolutions sociales de manière à ce qu'elles ne contrarient pas les bénéficiaires impérialistes des « bénédictions de la liberté », ni davantage prévoir quelle sera la révolution sociale qui sera considérée comme un *casus belli*, pouvant déclencher un holocauste général.

Ceci ne signifie naturellement pas que la guerre mondiale puisse éclater « n'importe quand », ou que le monde se trouve continuellement sur le cratère d'un volcan. Ce que cela signifie par contre, c'est qu'à notre époque, qui est celle de l'impérialisme et des révolutions sociales, le danger de guerre est toujours présent ; il en résulte que les pays socialistes n'ont pas d'autre alternative que de sacrifier une part importante de leurs ressources pour maintenir un système de défense adapté[34]. Le ralentissement de leurs rythmes de croissance et la pression exercée sur leur niveaux de vie, matérialisent le coût qu'impose, aux peuples des pays socialistes, l'existence de l'impérialisme. De plus, on doit ajouter les effets de la propagande dont le camp impérialiste ne cesse de les inonder ; celle-ci est censée créer « un esprit de révolte qui soit susceptible d'ébranler le Kremlin, d'élargir les fissures existantes et d'exacerber les problèmes économiques. » Ce sont en général des « programmes de caractère spirituel ou religieux... [qui] prêchent la foi en Dieu, la haine de l'athéisme communiste et la résistance au matérialisme. »[35] Ils fournissent effectivement une aide à ce qui reste des anciennes classes dirigeantes dans les pays socialistes, ils renforcent l'emprise de la superstition sur les paysans et les ouvriers les moins conscients ils accroissent les difficultés lorsqu'il s'agit d'éduquer et d'organiser les hommes et de créer un effort collectif pour vaincre la misère. Les conditions intérieures de ces pays socialistes sont donc aggravées, ce qui retarde leur progression vers la démocratie et le socialisme. Cependant, même si l'on suivait le conseil du général Sarnoff — il faut rebaptiser la « Voix de l'Amérique » et l'appeler « la Voix de l'Amérique pour la Liberté et la Paix » — cela ne servirait à rien. « Les faits sont têtus » et John Foster Dulles l'a exprimé très clairement : « Il ne sert à rien d'avoir davantage de « Voix de l'Amérique », ou des « Voix de l'Amérique » qui fassent plus de bruit, à moins que ce que nous avons à dire soit plus convaincant que tout ce qui a été dit jusqu'à présent. »[36].

[34] C'est ici que l'on voit comment la lutte politique et idéologique à l'intérieur des pays capitalistes avancés, qui peut diminuer leur volonté de faire la guerre, est directement reliée à l'effort qui est entrepris dans les pays sous-développés — capitalistes et socialistes — pour accélérer et favoriser le progrès économique et social.

[35] Sarnoff, *op cit.*, pp. 138 et 140.

[36] *War or Peace*, p. 261, New York, 1950.

III

L'établissement d'une économie socialiste planifiée constitue une condition essentielle et indispensable du progrès économique et social dans les pays sous-développés. Cependant, comme le disait Lénine : « Pour la révolution bourgeoise qui émerge de la féodalité, les nouvelles organisations économiques se créent graduellement au sein même de l'ancienne société, ce qui transforme progressivement tous les aspects de la société féodale. La révolution bourgeoise n'avait à remplir qu'une seule tâche : balayer, rejeter et détruire toutes les entraves de la société ancienne. En remplissant cette tâche, toute révolution bourgeoise accomplit ce qui est exigé d'elle, elle accélère la croissance du capitalisme. »[37] La tâche d'une révolution socialiste dans un pays sous-développé est beaucoup plus complexe. Elle ne peut en effet se contenter d'engendrer un développement considérable des forces productivs du pays, elle doit également — précisément pour y parvenir — créer la nouvelle société, le nouvel ordre économique et social du socialisme. « La révolution bourgeoise cesse en général avec la conquête du pouvoir, tandis que pour la révolution socialiste, la conquête du pouvoir ne constitue qu'un commencement, puisque le pouvoir sert à la reconstruction de l'ancienne économie et à l'organisation de la nouvelle. »[38]

Pour réaliser « cette reconstruction de l'ancienne économie et cette organisation de la nouvelle », on doit pouvoir disposer de tout le *surplus économique pontentiel* de l'économie : c'est là la première étape à franchir — et à certains égards — la plus importante. L'expropriation des capitalistes nationaux et étrangers a pour résultat d'éliminer la ponction résultant de la consommation excédentaire et des transferts de capitaux à l'étranger(etc.) sur le revenu, et accroît par conséquent instantanément le volume du *surplus économique effectif*. Le seul problème d'ordre économique qui se pose à ce niveau est celui de la nature physique des ressources ainsi « récupérées ». Il s'agit de savoir si elles peuvent être, en tant que telles, réintroduites dans d'autres circuits productifs. La majeure partie d'entre-elles peuvent, en général, être immédiatement transférées au secteur productif. En effet, que ce soit la main-d'œuvre ou les matériaux employés à la construction d'habitations résidentielles ou à la fabrication d'objets de luxe pour les classes dominantes, ou des devises étrangères servant jadis à l'importation de biens superflus ou aux transferts de capitaux, tous ces éléments du *surplus économique potentiel* peuvent être *directement* utilisés de manière productive[39].

[37] Œuvres Choisies en deux volumes, Vol. II, 1re partie, Moscou, 1950.
[38] Staline, Œuvres, Vol. 8, Moscou, 1948.
[39] La situation telle qu'elle est ici décrite se modifie considérablement lorsqu'un blocus économique est imposé au pays socialiste par le monde capitaliste.

La « récupération » du *surplus économique potentiel* qui existe sous toutes les formes de travail improductif est beaucoup plus difficile. Tandis que disparaît la structure socio-économique qui engendrait l'existence et l'activité des négociants, des usuriers, des courtiers, ainsi que des hôtels, boîtes de nuit, magasins et autres établissements qui favorisaient et développaient cette activité, tous ceux qui étaient ainsi employés, perdent leur occupation ; il n'est pas toujours possible de les employer dans un autre travail. Bien qu'à long terme, ces individus puissent être reclassés, la période de transition peut être extrêmement difficile et impliquer dans certains cas individuels des privations considérables. Le problème perd en partie de son acuité dans la mesure où un certain nombre de ces individus émigrent, comme cela a été le cas dans certains pays. Par contre, s'ils demeurent dans le pays, ils sont en général à la charge de leurs familles ou de l'administration ; lorsqu'ils parviennent à trouver un emploi productif, ils reçoivent le plus souvent — pour des raisons de charité humaine — un salaire supérieur à la valeur de leur contribution effective à la réalisation de la production sociale. Il va sans dire que la crise est plus grave lorsqu'il s'agit de personnes âgées, car l'orientation vers un nouveau mode d'existence est certainement plus facile pour des jeunes. En tout cas, on peut dire que le volume total de la consommation des classes improductives est considérablement réduit.

Cependant, cette réduction effective de la consommation improductive, n'entraîne pas nécessairement un accroissement proportionnel du *surplus économique effectif*, car dans une grande mesure, cette réduction mène au contraire à l'expansion de la consommation des masses laborieuses. Tandis que l'expropriation des entreprises industrielles et extractives, des chemins de fer et des compagnies d'exploitation de matières premières, permet normalement le transfert à la société de la libre disposition du *surplus économique* que ces unités engendraient, la révolution agraire — qui fera nécessairement partie intégrante de la révolution sociale dans les pays sous-développés, pour la plupart d'entre eux, — en réalisant le morcellement des grandes propriétés, l'abolition des loyers, en éliminant les négociants et les usuriers, et en faisant cesser l'exploitation exercée par le capital commercial, *ne* transfère *pas le* surplus économique à la société. La destruction des fondations sociales du capital commercial le fait dis-

Dans ce cas, l'exportation normale des produits peut devenir impossible, ce qui a des conséquences désastreuses sur le pays socialiste. Bien que dans le cas du boycott du pétrole iranien, après la nationalisation temporaire de la *Anglo-Iranian Company*, il n'était nullement question de socialisme, on peut néanmoins mesurer là toutes les conséquences possibles d'une telle politique. En général, cependant, de tels blocus ne peuvent se poursuivre indéfiniment : la concurrence qui s'exerce entre les acheteurs des biens exportés par le pays socialiste est suffisamment aiguë, pour qu'elle fasse cesser le plus rapidement possible, le blocus. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de matières premières et de biens alimentaires, dont l'échange se fait à une échelle mondiale.

paraître en tant que capital ; il en résulte seulement corrélativement un accroissement du revenu réel de la population rurale[40].

Ceci ne signifie pas que cet accroissement de la consommation *et* du *surplus économique effectif*, se réalisera *immédiatement* après la victoire de la révolution. Au contraire, le soulèvement et la désorganisation générale qui accompagneront (et survivront à) la crise révolutionnaire, auront en toute vraisemblance pour résultat une réduction de la production globale qui risque, non seulement d'entraver l'accroissement de l'investissement et l'amélioration des niveaux de vie, mais encore de les *réduire*. En effet, non seulement le *surplus économique* pourra disparaître, mais encore la consommation essentielle subira une contraction importante, particulièrement dans les zones urbaines. Il va sans dire, qu'on ne peut émettre aucune hypothèse générale, applicable à tous les cas, relative à la durée et à l'étendue d'une telle crise. Cela dépend essentiellement de l'intensité de la lutte politique en cette période de transition révolutionnaire, de l'importance de la résistance de l'ancienne classe dominante au nouveau gouvernement révolutionnaire, etc... Cela dépend non moins de l'enthousiasme, de la conscience civique et de la discipline du peuple, ainsi que de la maturité des forces socialistes révolutionnaires au pouvoir et de leur capacité à mener une politique juste et à créer rapidement l'infrastructure de la nouvelle société. « Ce qui différencie précisément la révolution socialiste, de la révolution bourgeoise, c'est que cette dernière trouve toutes prêtes des relations capitalistes déjà formées ; tandis que le pouvoir soviétique — le pouvoir prolétarien — n'hérite pas de rapports déjà existants qu'il peut utiliser... L'organisation de la comptabilité, du contrôle de gigantesques entreprises, la transformation de l'ensemble des mécanismes de l'économie politique, en une immense machine économique unique, en un organisme économique qui fonctionnera de manière à permettre, par un plan unique, l'organisation de millions d'hommes, voilà l'énorme problème organisationnel auquel nous étions confrontés et qu'il nous a fallu résoudre. »[41] Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, chaque nouveau gouvernement socialiste est confronté à des difficultés moins grandes que celles

[40] En Russie, avant la première guerre mondiale, les propriétaires et les koulaks touchaient 50 % de la production des céréales panifiables et en vendaient respectivement 47 et 34 %. Les petits et moyens paysans qui touchaient les autres 50 % de la production, n'en vendaient que 14,7 %. Au cours de la période 1926-1927, les koulaks produisant 13 %, en vendaient 20 %, alors que les petits et moyens paysans en produisaient 85,3 % et n'en vendaient que 11,2 %. Il en résultait que les villes recevaient moitié moins de céréales qu'avant la Révolution. Il est à noter qu'une telle évolution semble avoir eu lieu également après la révolution en Chine, si l'on en croit une étude passionnante de M. Ganguli, *Reorganization of Chinese Agriculture after Land Reform*, Indian Economic Review (août 1953) ; Doreen Warriner note la même chose pour certains pays, après la révolution, en Europe de l'Est et du Sud-Est : *Revolution in Eastern Europe*, Londres, 1950.

[41] Lénine, *op. cit.*, p. 420.

connues par les gouvernements socialistes qui ont pris le pouvoir antérieurement. L'expérience historique est cumulative pour ceux qui savent la comprendre ; la fameuse maxime de Hegel selon laquelle « les peuples et les gouvernements n'ont jamais rien appris de l'histoire », a été démentie par le cours même de l'histoire. Les partis qui luttent pour le socialisme, qui prendront le pouvoir, à l'avenir pourront tirer des leçons de l'expérience — à la fois positive et négative — accumulée par l'Union Soviétique, ce qui leur évitera, en partie au moins, d'avoir à tâtonner à chaque pas, sort qu'a malheureusement connu le premier Etat socialiste de l'histoire de l'humanité.

Cependant, en dépit de ce recours à l'expérience soviétique, de l'aide mutuelle et de l'assistance techniques, dont pourront jouir les nouveaux « arrivants » dans le camp socialiste, il n'est pas certain que cela leur épargne pour autant les difficultés et les frictions caractéristiques de la période initiale. Celles-ci, plus ou moins aggravées par les interventions politiques, économiques, et militaires de l'impérialisme, « compriment effectivement les niveaux de vie », ce que déplorent et condamnent, on s'en souvient, les auteurs bourgeois. Cependant, comme le disait Lénine : « dans l'intérêt même du succès de... [la] révolution, le prolétariat n'a pas le droit de refuser un décroissement temporaire de la production, pas plus que les ennemis bourgeois de l'esclavage, en Amérique du Nord, n'ont refusé le décroissement temporaire de la production de coton, conséquence de la Guerre Civile de 1863-1865 »[42].

Ce qui pourtant est essentiel, c'est que la période de bouleversement révolutionnaire, au cours de laquelle des décroissements de la production, de la consommation et de l'investissement peuvent être inévitables, est essentiellement *transitoire* ; c'est surtout la propagande contre-révolutionnaire qui insiste sur (et exagère) la durée de ce phénomène. En Russie, la crise économique était due autant à la première guerre mondiale qu'à la révolution et à la guerre civile ; il a suffi d'ailleurs, dans ces conditions, de quelques années pour que le volume de la production agricole atteigne le niveau auquel il se trouvait *avant la guerre* et il a suffi de 8 ans pour que l'industrie soviétique retrouve sa situation *d'avant-guerre*. En Chine, comme dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, où les dommages résultant de la guerre ont surtout affecté les capacités de production, il a suffi de 2 ou 3 ans, après la prise du pouvoir révolutionnaire, pour que les niveaux de production retrouvent leur situation *d'avant-guerre*[43].

[42] Œuvres Choisies en deux volumes, vol. II, 2e partie, Moscou, 1950. (Les dates 1863-1865, sont celles données par Lénine).

[43] Dans la plupart des économies des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, le volume de production d'avant-guerre était atteint en 1949 ; cf. *Economic Survey of Europe in 1949*, (1950) édité par les Nations Unies. En Chine, ce fut en 1952,

Une fois passée la crise révolutionnaire, retrouvé le volume de production pré-révolutionnaire et stabilisé, politiquement et administrativement, le nouvel ordre social, l'expansion économique peut reprendre — et il n'est plus question dès lors de réduire le volume de la consommation à un niveau inférieur à celui de la période *pré-révolutionnaire*. Cependant la réalisation de la croissance économique, particulièrement dans les pays où la révolution agraire a accompagné la révolution sociale, peut dépendre beaucoup de la « récupération » et de l'utilisation du *surplus économique potentiel*, absorbé en grande partie, par l'accroissement de la consommation paysanne. L'acuité de ce problème varie suivant les pays, notamment en fonction de leurs structures économiques pré-révolutionnaires respectives. Dans un certain nombre de pays — par exemple dans les pays producteurs de pétrole du Moyen Orient, ou dans les pays producteurs des minerais d'Afrique ou d'Amérique latine — le volume du *surplus économique* que la révolution met « à la disposition » de la société. est tellement considérable, que même son utilisation partielle à l'accroissement immédiat de la consommation, peut encore permettre au gouvernement d'impulser un programme ambitieux d'investissements productifs. Ailleurs, dans les pays où la majeure partie de la production (et donc du *surplus économique*) était produite par l'agriculture, elle est, après la victoire de la révolution, appropriée par la moyenne et petite paysannerie ; la condition indispensable pour réaliser un développement économique implique l'utilisation rationnelle et la « récupération » de cette production (et de ce *surplus économique*).

Mais c'est précisément là où la « récupération » est indispensable qu'elle rencontre les difficultés les plus grandes.

L'accroissement de la consommation globale, permis par la révolution agraire, tout en absorbant une part importante du *surplus économique potentiel* total, n'entraîne qu'une faible amélioration des revenus par tête et ne constitue pas, à proprement parler, un changement d'ordre *qualitatif* appréciable dans le niveau de vie des paysans. Pour ceux-ci en effet, la famine est un peu écartée, mais la misère insondable ne cesse pas pour autant. C'est pourquoi toutes les tentatives du gouvernement pour se saisir de l'équivalent de cet accroissement de leurs revenus réels afin de l'utiliser pour investir, rencontrent une résistance farouche des paysans.

De ce point de vue, l'expérience soviétique au cours des années 20 constitue un exemple typique de ce qui peut se produire à la suite d'une révolution agraire. Bien qu'il puisse sembler que l'impôt sur le revenu apporte un solution au problème, ceci est sans conséquence dans le cadre d'une économie paysanne où les unités de production

trois ans après l'instauration de la République Populaire, que la production atteignit le plus haut niveau jamais atteint au cours de l'histoire chinoise. *Economic Bulletin for Asia and the Far-East* (novembre 1953) édité par les Nations Unies.

sont minuscules. On ne peut en effet ni établir correctement la base d'imposition de cette multitude de paysans, ni lever de manière satisfaisante les impôts[44].

Les administrations fiscales se trouvent confrontées à une opposition résolue des paysans, enfin libérés des impôts et des rentes de la période pré-révolutionnaire ; de plus, la nature même de la production d'une agriculture de subsistance rend pratiquement impossible le paiement, par les paysans, d'impôts élevés. Leurs revenus monétaires sont en effet peu importants dans la mesure où leur production hautement différenciée, n'est que très peu vendue ou échangée. Quant à décider la levée d'impôts en nature, c'est se condamner immanquablement à l'échec. Une autre méthode préconisée pour « récupérer » une partie de ce *surplus économique*, est celle qui consiste à « opérer une ouverture plus grande de l'éventail », c'est-à-dire à manipuler les prix relatifs pour favoriser ceux de l'industrie nationalisée. Cette politique se heurte elle aussi à la misère des paysans, et tend à réduire à un minimum la quantité de produits qu'ils échangent contre des biens manufacturés indispensables (sel, allumettes, kérosène, etc.). Les paysans les plus riches, d'un autre côté — les koulaks — qui possèdent des quantités plus importantes de biens échangeables, préfèrent accroître leur propre consommation ou utiliser leur surplus à l'achat de bétail, de biens produits par d'autres paysans (ou par des citadins), plutôt que de négocier avec le gouvernement à des prix qu'ils considèrent inférieurs au taux de « parité ». En même temps, les entreprises coopératives et d'Etat, qui assument les fonctions de distribution et de crédit, ne peuvent absolument pas s'engager dans des activités qui s'apparenteraient à celles exercées, jadis, par les négociants et les usuriers.

La « récupération » et l'utilisation du *surplus économique potentiel*, qui était « en sommeil » au sein de la société capitaliste pré-révolutionnaire, constituent donc la tâche fondamentale et prioritaire que doit s'assigner le gouvernement socialiste, s'il veut réaliser un programme planifié de développement économique. Certes, tant que cette « récupération » et cette utilisation n'ont pas été menées à bien, la planification demeure limitée à un seul objectif — primordial, il est vrai — : la répartition de la production globale entre consommation et *surplus économique*. Nous rencontrons à ce niveau, une des différences essentielles entre l'économie capitaliste et l'économie socialiste. En régime capitaliste, la structure de la production globale, sa répartition entre la consommation globale et le *surplus économique* et la répartition du *surplus économique* lui-même entre consommation de la classe capitaliste et investissement, sont déterminées par les rapports de production, par la maximation des profits de la classe capi-

[44] Avant la guerre, le nombre de ménages de paysans s'élevait à 15 ou 16 millions. En 1927, il s'élevait à 24 ou 25 millions.

taliste et par l'allocation des moyens de production et des revenus. Dans une économie socialiste planifiée, la structure du produit social, ainsi que la disposition de celui-ci, sont déterminées, de manière consciente et rationnelle, par la société socialiste dans son ensemble. « Les conditions d'existence qui constituent l'environnement de l'homme et qui ont jusqu'à présent dominé l'homme, passent, à ce moment-là, sous le contrôle de l'homme, qui devient ainsi pour la première fois le véritable maître conscient de la nature, parce que — et dans la mesure où — il est devenu le maître de sa propre organisation sociale. Les lois régissant sa propre activité sociale, auxquelles il s'était jusque-là confronté, comme à des lois extérieures et contraignantes de la nature, pourront alors être utilisées par lui pour acquérir une compréhension complète et deviendront effectivement dominées par l'homme. »[45]

Cependant une telle situation ne peut exister tant qu'une partie considérable — et primordiale — de la production globale — à savoir la production agricole — n'est pas soumise à une planification socialiste centralisée. Le seul moyen pour parvenir à réintégrer l'agriculture dans les liaisons générales de l'économie nationale, consisterait à liquider l'agriculture basée sur l'existence de fermes individuelles et à la transformer en industrie spécialisée, à la division du travail développée. Une telle forme de l'agriculture permettrait que soient déterminées par l'autorité de planification centrale, comme c'est le cas pour les autres industries — la structure de la production, la répartition de celle-ci entre ceux qui travaillent dans ce secteur, et la part du *surplus économique* engendré, qui reviendrait à la société. Dans un régime socialiste, de telles transformations ne peuvent être menées à bien qu'à travers la création de coopératives de production paysannes, et la collectivisation des fermes individuelles. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point. Bien qu'il ne soit pas souhaitable de surestimer cet aspect du problème, au détriment d'autres aspects non moins importants, on doit néanmoins mettre l'accent sur le fait que, s'il n'existait pas de véritables raisons à la collectivisation, celle-ci serait indispensable pour mener à bien la « récupération » et l'utilisation rationnelle du *surplus économique*. La collectivisation, en transférant le droit à la libre disposition de la production agricole des paysans individuels aux fermes collectives, détruit effectivement la base matérielle de la résistance des paysans à la ponction du surplus économique. Avec la collectivisation, la part de la production agricole consommée par les agriculteurs peut être déterminée par l'allocation directe aux membres des fermes collectives ; la consommation des agriculteurs de biens non agricoles peut également être ajustée par la fixation des prix payés, par les pouvoirs publics, pour la part commercialisée de la production agricole.

[45] Engels, *Anti-Dühring*, p. 309, New York, 1934.

Que le gouvernement socialiste soit en mesure de décider de l'importance de la part du produit national consacrée à l'investissement, (et/ou l'utilisation collective) c'est-à-dire non consommée, ne nous indique rien quant au sens et au contenu d'une telle décision. Bien que l'objectif de la planification économique, soit, en régime socialiste, selon les termes de Staline : « le fait d'assurer la satisfaction maximum des besoins matériels et culturels de l'ensemble de la société, (qui s'accroissent constamment), par une expansion continue et une amélioration des méthodes de production socialistes, sur la base de l'utilisation de techniques plus perfectionnées. »[46], la répartition des ressources entre les besoins matériels et culturels, ainsi que le rythme de la production socialiste doivent être déterminés en fonction des conditions concrètes qui existent à chaque phase spécifique du développement historique. Ainsi, un pays socialiste économiquement en avance peut-il, à un certain stade de son développement, considérer qu'il n'est pas nécessaire, pour lui, de chercher à atteindre un très haut taux de croissance de sa production matérielle par tête. Il peut sembler que l'élimination de l'irrationalité et du gaspillage, caractéristiques du régime capitaliste, et la réorganisation de la production sociale, suffisent à assurer à la société une quantité suffisante et un investissement relativement peu important (étant donné une technique très progressive) par rapport au produit national net, peuvent vent suffire à assurer des taux de croissance permettant non seulement des niveaux de vie élevés pour une population en croissance, et une aide accordée aux pays moins développés mais encore une réduction non négligeable de la journée de travail. L'expansion des besoins culturels n'exigeant pas un effort d'investissement très poussé, et signifiant peut-être surtout un accroissement des loisirs, les autorités de la planification peuvent, dans ces conditions, fort bien restreindre relativement le volume du *surplus économique effectif*. D'un autre côté, un pays socialiste comme l'Union Soviétique, économiquement sous-développé, encerclé par des puissances impérialistes hostiles, ne se trouve pas du tout dans la même situation. Il était nécessaire en Union Soviétique de réaliser les taux de croissance les plus élevés possibles de la production *matérielle*, non seulement pour accroître l'offre des biens indispensables (qui faisaient cruellement défaut), mais encore pour créer un potentiel militaire suffisant pour décourager une éventuelle agression étrangère[47]. Dans un tel contexte, les planificateurs chercheront à consacrer la plus grande part de la production totale, à l'investissement dans la production de biens matériels — qui constitue la base essentielle et indispensable de cette avance. Il se peut que,

[46] *Economic Problems of Socialism in the U.S.S.R.*, p. 33, New York, 1952.

[47] « Nous nous trouvons en retard de 50 à 100 ans sur les pays avancés. Nous avons à combler ce retard en 10 ans. Nous le comblerons ou nous serons écrasés. » Staline : *Sochinenya*, (Œuvres), volume 13,, p. 39, Moscou, 1951. Ce jugement date du 4 février 1931, c'est-à-dire près de 10 ans avant l'invasion de l'Union Soviétique par les Allemands.

parmi des pays qui entreront ultérieurement dans le camp socialiste, pour certains il ne sera pas nécessaire, pour des raisons géographiques par exemple, de consacrer des parts importantes de leurs ressources à la défense nationale, mais qu'il leur faudra par contre développer la construction immobilière et les moyens de communication. D'autres pays porteront toute leur attention aux problèmes de l'éducation. Suivant les cas, des parts variables de la production globale seront affectées à l'investissement.

On ne peut donc établir de généralisations relatives à l'importance que souhaiteront donner les différentes sociétés socialistes à la production totale de biens matériels, une fois atteint un certain niveau de développement. Il n'est pas non plus possible de formuler des principes abstraits pouvant établir les règles de la répartition de cette production entre la consommation et l'investissement. De plus, comme la maximation des taux de croissance — si elle constitue une exigence dans une situation concrète déterminée — équivaut à la minimisation de la consommation totale (ou à la maximation du *surplus économique*), il serait faux de croire que cette minimisation (accompagnant une croissance aussi rapide) est comparable à sa réduction à des niveaux de misère. En tenant compte du lien évident entre les niveaux de consommation et la volonté (et la possibilité) de travailler de la population, le seul minimum de consommation compatible avec le maximum de la croissance (et de la production), doit impliquer un *accroissement* plus ou moins important des niveaux existants de consommation. Il en résulte donc que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, la maximation des taux de croissance n'implique pas, en présence d'une production faible, un réinvestissement de toute la production additionnelle (due à l'investissement), étant donné qu'elle doit également permettre un accroissement de la consommation.

Le problème est clairement analysé par la célèbre résolution du XVe congrès du P.C.U.S. (Parti Communiste de l'Union Soviétique). « Sur les directives concernant la formulation du Plan Quinquennal de Développement Economique » : « En ce qui concerne la relation entre l'accumulation et la consommation, il faut garder présent à l'esprit, qu'il est impossible de réaliser un accroissement *simultané* de ces deux facteurs..., posé ainsi, le problème est insoluble. On ne peut l'envisager, ni du seul point de vue de l'accumulation, ni du seul point de vue de la consommation. En tenant compte à la fois de la contradiction relative entre ces deux éléments et leur interaction et leur interdépendance réciproques, si l'on raisonne en fonction d'exigences à long terme, on s'aperçoit que ces deux éléments tendent à coïncider. Il s'agit donc d'envisager la solution pratique à ce problème comme étant la combinaison optimale des deux facteurs. Il faut également garder présent à l'esprit, qu'il s'agit là d'une tâche extrêmement complexe, si on l'envisage notamment en fonction du rythme de développement. Il ne faut pas, dans cette optique, chercher à atteindre le

rythme maximum d'accumulation pour l'année, ou les quelques années à venir mais réaliser une coordination des éléments de notre économie nationale de telle sorte qu'elle permette le développement le plus rapide sur une longue période. »[48]

La détermination de la part de la production globale qui sera transformée en surplus économique effectif, s'effectue donc en régime socialiste, en fonction des possibilités spécifiques, des exigences et des tâches particulières de chaque société socialiste, à chaque étape de son développement historique. Que l'on envisage le volume du surplus économique, les processus qui l'engendrent ou l'utilisation qui en est faite dans un pays socialiste, ces facteurs sont totalement différents de ce qui peut exister dans un régime capitaliste. En tant que *surplus économique planifié*, son volume est maintenu dans des limites déterminées en fonction des besoins de la société dans sa totalité ; en tant que *surplus économique planifié*, son utilisation et sa « récupération » pèsent de manière égale sur toute la population ; en tant que *surplus économique planifié*, il sert à créer les conditions d'un développement optimal des ressources humaines et matérielles de la société à long terme.

IV

Le volume du surplus investi étant ainsi déterminé, à chaque période, la tâche principale des organismes de planification consiste à établir un système de répartition adapté aux besoins. Puisque notre intention n'est pas ici d'empiéter sur le terrain de la théorie de la planification économique, nous nous contenterons d'esquisser ici les traits généraux.

Il s'agit en premier lieu du problème — auquel il est prêté une grande attention dans la littérature économique occidentale — du choix entre l'industrialisation et le développement du secteur agricole, notamment par l'élévation de la productivité dans ce secteur. Posé en des termes d'une telle généralité, ce problème ne peut absolument pas être résolu. Par contre, si on le pose en termes concrets, ou bien le dilemme disparaît purement et simplement. ou bien la réponse est évidente. Nous pouvons éclairer ce que nous entendons par là en disant qu'il s'agit d'envisager le problème en fonction de ce qui se produit dans les pays *capitalistes* sous-développés et en supposant que ce qui est recherché par les gouvernements en place, c'est la réalisation de la politique la plus souhaitable. Si l'on ne procède pas ainsi, on ne peut parvenir à aucun résultat. Examinons tout d'abord le cas de l'agriculture : il faut envisager sous ses deux formes prédominantes : les grandes plantations d'une part et les fermes individuelles qui pratiquent une agriculture de subsistance, de l'autre. En ce qui concerne

[48] Résolutions et décisions des congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, Conférences et Sessions plénières du Comité Central, 2e partie, p. 236, Moscou, 1941.

les premières, il n'est pas besoin d'ajouter grand-chose à ce que nous avons déjà dit plus haut. La mécanisation et l'accroissement de la productivité de ces plantations qui produisent essentiellement pour exporter, n'amélioreraient guère les conditions économiques générales dans ces pays. En fait, on peut même dire que l'effet de telles mesures risque même d'être défavorable, puisque l'utilisation intensive de machines additionnelles libérerait les anciens ouvriers agricoles qui travaillaient sur les plantations et les priverait donc des maigres possibilités de subsistance dont ils jouissaient avant l'introduction de ces nouvelles machines. De plus, comme ces machines, qui permettraient la mécanisation des plantations, seraient importées de l'étranger, de nouveaux emplois ne seraient pas créés, ce qui aurait pu être le cas si les machines avaient été fabriquées dans le pays même. Il ne faudrait pas davantage s'attendre à ce que la productivité accrue de la main-d'œuvre encore employée dans les plantations permette une élévation des taux de salaires, puisque l'existence d'une offre excédentaire de main-d'œuvre pourrait réduire à néant les effets d'un tel accroissement de productivité. Il ne résulterait d'une telle politique qu'une expansion des profits touchés par les propriétaires nationaux et/ou étrangers des plantations, profits qui seraient utilisés comme auparavant, au temps de l'impérialisme : le pays n'en bénéficierait guère. La création de plantations supplémentaires aggraverait le chômage et la paupérisation dans les campagnes, et accentuerait la dissymétrie du développement économique du pays sous-développé envisagé.

En ce qui concerne les fermes individuelles pratiquant une agriculture de subsistance, le problème est un peu plus compliqué. On peut entreprendre beaucoup de choses en ce domaine qui seraient utiles pour les paysans de ce type, dans les pays sous-développés. On pourrait par exemple leur fournir de meilleures semences, un meilleur bétail, leur prodiguer des conseils en matière d'agronomie et de crédit, ce qui finirait par accroître leurs revenus réels. Les améliorations que l'on pourrait ainsi réaliser seraient malheureusement largement compensées par l'accroissement démographique très rapide de ces pays, qui risquerait de rendre tout à fait négligeable l'augmentation de la production par tête. On ne peut en tout cas pas s'attendre à ce que soient réalisés des surplus. De telles entreprises prennent dès lors le caractère d'action quasi philanthropiques, sporadiques, qui ne fournissent aucune base à une expansion future. On peut certes s'attendre à un accroissement de la productivité agricole, grâce à l'emploi des méthodes modernes d'exploitation — force de traction mécanisée, équipements complexes, engrais chimiques, etc... — mais de telles techniques ne peuvent s'appliquer que sur de vastes surfaces cultivables. Le petit fermier pratiquant une agriculture de subsistance dans les zones arriérées du monde (comme partout ailleurs), ne possède ni les moyens d'acquérir un tel équipement, ni — et c'est encore plus important — les terres nécessaires où il pourrait les employer, étant donné qu'il ne possède que de minuscules lopins.

Il est certain qu'une agriculture extensive peut (cela s'est produit dans certains pays capitalistes avancés) apparaître au cours du développement capitaliste. Cela résultait alors, de ce que nous avons appelé antérieurement « la contre-révolution agraire », qui réaliserait une pénétration du capitalisme dans l'agriculture, une différenciation poussée de la population rurale, et une évolution correspondante des rapports entre capitalistes ruraux et prolétariat rural. En dehors du fait que ce processus s'est déroulé d'une manière extrêmement douloureuse, puisqu'il s'est matérialisé par la politique des « enclosures » et par la ruine complète de la paysannerie, il n'a pu se dérouler que parce qu'il se fondait sur la transition du capitalisme commercial au capitalisme industriel. C'est cette transition qui a conduit à l'invasion des processus capitalistes dans l'agriculture, et à la révolution technologique dans les zones rurales, fournissant ainsi un marché où les grandes unités agricoles pouvaient écouler leurs produits et un débouché aux masses rurales dépossédées et déplacées. Il est donc clair — et il faudrait convaincre sur ce point ceux qui préconisent un tel type de développement pour les pays sous-développés — que seule une industrialisation poussée peut permettre à ces pays d'accroître sensiblement la productivité de leur agriculture. Les auteurs bourgeois, pourtant, ne cessent de stigmatiser « l'exagération » dont font preuve ceux qui revendiquent l'industrialisation prioritaire dans ces pays et de recommander la prudence face « au nationalisme fanatique qui conduit à une hâte excessive dans le développement industriel. » Actuellement, la position officielle des Occidentaux consiste à insister sur la priorité de l'agriculture — tout en admettant la possibilité de développer certaines industries de biens de consommation — ; c'est là le signe distinctif de l'attitude actuelle, « prudente » et « diplomatique », à l'égard du développement économique des pays sous-développés. Dans certains cas particuliers, notamment dans les pays *capitalistes* sous-développés qui ont entrepris de créer des noyaux industriels plus ou moins isolés et peu reliés à l'ensemble des processus économiques, une telle politique peut avoir un certain intérêt ; elle ne peut cependant être étendue à tous les pays ; ce qui tend à prouver que les Occidentaux prennent cette position, non en fonction des intérêts des peuples sous-développés, mais en fonction de ceux du capital monopoliste occidental. Ce fait a été reconnu avec une telle franchise dans un document officiel important, que nous voudrions en citer de larges extraits : « Les possibilités et les problèmes des pays sous-développés, *ainsi que la nature de notre intérêt à la réalisation de leur développement économique* déterminent le contenu et la nature des programmes de développement que nous devrions préconiser... Pour des pays où les ressources peuvent être développées de manière à répondre avec profit à une demande mondiale de ces biens, cette politique peut constituer le moyen le plus efficace d'obtenir des biens additionnels... L'exigence fondamentale, dans la plupart des cas, est le développement économique qui se déroule suivant ces lignes de force, doit cependant être contrebalancé par des moyens accrus pour la production industrielle, au départ sur-

tout pour les industries légères produisant des biens de consommation... Les Etats-Unis auront besoin de plus en plus de matières premières, et notamment de minerais, étant donné que leurs ressources nationales tendent à s'épuiser progressivement. »[49]

Il est évident qu'un gouvernement socialiste dans un pays sous-développé, mènerait une politique qui n'aurait rien de commun avec une telle conception du « développement » économique et social, qui consiste simplement à préserver ces pays comme sources de matières premières pour les pays impérialistes occidentaux et à les maintenir dans leur sous-développement économique, social et politique. Dans une société socialiste, le dilemme — industrialisation *ou* progrès de l'agriculture — perd toute signification, puisque le progrès constitue un processus indivisible ; l'établissement de relations harmonisées entre l'agriculture et l'industrie constitue l'une des conditions indispensables pour que puisse se réaliser un développement rapide et sain. Comme une révolution sociale dans les pays sous-développés « n'attend pas (et ne peut attendre) que ce soit développée partout une production capitaliste, poussée dans ses conséquences les plus extrêmes et que les derniers petits artisans aient été absorbés par la production de type capitaliste »[50], c'est le sous-développement qui constitue le legs le plus important du capitalisme dont aura à venir à bout la société socialiste. Engels a indiqué le moyen par lequel on pourrait éviter aux petits paysans l'expérience désastreuse du déracinement et de la prolétarisation à laquelle les soumettait la transformation capitaliste de l'agriculture. Il s'agirait de leur donner « l'occasion d'introduire et de créer eux-mêmes des unités de production de grande envergure, non au profit des capitalistes, mais à leur propre profit à tous. »[51]

Ce programme fut développé, de façon concrète et scientifique, par Lénine en Union Soviétique. Voici ce qu'il écrivait en 1918 avec une clarté saisissante : « Une spoliation de l'énergie et du travail humains, telle qu'elle est véhiculée par l'agriculture paysanne, individuelle, ne peut plus durer. Si une transition devait s'effectuer de cette économie « éclatée » à une économie socialisée, la productivité du travail pourrait doubler ou tripler, et on pourrait consacrer deux ou trois fois plus de travail humain au développement de l'agriculture et de l'économie humaine d'une manière générale... Notre tâche et notre devoir sont d'infléchir [toutes les forces techniques]... afin que la branche la plus retardée de la production, l'agriculture... puisse suivre un nouveau cours, et subir des transformations, afin qu'elle ne

[49] *Report to the President on Foreign Economic Policies* (*Gray Report*), p. 59, Washington, 1950.
[50] Engels, *La Question paysanne en France et en Allemagne*, Œuvres Choisies de Marx Engels « Selected », Moscou, 1949-1950, volume II.
[51] *Ibid*, pp. 393 et 394.

constitue plus un commerce irrationnel et désuet, mais une activité se basant sur la science et les résultats de la technique. »[52]

Le fait de reconnaître l'urgence du développement de l'agriculture, est, il faut l'avouer, très différent de la théorie qui consiste à assigner à l'agriculture, la priorité absolue sur l'industrie ou à la considérer comme l'exigence fondamentale pour tout développement. A de nombreuses reprises Lénine a insisté sur l'importance primordiale de l'industrialisation. « Le salut de la Russie ne peut venir uniquement d'une bonne récolte des fermes, cela n'est pas suffisant ; le salut de la Russie ne peut davantage venir de conditions favorables dans l'industrie légère, cela non plus n'est pas suffisant ; car nous avons besoin aussi de *l'industrie lourde* ; pour créer dans l'industrie lourde des conditions favorables il nous faudra peut être des années de labeur. »[53]

Et, dans une vue à la fois plus large et plus synthétique, il ajoute : « si la Russie se couvre d'un réseau serré de centrales énergétiques et de puissantes installations modernes, alors notre construction économique communiste pourra servir d'exemple pour l'Europe et l'Asie socialistes à venir »[54]. En effet, la modernisation de l'agriculture et l'industrialisation intensive et massive, sont deux phénomènes étroitement liés, tels des frères siamois. C'est la croissance dans le secteur industriel qui fournit à l'agriculture les moyens techniques qui lui permettent de se développer, et les biens de consommation manufacturés demandés par la population rurale. C'est inversement l'expansion dans le secteur agricole qui fournit les biens alimentaires nécessaires à une main-d'œuvre industrielle croissante, ainsi que les matières premières (ceci pour une part relativement importante) nécessaires à une production industrielle également croissante. De plus, « c'est précisément... [l'] épargne de main-d'œuvre qui constitue l'un des avantages fondamentaux de l'agriculture extensive, à grande échelle, »[55] et la condition même d'une industrialisation ; c'est l'évolution de l'industrie moderne qui fournit le marché adapté à une production agricole accrue.

Il est certain qu'il ne suffit pas de déterminer cette interdépendance pour découvrir du même coup le point d'appui d'Archimède à partir duquel l'économie pourrait réamorcer un mouvement de développement. Le *surplus économique* doit-il dans ces conditions être investi dans l'agriculture ou dans l'industrie ? En ce qui concerne le premier point on a déjà pu voir précédemment que, dans les conditions d'une économie paysanne « éclatée », il n'existe guère de possibilités d'investir avec bénéfice ; de même on ne pourrait s'attendre à ce qu'un investissement dans l'agriculture fournisse rapidement un

[52] Œuvres, volume 28, p. 319, Moscou, 1947.
[53] *Œuvres Choisies*, en deux volumes. Vol. II, 2e partie, Moscou, 1950.
[54] Œuvres, vol. 31, Moscou, 1947.
[55] Engels, *loc. cit.*

volume appréciable de surplus qui pourrait être utilisé ensuite par l'industrie. Cependant, la création de fermes coopératives, qui constituent le cadre dans lequel pourraient être réalisés à la fois un accroissement sensible de la production agricole *et* la récupération et l'utilisation du *surplus économique* engendré dans le secteur agricole, n'est possible que si existent des instruments aratoires et autres ressources susceptibles d'être utilisés sur une ferme de grandes proportions. Comme l'avaient noté Marx et Engels : « l'établissement d'une économie collectivisée implique le développement de la mécanisation et des machines, l'utilisation des ressources naturelles et de nombreuses autres forces productives. ...Faute de ces conditions, l'économie collectivisée ne représenterait pas elle-même une nouvelle force productive, manquerait de toute base objective et ne reposerait que sur des fondements purement théoriques. Ceci pour dire que dans ces conditions ce ne serait qu'un caprice qui ne serait pas plus important que le budget d'un monastère. »[56] En effet, en l'absence de telles conditions, la collectivisation dans l'agriculture, si elle peut permettre de « récupérer » et d'utiliser le *surplus économique* engendré par ce secteur, ne peut nullement élever la productivité dans l'agriculture ; elle ne permettrait pas de transformer l'agriculture en une « activité basée sur les réalisations de la science et les progrès de la technique ». Les fermes collectives peuvent devenir d'immenses *latifundias* exploitées par une paysannerie affamée, au lieu d'être des unités de production prospères, offrant à leurs membres de hauts niveaux de vie et à la société d'importants surplus agricoles. De plus, dans ces conditions, comment pourrait-on s'attendre à ce que les paysans rejoignent les fermes collectives, y travaillent, et surtout y restent ? Il est clair en effet que la seule possibilité pour parvenir à recueillir l'adhésion des paysans à la collectivisation et à susciter leur enthousiasme pour la construction d'une économie agricole moderne, est de leur faire « comprendre que c'est là leur propre intérêt, que c'est là leur seul salut. »

Cela peut être réalisé « non pas par la contrainte, mais par la force de l'exemple et l'existence d'une assistance de la société à cet effet ».[57] Cependant, l'établissement d'un certain nombre de fermes modèles importantes, ne peut avoir d'incidences que si précisément existe une industrie développée. Ce qui est plus grave encore, c'est que même une politique basée sur la force de l'exemple et une aide massive à l'agriculture, rencontre en général l'opposition et la méfiance des paysans. Pour les surmonter cela « présuppose (cependant) un tel niveau de culture parmi les paysans... que cela ne peut se réaliser qu'une fois achevée une totale révolution culturelle. » La révolution culturelle à son tour, « se heurte à des difficultés immenses qui tiennent à des facteurs d'ordre purement d'éducation (nous sommes

[56] *Marx und Engels Ueber Feuerbach*, Marx-Engels Archiv., vol. I, p. 284, Francfort, N.D. Vol. I, p. 284.

[57] Les deux citations sont d'Engels, *op. cit.*

illettrés) et matériels (car pour atteindre un certain niveau culturel, il nous faut avoir accompli un certain développement des moyens matériels de production, il nous faut avoir une base matérielle). »[58]

Ceci semble bien indiquer que la politique juste consiste à développer en premier lieu l'industrie, à soutenir par tous les moyens le développement du secteur industriel, et que la révolution sociale, technique et culturelle doive attendre, pour s'accomplir, que soit réalisée une force industrielle suffisante pour pouvoir ériger les bases matérielles d'une reconstruction de l'agriculture. Qu'un tel programme soit ou non praticable dépend de l'importance des ressources disponibles, qui permettront une expansion sensible de l'industrie, c'est-à-dire en fait de la capacité de l'agriculture à fournir un surplus suffisamment élevé pour impulser un volume suffisant de production industrielle.

Il semble que nous nous trouvions dans un cercle vicieux. Il ne peut y avoir de modernisation de l'agriculture sans industrialisation, il ne peut y avoir d'industrialisation sans un accroissement de la production agricole et du surplus que l'agriculture engendre. Cependant, comme c'est souvent le cas pour les relations économiques et sociales, l'interdépendance des facteurs n'est inextricable et le phénomène n'apparaît circulaire que pour autant que l'on raisonne en pure abstraction, en pure « spéculation » comme aurait dit Marx. Dans une situation historique concrète déterminée, c'est l'action de tout un ensemble d'éléments qui entre en jeu et qui permet une rupture là où il semble possible de faire une brèche dans « l'opacité de la théorie ». Aux débuts du capitalisme, le problème pouvait être résolu par une importante transfusion de *surplus économique* en provenance de l'étranger (soit par le pillage systématique des territoires coloniaux, soit par des processus d'importations de capitaux), ou bien par une forte pression exercée sur les niveaux de vie des masses laborieuses, ouvrières et paysannes. Comme le dit très justement le Professeur Mason, « en cherchant à réaliser un équilibre entre ce que l'on appelle « les droits de la propriété » et ce que l'on appelle « les droits de l'individu », ce ne sont certainement pas les « droits de la propriété » qui ont été lésés. »[59] Il en résulte « qu'une grande partie des masses de capital dont nous profitons actuellement viennent des salaires que nos pères n'ont pas touchés. »[60]

La Russie socialiste a dû chercher une autre issue à cette impasse.

[58] Lénine, *Œuvres Choisies en 2 volumes*, Vol. II, 2e partie, Moscou, 1950.

[59] *Promoting Economic Development*, p. 44, Claremont, California, 1955.

[60] Aneurin Bevan, *Democratic Values*, p. 12, Fabian Tract, n° 282, Londres, 1950.

Elle ne pouvait en effet ni compter sur l'apport de colonies qu'elle aurait pu exploiter, ni sur la possibilité de prêts de l'étranger. De plus il lui a fallu consacrer des sommes considérables à l'entretien d'une force armée, indispensable pour assurer sa défense. L'Union Soviétique a pourtant essayé de trancher le nœud gordien, en créant une puissante industrie moderne, et *simultanément* de fournir à l'agriculture les moyens techniques nécessaires à sa modernisation et à sa collectivisation. Elle réalisa cependant cette tâche gigantesque à un coût prodigieusement élevé. Staline a dit « qu'il était nécessaire d'accepter des sacrifices et de réaliser partout les plus grandes économies possibles. Il était nécessaire d'économiser la nourriture, les écoles, les biens manufacturés afin de pouvoir rassembler les moyens nécessaires pour mettre en place une industrie moderne. C'était là le seul moyen de vaincre la famine étant donné l'infrastructure technique existante. »[61] De plus il faut ajouter que les coûts n'étaient pas seulement d'ordre économique. Le principe de l'adhésion volontaire à la ferme collective était continuellement bafoué. Tandis que les déclarations officielles insistaient sur la nature volontaire du mouvement de la collectivisation, pour tenter sans doute d'en hâter les résultats, c'est en général par la terreur et la contrainte que fut réalisée cette « profonde transformation révolutionnaire, qui a constitué un grand saut qualitatif, dont les conséquences furent aussi importantes que celles du grand bouleversement révolutionnaire de 1917. »[62]

Il est incontestable qu'une telle rupture, révolutionnaire, avec les siècles de retard des villages russes antédiluviens, ne pouvait se réaliser sans l'accord et le consentement de cette paysannerie illettrée, ignorante et irrationnelle. Dans toute situation déterminée lorsque les exigences objectives s'opposent à l'appréciation que portent les individus sur ces objectifs, l'attitude dénégatrice peut très bien entraver et retarder considérablement le processus historique, bien qu'elle ne puisse le faire indéfiniment. Cependant, comme l'attitude des hommes à l'égard des événements et des faits ne demeure pas immuable et inchangée, elle peut à plus ou moins longue échéance, s'harmoniser éventuellement avec les transformations objectivement nécessaires.

Ce qui est déterminant dans ces conditions et qui permet à cette harmonie de se manifester, est l'adéquation effective des transformations aux besoins objectivement vérifiables de la société dans son ensemble. C'est le fait que la collectivisation en Russie — malgré toutes les souffrances qu'impliqua la réalisation de sa phase initiale — constituait le seul moyen de parvenir effectivement au progrès économique, social et culturel, qui lui offrait sa seule garantie de succès

[61] *Questions du Léninisme*, Moscou, 1939.
[62] *Histoire du parti communiste de l'Union Soviétique (bolchevick)*, Moscou, 1938.

éventuel. Qu'il ait fallu utiliser la force pour mener à bien la transformation révolutionnaire de l'agriculture « n'implique pas », comme le dit Oskar Lange, « que le gouvernement soviétique n'ait pas cherché à obtenir l'adhésion de la population à ses objectifs politiques, ou aux moyens qu'il mettait en œuvre pour les réaliser. Cet accord cependant était obtenu par la propagande et l'éducation prodiguées par l'Etat et le parti communiste. »[63] Ce qui est encore plus important, c'est que cet accord a été obtenu essentiellement par la réussite matérielle, qui était telle, qu'elle convainquait un nombre toujours croissant d'individus que la collectivisation constituait un pas formidable, et sans aucun doute indispensable, vers le progrès économique et social. Bien que « la contribution principale de la collectivisation (et des fermes collectives), au cours des difficiles années du premier plan quinquennal, à l'expansion de l'industrie, fût l'accroissement considérable du surplus commercialisable de la production agricole »[64], il fut possible en quatre ans de dépasser pratiquement tous les effets néfastes que la collectivisation avait eus sur la production agricole. Lors de la dernière année du second plan quinquennal, on parvint ainsi à atteindre un volume encore jamais atteint jusque-là, et la production des récoltes dites « techniques » (coton, sucre, betterave sucrière et lin) avait plus que doublé par rapport à celle de 1928[65].

C'est ainsi que fut résolu le problème de la nourriture à la fois dans les villages collectivisés et les villes, et que les industries de biens de consommation purent obtenir les matières premières dont elles avaient besoin pour se développer ; enfin, le gouvernement put ainsi accumuler d'importants stocks de nourriture qui pouvaient servir en cas d'urgence. L'importance de ces réserves, notamment au cours des années de guerre qui suivirent peu après, est généralement reconnue. Ceci pourtant ne constitue qu'une partie des faits. Ce qu'il faut également noter c'est l'importance de l'émigration rurale vers les villes, qui était incontestablement indispensable à la croissance de l'industrie ; l'accroissement de la production agricole s'est en effet accompagné de la libération de plus de 20 millions d'hommes des travaux de l'agriculture. Elle se manifesta par une élévation de la productivité par tête de 60 % entre les années 1928-1930[66]. Ceci résulta d'une aide considérable accordée à l'agriculture. Ayant reçu au cours du premier plan quinquennal près de 250 000 tracteurs et à la fin du second plan quinquennal plus de 500 000 tracteurs, l'agriculture russe, « aupara-

[63] *The Working Principles of the Soviet Economy*, p. 7, New York, 1943.
[64] Maurice Dobb, *Soviet Economic Development since 1917*, Londres, 1948. L'auteur y remarque notamment que « la récolte de 1932-1933 avait, en ce qui la production de 1925, et réellement doublé en ce qui concerne le coton, le lin et la laine. »
[65] A. Baykov, *The Development of the Sovietic Economic System*, p. 325, Cambridge et New York, 1947.
[66] Dobb, *op. cit.*, p. 253 et 285.

vant l'une des agricultures les plus rétrogrades... put accumuler en l'espace de quelques années un capital productif considérable — en équipements et en bâtiments agricoles — et mécaniser les principales branches de cultures bien plus que n'avaient pu le faire, sur de plus longues périodes. d'autres pays. »[67] On peut dire en somme, pour reprendre les termes de l'auteur d'une monumentale étude de l'agriculture soviétique, dont l'attitude critique à l'égard de l'Union Soviétique est bien connue : « La politique de la socialisation de l'agriculture est parvenue dans une grande mesure à atteindre l'un de ses objectifs, économiques fondamentaux, à savoir servir de base à une industrialisation à grande échelle. Mais c'est à peu près tout ce qu'elle a permis... »[68]

Ceci est en effet à peu près tout ! L'histoire de l'industrialisation soviétique est suffisamment connue pour que nous n'ayions pas à y revenir ici en détail. Il suffit de dire que les taux de croissance de la production industrielle furent, dès le début de la campagne d'industrialisation — en excluant les années de la seconde guerre mondiale — de 18 % par an, tandis que la production annuelle s'accroissait de 16 % par an. « Un tel taux de croissance signifie une augmentation de 50 % tous les 5 ans ; il est sensiblement deux fois plus important que les rythmes atteints au cours des années de « boom » exceptionnelles dans le monde capitaliste comme ce fut le cas des Etats-Unis vers 1885 (8,6 %), la Russie au cours des années 1890 (8 %) et du Japon entre 1907 et 1913 (8,6 %). A cela on peut ajouter le taux de croissance de 5 % dans la production des biens manufacturés aux Etats-Unis entre 1899 et 1929 et le taux de 3 % en Grande-Bretagne entre 1885 et 1913. »[69]

---

[7] Bayk ov, *op. cit.*, p. 323.

[68] Naum Jasny, *The Socialized Agriculture of the U.S.S.R.*, p. 33, Stanford. California, 1949.

[69] Maurice Dobb, *Soviet Economy, Fact and Fiction*, Science and Society (printemps 1954). Un certain nombre de spécialistes des questions soviétiques, « inspirés » sans doute par les exigences de la guerre froide et conscients de l'importance des réalisations soviétiques pour les pays sous-développés, ont tenté, notamment aux Etats-Unis, de diminuer considérablement l'importance de ces réalisations historiques. Cependant, même le plus réactionnaire en la matière, M. Jasny, n'a pu éviter de reconnaître l'existence d'un taux de croissance du revenu de 8 à 9 % sur la période 1928-1937. *The Soviet Economy During the Plan Era*, p. 85, Stanford, California, 1951.

D'autres chercheurs, qui voulaient au départ « réviser » et « corriger » les statistiques soviétiques, les ont en fait corroborées. Le Professeur D. R. Hodgman, dans *Soviet Economic Growth* (édité par A. Bergson, New York, 1953), fait état d'un indice de la production industrielle dont les taux de croissance annuels sont de 15 à 16 % sur la période 1927-1928/1937 et un taux d'accroissement annuel de 20 % pour la période 1946-1950. Le Professeur Alexander Gerschenkron, d'un autre côté, ayant réalisé de laborieuses compilations a confirmé le fait que les statistiques soviétiques, pas plus que les autres séries statistiques connues, ne peuvent être suspectées de gonfler exagérément les résultats. Cependant, ses travaux (*A Dollar Index of Soviet Machinery Output, 1927-28/1937*, p. 58, Rand Corporation), ne semblent pas lui avoir permis de tirer les conclusions et de rejeter l'appréciation

La « révolution par le haut » qui a consolidé la révolution socialiste en Russie et qui a constitué le véritable point de départ de la planification socialiste, a pourtant été marquée par une détérioration sensible de la situation économique immédiate, par une rupture du flux normal de la production agricole (et des biens de consommation), et par une chute douloureuse des niveaux de vie de la population. En cela l'évolution en Union Soviétique fut semblable à celle qui caractérisa les autres ruptures historiques antérieures. Mais les maux ainsi provoqués étaient incontestablement des maladies de croissance : la crise survint très rapidement et la convalescence ne dura que quelques années. Vers la fin du premier plan quinquennal, les plus sévères restrictions de la consommation furent quelque peu relâchées, en 1935 le rationnement fut aboli et en 1937, les « niveaux de vie furent sans doute les plus élevés depuis 1928 (c'est-à-dire l'année du lancement du premier plan quinquennal) et les ont peut-être même dépassés. »[70]

Tandis que cette élévation des niveaux de vie était interrompue par la menace de la guerre, et par la guerre elle-même, la décennie qui suivit immédiatement la fin de la guerre démontra cependant amplement la vitalité de l'économie soviétique, ses progrès constants et rapides. A la fin de 1954, les niveaux de vie étaient approximativement supérieurs de 75 % à ceux de la dernière année précédant la guerre[71].

---

tendancieuse selon laquelle les statistiques soviétiques seraient faussées. J'étais il y a encore quelque temps persuadé moi-même du gonflement des données qu'opéraient les statistiques soviétiques (voir à cet effet mon article *National Income and Product of the U.S.S.R. in 1940*, Review of Economic Statistics, novembre 1947). Une étude plus approfondie et la réflexion, m'ont amené à réviser ce jugement et à conclure que cette exagération — si elle existe effectivement — est due à une exagération commune à toutes les données relatives aux comparaisons d'indices sur une période relativement longue. De plus, de nombreuses données relatives à des productions physiques non agrégées, corroborent les recherches de l'ensemble des statistiques soviétiques. En tout cas, l'intérêt que l'on porte actuellement à la statistique soviétique, ainsi que les efforts déployés par MM. Jasny, Gerschenkron et Schwartz ne sont certainement pas des exercices de style de science « pure » ; ils font effectivement partie d'un ensemble plus vaste, d'une campagne générale de dénigrement de la planification soviétique socialiste, dont la réalisation historique pourtant n'a pratiquement rien de commun avec ces sornettes sans grand intérêt. Comme le disait M. P. J. D. Wiles : « nous pouvons dénigrer ces statistiques soviétiques de toutes les manières possibles et imaginables, elles continuent à faire apparaître des taux de croissance industrielle supérieurs, de façon permanente, à ceux jamais réalisés par aucun pays « capitaliste ». Je n'ai jusqu'à présent jamais rien lu (même chez les plus critiques) qui soit parvenu à prouver le contraire. » Lettre au journal *The Economist*, 19 septembre 1953.

[70] A. Bergson, *Soviet National Income and Product in 1937*, p. 10, New York, 1953. Dans une note de la même page, le Professeur Bergson montre que même les estimations de M. Jasny attestent d'un niveau de vie de 10 % supérieur en 1937, à celui de 1928.

[71] Voir à ce sujet le rapport de Malenkov au 19e Congrès du Parti, le 5 octobre 1952 et le rapport sur l'achèvement du Plan Economique de 1954, dans la *Pravda* du 21 janvier 1955.

On peut tirer de ce qui précède deux importantes conclusions :

1) Dans les conditions d'une planification socialiste on ne peut poser le problème du développement économique sous la forme d'une alternative : le développement économique sera le fruit de l'industrialisation *ou* des progrès de l'agriculture. Le développement économique ne peut se réaliser qu'à travers l'action *simultanée* de ces deux facteurs. Il est certain que les difficultés sont gigantesques, bien que leur nature et leur intensité varient au cours du développement historique. Ces difficultés se présentent sous diverses formes : la menace que fait peser le monde capitaliste sur la sécurité du pays socialiste, l'irrationalité de la population encore soumise à l'influence des idéologies du passé capitaliste, la rareté relative des ressources, etc. Toutes ces difficultés sont étroitement reliées entre elles, elles ne peuvent par conséquent pas être vaincues séparément. La pauvreté, l'analphabétisme répandent la mythologie, les superstitions religieuses et l'obscurantisme, de la même manière elles retardent le développement des forces productives. De même que la menace d'une agression capitaliste contre le camp socialiste entrave considérablement l'utilisation rationnelle des ressources, de même le sous-développement et la faiblesse militaire qui en résultent, excitent-ils l'appétit de l'impérialisme Cependant bien que cette interdépendance de toutes les difficultés (de quelque ordre qu'elles soient) rendent la tâche particulièrement difficile pour un gouvernement socialiste, tenu d'attaquer sur tous les fronts (et ce notamment aux premières étapes de la révolution), c'est précisément cet enchaînement des facteurs déterminant les possibilités de progrès à chaque étape, qui permet l'accélération du phénomène après chaque succès.

2) L'expérience de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes démontre clairement qu'il n'est pas nécessaire de « *maximer* » le *surplus économique* pour garantir des taux extrêmement élevés d'investissement et une expansion économique. Ceux-ci, de plus, sont parfaitement compatibles avec une élévation continue et appréciable des niveaux de vie de la population[72]. Cela est possible à condition qu'existent une *allocation* correcte et une *utilisation* rationnelle du *surplus économique* qui est rendu disponible pour l'investissement. Le premier aspect doit tenir compte des exigences à long terme de la croissance économique et non des accroissements immédiats de la production directement consommable, le second aspect, par contre, doit consister en une utilisation maximale du capital productif disponible. En conséquence, la politique des investissements doit mettre essentiellement l'accent sur le développement de l'industrie — en élevant simultanément l'agriculture à un niveau suffisamment élevé pour pouvoir soutenir le mouvement d'industrialisation — qui pourra à son

[72] Ceci a été particulièrement noté, à de multiples reprises, par Maurice Dobb. Voir à ce sujet notamment : *Soviet Economic Development since 1937*, chap. 10, ainsi que *Some Aspects of Economic Development*, p. 37 et sq. Dehli, 1951.

tour impulser l'agriculture à l'aide et aux moyens des ressources accrues tirées de la production industrielle. Il faut donc réaliser un rapport capital/production, le plus favorable possible en réduisant tous les équipements dans l'industrie et les transports et l'agriculture à leurs strictes limites d'utilisation[73].

V

La seconde question qui se pose par rapport au problème de répartition optimale du *surplus économique* est de savoir si le développement économique doit être recherché à travers une expansion des industries lourdes de biens de production, ou par un accroissement de l'importance des industries légères de biens de consommation. Cette question se réfère en fait à l'affectation du revenu national entre la consommation et le *surplus économique*, ou — ce qui revient au même — à l'étendue de la croissance que l'on veut réaliser au cours de la période de planification envisagée. Dans son analyse de la reproduction élargie, Marx a clairement défini les conditions de base qui doivent être remplies pour permettre une croissance économique : le produit courant brut du secteur I (industries de biens de production) doit excéder la demande courante des biens de production qui émane des secteurs I et II (industries de biens de consommation) qui comptent ainsi remplacer leur équipement[74]. Comme l'a dit Lénine, « en vue de développer la production... il est nécessaire de produire en premier lieu les moyens de production. et ceci exige donc une expansion de la branche de la production sociale qui produit les moyens de production. »[75] Il est évident que le volume des biens de production additionnels dépend, chaque année, de l'importance de l'expansion de la production globale que l'on cherche à atteindre les années suivantes.

Car, les industries de biens de production nouvellement créées, produiront au cours de leur période de fonctionnement, des *biens d'investissement*, qui ne seront à leur tour utilisés d'une manière rationnelle et appropriée que si le volume de l'investissement réalisé au cours de cette période est tel qu'il permette l'absorption de leur production. En d'autres termes, le *surplus économique* de la période doit

[73] On estime généralement que le rapport capital/production en U.R.S.S. est moitié moins élevé que dans les autres pays capitalistes avancés. Si l'on considère que la main-d'œuvre soviétique est moins compétente dans certains domaines que les ouvriers occidentaux, cela suppose une intensité d'utilisation des équipements productifs double. — Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Institut d'Economie, *Politicheskaya Ekonomya - Uchebnik* (Economie Politique - manuel), p. 470) Moscou, 1954.

[74] *Le Capital*, (éd. Keer), Vol. III, chapitre 21.

[75] *Sochinenya* (Œuvres), Vol. II, p. 137, Moscou, 1947.

pouvoir égaler le volume de la production physique des industries de biens de production qui s'étendent. De la même manière, si les industries nouvellement créées sont des industries produisant des *biens de consommation*, elles ne seront utilisées rationnellement que si la consommation est suffisamment importante (et le surplus suffisamment restreint) pour fournir un marché suffisant à leur production. La détermination de la *rapidité et du rythme* de la croissance économique, établit donc quelle sera la part du revenu national qui constituera le *surplus économique* et la nature physique de l'investissement nécessaire. Des investissements importants dans les industries de biens de production impliquent des rythmes élevés de croissance pendant de longues périodes (ou même pendant toute la durée du plan), tandis qu'un développement économique basé sur l'extension des industries de biens de consommation implique nécessairement un investissement initial moindre, mais aussi des taux moins importants de croissance pour l'avenir[76]. L'investissement cependant ne peut pas être développé dans l'une de ces directions à l'exclusion de l'autre. L'expansion du secteur I implique un accroissement de l'offre des biens de consommation pour les travailleurs nouvellement engagés dans les industries de biens de production ; inversement, l'investissement dans le secteur II nécessite un accroissement de l'offre des biens de production pour pouvoir équiper les nouvelles unités produisant des biens de consommation[77]. La principale tâche des autorités de planification consiste précisément à déterminer et à préserver les proportions entre ces différentes grandeurs économiques, seule chance que soit réalisé un développement économique harmonieux. Des erreurs commises à ce niveau, et notamment en ce qui concerne l'accroissement suffisant de la production de biens de consommation, peuvent causer de graves difficultés économiques et politiques et entraver la réalisation des plans de développement[78].

Comme nous l'avons dit plus haut un pays socialiste qui aurait atteint un niveau de développement suffisant pour qu'un investisse-

[76] Voir à ce sujet, l'excellent article de Maurice Dobb, *Rates of Growth under Five Year Plans*, Soviet Studies, avril 1953, réimprimé dans son ouvrage *On Economic Theory and Socialism*, Londres, 1955.

[77] Le recours au commerce international ne change nullement l'essence du phénomène précédemment analysé. Dans ce cas, les industries exportatrices — quelle que soit la nature physique de leur production — deviennent des industries « de biens de production » puisque leur produit, le commerce international, peut être converti en biens capitaux. Pour déterminer si une telle politique est recommandable, il faut tenir compte des ressources naturelles du pays envisagé, des possibilités comparatives d'accroissement de la productivité dans les industries de biens de production et dans les industries exportatrices, des termes de l'échange, enfin, auxquels le pays sera confronté après l'expansion de ses exportations.

[78] De telles erreurs ont été commises en U.R.S.S. ainsi que dans certains pays socialistes de l'Europe de l'Est et du Sud-Est ; elles ont créé des difficultés considérables notamment dans l'approvisionnement des villes. Voir l'étude très intéressante des Nations Unies, *The Economy of Hungary, 1950 to 1954*, Economic Bulletin for Europe (août 1955).

ment net ne soit plus considéré comme nécessaire, pourrait réduire le *surplus économique* jadis soustrait pour des fins d'investissement et l'utiliser à des dépenses collectives, d'administration, etc. ; il pourrait d'autre part employer des équipements techniquement beaucoup plus évolués, ce qui permettrait l'accroissement nécessaire de la production par rapport à l'accroissement de la population. Dans ce cas, les investissements du secteur I devraient être réduits au niveau des exigences du remplacement des anciennes machines ; cette compression devrait se réaliser par la transformation (ou la conversion) des unités de production existantes en industries produisant des biens de consommation ou par la cessation de leur remplacement (là où la reconversion est impossible). Il va sans dire qu'aucun des pays socialistes actuellement n'est parvenu à ce stade : le fait d'ailleurs qu'ils ne cessent d'insister sur l'importance de l'industrie lourde reflète le fait — brutal, mais indéniable — que pour une longue période encore, une croissance rapide de la production globale demeurera le problème fondamental pour ces pays.

VI

Etroitement rattaché à ces préoccupations se situe le *troisième* problème de la planification : il faut le citer même rapidement. Il s'agit de celui du choix entre une méthode de production intensive en capital et une méthode de production intensive en main-d'œuvre, et ceci notamment en ce qui concerne les plans de développement pour les pays sous-développés. Dans la littérature économique traditionnelle, ce problème est résolu et l'issue n'est pas douteuse. C'est ainsi par exemple que le Professeur Nurkse écrit que les pays sous-développés ne « devraient ni souhaiter (et on ne devrait pas leur permettre d'atteindre) un taux d'intensité capitalistique aussi élevé que dans les pays économiquement avancés. »[79] Cette opinion se fonde en général sur l'existence d'un important surplus agricole dans ces pays ; si ces travailleurs devaient quitter leur état de chômage « déguisé », et être mis au travail ailleurs, cela accroîtrait sensiblement le volume de la production globale. On ne peut prendre réellement au sérieux l'idée — émise pour ne pas l'être — selon laquelle « les ouvriers, avant d'entreprendre la construction et la réalisation d'une forme de capital fixe, comme une route, pourraient après tout « se mettre dans un coin » et fabriquer leurs outils de leurs propres mains, à partir de pratiquement rien ». En fait, on doit fournir à un travailleur transféré de son village natal à la ville pour y accomplir une tâche industrielle, un matériel productif, pour lui permettre au moins de pro-

[79] *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, p. 45, Oxford, 1955. La citation suivante est de la page 44 du même ouvrage.

duire de quoi se nourrir. Faute de quoi, son transfert de son village natal impliquerait simplement qu'il reçoit une subvention pour pouvoir se nourrir, ce qui réduirait d'autant le *surplus économique* disponible pour un investissement social. De plus, le transfert d'un chômeur « déguisé » du village au centre industriel nécessite un certain nombre de dépenses affectées à la construction de logements, d'hôpitaux, de services communaux, d'écoles, etc., dont le coût calculé par tête, risquerait d'augmenter considérablement les sommes nécessaires à l'établissement d'un ouvrier additionnel (elles peuvent effectivement doubler la dépense). Si *cette* charge est prise en considération, les techniques de production à haute intensité de main-d'œuvre risquent d'impliquer une *plus grande* dépense en capital par unité de produit, que les techniques à haute intensité capitalistique[80].

On peut de plus prendre en considération une donnée supplémentaire qui est loin d'être moins importante. Les nouveaux travailleurs industriels devront être rémunérés sur la base du salaire couramment pavé dans l'industrie, car ils doivent pouvoir être assurés d'une certaine quantité de nourriture, de vêtements, etc., qui constituent les éléments du niveau de vie de ce pays.

Outre la difficulté à obtenir suffisamment de nourriture des villages — car le fait caractéristique du chômeur rural « déguisé » est qu'il *n'apporte* pas sa nourriture « avec lui » — il faut tenir compte du fait que si l'on veut fournir des biens de consommation aux travailleurs des nouveaux projets d'investissement, cela implique, si l'on utilise des techniques productives à haute intensité de main-d'œuvre, qu'à l'expansion du secteur I corresponde un accroissement du secteur II, supérieur à celui qui serait nécessaire si l'on utilisait des techniques productives à haute intensité capitalistique. Ainsi, les techniques basées sur une utilisation intensive de la main-d'œuvre impliquent-elles un ralentissement du processus d'expansion, une diminution des taux de croissance économique. Ceci a parfaitement été analysé par Maurice Dobb, le mieux que nous ayons à faire étant de citer ses conclusions : « Choisir entre des formes d'investissement

[80] On peut préciser quelque peu ce point en l'étendant à l'analyse de la force de travail industrielle potentielle qui n'est pas celle issue du chômage rural « déguisé », mais celle qui vit déjà dans les villes et qui est en chômage. Il ne faut à aucun prix confondre ces travailleurs avec ce qui a été appelé les « chômeurs keynesiens », c'est-à-dire ceux qui ont *perdu* leur travail du fait d'une reduction de la production résultant d'une dépression générale ou partielle. Il s'agit bien plutôt de gens qui sont venus à la ville pour y chercher du travail et, qui n'en ayant point trouvé, sont restés en ville et ont grossi les rangs des chômeurs « non déguisés », qui végètent en marge de la société, grâce à des gains occasionnels, la mendicité, les vols, etc. Un tel « Lumpenproletariat » est relativement important dans de nombreux pays. Cependant ils sont en général réduits à un tel état de décrépitude et d'abandon, qu'on ne peut guère songer à les employer, ce qui réduit considérablement leur importance par rapport au sujet que nous évoquons. Même lorsqu'on peut les employer, ils ne sont pas très « utiles » tant qu'ils continuent à demeurer dans les taudis qui leur servent de « logement ».

à plus ou moins forte intensité capitalistique ne se fait pas en fonction de la proportion existant entre les différents facteurs de production... Un tel choix ne dépend pas du rapport effectif entre la main-d'œuvre disponible et le capital (considéré comme stock), mais dépend des considérations qui déterminent le choix entre un taux élevé et un taux peu élevé d'investissement. ...ce choix dépendant de l'importance relative que l'on attache à une consommation accrue pour un futur immédiat et à un accroissement potentiel de la consommation pour un avenir plus lointain que rendront possible un certain taux d'investissement et une certaine forme des investissements. En d'autres termes, les raisons susceptibles de justifier une politique de taux élevés d'investissement... pourront également justifier un haut degré d'intensité capitalistique dans la forme des investissements, et inversement. »[81]

De plus, lorsqu'elles choisissent entre les techniques à haute intensité de capital et celles à haute intensité de main-d'œuvre, les autorités de planification doivent garder à l'esprit que l'abondance et le prix peu élevé de la main-d'œuvre disponible peuvent très bien être une condition temporaire qui *précède* la réalisation du plan de développement. Conscientes de l'importance de la demande de main-d'œuvre exigée pour la réalisation de leurs propres plans, les autorités de planification doivent prendre en considération le fait que relativement rapidement — une fois écoulée la période d'utilisation du matériel qui est en train d'être créé — la main-d'œuvre peut (facteur de production jusque-là relativement abondant), devenir un facteur de production rare, surtout lorsqu'il s'agit de la main-d'œuvre qualifiée.

Ce n'est pas tout. Le développement économique, comme nous l'avons vu plus haut, dépend de l'expansion de l'industrie des biens de production. Il se trouve qu'il est pratiquement impossible de produire ces biens de production à « partir de pratiquement rien ». En fait, les techniques exigées par la production de tracteurs et de machines outils, de matériel électrique ou d'aluminium, ne laissent nullement aux autorités de planification le choix entre des méthodes à haute intensité de capital et des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre. Dans la plupart des cas, le seul choix qui *subsiste* est : produire ou ne pas produire tel bien particulier. Les pays sous-développés peuvent donc soit s'industrialiser — et ce faisant profiter du seul avantage que le développement historique leur ait laissé, à savoir la possibilité « d'utiliser » les réalisations et les progrès de la science et de la technique des pays plus avancés —, soit renoncer à l'industrialisation et se contenter des miettes du progrès technique moderne en important des pays industrialisés un matériel de seconde main, et en

[81] *A Note on The So-Called Degree of Capital Intensity on Investment in Under-Developed Countries,* Economie Appliquée (Paris, 1954), n° 3, réimprimé dans *On Economic Theory and Socialism,* (Londres, 1955). La citation est tirée de cet ouvrage, page 149.

accroissant ainsi leur « bien être » à un rythme d'escargot. Il apparaît donc que la solution préconisée par les économistes bourgeois, favorables à des investissements à haute intensité de main-d'œuvre, ne le soit pas en toute « innocence », pour des raisons théoriques, comme cela pourrait sembler de prime abord. Bien au contraire, il s'agit là d'un chaînon important de la campagne actuellement menée, qui vise à « prouver scientifiquement » l'intérêt que les pays sous-développés ont à industrialiser très lentement (ou mieux, pas du tout) leur économie.

VII

Tout au long de cette analyse, on a implicitement envisagé les pays socialistes, qui planifient leur développement, comme des économies fermées sur elles-mêmes, entourées par un camp capitaliste hostile. Même en ce qui concerne la Russie, une telle vision ne rend pas vraiment compte de sa réalité. Car, bien que les relations économiques internationales après la Révolution n'aient jamais été extrêmement développées, elles ont cependant joué un rôle important dans le processus d'industrialisation, notamment au cours des années d'exécution du premier plan quinquennal. A cette époque, les relations économiques avec le monde capitaliste ont permis à la Russie, non seulement de profiter de crédits à court terme accordés par les pays capitalistes, gravement atteints par la dépression et qui cherchaient à trouver des débouchés à leurs exportations, mais encore de contribuer considérablement au développement économique de l'Union Soviétique, en lui permettant d'acquérir une quantité importante d'équipements industriels qu'elle ne pouvait encore produire, pour des raisons techniques[82]. Si l'importation de telles machines avait été impossible, les difficultés initiales de l'industrialisation auraient été beaucoup plus considérables et les sacrifices qu'elle aurait entraînés, beaucoup plus douloureux. C'est seulement à la fin du premier plan quinquennal, que le commerce soviétique avec les pays étrangers a sensiblement décliné, et que ce pays a pu réaliser une autarcie pratiquement totale, tant du point de vue économique, que du point de vue technique[83].

[82] En ce qui concerne les relations économiques internationales de l'Union Soviétique, on peut se référer à mon ouvrage *The U.S.S.R. in the World Economy in Foreign Economic Policy for the United States*, S. E. Harris, éditeur, Cambridge, Massachusetts, 1948.

[83] Ce qui devrait être évident (mais il faut néanmoins y insister étant donné les confusions fréquentes et les mésinterprétations continuelles qui circulent à ce sujet) c'est qu'à aucun moment la recherche de l'autarcie et de l'indépendance économique n'a constitué pour l'Union Soviétique une philosophie en soi. Une telle politique a été dictée uniquement en fonction de la réalité du danger perpétuel que représentait une agression économique et militaire étrangère, et en fonction de la

Dans ce domaine pourtant, le cas de l'Union Soviétique est loin d'être typique. Il existe actuellement peu de pays auxquels pourrait s'appliquer la formulation de Lénine relative aux pays qui ont « tout ce qui est nécessaire et suffisant à la construction d'une société socialiste. » Dans la plupart des autres pays, et en particulier pour les pays sous-développés, la structure économique, la dotation en ressources naturelles sont telles que les relations économiques avec le monde extérieur ne sont pas seulement hautement souhaitables, mais tout à fait indispensables à leur survie même. Même un pays aussi riche en ressources naturelles que la Chine pourrait très difficilement établir les fondations d'une économie industrielle si la possibilité d'importer les équipements industriels (et agricoles) les plus importants lui faisait défaut. Ce qui est vrai pour un pays comme la Chine, s'applique a fortiori aux autres pays sous-développés qui peuvent beaucoup moins compter sur leurs propres ressources.

Il est inutile d'ajouter grand-chose en ce qui concerne les avantages que peut tirer un pays socialiste des prêts étrangers. Ceux-ci peuvent en effet, lui permettre de ne pas « récupérer » et utiliser tout le *surplus économique* disponible dès les premiers temps de l'industrialisation, ce qui réduit d'autant les privations et les tensions qui accompagnent généralement ce processus du développement économique. De plus, ils peuvent permettre de vaincre plus facilement les obstacles qui se développent du fait de l'interdépendance de l'industrie et de l'agriculture, et de résoudre certains problèmes caractérisant la période de transition en important des machines agricoles, des biens industriels et même de la nourriture. Une telle politique peut parfois même éviter au pays une collectivisation trop hâtive des petits paysans qui pourra ainsi permettre de « faire tout ce qui est possible pour alléger leur fardeau et améliorer leur sort et pour leur faciliter la transition vers la coopérative s'ils le désirent, et même leur permettre de demeurer sur leur lopin individuel le temps de la réflexion, s'il ne leur est pas possible de se décider. »[84] Il est clair pourtant que

nécessité de faire échapper le développement économique de l'U.R.S.S. à l'action des caprices et des aléas des marchés capitalistes internationaux. Le premier aspect fut vérifié dans la pratique par l'intervention occidentale après la révolution, tandis que le second le fut pleinement par l'évolution des termes de l'échange des pays exportateurs de matières premières. Une résolution d'octobre 1927 relative à la préparation du premier plan quinquennal déclarait explicitement : « En prenant en ligne de compte la possibilité d'une agression militaire des pays capitalistes contre le premier Etat prolétarien de l'histoire de l'humanité, il est indispensable d'exécuter le premier plan quinquennal de façon à porter une attention soutenue aux branches de l'économie nationale en général et aux branches d'industries en particulier qui joueront le rôle essentiel dans la défense du pays et pour la stabilité économique du pays en temps de guerre. » (Parti Communiste de l'Union Soviétique, Résolutions et Décisions de Congrès, Conférences et Sessions Plénières du Comité Central, Moscou, 1941, IIe partie, p. 202).

[84] Engels, *La question paysanne*, in Marx-Engels, Œuvres Choisies, Vol. II, Moscou 1949-1950.

bien que les pays capitalistes avancés soient en mesure de fournir de tels prêts, on ne peut guère compter sur eux réellement. En général, les pays capitalistes assortissent leurs prêts de conditions politiques et économiques inacceptables pour les pays socialistes ou bien ne les accordent que durant de très courtes périodes de dépression économique où le besoin de ventes additionnelles est plus fort que la répugnance à aider le développement économique des pays socialistes. En fait, seuls les pays socialistes sont susceptibles d'accorder des prêts à d'autres pays socialistes, mais les possibilités de tels prêts demeurent encore relativement restreintes étant donné la pauvreté des pays socialistes en général (et même des pays les plus avancés ou les moins en retard du camp socialiste).

La possibilité d'obtenir des prêts par les relations internationales est loin d'être l'avantage le plus important de ces relations avec les pays étrangers. Ce qui, pour de nombreux pays, est primordial et même vital, est la possibilité qu'offre le commerce international d'échanger une partie plus ou moins importante de leur production nationale et d'obtenir de cette manière toute une *variété de biens physiques* qu'exigent leur consommation globale, leur investissement dans l'industrie et dans l'agriculture. Il est certain que la plupart des pays — sinon tous — pourraient incontestablement opérer une reconversion de leurs ressources de manière à réaliser une économie pouvant se suffire à elle-même (une telle politique peut être inévitable en période de guerre ou d'agression économique ou politique des pays impérialistes). Cependant, il n'est pas évident que les pays socialistes aient intérêt — en dehors des situations exceptionnelles dont on a parlé tout à l'heure — à diversifier à un tel point leur production qu'elle leur permette de disposer de tous les biens nécessaires à leur développement économique et au bien-être de leur population.

Dans certains pays, une telle diversification de la production serait tout à fait irréalisable à cause de difficultés d'ordre technique ; dans d'autres, les coûts que cela impliquerait seraient tellement élevés qu'ils réduiraient considérablement la productivité et la valeur de la production globale. Bien qu'une telle réduction de la productivité et de la production ne déprime pas nécessairement les niveaux de vie des populations des pays sous-développés — dans un certain nombre de cas, paradoxalement, c'est l'inverse qui peut se produire, par une diminution exclusive des profits — elle réduirait considérablement — et même, dans certains cas, annulerait — le *surplus économique potentiel* qui pourrait être utilisé aux objectifs du développement économique. Les exemples des pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient, au Vénézuéla, la Malaisie productrice de caoutchouc, Cuba exportant son sucre, suffisent amplement à prouver l'effet défavorable de l'autarcie sur le volume de leur *surplus économique potentiel.* C'est pourquoi tous les pays socialistes — qu'ils soient grands ou petits, plus ou moins développés — ont un intérêt vital à maintenir des relations commerciales avec les pays étrangers, qu'ils soient capitalistes ou socialistes. Dans les faits cependant, l'établissement et le développement de telles relations avec les pays capitalistes s'est toujours heurté à de très importantes difficultés au cours de l'histoire de tous les pays socialistes. Outre le fait que le développement des programmes d'industrialisation a inévitablement réduit leur capacité à exporter des quantités importantes de matières premières et de nourriture (qui leur étaient généralement achetées par les pays capitalistes occidentaux) il est très rapidement apparu des difficultés d'ordres considérables de politique. A la fin de la seconde guerre mondiale, les pays socialistes de l'Europe de l'est et du sud et ainsi que la Chine, ont été soumis par les puissances capitalistes à une forme de blocus économique sévère, ce qui les priva de la possibilité d'acquérir précisément ces biens qui leur étaient les plus nécessaires dans le cadre de leur industrialisation. La Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies n'avait pas tort de déclarer : « que les coûts qu'imposait une politique de développement à un petit pays, possédant de faibles ressources en énergie et peu de ressources naturelles, sont accrus par ce fait et risquent en conséquence de freiner la croissance recherchée, à moins que ce pays ne soit préparé à tirer tous les avantages que peut offrir la division internationale du travail. »[85] Ce conseil ne s'adresse pas uniquement aux petites puissances ; car, s'il n'existait pas pour chaque pays socialiste la possibilité d'entretenir des relations commerciales avec les autres pays socialistes, ils auraient été contraints *de facto* par l'hostilité des puissances capitalistes, à mener une politique de quasi autarcie. Dans ces conditions, les petits pays socialistes et ceux dont les ressources (actuellement) sont peu importantes ou au contraire hautement spécialisées, n'auraient peut être pas pu survivre et auraient succombé à la double opposition de la dépendance économique et de la pression politique.

La situation se transforme néanmoins radicalement, dès lors qu'un nombre important de pays socialistes ont pu se former, s'industrialiser et établir en leur sein une coopération économique et une assistance mutuelle. Ceci facilite non seulement l'extension des crédits mutuels (si et lorsque de telles possibilités existent) mais encore l'établissement de relations commerciales à long terme, ce qui a l'avantage de supprimer une partie des incertitudes qui pèsent le plus souvent sur le commerce notamment en ce qui concerne le volume et les prix des importations et des exportations. Une telle politique conduit de plus à une coordination plus poussée des plans de développement économique, ce qui assure aux pays de profiter de tous les avantages des économies d'échelle, d'éviter la multiplication des unités de production faisant double emploi, d'échanger avec profit toutes les informations d'ordre technique, etc. Comme le faisait remarquer Oskar Lange, c'est seulement dans le cadre de la collaboration internationale entre pays

[85] *Economic Bulletin for Europe* (août 1955), p. 94.

socialistes que la division internationale du travail et le principe des coûts comparatifs peuvent retrouver leur sens véritable, ne plus être des phrases idéologiques creuses qui cherchent à masquer l'exploitation des pays faibles par les pays forts. mais devenir de véritables principes moteurs de l'activité économique[86].

Ce qui est encore plus important, c'est que les principes significatifs de la division internationale du travail et de l'allocation des ressources en fonction des avantages comparatifs des différents pays, se transforment dans ces conditions du tout au tout. Les règles présidant à des relations économiques entre pays socialistes ne peuvent plus être considérées comme pouvant geler ou solidifier la division *existante* du travail, ou pouvant préserver la spécialisation *prédominant* entre les nations individualisées. Bien au contraire. l'objectif que se proposent à la fois la planification nationale et la planification internationale au sein du camp socialiste est précisément de transformer le plus rapidement possible les économies déformées des pays sous-développés. qui jusque-là n'avaient guère exporté plus d'un ou deux produits vers le monde extérieur. La mise en route d'une telle politique de diversification des activités productives de ces pays est non seulement très souhaitable, mais encore tout à fait indispensable. Faute d'une telle orientation, il n'existe aucune chance de croissance à long terme, aucune possibilité de liquider le retard économique. social et culturel. aucun moyen de faire cesser ce que Marx appelait « l'idiotie de la vie rurale »[87].

La réorganisation indispensable des économies des pays sous-développés en vue d'une diversification de leur production et d'un accroissement rapide de la production globale n'implique pas pour autant une répartition précipitée de leurs ressources productives ou la décision prise sans distinction, à tort et à travers, d'établir une politique de production (choix des produits et des investissements, rythme des investissements, etc.) totalement en rupture avec l'ancienne. Les décisions à prendre, tant en ce qui concerne le rythme que la nature des changements à opérer, doivent l'être en tenant compte d'un grand nombre d'éléments d'ordre économique, social et technique, ainsi que d'un certain nombre de considérations de localisation et d'implantation des unités de production : cette prise en compte seule permet en effet. de déterminer les avantages respectifs des différentes possibilités offertes. La totalité de ces données forme une sorte d'inven-

[86] *Zagadnenia Ekonomii Polityczne*i (Problèmes de l'Economie Politique), Varsovie 1953, p. 127 et suivantes. Voir aussi, à ce sujet, D. Granik, *The Pattern of Foreign Trade in Eastern Europe and it's Relation to Economic Development Policy*, Quarterly Journal of Economics (août 1954).

[87] C'est là également un point important si l'on considère la disparité économique et culturelle considérable entre les zones rurales et urbaines dans tous les pays capitalistes. qu'il faudrait également faire disparaître.

taire des avantages comparatifs des diverses voies qui s'offrent à l'investissement, inventaire qui est — cela va sans dire — différent pour chaque pays. Il ne peut être fondé statiquement sur les conditions existant à un moment déterminé, mais doit pouvoir couvrir tous les changements pouvant intervenir au cours de la durée totale du plan tant à l'intérieur du pays lui-même, qu'à l'étranger[88]. Il est certain que l'allocation et l'utilisation des ressources seront d'autant plus rationnelles, que l'aide et le soutien des autres pays sera plus important et que le pays envisagé connaîtra mieux la nature et le rythme du développement planifié des autres.

Une telle coopération entre pays socialistes représente réellement un progrès très important par rapport à la réalité structurelle des relations économiques internationales qui existent entre les pays impérialistes et les pays sous-développés dans lesquels « une suprématie initiale permet au pouvoir impérialiste de modeler effectivement la direction et la composition du produit commercialisable de la colonie ; les relations commerciales qui s'ensuivent renforcent, à leur tour la position de force tenue par l'impérialisme. »[89]

Ceci pourtant ne constitue que le premier pas vers une organisation totalement rationnelle de l'économie mondiale. La réalité présente de cette coopération entre nations socialistes, encore relativement « sous-développées », tient non seulement au fait qu'elle ne concerne encore qu'un nombre restreint de pays. mais aussi à leur retard économique plus ou moins accentué. La limitation qu'impose ce dernier aspect de la coopération entre pays socialistes, réduit considé-

[88] On peut envisager de le considérer comme un inventaire « des désavantages comparatifs », lorsqu'il s'agit de déterminer ce qui différencie (d'un point de vue économique et qualitatif pourrait-on dire) les coûts imposés par la production d'un bien nouveau, de l'achat, de ce même bien à l'étranger en contrepartie des produits exportés généralement par le pays sous-développé. Dans certains cas cette différence peut être tout à fait intolérable pour le pays sous-développé, alors que dans d'autres elle peut tendre à devenir acceptable surtout lorsque s'accroît la production nationale de produits nouveaux et d'autres branches de l'économie : dans d'autres cas elle disparaît purement et simplement (lorsqu'elle est créée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée) lorsque, au terme de quelques années d'expérience, la qualification est acquise. A l'importance de cet écart (calculé sur la base de la production anticipée pour la durée totale du plan et prenant en compte également des changements possibles dans les coûts des produits, tant dans le pays qu'à l'étranger également au cours de la durée d'exécution du plan.) on doit ajouter le coût qu'impose l'investissement direct dans les diverses unités de production et centres productifs. Des programmes impliquant le volume total de dépenses le plus faible seront préférables à des programmes exigeant davantage de ressources productives, toutes choses égales par ailleurs. Pourtant il est évident que « toutes choses » précisément ne seront pas « égales ». L'établissement d'une imprimerie peut exiger des dépenses supérieures à la construction d'une usine de liqueurs et cependant lui être préféré. Ce que permet de mesurer cependant un tel inventaire, c'est l'évaluation des coûts que suppose tel ou tel choix économique, quelles que soient les bases sur lesquelles ces choix ont été effectués.

[89] A. O. Hirschman, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, p. 13, Berkeley et Los Angeles, 1945.

rablement les bénéfices que tous pourraient tirer d'une division générale du travail et d'une spécialisation internationale adaptée aux besoins effectifs ; de plus elle réduit l'importance même de l'aide mutuelle que les différents pays peuvent consentir aux autres.

Dans un « commonwealth » socialiste, cette collaboration entre membres individuels sera beaucoup plus développée et acquerra des caractéristiques qualitatives nouvelles. Etant donné que le capitalisme sera devenu alors « la préhistoire de l'humanité » (et ce, de plus en plus) l'un de ses principaux legs disparaîtra avec sa propre disparition de la scène de l'histoire. Le phénomène politique et économique de la *nation* tendra à disparaître lentement, mais inéluctablement, comme l'ordre économique et social qui l'engendre et le cristallise. Car, le capitalisme ayant durant sa période progressiste et ascendante créé et développé l'entité nationale, l'a fait de manière à ce que subsistent les aspects progressistes *et* les caractères barbares de cette entité ; de plus le capitalisme a également produit les conditions de sa désintégration et de sa disparation ultimes. Ainsi le capitalisme. tout en ayant « donné un caractère cosmopolite à la production et à la consommation dans chaque pays, et ayant substitué à l'ancienne autarcie locale et nationale, des relations internationales s'étendant dans toutes les directions et permettant aux nations de jouir d'une indépendance universelle »[90]. n'a pu réaliser cela que d'une manière tout à fait contradictoire, intrinsèquement explosive. Le capitalisme n'a pu atteindre ce résultat en effet, que par le moyen de l'exploitation des pays plus faibles, grâce à l'impérialisme, le colonialisme, etc. Ayant appliqué la notion bourgeoise de démocratie aux relations internationales, le capitalisme proclama que le monde entier constituait une « communauté » de pays libres et souverains — reconnaissant par là même l'inégalité fondamentale entre les peuples des pays sous-développés et les peuples des pays plus avancés. En insistant avec une telle vigueur sur l'égalité des statuts et des droits des nations impérialistes et les nations qui dépendaient d'elles, sur l'égalité entre les gouvernants et les gouvernés, le capitalisme dévoile bien sa profonde hypocrisie. Ce que notait déjà Marx par rapport aux individus qui composaient la société capitaliste s'applique tout aussi bien aux nations individuelles au sein du système mondial d'exploitation de l'impérialisme. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît pas de distinctions de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et par suite, des capacités de production comme des privilèges naturels. C'est donc, dans son contenu, un droit fondé sur *l'inégalité, comme tout droit.*[91]

---

[90] *Le Manifeste Communiste*, Marx Engels, (Œuvres Choisies), Vol. I, Moscou, 1949-50.

[91] *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, éd. Sociales, Paris. vol. II, p. 22 (ital. dans le texte).

C'est une telle inégalité qui fait périr la majorité du genre humain, alors qu'une toute petite minorité qui a précisément bâti sa position avantageuse sur la misère des autres, demeure dans l'indifférence ; c'est cette situation de « droits égaux de toutes les nations » qui engendre un puissant mouvement de résistance à l'impérialisme et au colonialisme, une profonde lutte de libération nationale et sociale. Tandis que ce mouvement a déjà partiellement réussi à atteindre ses objectifs et réussira sans doute à détruire totalement les bases mêmes de l'impérialisme et à mettre fin à la domination d'une nation sur l'autre, il ne pourra néanmoins qu'éliminer l'inégalité entre les nations et non l'inégalité elle-même. De même que la révolution sociale conduit à l'abolition des classes, sans que cela soit inéluctable, de même la révolution nationale, conduit à l'abolition des nations. Pour que ces deux mouvements puissent se réaliser, des transformations profondes et durables de la structure sociale et de la finalité qu'elle se choisit, doivent intervenir. La croissance économique, de plus, doit pouvoir se dérouler par grands bonds, ce qui peut permettre au développement des forces productives d'atteindre un niveau qui garantisse l'existence de niveaux de vie et de santé corrects, non seulement pour certaines nations « choisies » entre toutes, mais pour toutes les nations du monde socialiste. De plus, ces niveaux doivent être égalisés en fonction des particularités climatiques et culturelles des différentes régions. Certaines devront recevoir des « subventions » alors que d'autres jouissent de « rentes différentielles » grâce à la fertilité de leurs sols, à l'abondance de leurs ressources minérales, ou à une tradition plus ancienne de l'industrie. Il n'est pas plus illogique de « subventionner » ainsi les régions les moins favorisées, que de faire « subventionner » une partie du pays par l'autre, de même qu'il n'est pas illogique de fournir dans une famille, la nourriture, les vêtements et le logement aux membres de la famille quelle que soit leur contribution effective, en tant qu'*individus*, au revenu total de la famille. Cela implique seulement que soit dépassée la référence à la relation qui régit tous les rapports entre les hommes dans un régime capitaliste, la référence à la loi de la valeur. Il va sans dire que cela ne peut être acquis que par le triomphe de la révolution elle-même. Parvenir à une telle situation — qui est seule digne des potentialités et de la valeur des hommes — nécessitera sans aucun doute des décennies, pendant lesquelles de jeunes générations d'êtres humains devront être éduquées en tant que membres d'une société socialiste coopérative et non plus en tant que loups dans la jungle concurrentielle des marchés capitalistes. Ce sera une longue et difficile lutte, car les modes de pensée et les réactions implantés par une « culture » basée sur les relations commerciales entre les hommes, par des siècles d'exploitation des uns et d'oppression des autres, demeureront longtemps enracinés. Les difficultés qui s'élèveront dans cette quête seront grandes au plan national et encore davantage au plan international. « Plus un pays est arriéré, plus l'emprise de la petite production agricole, du patriarcat et de l'ignorance est forte, puisqu'elle renforce et rend plus tenaces les préjugés petit-bourgeois

les plus profonds, à savoir le chauvinisme et l'étroitesse de vue nationale. Ces préjugés ne peuvent disparaître que très lentement, car leur suppression nécessite la disparition du capitalisme et de l'impérialisme en tant que tels dans les pays capitalistes avancés et une transformation radicale de tout le système de la vie économique dans les pays sous-développés. »[92] Staline a correctement formulé quelques-unes des exigences immédiates que requiert une politique qui cherche à préparer la réalisation de ces objectifs lointains : « Il est nécessaire... d'assurer le progrès culturel de la société de manière à permettre aux hommes un développement général de leurs capacités intellectuelles et physiques.... Pour cela, il est nécessaire en premier lieu de réduire la durée de la journée de travail à six heures et ultérieurement à cinq heures. Ceci est indispensable pour permettre à tous les membres de la société d'acquérir une éducation complète... Dans le même sens et dans la même optique, il est nécessaire d'améliorer considérablement les conditions de logement et de doubler au moins les salaires réels des ouvriers et des employés. »[93] Ce n'est que par une révolution culturelle globale, un accroissement considérable des niveaux et de la qualité de l'enseignement, une « reddition inconditionnelle » de la superstition, de l'ignorance, et l'appel à la raison, au réalisme et à la science, que peut être réalisée l'abolition des classes sociales et un « commonwealth » socialiste véritablement *intra-national.* C'est seulement sur la base de hauts niveaux de vie, de l'abondance des biens matériels, qu'une *égalisation* internationale peut se réaliser, qui contribuera autant à la progression des parties qu'à celle de la totalité. Un tel « commonwealth » des pays socialistes permettrait enfin que ceux qui sont « nantis » acceptent effectivement d'aider ceux qui ne sont « pas nantis » et permettrait à ces derniers de se libérer progressivement de cette aide. Les sceptiques et les cyniques pourront dire que cela est « futuriste ». Indubitablement, mais un premier témoignage de la réalité de ce que nous avançons nous est déjà donné par tous ceux qui, continuellement drogués — systématiquement, implacablement — par toutes les officines de l'idéologie capitaliste, et elles sont nombreuses et perfectionnées, ont réussi à se libérer eux-mêmes de l'état de stupeur intellectuelle et psychologique dans lequel on voulait les maintenir.

Réaliser un ordre social où seront possibles la croissance économique et l'élévation du niveau culturel, permis par la domination rationnelle sans cesse croissante de l'homme sur les forces inépuisables de la nature, est une tâche allant au-delà en étendue et en prétention tout ce qui a été jusqu'à présent accompli au cours de l'histoire. Si la richesse de l'humanité est essentiellement, comme Marx le disait,

[92] Lénine, Œuvres Choisies en deux volumes, vol. II, 2e partie, Ed. Moscou, 1950.
[93] Economic Problems of Socialism in the U.S.S.R. (New York 1952), p. 53.

la totalité de ses capacités et de ses aspirations, sa pauvreté est, alors, son ignorance et son manque d'audace. Essayer de substituer la raison à la superstition et de faire confiance aux capacités humaines plutôt que d'accepter de façon résignée la réalité (elle est toujours, dans ce cas, présentée de façon pernicieuse) a toujours été une entreprise difficile et hasardeuse. Elle se heurte non seulement à la résistance de toutes « les fureurs de la propriété privée », mais doit aussi foncer tête baissée sur « l'homme du souterrain » de Dostoïevski, celui qui « vomit sur la raison » et demande « Qu'ais-je à me soucier des lois de la nature et de celles de l'arithmétique, alors que, pour une raison ou pour une autre, elles me déplaisent autant que le fait que deux et deux font quatre ? » Cet « homme souterrain » est le produit gavé et cultivé par tout l'appareil de la civilisation bourgeoise. Les économistes contribuent à la construction de cet édifice en présentant le système capitaliste comme, fondamentalement, le seul cadre possible, vraiment « naturel » de l'activité économique, même si, par ailleurs, il est nécessaire d'y apporter quelques améliorations. Les psychologues s'en mêlent en affirmant que l'inconscient est une forme obscure et insondable, ce qui les amène inévitablement à nier tous les efforts destinés à servir la cause de la raison, en même temps ils attribuent la structure de la personnalité à des forces éternelles et biologiques plutôt qu'à des frustrations et des angoisses créées et continuellement reproduites par une société qui n'est pas organisée humainement.[94] Des écrivains tels que Huxley, Orwell, Koestler y contribuent par les images qu'ils donnent de ce qu'est pour eux une société rationnelle et par la répulsion qu'ils essaient de provoquer de cette façon parmi la multitude de ceux qui sont incapables de faire la différence entre caricature et réalité[95]. D'autres, comme Ernest Hemingway, désappointés de ce que l'histoire ne se déroule pas selon leurs préférences, prêchent le désœuvrement, le désespoir et la futilité. Des artistes jouent un rôle en créant des œuvres d'évasion qui obscurcissent ou déforment le monde réel ; et pour achever le tout, l'industrie cinématographique, la presse, la radio, la télévision produisent des distractions abrutissantes et détruisent systématiquement et inexorablement toute pensée intelligente que ce soit parmi les jeunes ou les adultes, les ignorants ou ceux qui sont cultivés, dans les pays développés tout autant que dans les pays sous-développés.

La révolution sociale ne fera pas disparaître du jour au lendemain « l'homme du souterrain », cet être façonné et élevé dans le carcan de la culture bourgeoise. La destruction de la base sociale qui lui

[94] C'est là la principale faiblesse de Freud ; cela l'amène, surtout dans ses dernières œuvres, à se rapprocher dangereusement du mysticisme.
[95] Voir l'analyse incisive de T. W. Adorno, dans son remarquable essai : *Der Entzauberte Traum*, Die Neue Rundschau (2e éd. 1951), réédité dans *Prismen, Kulturkritik und Gesellschaft*, Berlin et Francfort, 1955.

donne vie à chaque instant affaiblit énormément sa capacité de résistance, mais cela ne l'élimine pas immédiatement. Le dépassement de cet héritage, qui sera alors considéré comme la fin des périodes sombres de l'humanité exigera une lutte prolongée qui durera l'espace de plusieurs générations. Selon la formule de Hegel, la montée de la raison ne se fait pas de façon continue, en ligne droite ; continuellement, les inquisitions et les camps de concentration, les chambres à gaz et les chasses aux sorcières y ont fait obstacle, l'ont retardée. Elle a été marquée par des grandes victoires et entravée par de sévères défaites, elle est passée par des progrès exaltant et s'est embourbée au cours de retraites décourageantes. Il n'y a pas que la haine et l'obstination des forces qui se cramponnent désespérément au *statu quo* et qui maintiennent dans l'obscurantisme les peuples qu'elles contrôlent encore, pour s'opposer aux progrès de la raison, il y a aussi, fréquemment, les insuffisances irritantes et les erreurs de ceux qui luttent avec dévouement pour son triomphe. Ces erreurs ont découragé et désorienté beaucoup de ceux qui avaient pu trouver la force et le courage de braver les pénalités et l'ostracisme dont les frappait la société bourgeoise pour s'allier à la cause du progrès. Toutefois, le stratagème habituel des opportunistes est de s'emparer des erreurs commises par ceux qui luttent pour l'avancement de la cause de la raison pour justifier l'abandon de cette cause et retomber dans l'agnosticisme et la passivité.

Toute tentative humaine comporte nécessairement des erreurs ; qu'elles se produisent est un aspect du progrès réel au cours duquel elles peuvent exister et être corrigées. Mais, de toutes les défaillances de la pensée, la plus dangereuse et la plus destructrice est probablement l'incapacité de distinguer l'irrationalité de l'erreur. Cette différence est comparable à celle qui existe entre les incohérences d'un psychotique et les jugements erronés d'un être normal : les premières sont le signe d'une grave maladie, les seconds proviennent d'une utilisation inadéquate de la connaissance, d'un manque de clairvoyance. A l'échelle sociale, comme à l'échelle individuelle, les unes et les autres ne peuvent être éliminées que par la guérison de leurs causes sous-jacentes. Le phénomène social de l'irrationalité ne triomphera pas plus longtemps que sa base réelle, le système capitaliste, ne durera. De plus, de la même façon que la conduite d'un psychotique ne pourra pas être modifiée par des arguments ou par la persuasion, un ordre social fondé sur l'irrationalité ne pourra pas être rendu rationnel par les seuls progrès de la science et de l'éducation. En fait, toute connaissance supplémentaire acquise par une société dont la structure est irrationnelle ne peut qu'accroitre et renforcer les puissances de mort et de destruction.

Dans une société où la raison est le principe qui régit les relations sociales, la situation est radicalement différente. Une fois de plus, il faut insister sur le fait que son évolution suivra un cours long et difficile.

« Ce à quoi nous avons affaire ici c'est une société communiste, non pas telle qu'elle s'est *développée* à partir de ses fondements propres, mais bien au contraire telle qu'elle *émerge* de la société capitaliste ; une telle société porte par conséquent dans tous les domaines,

économique, moral et intellectuel, encore les marques de naissance* de l'ancienne société, du sein de laquelle elle émerge.[96] »

Certes, pendant un temps assez long, l'irrationalité et l'erreur troubleront toutes deux l'ordre socialiste. Des crimes seront commis, des abus perpétrés, la cruauté et l'injustice seront inévitables on ne peut s'attendre à ce qu'aucune erreur ne soit commise dans la direction d'une telle société. Des plans pourront être établis de façon erronée, des ressources pourront être gaspillées, des ponts pourront être construits là ou il n'en était pas besoin, des usines pourront être établies là où aurait dû être cultivé du blé. Mais ce qui est décisif c'est que l'irrationalité ne soit plus désormais, comme cela est le cas sous le régime capitaliste, *inhérente* à la structure de la société. Elle ne sera plus l'excroissance honteuse d'un système social basé sur l'exploitation, les préjugés nationaux et l'entretien de la superstition : tout cela se réduira à un reste du passé, privé de sa base socio-économique, déraciné par la disparition des classes, par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Avec la maturation de la société socialiste, avec le développement de ses propres fondements, on assistera à sa libération à l'égard des legs du capitalisme. Ses propres erreurs et dysfonctionnement auront leur origine dans des fautes de jugement d'hommes raisonnables. ils résulteront de l'insuffisance de leurs talents intellectuels ou psychologiques, ou de leurs oublis, de l'état actuel des connaissances. Remédier à cela, améliorer le contrôle des hommes sur la nature et faire progresser leurs relations entre eux, c'est le grand et beau défi de toute entreprise scientifique. Avec le progrès de la connaissance, transformée en un puissant instrument du progrès humain, cette société deviendra l'affaire de tous, hommes ou femmes, à chaque moment de leur vie.

Tirant son énergie des ressources inépuisables que sont les forces d'un peuple libre, elle ne vaincra pas seulement la faim, la maladie et l'obscurantisme, mais recréera radicalement dans le cours même de sa progression victorieuse la structure intellectuelle et psychique de la personnalité humaine.

Contribuer à l'émergence d'une société dans laquelle le développement remplacera la stagnation, où la croissance supprimera la décadence, et où la culture marquera la fin de la barbarie, est la plus noble et la seule vraie fonction de toute entreprise intellectuelle. La nécessité du triomphe de la raison sur toutes les mythologies, de la victoire de la vie sur la mort, ne peut être prouvée par la logique pure. Comme l'a dit un grand physicien, « la logique seule est incapable de porter quiconque au-delà de la sphère de sa propre perception ;

---

* N.D.T. Terme allemand : *Muttermalen :* taches de vin, marques de naissance, cité dans l'édition Spartacus.

96 Marx, *Critique des Programmes de Gotha et d'Erfurt* (Ed. Soc., Paris) et Ed. Spartacus, p. 22, et *Œuvres choisies*, Moscou (1949-50), Vol. II, p. 21.

elle ne peut même pas contraindre quiconque à reconnaître l'existence de ses compagnons : les hommes. »[97] Cette nécessité doit s'appuyer sur la proposition suivante : le droit de l'humanité à la vie, au développement, au bonheur ne requiert pas de justification. C'est avec cette proposition qu'elle vit et qu'elle meurt. Cette proposition est cependant un postulat. il ne peut être prouvé, mais il est irréfutable.

[97] Max Planck, *Das Weltbild der Neuen Physik*, p. 9. Leipzig, 1929.

Table

Avant-propos 7
Préface à la 1re édition 11
Préface à l'édition de 1962 15
1. Une vue d'ensemble 49
2. Le concept de surplus économique 70
3. La théorie de l'équilibre et le développement en régime de capitalisme de monopole (I) 92
4. La théorie de l'équilibre et le développement en régime de capitalisme de monopole (II) 137
5. Les racines du sous-développement 179
6. Vers une morphologie du sous-développement (I) 205
7. Vers une morphologie du sous-développement (II) 244
8. Les difficultés de l'émergence 293

Imprimerie Clerc, Paris-Saint-Amand-Montrond (Cher)
Dépôt légal 1er trimestre 1967. — N° d'Editeur 122. —
N° d'Imprimeur 1391